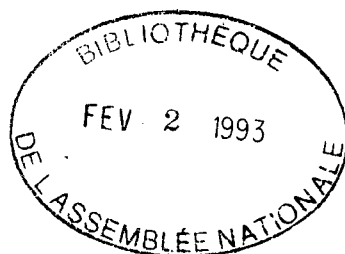


ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL
DU QUÉBEC**

Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau

Québec, le mercredi 12 décembre 1990

No 19

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,
M. Jean-Pierre Saintonge**

QUÉBEC

A11A8

Aa9

A84

1990-91

Débats

ex 2

au P. 600

Note de l'éditeur:

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
70 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, (Québec)
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Table des matières

Association des femmes d'affaires du Québec	1343
Voice of English Québec	1352
M. Léon Dion	1360
Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick	1373
Conseil de la nation huronne-wendat	1379
Conseil permanent de la jeunesse	1390
Association canadienne-française de l'Ontario	1399
Université du Québec	1407
Conseil de la coopération du Québec	1418
Mouvement Québec français	1425
Fondation de l'entrepreneurship du Québec	1434

Intervenants

M. Michel Bélanger, président

M. Ghislain Dufour
 M. Richard B. Holden
 M. Jean-Pierre Hogue
 Mme Christiane Pelchat
 Mme Pauline Marois
 M. Gil Rémillard
 M. Guy Chevette
 M. Robert Libman
 M. Guy d'Anjou
 M. Louis Laberge
 Mme Lorraine Pagé
 M. Jacques Brassard
 M. Claude Béland
 M. Jean-Claude Beaumier
 M. Lucien Bouchard
 M. Gérald Larose
 M. Serge Turgeon
 Mme Cheryl Campbell Steer
 M. Jean Campeau
 M. Marcel Beaudry
 M. Jacques Proulx
 M. Roger Nicolet
 M. Russell Williams
 Mme Jeanne L. Blackburn
 M. Christos Sirros
 M. Denis Perron
 M. André Boisclair
 M. Roger Paré
 M. Robert Benoit
 M. Charles-Albert Poissant
 M. Cosmo Maciocia
 Mme Louise Harel
 M. Claude Dauphin
 M. Guy Bélanger
 M. Réjean Doyon
 Mme Claire-Hélène Hovington
 Mme Pauline Marois

(suite à la page suivante)

Table des matières (suite)

- * Mme Henriette Lanctôt, Association des femmes d'affaires du Québec
- * Mme Guylaine Lanctôt, idem
- * Mme Diane Lemelin, idem
- * Mme Louise Clément-Tessier, idem

- * Mme Deborah Hook, Voice of English Québec
- * M. Pierre St-Maur, idem
- * M. John Keyes, idem

- * M. Réal Gervais, Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick

- * M. Max "Oné Onti" Gros-Louis, Conseil de la nation huronne-wendat
- * M. Luc Lainé, idem
- * Mme Rayne Lainé, idem

- * M. Guy Gagnon, Conseil permanent de la jeunesse
- * Mme Marie-Andrée Bertrand, idem
- * M. Sylvain Tanguay, idem

- * M. Jean Tanguay, Association canadienne-française de l'Ontario
- * M. Fernand Gilbert, idem
- * Mme Line Michaud, idem
- * M. Daniel Saint-Jean, idem
- * M. André Lécuyer, idem

- * M. Claude Hamel, Université du Québec
- * M. Guy Massicotte, idem
- * M. Jacques Parent, idem
- * M. Alain Soucy, idem

- * M. César Simon, Conseil de la coopération du Québec
- * M. Yves Michaud, idem
- * Mme Juliette Bonneville, idem
- * M. Jean-Claude Guérard, idem
- * M. Garry Lavoie, idem

- * M. Guy Bouthillier, Mouvement Québec français
- * M. Michel Rioux, idem

- * M. Paul-A. Fortin, Fondation de l'entrepreneurship du Québec
- * M. Jean-Marie Toulouse, idem

- * Témoins interrogés par les membres de la Commission

Québec, le mercredi 12 décembre 1990

Audition d'organismes et d'un expert

(Neuf heures trente-cinq minutes)

Le Président (M. Michel Bélanger): Bienvenue à cette séance de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Je vous rappelle que le mandat de la Commission est d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler, à cet égard, des recommandations.

La séance d'aujourd'hui sera consacrée à l'audition des groupes et organismes suivants, qui ont tous fait parvenir des mémoires à la Commission: l'Association des femmes d'affaires du Québec, pour une heure; Voice of English Québec, 30 minutes; M. Léon Dion, un expert invité, pour une heure; la Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick, pour 30 minutes; le Conseil de la nation huronne-wendat, pour une heure; le Conseil permanent de la jeunesse, pour une heure; l'Association canadienne-française de l'Ontario, pour 30 minutes; l'Université du Québec, pour une heure; le Conseil de la coopération du Québec, pour une heure; le Mouvement Québec français, pour 30 minutes; la Fondation de l'entrepreneurship du Québec, pour 30 minutes.

Lors de présentations d'une durée d'une heure, les temps de parole sont les suivants: 10 minutes pour la présentation du mémoire, 25 minutes pour les membres inscrits auprès de la présidence, chacun des membres disposant d'un maximum de 5 minutes, 10 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, 10 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement et 5 minutes pour la présidence.

Lors de discussions d'une durée de 30 minutes, les temps de parole sont répartis comme suit: 5 minutes pour la présentation du mémoire, 10 minutes pour les membres inscrits, chacun des membres disposant d'un maximum de 5 minutes, 5 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, 5 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement et 5 minutes pour la présidence.

Nous passons maintenant à la présentation de l'Association des femmes d'affaires du Québec. Je prierais la porte-parole du groupe de bien vouloir se présenter, et de présenter les gens qui l'accompagnent.

Association des femmes d'affaires du Québec

Mme Lanctôt (Henriette): MM. les Présidents, Mmes et MM. les membres de la Commission parlementaire, mon nom est Henriette Lanctôt et je suis présidente fondatrice de l'Association des femmes d'affaires du Québec.

Les personnes qui m'accompagnent sont: Mme Diane Lemelin, présidente de Diane Lemelin Communications, Dr Guylaine Lanctôt, présidente des Cliniques Dr Guylaine Lanctôt, et Louise Clément-Tessier, présidente de Gestion médicale Louise Clément-Tessier.

Votre Commission a reçu le mandat d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec, et de formuler des recommandations à cet égard. Lors des débats menant à l'adoption de votre loi constitutive, il était très clair que les considérations économiques devaient inspirer ce processus d'étude et d'échange.

Au cours des 10 dernières années, les femmes d'affaires ont marqué l'évolution de l'activité économique à tous les niveaux. Au niveau de "l'entrepreneurship," les femmes sont à l'origine de plus de la moitié des nouvelles entreprises indépendantes créées depuis 1980 au Canada. Nous pouvons donc affirmer que les femmes entrepreneures ont largement contribué à la création de nouveaux emplois au Québec au cours des 10 dernières années. Au niveau des grandes entreprises publiques et privées, la présence des femmes à des postes clés a influencé les prises de décision et les orientations de ces entreprises et également fait place à de nouvelles valeurs dans le processus décisionnel et de gestion.

Et enfin, de plus en plus de femmes étant détentrices de diplômes universitaires, elles se sont ainsi données les moyens d'intervenir de façon significative dans l'avenir du Québec, tant au niveau professionnel, technologique, recherche, fabrication et gestion. C'est pourquoi l'Association a voulu vous faire part de ses réflexions dans le cadre des travaux de votre Commission parlementaire. Il est important d'établir que nous n'avons pas le mandat de prendre parti pour l'une ou l'autre thèse concernant l'avenir constitutionnel du Québec. Nous tenons toutefois à vous dire que l'option retenue devra "prioriser" de nouvelles valeurs et mettre en place de nouveaux systèmes pour que le Québec puisse innover, se développer de façon stratégique en assurant sa compétitivité, sa spécificité et en misant sur son leadership et son dynamisme propres. Repenser notre avenir politique, c'est remettre en question nos valeurs collectives, nos façons de penser et d'agir.

Permettez-moi d'abord de vous présenter l'Association des femmes d'affaires du Québec. C'est une association à but lucratif et non partisane qui travaille à l'avancement et au succès des femmes évoluant dans les milieux d'affaires. Fondée il y a 10 ans, elle regroupe près de 4000 femmes provenant de toutes les

régions du Québec. Elle a encouragé les femmes d'affaires à jouer un rôle de plus en plus déterminant dans l'économie du Québec. Bien que nous soyons préoccupées par tous les secteurs de l'activité québécoise, la dimension économique demeure une constante dans notre démarche. C'est avec ce secteur que nous débiterons notre réflexion. L'économie québécoise de demain doit continuer à favoriser le dynamisme et les particularités de nos forces économiques, soit les PME, comme catalyseurs des énergies créatrices d'emplois nouveaux et les grandes entreprises tout à fait à l'aise dans un contexte de mondialisation des marchés. Quelle que soit la structure constitutionnelle qu'on retiendra pour le Québec, nous devons nous donner des outils pour favoriser l'émergence et le développement de petites entreprises où se manifeste particulièrement l'"entrepreneurship" féminin. Elles sont présentes dans toutes les régions du Québec et oeuvrent surtout dans le secteur tertiaire, notamment dans les domaines commercial et des services. Les programmes gouvernementaux actuels d'aide et de soutien ont suivi l'évolution des besoins des entreprises plus importantes. Qu'advient-il alors des programmes, des services et des outils de financement et de formation pour les plus petites entreprises?

En ce sens, l'Association des femmes d'affaires du Québec recommande: que le gouvernement du Québec crée ou désigne une structure gouvernementale qui aura un vrai mandat de support exclusif à la petite entreprise; que le gouvernement du Québec fournisse des services et des outils de financement, en collaboration avec les milieux bancaires concernés qui répondent plus adéquatement à la petite entreprise qui démarre ou qui atteint le niveau critique d'expansion; que le gouvernement du Québec développe des programmes de formation pour aider les très petites entreprises à passer plus facilement à l'état d'expansion et d'adaptation aux changements technologiques; et enfin, que le gouvernement du Québec se préoccupe de toutes les formes de petites entreprises, y compris les entreprises à domicile.

Nous passerons maintenant au secteur de l'éducation et de la formation de la main-d'oeuvre. Les entreprises québécoises ont besoin d'une main-d'oeuvre de qualité. Quelle que soit la structure constitutionnelle que nous retiendrons pour l'avenir, le Québec doit disposer des pleins pouvoirs et d'un champ de compétence exclusif en matière d'enseignement supérieur, de recherche et de formation de la main-d'oeuvre. L'éducation doit être gérée adéquatement, en tenant compte des besoins présents et futurs des entreprises, mais aussi d'une main-d'oeuvre en pleine crise d'adaptation.

Deux aspects de cette question nous préoccupent davantage: la préparation d'une relève et la revalorisation de la fonction enseignante. Tous sont d'avis que nous subissons

présentement une pénurie grandissante de main-d'oeuvre qualifiée dans les secteurs de pointe. La situation est d'autant plus délicate que nos entreprises doivent oeuvrer dans un contexte de mondialisation des activités économiques, et dans celui du libre-échange. L'Association estime qu'il faut non seulement instaurer rapidement des mécanismes d'adaptation et de formation en entreprise de la main-d'oeuvre actuelle, mais encore favoriser à la base une formation adéquate de notre main-d'oeuvre québécoise.

Qui dit adaptation de la main-d'oeuvre dit aussi formation continue. La formation permanente aux nouvelles technologies est d'autant plus impérieuse que les entreprises d'ici vont investir plusieurs centaines de millions de dollars d'ici cinq ans dans l'implantation de systèmes sophistiqués, conjuguant la robotique et l'informatique. Plusieurs secteurs de l'activité industrielle manquent désespérément de travailleurs qualifiés et spécialisés pour être compétitifs.

Le système d'éducation doit refléter les besoins du marché et encourager la création de programmes d'études mieux adaptés aux impératifs du milieu de travail. L'Association estime que les entrepreneurs doivent absolument être associés à cette démarche. Impliquer les gens d'affaires dans cette opération, c'est les responsabiliser et leur faire voir l'importance réelle de la formation adéquate de leur main-d'oeuvre. À ce chapitre, l'Association a initié, depuis deux ans, des programmes d'intégration de la relève auprès des finissantes de niveau secondaire qui, à l'heure des choix importants pour leur avenir, sont invitées à expérimenter l'activité professionnelle qu'elles convoitent auprès des membres de l'Association.

Aussi, l'Association des femmes d'affaires du Québec recommande que le gouvernement du Québec maintienne et élargisse les programmes fiscaux d'encouragement à la formation de la main-d'oeuvre et en emploi, que le gouvernement incite les dirigeants d'entreprise par différentes mesures à prendre conscience de leurs responsabilités quant à l'instauration et au maintien de programmes de formation pour leurs employés.

Nous passerons maintenant au secteur de l'immigration. Différentes études estiment qu'en l'an 2000, les femmes et les immigrants constitueront plus de 80 % des nouveaux arrivants sur le marché du travail. Si les entreprises québécoises ont acquis une autorité morale, elles ont aussi acquis une responsabilité sociale qu'elles ne peuvent plus aujourd'hui négliger, notamment à l'endroit de nos immigrants. Quelle que soit la structure constitutionnelle que l'on retiendra pour l'avenir, l'Association est d'avis que le Québec doit absolument disposer d'une plus large autonomie décisionnelle quant aux critères de sélection et d'intégration de nos nouveaux Québécois.

Il s'agit d'une priorité pour laquelle le Québec doit se donner une marge de manoeuvre

financière. Mais la sélection n'est pas tout. L'accueil, la formation et l'intégration surtout de ces nouveaux arrivants sont primordiaux. La communauté d'affaires possède les moyens d'accélérer leur intégration et doit donner l'exemple en établissant une communication franche et constructive avec les membres des communautés culturelles.

Aussi, l'Association des femmes d'affaires du Québec recommande que pour protéger sa culture, pour garder ses immigrants, leur favoriser une intégration plus harmonieuse et les inviter à relever avec nous les défis de demain, le Québec devienne le véritable maître d'œuvre de sa politique d'immigration, notamment quant aux critères de sélection et d'intégration de ses immigrants; que le gouvernement crée des mesures incitatives à la communauté d'affaires pour que cette dernière reconnaisse le rôle qu'elle doit assumer pour une meilleure intégration des immigrants dans la société québécoise, sachant surtout que ces derniers constitueront une part importante des nouveaux arrivants sur le marché du travail d'ici dix ans. Enfin, que certains groupes corporatifs reconnaissent plus aisément l'expérience acquise à l'étranger dans l'exercice de certains métiers.

MM. les Présidents, Mmes et MM. les membres de la Commission parlementaire, la discussion à laquelle vous nous conviez est une occasion unique de réfléchir sur l'organisation d'une société qui saura mettre de côté les vieux modèles patriarcaux et qui opéra pour une société équilibrée entre le matérialisme et les valeurs humaines.

Il faut réinstaurer des valeurs fondamentales d'humanisme, de morale et d'éthique. La nouvelle organisation que nous recherchons devra être le moteur d'une société responsable et tournée vers le futur. L'État doit revoir son rôle et ses structures à la lumière des besoins futurs, chercher à innover plutôt que de s'inspirer des modèles traditionnels. Le Québec pourrait ainsi prendre le leadership, initier une société nouvelle qui pourra servir d'exemple à plusieurs autres nations qui réfléchissent aussi à leur avenir.

L'Association des femmes d'affaires du Québec estime qu'on ne peut plus négliger le poids démographique des femmes dans la population active. On ne peut plus mettre de côté leur influence économique comme leaders, femmes d'affaires, productrices de biens et de services ni comme consommatrices. On ne peut plus ignorer leur compétence ni leur vision collective et personnelle de la société. Conséquemment, l'État doit, plus que jamais, reconnaître l'importance d'une présence plus représentative des femmes aux divers paliers décisionnels.

Soyez assurés, MM. les Présidents, Mmes et MM. les membres de la Commission parlementaire, que nous avons à cœur, tout comme vous, l'intérêt de notre société. Je vous remercie.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, Mme la présidente de l'Association des femmes d'affaires du Québec. Nous commençons avec des questions qui viennent des membres. Le premier inscrit est M. Dufour.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord remercier l'Association pour son mémoire. Je dois dire que, pour l'essentiel, je partage le point de vue. Je signerais ce mémoire.

Vous faites un certain nombre de propositions pour renforcer l'économie des PME, notamment, et à la fin de la page 5, vous proposez une structure. Vous dites que le gouvernement du Québec créé ou désigne une structure gouvernementale qui aura un vrai mandat de support exclusif à la petite entreprise. Je ne me rappelle pas si c'est sous le gouvernement du Parti québécois, il y avait une structure d'aide plus particulière aux PME, mais je me rappelle que M. Vallérand, par exemple, était ministre d'État aux PME. C'est une structure qui est disparue. Est-ce que c'est ce que vous voudriez remettre en place?

Mme Lanctôt (Henriette): Il est extrêmement important d'aider la toute petite entreprise parce qu'il n'y a effectivement, en ce moment, aucune mesure, aucun ministère, si vous voulez, qui se préoccupe de la toute petite entreprise. On a fait beaucoup d'efforts au niveau de la PME mais rien au niveau de la toute petite entreprise, qui est quand même un élément extrêmement dynamique pour notre économie. Alors, c'est dans ce sens qu'on fait une recommandation ici, pour la valoriser.

M. Dufour: Vous faites toute une série de recommandations d'ordre économique, évidemment, c'est davantage votre mission. Vous reliez ça aux différents dossiers qui tournent autour de l'économie, notamment la formation professionnelle. Vous avez d'ailleurs une statistique qui est intéressante: 77 % des entreprises de cinq employés et moins sont gérées par des femmes d'affaires. Je pense que c'est une statistique qui est frappante. Toutes ces propositions-là que vous faites pour vous aider dans votre rôle de développeuses, croyez-vous qu'elles peuvent se réaliser à l'intérieur du cadre fédéral actuel? Je ne vous demande pas de prendre position.

Mme Lanctôt (Henriette): Je crois que, quelle que soit la structure que l'on retiendra, ces mesures pourraient se faire, absolument.

M. Dufour: Donc, dans le cadre fédéral actuel.

Mme Lanctôt (Henriette): Quelle que soit, je dis bien, quelle que soit la structure que l'on retiendra.

M. Dufour: Merci, M. le Président.

Mme Lanctôt (Guyline): Je pense que c'est une question de temps, oui. Non, c'est tout simplement pour reprendre votre question. C'est-à-dire que les négociations se feront avant ou après la séparation, s'il y en a, ou s'il n'y en a pas. De toute façon, il y aura des choses à rapatrier. Est-ce qu'elles se feront avant une séparation ou après une séparation? Ça c'est vous qui le saurez. Mais nous avons besoin de plus d'outils de fonctionnement. Je pense que c'est ce que nous vous disons ce matin.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ça va, M. Dufour?

M. Dufour: Très bien.

Le Président (M. Michel Bélanger): On passe à M. Holden.

M. Holden: Pour reprendre ce que M. Dufour disait et votre réponse. Du point de vue pratique, est-ce que vous avez considéré les options: indépendance, fédéralisme? Et surtout, étant donné que vous êtes des femmes d'affaires, est-ce que vous avez considéré le coût de ces différentes options?

Mme Lanctôt (Guyline): Nous n'avons pas pris option. Nous n'avons pas le mandat de prendre position pour ou contre la souveraineté. Je pense que nous l'avons dit très clairement et nous vous le répétons. Ça n'est pas le but, c'est une association de femmes d'affaires et ce n'est pas une association politique. Donc, nous ne prendrons pas position sur ce point-là.

M. Holden: Du côté des affaires, il faut considérer l'effet de certaines décisions politiques sur les affaires. Vous ne voulez pas "hasarder" les différentes options?

Mme Lanctôt (Guyline): Oui, je veux vous répondre par une question. Dites-moi, vous qui êtes politicien, dites-moi où vous m'amenez? Qu'est-ce que vous privilégiez pour demain? Moi, je suis une femme d'affaires. Une femme d'affaires c'est une femme qui a une politique à long terme. Je sais, dans mon business, où je m'en vais.

Vous voulez faire des changements politiques. C'est vous le politicien, ce n'est pas moi. Et vous me demandez mon avis. Moi, je vous dis: Monsieur, informez-moi où vous voulez aller. Vous me dites: Monte dans ma voiture. Je veux bien. On va aller où? Est-ce qu'on va juste faire un petit tour, pour montrer qu'on est bons et qu'on est capables? Ou bien, est-ce qu'on va aller loin, fonder une nouvelle ville, une nouvelle maison, qui va être une maison modèle avec de nouveaux matériaux complètement différents, qui

va être tellement intéressante que tout le monde va vouloir venir en monter d'autres autour? Ce sont là deux optiques très différentes. Et c'est moi, monsieur, qui vous pose la question: Laquelle avez-vous choisie? Informez-moi rapidement, et à ce moment-là, je vous répondrai.

M. Holden: La Commission n'a pas encore choisi, moi j'ai choisi le système fédéral, mais c'est à demander à tout ce monde-là. J'apprécie votre franchise et j'aime aussi, quand vous parlez de réinstaurer des valeurs fondamentales. J'aime bien cette idée. C'est dans la même optique que quand on parle des autochtones et des autres groupes de la société. C'est très beau. J'espère qu'on peut arriver à une conclusion qui est humaine, comme vous dites, qui est morale. J'espère que vous avez raison, madame.

Mme Lanctôt (Guyline): Notre politique est une philosophie de vie, monsieur. Les affaires sont extrêmement importantes et c'est pour cela que nous sommes ici aujourd'hui. Ça n'empêche pas d'avoir une philosophie de vie. Et notre philosophie de vie est le maintien de l'ordre naturel, c'est-à-dire d'un équilibre entre les opposés, des opposés matérialistes et des opposés humanistes. Et je pense que si la société, en ce moment, est dans l'état dans lequel elle est, c'est qu'on a négligé le côté humaniste et qu'on a privilégié le côté matérialiste. Nous ne prêchons pas la pauvreté, c'est tout le contraire de ce que nous faisons, mais elle doit être en équilibre, le côté matériel et économique doit être en équilibre avec des valeurs jumelles. Et si on n'a pas cela, on s'en va à notre perte.

M. Holden: J'espère qu'on est à la taille. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Holden. Je remarque que les membres sont particulièrement disciplinés, ce matin. C'est bon signe pour la journée.

M. Hogue: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): On me suggère que je ne devrais pas tirer de conclusion trop tôt.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Hogue: Je vous reconnais bien, M. le Président. J'aurais quatre ou cinq questions très précises et très courtes. La première: Votre association est-elle... C'est un bon mémoire, et il n'y a pas à le commenter, je n'ai pas à vous féliciter, mais je le fais quand même. Votre groupe, votre association est-elle formée de femmes du Québec francophones et anglophones?

Mme Lanctôt (Henriette): Oui, monsieur.

L'Association des femmes d'affaires est ouverte à toutes les femmes, Québec et hors Québec aussi.

M. Hogue: Bon. Ça c'était une autre de mes sous-questions. Est-ce que vous avez, certaines d'entre vous, des bureaux hors Québec?

Mme Lanctôt (Henriette): Oui, nous avons des membres qui sont à l'extérieur, effectivement, du Québec.

M. Hogue: Combien avez-vous de compagnies membres? Auriez-vous la statistique?

Mme Lanctôt (Henriette): Mon Dieu, monsieur, ce serait difficile...

M. Hogue: En gros?

Mme Lanctôt (Henriette): Je ne peux pas vous dire. Tout ce que je peux vous dire, la façon dont est réparti notre "membership", on a à peu près la moitié qui sont des propriétaires dirigeantes d'entreprise, on a un quart qui sont professionnelles et un quart qui sont gestionnaires. De là à vous donner les statistiques exactes au niveau entreprises, je ne pourrais pas vous répondre.

M. Hogue: Mais ce serait dans la centaine d'entreprises?

Mme Lanctôt (Henriette): Oh! Mon Dieu! Beaucoup plus que ça! On est 4000 membres...

M. Hogue: Oui?

Mme Lanctôt (Henriette): Oh oui! On pourrait peut-être parler, mon Dieu, je ne sais pas, peut-être 2000, oui merci, c'est ça...

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Lanctôt (Henriette): J'allais dire 1800!

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Hogue: Est-ce que vous auriez une idée approximative du chiffre d'affaires que vous générez? Ou que les membres de l'Association peuvent générer?

Mme Lemelin (Diane): Vous savez, je veux tout de suite faire une mise en garde. Quand on tombe dans des chiffres ou des statistiques, il faut toujours aller avec des termes très précis. Dans le cas de l'Association, les membres, les femmes d'affaires dirigeantes, se situent dans la médiane d'environ 75 000 \$ de chiffre d'affaires, ce qui ne veut pas dire, si on considère certains documents qui sont déjà publiés par le ministère de l'Industrie et du Commerce québécois, que beaucoup de femmes membres de l'Association

ont beaucoup, ont un chiffre d'affaires autour de 250 000 \$. Ce qui veut dire que si vous me demandez une moyenne, je serais bien mal placée pour le faire, mais je peux vous dire qu'on peut situer nos membres, femmes d'affaires, entre 50 000 \$ et environ 250 000 \$, ce qui correspond à la proportion des entreprises qu'elles représentent, des petites entreprises avec 5 employés et moins, et souvent 10 environ quand on parle de chiffre d'affaires plus élevé.
(10 heures)

M. Hogue: Alors, la très grande majorité a le seuil de rentabilité voulu pour se développer, parce que ça prend...

Mme Lemelin: Tout à fait.

M. Hogue: Ça prend un plancher.

Mme Lemelin: Et elles ont, paraît-il, encore une fois d'après les études, la capacité de maintenir beaucoup plus longtemps que certaines entreprises dites masculines, plus longtemps que cinq ans, c'est-à-dire de passer l'étape de l'expansion, bien que ce soit quelque chose d'assez difficile par ailleurs pour beaucoup d'entre elles.

M. Hogue: Avez-vous des rencontres ou des associations avec des groupes similaires dans le reste du Canada, aux États-Unis, en Europe?

Mme Lanctôt (Henriette): Nous sommes en contact. D'ailleurs, on motive beaucoup nos membres à penser, à voir grand, à penser international. Alors on les garde en contact. Nous sommes en contact avec des réseaux au Canada, des réseaux aux États-Unis et également en Europe. On sensibilise beaucoup nos membres à faire affaires à l'extérieur aussi.

M. Hogue: Et vous avez environ 55 % de vos membres qui opèrent dans la grande région de Montréal, c'est ça?

Mme Lanctôt (Henriette): C'est ça, exactement, et la balance dans les régions.

M. Hogue: C'est ça. Et dans ces 55 % ou ailleurs là, vous avez donc des francophones, des anglophones et vous avez des groupes ethniques aussi.

Mme Lanctôt (Henriette): Exactement. Ah oui, nous sommes ouvertes à tous exactement.

M. Hogue: Et il y a plusieurs entrepreneures qui pourraient être qualifiées, entre guillemets, de "nouvelles Canadiennes".

Mme Lanctôt (Henriette): De nouvelles Canadiennes, bien écoutez ça commence. On fait beaucoup d'efforts de ce côté-là justement

— d'ailleurs, on en parle longuement dans notre mémoire — pour leur faciliter l'intégration. Mais on veut vraiment, de plus, en plus, aller les chercher, les avoir avec nous, justement pour faciliter leur intégration dans notre société.

M. Hogue: Et ma dernière question, sûrement la moins importante: Vous faites tout ça en français là, comme si de rien n'était?

Mme Lanctôt (Henriette): C'est-à-dire... comment, on fait tout ça...? Ah!

M. Hogue: C'est-à-dire dans Montréal là, vous parlez français, euh...

Mme Lanctôt: Ah oui, on parle français, mais on a un chapitre qui aime parler soit français et anglais, alors ça donne une occasion à nos membres anglophones de venir pratiquer le français et nos membres de langue française à pratiquer l'anglais.

M. Hogue: Avez-vous l'impression que votre français est en perte?

Mme Lanctôt (Henriette): Qu'est-ce que vous voulez dire?

M. Hogue: Que vous êtes après perdre votre français, du fait de ce compagnonnage avec la langue anglaise. C'est parce qu'on a eu un mémoire où, dans la région de Montréal, vous savez, ça devenait très dangereux, la position du français. Il me semble que vous êtes une association extrêmement dynamique, positive, ouverte, avec des remarques et des questions, des réponses comme celles qu'on a entendues tout à l'heure de madame à M. Holden. Vous allez dans le grand large, vous parlez, vous faites ça en français? Vos affaires se font en français, quand vous avez besoin de les faire en français.

Mme Lemelin: Écoutez, quand on fait des affaires, on essaie de se faire comprendre.

M. Hogue: Bravo!

Mme Lemelin: Si on a un vis-à-vis qui est francophone, on va parler d'abord et avant tout le français qui est notre langue pour certaines d'entre nous, la plupart. Il y a des anglophones, mais on commence d'abord par parler le français, mais si notre vis-à-vis est un anglophone, on serait bien mal placées de garder le français si on peut parler l'anglais.

M. Hogue: Et ça ne vous dérange pas outre mesure.

Mme Lemelin: Je pense que dans le contexte de la mondialisation, il faudrait même aller au-delà de deux langues.

Mme Lanctôt (Henriette): Il faudrait, exactement.

Mme Lemelin: Si vous voulez qu'on tombe sur cette discussion.

Mme Lanctôt (Henriette): Le marché des affaires est vraiment en plusieurs langues et non pas juste en français.

M. Hogue: Merci beaucoup, M. le Président.

Mme Lanctôt (Guylaine): Autant nous privilégions... Oui, je pense que c'est important. Autant nous privilégions, monsieur, un français impeccable, et on vous parle de qualité, c'est important la qualité. Et je pense que la qualité du français pourrait être nettement améliorée. Il n'en demeure pas moins que ceci ne veut pas dire parler d'autres langues. Au contraire, nous privilégions que le Québécois ne parle pas une langue, n'en parle pas deux, qu'il en parle trois et quatre. Ça, c'est important. Si on se base sur un plan humain, c'est important, mais encore plus sur un plan économique.

Quelle que soit, encore là, l'optique qui sera choisie, la solution qui sera choisie, le Québec devra faire affaires avec l'étranger de toute façon. Alors, donnons-nous les outils. C'est ce que nous venons vous dire ce matin. Donnons-nous les outils de pouvoir le faire et, ceci, ça veut dire plusieurs langues.

M. Hogue: Comptez sur moi.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions d'une représentante du parti formant le gouvernement, Mme Pelchat.

Mme Pelchat: Merci, M. le Président. Mesdames, j'aimerais d'abord vous remercier d'avoir pris le temps de préparer ce mémoire et de venir le partager avec nous ce matin. C'est très rafraîchissant d'entendre des femmes parler d'affaires, et de le faire comme vous le faites aussi ce matin. Je pense que ça fait du bien d'entendre ça.

Vous parlez, dans la section économique du mémoire, d'une structure dont le mandat exclusif serait le support à la petite entreprise éliminant ainsi les incohérences provoquées par les empiètements et les chevauchements des deux paliers de gouvernement. Est-ce que vous ne croyez pas que plutôt que de mettre sur pied une structure pour éviter le chevauchement, ou enfin pour le coordonner, ce ne serait pas mieux justement de rapatrier ces pouvoirs-là, par exemple ceux que vous énoncez dans votre mémoire, et faire en sorte que, justement, il n'y ait qu'un gouvernement qui puisse avoir juridiction sur, par exemple, l'immigration, formation professionnelle, entre autres, que vous mention-

nez dans votre mémoire?

Mme Lanctôt (Guylaine): C'est toujours la même question, madame. Le rapatriement va se faire d'une façon ou d'une autre. Ce n'est pas moi qui vais décider, c'est vous et les politiciens.

Mme Pelchat: Mais pourquoi vous dites que le rapatriement va se faire d'une façon ou d'une autre?

Mme Lanctôt (Guylaine): Parce qu'il faut qu'on ait des outils pour travailler et ça on vous le dit: On a besoin d'outils pour travailler, des outils simples, efficaces et à notre portée. Comment allez-vous les récupérer? C'est votre problème, ce n'est pas le mien.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Pelchat: Mais vous êtes quand même habituées à négocier, vous êtes quand même habituées à faire affaires avec les êtres humains. Vous savez que ce n'est pas si facile que cela de négocier. Je pense que la Commission parlementaire, c'est aussi pour que vous nous aidiez en tant que femmes d'affaires à trouver des solutions. C'est la raison pour laquelle on partage avec vous ce matin ces questions-là. Au niveau de l'immigration, vous parlez de l'importance de bien intégrer les immigrants, les nouveaux arrivants chez nous, notamment dans la langue de la majorité et vous dites qu'il serait important qu'on ait mainmise sur nos critères de sélection et d'intégration des immigrants. En tant que femmes d'affaires, vous avez sûrement à vivre quotidiennement avec des nouvelles, et je dirais des nouvelles arrivantes si vous permettez la féminisation, et j'aimerais savoir quel est le plus grand problème sur le marché du travail de nouveaux arrivants? Par exemple, des femmes, plus particulièrement à Montréal. Madame?

Mme Lemelin: Je me propose de répondre. La principale difficulté rencontrée c'est que, je pense que les entrepreneurs et entrepreneures, les gens d'affaires, manquent d'informations sur la qualification des immigrants ou des arrivants tout comme les arrivants connaissent mal les besoins des entreprises. Je pense que les ministères actuels font beaucoup d'efforts pour intégrer, pour faciliter un strict minimum, ne serait-ce qu'apprendre le français. Mais après coup, lorsque ce pas est fait, il y a, je dirais, un large fossé d'incompréhension, je dirais, dû à un manque de connaissances de part et d'autre, à la fois des immigrants qui se retrouvent, comme on dit, dans la rue pour trouver un job et, d'autre part, nous, les éventuels employeurs qui, à chaque fois que nous avons à prendre une décision quand vient le temps d'engager quelqu'un, on dit: Mais à qui j'aurai à faire. On a l'impression que c'est un monstre, un arrivant.

On ne sait pas trop comment il est. On a déjà une barrière. Je pense que si on établissait, et c'est ce qu'on dit, les incitatifs qu'on pourrait établir, ce serait d'élargir ces outils de communication pour que les deux vis-à-vis se connaissent mieux...

Mme Pelchat: Mais comment...

Mme Lemelin: ...tant du côté des immigrants que du côté des gens d'affaires et c'est là qu'on dit que les gens d'affaires doivent responsabiliser leur intervention ici.

Mme Pelchat: On est allé dans les régions depuis quelques semaines. On s'est promené dans les différentes régions du Québec et on nous a dit combien c'était important pour le développement du Québec d'accueillir de nouveaux arrivants mais d'essayer de les orienter vers les régions. Comment croyez-vous que les petites et moyennes entreprises pourraient nous être d'une utilité? Et comment on pourrait les utiliser pour favoriser cette intégration et la venue de ces gens-là en régions?

Mme Lemelin: On parle toujours d'une hypothèse. Je sais qu'il y a eu des réactions concernant cette régionalisation, est-ce qu'elle serait possible? Est-ce qu'elle serait financièrement soutenable? Nous avons envisagé que la régionalisation pourrait être une solution effectivement parce que beaucoup de petites entreprises... Je pense que ça s'adresse aux petites entreprises bien souvent d'aller chercher cette nouvelle clientèle surtout si on connaît bien ses qualifications et qu'on sait qu'ils peuvent répondre. Alors, en ce sens-là, en tant que gens d'affaires, on considère que la régionalisation, si financièrement elle peut se réaliser, je dirais même en collaboration entre le gouvernement et les entrepreneurs eux-mêmes, je pense que si on peut y mettre cette énergie, ça vaudrait la peine de le faire.

Mme Pelchat: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à une représentante du parti formant l'Opposition officielle, Mme Marois.

Mme Marois: Oui, merci, M. le Président. Alors, je vous souhaite la bienvenue à nos travaux. Je connais votre organisation depuis un bon moment. Je sais que vous travaillez très fort avec les femmes d'affaires pour essayer de faire en sorte qu'elles se taillent une place, même si elles-mêmes le font très bien d'autre part. Je voudrais revenir sur le fond de vos recommandations quant au contenu d'un projet que vous voudriez nous voir adopter pour le Québec, et d'autre part sur les questions plus spécifiquement constitutionnelles et la façon de résoudre le

problème que vous savez que nous avons, mais que vous avez aussi.

Premièrement, sur cette nouvelle structure, concernant le support à la petite entreprise, M. Dufour le mentionnait à juste titre tout à l'heure, il y a eu une direction d'"entrepreneurship" au féminin au début des années quatre-vingt. Cette structure a disparu à la fin des années quatre-vingt; en fait au budget de 1988-1989 on a fait disparaître cette structure, mais on a conservé la direction de l'"entrepreneurship". Alors, est-ce que je comprends que vous n'avez pas l'impression que cette direction vous offre le support nécessaire pour assumer les attentes que vous avez à l'endroit de l'aide à l'"entrepreneurship"?

Mme Lemelin: Oui nous avons l'impression, et non seulement l'impression, mais que l'aide à l'"entrepreneurship" avec ce qui reste des efforts et aussi des personnes ressources qui y travaillent, répond davantage aux PME – je n'embarquerai pas dans la définition des PME – là, mais il reste que par rapport à la...

Je répète, comme tout à l'heure, que 64 % de nos femmes d'affaires au Québec ont des entreprises de moins de cinq employés, et je pense que le problème se situe là. C'est que la plupart des femmes d'affaires sont en quelque sorte un peu oubliées du fait qu'on s'attarde davantage aux entreprises plus grosses, qui sont là depuis deux ans, avec un chiffre d'affaires – je ne me souviens plus des statistiques – avec un certain chiffre d'affaires et avec des capacités d'aller chercher du capital de risque tellement important, alors que ce n'est pas ça dont elles ont besoin. Alors, en ce sens-là, il y a une zone grise, plus que grise, où on délègue à d'autres, en fait on se lance la patate, là, à savoir qui va s'occuper de ces petites entreprises, qui ne demandent pas tellement de financement, qui ne demandent pas à ce point des capitaux importants. C'est de l'assistance au bon moment.

Mme Marois: Une espèce d'encadrement, finalement.

Mme Lemelin: Et s'il y a un mandat très clair qui est donné à une direction et que cette direction est responsable devant le gouvernement, je pense qu'elle va en faire beaucoup plus que si on se lance ça d'un ministère à l'autre.

Mme Marois: Vous me permettrez d'être particulièrement d'accord avec vous, pour avoir travaillé avec des femmes d'affaires, pour avoir travaillé aussi avec des jeunes qui voulaient démarrer des entreprises. Le problème qu'on constate à l'heure actuelle c'est qu'il n'y a pas d'outils, pas de lieux, où peuvent tomber leurs projets, et pour lesquels ils peuvent avoir une assistance, qui est tout à fait d'un autre ordre

parfois que l'aspect financier, mais qui est tout simplement de les accompagner dans la préparation d'un dossier pour la banque, pour la caisse populaire, bon, etc. Vous...

Mme Clément-Tessier (Louise): Juste un petit mot...

Mme Marois: Oui madame.

Mme Clément-Tessier: ...c'est parce qu'il y a beaucoup de femmes qui ont des entreprises de services et ces entreprises-là n'ont absolument aucun support, et ce sont des entreprises, à un moment donné, qui deviennent très grosses, mais il faut que ces femmes-là se battent beaucoup plus. On parlait de ces entreprises-là, qui ont moins besoin d'argent pour partir. Alors, les banques ou les caisses sont moins prêtes à prêter à ces gens-là. Comme elles n'ont aucun support gouvernemental, il faut que le gérant de banque dise: Il faut que ton entreprise soit proche, qu'elle soit petite, et là on va être corrects, on va pouvoir te surveiller. On n'a pas ce support-là du gouvernement et on le demande, parce qu'il y en a beaucoup.

Mme Marois: D'accord et il en va de la même façon, et c'est la même logique à la page 9, au point 2 quand vous mentionnez qu'il y aurait des outils de financement et de collaboration avec les milieux bancaires. Si je comprends bien, les politiques développées, par exemple à la SDI, avec les prêts participatifs avec les SPEQ ne correspondent pas aux attentes que pourraient avoir les femmes d'affaires.

Mme Clément-Tessier: Certainement pas dans la petite entreprise. On dit que la petite entreprise devrait avoir une moyenne de 20 000 \$ pour partir. Ce n'est pas beaucoup. Ils disent que la petite petite pourrait partir avec 6000 \$, mais la moyenne en tout est de 20 000 \$. À 20 000 \$, votre gérant de banque va dire: O.K., je vais être patient, vas-y, mais elle n'a pas d'outils pour se supporter, alors elle fonce vraiment. On n'a pas ça, on le demande.

Mme Marois: D'accord. Vous soulevez un troisième élément qui est celui de la formation. Vous identifiez qu'il y a les chevauchements. Vous dites: On doit en terminer avec ces chevauchements qui nuisent à l'aide que pourraient recevoir les entreprises parce qu'on doit batailler d'abord pour savoir où on va aller chercher l'aide, etc. Je pense qu'on connaît bien tout ce contexte-là.

Vous parlez des mesures fiscales en disant qu'elles devraient être intensifiées. Moi, j'ai un problème, je vous avoue, avec les mesures fiscales à la formation. Ça va bien pour la grande entreprise, mais pour – ce n'est pas grave, la télé va le voir moins et on va avoir

moins chaud – la petite entreprise, est-ce que vous croyez que les crédits à la formation, c'est-à-dire les mesures fiscales, sont adaptées pour faire en sorte qu'elles utilisent cet outil-là pour leur permettre de faire de la formation dans l'entreprise? Ou si ce n'est pas d'autres avenues qui devraient être développées et qui correspondraient mieux à ce que sont les toutes petites entreprises?

Mme Clément-Tessier: On a certainement besoin d'autres avenues. Actuellement, je ne crois pas qu'on en ait assez. Alors, c'est vraiment d'autres avenues qui vont nous aider à ce niveau-là, oui, personnellement.

Mme Marois: D'accord. Parce que, actuellement, plus concrètement encore, est-ce que vous avez l'impression que vous savez que vos entreprises, les entreprises que vous représentez, utilisent ce crédit-là actuellement?

Mme Clément-Tessier: Il y en a, oui. Il y en a, mais ce n'est pas la petite entreprise. Comme on vous dit, on va dans la moyenne entreprise.

Mme Marois: Bon.

Mme Lanctôt (Guylaine): Ce sont deux choses complètement différentes. Tout ce qui est en place en ce moment est en place pour la moyenne entreprise et non pas pour la petite entreprise. Nous demandons... Parce que ce n'est pas la même chose. Ce sont deux façons de fonctionner totalement différentes, avec des besoins différents, des structures différentes. Donc, on demande un organisme qui soit créé et qui pense et qui soit conçu en fonction de la petite entreprise.

Mme Marois: D'accord. Je partage essentiellement votre point de vue pour en discuter aussi souvent avec des gens sur le terrain qui les vivent concrètement, ces problèmes-là.

Passons à l'autre volet qui est la démarche dans laquelle on est engagés actuellement. Vous avez 4000 membres. Vous nous dites: Nous n'avons pas le mandat. J'imagine qu'au conseil d'administration, vous en avez débattu, vous n'avez pas le mandat de faire un choix sur une option, mais est-ce qu'il vous apparaîtrait intéressant de consulter vos membres? Est-ce que vous y avez pensé?

Mme Lanctôt (Guylaine): Nous y avons pensé. Nous avons eu très peu de temps et, pour vous informer, nous étions en train de faire un sondage quand la Commission est sortie. Alors, le "timing" a été très mauvais. Donc, nous n'avons pas eu la chance de demander l'avis de nos membres, de nos 4000 membres, ça va de soi. Alors, c'est pour cela que nous n'avons pas de

mandat. Nous ne pouvons pas venir ici ce matin et vous dire: Oui, nos 4000 membres pensent que si oui ou, non, elles ne pensent pas.

Mme Marois: Mais vous croyez que ça pourrait être une bonne idée de les consulter?

Mme Lanctôt (Henriette): Tout à fait.

Mme Lanctôt (Guylaine): Absolument. Mais je vous ai posé une question tout à l'heure.

Mme Marois: Oui, mais attendez un peu.

Mme Lanctôt (Guylaine): O.K. Allez-y.

Mme Marois: Oui. C'est parce que je veux que vous me répondiez. Est-ce que vous croyez qu'à la fin de ces travaux, la Commission devrait soumettre une question au peuple québécois quant à son avenir? Vous avez raison de dire que nous avons le problème, mais nous l'avons par délégation. C'est le peuple québécois qui le vit quotidiennement, qui vit ces dédoublements et tout le reste. On ne reviendra pas là-dessus. Donc, nous, dans ce sens-là, est-ce que l'avenue ne serait pas d'aller questionner le peuple québécois? Et je veux savoir si, à cet égard-là, vous avez un point de vue?

Mme Lanctôt (Guylaine): Nous sommes des femmes terre-à-terre, pratiques. La femme d'affaires est une femme qui, en général, mène son business ou un gros boulot, a des employés, une famille. C'est une femme pratique, terre-à-terre et qui comprend des choses de gros bon sens.

Moi, je ne regarde pas souvent la télévision, mais le soir, à 10 heures, quand j'ai fini ma journée comme les autres, je m'assieds dans mon fauteuil et je regarde Bernard Derome. C'était clair. C'est très très confus pendant longtemps. Il parlait du lac Meech et je disais: Qu'est-ce qu'il a, Bernard Derome? Ce n'est plus clair ce qu'il raconte. Et, à un certain moment, c'est devenu clair. Il nous a dit: Écoutez, ou bien Meech marche et puis on reste dans la Confédération, ou bien ça ne marche pas et on se sépare. Moi, j'ai trouvé ça très clair. Ça n'a pas marché et...

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Marois: D'accord, je vous remercie, mesdames.

Le Président (M. Michel Bélanger): Il nous reste, pour une fois, un peu de temps pour la présidence. Vous avez une recommandation particulière qui a été touchée un peu plus tôt et qui porte sur des mesures incitatives à la communauté des affaires pour qu'elle facilite une meilleure intégration des immigrants. Est-ce qu'il

y a des mesures particulières, des soutiens à l'emploi, dans le genre de certains programmes étudiants, ou des sommes consacrées à la formation, ou quoi encore, que vous avez à l'esprit?

Mme Lemelin: Sur l'immigration? Je m'excuse, M. Bélanger.

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui, oui. Sur la recommandation qui dit que le gouvernement crée des mesures incitatives à la communauté d'affaires pour qu'elle reconnaisse le rôle qu'elle doit assumer pour une meilleure intégration des immigrants dans la société québécoise. Quelles sortes d'incitations avez-vous à l'esprit?

Mme Lemelin: Tout à l'heure, je vous ramenait l'exemple de faire en sorte que les vis-à-vis se connaissent mieux. Je pense que si, d'une part, les gouvernements et même les entreprises font mieux connaître leurs besoins face à leurs besoins de main-d'œuvre et que, d'autre part, on connaît mieux les immigrants ici, si on les sélectionne mieux, si on les connaît mieux, on pourra davantage mieux les présenter, aussi, dans le cadre d'une main-d'œuvre future pour les entrepreneurs. Alors, nous, quand on parlait d'outils, vraiment, on se demande s'il ne faudrait pas, d'abord et avant tout, mieux se connaître, dans les entreprises. Une fois que le pas est fait et qu'on se connaît mieux, donc, on s'est donné des outils qui, comme je le disais, peuvent naître des deux côtés. Les entreprises ont des besoins et les immigrantes, par l'entremise des gouvernements qui les accueillent, ont aussi des besoins. Elles ont des qualifications, elles ont des compétences qu'on doit mieux connaître. Quand ce pas est fait, je pense que des programmes complémentaires, comme ceux que vous mentionniez tout à l'heure, pourraient s'ajouter. C'est vraiment dans ce sens-là qu'on parle de mesures incitatives.

Le Président (M. Michel Bélanger): Très bien. Je vous remercie, madame, et je vous remercie, mesdames de l'Association des femmes d'affaires du Québec, pour la présentation de cet intéressant mémoire. Vous aviez insisté sur la qualité du français, vous en avez fait une démonstration, et il faut vous en féliciter et vous remercier.

Des voix: Merci de nous avoir accueillies.

(Suspension de la séance à 10 h 24)

(Reprise à 10 h 28)

Le Président (M. Michel Bélanger): Si messieurs et mesdames les membres de la Commission veulent bien reprendre leur siège. Nous recevons maintenant Voice of English Québec.

Mme Deborah Hook, présidente, va présenter le groupe et le mémoire. Allez-y, madame.

Voice of English Québec

Mme Hook (Deborah): Merci. Bonjour, Mme et MM. les commissaires. Voici le résultat de la réflexion de la communauté anglophone de Québec sur notre avenir constitutionnel, présenté par moi-même, Deborah Hook, présidente, Pierre St-Maur et John Keyes, membres du conseil d'administration de Voice of English Québec.

L'adoption de la Loi sur la Constitution canadienne en 1982, et tout ce qui a suivi, a rendu les Québécois et les Canadiens conscients de l'importance d'en arriver à un règlement acceptable de la crise constitutionnelle dans laquelle nous nous trouvons. L'impasse actuelle résultant de l'échec de l'accord du lac Meech a amplement démontré que le statu quo constitutionnel n'est pas une solution possible aux défis auxquels nous devons faire face à l'aube des années 1990.

As an independent, mature organization serving all members of the English-speaking community in Québec City region, the Voice of English Québec has, in the past, assumed its responsibilities on these questions. The position taken by VEQ in the debate over the Meech Lake Accord was one such instance. The debate over bill 178 and the current Commission Concerning Anglophone participation in the Public Services are but two others. With the vast majority of Quebecers, VEQ recognizes the immediate urgency of defending the constitutional status in Québec, and the importance of participating in this consultation process that is being undertaken by this Commission.

La communauté anglophone de la ville de Québec est la plus ancienne de la province. Notre histoire remonte loin dans le passé. Nous avons toujours eu des rapports étroits et amicaux avec la majorité francophone auprès de laquelle nous vivons depuis 200 ans. Ce patrimoine commun nous a procuré un environnement unique au sein duquel les Québécois anglophones vivent avec les francophones sans perdre leur identité, sans assimilation.

In preparation of this brief, over 7000 copies of a questionnaire were distributed. We received some 1000 completed answer sheets, many of them accompanied by written comments on the constitutional question. This high level of response from the English-speaking community served by VEQ, is a good measure of a sincere commitment to full participation in the present constitutional debate felt by these Quebecers.

Comme chez tous les Québécois, la communauté anglophone étudiée dans cette enquête révèle une grande diversité d'opinions sur les changements d'ordre constitutionnel et sur leur place dans un Québec en pleine évolution. Comme les autres Québécois, ils éprouvent un haut degré

d'insatisfaction avec le statu quo et sont prêts à accueillir le changement. Les informateurs, à propos de la protection des droits individuels et des droits et institutions de la communauté anglophone du Québec, ont exprimé un degré assez considérable d'insatisfaction avec le gouvernement provincial.

As Quebecers, the members of the English-speaking community who participated in this survey clearly share some of the broad concerns about the distinctiveness of Québec and the necessity of protecting and encouraging that distinctiveness in the future. They are lifetime residents of the Québec region and are at ease working and living in a francophone environment. Among our linguistic minority, a significant number agreed that it is in the best interest of Quebecers for government to protect the French language. However, dissatisfaction was expressed when asked about the spirit of fairness and openmindedness in which such measures have been introduced in the past. With an eye to the political and constitutional future of Québec, a clear preference for a federal solution is evident in the responses to our questionnaire. A significant minority was, however, at ease when asked about the future of this community under a more decentralized system, within a Québec enjoying a distinct status, and within an autonomous Québec sharing some areas of jurisdiction with the rest of Canada.

In answer to questions aimed at specific concerns such as the financial burdens, the protection of rights as Canadian citizens for all Quebecers in the face of possible changes, our respondents expressed consistently high levels of agreement. The Voice of English Québec feels strongly that the constitutional and political status quo is unworkable and urgently in need of adjustment. We also feel that this adjustment should be sought within a Canadian context. This is not a preference inspired by fear, but one which recognizes the positive advantages to be shared under such a system.

Federalism, with its division and sharing of jurisdiction between levels of government is a system that appears particularly well suited to the protection of minorities.

Pour les Canadiens et pour les Québécois, c'est aussi un instrument important et efficace. Québec, société distincte, a suivi son propre chemin vers la modernisation, en particulier par l'entremise des changements socio-économiques effectués lors de la Révolution tranquille, et a réussi à conserver et à développer un point d'ancrage solide pour la culture et pour la langue française. La croissance de la communauté anglophone du Québec n'a cessé d'enrichir la spécificité de la culture québécoise et son mode de vie. Il faut envisager la vitalité persistante de notre communauté comme étant partie intégrante de tout projet de statut constitutionnel pour le Québec. Nous faisons rassembler toutes

les forces qui sont à notre disposition pour construire un bel avenir pour tous les Québécois.

In this light, it is essential that the requisite tools for survival be protected and developed, both for Québec and for English speaking Quebecers within Québec. If our youth are to play a meaningful part in this common future, continued opportunities in education must be preserved, improved employment opportunities must be provided, second language training must be made available. With all Quebecers, we share a concern for the services necessary to provide for the needs of an aging population, accessibility to health care and social programs.

En conséquence, les cinq recommandations de notre communauté sont les suivantes. Voce of English Québec reconnaît la nécessité de protéger et de développer le caractère distinct du Québec comme une des priorités fondamentales qui doit guider les Québécois dans leur réflexion sur leur avenir constitutionnel et politique. La spécificité de la communauté anglophone du Québec doit constituer un élément essentiel de ses projets pour l'avenir.

Numéro deux. Il convient de rechercher la solution à l'impasse constitutionnelle présente à l'intérieur d'un contexte canadien, en se fondant sur une approche de caractère fédéraliste, approche en laquelle nous avons confiance.

Numéro trois. Il est essentiel de trouver une solution au statut constitutionnel ambigu du Québec. Quels que soient les changements auxquels on aura recours pour sortir de l'impasse actuelle, la protection des droits et des institutions des Québécois anglophones doit être partie intégrante de ces modifications. Cette protection sera assurée par le moyen de la légitimation de notre langue au Québec.

Numéro quatre. VEQ estime que la tâche de la Commission est d'abord de repérer les priorités communes à tous les Québécois qui s'intéressent à leur avenir et de dessiner le plan de société que nous sommes en train de bâtir. Il est possible que plusieurs voies s'ouvrent devant nous. En aucun cas nous ne devons restreindre de façon simpliste notre réflexion à la sélection d'une possibilité constitutionnelle plutôt qu'une autre.

Numéro cinq. Tout changement qui surviendra à la suite de ces audiences doit être soumis à une consultation démocratique permanente et au consentement du public par le moyen d'un référendum. Nous, au nom de Voce of English Québec, vous remercions de votre attention.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, Mme Hook. Nous commençons par les questions du représentant du parti formant le gouvernement, M. Rémillard.

M. Rémillard: Bonjour, bonjour Mme Hook, M. Keyes, M. St-Maur, merci de venir témoigner devant nous. Je vous accueille aussi comme

député de Jean-Talon, je vous accueille comme ministre de la région de Québec, je vous accueille avec beaucoup de plaisir. Vous me permettez tout d'abord de rendre hommage à la communauté anglophone de la grande région de Québec, une communauté qui apporte beaucoup à la région, tant sur le plan culturel que sur le plan politique et économique, et qui participe d'une façon tout à fait exceptionnelle aussi, en fonction d'un ensemble que nous partageons et que nous partageons très bien. D'ailleurs, vous le soulignez dans votre mémoire, très justement, que la communauté anglophone de Québec témoigne d'une longue histoire de coopération et de relations étroites avec la communauté francophone, et je veux souligner, parce que c'est là un exemple extrêmement intéressant qu'on peut citer dans bien des cas, que vous vous êtes prononcés en faveur de l'entente du lac Meech.

Vous avez été très réalistes, vous l'avez dit: L'entente du lac Meech, si elle n'est pas acceptée, ça signifie des conséquences sérieuses, vous l'avez très bien dit. Maintenant, vous nous présentez un mémoire, et vous nous dites: Le statu quo n'est pas possible, l'indépendance, non. Entre ces deux, il y a un renouvellement de notre fédéralisme qu'il faut qu'on puisse articuler à la satisfaction des Québécois. J'ai été touché, dans votre mémoire, de voir à quel point vous vous référez aux Québécois, aux Québécoises, disant: Ça doit satisfaire les Québécois et Québécoises. Vous parlez de démocratie, du processus démocratique. À la suite de l'entente du lac Meech, comment pensez-vous que le reste du Canada pourrait réagir à une proposition d'un fédéralisme renouvelé, tel qu'on peut l'entendre ici par différents intervenants, et d'une façon générale, tel qu'on peut le concevoir?

M. St-Maur (Pierre): Il nous semble évident que de voir la Commission ici et d'écrire une constitution qui va être partie intégrante de notre vie à l'avenir... Et on parle d'un contrat de société. Ce contrat de société implique que toutes les parties intégrantes, soit les minorités de toutes les ethnies au Québec qui ont formé l'ensemble de la structure québécoise, ce contrat de société doit impliquer l'évolution d'une société québécoise qui nous amène à élaborer des principes fondamentaux en termes de protection de droits, soient-ils linguistiques ou institutionnels. Dans cet esprit, notre communauté a très bien clarifié notre mandat de participer à cette négociation. Nous voudrions faire partie intégrante, et je crois que vous l'avez dit de façon éloquente, notre participation dans la société québécoise est un atout très positif, et je voudrais que notre participation à l'avenir, avec un nouveau contrat, soit d'égale force pour motiver une société en pleine évolution. Le Canada, bien sûr, à la suite de cette Commission, aura à voir le sérieux d'une société qui est celle du Québec, et aura à réagir.

Nous n'avons aucun contrôle sur la réaction du reste du Canada. Je crois que si le Canada, à travers le monde, a gardé une identité aussi riche, elle se doit d'être généreuse envers toutes ses parties. Elle doit être consciente que le Québec est une société distincte, et pour l'évolution de cette partie intégrante du Canada, elle devra s'asseoir et négocier, une négociation au niveau d'un arrangement constitutionnel. C'est ce qu'on souhaite.

M. Rémillard: You referred to "égalité des chances", but if you want to discuss a new federalism with the rest of Canada, what kind of bargaining power should we have to negotiate that with success?

M. Keyes (John): On the one hand, we have a Commission that is addressing probably today the most fundamental question before Quebecers. In our recommendation number 4, we suggest humbly that the first step in the work of Quebecers at this Commission is to establish priorities. Not to choose a means as an end in itself, but to establish priorities that will together contribute to the "plan de société" that Pierre mentioned a minute ago. That is the consensus that the rest of Canada will recognize, coming out of this Commission. This consensus that will be the result of sincere, complete, democratic consultation among individuals and with groups that the Commission is proceeding towards.

The basis of the negotiation then will be the results of this Commission. The consensus of Quebecers on the... le plan de société que le Québec veut à l'avenir. Et ça sera un plan de société qui rejoindrait, j'espère, le reste du Canada, et puis ouvrirait l'avenue à des négociations fructueuses, peut-être plus fructueuses que les négociations qu'on a connues l'année passée.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à des questions d'un représentant du parti formant l'Opposition officielle. M. Chevette.

M. Chevette: Merci, M. le Président. J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre mémoire et je voudrais vous remercier d'avoir pris autant de temps pour le préparer, même consulter les membres de votre communauté.

J'aurai une couple de questions, mais je voudrais tout d'abord vous référer à votre questionnaire, dans un premier temps, à la page 5 de votre questionnaire, pour vous demander si vous croyez bien à ça. La question 12: "Si le Québec devait se séparer du Canada, il est essentiel que le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec garantissent mon droit à la pleine jouissance de mes biens mobiliers et immobiliers, ainsi que mon droit de posséder, d'acquérir ou de disposer des biens, et de les

faire entrer au Québec ou de les en faire sortir sans entrave, quel que soit le pays, la citoyenneté ou le lieu de résidence que j'ai choisi."

Est-ce que, fondamentalement, vous croyez qu'un Québec souverain pourrait empêcher le droit de propriété à la minorité anglophone québécoise? Est-ce que fondamentalement vous croyez cela?

Mme Hook: Non, monsieur, nous ne croyons pas ça, mais c'était notre devoir, en faisant une consultation tel qu'on avait décidé de faire, de poser cette question, pour que nous soyons en mesure aujourd'hui de vous dire exactement ce que notre population pense. On a fait le tour complet de la question.

M. Chevette: O.K. Mais fondamentalement, vous savez très bien que le peuple québécois reconnaîtrait le droit de propriété à quelque groupe que ce soit.

Mme Hook: Oui.

M. Chevette: La liberté de circulation des biens et des personnes est même acquise déjà. On en a parlé aussi. Le droit de propriété est un droit fondamental et j'ose espérer, en tout cas, si vous craignez, dites à tout le monde que c'est absolument utopique de croire qu'un droit de propriété serait contesté ici, au Québec. Ça, j'espère que ça vous rassure.

Mme Hook: Merci.

M. Chevette: La question est la suivante. Je constate que vous êtes en désaccord avec un statu quo, et je suis d'accord avec vous. Donc, sur ce point là, nous sommes d'accord. Là où il y a divergence entre vous et moi, c'est sur le moyen d'en arriver à sortir de ce statu quo là. Vous savez, on n'aura pas à se cacher, notre option est connue depuis fort longtemps. Mais là votre, je voudrais la questionner. Puisque vous optez pour le fédéralisme renouvelé, pourriez-vous m'expliquer et me dire quelles sont les raisons qui vous laissent croire qu'on peut en arriver à un fédéralisme renouvelé alors que... C'est un peu la question que le ministre vous a posée, à toutes fins pratiques, et je voudrais entendre plus de raisons: Qu'est-ce qui vous fait croire que le Canada anglais, après avoir refusé Meech, s'assoierait tout d'un coup et négocierait une série de pouvoirs que vous autres mêmes réclamez et que d'autres réclament comme les femmes d'affaires, les chambres de commerce, même le patronat en demande certains pouvoirs. Comment vous allez faire pour négocier un fédéralisme renouvelé alors que les tous petits points ont été refusés?

M. Keyes: Bon. La négociation, il y en a autour de la table qui en savent quelque chose,

il n'y a jamais rien de garanti dans une négociation. Ce que nous croyons fermement c'est que ça vaut la peine de... Quelque part dans le mémoire, on parle des moyens et on parle des buts à atteindre. Nous voyons clairement n'importe quelle forme de constitution. Que ce soit l'indépendance, que ce soit le fédéralisme, on le voit dans la forme d'un outil, un moyen pour arriver à une société qu'on veut ensemble. Ça ne sont pas en soi les buts en tant que tels. Nous vivons dans un fédéralisme qui, nous croyons, a permis à la société québécoise comme à la société canadienne d'évoluer jusqu'où on est aujourd'hui. Il n'est pas besoin de le dire aujourd'hui, on est une des sociétés les plus démocratiques au monde. On a de quoi être fiers avec l'évolution du fédéralisme actuel jusqu'à aujourd'hui, mais c'est un processus qui est en constante évolution.

Ce que nous envisageons, c'est le travail d'établir notre plan de société en écoutant les groupes comme nous autres, en écoutant le patronat, en écoutant les syndicats, pour arriver aux priorités que tous ensemble on veut atteindre en tant que mode de vie. Et, par la suite, de choisir les moyens les mieux adaptés pour nous amener là. Le fédéralisme nous a amenés où on est aujourd'hui. On croit que ça vaut la peine de continuer la négociation, si je peux continuer. C'est que ce qui serait différent aujourd'hui, c'est que le message serait beaucoup plus clair. Vous êtes en train de tâter le pouls du Québec. Le reste du Canada va vous écouter.

M. Chevette: ...Cependant, monsieur...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Chevette, je regrette mais il semble qu'on serait épuisé comme temps. C'est ça?

M. Chevette: Il me semblait qu'il me restait une demi-minute.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Ah! Je pense que vous allez la retrouver plus tard dans la journée, M. Chevette.

M. Chevette: M. le Président, je vais demander le même traitement qu'on vous demande depuis des semaines. C'est la première fois. Je vous demande: Est-ce que vous avez une demi-minute?

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Chevette, si vous la prenez tout de suite, vous ne l'aurez pas dans le reste de la journée. Votre choix c'est quoi?

M. Chevette: Donc, je la prends tout de suite, M. le Président.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Chevette: Moi, je comprends que vous optiez pour le fédéralisme, mais la question que je vous posais, c'était: Quel motif vous pousse à croire que le Canada anglais, qui refuse depuis 30 ans de changer l'ordre des choses au niveau des pouvoirs, comment il pourrait spontanément accepter de négocier beaucoup plus que ce qu'on demandait? Et deuxièmement, puisque c'est la dernière fois que je peux l'utiliser, vous allez m'expliquer pourquoi il y a tant de personnes de votre communauté qui refusent la clause "non-obstant" dans la Charte des droits canadiens et qui demandent, d'autre part, d'insérer vos droits collectifs dans celle du Québec advenant la souveraineté.

Mme Hook: Bien moi, je vais plutôt opter enfin pour répondre. Je crois que le processus qu'on est en train de débiter par la Commission, c'est la première partie du processus. Par la suite, la négociation va avoir lieu avec le reste du Canada. Mais il faut que ce soit un Canada averti et renseigné, et la seule façon d'avertir les autres Canadiens est de les renseigner de ce que nous voulons ici, c'est d'enlever les émotions du débat. Deux personnes en chicane ne peuvent jamais rien résoudre. Il faut négocier de bonne foi et très bien éclairer les deux parties et je pense que c'est ça qui a manqué aller jusqu'à maintenant.

M. St-Maur: Je pense que dans la négociation, le Québec a une grande histoire dans ce processus. Qu'on pense à M. Duplessis qui, par des formules quelconques, ça répond à votre question comment qu'on y arrive? M. Duplessis a réussi à aller chercher ses impôts. Jean Lesage a réussi, par la négociation, à moderniser les institutions financières du Québec. Et René Lévesque, qui est votre ancien premier ministre, a réussi quand même...

M. Chevette: Le vôtre aussi...

M. St-Maur: ...du Québec. Et René Lévesque, qui est votre ancien premier ministre, a réussi quand même...

M. Chevette: Le vôtre aussi.

M. St-Maur: Le nôtre aussi également...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. St-Maur: ...et nous en sommes fiers comme Québécois, il nous a légué une chose, et je crois que c'est très important de le dire aujourd'hui, qu'il cherchait un nouveau défi pour la société québécoise, et je crois que ce nouveau défi est à l'intérieur d'un règlement, comme M. Duplessis, comme M. Lesage avant lui ont réussi à le faire. Ce qu'on dit comme prémisse, c'est que cette négociation peut se faire dans le même

sens qu'elle s'est faite de façon historique.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Libman.

M. Libman: Merci, M. le Président. J'accueille chaleureusement la présence de Voice of English Québec, c'est un organisme très important dans la grande région de Québec, mais avant d'arriver à mes questions, M. le Président, je veux seulement préciser deux petites choses. Premièrement, à la première page de votre sondage, dans votre questionnaire, il y a une anomalie mathématique dans la quatrième question. En effet le total des chiffres est de 122,7. Ça, c'est juste quelque chose pour vous autres, de vérifier ou de préciser.

Mais deuxièmement, je veux mentionner le fait que, comme le ministre de la Justice l'a mentionné, vous étiez le seul groupe anglophone au Québec qui a appuyé, sur division profonde, l'accord du lac Meech. Tous les autres groupes anglophones au Québec ont cru que s'il y avait le moindre doute que la clause de la société distincte, que cette clause interprétative pouvait compromettre la Charte des droits et libertés, s'il existait ce moindre doute, ils n'étaient pas prêts à prendre ce risque. C'est pour ça que ça m'étonne un peu quand je lis dans votre mémoire, when I read on the first page, it says here that "The position taken by Voice of English Québec in the debate over the Meech Lake Accord was one such instance of a mature organization serving all members of the English-speaking community". That struck me a little bit as a bit odd, the fact that most anglophone groups were concerned about the interpretation of a distinct society.

To get to my questions, however, I think your questionnaire is quite good as far as probing the sentiment of the English-speaking community. I think the statistics confirm the strong federalist tendency of the anglophone community of Québec. I think there might be a slight difference in opinion between your strong desire, or your expression of your strong desire today that we must urgently find a solution to the status quo, because one question in your questionnaire shows that 70,1 % of the anglophone community feels that a stronger central Government would better protect Québec's anglophone community. So I see a bit of an anomaly there as well. But my question is less of a constitutional nature. It is more of a community nature. All the anglophone groups that have appeared before this Commission expressed, as you do, an important attachment to Québec, as well as the recognition of a need to preserve the linguistic identity of Québec within the context of North America.

However, all these groups also made a very passionate plea, in fact, for the respect of a fine line between this protection of the majority

language and culture in Québec on the one hand, and the respect for individual of minority rights or the rights of anglophones on the other hand. And this has brought up, in many of these discussions, the question of the "notwithstanding" clause, and its utility as a device for protecting the majority language or finding that fine line whereas the Supreme Court feels that section 1 of our Charter, or the "reasonable limits" clause is that perfect compromise, that perfect bounce between the two.

So my question to you today is: Where the Voice of English Québec stands on that question of that fine line between collective aspirations on one hand in Québec, and the respect of individual rights on the other hand? And how, in fact, the English-speaking community of Québec can convince all Quebecers to respect this balance between the two?

M. Keyes: As far as the relationship between minority and majority... we cut across that in several places in the brief. I am reminded of someone whom I can not recall the name of in quoting "A test of a democracy's health is its treatment of its minority, it is not the strength of the majority". And we firmly adhere to that approach to democracy. With that said, the protection of the minority rights is, I think the wording we use is: An integral part of the society that we are going to be building together. We are going into the 1990s and there is the democratic way to the majority. The wind cannot override the other in either sense.

M. Libman: So, you feel a notwithstanding clause should not have a place in our Constitution that means to protect the majority?

M. Keyes: We would feel that the notwithstanding clause is a temporary measure until the "plan de société" can be established. Then, a proper, healthy constitution, can be written together.

M. Libman: With the reasonable limits clause. I see. O.K. Ma deuxième question, M. le Président, très brève. Other groups also spoke of certain recommendations. We will have to make recommendations to National Assembly, so other groups made recommendations to us along these lines. Many spoke of the importance of constitutional protection for linguistic school boards under the new education reform former guarantees for access to health and social services in English and, of course, as I mentioned before, concerns about the notwithstanding clause.

Do you have specific recommendations along these lines that you can make to the Commission, so we can all to make some of the forward, some of these to the National Assembly? Do you agree that linguistic boards must be constitutionally guaranteed, for example?

M. Keyes: One of the recommendations states specifically that the legitimization of English as a part of the linguistic character of the province of Québec should be among the priorities in establishing the new constitutional future before us. We feel strongly that as a minority contributing to the fabric of all of Québec, that those rights should be legitimized. The linguistic school boards may be one of the ways of doing that. We feel that we have caught the time where official recognition of English within that constitutional frame work has a place.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. d'Anjou. We have already stretched the 5 minutes to quite an extend.

M. Libman: He used the term "legitimized" the recognition. Could you just be a bit more explicit as far as...

Mme Hook: In legitimizing the recognition, we will be certainly a part of it. Legitimizing is, in fact, recognizing it legally, recognizing it as a society.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons à M. d'Anjou.

M. d'Anjou: Merci, M. le Président. Je vais compléter les questions de M. Libman, si vous permettez.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mais brièvement, si vous le pouvez, M. d'Anjou.

M. d'Anjou: Le plus brièvement possible, M. le Président.

Les droits civils sont de juridiction provinciale et on sait que le droit civil du Québec est différent de celui du reste du Canada. En 1982, en incluant dans la Constitution canadienne une charte des droits, alors qu'il y avait déjà une charte des droits au Québec, c'était une intrusion, sans l'accord du Québec, dans les droits civils du Québec. Comment réagissez-vous face à une intrusion comme celle-là du gouvernement fédéral dans un domaine de juridiction provinciale sans l'accord des concernés?

M. Keyes: Le repatriement de la Constitution en 1982 - je suis historien, alors, les points sur les "i", j'aime souvent les mettre - a été faite sans l'accord du Québec et, de là, je crois, découle le problème que vous soulevez. Une constitution rédigée par toutes les parties du Canada n'aurait pas eu ce problème à vivre huit ans après. On aurait eu une constitution en accord avec toutes les parties intégrantes du Canada. On ne l'a pas eue en 1982. On parle d'impasse. Ça, c'est l'impasse dans laquelle on se trouve, ça, c'est le statu quo. Quand on parle de statu quo au niveau constitutionnel, c'est le sta-

tu quo que nous souhaitons vivement pouvoir régler.

M. d'Anjou: Je vous remercie.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Laberge.

M. Laberge: Merci, M. le Président. Je dois d'abord vous féliciter pour la tenue du mémoire, son contenu, son ton et, mon Dieu! c'est donc rafraîchissant de voir que vous vous sentez des Québécois et des Québécoises de plein droit. Il n'y a pas trop cette question, on est considérés... Bien non. Il y a des Québécois et des Québécoises. Vous êtes un groupe qui préférez le fédéralisme et vous avez de bonnes raisons pour ça. Je ne connais pas beaucoup de gens, malgré qu'il y en a malheureusement, qui disent que le Canada est un pays épouvantable. Non, non, le Canada, c'est un beau grand pays, démocratique et tout ça. Bon. Mais je regardais, par curiosité un peu, les commentaires faits par certains membres de votre groupe lors du questionnaire. Là, on voit des commentaires absolument épouvantables, comme parfois on en entend chez nous, et il ne faut pas partir en peur avec ça.

Je remarque aussi dans votre mémoire que vous parlez du statu quo: Non, il faut faire des changements. Vous parlez quand même de plus de pouvoirs pour le Québec. Moi, je tiens à vous dire que je représente au moins 100 000 à 125 000 anglophones et allophones à la FTQ. Et c'est bien évident que la position qu'on a prise, on l'a prise avec leur accord, avec leur assentiment, parce qu'on dit: Bien sûr, un Québec souverain, puisque le Canada a refusé de négocier, mais en garantissant et en s'assurant que les droits et les privilèges des anglophones, des allophones et des autochtones – parce qu'on va jusqu'aux autochtones – soient préservés, soient maintenus et soient même garantis. On n'a aucun problème là-dessus.

Maintenant, comment fait-on pour aller négocier avec le fédéral? C'est peut-être une déformation professionnelle, là. Est-ce que vous ferez comme moi dans les mêmes circonstances? Allez-vous aller vous chercher un vote de grève, aller au fédéral puis dire: Écoutez, si vous ne voulez pas négocier, c'est la grève? C'est peut-être une déformation professionnelle.

Une voix: Sûrement.

M. St-Maur: Je pense, M. Laberge, que vous avez sûrement une grande expérience dans les négociations. On fait confiance, je pense, aux institutions du Québec pour négocier avec le reste du Canada dans un esprit de bon aloi. Bien sûr, il y a eu des échecs dans le passé, je pense que tous et chacun, dans une vie, on trébuche. Ce qu'on demande ici, c'est de se relever, et de se relever de façon éloquente, et c'est ce qu'on

est après faire présentement, au moment présent, en identifiant les balises avec lesquelles le Québec va pouvoir composer. Je pense que le Canada a fait la preuve, dans le passé, d'être une société qui ne peut pas être têtue. Je pense qu'on se doit de négocier, on est dans une démocratie. En élaborant nos forces, puisqu'on en a – on en a eu dans le passé et on a réussi – il est difficile de comprendre pourquoi une société comme la nôtre ne peut pas évoluer. C'est la raison pour laquelle le statu quo ne peut pas être identifié comme un processus qui semble efficace.

M. Laberge: Dans toute négociation, comme vous le savez, il y a quand même un rapport de force.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Pagé.

M. Laberge: J'ai posé juste une petite question et j'ai fini?

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui, mais elle était un peu longue, M. Laberge, puis on avait déjà un peu épuisé notre temps. Mais si vous en avez une autre petite, partez comme on est là ce matin, il faut que je vous laisse aller.

M. Laberge: Vous êtes bien gentil. Non, non, mais c'est rien que parce que je suis complètement surpris.

Le Président (M. Michel Bélanger): Allez-y, cependant!

M. Laberge: Oui. On est allé pour essayer de négocier avec rien, enfin, aux yeux de plusieurs Québécois, avec pas grand-chose. Et M. Bourassa n'avait pas encore dit au Canada toutes les demandes de rapatriement qu'un tas d'organismes, maintenant, nous demandent: chambres de commerce, Association des manufacturiers canadiens, etc. Un tas d'organismes: Mouvement Desjardins, des banques, des universités. Puis on n'avait pas dit au fédéral qu'on voulait rapatrier tous ces pouvoirs-là, puis, sur le minimum, ils nous ont dit non. Là, vous allez admettre... Moi, c'est vrai que j'ai un peu d'expérience de la négociation. Je n'ai pas encore dit combien j'étais pour lui demander d'augmentation puis il me dit: Non, tu n'auras pas une cenne, alors que j'ai un mandat d'aller en chercher au moins 50...

Mme Hook: Je crois que c'est justement là, M. Laberge, c'est le processus qui a été l'échec de 1982. Là, cette fois-ci, à nouveau, nous espérons que nous allons... Tentons de négocier une fois encore mais, cette fois-ci, avec tout ce que nous avons accumulé, et aussi en décidant d'avance et avec qui, surtout le processus...

M. Laberge: Un vote de grève!

Mme Hook: Le vote de grève? Bien là, monsieur...

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Hook: ...vous avez beaucoup plus d'expérience. Mais c'est le processus puis les instruments, les outils, qu'ils devraient réviser, puis essayons avec ces choses-là.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Pagé, on a épuisé le temps, mais je pense qu'il faudrait bien vous accorder au moins une question.

Mme Pagé: Il faudrait bien.

Le Président (M. Michel Bélanger): Bon. Allez-y.

Mme Pagé: Je veux d'abord vous remercier de venir nous présenter le point de vue de la communauté anglophone. Parce que je trouve particulièrement important, au moment où le Québec a à réfléchir sur son avenir politique et constitutionnel, que toutes les composantes de la société québécoise viennent nous faire part de leurs points de vue. Je voudrais faire un lien entre votre recommandation 1, où vous parlez de développer et protéger le caractère distinct du Québec. Je vais vous dire que pour moi, un des éléments du caractère distinct du Québec, c'est que c'est la seule province où il y a une majorité de francophones. Par ailleurs, quand je regarde votre sondage, page 1, question 3: vos membres sont en désaccord avec les fondements de la loi 101. Page 6, question 15: ils sont en désaccord avec la loi 178, l'affichage. C'est comme ça que je l'interprète, parce que, "employer la langue de mon choix en public ou en privé", il y a certainement l'affichage là-dedans. Donc, ils sont contre la loi 178. Et ils me semblent aussi être en désaccord avec les mécanismes actuels de la loi 101, quant à l'éducation. Alors là, je vous demande: Qu'êtes-vous prêts à faire pour développer et garantir le caractère distinct, donc francophone du Québec, au-delà de dire simplement cette généralité? Parce que, s'il n'y a absolument rien de concret, vous allez convenir avec moi qu'on est dans les vœux pieux.

Ma deuxième question, elle est en page 7 de votre mémoire. Vous nous dites: Nos membres ont un degré de confiance moindre en leur gouvernement provincial que dans le gouvernement fédéral à propos du respect des droits individuels et des droits et institutions de la communauté anglophone, qui est la communauté minoritaire au Québec. Et là je vous pose la question. Si c'est le gouvernement fédéral qui protège le mieux les droits individuels et les institutions des communautés minoritaires au Canada, pouvez-vous m'expliquer comment il se fait que ce rôle qu'il

a si bien joué, à votre avis, pour la communauté anglophone du Québec, il l'ait si mal joué pour la communauté francophone hors Québec?

M. Keyes: Il y a une question de confiance. On a fait un sondage auprès de 7000 personnes et on a 1000 personnes qui ont répondu. On est fier de la réponse qu'on a eue. Et, en démocrates, on vous présente les résultats de cette consultation-là et c'est très très clair qu'au niveau confiance, notre communauté a moins de confiance dans son gouvernement provincial pour défendre ses droits que dans son gouvernement fédéral. On est face à ce constat-là, et, vous et moi, nous devons faire face à ça.

La loi 101 fait mal, la loi 178 a fait mal et ça fait mal encore. Nous, ce qu'on constate au travers d'autres questions, néanmoins, c'est que parmi les 1000 qui ont répondu, on a 88 % des gens qui ont passé 10 ans ou plus au Québec. On a 43 % qui travaillent "mostly in French", si je cite le questionnaire en anglais. On ajoute à ça les 20 % environ qui travaillent également dans les deux langues. On a une communauté qui vit mais qui vit avec des opinions, des sentiments d'être laissés-pour-compte. Ce qui demande donc, dans l'avenir qu'on va bâtir ensemble, qu'on ne soit plus laissés-pour-compte. Quand on parle de légitimation de la langue anglaise au Québec, c'est de ça qu'on parle. Historiquement, on a une place au Québec, on considère que par la bande, dans les débats autour de la loi 101, dans les débats sur la loi 178, il y a des choses qui ont peut-être été oubliées. En abordant les années 1990 et l'avenir qui nous précède, on aimerait encore peut-être repenser ça. Les erreurs du passé ne devraient pas former le mode du futur, de l'avenir. Les erreurs du passé sont des erreurs du passé des deux côtés. Que les Franco-Manitobains aient été moins bien traités que les anglophones au Québec, ce sont des erreurs du passé, encore. Ça ne doit pas être ce qui guide la société québécoise. Ça doit être plutôt sa générosité, son sens du compromis, et un sens historique de ce qu'est la société québécoise. Je regarde autour de la table, et encore là, je suis historien, je pense à des noms comme Claude Ryan, Daniel Johnson, je pense à des institutions - clés au Québec... le Québec anglais a sa place et on veut la garder. Effectivement, c'est ça, les erreurs du passé sont les erreurs du passé, mais ensemble, passons au futur.

Mme Pagé: Vous me parlez des erreurs...

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Pagé, je regrette, nous avons vraiment eu, j'allais dire une tolérance extrême, mais ce n'est pas le mot utilisé en cette maison. Enfin, on a épuisé le temps. On a eu de bonnes questions, de bonnes réponses. Merci Mme Hook, M. Keyes, M. St-Maur de cette présentation. Merci du sondage que vous avez fait et des réponses que vous avez

données aux questions de nos membres.

(Suspension de la séance à 11 h 11)

(Reprise à 11 h 13)

Le Président (M. Michel Bélanger): Mmes et MM. les commissaires, si vous voulez reprendre vos sièges. Nous allons maintenant entendre le premier de nos témoins experts qui vient en réponse à une invitation de la Commission. Vous vous rappelez tous que les gens que nous recevons sont des gens qui ont envoyé des mémoires suite aux annonces que la Commission avait faites. Nous avions aussi annoncé, il y a déjà plusieurs semaines, que la Commission demandait à un certain nombre de personnalités, universitaires ou autres, de répondre à un questionnaire de huit questions qui formerait la base d'un mémoire qui serait soumis à ce groupe, afin de faciliter éventuellement nos délibérations. M. Dion est le premier de ces experts à paraître devant nous. C'est un sociologue bien connu.

Je vous rappelle que cette présentation de ce matin se fait selon les mêmes règles que celles des présentations des mémoires qui nous viennent du public. Il faut cependant se rappeler que, pour ce qui est des témoins experts, ils sont tous sujets à être réentendus, individuellement ou en groupe, par la Commission dans ses séances de travail privées. Même si nous allons essayer de passer tous les membres – et ils sont nombreux – qui veulent poser des questions au professeur Dion, il faudra toujours se rappeler que la Commission dispose non seulement du pouvoir, mais du devoir et du plaisir de réentendre ces experts dans ses délibérations privées.

Ceci dit, la parole est à vous, professeur Dion.

M. Léon Dion

M. Dion (Léon): M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, bonjour. Je ne vois ici que des visages amis, je suis très heureux d'être là avec vous pour au moins quelques minutes. Et je vous remercie beaucoup, bien sûr, de m'avoir invité à réfléchir avec vous sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Avec vous, je regrette, j'en suis convaincu, je regrette l'absence dans nos délibérations du premier ministre, M. Bourassa, et je souhaite que M. Bourassa se rétablisse pleinement, assez tôt pour participer aux travaux de la Commission, et faire profiter la Commission de sa sagesse et de son expérience.

Le problème qui se pose à nous depuis tant d'années est trop complexe pour que je puisse espérer aller au fond des choses en une toute petite heure. Mon temps à moi, je dois vous le dire, est intemporel. Le vôtre, je le vois, est très, très précis. D'entrée de jeu, quand même, je vais tenter d'aller tout droit dans l'oeil du

castor, notre animal national. Je m'excuse pour le caractère abstrait des remarques qui vont suivre. Je vous prie quand même de les entendre, le temps me manque pour y mettre ma verve habituelle. Je suis contraint d'adopter une forme synoptique.

D'abord, en guise de remarque préliminaire, je propose que nous évitions la précipitation. C'est bien certain que nous avons une conjoncture: l'après lac Meech, la présence d'un gouvernement fédéral qui, d'après plusieurs, est insipide, nous avons une récession économique que nous pouvons attribuer, peut-être trop, à un gouvernement et ainsi de suite. Également, je crois qu'il ne faut pas trop se presser et déclencher dès demain matin un référendum, comme parfois on le propose.

Alors, on pose la question: Quelle sorte de référendum? Et si on perdait ce référendum, où nous retrouverions-nous? C'est peut-être prudent. C'est pourquoi je dis que la raison doit prévaloir sur la passion. Il faut prendre le temps de réfléchir et, le temps de réfléchir, ça demande beaucoup de temps.

Plus notre interlocuteur, le Canada, va se révéler impatient et irascible, plus nous, il nous faudra être patients et réfléchis. Ce qui importe, c'est d'être bien gouvernés. Ce n'est pas une chose facile. C'est faisable. Ne pas attribuer au fédéralisme, par contre, tous les déboires que nous subissons aujourd'hui et qui peuvent être dus à des fautes accidentelles de gouvernement.

Nous avons quatre concepts fondamentaux. C'est d'abord, le premier, le fédéralisme du statu quo, ou peut-être légèrement modifié. Le deuxième concept, c'est celui de la souveraineté-association, une souveraineté qui serait assortie d'une association, qu'il faudrait bien entendu préciser avant tout référendum. Le troisième, c'est un fédéralisme qui serait renouvelé, lui, en profondeur, et qui procurerait au Québec un statut politique et constitutionnel original et unique. Et le quatrième, c'est le choix de l'indépendance, sans proposition, au moins initialement, d'association.

Si après des négociations ou des tentatives de négociations, nous n'obtenions pas ou la souveraineté-association ou un fédéralisme profondément renouvelé, nous aurions à ce moment-là l'obligation ou de rester au statu quo du fédéralisme actuel ou de prendre le risque de l'indépendance. Et ce sont, je pense, à peu près les positions dans lesquelles on se trouve aujourd'hui.

Si nous optons pour l'indépendance, si nous optons pour l'indépendance, de quelle forme de souveraineté jouirait un Québec qui serait indépendant? Je pense bien que vous connaissez tous l'ouvrage de Hugo Grotius, "De jure belli ac pacis", publié en 1625. Sur la question de la souveraineté, je pense qu'il a donné les aspects fondamentaux sur lesquels on rationalise le plus depuis lors. C'est le pouvoir, la plénitude de tous

les pouvoirs internes et externes qui sont basés sur une société civile puissante. C'est ça, la souveraineté. Et d'après ce qu'on peut tirer de l'ouvrage de Hugo Grotius et des autres qui viennent après lui, et d'après ces critères, il n'y a pas de pays qui sont complètement souverains. Nous sommes tous, tous les pays sont plus ou moins souverains. Les uns probablement plus que d'autres. Par contre, et en même temps, tous les pays, actuellement, s'intègrent rapidement dans une science monde, une science mondiale, et une économie monde, et, jusqu'à un certain point également, dans une culture monde et dans une politique monde. Alors, on peut se poser la question: Que devient alors le statut politique et constitutionnel d'un Québec qui se serait déclaré indépendant? Il serait, lui aussi, bien sûr, entraîné dans ce vaste mouvement d'intégration mondiale, en plus de subir, bien entendu, les dépendances de sa situation dans un continent que vous connaissez bien: dépendances de type économique, social, culturel, et, également, de type politique.

Donc, un Québec indépendant tirerait à la fois profit de son environnement mais aussi il en serait prisonnier. Il est déjà, comme vous le savez, souverain sur certains aspects, sur tous les aspects où il jouit de compétences exclusives. Et ce qu'on veut obtenir c'est plus de compétences pour le Québec. Nous voulons accroître les compétences constitutionnelles de sorte qu'il obtienne le statut constitutionnel et politique qui convienne au caractère unique de sa société.

Donc, nous avons un objectif, je pense, commun, c'est d'accroître la souveraineté du Québec autant, bien sûr, que les conditions le permettent. Plus de compétences politiques pour le Québec, ça peut s'obtenir de deux façons soit la souveraineté-association, soit le fédéralisme renouvelé en profondeur. Je reviendrai à la toute fin sur la question de l'indépendance. Les différences entre souveraineté-association et fédéralisme renouvelé en profondeur sont d'abord de type qualitatif et ensuite de type quantitatif. Au plan qualitatif, un Québec qui serait souverain et associé deviendrait un pays et ça a une valeur symbolique incontestable. Dans le deuxième cas, c'est-à-dire si on choisissait plutôt le renouvellement profond du fédéralisme, le Québec resterait une province et si le changement est extrêmement profond, peut-être se verrait-il accorder un autre statut qui est aujourd'hui incertain et qui resterait à définir. En ce qui concerne les différences quantitatives, elles, elles dépendent de ce qu'on mettrait dans l'association, si on opte pour la souveraineté, et de ce qu'on voudrait retrancher du fédéralisme actuel, si on opte pour un fédéralisme renouvelé.

En conséquence, le jeu ici est un jeu de bascule et je n'ose pas me prononcer à ce sujet à ce moment-ci. Je pense que c'est trop tôt. Quant à moi, si possible, je favorise le maintien de liens avec le Canada. Les voies d'un fédéra-

lisme renouvelé en profondeur et souveraineté-association me sont également acceptables en principe. Avant de me prononcer pour l'une ou l'autre, je veux travailler peut-être avec vous ou tout seul ou avec d'autres personnes de façon à voir ce que deviendrait une souveraineté-association et ce que pourrait devenir un fédéralisme renouvelé. Si l'une et l'autre de ces voies nous sont fermées, par exemple, par l'accueil négatif que ferait le Canada anglais, entre le statu quo fédéral et la souveraineté-association qui nous serait fermée, j'opterais entre le statu quo et l'indépendance pour l'indépendance du Québec. Je chercherais, bien sûr, tous les moyens susceptibles d'amortir au préalable le choc de la transition qui, à mon avis, sera très lourd, très rude. S'il nous était impossible d'accepter dès maintenant cette ultime issue qui est l'indépendance, de grâce évitons de nous engager dans un processus quelconque de réforme constitutionnelle et politique. Ne pas jouer avec les nerfs des gens. Restons là où nous sommes. Restons donc figés dans le statu quo si on ne peut pas aller jusqu'au bout si c'est nécessaire. J'ai une dernière note, M. le Président. Mon bref mémoire, je l'ai rédigé, il doit être perçu comme une base pour des négociations à venir. Je pourrais rester ferme sur certains points, être plus souple sur d'autres, en revendiquer de nouveaux, tout cela, bien sûr, est à discuter. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Dion. Nous passons maintenant aux questions. Je rappelle à tous les membres que plus les questions seront brèves et à point, plus, sans doute, les réponses seront du même poil. M. Brassard, représentant du parti formant l'Opposition officielle, ouvre les questions.

M. Brassard: Merci. M. Dion, nous sommes évidemment très heureux de vous accueillir parmi nous. Je dois vous dire que ce n'est pas un hasard si vous êtes le premier expert entendu. Je pense que ça vient du rôle et de la place que vous occupez dans ce qu'on pourrait appeler "l'élite intellectuelle du Québec." M. Dion, vous vous êtes désigné il y a quelques années comme un fédéraliste fatigué. Je ne sais pas si vous êtes maintenant devenu exténué ou, comme dirait ma grand-mère, morfondu. On essaiera de le voir au cours de cette heure très courte qu'on a à passer ensemble.

Dans votre mémoire, il y a deux lignes de force, c'est ce que j'ai cru voir. D'abord la première ligne de force c'est que la mécanique constitutionnelle, prévue dans la Constitution, ne marche pas. C'est quasi l'échec assuré. Vous parlez de l'ineptie de la structure des conférences constitutionnelles et, évidemment, l'échec de Meech en est une illustration exemplaire.

Deuxième ligne de force, vous optez, vous venez de le mentionner, pour ce qu'on appelle un

statut particulier du Québec, beaucoup de pouvoirs, dont les compétences exclusives en matière de langue, entre autres, ce qui constitue ce que la commission Pepin-Robarts, dont vous avez fait partie appelait un fédéralisme asymétrique. Comment y arriver, à ce statut particulier, le mode de négociations nous conduisant à l'échec? Comment y arriver?

Votre réponse, dans votre mémoire, c'est qu'il faut forcer la main au Canada anglais, c'est à la page 1. À la page 9, vous dites: "Il faut le pousser à la limite de ses retranchements". À la page 10, vous dites: "Il ne cédera que s'il a le couperet sur la gorge". C'est les expressions que vous utilisez. Donc, il faut une menace pour débloquent le dossier constitutionnel et obtenir un statut particulier dans le cadre du fédéralisme actuel. Et la menace que vous proposez, c'est la menace d'un référendum sur la souveraineté.

M. Dion: Sur l'indépendance.

M. Brassard: Sur l'indépendance, c'est ça. Alors, ma question est la suivante: Après avoir, vous en conviendrez, crié au loup pendant 30 ans, et encore tout récemment à l'occasion des négociations de Meech, M. Mulroney, M. Bourassa, M. Rémillard, ont crié au loup. J'ai des articles de journaux ici: Mulroney agite le spectre de la séparation. Il dit à Terre-Neuve: L'accord du lac Meech a été conçu pour éviter qu'il y ait un autre référendum au Québec.

Donc, après avoir crié au loup pendant 30 ans, vous dites: Essayons une dernière fois de crier au loup, par la menace d'un référendum sur l'indépendance. Ma question, bien simple, pourquoi pensez-vous, M. Dion, que cette fois-ci le Canada anglais va croire qu'il y a un loup, et pourquoi la menace, maintenant, aurait-elle de l'effet?

M. Dion: Merci, M. Brassard. Dès 1962, j'ai dit que je n'avais pas peur de l'indépendance du Québec. Je n'en ai pas peur non plus. Ce que vous dites est aussi vrai pour le fédéralisme, qui pourrait être renouvelé en profondeur à un point où le statut actuel du Québec serait unique et, bien sûr, plus asymétrique que ne le prévoyait la commission Pepin-Robarts. Ce pourrait être également la souveraineté-association, mais dans les deux cas, on peut très bien se retrouver avec un refus de négocier. D'accord?

C'est pourquoi, que nous options pour la première démarche, c'est-à-dire une réforme comme celle que je propose dans mon texte, mais probablement mieux travaillée, mieux oeuvrée, ou que nous options pour la souveraineté-association, il est possible, et je crois même probable, c'est bien possible, dans les circonstances actuelles – elles peuvent changer par contre dans six mois – que le Canada anglais dise non. Je le dis avant de partir, d'un côté ou de l'autre, il faut être bien sûr que si on nous dit non, on

osera procéder à l'indépendance. D'accord? Ou bien ne bougeons pas.

Je ne voudrais pas qu'on joue de nouveau avec les nerfs de la population du Québec parce que si on devait, pour la troisième fois en 10 ans, revenir bredouilles d'une négociation où nous aurions voyagé à travers le pays, eh bien, la population, je crois, ne nous le permettrait pas. C'est la raison pour laquelle, pour moi, ce que j'appelle le paratonnerre, c'est une arme ultime, je ne proposerais pas au départ l'indépendance, du moins pour l'instant, mais j'aurai à l'esprit, et probablement que je le dirai, il faudrait le dire, que si telle initiative, l'une ou l'autre des deux initiatives qui, à mon avis, peuvent être faites, ne marche pas, à ce moment-là, le Québec accepte de plonger dans l'indépendance avec les risques que cela peut comporter. Mais il l'accepte d'avance et il se prépare à cela.

(11 h 30)

M. Brassard: Mais, M. Dion...

M. Dion: Je ne sais pas si c'est clair dans mon texte, mais c'est clair dans mon esprit.

M. Brassard: Mais, moi, ma question aussi est peut-être la suivante: Pourquoi prendre le risque d'être humiliés une troisième fois en 10 ans? C'est ce que vous dites à la page 1. Il y a un risque d'être humiliés une troisième fois en 10 ans. Pourquoi prendre ce risque d'être humiliés une troisième fois en 10 ans, parce que risque il y a? Vous dites, à la page 9 de votre mémoire: "À moins de pousser le Canada anglais à la limite de ses retranchements et, même dans ce cas, il est fort possible qu'il choisisse de consentir au départ du Québec plutôt que de se plier à ses exigences, lesquelles seront certainement plus élevées que les simples demandes de 1986."

Et vous dites également à la page 10: "Le Canada anglais ne cédera – et cela même n'est pas assuré – que s'il a le couperet sur la gorge." Donc, il y a un risque d'humiliation une troisième fois en 10 ans puisque la menace que vous voulez qu'on brandisse d'un référendum sur l'indépendance, même avec cette menace-là, le risque d'être humiliés existe toujours. Pourquoi voulez-vous, à cause même du risque dont vous êtes assuré de l'existence, pourquoi voulez-vous qu'on prenne ce risque-là de nouveau?

M. Dion: Bien. Si nous proposons un référendum sur l'indépendance du Québec et que le résultat du référendum soit négatif, nous courons un risque encore plus grand. Si, par ailleurs, nous proposons un référendum sur la souveraineté-association en précisant ce qu'on entend par association et qu'on nous refuse les aspects d'association que nous proposons à propos des questions que je pose dans mon texte et d'autres, eh bien, à ce moment-là, nous

procédons à un deuxième référendum. Et celui-là, avec un retour négatif comme nous aurions, la population, je pense, serait beaucoup mieux préparée à accepter un vote affirmatif sur l'indépendance complète du Québec. Je ne sais pas si vous comprenez ce que je veux dire.

En d'autres termes, ça peut se faire en deux temps et je ne sais pas si dans six mois le Canada anglais ne serait pas prêt à négocier ce qui, à mon avis, serait le plus simple, une association du type proposé peut-être dans le livre blanc de 1979-1980, mais beaucoup modifié à mon avis ou, encore, un fédéralisme, rester dans le pays, si vous voulez, avec la Constitution canadienne, en se donnant une constitution du Québec. L'un ou l'autre peut être créditable pour moi. Mais, jamais sans vouloir aller jusqu'au bout. Si vous me dites pourquoi ne pas aller jusqu'au bout tout de suite? C'est ça, votre question.

M. Brassard: Oui, c'est ma question.

M. Dion: Eh bien moi, je dis que c'est risqué.

M. Brassard: Vous m'enlevez les mots de la bouche, M. Dion.

M. Dion: C'est risqué. Si on le fait, comme je vous dis, je n'ai pas peur. Mais, néanmoins, il faudrait bien examiner tout ce qui va s'ensuivre comme période de transition. Je ne fais, dans mon texte, que poser le problème de la culture. Il y a des centaines de millions qui sont en jeu là, et ainsi de suite. Il nous faudrait avertir la population, et la bien avertir, de tous les risques qui vont s'ensuivre, en courte période en tout cas, comme en période de transition, parce qu'il faut être francs avec elle. C'est pourquoi je pense que si nous agissons en deux temps, c'est ce que je propose, moi, d'abord un premier référendum sur la souveraineté, mais en proposant au pays une association, non seulement économique, mais surtout économique, mais aussi sur d'autres aspects sans aucun doute. Eh bien, si cela nous est refusé, à ce moment-là, nous pouvons procéder à un deuxième référendum. C'est ma position actuelle.

M. Brassard: Vous seriez d'accord pour que, dans les plus brefs délais, la Commission, par exemple, cette Commission propose au gouvernement de tenir un référendum sur la souveraineté, assorti d'une proposition d'association économique avec la Canada anglais.

M. Dion: Dans mon esprit, si c'était possible que cette Commission en arrive à un consensus sur l'un ou l'autre, encore, des deux aspects: fédéralisme profondément renouvelé mais vraiment aussi en profondeur et je propose... Imaginez que je propose qu'on supprime la Charte

des droits au fédéral, etc., ainsi de suite...

M. Brassard: Vous allez très loin. Vous allez très, très loin.

M. Dion: Eh bien! Vous arrivez avec un consensus, ici, qui sera... Vous êtes une commission parlementaire, en définitive; donc, c'est l'Assemblée nationale qui en prendra connaissance. Les deux chefs de parti pourront, à ce moment-là, en aviser leurs membres et peut-être très bientôt, même au printemps, on pourrait avoir une loi de l'Assemblée nationale du Québec sur l'un ou l'autre des deux. Moi, ça ne me fait rien que ce soit l'un ou l'autre, je vais vous le dire franchement, parce que c'est une question quantitative. En ce qui concerne la qualité d'être un pays, c'est extraordinaire comme symbole, mais je connais au moins 50 pays qui ont ce symbole-là et puis leur situation est fichement triste.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons aux questions qui viennent des membres. Nous allons tenter de passer tout le monde et, en partant de là, on va commencer par limiter les cinq minutes à quatre minutes, avec l'approbation de tout le monde, bien sûr. Je vais vous demander de poser vos questions le plus brièvement possible pour permettre le plus de réponses. M. Béland sera suivi de M. Beaumier, M. Bouchard, M. Dufour et on continue par la suite. M. Béland.

M. Béland: Merci, M. le Président. Je vais aller rapidement. Je pense, M. Dion, que vous nous amenez vraiment au coeur du problème, parce que vous nous amenez à la stratégie, et je pense que c'est de ça qu'on a tous le goût de discuter depuis quelques jours.

Moi, quand j'ai accepté de venir ici, c'est que je sentais qu'on était rendu à la limite de l'exaspération. Le discours de M. Bourassa, au mois de juin, m'a beaucoup impressionné. Il a dit: Maintenant, décidons par nous-mêmes. Et je me suis dit: Décider par nous-mêmes, ça veut dire maintenant qu'on est condamnés à agir par nous-mêmes, parce que décider des choses en dépendant des autres, je pense que, ça, ce n'est pas décider par nous-mêmes.

Ne croyez-vous pas qu'à ce moment-là nous sommes rendus à cette limite où nous répondons à l'invitation du premier ministre de décider par nous-mêmes, donc d'agir par nous-mêmes? Parce que quand vous dites: Il ne faut pas jouer avec les nerfs des gens, depuis quelques semaines, on entend beaucoup de gens, ici, qui viennent nous dire que la situation actuelle joue avec leurs nerfs. J'ai présidé le Forum pour l'emploi et j'ai senti des gens nerveux qui disaient: On ne peut plus rien faire si on continue dans ces dédoublements. Vous avez parlé, dans votre introduction, de juridiction exclusive provinciale. Les gens

viennent nous dire, ici: Il n'y en a plus de juridiction exclusive, dans les faits. Alors, est-ce que vous ne pensez pas qu'on est rendus à cette étape où il faut décider et agir par nous-mêmes?

M. Dion: Je n'en doute pas, mais ce que je veux vous dire avec toute la force possible de mon énergie, c'est: N'agissons pas sous le coup de l'exaspération. Vous dites: Je suis exaspéré. Ce n'est pas comme ça qu'on agit. Comme homme d'affaires, vous n'agissez pas comme ça. Il faut que vous agissiez avec votre raison qui demande de la réflexion et qui demande du temps.

M. Béland: Mais c'est une exaspération...

M. Dion: Moi, depuis 1963, M. Béland...

M. Béland: Oui, mais c'est une exaspération très raisonnable, je vous assure.

M. Dion: Ah! écoutez, nous avons une conjoncture, actuellement, qui, dans six mois, sera peut-être bien différente. Je crois qu'il faut... La raison doit toujours prévaloir quand il s'agit de poser un geste important, et c'en est un de la suprême importance. L'exaspération serait de mauvais conseil, croyez-moi.

M. Béland: Oubliez le mot "exaspération", disons, à la limite.

M. Dion: Moi, depuis 1963 que je trafique dans ce domaine et j'essaie de n'être jamais exaspéré. Quand je suis exaspéré, je n'interviens pas. Je n'interviens que lorsque je suis en possession de mes moyens, et je sais exactement où je vais et jusqu'où je veux aller. C'est la raison pour laquelle j'aimerais beaucoup que cette Commission... comme les instances qui auront à décider éventuellement de la façon de procéder, de la stratégie, le feront de la manière la plus raisonnable possible.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci. M. Beaumier, suivi de M. Bouchard, M. Dufour et M. Larose.

M. Beaumier: Merci, M. le Président. Je suis à la page 9 du mémoire de M. Dion. Vous dites: "Une fois de plus, nous ne pourrions très probablement compter que sur nous seuls. Cette condition doit nous dicter un processus propre à garantir le succès de nos démarches." Et vous avez partiellement répondu à ça en répondant à M. Brassard quand on dit qu'il faut se garder une alternative ou une porte de sortie. J'aimerais que vous essayiez de nous esquisser, dans les quatre minutes que j'ai, un processus ou une démarche, un créneau une piste à explorer, pour qu'on puisse arriver à des solutions lors du rapport que la Commission aura à faire?

M. Dion: Je suis obligé de répéter ce que j'ai dit. Si cette Commission est capable d'en arriver à un consensus et qu'il soit accréditable par les deux partis politiques, le Parti québécois et le Parti libéral du Québec, qu'il est proposé à l'Assemblée nationale et devient une loi, et que nous allons au Canada anglais avec cette loi, eh bien, c'est un processus qui est très bien engagé. Mais comme je le dis dans mon texte, je doute - et je vous connais assez bien - qu'on en arrive à un tel consensus. À ce moment-là, c'est les deux partis qui reprennent tout ça en main et qui vont arriver chacun avec ses propres orientations.

L'une de ces orientations, qui sera probablement celle du Parti libéral du Québec, sera un fédéralisme, qui je pense, sera extrêmement renouvelé au point où on ne parlera peut-être même plus de fédéralisme mais d'un autre concept que je ne connais pas actuellement. Ou bien nous procéderons à la souveraineté-association, et je dis qu'au plan qualitatif, bien sûr, il y a une différence. Au plan quantitatif, tout dépend des demandes qui sont faites. Et à ce moment-là, évidemment, j'attends pour savoir comment me prononcer. À supposer que ces initiatives n'aboutissent pas au Canada anglais, à ce moment-là nous gardons la dernière arme, nous le savons, nous le disons à la population, et je pense qu'elle sera, là, suffisamment exaspérée, et avec bon droit. Nous allons procéder à un dernier référendum qui sera, lui, sur l'indépendance complète du Québec avec les risques que cela pourra comporter et qui, je pense, sont importants. C'est la façon pour moi de voir les choses.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Bouchard.

M. Bouchard: M. Dion, je suis très heureux, moi aussi, de vous accueillir à la Commission. Vous plaidez pour la raison, à l'encontre de l'émotion excessive, j'en suis. Il me semble aussi que le premier apanage, la première exigence de la raison, c'est la logique. En tout respect et en toute déférence que je vous porte, il me semble qu'il y a peut-être quelques aspects de votre raisonnement qui manquent à la logique. D'abord, vous dites qu'il faut établir une démarche qui va nous garantir le succès. Ce sont des mots très forts. Une démarche qui va nous garantir le succès, une démarche impeccable, parfaitement étanche. Et là, le seul rapport de force que vous suggérez, c'est la menace d'une menace, le référendum.

Le Canada anglais va jouer sur le référendum. On a déjà perdu un référendum. Il va penser qu'on peut en perdre un deuxième, il va penser que M. Dufour, que M. Poissant, que M. Ouellet vont convaincre à nouveau les Québécois de voter non. Une menace de référendum, ce n'est pas quelque chose de très fort, alors que le

premier ministre du pays, lui-même, a annoncé qu'il y aurait rupture du pays s'il y avait refus de Meech. Ça ne paraît pas le succès assuré. Alors, là, il y a une question logique qui se pose.

Deuxièmement, vous dites: Il ne faut pas, absolument pas exposer le peuple du Québec à une autre humiliation. On n'a pas le droit de faire ça. Mais, en même temps, vous dites: Ça prend quelque chose d'autre pour le convaincre à nouveau de voter oui à la souveraineté. Donc, au fond, ça lui prend une autre humiliation pour le convaincre d'aller jusqu'au bout. C'est un peu le sens de votre démarche, aussi.

Troisièmement, vous dites: Cette assurance qu'il nous faut que le peuple du Québec ira jusqu'au bout, c'est très important, c'est essentiel. Mais justement, l'assurance que le peuple du Québec est prêt à aller jusqu'au bout, n'est-ce pas par un référendum que ça s'obtient? N'est-ce pas à lui qu'il faut le demander? N'est-ce pas lui qui doit décider s'il est prêt à aller jusqu'au bout? Et pour ça il faut un référendum.

Quatrièmement, vous dites que, dans le texte, à la page 9 ou 10, l'issue souhaitable des travaux de la Commission c'est de démontrer l'existence dans le peuple du Québec - C'est le mot que vous employez - chez le peuple du Québec, d'un consensus incontournable. Qui va montrer, qui va établir le consensus sinon le peuple du Québec lui-même? Comment les travaux de la Commission peuvent-ils arriver à une conclusion qu'il existe un consensus dans le peuple du Québec, si on ne lui demande pas, au peuple du Québec, M. Dion? Il faut lui demander. La Commission n'est pas le peuple du Québec.

M. Dion: Je peux vous interrompre? Je suis pour un référendum. Je ne vois pas le sens de votre question et je suis absolument pour un référendum.

M. Bouchard: Mais tout de suite, après la Commission.
(11 h 45)

M. Dion: Ça c'est un problème à voir. Je pense que nous ne disposons pas actuellement de tous les éléments qui nous permettraient de dire: Demain matin on s'en va en référendum. Sur l'indépendance, j'entends bien. Je ne parle pas de référendum sur la souveraineté-association. C'est autre chose. Mais si on procédait par un référendum sur la souveraineté et une association, c'est bien certain qu'il faudrait un référendum. Et que ce référendum, s'il y avait un refus, serait suivi d'un deuxième référendum.

Si nous en arrivons, par ailleurs, à la conclusion, après avoir étudié la question de façon peut-être plus fondamentale, qu'on peut le faire ici ce matin, que c'est impossible que jamais le Canada anglais n'acceptera même le moindre changement, parce qu'il y a le problème du régionalisme, le problème du provincialisme,

le problème du multiculturalisme. Et il y a une peur énorme au Canada anglais que le Canada se défasse. On est loin de la prédiction de Sir Wilfrid Laurier qui disait que le XXe siècle serait le siècle du Canada. On est loin de ça actuellement.

Par conséquent, c'est possible qu'il ne puisse pas du tout accepter quelque modification que ce soit. Je pense même qu'un fédéralisme... demander juste des ajustements très très partiels serait aussi difficile à obtenir, sinon plus, que demander beaucoup. Néanmoins, pour l'instant, c'est ce que je propose.

Si nous en arrivons à la conclusion que c'est final, que le Canada anglais ne pourra jamais entendre le langage de la raison... - qui serait très utile pour le Canada - à savoir une association avec le pays, qu'elle prenne une forme ou une autre, encore une fois, mais une association qui, à mon avis, s'imposerait - je ne parle pas seulement de la monnaie, je parle de tout le reste - à ce moment-là, si nous en arrivons à cette conclusion, oui, allons-y au référendum sur l'indépendance. Je n'ai rien contre. Mais avant de vous proposer cela, je veux me donner le temps d'observer, de regarder et de voir s'il n'y a pas la possibilité d'obtenir ce qui, à mon avis, serait plus avantageux pour le Québec, et certainement aussi pour le Canada, à savoir la position deux ou trois, c'est-à-dire la souveraineté-association ou le fédéralisme très nouveau et le fédéralisme de caractère très nouveau.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Dufour, suivi de MM. Larose, Holden et Turgeon.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Merci, M. Dion. Cette période de renégociation que vous nous suggérez et avec laquelle, bien sûr, je suis d'accord, vous lui donnez à peu près quelle longueur, quelle période? Deux ans...

M. Dion: Moins de trois ans.

M. Dufour: Moins de trois ans. Mais entre zéro jour et trois ans?

M. Dion: Vous savez, c'est une question, encore là, à laquelle je n'ose pas répondre, parce que je voudrais quand même consulter nos amis. Nous avons des amis au Canada. M. Parizeau était à Toronto hier. Je ne sais pas dans quel état d'esprit il est revenu. Mais il reste quand même que nous cherchons à conserver des liens avec le Canada. De quelle nature? C'est à discuter. D'abord au Québec et ensuite avec eux. Si c'est impossible - je reviens toujours à ça - à ce moment-là nous aurons le choix. On reste ce qu'on est ou on s'en va vers l'indépendance.

M. Dufour: ...là-dessus, M. Dion... est très clair, mais vous dites: Le référendum, à moins

qu'il y ait consensus de la Commission, n'est pas une proposition valable, entre guillemets, à court terme.

M. Dion: Le référendum sur l'indépendance.

M. Dufour: Oui, oui.

M. Dion: Un référendum sur la souveraineté-association, bien entendu.

M. Dufour: Vous dites à la page 11, M. Dion, et je pense qu'il va me plaire de l'entendre d'un observateur de l'extérieur, vous parlez du Parti québécois. Si je comprends bien, si le gouvernement Bourassa était incapable de cette audace, mieux vaudrait pour lui s'abstenir. Tôt ou tard le Parti québécois reprendrait le pouvoir. Ce parti - j'imagine que vous vous référez au Parti québécois - ne me paraît pas non plus à point en ce qui concerne son programme constitutionnel.

M. Dion: ...

M. Dufour: Nous, on avait l'impression que c'était clair.

M. Dion: Non, ce n'est pas si clair. C'était clair à ce moment-là. À mon avis, c'était insatisfaisant, 1979-1980. Je l'ai dit. Et ça l'est certainement. Il va falloir quand même que nous sachions mieux... Je pose une seule question dans mon texte, je pourrais en poser plusieurs autres, sur la culture.

Nous avons des liens très étroits avec les institutions culturelles qu'il y a juste au niveau fédéral et nous avons plusieurs projets et programmes de recherche avec plusieurs ministères et sociétés publiques fédérales. Actuellement, ça s'évaluerait par centaines de millions de dollars. Et il y a là un savoir-faire exceptionnel, qui est acquis depuis de nombreuses années, auquel, je dois dire bien humblement, j'ai participé beaucoup. Il y a là également une dotation, surtout au Conseil des arts, de plusieurs centaines de millions de dollars, qu'ils utilisent en plus de ce que les gouvernements ou le gouvernement fédéral leur donnent. Il y a actuellement des centaines d'équipes de recherche et de chercheurs qui reçoivent des subventions de ces organismes. Et pour l'Université Laval, bien c'est 60 000 000 \$ et c'est 70 % qui viennent du fédéral, de ces organismes et ainsi de suite.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Larose.

M. Dion: Nous avons très peu de laboratoires privés ici. Alors il faudrait absolument avoir une période de transition si nous voulons récupérer tout le domaine des institutions culturelles.

Je ne parle pas d'une politique de la culture, je parle des institutions culturelles. Parce que, autrement, si ces équipes étaient laissées sans la possibilité de continuer leur travail, imaginez la perte pour la société, parce que j'ai dit au départ de mon texte: Ce qui est le plus important dans une société, c'est la science et l'humanisme. On ne peut pas faire en sorte de couper ce lien-là sans prévoir au moins une ligne de raccordement.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Larose, suivi de MM. Holden, Turgeon et Hogue.

M. Larose: Merci, M. le Président. Vous avez dit, dans votre introduction, que vous aviez tout le temps devant vous...

M. Dion: Intemporel.

M. Larose: ...que vous étiez dans l'intemporel. Il faut reconnaître que, dans le débat qui nous concerne, le temps n'est pas innocent. Des intérêts jouent, des coûts sont entraînés, et si on doit autant une franchise pour le projet de demain, je pense qu'on en doit pour la réalité d'aujourd'hui, et que si M. Dufour, M. Poissant plaident avec autant de ferveur pour gagner du temps, je pense que ça nous donne la couleur des intérêts en présence. On ne pourra pas me dire que ça va dépendre de la crédibilité d'une ou deux personnes qui vont négocier. Il y a sur le terrain, et hier il y avait un praticien de la chose, qui a pratiqué à un très haut niveau sur le plan canadien, qui nous disait qu'il y a une situation objective au Canada, qui fait qu'en 1990 nous ne pouvons plus réfléchir à notre avenir selon le vieux modèle des deux peuples fondateurs, et s'il y a une cassure à Meech, c'est celle-là. Donc, je trouve que si on veut gagner du temps, c'est vraisemblablement pour essayer de recomposer autre chose. Deuxième chose, et c'est la question: Si pour vous, vous voulez encore avoir du temps, je voudrais qu'on constate qu'autour de la table, mais surtout au Québec en dix ans, beaucoup de réflexion s'est faite. Tous les groupes importants de la société québécoise, y compris dans le monde des affaires, à l'exception du Conseil du patronat, si je prends la Chambre de commerce, l'AMC, tout le monde a réfléchi profondément sur les enjeux actuels en proposant un modèle. Donc, le peuple du Québec a beaucoup réfléchi, et ce que nous disait la femme d'affaires qui vous a précédé, c'est que Bernard Derome, en lui expliquant Meech, a été très clair. Écoutez, comme un syndicat qui dit, à un moment donné: Patron, si tu ne règles pas, on s'en va en grève. Si le syndicat n'y va pas, en grève, on ne le lui fait pas deux fois. À Meech, on a dit qu'on allait en grève. Tout le monde autour de la table a dit qu'on allait en grève. Tous les hommes d'affaires ont dit qu'on allait en grève, on ne pourra pas leur dire: Écoutez,

on va aller en grève. On fait rire de nous autres.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Larose, vous voulez sans doute laisser un peu de temps à M. Dion pour vous répondre.

M. Larose: Alors, c'est parce qu'il propose de ne pas revenir bredouille, et il nous propose à la page 9 d'aller se faire donner une deuxième baffe. Moi, je veux qu'on comprenne la démarche très précise du fait de tenter une dernière fois.

M. Dion: Il me semble que j'ai essayé de le dire à plusieurs reprises. D'abord, je dois dire, intemporel, je l'appliquais à ma présence ici aujourd'hui, et non pas à la démarche constitutionnelle. Je suis persuadé, moi, après 30 ans de réflexion sur cette question, que nous sommes bien loin, actuellement, de pouvoir prendre une position finale concernant le statut politique et constitutionnel qui conviendrait au Canada. Nous avons encore beaucoup de réflexion à faire sur tous les aspects, et il faut, je pense, l'accepter. Ça pourra, de notre côté, prendre suffisamment de temps. J'oublie quelle est votre question. Quelle est la question que vous me posiez?

M. Larose: Pourquoi élaborer une proposition...

M. Dion: Oui, oui...

M. Larose: ...alors que vous nous dites en première page: Il ne faut surtout pas se livrer à cet exercice-là?

M. Dion: Écoutez, moi je prends pour acquis que le Parti québécois, actuellement, je prends cet exemple, est pour ce qu'il appelle la souveraineté avec l'association, la souveraineté-association. Si on me dit que ce n'est plus cela bien là, je le mets de côté. Mais je prends pour acquis que c'est encore leur position. Il s'agit pour eux, dans les semaines qui viennent, les mois qui viennent, de préciser quel type d'association ils vont proposer au Canada. Et là, on verra. Si c'est cela souveraineté-association, ils peuvent, ça peut très bien, s'ils vont du côté d'un référendum, très bien le remporter au Québec, mais ils peuvent très bien trouver porte close au Canada anglais. Si c'est ça leur position. Et à ce moment-là, il faut à tout prix qu'ils ne reviennent pas en disant: Eh bien, écoutez, on a manqué notre coup. Qu'ils reviennent en disant, je répète pour la dixième fois ce que j'ai dit ce matin: Nous procédons dès maintenant à un deuxième référendum; lui, c'est sur l'indépendance du Québec, on n'a pas d'autre choix devant nous.

Le Président (M. Michel Bélanger): M.

Holden, suivi de M. Turgeon, M. Hogue, Mme Campbell Steer.

M. Holden: M. le Président, ça fait longtemps que je suis M. Dion à la télévision, et j'ai toujours admiré la raison, la patience, tout ce que vous dites aujourd'hui, ça a toujours été mon impression que vous êtes très raisonnable, et votre présentation me le prouve encore aujourd'hui.

Vous demandez de la patience, vous demandez du calme, tout de suite M. Bouchard et M. Larose réagissent avec un peu d'émotion. Mais parlez-nous, M. Dion, de l'autre côté, du Canada anglais. Parce que là aussi, il faut du calme et de la patience et de la raisonnable. Avez-vous des idées comment le message du Québec peut être traduit au reste du Canada, pour que, eux aussi, ne réagissent pas émotivement?

M. Dion: Ils réagissent de façon extrêmement émotive de leur côté, pour l'instant. Je pense que toute l'expérience du lac Meech - et le ministre, M. Rémillard, pourra en parler - a montré qu'au Canada anglais, il était extrêmement difficile, actuellement, dans l'état où il se trouve, de proposer des changements quels qu'ils soient. Il va falloir d'abord que nous puissions tenir un interlocuteur valable.

Actuellement, ce qui est proposé, c'est une conférence constitutionnelle des 11 premiers ministres. Je dis que cela n'aboutira jamais à rien. Il va falloir poser comme première condition, je pense, une autre structure de négociation, pour avoir une voix qui, elle, pourra être assez fiable. Actuellement, nous avons eu plusieurs premiers ministres qui ont changé d'idée en cours de route, plusieurs premiers ministres qui ont changé eux-mêmes.

Alors le Canada anglais est en difficulté, je dis que le Canada anglais a peur. La peur pour sa propre survie. Et je pense qu'il nous faut le comprendre. Il ne s'agit pas d'aller au Canada anglais, à mon avis, avec colère, il faut y aller avec raison et peut-être l'amener à des positions plus raisonnables que celles qu'il a tenues jusqu'à maintenant, mais armés, cette fois-ci. Acceptons qu'avec le lac Meech et les cinq propositions du Québec, nous n'étions guère armés, parce que nous n'avions pas d'alternative. Il faut y aller avec une alternative qui, cette fois-là, serait décisive.

C'est actuellement la façon dont je vois le processus, en espérant, parce que je reconnais quand même que le Canada lui aussi aura à réfléchir et nous pourrions l'aider à le faire, en fin de compte, qu'il accepte l'une ou l'autre des deux formules que nous avons à lui proposer, à savoir un fédéralisme tout à fait nouveau, qui pourrait même porter un autre nom, ou la souveraineté-association, le type de proposition que le Parti québécois propose.

Sinon, allons-y...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Turgeon, suivi de M. Hogue, de Mme Campbell Steer et M. Laberge.

M. Turgeon: Merci, M. le Président. On a un petit peu de difficulté à vous saisir, M. Dion. Je vois, dans vos propos et dans votre argumentation, des choses parfois paradoxales et, parfois, on a l'impression que ça se contredit.

Bon. Vous parlez, par exemple... d'emblée vous posez toute la question de la dimension culturelle. Fort bien. Vous dites que les artistes, les humanistes, les scientifiques, vous en parlez beaucoup, vous regrettez qu'ils ne soient pas plus nombreux sur cette Commission, je suis d'accord avec vous. Mais vous dites que ce sont ceux-là qui donnent le ton, finalement, à tous les acteurs sociaux. Ce sont ceux-là qui donnent la couleur vraiment d'une société. Et vous dites que la souveraineté culturelle de 1972, de Robert Bourassa, il faut qu'on en débattenne.

Donc, j'en conclus que pour vous, que le Québec s'en aille par là ou bien qu'il s'en aille par là, s'il y a une chose qui ne doit pas être négociable, c'est bien tout ce qui a trait à sa culture, à ce qu'il est fondamentalement. Mais, en même temps, vous dites que pour l'instant, vous favorisez la continuation d'une participation, par exemple, au Conseil des arts du Canada, par exemple à l'ONF, et même à Radio-Canada. Là, je vous avoue que ça m'étonne un peu, parce que je ne comprends pas comment un observateur de votre qualité n'ait pas vu, et je parle d'avantage des domaines qui me concernent, les arts, la culture... Je ne comprends pas que vous n'ayez pas vu comment le gouvernement fédéral lui-même a sabré, non pas à partir de la semaine dernière, mais depuis bien au-delà d'une génération, dans le cœur et dans le sens même de ce que vous appelez les institutions. Ça, ce n'est pas de l'exaspération, c'est tout simplement du réalisme.

(12 heures)

Alors, je voudrais savoir trois choses d'abord. Comment peut-on partager à ce moment-ci, parce que si le Canada anglais a peur à sa survie, nous aussi, on a peur à la nôtre, des compétences dans un domaine aussi fondamental et je dirais aussi intime que la culture, même pour sauver quelques meubles? Quant au choix constitutionnel comme tel, vous dites que votre choix à vous va dépendre notamment de la qualité des options et de la crédibilité des personnes. Est-ce que je dois comprendre par là, pour reprendre une expression connue, que les partis passent avant la patrie? Et troisièmement, vous suggérez donc un ultimatum et, en dernier recours, un référendum. C'est à ce moment-là, si on prenait votre scénario, que les Québécois voteraient par exaspération et en réaction et, à ce moment-là, vous les condamnez à se replier sur une indépendance pure et dure, ce dont

personne ne veut. Pourquoi réduire cette expression-là tout simplement à une menace alors que cette expression-là maintenant pourrait être une très belle expression d'affirmation sans menace contre qui que ce soit?

M. Dion: Je n'ai rien contre. Absolument rien contre. Cependant, je voudrais vous dire qu'en ce qui concerne la culture, l'expérience que nous avons au Québec n'est guère réjouissante non plus à propos de la culture. Je l'ai dit à M. Bourassa en 1973 et je le répète ici. Ça n'a pas beaucoup changé. Et en ce qui concerne les conseils, les deux que je connais le mieux, le Conseil des arts, le Conseil des humanités et sciences sociales, eh bien, c'est le Québec qui, proportionnellement, reçoit le plus de subventions et de beaucoup, année après année. Nous n'avons pas... Je suis assez présent dans ces conseils, surtout maintenant le conseil des humanités depuis que ça a été scindé il y a une dizaine d'années, nous avons une présence extraordinaire et le Conseil des humanités et sciences sociales - je connais moins bien actuellement le fonctionnement du Conseil des arts - n'est pas bilingue, il est français, il est québécois autant qu'il est canadien. Nous n'avons aucun problème de ce côté-là. Je dirais: Nous avons plus de problèmes actuellement avec le FCAR qu'avec le Conseil des humanités et des sciences sociales concernant toute la procédure d'avoir des subventions, de les obtenir et ainsi de suite. Et alors, par conséquent, c'est la raison pour laquelle je dis: Il faut être prudent dans ces choses-là. On ne peut pas dire que la culture, on l'embarque au Québec. Bien sûr que nous avons une culture québécoise, une culture qui est différente de la culture anglaise, mais il s'agit d'une institution qui distribue des fonds et il faut savoir si elle les distribue de façon à aliéner notre culture, notre fonds culturel ou non. Jusqu'à maintenant je prétends que ce n'est pas le cas. Et c'est...

M. Turgeon: Y compris pour les arts.

M. Dion: Mais les arts, je dis que je connais moins ce qui se passe depuis une dizaine d'années mais...

M. Turgeon: Quant à nous ce n'est pas le cas.

M. Dion: Ce ne serait pas le cas, mais nous n'avons rien non plus au Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Hogue suivi de Mme Campbell Steer et de M. Laberge.

M. Hogue: M. Dion, je vous remercie d'être présent et je vous trouve fort généreux. J'espère que vous montrerez autant de générosité si nous

pouvions à nouveau avoir le privilège de vous recevoir. Je vous pose une question très courte, M. Dion, et une autre qui pourrait prendre un peu plus de temps. Alors, essayons de nous restreindre à la première question. Et je reviens à votre texte à la page 9 où vous dites: "Tant mieux si la réflexion qui se poursuit au Canada facilite notre démarche..." Bon. Vous avouez votre scepticisme et dans les trois lignes suivantes vous dites: "Une fois de plus nous ne pourrions très probablement compter que sur nous seuls." Vous connaissez la dynamique des groupes, vous connaissez la dynamique de la vie en groupe. Ne pensez-vous pas que la vie en groupe va influencer de toute façon, et influence de toute façon ou d'une façon indue ou d'une façon minimale - et j'aimerais votre appréciation - cette interdépendance qui, quelque position qu'on prenne, ou qui se prenne, aura une continuité dans l'influence? Alors, si on peut répondre à celle-là d'une façon assez rapide, j'en aurai une autre.

Le Président (M. Michel Bélanger): On va essayer de passer celle-là d'abord, M. Hogue. M. Dion?

M. Dion: Je ne sais pas quoi répondre d'autre que ce que j'ai déjà dit. Et c'est bien certain que j'aimerais que, par exemple, la commission Spicer ait sorti quelque chose dont nous puissions profiter, mais je ne vois rien venir de ce côté-là. Nous ne pouvons compter que sur nous seuls, au départ. C'est à nous de faire des démarches. Il aurait été bien préférable qu'après le lac Meech, le Canada anglais prenne conscience de la position extrêmement pénible dans laquelle il nous a placés et se mette, lui, à faire des démarches pour nous faire des propositions. Il ne l'a pas fait. Et c'est ça que je veux dire.

M. Hogue: Est-ce qu'on peut passer à la deuxième?

M. Dion: Quand je dis nous seuls, je dis entre nous, entre Québécois, au départ quitte à ce que, par la suite, on puisse dialoguer si c'est possible.

M. Hogue: M. Dion, vous parlez de fédéralisme renouvelé en profondeur. Sans jouer avec les mots, je pourrais peut-être parler de renouvellement en profondeur du fédéralisme. Et à partir de cette distinction, qui peut en surface apparaître ténue, pensez-vous qu'une Fédération plus radicalement asymétrique que celle qui apparaît chez Pepin-Robarts, entre autres, est possible? Une asymétrie plus radicale, de sorte que vraiment les intervenants sauraient où ils se positionnent et on ne jouerait plus, entre guillemets, à la madame, comme certaines personnes utilisent l'expression.

M. Dion: Pepin-Robarts n'est pas tellement asymétrique. Il l'est seulement du côté linguistique. Si vous regardez les propositions dans le domaine économique, il est extrêmement centralisateur, plus que ne l'est actuellement le Canada. En conséquence, il faudra aller beaucoup plus loin avec la question d'asymétrie extrêmement faible qui est proposée, l'article 133, et que la loi 101 puisse s'appliquer intégralement au Québec. Et je suis bien d'accord avec ça. Mais si vous regardez le reste de Pepin-Robarts, toutes ses propositions concernant l'économie, il est très centralisateur. Il faudrait aller beaucoup plus loin du côté de l'asymétrie et c'est la raison pour laquelle le statut qu'aurait le Québec, s'il ne procède pas à la souveraineté-association mais veut demeurer avec une constitution canadienne, d'une certaine façon, quitte à avoir sa propre constitution en plus, il faudrait à ce moment-là, qu'il y ait probablement, ce qui serait plutôt une confédération ou en tout cas un changement d'appellation.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Campbell Steer, suivie de M. Laberge.

Mme Campbell Steer: Merci, M. le Président. M. Dion, je voulais plutôt vous faire remarquer quelque chose qui m'a frappée. Vous avez dit qu'il n'y a jamais, ou qu'il ne peut y avoir de grande culture ni de société aux fortes assises ni de régions prospères sans une base économique solide. Ça m'a frappée parce que je me suis dit, nos amis d'ASDEQ nous ont dit que: Un Canada sans le Québec pourrait survivre et un Québec sans le Canada pourrait survivre et être prospère aussi.

Mais si on était pris avec des négociations à faire dans des périodes de désaccord, ça peut être très long et très difficile. Je voulais juste être certaine que j'ai bien compris. Est-ce que vous avez dit que, quel que soit le statut constitutionnel que nous choisissons, souveraineté-association ou un genre de fédéralisme renouvelé en profondeur, qu'on doit négocier de toute façon? Est-ce que ça veut dire qu'on est peut-être mieux de négocier dans une situation là plus... sans rancœur possible?

M. Dion: C'est mon souhait. Et si on se rend compte que cela n'est pas possible, ce que je dis à ce moment-là c'est qu'il vaut mieux ne pas s'engager. Ou bien on reste ce qu'on est, ou bien on procède à l'indépendance. Mais, je suis d'accord avec les personnes qui ont dit ici ce matin: Il faudra faire attention, si on est bien certains qu'un référendum sur la souveraineté-association serait complètement refusé, si on le sait d'avance, on n'a pas besoin d'y procéder. Mais il faudrait le savoir d'avance. Je pense qu'actuellement, nous ne sommes pas en position de le dire, parce que le Canada est lui aussi en état d'instabilité, comme nous le sommes nous-

mêmes.

Mme Campbell Steer: Est-ce que vous pensez...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Laberge, qui sera suivi de M. Campeau avant... oui, madame.

Mme Campbell Steer: Est-ce que vous pensez vraiment qu'une autre ronde de négociations est possible?

M. Dion: Je n'en sais rien. Si nous nous rendons compte après examen de la situation, après consultation, qu'on s'en va vers un refus, je dis: N'y allons pas. Et à ce moment-là, choisissons le statut qu'on veut. Ou on reste dans le statu quo parce qu'on a peur d'aller vers l'indépendance, ou on va vers l'indépendance, bien sûr en essayant de nous protéger le mieux possible parce qu'il y aura certainement des problèmes de transition.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Laberge, qui sera suivi brièvement de M. Campeau et ensuite de M. Rémillard, pour une dernière intervention.

M. Laberge: Merci, M. le Président. M. Dion, je dois tout de suite m'inscrire contre ce que vous avez dit tantôt, vu que les débats sont télévisés, et tout ça. S'il fallait que je retourne voir mes 450 000 membres et que je dise que je suis d'accord avec ce que vous avez dit, que vous aviez tout votre temps! Bien sûr, vous êtes fortuné – quand je dis fortuné, c'est dans le bon sens du terme – vous n'avez pas de mandat d'assemblée, vous êtes vous-même ce que vous êtes. Vous avez tout votre temps. Un référendum, oui, mais il ne faut pas s'exciter. Moins de trois ans, mais plus de deux ans. Je me fais lyncher bien raide, moi, je n'aurai plus de temps. Alors moi, je...

Une voix: ...

M. Laberge: Alors, c'est parce que j'ai mal compris. C'est ce que vous avez dit tantôt.

M. Dion: Non, non.

M. Laberge: Tant mieux si j'ai mal compris.

M. Dion: J'ai dit moins de trois ans. Je n'ai pas dit d'autre chose.

M. Laberge: C'est ça, moins de trois. Alors je n'ai pas tout mal compris. Vous connaissez le Canada anglais, M. Dion, aussi bien que moi. Je fais affaire avec eux depuis 45 ans. On s'est donné des statuts à la FTQ, nous autres, et on

s'est vite rendus à l'évidence que le CTC était prêt à négocier ça avec nous autres pendant 100 ans. Mais en attendant, évidemment, on marchait sur les statuts du CTC et on a dit non, ce n'est pas possible. Alors on a mis nos statuts en application et nous sommes prêts à négocier avec le CTC pendant 100 ans. Est-ce que vous ne croyez pas qu'en ayant un vote référendaire maintenant... D'ailleurs, vous avez dit un vote référendaire sur la souveraineté, oui, bien sûr, mais il faut y aller avec assurance. Est-ce que vous ne croyez pas que votre référendum sur la souveraineté, en développant un large consensus au niveau de cette Commission ici, un référendum qui va clarifier, ou la souveraineté ou autre chose, que ça pourrait nous aider dans nos négociations?

M. Dion: Par contre, je voudrais simplement préciser un point. Il me semble, M. Laberge que vous, comme toutes les personnes ici, vous représentez vous-même. Vous ne représentez pas la FTQ ici.

M. Laberge: Sauf qu'il faut que j'aille les voir pareil, à un moment donné.

M. Dion: Ah bien! Vous irez si vous voulez, mais si vous êtes une personne membre d'une commission – et c'est votre décision, c'est votre choix – vous ne pouvez pas retourner à vos instances. Ce n'est pas une négociation.

M. Laberge: Comme vous aussi, quand vous siégez sur une couple de Conseils des arts.

M. Dion: Bien sûr.

M. Laberge: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Campeau.

M. Campeau (Jean): M. Dion, je veux revenir sur la peur. Si j'ai bien compris, vous avez dit que, selon vous, le Canada aurait peur pour sa survie. S'il a si peur que ça – et il a peur de l'éclatement – comment vous pouvez expliquer qu'il n'ait pas accepté le lac Meech? Est-ce que ça serait que lui, il se dit que le Québec n'osera jamais s'affirmer; que le Québec – pour citer M. Larose et M. Laberge – ne donnera jamais un mandat de grève à son gouvernement; que le Québec n'a pas, n'a jamais eu et n'aura jamais d'épine dorsale? Vous, qu'est-ce que vous pensez? Est-ce que vous pensez que le Québec en a une, épine dorsale? Je parle du Canada tout entier. Est-ce que lui, il se dit: Non, non, ils ne sont pas sérieux?

M. Dion: J'aimerais, si vous me permettez... M. Laberge a quand même soulevé un point extrêmement important. C'est quand il a parlé...

M. Campeau: C'est à même mon temps.

M. Dion: Je reviendrai. C'est absolument important que je le mentionne. Il a parlé de la FTQ avec la CTC et des relations difficiles, 100 ans de négociations. C'est très vrai. Ce qui fonctionne le mieux au Canada dans les associations, ordinairement, ce sont les associations dites parallèles — les jeunes commerces, etc., etc. — qui ont des liens avec l'autre association pancanadienne... Dans les associations scientifiques, c'est très fréquent; et ailleurs. Et je pense que c'est un modèle qui pourrait être proposé en politique. Il n'y a aucune raison... Je suis absolument d'accord avec M. Laberge. Quant à M. Campeau, moi, je pense que j'ai une épine dorsale, et je pense que le Québec a une épine dorsale, le Canada également. Cependant, il y a des situations très difficiles à vivre. Et actuellement, le retour du lac Meech... Moi, je vais vous dire franchement que je suis très heureux que le lac Meech ait échoué, parce que ça nous permet d'aller vraiment là où nous devons aller. Je pense que si on agit avec raison, nous pourrions amener la population du Québec à aller là où elle doit aller, pour que son statut politique convienne à ses conditions socio-économiques et culturelles.

(12 h 15)

Maintenant, là il s'agit d'une question, à savoir comment on va procéder. J'en propose une. Vous trouvez, M. Laberge et peut-être d'autres, que ça va prendre un peu de temps. Peut-être. Parce que si vous voulez que... accepter quand même de permettre à l'autre de dire non, ou de dire peut-être, ou même de dire oui, je crois qu'il faudra quand même comprendre que sa situation actuellement est probablement plus difficile que la nôtre parce que le multiculturalisme, le provincialisme et le régionalisme de ce pays sont effroyables. Il vient de se publier un livre, par un Américain, sur le Canada; il n'en revient pas de voir combien ce beau pays qu'est le Canada est en train de s'effriter. Évidemment, le Québec devient, à ce moment-là, une épine dans le pied du Canada. Il voudrait bien qu'on reste tranquille. Il pourrait régler ses problèmes de multiculturalisme dans l'Ouest canadien, etc.

Mais nous n'avons pas le droit de le faire, et il faut les déranger. Si on doit les déranger beaucoup, dérangeons-les beaucoup. Voilà ma position.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant au dernier intervenant, le représentant du parti formant le gouvernement. M. Rémillard.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. Professeur Dion, je vous accueille avec beaucoup de plaisir, premier témoin qui vient devant cette Commission, et pour moi, c'est très significatif.

Vous nous livrez un message de raison, de sagesse. Je me rappelle, en lisant votre mémoire,

toutes ces heures que nous avons passées ensemble dans les 15 dernières années, à discuter sur le Québec, sur l'avenir du Québec. Je retrouve dans votre mémoire les grands principes que vous m'avez toujours enseignés, dont un en particulier, que vous avez répété à plusieurs reprises depuis le début de votre témoignage: la raison doit primer sur la passion.

La connaissance, c'est le premier gage de liberté. Vous dites très bien dans votre mémoire, d'ailleurs, que nous, du parti gouvernemental, nous sommes à actualiser notre position constitutionnelle et, du côté de l'Opposition, du côté péquiste, ils doivent aussi actualiser leur position en fonction de notre réalité et à la suite de certaines nuances qui peuvent être apportées.

Vous nous retournez à nos devoirs, et vous faites bien de le faire si bien. Vous nous dites, dans votre mémoire, que tout sera beaucoup plus facile, et je vous cite, à la page 9: Si on pouvait en arriver à un consensus, ici, à cette Commission. Est-ce que vous croyez qu'on peut en arriver à un consensus? Vous avez observé nos travaux, vous avez suivi nos travaux de près, croyez-vous qu'il est possible qu'on puisse en arriver à un consensus? Et, comment voyez-vous ce consensus?

M. Dion: J'aimerais bien qu'il y ait consensus. Cela démontrerait que ce consensus est également dans la société. Mais je ne suis pas certain que vous puissiez arriver à ce consensus, et je préférerais qu'il y ait deux ou même trois rapports différents, mais qu'ils expriment vraiment la pensée de ceux qui les rédigent, que d'avoir un seul rapport, mais qui a "farfigné" entre toutes les positions, de façon à arriver au plus bas dénominateur commun possible.

M. Rémillard: C'est pour ça que...

M. Dion: S'il y avait un consensus, comme je le dis, ce serait la façon la plus merveilleuse d'aller vite.

M. Rémillard: C'est pour ça que vous nous dites d'être prudent, entre autres en ce qui regarde un référendum, vous êtes très clair. Vous nous dites: Ne précipitons pas les choses. Un référendum doit construire le Québec, construire sa force, et non pas l'affaiblir.

M. Dion: C'est ça.

M. Rémillard: Et si on précipite, et si on risque que ce référendum ne soit pas accepté, il affaiblirait, donc, dangereusement le Québec. Je comprends très bien votre réserve en ce qui regarde les différentes options, souveraineté-association ou fédéralisme renouvelé, vous nous dites que, pour le moment, vous observez, vous regardez les différentes alternatives. Dans votre mémoire, si je me réfère à la page 4, au bas de

la page, lorsque que vous nous dites que le Québec devrait avoir comme compétence exclusive une série de compétences, entre autres vous parlez de la santé, de la main-d'oeuvre, de l'immigration, je pourrais en citer plusieurs, en matière de communications, tout à l'heure on l'a souligné aussi, qui est un domaine très important, pour le Québec et pour le fédéralisme. À la page 5, vous nous mentionnez que même le CRTC doit se doter d'une organisation parallèle composée en majorité de Québécois. En fait, vous soulignez aussi, à la page 8, je crois, dans le domaine culturel, qu'on pourrait garder le Conseil des arts du Canada, l'Office national du film, et même Radio-Canada, le Conseil des sciences. Alors ce sont des éléments d'association ou d'union qui sont beaucoup plus qu'une simple association économique, ça va beaucoup plus loin. Pour ma part, vous me permettez, respectant votre réserve, d'appeler ça du fédéralisme renouvelé, profondément renouvelé. Et dans ce contexte-là, vous nous appelez donc à procéder dans une démarche que vous nous dites: Tout d'abord, exprimons ce que nous voulons, complètement, en fonction de ce que vous nous écrivez. Ce que nous voulons comme compétences exclusives, ce que nous sommes prêts à partager, ce que nous voulons comme ensemble, disons ça au reste du Canada, et si ça ne fonctionne pas – vous prenez le terme "ultimatum" – là nous procédons à un référendum. Est-ce que c'est bien la façon dont vous voyez les choses?

M. Dion: Oui, oui. Si vous optez pour la position d'un fédéralisme renouvelé en profondeur. Vous avez oublié le droit pénal. Je pense qu'il va falloir regarder de près les effets de la science et des technologies de pointe sur la pratique du droit pénal, surtout au niveau de la Cour suprême. J'en arrive à la conclusion que la Charte des droits fédérale est superflue, et c'est quand même un gros pas. Elle est inutile, elle nous oblige à procéder à la clause dérogatoire, qui nous fait traiter de fascistes à peu près deux fois par année, et ainsi de suite. Et je vais très loin. Est-ce que c'est du fédéralisme renouvelé? Je ne sais pas. C'est certainement... ça peut se faire dans le cadre du Canada, si le Canada anglais, si les provinces acceptaient de donner au Québec ce statut unique, je dis bien, pas spécial, unique, et que lui reste comme il est, ce serait merveilleux, ça. À ce moment-là, nous serions une fédération avec une province, appelez-la comme vous voulez, une entité, qui sans être complètement un État régi par un traité, aurait un statut qui supposerait une constitution tout à fait différente ou différente de celles des autres provinces.

Maintenant, par ailleurs, en ce qui concerne le Parti québécois, si vous regardez la nouvelle entente, je ne sais pas où ils en sont actuellement vraiment dans leurs délibérations. Il est

bien certain que le Parti québécois aura à refaire ses devoirs également parce qu'il n'y a pas simplement la question de la banque, la question de la monnaie qui est très importante et d'ailleurs qui n'est pas bien réglée, à mon avis, dans ce livre blanc. Mais il y a toutes les autres questions que j'ai posées et qu'il faudra que le Parti québécois considère lui aussi.

Je pense qu'on est d'accord actuellement pour dire que nous sommes actuellement à nous engager dans ce que j'appelle dans une société monde, une économie monde, une culture monde, une politique monde, etc. et, par conséquent, ça suppose que nous regardions notre statut constitutionnel et politique avec un regard tout à fait différent de celui que les confédérants de 1867 et même ceux de 1981-1982 pouvaient avoir.

M. Rémillard: Si on suit donc la démarche que vous nous proposez dans votre mémoire et qu'on dit au Canada anglais: Voici ce que nous voulons et si vous ne l'acceptez pas, nous tenons un référendum directement. Dans ce cadre-là, est-ce que vous croyez... Parce que vous vous êtes référé à cette notion-là tout à l'heure à quelques reprises, vous avez parlé de la crise économique, des difficultés économiques que nous vivons. Est-ce que vous croyez que ça peut modifier d'une certaine façon les perspectives du fédéralisme? Ce que je veux dire c'est que je prends le débat que nous avons sur la santé présentement, avec le Québec qui veut faire sa réforme de la santé. Ce n'est quand même pas Ottawa qui sait comment nos salles d'urgence dans les hôpitaux devraient fonctionner.

Est-ce qu'on ne voit pas la fin – étant donné la crise économique et les problèmes financiers du gouvernement fédéral, avec un déficit de plus de 350 000 000 000 \$ – d'un fédéralisme qu'on a pratiqué depuis les 50 dernières années, qui était fondé sur des conditions de vie semblables d'un bout à l'autre des deux océans et est-ce que cette fin-là ne devrait pas s'inscrire dans le cadre de nos discussions pour aller négocier ce que nous avons à négocier?

Le Président (M. Michel Bélanger): Votre dernière réponse, M. Dion.

M. Dion: Dans mon mémoire, je dis précisément que nous ne devons pas partir de la Constitution de 1867. Elle ne correspond plus du tout aux conditions de vie actuelles. Et, par conséquent, j'en arrive à la proposition suivante que nous devons négocier quelque chose de tout à fait neuf et si ce n'est pas possible, je voudrais conclure là-dessus, M. le Président, que cette négociation on se rend compte qu'elle n'est pas accréditable ou acceptable par l'autre partie, à ce moment-là déclarons l'indépendance du Québec ou restons là où nous sommes, si nous n'osons pas le faire.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Dion. Nous avons l'habitude de remercier les gens qui sont venus devant nous, mais vous, nous vous devons des remerciements particuliers, parce que vous n'étiez pas nécessairement un volontaire pour venir devant nous. Nous vous avons invité à titre d'expert. Je rappelle aux membres de la Commission qu'il est toujours possible que nous puissions entendre M. Dion à nouveau, suivant les besoins de nos délibérations en séance de travail. Je vous rappelle aussi qu'il nous reste un autre intervenant ce matin avant le déjeuner, et la séance est levée pendant quelques secondes, quelques minutes pour qu'on remercie M. Dion et qu'on installe les autres.

(Suspension de la séance à 12 h 26)

(Reprise à 12 h 29)

Le Président (M. Michel Bélanger): Je demande aux membres de la Commission de bien vouloir reprendre leurs sièges. Nous entendons maintenant, avec une demi-heure de retard, et nous nous en excusons, nous entendons maintenant la Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick. Je rappelle à nouveau aux membres de la Commission qu'il serait désirable qu'ils s'assoient si nous voulons terminer avant le déjeuner.

M. Gervais, si vous voulez bien présenter votre groupe. Ensuite, comme vous le savez, vous avez cinq minutes pour faire un résumé de votre mémoire et, finalement, nous passons aux questions. La parole est à vous, M. Gervais.

Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick

M. Gervais (Réal): Merci, M. le Président. J'aimerais vous présenter, à vous et aux membres de la Commission, M. Norbert Roy, qui est le directeur général de la Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick. Je veux d'abord vous remercier de nous avoir invités à comparaître devant la Commission. Je trouve particulièrement important, dans le contexte politique, dans l'environnement politique canadien, que des alliés naturels tels que les Acadiens et les Acadiennes du Nouveau-Brunswick et le peuple québécois puissent échanger afin de bien identifier les zones de nos intérêts convergents. Soyez assurés que notre présence ici cet après-midi, je pense, maintenant, ne veut pas porter obstacle à vos travaux, ni ne veut interférer non plus dans la définition du peuple québécois. Nous visons plutôt à faire connaître au peuple québécois notre situation et notre volonté de poursuivre avec lui une collaboration. La SAANB reconnaît que les Québécoises et les Québécois sont libres d'assumer leur propre destin, de déterminer leur statut politique et

d'assurer leur développement économique, social et culturel. Il ne pourrait en être autrement, puisque nous visons aux mêmes objectifs sur notre propre territoire.

Quelques mots sur notre organisme. La SAANB existe depuis 1973, c'est-à-dire depuis 17 ans. Elle a comme objectif de promouvoir le développement économique, social, culturel et politique de notre communauté, en plus de défendre leurs droits. La Société entretient des liens assez étroits avec les autres communautés acadiennes de l'Atlantique à travers la Société nationale des Acadiens, qui est une fédération des associations provinciales de l'Atlantique, et la Fédération des francophones hors Québec. Et nous avons chez nous un forum de concertation des organismes acadiens et francophones, c'est-à-dire au-delà de 30 organismes que nous avons créés depuis les 10 dernières années. On se réunit en session de travail au moins cinq ou six fois par année et, en plus, nous tenons un forum. La SAANB est composée d'environ 5000 membres individuels, mais aussi des membres moraux. Elle est aussi reconnue par les différents gouvernements comme étant le porte-parole officiel en matière linguistique pour les Acadiens et les Acadiennes du Nouveau-Brunswick.

L'Acadie du Nouveau-Brunswick. Au niveau géographique, c'est vrai que l'Acadie du Nouveau-Brunswick est difficile à définir. L'Acadie du Nouveau-Brunswick, certains ont tenté de la définir en mettant une ligne à travers le Nouveau-Brunswick. Par contre, nous, nous disons que notre travail, que nos actions doivent s'exercer sur l'ensemble du territoire du Nouveau-Brunswick. Du point de vue démolinguistique, les Acadiens et les Acadiennes du Nouveau-Brunswick composent 31,9 % de la population, c'est-à-dire environ 223 675 personnes, pratiquement le double de la population de l'Île-du-Prince-Édouard. Chez nous, l'assimilation, vous savez, elle est encore inquiétante parce qu'elle est à un niveau d'environ 7 %. Par contre, elle est stabilisée, présentement. Une note très encourageante par rapport à la communauté acadienne du Nouveau-Brunswick, c'est que pour les jeunes, c'est-à-dire entre 0 et 18 ans, l'assimilation est tombée à 3 % présentement. Et voilà les bénéfices des revendications des Acadiens et des Acadiennes du Nouveau-Brunswick d'avoir justement revendiqué la dualité au sein du ministère de l'Éducation, la dualité complète, chez nous.

Au niveau économique, l'Acadie moderne du Nouveau-Brunswick a créé depuis quelques années 30 % de plus de petites et moyennes entreprises que la moyenne canadienne. Depuis plusieurs années, la communauté à travers le mouvement coopératif acadien et à travers des compagnies comme Assomption Vie a prouvé que chez nous c'était possible de faire des affaires en français. Cette vitalité de notre communauté d'affaires, combinée avec l'adoption d'une loi provinciale

sur l'égalité des deux communautés linguistiques officielles au Nouveau-Brunswick, combinée avec cette dualité-là au niveau du ministère de l'Éducation et des organismes indépendants chez nous, nous porte à la conclusion que la révolution tranquille, qui a été amorcée chez nous pendant les années soixante sous le gouvernement de Louis Robichaud, est bel et bien en train d'apporter notre communauté au seuil de ce que vous appelez l'affirmation nationale, et que nous appelons chez nous une plus grande autonomie.

Au niveau politique, l'Acadie compte sur ses organismes homogènes pour réaliser ses objectifs, tel que je l'ai mentionné tout à l'heure. Une chose est certaine, c'est qu'au Nouveau-Brunswick les demandes des organismes sont plusieurs années d'avance sur les réalisations du gouvernement. Par exemple, au niveau de la dualité que nous revendiquons en termes de toute l'administration politique et administrative, elle est déjà réalisée au niveau des organismes sociaux. Je n'énumérerai pas tous les secteurs, mais au niveau éducatif, économique, au niveau des organismes féminins, jeunesse et politique, nous avons nos organismes homogènes.

L'Acadie du Nouveau-Brunswick et le Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Puis-je vous suggérer d'activer un peu vers la conclusion? Les cinq minutes s'achèvent.

M. Gervais: C'est bien, merci. La SAANB est d'accord avec ceux et celles qui affirment que le statu quo constitutionnel est chose du passé. Une nouvelle voie est nécessaire. Pour la communauté acadienne, vos travaux sont très importants. Nous devons, nous aussi, être en mesure de préparer notre vision d'avenir. Voilà pourquoi, dans les prochaines semaines, nous annoncerons la mise sur pied d'une commission politique acadienne pour les Acadiens et les Acadiennes du Nouveau-Brunswick.

En comparaisant devant votre Commission, nous n'avons aucunement l'intention, comme je le disais tout à l'heure, de réclamer une obligation morale du Québec. D'ailleurs le Québec connaît ses obligations et saura trouver les moyens de s'en acquitter. La SAANB reconnaît et demande, à partir de ses interventions, une plus grande collaboration avec le Québec, c'est-à-dire que le gouvernement du Québec, indépendamment de l'option qu'il choisira, ne devrait pas hésiter à passer au-delà des ententes entre gouvernements et venir faire des ententes avec les communautés.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous allons maintenant passer aux questions, en commençant par celles des membres en général. M. Beaudry, qui sera suivi de M. Proulx et de M. Nicolet.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. J'ai lu avec intérêt votre mémoire et je vous en remercie. Contrairement à ce qui nous a été indiqué dans le passé par certains organismes qui se sont présentés devant nous il semblait, dans le temps en tout cas, qu'il y avait une assimilation à un rythme accéléré chez les francophones hors Québec. Or, dans votre mémoire, si je l'ai bien compris, à la page 3 en particulier, vous nous dites, en tout cas que depuis au moins 1980, cette assimilation-là s'est freinée jusqu'à un certain point et vous attribuez ça en particulier à la dualité complète en matière d'éducation. J'aimerais savoir de vous quel est le pourcentage de cette dualité, en matière d'éducation, qui est laissé au français dans vos écoles. Dans quelle proportion enseigne-t-on le français?

M. Gervais: Dans quelle proportion on enseigne le français dans nos écoles?

M. Beaudry: Oui.

M. Gervais: Lorsqu'on parle de dualité complète au niveau de l'éducation au Nouveau-Brunswick, nous avons des écoles entièrement françaises administrées par des conseils scolaires français. Alors...

M. Beaudry: En totalité?

M. Gervais: En totalité.

M. Beaudry: En totalité. Est-ce qu'il y a une partie qui est laissée à l'anglais également dans ces écoles-là au niveau de l'enseignement ou s'il n'y en a aucune?

M. Gervais: Non, parce que ce qui arrive au niveau... La communauté anglophone a ses écoles, ses conseils scolaires indépendants. Alors, nous fonctionnons de façon indépendante.

M. Beaudry: Et si je comprends bien, vos élèves, qui sont bilingues bien sûr ou ils doivent l'être, en tout cas, jusqu'à un certain point...

M. Gervais: Vous avez raison.

M. Beaudry: ...ils ont l'éducation en français uniquement mais c'est simplement par l'influence de ceux qui les entourent qu'ils obtiennent ou qu'ils atteignent le bilinguisme. Mais leur éducation leur est donnée totalement en français.

M. Gervais: Écoutez, exactement. Les Acadiens et les Acadiennes à l'intérieur de leur programmation scolaire ont aussi un programme de langue seconde...

M. Beaudry: Oui.

M. Gervais: ...en ce sens-là ils apprennent

l'anglais. Mais par contre, vous avez une remarque qui est très intéressante à savoir que oui, l'impact culturel anglophone de la communauté anglophone du Nouveau-Brunswick mais aussi l'impact culturel de l'ensemble des médias anglophones chez nous a pour effet justement de porter les Acadiens et les Acadiennes à être bilingues partout où ils demeurent.

M. Beaudry: Ce que je trouve intéressant dans votre mémoire, c'est qu'en raison de ces modifications qui ont été apportées à votre système, qui a freiné l'assimilation, vous constatez en page 4, par exemple, que les chiffres de cette dualité-là qui fonctionne font en sorte que l'assimilation est moindre chez les personnes de 0 à 18 ans malgré le fait que vous vivez dans une province qui est majoritairement anglaise. Je trouve ça très intéressant parce que dans le passé on nous a dit, comme je vous l'ai mentionné dès le début, que la francophonie hors Québec semblait vouée à l'assimilation presque totale.

M. Gervais: J'aimerais quand même...

M. Beaudry: Dans...

M. Gervais: ...si vous me permettez?

M. Beaudry: Allez-y.

M. Gervais: J'aimerais ajouter quand même, si on regarde les statistiques pour la population un peu plus âgée...

M. Beaudry: Oui.

M. Gervais: ...de 18 à 35 ans, par exemple, le taux d'assimilation est à un niveau de 8,9 % et si on va de 35 à 60 ans, elle dépasse les 12 %, ce qui nous porte à croire aussi que, lorsque notre population vit dans un milieu dualiste homogène, l'assimilation est moins grande. Mais lorsqu'elle va sur le marché du travail par exemple, où on n'a aucune politique linguistique favorable au travail en français, alors, à ce moment-là on a des problèmes et l'anglicisation de notre communauté augmente.

M. Beaudry: D'accord. Mais ça ce sont des mesures et il y a des palliatifs qui peuvent être pris pour corriger ces situations-là qui ne sont peut-être pas faciles...

M. Gervais: Si le vouloir politique y est...

M. Beaudry: ...mais qui peuvent être mis en place. L'autre question que j'aimerais vous poser se trouve à la page 10 parce que vous nous parlez à un moment donné qu'il serait possiblement très utile de créer une structure bien définie de concertation entre le Québec et la

communauté acadienne et, quant à ça, avec les autres communautés francophones également, et vous dites même que c'est essentiel. Et vous ajoutez à ça: Ne sommes-nous pas en fin de compte des alliés naturels, des frères et des sœurs dans cette lutte pour assurer que la langue française ait sa place en Amérique?

La question que je vous pose c'est: Est-ce que vous croyez, vous, que vous seriez mieux protégés si le Québec devenait souverain et vous apportait le support qu'on vous a déjà dit lors de ces audiences-là que le Québec veut bien apporter? Est-ce que vous sentez que vous seriez mieux protégés dans un contexte comme celui-là ou si vous croyez qu'avec un organisme de la structure que vous suggérez actuellement, vous seriez mieux protégés au point de vue langue, au point de vue culturel, dans un fédéralisme renouvelé qui assurerait, à l'ensemble du Canada, des protections au niveau linguistique?

M. Gervais: C'est évident, qu'à la suite de l'option que les Québécois et Québécoises choisiront, au lendemain de cette décision-là, les Acadiens et les Acadiennes du Nouveau-Brunswick, en toute éventualité, auront à vivre à l'intérieur d'un Canada, ce que vous appelez un Canada anglais.

Et je pense que le meilleur gage, pour la survivance de notre communauté, c'est encore en passant par les Acadiens et les Acadiennes eux-mêmes. Si nous revendiquons chez nous la dualité en matière d'éducation, mais dans l'appareil gouvernemental, c'est justement parce qu'on a identifié ce dont on a besoin pour freiner, pour arrêter l'assimilation et pour encourager le développement de notre communauté.

Et je pense que ce sont les Acadiens et les Acadiennes eux-mêmes qui peuvent faire le meilleur travail. Par contre, indépendamment de l'option que se donnera le Québec, ce que nous, nous disons, c'est que nous voulons une collaboration accrue avec vous. Et je pense que c'est intéressant. Peut-être qu'on ne devrait pas attendre non plus que le Québec devienne souverain pour améliorer la coopération entre le Québec et l'Acadie.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons maintenant à M. Proulx, suivi de M. Nicolet.

M. Proulx: Merci, M. le Président. Moi, j'ai toujours beaucoup de difficultés – aussitôt que je sors du Québec, en tout cas – j'ai de la misère à sentir qu'il y a une amélioration. Qu'il y a une amélioration et puis que l'assimilation diminue. Je vais vous dire honnêtement, j'ai bien de la misère. Puis je suis appelé à voyager souvent et à aller au Nouveau-Brunswick, en Ontario, aller dans les autres... Peut-être parce que je ne suis pas bilingue. C'est peut-être pour ça que je suis plus sensible à ça, et puis que je me sens

toujours piégé quand je suis obligé de parler anglais, comme je parle très mal.

Je voudrais dire aussi que vous êtes bien chanceux qu'il n'y ait que 7 %, parce que, hier soir, je regardais "Le Point" et puis, le Manitoba, ce n'est pas la même affaire. C'est 50 % de la population qu'on disait qui était assimilée à l'heure actuelle - population francophone - et que dans la population de 0 à 20 ans, c'était aussi au-delà de 50 % qui ne connaissent plus, qui ne parlaient plus le français. Alors, c'est certain que c'est peut-être par le plus grand nombre que vous avez chez vous, le plus grand nombre de parlant français, peut-être la proximité du Québec, qui a fait en sorte que l'assimilation est moindre. Mais, elle est là quand même. Et vous reconnaissez que, même 7 %, c'est quand même très dangereux. Bon.

Vous êtes venus nous dire quoi, ce matin, vous, là? À part nous dire de vous connaître? Mais on vous connaît. Vous savez qu'on vous connaît, puis on ne demande pas mieux que de vous aider. Si ce n'était que, parfois, on est empêché à cause de ce grand pays-là dont on parle.

Vous êtes venus, vous voulez poursuivre la coopération? Bien oui, ça serait extraordinaire de l'accélérer, cette coopération-là. On essaie autant qu'on peut aujourd'hui d'aider les organisations et de vous aider, mais en respectant votre spécificité aussi, parce que vous n'êtes pas des Québécois. Et ça, c'est correct.

C'est quoi dans le fond, que vous êtes venus nous dire, à nous autres, à la Commission? Êtes-vous venus nous dire que l'idéal, ça serait que le Québec ait sa souveraineté, et que de chaque côté du Québec, tout le nord-est et la côte acadienne, avec l'est ontarien, ça ne ferait pas un beau pays ça?

(12 h 45)

M. Gervais: Je pense que dans le premier ou le deuxième paragraphe de mon mémoire, si vous vous rappelez, ce que nous sommes venus dire, c'est que nous allions respecter justement la décision des Québécois et des Québécoises par rapport à leur autonomie. Alors, ça, c'est la première chose qu'on était venus vous dire.

La deuxième, comme je l'ai mentionné tout à l'heure, c'est évident que nous sommes des alliés naturels, mais il faut se comprendre, il faut se parler pour justement envisager une meilleure communication et une plus grande collaboration. Ça, c'est la deuxième chose.

La troisième chose que nous sommes venus vous dire, c'est que lorsqu'on parle de travail entre les deux communautés, à ce moment-là, on peut parler, par exemple, d'échanges sectoriels. Je pense que le Mouvement coopératif Desjardins en est un excellent exemple avec ce qui s'est passé avec les caisses populaires acadiennes chez nous.

En ce sens-là, je pense qu'on est prêts, nous, à faire affaire ensemble. Mais c'est ça

qu'on est venus vous dire. Indépendamment de la décision que vous allez prendre, soyez assurés qu'il y a un peuple frère à côté de vous qui est dynamique, qui est loin d'être l'écart chaud de l'échec de l'accord constitutionnel et que nous allons vivre et survivre et nous développer.

M. Proulx: Seriez-vous d'accord avec moi que pour sauver nos intérêts, comme sauver vos intérêts, l'idéal c'est d'avoir nos pleins pouvoirs, que le Québec ait ses pleins pouvoirs?

M. Gervais: À vous de décider pour vous. Chez nous, on a dit exactement ce que je viens de vous mentionner. Ce dont nous avons besoin chez nous, c'est une plus grande autonomie et nous avons identifié une façon d'aller chercher cette plus grande autonomie-là.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Nicolet.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. Vous mentionnez dans votre rapport, et je me réfère à la page 9 en particulier, la nécessité de poursuivre et d'accentuer notre collaboration en matière culturelle, éducationnelle et technique. Vous parlez également de liens économiques. Est-ce que, dans votre vision en perspective, il s'agit d'une intervention calculée et planifiée du gouvernement du Québec pour favoriser de tels liens ou si c'est tout simplement créer un climat dans l'opinion publique qui favorise ce genre d'échanges?

M. Gervais: À mon avis, les deux sont essentiels. On ne peut pas avoir de collaboration s'il n'y a pas un bon climat. En ce sens-là, c'est évident que créer le bon climat pour qu'il y ait des échanges entre les Acadiens du Nouveau-Brunswick et les Québécois, c'est nécessaire.

Lorsqu'on parle de conversations structurées entre l'Acadie du Nouveau-Brunswick et les autres communautés francophones et le Québec, je pense que c'est un mécanisme qui reste à être défini par contre. On a un exemple qu'on peut vous suggérer. La Société nationale des Acadiens, depuis 22 ans, entretient une relation privilégiée avec la France. Depuis 22 ans, on signe des accords avec un gouvernement étranger sur, par exemple, des échanges au niveau des bourses, des stages et ainsi de suite. Je dois vous mentionner aussi que depuis quelques années, c'est une coopération qu'on cherche à l'intérieur de cette entente-là. Alors, l'Association des pêcheurs professionnels acadiens vient de signer une entente avec une compagnie française au niveau des assurances, L'Alsacienne, pour assurer les bateaux de pêche, par exemple, du Nouveau-Brunswick.

Là, on s'aperçoit que ces ententes-là, ce n'est pas à sens unique. C'est une coopération et c'est ça que nous voulons développer avec le

Québec.

M. Nicolet: Toujours dans la même veine, à la page 10, vous allez même plus loin. Vous parlez d'une structure de concertation entre les autres communautés francophones du Canada et du Québec présumément. Est-ce qu'il s'agit d'un organisme qui serait établi par le gouvernement du Québec? Et si c'était le gouvernement du Québec, quels seraient ses interlocuteurs? Est-ce que ce serait au-delà des gouvernements provinciaux concernés? Est-ce que ce serait avec les communautés directement et comment est-ce que les communautés se définiraient des interlocuteurs?

M. Gervais: Je pense que pour ce qui est des Acadiens et des Acadiennes du Nouveau-Brunswick, c'est une situation un peu plus facile du fait que nous avons au-delà de 30 organismes homogènes sectoriels qui veillent aux intérêts de la communauté, comme, par exemple, le Conseil économique du Nouveau-Brunswick qui regroupe les personnes d'affaires acadiennes et francophones du Nouveau-Brunswick.

En ce sens-là, je pense qu'on a des mécanismes chez nous qui pourraient justement parler exactement, des municipalités qui pourraient parler avec les interlocuteurs du gouvernement du Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à un représentant du parti qui forme le gouvernement. M. Williams.

M. Williams: Bienvenue chez nous. Je suis très heureux de vous accueillir comme premier groupe en dehors du Québec à se présenter devant la commission Bélanger-Campeau.

Je voudrais aussi vous féliciter de toutes vos démarches que vous avez faites pour les Acadiens et Acadiennes. Je pense à l'énorme liste que vous avez présentée et aussi à ce que vous avez expliqué à la Commission. Ça sous-tend que vous aussi prenez votre destinée en main.

Nous avons tous notre interprétation des attitudes en dehors du Québec de ce qui se passe à Québec. Si je me souviens bien, votre position pendant Meech était assez évolutive. Je vais poser deux questions en même temps, à quatre volets, mais ça va être assez simple, je pense.

M. Gervais: Je prends des notes.

M. Williams: Est-ce que vous pouvez décrire la position de la SAANB et celle de votre gouvernement, de M. McKenna, avant Meech, pendant Meech et après Meech, maintenant, devant la Commission? Et aussi, quatrième, si nous adoptons la position que nous venons juste de discuter, celle de M. Dion, quelle va être la réaction, au Nouveau-Brunswick, concernant cette question?

M. Gervais: La réaction du Nouveau-Brunswick face à quoi? Face à la Commission?

M. Williams: La Commission maintenant, et aussi, si nous prenons une position un peu comme celle que M. Dion vient juste d'exprimer, entreprendre des négociations après avoir fait un référendum. Est-ce que c'est clair? En cinq minutes.

M. Gervais: Je n'ai pas l'habitude d'être professeur d'université, mais je vais tenter ma chance.

M. Williams: Je voudrais avoir une réponse générale.

M. Gervais: Oui, oui.

M. Williams: Quelle est la réaction au Nouveau-Brunswick?

M. Gervais: Je vais être très direct et très honnête avec vous, M. Williams.

M. Williams: Merci.

M. Gervais: La position de la Société des Acadiens et des Acadiennes du Nouveau-Brunswick avant l'échec de l'accord constitutionnel, au début, était celle-ci, que, oui, nous reconnaissons les cinq conditions du Québec pour réintégrer le giron constitutionnel. Je vais être plus bref. Nous nous sommes réunis le 10 février 1989 pour demander à nos membres, justement, s'ils voulaient supporter, de façon inconditionnelle, l'accord du lac Meech. Ceci dit, l'ensemble de notre "membership" a supporté de façon inconditionnelle l'accord, le 10 février dernier. Voilà.

Si vous me demandez, aujourd'hui: Quelle sera la réaction des Néo-Brunswickois et des Néo-Brunswickoises face à ce qui se passe ici, au Québec? Je pense qu'il faudra aussi faire une scission, parce que la société néo-brunswickoise n'est pas homogène. Il y a une communauté francophone, il y a une communauté acadienne et, évidemment, nous voyons les choses d'un oeil différent. D'accord?

Alors, dans ce sens, je ne peux pas vous répondre pour l'ensemble de la communauté néo-brunswickoise. Ce que j'aimerais vous dire, par exemple, c'est que je peux vous dire qu'au nom de la Société des Acadiens et des Acadiennes du Nouveau-Brunswick, nous allons évidemment respecter la décision qui sera prise ici et que nous allons évaluer par rapport à votre décision comment, nous, nous allons forger notre avenir. Voilà pourquoi nous avons décidé, aussi, de mettre sur pied notre propre commission, dans le but d'identifier ce que nous voulons et comment, aussi, nous allons réagir face à cette nouvelle structure qui va certainement sortir de

toutes les délibérations, ici et à travers le Canada.

Alors, moi, je peux vous dire ceci pour la Société, c'est que nous allons respecter ce que vous allez décider. Par contre, nous allons certainement regarder aux intérêts de notre communauté.

M. Williams: Est-ce que vous pensez que votre premier ministre va prendre les mêmes perspectives que vous autres? De respecter la décision d'ici?

M. Gervais: Bien, il faudra le demander au premier ministre du Nouveau-Brunswick, c'est évident. Je ne peux pas parler en son nom.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Si j'avais un peu plus de temps, je demanderais à M. Hogue ce qu'il voulait dire lorsqu'il déclare ne pas vouloir jouer à la madame. J'imagine que, par opposition, il joue au monsieur.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous avais demandé de ne pas lui demander ça en public, madame.

Mme Blackburn: J'imagine que, par opposition, on joue au monsieur, mais je suis en train d'un peu voir la différence si toutes les femmes de la Commission jouent à la madame. Mais il y en a d'autres qui jouent au Bonhomme Sept Heures, pas de façon très réussie.

D'abord, je voudrais vous dire, messieurs, que j'ai lu avec beaucoup d'attention et beaucoup de plaisir votre mémoire, qui est très dense et très bien fait. Alors, je vais aller rapidement aux questions parce que j'en ai au moins trois sur lesquelles j'aimerais avoir un peu d'éclairage.

Dans votre mémoire, à la page 1, en reconnaissant le droit du peuple québécois à l'autodétermination, vous dites nous comprendre et nous respecter, et vous dites: "Il ne pourrait en être autrement, puisque nous visons aussi aux mêmes objectifs sur notre territoire." Et en page 7, vous parlez un peu d'investir les organismes gouvernementaux et les organismes administratifs pour atteindre cette espèce de dualité linguistique. Est-ce que vous réclamez, pour le peuple acadien, le droit à l'autodétermination? Et est-ce que ce statut-là vous conférerait sensiblement les mêmes avantages que le peuple anglophone ici, sur le territoire québécois? Pas le peuple, mais les anglophones.

M. Gervais: C'est évident que, dans l'évolution de notre communauté, ce que nous recherchons présentement, c'est une plus grande autonomie. Nous avons identifié depuis quelques années que cette autonomie-là, pour les Acadiens

et Acadiennes du Nouveau-Brunswick, était de rechercher une plus grande dualité au sein, justement, de cet appareil gouvernemental. Et de mettre sur pied, justement, des mécanismes qui permettraient notre développement et la prise en main des leviers décisionnels politiques, chez nous. Alors, c'est ce que nous avons identifié pour la situation présente. Ce que nous avons fait pour l'avenir, aussi, c'est que nous avons... ce pourquoi nous avons mis sur pied cette commission politique acadienne, c'est justement pour faire l'évaluation du constat et l'évaluation de nos options politiques pour l'avenir. Alors, je ne veux pas présumer des conclusions de cette commission-là avant qu'elle ne soit créée.

Mme Blackburn: Vous nous dites que, selon l'option que choisira le Québec, vous devrez vous réajuster à cette option. En quoi pensez-vous... Comment ça serait différent, le fait qu'on soit toujours dans le cadre du fédéralisme, ou souverains? Est-ce qu'il y aurait des avantages au fait qu'on soit un peuple souverain, par rapport aux liens qu'on pourrait établir avec le peuple acadien?

M. Gervais: C'est évident que, à la suite d'une redéfinition de cette Confédération canadienne ou à l'identification d'une option de la part des Québécois et Québécoises, comme je le disais tout à l'heure, c'est que nous aurons à vivre, en toute éventualité, dans le Canada anglais. Alors, en ce sens-là, votre option politique, c'est certain qu'elle aura des influences sur notre communauté. Voilà pourquoi, aujourd'hui, on dit: Immédiatement, oui, augmentons notre collaboration mais n'attendons pas trois ans pour l'augmenter. Parce que nous sommes des alliés naturels. Nous sommes des alliés naturels pour la protection de la langue et la promotion de la langue française et de nos cultures individuelles.

Mme Blackburn: Vous suggérez, en page 10 de votre mémoire, que notre Commission devrait voir à proposer que cette structure soit établie en concertation avec - en parlant d'une nouvelle structure au Québec - la communauté francophone du Canada. Moi, j'aimerais en savoir un peu plus. On envisage un certain nombre de mesures susceptibles de maintenir et de renforcer les liens avec les communautés francophones en Amérique du Nord. L'hypothèse du travail qui sera sur la table touche une véritable politique de relations avec les communautés francophones, l'établissement d'une direction générale dans l'État québécois, des relations avec les communautés anglophones, la capacité d'établir des bourses ou des modalités d'accès aux établissements éducatifs: universités, collèges, ainsi de suite. Dans cette perspective, pour tous les intervenants, tous ceux que j'ai entendus intervenir là-dessus, le rapport avec les communautés

francophones ne revêt pas juste de l'intérêt en vertu de leur caractère culturel et linguistique mais aussi – je dirais presque d'abord – en vertu de leur intérêt économique. Parce que l'établissement de correspondants, si je peux m'expliquer ainsi, un peu partout sur le territoire canadien et américain, peut constituer un avantage économique certain. D'autant plus que vous, comme tous ceux que nous entendrons cet après-midi – les francophones de l'Ontario – nous rappellent que les francophones sont de plus en plus dynamiques et très impliqués dans le monde des affaires. Alors, qu'est-ce que devrait conclure la Commission? Qu'est-ce que devrait contenir le rapport de la Commission? Différents éléments... un peu plus élaborés... Est-ce que vous pourriez nous dire?

M. Gervais: Tout à l'heure, j'avais commencé à répondre à cette question. C'est évident que nous cherchons une plus grande collaboration, oui, une plus grande collaboration sectorielle. Et je vous dis que la communauté acadienne du Nouveau-Brunswick s'est donné des organismes sectoriels homogènes. Alors, je pense que si on établit une nouvelle structure, ces partenaires-là devront, justement, identifier comment ils voient cette nouvelle structure. Et on devra le faire en concertation avec ces organismes-là.

Le Président (M. Michel Bélanger): Par consensus.

Mme Blackburn: Une toute petite dernière question, parce que ça m'a un peu intriguée tout à l'heure, dans la lecture de votre mémoire également. Vous recommandez que l'État québécois négocie directement avec le peuple acadien.

M. Gervais: Oui.

Mme Blackburn: Alors, vous réalisez que c'est d'État à peuple...

M. Gervais: Pour nous, ce n'est pas nouveau ce concept-là.

Mme Blackburn: Oui, je sais.

M. Gervais: Nous l'avons initié depuis déjà 22 ans avec la France. Et je dois vous avouer que depuis 22 ans nous avons une relation privilégiée avec la France, et ça fonctionne très bien. J'arrive justement des négociations de Paris et je dois vous dire aussi que les Français se sont montrés très intéressés à augmenter la collaboration avec les Acadiens, parce qu'ils reconnaissent aussi que c'est dans l'intérêt de la France de faire ces choses-là. En ce sens-là, je pense que c'est le temps aussi qu'on fasse les choses avec nos alliés naturels, voisins.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je remercie la Société des Acadiens et des Acadiennes du Nouveau-Brunswick. Outre le Conseil de la vie française, vous êtes le premier groupe de francophones du Canada hors Québec que nous recevons. Nous en recevrons plusieurs autres avant la fin de nos audiences publiques. Je vous remercie particulièrement d'être venus jusqu'à nous, de nous avoir envoyé ce mémoire et d'avoir bien voulu répondre aux questions des membres. La séance est maintenant suspendue. Nous reprenons à 15 h 30.

(Suspension de la séance à 13 h 1)

(Reprise à 15 h 35)

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous reprenons nos travaux avec l'audition du Conseil de la nation huronne-wendat. Le Grand chef Max Gros-Louis va présenter les gens qui l'accompagnent et, ensuite, faire la présentation. M. Gros-Louis, la parole est à vous.

Conseil de la nation huronne-wendat

M. Gros-Louis (Max "Oné-Onti"): Merci beaucoup, M. le Président. Si vous le permettez, MM. les Présidents, Mmes et MM les commissaires, je voudrais vous remercier au nom de toute la nation huronne d'avoir accepté d'entendre notre message. Avant de débiter, permettez-moi d'implorer le Créateur de nous donner cette volonté et cette sagesse d'unir nos voix qui formeront les fondations de nos relations futures.

J'aimerais, si vous le permettez, vous présenter les gens qui m'accompagnent: à ma droite, Mme Rayne Lainé, vice-chef de la nation huronne-wendat; toujours à ma droite, M. Raymond Gros-Louis, le chef délégué à la culture. À gauche, M. Luc Lainé, conseiller en autonomie gouvernementale au Conseil de la nation huronne-wendat; M. Roger Vincent, directeur de l'éducation au Village des Hurons; et M. Gérard Fortin, anthropologue, ethnohistorien, qui se spécialise dans la culture iroquoise.

Alors, je sais que vous avez déjà le mémoire qu'on vous a présenté, vous l'avez certainement en main. Ça serait peut-être plus facile qu'on vous fasse un résumé de ce mémoire et que vous puissiez peut-être vous référer à certaines pages quand je ferai le résumé.

Alors, vous avez certainement eu l'occasion de faire une lecture attentive de notre mémoire. Je vous proposerais donc, au lieu de le relire ensemble, de ressortir en mes propres termes les principales idées que nous tenions, à titre de nation, à communiquer aux représentants et aux représentantes de la présente Commission. J'aimerais faire un point très spécifique ici, que vous compreniez bien, nous ne parlons qu'au nom

de la nation huronne-wendat, nous n'avons aucun mandat pour représenter l'ensemble des premières nations du Québec ou d'autres du Canada. Votre Commission représente certainement une occasion pour repenser à l'avenir du Québec et de ses relations avec le Canada. Elle aurait pu également être une occasion privilégiée pour repenser vos relations avec les premiers habitants de ce pays, ceux qui vous ont accueillis, soignés, nourris, transportés et guidés dans notre pays.

Dans un contexte pareil, ce n'est pas avec gaieté de cœur que nous avons pris la décision de venir vous rencontrer. Je crois que les Québécois devraient en avoir honte, comme je sais que plusieurs commissaires ont honte de cette situation.

Ceci dit, nous pensons qu'il était de notre responsabilité de vous faire part de notre message et vous nous permettez, dans le cadre des objectifs de votre Commission, de le faire. Je n'ai pas non plus l'intention de vous décrire en détail l'histoire de nos relations. Cependant, il est très important de souligner que nous avons toujours pris grand soin de développer et de maintenir d'étroites relations avec nos voisins. Nous avons longtemps été le centre du commerce international entre autochtones au cœur du continent nord-américain. Nous avons accueilli, à l'embouchure du Saint-Laurent, à la porte d'entrée de notre territoire, les premiers Européens à la recherche d'un nouveau continent. Nous avons établi avec vos ancêtres d'importantes relations commerciales.

Au cours de ces longues années, marquées par des périodes de paix, d'épidémies ou de guerres, notre peuple s'est toujours considéré comme un peuple autochtone possédant des droits ancestraux et sa souveraineté dans la gestion de ses affaires. Nous avons toujours refusé de nous assimiler à un "melting pot" canadien ou québécois et de disparaître comme peuple. Aujourd'hui encore, nous refusons l'assimilation, prôtons la coexistence et souhaitons de tout notre cœur préciser les éléments de cohabitation qui semblent faire problème.

Ce que nous voulons, et nous le répétons depuis des générations, c'est travailler ensemble, dans un esprit d'équité et de justice pour nos peuples. Nous ne sommes pas contre les développements du Québec et nous ne sommes pas contre l'autonomie du Québec. Cela vous concerne en premier lieu. Toutefois, sachez que nous n'accepterons jamais que ce développement ou cette autonomie se fasse à l'encontre de notre propre développement et de notre propre autonomie.

L'avenir du Québec ne pourra se faire en oubliant les premières nations qui y vivent. Nous continuerons de vivre au Québec, à côté et avec les Québécois. Nous ne sommes pas une minorité ethnique et nos droits ne sont pas des privilèges. J'ai un énorme respect pour celle-ci, mais nos

droits de premiers habitants de ce pays ne sont pas à confondre. Pourquoi attendre d'autres jugements Malouf, Sparrow ou Sioul pour imaginer avec nous un système politique adéquat et respectueux de nos droits collectifs, de nos droits de peuple?

Nous ne voulons pas travailler contre le Québec, au contraire. Nous voulons cependant travailler pour nous et nous espérons que personne ne nous en fera grief. Nous avons toujours discuté d'égal à égal avec la couronne française et la couronne anglaise. Et aujourd'hui, et tant qu'il n'y aura pas de changement constitutionnel en ce sens, le lieu qui perpétue la légitimité de ces couronnes est la couronne fédérale du Canada.

Il ne faut pas vous étonner de constater que notre interlocuteur principal est Ottawa, responsable de la gestion autochtone en vertu de l'article 91(24) de la Constitution canadienne et fiduciaire de nos intérêts. Nous sommes prêts en tout temps à nous asseoir et à discuter avec le Québec mais, en aucun cas, nous ne le ferons pour diminuer notre propre souveraineté ou nos droits ni pour nier la responsabilité fiduciaire du gouvernement fédéral, et surtout pas pour nous faire imposer unilatéralement l'ensemble de la juridiction de la province de ses lois d'application générale. Et on retrouve cet article, bien entendu, à travers la loi sur les Indiens, à l'article 88.

Nous sommes disposés en tout temps à harmoniser notre légitimité avec celle du Québec. Nous ne voulons pas vous cacher notre projet de société. Nous voulons que vous reconnaissiez notre autonomie. Nous devons sortir de cette situation de dépendance et de "partenarisme" et assumer nos responsabilités mais dans la mesure où nous posséderons les ressources nécessaires pour le faire.

Nous ne voulons pas être obligés, à chaque morceau d'autonomie que nous voudrions assumer, de déclarer une guerre digne des dernières décennies de l'épopée Québec-Ottawa. Le Québec doit avoir une attitude globale nous concernant, affirmer une nette volonté politique dans la reconnaissance aux autochtones de la souveraineté qu'il cherche pour lui-même. N'ayons pas peur, non plus, d'envisager certaines avenues dégagées dans les déclarations comme celles qu'a faite récemment à ce sujet M. Bob Rae en Ontario.

(15 h 45)

Il nous faut, ensemble, définir un contrat social. Et ce n'est pas par les préjugés, la méfiance, la vengeance et l'ignorance que nous y parviendrons. Nous devons donner un coup de barre nécessaire au redressement de nos relations. Comme porte-parole de ma nation, je tente depuis au moins 25 ans d'expliquer ce message sur différentes tribunes, au Québec, au Canada et à l'étranger. Le Québec doit maintenant aborder de front la reconnaissance claire et franche du

droit de notre peuple. Parce que vous aurez beau mettre en place toute commission, conférence, forum imaginable, et voter aux recommandations toutes les chartes, lois, motions, règlements ou décrets que vous pouvez souhaiter pour vous donner bonne conscience, cela sera vain s'il n'y a pas derrière cela une sincère volonté politique de rendre justice à la question autochtone.

Je vous remercie de m'avoir si attentivement écouté. Nous sommes maintenant disposés à répondre à vos questions.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Gros-Louis. Nous allons commencer par un représentant du parti formant le gouvernement, M. Sirros.

M. Sirros: Merci, M. le Président. Bonjour, M. Gros-Louis et les autres représentants. D'ailleurs, nous aurons l'occasion, demain, de passer quelques heures ensemble, lors d'une visite que je vous rendrai. Je voulais, à mon tour, vous remercier pour votre présentation, vous dire que j'ai trouvé votre mémoire clair, limpide et que j'y voyais là... je pense, vous avez référé à 25 ans de réflexion sur la question. Il y a effectivement beaucoup d'éléments qui reprennent non seulement des choses qui relèvent de la nation huronne-wendat, mais aussi qui s'appliquent ou, de toute façon, qu'on retrouve dans les préoccupations de plusieurs autres groupes autochtones.

Je voulais d'abord faire deux commentaires, et un parce que je pense que ça vaut la peine de le mettre au clair. J'ai lu dans votre mémoire une référence que vous faites à toute la question de l'assimilation qu'on peut faire des autochtones à une minorité ethnique ou une communauté culturelle. J'aimerais prendre l'occasion qui m'est offerte par la Commission... Je ne sais pas si ça revient sur le tapis suite à une nomination récente au poste que j'occupe, mais j'aimerais prendre l'occasion qui m'est offerte de mettre un terme à ça, si jamais il a pu exister un doute quant à l'approche que le gouvernement peut avoir quant aux nations autochtones. Je partage totalement ce que vous dites par rapport à la distinction qu'il faut faire entre les nations autochtones et les communautés culturelles. Étant moi-même issu, comme mon prédécesseur d'ailleurs, d'un groupe minoritaire, on est peut-être bien placés pour connaître la différence.

Effectivement, il y a une différence. Ce qui m'amène à mon deuxième point qui peut illustrer la différence – et vous le reprenez – c'est que, effectivement, vous dites qu'il ne faut pas avoir une approche dans le dossier qui parle strictement des besoins des autochtones, mais il faut aussi parler des droits des autochtones. Effectivement, il y a des droits spécifiques aux autochtones, d'ailleurs qui sont inscrits, à l'heure actuelle, dans la Constitution de 1982 où il y a une reconnaissance, à l'article 35, je pense, de l'existence des droits ancestraux ou issus de

traités. Et vous êtes bien placés pour le savoir, suite au jugement auquel vous avez référé. C'est effectivement spécifique aux autochtones, cette question-là.

Vous avez parlé aussi de toute la nécessité de... Je pense que vous dites: Imaginons ensemble un système politique adéquat. Moi, c'est sur ça que j'aimerais vous entendre un peu. Est-ce que vous êtes parmi ceux qui pensez qu'on peut, assez rapidement, se mettre d'accord pour tout au moins, sinon autre chose pour l'instant, faire une lecture objective de la situation des autochtones, de la situation de leur relation avec les non-autochtones, et d'identifier la problématique, si on peut le mettre entre guillemets, par rapport au dossier autochtone? Est-ce qu'on est capables, pensez-vous, dans un laps de temps pas très lointain, de s'entendre entre autochtones et non-autochtones sur cet aspect, la définition de la problématique, pour qu'on puisse, au moins, commencer avec des données de base, disons, sur lesquelles on serait d'accord. Êtes-vous optimiste par rapport à ça?

M. Gros-Louis: Merci beaucoup, M. le ministre. Je tiens à vous dire que je dois vous remercier grandement et que vous me rassurez beaucoup de voir que vous faites la distinction avec un groupe ethnique et un peuple autochtone. Ça, je dois vous remercier définitivement. On avait lu certaines choses, ou on avait cru qu'il avait été déclaré qu'on était quand même des ethnies à travers toutes les autres ethnies du Québec ou du Canada. Mais vous me rassurez, je vous répète encore une fois que vous nous rassurez, toute la nation huronne, par la déclaration que vous venez de faire, M. le ministre, merci.

En deuxième lieu, oui je crois qu'on peut tout de suite et assez vite commencer à discuter de certaines choses et il va falloir, comme on dit communément, éteindre quelques petits feux qui brûlent et qui peuvent grandir d'un jour à l'autre. Ces petits feux, eh bien, on les rencontre à peu près à tous les jours, qui peuvent être, je peux vous donner quelques exemples, peut-être la chasse, la pêche, où on retrouve des frictions presque à tous les jours. On parle aussi de certaines choses sur la taxe. Et je crois qu'il va falloir absolument faire disparaître le mythe que les Hurons indiens, ou les Indiens, vivent de l'aide sociale, ne paient pas de taxes. Mais il faudra aussi dire que nous procurons chez nous du travail à environ 300 Canadiens, 300 Québécois, qui travaillent chez nous, et qui, eux, paient beaucoup d'impôts au Québec et au Canada, mais que même ces gens qui travaillent chez nous, les Hurons n'en retirent aucun profit, aucune taxe.

Vous savez, il va falloir que toutes ces choses, ce soit vraiment bien expliqué aux gens. Qu'on arrête de faire croire que les Hurons, principalement, et les autochtones en général, les

Indiens en général vivent des taxes, vivent de l'argent des payeurs de taxes, c'est absolument faux. Il y en a, comme partout ailleurs, mais je peux vous dire que chez les Hurons, ça n'existe pas.

M. Sirros: Je retiens que vous êtes quand même assez optimiste quant à la possibilité que nous aurons, dans un court laps de temps, de bien identifier la problématique, entre gouvernement, disons, et autochtones, et pouvoir, par la suite, s'attaquer à toute cette question en explorant différentes pistes de réflexion, la Constitution étant une piste qu'il faudrait évidemment bien explorer ensemble, étant donné la situation que vous mentionnez, où vous dites, je pense, qu'il n'est pas question pour nous de laisser tomber la juridiction fédérale dans un éventuel transfert de pouvoirs, si ça veut dire pour nous des diminutions quant à notre statut actuel. Donc, il est clair que vous avez un intérêt immédiat, dans toute la question constitutionnelle, et qu'une fois qu'on aurait établi les paramètres de cette problématique, on pourrait regarder ensemble différents items, comme la Constitution, comme le développement économique auquel vous vous êtes référé tout à l'heure.

Sur ça, deux aspects, deux parties d'une question.

Un, vous parlez beaucoup d'autonomie gouvernementale, dans votre mémoire, en parlant aussi des fois de souveraineté. Vous êtes la nation qui vit presque au coeur d'un centre urbain, vous êtes probablement la nation qui est le plus en contact direct avec le reste de la société. Vous mentionnez aussi que beaucoup de vos membres travaillent dans des instances, par exemple, gouvernementales. En tout cas, il y a beaucoup de contacts.

Donc, ce n'est pas en isolement que vous vivez. Et j'imagine que ce n'est pas dans l'isolement que vous voulez voir se développer toute la notion de l'autonomie gouvernementale. Est-ce que vous pouvez élaborer un peu sur votre façon de voir ces choses?

M. Gros-Louis: Bon, bien entendu, quand on parle de constitution, la première chose c'est que, si jamais le Québec se séparait, si jamais le Québec avait sa propre constitution, eh bien, il faudrait quand même au moins conserver ce qu'on a déjà dans la Constitution du Canada.

Deuxièmement, on ne veut pas avoir le rôle, on ne veut pas que vous ayez le rôle que le gouvernement fédéral a présentement, d'être le tuteur des Indiens, d'être le tuteur des Hurons. On est un peu fatigués de jouer aux petits enfants, de jouer... On est majeurs, ça en a tout l'air, à 99 ans, quand on est accompagnés de nos grands-parents. Écoutez, il va falloir que ça se termine des choses de même et j'espère que, dans le développement du nouveau Québec, vous

allez avoir une tout autre option en ce qui concerne l'autonomie et la souveraineté des Hurons.

Vous posez la question, à savoir ce qu'on peut entendre par la souveraineté des Hurons. Bien on entend la pleine souveraineté; d'avoir la juridiction sur nos propres institutions, vous voyez si je suis bien... Alors il va falloir, bien entendu, qu'on ait des territoires assez grands pour pouvoir travailler et pouvoir survivre, qu'on ait accès aux richesses naturelles, qu'on contrôle nos leviers de développement, qu'on ait accès à certains capitaux, qu'on contrôle les décisions, qu'on ait notre gouvernement responsable et autonome. Bien entendu, il va falloir pour ça développer des ententes de bon voisinage. Il y aura des partages à faire. On négociera d'égal à égal. Bien entendu, on n'est pas ici pour régler tout ce qu'on va essayer de discuter ou de négocier mais on peut quand même vous donner une idée. Il y aurait des terrains, des terres, qui sont déjà reconnus ou qu'on croit qu'elles sont des terres ancestrales qui appartiennent aux Hurons. On pourrait en avoir des parties. On pourrait en échanger pour d'autres parties ailleurs. Sur ces terres, on aurait notre propre autonomie. On pourrait aussi avoir le partage à deux sur d'autres terres, et le reste, eh bien, vous pourrez le mener comme vous voudrez.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à des questions du représentant du parti de l'Opposition officielle, M. Perron.

M. Perron: Alors, merci, M. le Président. Je voudrais, bien sûr, dans un premier temps, au nom de l'Opposition officielle et des membres qui nous accompagnent, remercier le grand chef Max Gros-Louis pour sa présence ici avec ses collègues. J'aurais deux commentaires à faire parce que j'ai plusieurs questions à poser se rapportant à votre mémoire, que j'ai lu avec beaucoup d'attention; à mon sens, il est extrêmement intéressant.

Dans un premier temps, je pense que sur la question de la présence des nations autochtones à la Commission, vous connaissez déjà ma position là-dessus; j'ai même défendu à l'Assemblée nationale la représentativité autochtone dans un amendement qui avait été proposé lors de l'étude du dernier projet de loi sur la Commission. Et sur ce point précis, le gouvernement avait décidé, à ce moment-là, de nous dire carrément: S'il y a une présence autochtone, il faut ajouter un député libéral.

Deuxièmement, concernant le fait que vous refusez d'être traités comme une minorité ethnique, moi, je peux vous dire M. Gros-Louis qu'en ce qui me concerne et en ce qui concerne les membres de l'Opposition, nous sommes parfaitement d'accord avec votre position là-dessus. Ayant été élevé parmi des autochtones

algonquins – une des nations du Québec – j'ai, très jeune, eu l'occasion de reconnaître ce groupe comme nation et non pas comme minorité ethnique. Et là-dessus, je pense que je dois vous dire: Soyons heureux qu'au moins cette fois-ci, le gouvernement ait fait son lit par rapport à la reconnaissance des nations autochtones et fasse une nette différence entre les nations autochtones et les groupes ethniques.

(16 heures)

Première question. Dans votre mémoire, vous tenez des propos se rapportant à l'accession du Québec à la souveraineté. Ça ne semble pas vous inspirer de craintes au niveau de la nation huronne. Croyez-vous que les nations autochtones, par la voie de la négociation et le recours aux tribunaux, peuvent arriver à cette autonomie tant souhaitée de votre part mais ce, à l'intérieur du système actuel? Vous avez parlé de la loi sur les Indiens; j'ai une bonne idée de ce que vous en pensez. J'ai une très bonne idée de ce que j'en pense aussi. Ça, c'est la première question, M. Gros-Louis.

M. Gros-Louis: Si vous le permettez, j'aimerais répondre une par une.

M. Perron: Ça va.

M. Gros-Louis: Bien entendu, quand on parle de se faire reconnaître par les cours, j'aimerais ou nous aimerions beaucoup mieux nous asseoir avant d'aller nous présenter en cour parce que, vous savez, un jugement de cour, on vous l'a dit dès le début, ça fait un gagnant et un perdant. Et un gagnant et un perdant, ce n'est jamais bon. Alors, nous devrions plutôt, avant d'être obligés d'aller en cour, nous asseoir, discuter, négocier certaines choses et si c'est impossible de s'entendre, eh bien, je crois que la deuxième étape devrait être le recours aux cours. Mais même à travers ce recours aux cours, et même à travers ces jugements, on a cru s'apercevoir que, présentement, ces jugements n'étaient pas trop respectés. On s'est même demandé si on était rendus ou si on s'en allait dans un système anarchique.

Est-ce qu'on ne respectera plus les jugements de cour ou quoi? Même après ces jugements de cour, il faut quand même se rasseoir et discuter et essayer de négocier encore. Si encore là on n'arrive à rien, eh bien, c'est dommage de vous dire une chose – et je n'aime pas y référer, remarquez bien – vous savez qu'il s'est passé des choses l'été dernier, un peu partout, et ça peut se produire, et ça peut reproduire des choses semblables, ce qui serait vraiment dommage. Mais quand vos propres juges, vos propres cours donnent raison à des autochtones, bien, il faut absolument que vous l'acceptiez. Et puis, bien entendu, on me dit que le besoin et la volonté de négocier d'égal à égal, je crois que ça devrait être respecté dès le début.

M. Perron: Bon. Dans un Québec souverain qui, pour moi, est une éventualité très proche, justement à cause du fait que les cours de justice doivent régler certains litiges, quelle serait votre position sur la formation d'une commission permanente paritaire d'égal à égal: tant de blancs tant d'autochtones, pour le règlement des litiges à la suite de signatures de conventions, d'ententes?

M. Gros-Louis: M. le député, pour répondre à cette question, je crois que la première va peut-être vous être désagréable un peu, mais il faut le dire. Avant que le Québec soit souverain, il va falloir que vous demandiez aux Indiens. Vous ne pouvez pas faire la souveraineté sans que les Indiens y participent et soient d'accord.

M. Perron: Participent à la constitution et à l'écriture.

M. Gros-Louis: Exactement. Et on serait prêts à participer à cette constitution que vous voulez construire, à condition qu'on soit d'égal à égal pour l'écrire. Mais il faut vous dire que... Ici, je ne veux pas faire peur à personne, parce que c'est toujours interprété autrement. Quand on vous dit qu'un certain pourcentage du territoire québécois appartient, ou les Indiens ont encore des titres ou ont encore des droits, eh bien, c'est encore vrai, et il va falloir le régler avant de prendre quelque position que ce soit dans un nouveau Québec. Et quand vous parlez de commission, que vous parlez d'un groupe, eh bien, je crois qu'on est d'accord pour que ce groupe soit formé d'autochtones, et, bien entendu, j'espère que la participation des Hurons sera forte, pour écrire ensemble cette constitution et, avant qu'elle soit acceptée, qu'on soit d'accord.

M. Perron: M. le Président, une autre question. La souveraineté des nations autochtones, telle que vous l'entendez, est-ce que ça signifie un partage des pouvoirs et des responsabilités qui s'exerceraient à l'intérieur du cadre des lois du Québec?

M. Gros-Louis: C'est clair en partant. Je dois vous dire que, sur certains territoires, nous voulons notre autonomie, nous voulons notre souveraineté, nous voulons avoir la juridiction sur nos propres institutions.

Sur certaines institutions, nous voulons avoir la souveraineté au complet, tandis que sur d'autres, on peut avoir des partages, on peut partager. On peut partager dans différentes choses. Si on parle de justice, on sait très bien qu'il va falloir qu'il y ait un partage dans certains domaines de la justice. On le sait très bien. On sait aussi, et comme on me dit, il peut y avoir 1000 formules possibles d'autonomie, mais il faut comprendre que, si on travaille ensemble, si on travaille comme partenaires, eh bien, il

faut décider comme partenaires et bien se respecter chacun. Où notre autonomie finira, la vôtre commencera et où la vôtre finira, la nôtre commencera peut-être. Il y a des choses sur notre territoire, définitivement, pour lesquelles nous voulons être complètement autonomes.

M. Perron: M. le Président, ça m'amène à une autre question et ça concerne la Commission. De mémoire, la Commission a décidé de ne pas former de forum spécial concernant les nations autochtones, comme ça a été fait dans le cas des jeunes, Forum jeunesse. Est-ce qu'on pourrait connaître votre opinion sur cette décision de la Commission?

M. Gros-Louis: Écoutez, je dois vous dire que je n'ai pas trop été mis au courant. Ça fait un mois et demi que je suis en forêt et je crois que c'est nouveau, qu'on vient parler de cette chose-là. Je ne suis pas trop au courant.

Le Président (M. Michel Bélanger): Si vous permettez, avant que vous répondiez, M. Gros-Louis, c'est à la fois vrai et un peu inexact puisque la Commission, le comité directeur de la Commission a répondu à une demande qui lui était faite qu'il n'envisageait pas maintenant d'organiser un forum, vu le programme qu'il a déjà devant lui, mais qu'il se réservait de revenir sur la question à la fin de janvier. C'est ce qui était dans notre communiqué. Ce n'est pas tout à fait correct de dire qu'il n'y en aura pas, mais c'est aussi pas incorrect de dire qu'il n'y en aura pas, pour l'instant en tout cas. Alors, ceci dit, si ça peut vous aider, maintenant c'est à votre tour de répondre.

M. Gros-Louis: Merci. Je demanderai à M. Luc Lainé qui est un peu plus au courant...

Le Président (M. Michel Bélanger): D'accord.

M. Lainé (Luc): Juste un peu plus au courant. Notre réponse, je pense que le grand chef l'a livrée en d'autres termes. C'est que, évidemment, lorsqu'on nous invite à nous asseoir pour discuter, on est ouverts à toute invitation. L'idée d'un forum autochtone semble intéressante et excitante, sauf qu'il faudrait s'assurer au départ qu'on va s'adresser aux bonnes personnes, les personnes qui sont proches du pouvoir, qui sont proches de la prise de décision et également un forum dans lequel on aura l'occasion de s'exprimer franchement et clairement sur une base d'égal à égal, mais pas où, finalement, des décisions auront déjà été prises au préalable et un forum où on nous inviterait à digérer ce qui a déjà été décidé au préalable. Ce genre d'invitation-là, on préfère s'en passer, sauf que, si on nous invite dès le départ pour dire on commence ensemble à construire, c'est le genre d'invitation

qu'on ne peut pas refuser.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Lainé. Ceci épuisait le temps de M. Perron. Soyez assurés que c'est aussi le souci du comité directeur et de la Commission que, si vous allez à un forum, c'en soit un vrai qui soit en mesure de contribuer à régler ce problème-là et non pas quelque chose qui serait utile quand même, mais peut-être perdu dans un tout plus grand.

Bon. Ceci dit, passons maintenant aux questions des membres. M. d'Anjou, suivi de M. Laberge et de M. Beaumier.

M. d'Anjou: Bonjour, M. Gros-Louis, bonjour, madame, messieurs. J'ai lu ça avec beaucoup d'intérêt. Je sais que c'est des problèmes assez difficiles à régler parce qu'il est question de cohabitation, vous l'avez dit tout à l'heure dans votre présentation, cohabitation sur un même territoire.

Évidemment, vous avez des revendications territoriales. Je comprends bien que les territoires que vous revendiquez font toujours partie du Québec et du Canada dans le moment. Est-ce que c'est exact? Ça fait toujours partie du même pays, de la même province. Vous voulez une juridiction sur certains territoires que vous allez occuper en totalité. Est-ce qu'il y aura cohabitation possible de tous les Québécois sur ces territoires-là? Bien sûr que pour le reste des territoires, c'est sûr que la cohabitation comme elle existe actuellement est possible, sans aucune discrimination. Mais c'est peut-être ça qui fait la difficulté parce que la population ne comprend peut-être pas, les revendications territoriales par rapport au territoire d'un pays ou d'une province: Est-ce que c'est séparé ou si ça fait partie du pays ou de la province?

M. Gros-Louis: Je crois que ça a été assez clair. C'est que si nous avons des terres, ce sont des terres huronnes, ce ne sont pas des terres québécoises et ce ne sont pas des terres canadiennes. Si vous parlez d'un pays québécois, vous parlez d'un pays à vous et vous ne parlez pas d'être un pays québécois-canadien. Vous dites bien que vous voulez être Québécois mais nous aussi, on veut être Hurons sur un territoire qui sera vraiment huron, qui sera peut-être un Monaco, si vous voulez.

M. d'Anjou: Alors, c'est vraiment une séparation entre...

M. Gros-Louis: Exactement. C'est ce qu'on veut.

M. d'Anjou: O.K. C'est ce que je voulais savoir.

M. Gros-Louis: Bon. Bien entendu, s'il y a des gens qui veulent venir habiter chez les

Hurons, il y aura toujours des possibilités car, à ce moment-là, on aura la juridiction et on aura tout ce qu'il faut pour leur donner la citoyenneté huronne s'ils veulent l'avoir.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Laberge. Ce n'est pas sur la citoyenneté huronne, nécessairement, mais c'est à votre tour.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Laberge: Bien, TI-Louis parle à Gros-Louis!

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est ça.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Laberge: Grand chef...

M. Gros-Louis: Mais quand on est debout, sur la grosseur, on ne se fait pas de tort.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Laberge: Vous savez fort bien qu'on a pris des positions il y a fort longtemps, dans le mouvement syndical, pour la reconnaissance pleine et entière des droits des autochtones, le droit des nations. Ça, pour nous, c'est réglé. Il y a une chose, je pense, sur laquelle on devrait être d'accord. Actuellement, avec les deux niveaux de gouvernement, ça donne des excuses aux deux de se relancer la balle.

M. Gros-Louis: De ne rien faire.

M. Laberge: Plus vite on clarifie la situation, plus vite ça devrait être mieux pour tout le monde. N'est-ce pas?

M. Gros-Louis: Mais ce n'est pas ce qui arrive, on ne la clarifie jamais.

M. Laberge: Non. Qu'on la clarifie maintenant puis, après ça, bang! On est d'accord avec ça, nous autres.

M. Gros-Louis: Je suis d'accord avec ça.

M. Laberge: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): On passe à M. Beaumier.

M. Nicolet: Il n'est pas ici.

Le Président (M. Michel Bélanger): Pardon?

M. Nicolet: Est-ce que je peux prendre la relève, M. le Président, en son absence?

Le Président (M. Michel Bélanger): Ah! bien

oui. Je vous l'accorde volontiers. La fraternité municipale prend la suite.

M. Nicolet: Merci, M. le Président.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Nicolet: Ça nous donne une occasion de saluer, bien sûr, M. Gros-Louis et ses collègues. Puisque je suis là en substitut à mon collègue, je présume qu'il vous aurait posé une question sur la page 8 de votre texte et je lis: Pour les mêmes raisons, vous comprendrez nos réticences à nous faire enfermer et "réduire" par la logique et les prérogatives des villes, des municipalités régionales de comté, des zones d'exploitation contrôlées, des pourvoiries et de toutes les sous-autorités publiques ou privées contraignantes à qui le Québec a délégué sa propre autorité. Vous ne pourriez qu'y diluer nos droits et peut-être y perdre notre âme. Vous nous comprendrez sûrement. Vous nous comprenez sûrement, je corrige.

Il est évident que plus le Québec se développe, plus le territoire devient complexe à gérer, plus nous aurons à faire face à des problèmes de voisinage.

Dans certaines régions - et ce n'est pas avec vous plus spécifiquement mais c'est avec les Attikameks - les autorités municipales, les MRC en particulier, sur des questions d'aménagement du territoire, de planification, d'utilisation du sol proprement dit, la protection de notre cadre de vie, ont eu à faire affaire avec les peuplades autochtones. On se demande s'il n'était pas possible, malgré cette prise de position qui semble quand même assez ferme, d'envisager des mécanismes de concertation et de voisinage. Comment est-ce qu'on pourrait faire avancer ensemble les préoccupations que nous partageons sur un meilleur développement et une planification à moyen et à long terme de l'aménagement du territoire?

M. Gros-Louis: Définitivement, c'est la base de notre mémoire. C'est le partage, c'est de travailler ensemble, en bons voisins. Bien entendu, quand on parle, il pourrait peut-être... Écoutez, on ne règlera pas ça, encore une fois, ici. On présente un mémoire et, à partir de là, il y aura des idées qui seront débattues et discutées. Il y a peut-être trois sortes de territoire qu'on pourrait avoir. Je l'ai dit tout à l'heure: un territoire qui est complètement huron, un territoire qui serait à deux, qu'on gérerait à deux, et l'autre territoire que les Québécois gèreraient à leur guise. Il reste à déterminer les territoires. Mais quand même, vous savez très bien que le partage des responsabilités est de plus en plus...

Sans préjudice, je dois vous dire que les Hurons vous ont déjà prouvé que, sur un quart de mille par un demi-mille, 400 mètres par 800

mètres, on a été capables de prendre nos responsabilités. C'est la seule place au Canada, où il n'y a pas une personne qui vit de l'aide sociale. C'est la seule place au Canada, dans un si petit territoire, où on emploie des centaines de Canadiens qui travaillent pour nous. C'est la seule place au Canada où, dans des réserves, il y a des maisons qui sont habitables. Alors, on les a prises nos responsabilités. On vous l'a prouvé qu'on était capables de le faire. Et dans d'autres domaines, ça ne prendrait pas de temps qu'on vous le prouverait aussi, surtout dans le partage des responsabilités. Si on parle de la protection de la faune, je peux vous dire, monsieur, que notre première préoccupation, c'est la protection de la faune. Et la deuxième – je regardais les gens qui s'occupent de la faune qui le disaient – c'est de pouvoir avoir quelque chose à manger à partir de cette faune. Et c'est, bien sûr, le fond de la pensée de la nation des Hurons quand on parle de faune, de chasse, de pêche.

(16 h 15)

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Bouchard, suivi de M. Beaudry et de M. Larose.

M. Bouchard: Merci. M. Gros-Louis, lorsque nous étions à Sept-Îles, il y a deux semaines, nous avons entendu des représentants montagnais avec lesquels nous avons discuté à peu près des mêmes questions. Si je me rappelle bien, ces représentants montagnais revendiquaient eux aussi la souveraineté, la reconnaissance de leur culture, de leurs traditions, de leur existence de nation, mais ils avaient également reconnu que, dans l'aménagement des autonomies respectives, les revendications autochtones – enfin les leurs et pas forcément les vôtres mais les leurs – ne devaient pas compromettre l'intégrité du territoire. Dans le sens qu'il ne devait y avoir qu'un territoire au sein duquel il y aurait des parties ou des droits spécifiques qui seraient reconnus et gérés par les nations autochtones. En gros; je ne veux pas déformer leur pensée, mais en gros. Mais il y avait surtout l'idée centrale que la répartition des droits et la reconnaissance de droits entre blancs et autochtones ne devait pas altérer l'intégrité du territoire. Il me semble que dans la position que vous prenez aujourd'hui, vous vous démarquez de ces propositions qui avaient été faites à Sept-Îles par les Montagnais. Est-ce que je me trompe?

M. Gros-Louis: Bon, écoutez, c'est peut-être la position des Montagnais. Vous savez que, dans la région de Québec, il y a 11 nations. Et quand on dit nations, ce sont des nations différentes. Et quand on parle de nations, on parle vraiment de nations. Maintenant, si vous me parlez de l'intégrité du territoire québécois, eh bien, j'aimerais que vous commenciez à parler de l'intégrité du territoire huron. Parce que si vous

faites un Québec intègre, vous allez abolir notre intégrité sur notre territoire. Moi, je me souviens toujours de ce que mon père et mon grand-père me disaient. Ils me disaient toujours: Les Blancs ne seront jamais satisfaits des terres qu'ils ont et ils les prendront jusqu'à ce qu'ils aient tout. Et quand ils auront tout, ils se battront entre eux, entre frères, pour se les enlever. Moi, je dois vous dire que, ce que nous voulons, c'est aussi notre intégrité sur un territoire spécifique qui ne sera pas... D'ailleurs, ça a toujours existé depuis le début. On ne nous a pas considérés comme Canadiens, on ne nous a pas considérés comme Québécois. On vient de nous offrir le droit de vote il y a quelques années. Si vous regardez encore aujourd'hui, vous avez combien d'autochtones qui sont députés, ici, au Parlement de Québec? Vous n'en avez encore aucun. Alors, si on n'est pas Canadiens, si on n'est pas Québécois et si on a des territoires, eh bien, ça veut dire qu'on est une nation autonome, souveraine. Et notre souveraineté, on ne l'a jamais laissée de côté. Alors, ceci veut dire que nos territoires seront souverains et ça sera à nous.

J'aimerais quand même... je ne sais pas si vous vous souvenez de l'étude que vous avez fait faire sur l'intégrité du territoire québécois il y a quelques années, dans le rapport Henri Dorion. C'est très intéressant à lire. Ceux qui ne l'ont pas lu, je vous conseille de le lire et vous allez voir ce que c'est que l'intégrité du territoire québécois et les territoires des autochtones du Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Beaudry, suivi de M. Larose et M. Holden.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Dans la même ligne de pensée de M. Bouchard, les 11 premières nations, bien sûr, vous vous êtes rencontrées occasionnellement, justement pour parler de l'intégrité du territoire. Il y a eu des nouvelles qui ont paru à la télévision, dans les journaux, dans différents médias, radiophoniques, etc., à l'effet que les 11 premières nations du Québec considéraient que leur territoire ou le territoire qui leur appartenait représentait approximativement 85 % de l'ensemble du territoire québécois. J'aimerais vous entendre là-dessus et que vous me disiez si ce sont des proportions qui ont été grossièrement exagérées ou si ce sont des chiffres qui, en fait, ont été discutés entre les premières nations, et si ça rencontre vos idées à vous?

M. Gros-Louis: Je vais juste dire quelque chose, et je crois qu'il y en a d'autres qui en ont à dire aussi. C'est que je reviens avec cette étude de l'intégrité du territoire québécois, faits dans les années 1970, 1969... 1970, rapport d'ailleurs fait par Henri Dorion, et vous allez retrouver les 85 % que vous mentionnez. Écoutez,

là, il faut absolument ne pas dire au peuple, ne pas dire aux Québécois que les Indiens veulent prendre 85 % du territoire et démanteler les Québécois de ce territoire. Ce n'est pas absolument pas notre intention. Ce n'est absolument ce qu'on veut. Ce qu'on veut, c'est qu'on dit qu'il y a certains droits dans ces territoires et que ces droits, on peut s'asseoir pour en parler et négocier.

M. Beaudry: Oui, mais quand vous nous dites dans votre rapport, M. Gros-Louis – et je présume que ça s'applique également à l'intégrité du territoire – vous nous parlez, en page 9 de votre rapport: "Nous ne voulons pas être obligés, à chaque morceau d'autonomie que nous voudrions assumer, de déclarer une guerre digne des dernières décennies de l'épopée Québec-Ottawa." Si ça s'applique également au territoire, cette idée que vous émettez quant à votre autonomie, est-ce qu'il n'est pas raisonnable de dire que, aujourd'hui, vous ne demandez peut-être pas 85 % du territoire, peut-être que vous voulez parler de 25 %, de 10 %, de 15 %, je ne le sais pas, mais si, dans le fond, vous êtes convaincus, vous autres, que c'est 85 %... Et pour revenir à la question qui vous était posée tantôt par M. Perron, à savoir: Est-ce que vous croyez que la souveraineté peut être faite au Québec? Et votre réponse a été catégorique. Vous avez dit: Non, sans la participation des premières nations. Alors, si vous partez du principe que l'intégrité du territoire, quant à vous, elle est essentielle, et que, d'autre part, vous ne voulez pas être obligés de la négocier par morceaux, il va peut-être falloir s'asseoir à un moment donné et savoir ce que ça représente pour vous, l'intégrité du territoire, et quelle proportion du Québec devrait être accordée aux premières nations. C'est ce que je vous demande.

M. Gros-Louis: Vous avez entièrement raison, Monsieur, entièrement raison. Ça fait 25 ans que moi, personnellement, je demande qu'on s'assoie ensemble pour discuter de cette intégrité du territoire, et qu'est-ce que les Hurons, on devrait administrer, ce qu'on pourrait administrer conjointement et...

M. Beaudry: Vous nous avez dit ça tantôt.

M. Gros-Louis: Bon. Mais je vous le répète.

M. Beaudry: Mais vous m'avez parlé du livre publié par Henri Dorlon...

M. Gros-Louis: Monsieur, je ne peux pas vous dire un pourcentage présentement. On n'a pas encore commencé à se parler.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Beaudry, je pense que ça doit être la réponse que vous acceptez. Votre temps est écoulé. M.

Larose, suivi de M. Holden et M. Turgeon.

M. Gros-Louis: Pour finir, vous me permettez? Ça prend quand même une attitude, une bonne volonté politique de vouloir s'asseoir et d'en parler, premièrement.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci.

M. Larose: Vous êtes, je pense, le cinquième groupe autochtone, M. Gros-Louis, à venir discuter avec la Commission. Et je rejoins un petit peu l'interrogation que M. Bouchard posait. Moi, ce que j'ai compris à venir jusqu'à maintenant, tous les groupes autochtones nous ont dit: Écoutez, réglez votre problème comme peuple québécois; nous, on va régler le nôtre après ça. Ou à peu près comme ça. Réglez votre problème et, nous, on va régler notre problème de souveraineté. Partout on nous a dit que la dépendance ou le mandat du fédéral qui infantilise les nations autochtones, ça doit disparaître. Deuxièmement, reconnaître les droits ancestraux, les droits des territoires, donner des moyens pour une plus grande autonomie, etc. Bref, tailler, à l'intérieur de la souveraineté, la souveraineté amérindienne. Personne ne nous a dit qu'ils voulaient avoir un territoire sur lequel ils allaient assurer leur propre défense, les postes, bon, même on nous a fait des... C'est un petit peu ce que je veux comprendre. Est-ce qu'on est en convergence par rapport aux autres groupes, ou si on est sur un autre "pattern"? Parce que la question, je l'avais posée, je pense que c'est à Sept-Îles, autrement dit, parce que, moi, je suis d'accord que, à la faveur de la constitution, de la redéfinition du Québec, il faut reconnaître tous ces droits, il faut se donner des mécanismes de régler. Mais est-ce qu'on va avoir 11 clauses différentes dans la constitution, ou bien si on va avoir une entente-cadre qui va permettre le règlement de toutes les questions amérindiennes?

M. Gros-Louis: À votre première question, parce que vous avez deux ou trois questions, M. Larose, à votre première question, quand vous nous dites: Nous allons régler notre affaire, après ça on verra avec vous. Non. Non. Nous le verrons ensemble, pas après. Parce que ça fait des années qu'on se fait dire: On va faire ça, puis après ça on ira vous voir. C'est fini, ça, ce n'est pas ce qu'on veut. Faisons-le ensemble. Si on parle de faire une constitution au Québec, pour un nouveau Québec, pourquoi on ne le ferait pas ensemble? Ou aimez-vous mieux avoir des troubles continuels avec les premières nations? Vous allez avoir des troubles continuels avec les premières nations, ça ne finira plus, monsieur.

Deuxièmement, oui, chaque nation décidera ce qu'elle veut. Si on est 11 nations au Québec, eh bien, moi, je dois vous dire que les Hurons,

je vous l'ai dit au début, nous parlons au nom des Hurons, et les Hurons seront les représentants des Hurons. Si on veut, sur certaines choses, se regrouper à travers les autochtones du Québec, à travers les nations du Québec, les premières nations du Québec, on pourra le faire dans certains domaines, mais dans des domaines spécifiques, chaque nation prendra ses décisions.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Holden, suivi de M. Turgeon et de M. Hogue, qui sera le dernier.

M. Holden: Oui, chef Gros-Louis, est-ce que vous faites partie de l'Alliance autochtone du Québec? Non?

M. Gros-Louis: L'Alliance autochtone du Québec regroupe surtout des métis et des femmes autochtones.

M. Holden: En tout cas...

M. Gros-Louis: Ce sont les Indiens sans statut, aussi.

M. Holden: C'est parce que j'ai une copie de lettre, et je vous demande si vous êtes d'accord avec un paragraphe dans la lettre de l'Alliance autochtone, qui dit: "Encore, comme toujours, nos nations ne sont pas représentées sur ce type de table de concertation. Qui donc pourra émettre ou défendre nos opinions? Si nous ne pouvons nous exprimer, qui pourra vraiment comprendre nos besoins et nos apports culturels?". Est-ce que vous avez un commentaire sur la question de la représentation des autochtones à la Commission?

M. Gros-Louis: C'est l'Alliance autochtone.

M. Holden: Oui, mais êtes-vous d'accord avec cette idée?

M. Gros-Louis: Écoutez, si l'Alliance autochtone voulait être représentée, ils auraient dû le demander, parce que c'est un groupe assez bien structuré. Je ne veux pas décider, je ne veux pas prendre de décision, je ne suis pas mandaté pour parler au nom de l'Alliance autochtone, mais si l'Alliance autochtone voulait se regrouper avec d'autres pour qu'on travaille ensemble, moi, je serais prêt à travailler avec eux.

J'aimerais, si vous le permettez, M. le Président...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous en prie.

M. Gros-Louis: Peut-être, parce qu'il y a toujours une histoire qui dit que les Hurons, on est des immigrants au Québec. On est des immigrants

de peut-être 300, 400 ou 500 ans, je ne le sais pas, mais j'aimerais, si vous permettez, que M. Gérard Fortin nous fasse un petit historique, tout petit, à savoir où on était, les Hurons, quand les non-Indiens sont arrivés.

Le Président (M. Michel Bélanger): Est-ce que vous êtes d'accord, M. Holden?

M. Holden: Oui.

Le Président (M. Michel Bélanger): Si vous pouvez être bref, M. Fortin, sans trahir la réalité, allez-y le plus brièvement possible.

M. Fortin: Oui, c'est très simple, c'est Jacques Cartier qui les a rencontrés en arrivant ici à Stadaconé. L'ancêtre de Max est Donnacona, et puis ils ont aidé les Blancs à survivre, le premier hiver qu'ils ont été ici, en leur donnant des bonnes potions.

M. Holden: M. le Président...

Le Président (M. Michel Bélanger): Une réponse brève, il vous reste du temps, M. Holden.
(16 h 30)

M. Holden: Oui. Nous sommes un groupe parlementaire assez minime, mais on a été, même avant l'Opposition officielle... On a essayé d'avoir une place sur la Commission pour les autochtones. Mais dans votre mémoire, à la page 9, vous parlez d'une déclaration de Bob Rae, en Ontario. Pourriez-vous nous dire, exactement, quelles sont les idées de M. Rae, en ce qui concerne les autochtones?

M. Gros-Louis: O.K. J'assistais au discours de M. Rae et il nous a dit, au tout début, qu'il était favorable à ce qu'on s'assoie pour discuter, et qu'il reconnaissait une autonomie aux nations autochtones.

M. Holden: Est-ce qu'il parlait de territoires, ou...

M. Gros-Louis: Écoutez, il n'a pas parlé de territoires, mais il a quand même dit qu'il était allé visiter des territoires autochtones. Alors, s'il parle de territoires autochtones, c'est signe qu'il avait dans l'idée qu'il y aurait des territoires autochtones. Mais, dans les détails, ça ne s'est pas discuté complètement.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Turgeon.

M. Gros-Louis: Mais il y a quand même une volonté politique, qui a été annoncée, à travers tout le Canada, parce qu'il y avait tous les chefs du Canada qui étaient là, à ce moment-là.

M. Turgeon: Merci, M. le Président. Vous avez raison M. Gros-Louis de dire que ce n'est pas aujourd'hui qu'on va régler. Je pense que le fond du problème, finalement, c'est de savoir la place qu'on occupe les uns les autres, et les uns par rapport aux autres.

Première question. S'il y avait référendum sur la souveraineté, allez-vous voter à ce référendum-là?

M. Gros-Louis: Moi, je vais parler pour moi et pour 95 % des Hurons. Nous n'avons jamais voté à aucune élection provinciale et nous n'avons jamais voté à aucune élection fédérale. Nous ne sommes pas Canadiens et nous ne sommes pas Québécois. Et je tiens à vous spécifier, en plus, que je ne fais partie d'aucun parti, ni libéral, ni péquiste, ni conservateur; quel que soit le parti que vous avez, ce sont des partis canadiens ou québécois, et moi je suis un Indien huron. Et jamais personne d'entre vous ne vient voter à mes élections, alors ce qui veut dire que vous n'êtes pas Indien, ni Huron.

M. Turgeon: Très bien. Vous dites que le fiduciaire de vos intérêts – et puis M. Bédard pourrait nous dire ce que c'est qu'un fiduciaire, c'est un gardien – le gardien de vos intérêts, c'est Ottawa. Ce n'est pas Québec.

Advenant un référendum, et que la réponse est oui à la souveraineté, on va entrer dans une phase de négociations avec le reste du Canada. Pendant ce temps-là, qui va être fiduciaire de vos intérêts?

M. Gros-Louis: Ça sera toujours le Canada, jusqu'à temps, on vous le dit dans le mémoire, jusqu'à temps qu'il y ait une nouvelle constitution.

M. Turgeon: D'accord.

M. Gros-Louis: Et dans cette constitution, qui... Je prévois qu'il y aura une constitution du Québec. Alors, dans cette constitution, nous voulons définitivement faire partie, de l'écrire cette constitution-là, et de bien s'entendre ensemble...

M. Turgeon: À ce moment-là!

M. Gros-Louis: Parce que si vous faites comme le Canada, que vous mettez les premières nations de côté, bien, si le Canada ne fonctionne pas aujourd'hui, c'est probablement une des causes: Parce que les premières nations qui étaient ici ont été mises de côté dès le début.

M. Turgeon: D'accord. Et s'il arrivait, par hypothèse, que le Québec n'accède pas à sa souveraineté, pour une raison ou pour une autre, à ce moment-là, il ne pourra pas vous donner ce que vous réclamez.

M. Gros-Louis: Non, mais il va falloir quand même... Vous savez ce qui arrive avec le Canada présentement. Ils sont aussi après se faire acculer au pied du mur, pour pouvoir réviser cette Constitution, et définir – je dis bien définir – ce qu'est que cette boîte, qui est peut-être pleine ou vide, de l'article 35 de la Constitution, où on nous dit qu'on a des droits ancestraux, des droits découlant des traités, des... Mais, il va falloir les définir, et l'emplir cette boîte-là qui est présentement vide. Mais on est rendu là pour le faire.

M. Turgeon: Est-ce que...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Hogue.

M. Hogue: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Aviez-vous une autre petite question, M. Turgeon?

M. Turgeon: Je voulais savoir si, dans l'ordre des choses, si pour vous ça sera aussi difficile, ou aussi facile selon le cas, de négocier avec Ottawa, le fond du problème, ou avec Québec.

M. Gros-Louis: Tout dépend! Tout dépend de la volonté politique de chaque groupe. Présentement, c'est assez difficile avec Ottawa, on doit l'admettre. Et je dois vous dire qu'on ne sait pas, parce qu'on ne s'est jamais assis avec le Québec, avec aucun parti, pour en discuter. Maintenant, nous verrons, quand on commencera, si ça sera vraiment difficile, ou mieux. Mais j'espère que ce sera mieux.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Hogue?

M. Hogue: M. le grand chef... Merci, M. le Président. Ça va de soi que je parle, comme disait M. Dion ce matin en réponse à M. Laberge, en mon nom. Mais je parle aussi au nom de ce que je représente et je vous félicite. C'est clair, c'est précis, c'est honnête, c'est à dimension humaine et c'est à ce niveau-là qu'il faudra décider de nos appartenances; et je répète mes remerciements. Il n'y a pas de doute, vous nous respectez assez pour nous dire ce que vous nous dites. Je prends à la page 7, à la page 8 et à la page 10, trois paragraphes. "Une approche qui consisterait," à la page 8; "Le Québec n'a pas moralement" et le paragraphe qui précède cet énoncé en caractères gras; et à la page 10, le dernier paragraphe en caractères gras. Je suppose que, dans ces trois parties, vous résumez votre position. Je la reprends. Par contre, de quelle façon retouche-t-elle en partie la préoccupation de M. Turgeon? De quelle façon pouvez-vous harmoniser votre légitimité – celle du peuple de

la nation huronne – avec celle du Québec, tout en respectant la responsabilité fiduciaire – qui est actuellement vivante – du gouvernement fédéral?

M. Gros-Louis: Bon. Je crois qu'on a répondu un peu à cette question. C'est que, présentement, dans la Constitution du Canada, on l'a dit à l'article 91(24): Seul le gouvernement fédéral est responsable des autochtones du Canada. Si on prend une entente et que c'est bien défini dans la constitution du Québec, advenant la séparation du Québec, eh bien, si le Québec devient un pays, il va falloir travailler avec le Québec aussi. Ce qui ne veut pas dire que le cordon sera coupé définitivement, dès la première journée, avec Ottawa. Mais il va certainement falloir prendre certaines ententes et il va certainement aussi falloir prendre des ententes... Nous croyons que le gouvernement du Canada doit encore beaucoup aux premières nations et beaucoup aux Hurons. Et on réglera ça avant de venir s'asseoir ici.

M. Hogue: Et vous êtes sérieux, hein?

M. Gros-Louis: Très sérieux.

M. Hogue: Merci. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, il nous reste à vous remercier, chef Gros-Louis...

M. Gros-Louis: M. le Président?

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui, allez je vous en prie.

M. Gros-Louis: Oui. M. le Président, avant de partir et de retourner chez nous, je ne voudrais pas me faire couper le cou en arrivant chez nous...

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous aviez promis quelque chose?

M. Gros-Louis: Vous savez... Non, je n'ai rien...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Gros-Louis: ...je n'ai rien promis mais vous savez que, chez nous, c'était la loi du matriarcat qui existait et encore aujourd'hui... Je sais que ça existe chez vous mais vous ne l'admettez pas trop...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Gros-Louis: ...alors, j'aimerais quand même que le vice-chef de la nation huronne, Rayne Lainé, ait un petit mot à nous dire, s'il vous plaît.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous en prie.

M. Gros-Louis: Ha, ha, ha!

Mme Lainé (Rayne): Il m'avait bien promis de ne pas me mettre à l'ordre du jour. Je pense qu'à titre de vice-chef issue d'une société matriarcale dans laquelle les femmes ont toujours eu un rôle politique déterminant, je tiens, à ce moment-ci, à souligner que le message de notre peuple que le grand chef, M. Max "Oné-Oni" Gros-Louis vous a livré aujourd'hui est clair. Nous sommes un peuple souverain de corps et d'âme; la reconnaissance de ce droit inné à l'autodétermination est notre seul objectif et devra être reconnu, incluant naturellement l'assemblée qui siège ici. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, madame. Alors, je remercie toute la délégation...

Mme Lainé: ... incluant, naturellement, l'Assemblée qui siège ici. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, madame. Alors, je remercie toute la délégation du Conseil de la nation huronne-wendat, M. Fortin, également, qui l'a assistée, M. Raymond Gros-Louis, M. Luc Lainé, M. Roger Vincent, Mme Rayne Lainé et vous, chef Max Gros-Louis, et je vous remercie de cette présentation. Elle va contribuer fort utilement à nos travaux. Elle va contribuer, je l'espère, aussi à régler les problèmes que nous avons évoqués. Merci.

M. Gros-Louis: Merci beaucoup.

(Suspension de la séance à 16 h 41)

(Reprise à 16 h 44)

Le Président (M. Michel Bélanger): À l'ordre, s'il vous plaît!

Nous reprenons la séance avec la présentation du Conseil permanent de la jeunesse. Assoyez-vous, M. Gagnon, sans ça la caméra ne me verra pas. Bon.

Alors, M. Guy Gagnon va présenter le groupe et commencer la présentation. M. Gagnon, la parole est à vous.

Conseil permanent de la jeunesse

M. Gagnon (Guy): À ma gauche, M. Sylvain Tanguay, vice-président du Conseil; à ma droite, Mme Hélène Gagné, membre du Conseil, Marie-Andrée Bertrand, ici à ma droite.

Nous tenons, dans un premier temps, à remercier les membres de la Commission d'avoir accepté de tenir un Forum jeunesse sur l'avenir du Québec les 22 et 23 janvier prochains. Donc,

merci pour les jeunes.

L'organisme, que nous représentons ici, le Conseil permanent de la jeunesse, est un organisme consultatif qui a pour mandat de conseiller le gouvernement sur toute question relative à la jeunesse. Il est composé de 15 membres élus par un collège électoral de jeunes issus de diverses régions et secteurs d'activité de la société.

Les membres du Conseil ont pris l'initiative d'intervenir sur la question politique et constitutionnelle, car parler de l'avenir, c'est inévitablement parler de l'avenir des jeunes d'aujourd'hui et des générations qui nous suivent. Dans ce court exposé, nous traiterons des champs de juridiction partagée qui touchent les jeunes, de l'interminable débat constitutionnel et de nos aspirations à l'égard du Québec de demain. Que ce soit en matière de formation professionnelle de la main-d'œuvre, d'emploi, d'éducation postsecondaire ou du développement régional, plusieurs intervenants sont venus devant cette Commission vous exposer en quoi le dédoublement des compétences freine le développement du Québec.

Prenons à titre d'exemple la formation professionnelle de la main-d'œuvre. Nous vivons un certain immobilisme résultant des chicanes de juridiction entre le fédéral et le provincial. Ces chicanes entraînent des retards dans le développement de programmes et de mesures adéquates de formation de la main-d'œuvre. Dans le contexte de la mondialisation des marchés, il nous apparaît vital d'intervenir dans le domaine de la formation et de l'adaptation de la main-d'œuvre de façon cohérente et efficace.

Présentement, nous avons l'impression que chacun refille la facture à l'autre, l'un cherchant à transformer ces chômeurs en assistés sociaux et l'autre, à convertir ces assistés sociaux en chômeurs. Cette partie de balle engendrée par cette double juridiction n'aide en rien l'intégration des jeunes au marché du travail.

Le rapatriement complet des juridictions inhérentes à la formation professionnelle et à l'emploi permettrait au Québec de planifier ses propres politiques de développement et de formation de la main-d'œuvre. De plus, ces pouvoirs en matière d'emploi nous permettraient d'envisager le développement d'une politique active du marché du travail visant à faire concrètement la lutte à la pauvreté, à la pauvreté des jeunes, entre autres, qui s'est considérablement accrue ces dernières années. À ce chapitre, nous vous référons à la position du comité de parrainage du Forum pour l'emploi dont nous faisons partie.

Dans le domaine de l'éducation, secteur de compétence exclusivement provinciale, le gouvernement fédéral intervient au niveau postsecondaire via le financement des programmes établis, les subventions à la recherche et l'aide financière aux étudiants. Au cours des dernières

années, on sait que le gouvernement fédéral a instauré une série de coupures dans le financement des programmes établis qui auraient pour effet, selon le ministère des Finances du Québec, de rendre nulle, dans sept ans, sa contribution financière à l'enseignement postsecondaire. De plus, et surtout, l'important pouvoir de dépenser du gouvernement canadien en fonction de ses propres objectifs dans des secteurs comme les subventions à la recherche, des bourses d'études et les contrats de recherche, porte atteinte à l'autonomie du Québec en matière d'éducation postsecondaire et de recherche.

À notre avis, l'éducation et la recherche représentent une pierre d'assise trop importante pour le développement du Québec, pour laisser le gouvernement fédéral en fixer les objectifs et les orientations. Dans un autre ordre d'idées, plusieurs jeunes du Québec sont préoccupés par le développement régional. Ces préoccupations sont à la fois d'ordre économique, social et culturel, d'autant plus que ces régions, à forte dimension rurale, vivent un exode important de leurs jeunes vers les grands centres urbains.

Dans les régions où vous avez siégé, les intervenants régionaux et locaux ont revendiqué plus de pouvoirs en matière de développement régional. Pour réaliser cette décentralisation, nous sommes d'avis que les pouvoirs doivent d'abord être rapatriés du gouvernement fédéral au gouvernement du Québec. Par la suite, il sera possible de décentraliser ces pouvoirs dans les régions. À la lumière de ces quelques exemples et en regard de l'ensemble des champs de juridiction qui ont été revendiqués pour le Québec par plusieurs intervenants auprès de la Commission, nous constatons qu'il se dégage un consensus sur la primauté que doit avoir le Québec dans la presque totalité des domaines de notre vie collective.

Cependant, pour obtenir ces pouvoirs, la formule d'amendement constitutionnel actuelle nous laisse très peu d'espoir. L'histoire politique récente nous a démontré clairement, une fois de plus, à quel point les aspirations, même minimales, du Québec semblent incompatibles avec la vision du reste du Canada. Dans ce contexte, il nous apparaît peu réaliste de croire qu'il est possible de renouveler, à la convenance des Québécois, le fédéralisme canadien.

Nous sommes d'avis que le cul-de-sac politique actuel, causé par l'échec de l'accord constitutionnel du lac Meech, commande que les Québécois et les Québécoises prennent rapidement une décision sur le statut politique du Québec. Par conséquent, le Conseil permanent de la jeunesse recommande à la Commission de retenir la souveraineté du Québec comme option politique susceptible de favoriser le plein développement culturel, social et économique de la société québécoise de demain. Le Conseil recommande en outre que cette option soit soumise à l'assentiment du peuple par un référendum.

Nous revendiquons la voie référendaire parce que l'importance de l'enjeu commande que la population se prononce clairement sur cette seule question. Ainsi, le résultat ne permettra aucune interprétation quant à sa signification véritable.

Quant à la souveraineté, nous sommes convaincus qu'un grand nombre de jeunes partagent la position du Conseil permanent de la jeunesse. En effet, divers études et sondages, réalisés au cours des dix dernières années, démontrent clairement l'appui constant des jeunes à cette option politique. Dans un sondage IQOP, de mars 1980, le oui à la question référendaire obtenait l'appui de 57,3 % des personnes âgées de 18 à 34 ans. Dans un sondage Léger & Léger, réalisé à la fin d'octobre 1990, 69,5 % des jeunes âgés de 18 à 24 ans appuyaient la souveraineté du Québec. Chez les 25 à 34 ans, 76,2 % d'entre eux se déclaraient favorables à cette option. De plus, les référendums tenus cet automne, dans plusieurs cégeps du Québec, viennent confirmer cette tendance, alors que 82 % des étudiants se sont déclarés favorables à la souveraineté du Québec.

Le choix de la souveraineté transcende même les allégeances politiques. On sait, en effet, que les jeunes des deux grandes formations politiques du Québec y adhèrent. À la lumière de ces données, force nous est de reconnaître, M. le Président, que le large consensus que vous recherchez, les jeunes du Québec semblent l'avoir obtenu.

Mme Bertrand (Marie-Andrée): L'accession du Québec à la souveraineté doit se faire sur les bases des valeurs sociales auxquelles nous adhérons depuis longtemps. Nous réitérons donc notre attachement aux valeurs démocratiques et aux droits et libertés de la personne. De plus, nous réitérons notre attachement à la langue française et à son statut de langue officielle du Québec, et ce, dans le respect des droits acquis sur les plans culturel, linguistique et institutionnel des Québécois et Québécoises de langue anglaise.

Le Québec doit aussi demeurer un pays ouvert à l'immigration. Des efforts en cette matière doivent être consentis afin de faciliter l'intégration des nouveaux arrivants à la culture et à la langue du Québec. Cette intégration doit se faire dans le respect de leur culture et de leurs valeurs. Nous voulons vivre dans une société qui accepte et respecte les différences entre les personnes.

Par ailleurs, un Québec souverain devra s'asseoir avec les représentants des nations autochtones du Québec afin de définir les droits et les pouvoirs de ces peuples. Nous voulons vivre en harmonie avec les autochtones du Québec et avons l'intime conviction de partager ce sentiment avec les jeunes de ces communautés.

Pour les membres du Conseil permanent de la jeunesse, bâtir sur la base de la souveraineté représente un défi emballant qui demande la contribution de toutes les Québécoises et de tous les Québécois. Nous souhaitons développer ensemble une société qui cherche à atteindre le plein emploi de ses ressources humaines; une société plus juste et plus équitable qui lutte de façon énergique contre la pauvreté; un pays qui refuse le démantèlement économique et social de ses régions rurales, en redonnant aux gens qui y vivent les pouvoirs nécessaires à leur prospérité; une société qui "priorise" le respect de l'environnement en appliquant une philosophie de développement économique basée sur le développement durable. Nous avons confiance en nos forces vives, en cette jeunesse vaillante et instruite qui cherche une place pour enfin cesser d'être la relève en attente pour devenir la relève active, une relève qui participe à l'édification d'un nouveau pays. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Gagnon et Mme Bertrand. Pour le parti de l'Opposition officielle, première question, M. Boisclair.

M. Boisclair: Merci, M. le Président. M. Gagnon, M. Tanguay, Mme Gagné et l'autre dame dont je ne connais pas le nom, Mme Bertrand, bienvenue à cette Commission. Félicitations pour votre présentation. Vous dire jusqu'à quel point je suis heureux aujourd'hui! Parce que je me reconnais dans les propos du Conseil permanent de la jeunesse, étant moi-même un jeune de moins de 30 ans. Vous êtes ceux et celles qui nous représentez au sein de l'appareil gouvernemental et à ce titre, je crois que votre participation aujourd'hui sera grandement appréciée par les commissaires.

Je reconnais aussi ce dont le Conseil permanent de la jeunesse a toujours su faire preuve depuis sa création, il y a de cela un peu plus d'un an et demi. M. le Président, le Conseil permanent de la jeunesse se prononce de façon claire et de façon non équivoque sur la souveraineté. Permettez-moi de rappeler, à la page 26 du mémoire du Conseil permanent de la jeunesse: "Le Conseil permanent de la jeunesse recommande à la Commission de retenir la souveraineté du Québec comme option politique susceptible de favoriser le plein développement culturel, social et économique de la société québécoise de demain. Le Conseil recommande, en outre, que cette option soit soumise à l'assentiment du peuple, lors d'un référendum."

Voici, M. le Président, une proposition claire, une proposition courageuse, aussi. Et je crois que votre proposition est d'autant plus importante et d'autant plus légitime, puisque le Conseil permanent de la jeunesse a su démontrer, au cours de son existence, jusqu'à quel point c'est un conseil qui était branché dans le milieu,

qui était près des réalités quotidiennes vécues par les jeunes Québécois et Québécoises. Le travail que vous avez fait, au moment de la rédaction du rapport noir sur blanc qui a fait un peu le bilan de la situation des jeunes au Québec, était, à ce sujet, fort éloquent. Je crois que votre participation est d'autant plus pertinente, puisque votre expérience aussi, au sein des travaux du Forum sur l'emploi, vous a amenés aussi à cheminer et vous ont amenés à comprendre et à tirer la conclusion que seule la souveraineté pouvait nous permettre d'assumer le défi du plein emploi. Donc, si ce n'est que pour ces deux éléments, je crois que votre mémoire en tire toute sa légitimité.

Il y a aussi un élément important que vous soulevez dans votre présentation et, contrairement aussi à plusieurs groupes qui sont venus témoigner devant la Commission, vous estimez qu'un projet de société n'est pas à bâtir ou à assurer avant la souveraineté. Pour lui, les valeurs qui caractérisent notre société sont suffisamment solides pour que nous puissions bâtir dessus, lorsque nous aurons défini notre statut constitutionnel. Je ne peux pas vous dire jusqu'à quel point je suis d'accord avec cette affirmation. D'abord et avant tout, je crois que, comme bien des jeunes l'ont compris, il faut assumer notre volonté d'être avant de dire ce que nous voulons faire, et que cette recommandation trouvera une oreille attentive en ce qui a trait, M. le Président, aux membres de ma formation politique.

J'aimerais vous poser une question. Vous avez fait une démonstration très claire, tout au long de votre mémoire, une démonstration convaincante aussi, que l'avenir des jeunes semble de plus en plus compromis par les contraintes fédérales, au moment aussi où les jeunes représentent un poids démographique de moins en moins lourd dans la société québécoise. Vous faites comprendre que la situation est urgente, pour reprendre le terme que vous avez utilisé dans votre mémoire. J'aimerais vous demander: L'urgence comment la définissez-vous? Jusqu'à quel point c'est urgent? Est-ce que vous mettez des délais? Est-ce qu'il y aura un point de non-retour? Est-ce que vous vous êtes fixé un échéancier? Et jusqu'à quel point y a-t-il un point de non-retour? J'aimerais vous entendre sur cette question et vous demander quelle est votre position à l'égard de l'urgence et comment vous la définissez.

M. Gagnon: Je suis bien heureux que nos propos ont trouvé écho dans vos aspirations de jeune homme. Très bien.

M. Boisclair: Je me corrige.
(17 heures)

M. Gagnon: L'échéancier. Pour nous, l'urgence est relative, étant donné que nous considérons qu'après les travaux de la Commission,

nous devons sérieusement, je dirais, entamer collectivement cette réflexion que nous avons déjà commencée, mais la traduire aussi via un référendum. Selon nous, c'est important parce que l'instabilité que nous vivons en ce moment crée des préjudices pour les jeunes. Nous avons besoin de construire un pays. Nous avons besoin d'une vision de l'avenir sur laquelle on va pouvoir construire pour l'avenir. Donc, urgence, oui, urgence pour la relève, urgence pour donner aux jeunes du Québec tous les outils nécessaires à leur plein développement. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Roger Paré. C'est maintenant, donc, son père.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Allez-y, M. Paré.

M. Paré: ...malheureusement, on n'a pas grand-temps. Moi aussi, je vous souhaite la bienvenue et je dois dire: Vous êtes très représentatifs parce que tout le monde se rappellera des audiences publiques que vous avez tenues en 1989 et qui vous ont permis de publier le rapport "Les couleurs de la jeunesse... noir sur blanc". Et à l'intérieur de ça, on retrouvait, effectivement, les besoins, les préoccupations et les espoirs de la jeunesse du Québec. Ça allait pas mal dans le sens, effectivement, du mémoire que vous présentez aujourd'hui, même si, comme ce n'était pas par rapport au débat constitutionnel, vous n'étiez pas allés aussi loin, sauf que pour la réalisation des objectifs qu'on retrouvait à l'intérieur, il n'y a pas d'autre choix, à mon avis, que d'aboutir à la conclusion que vous avez aujourd'hui.

Mais je reviens à ça. Dans "Les couleurs de la jeunesse... noir sur blanc", la première préoccupation qu'on y retrouvait, c'était l'emploi. Ce que demandent les jeunes avant toute autre chose et par-dessus toutes les autres préoccupations, c'est l'emploi. Et vous avez respecté ce que les jeunes ont manifesté parce que vous étiez présents à tous les forums sur l'emploi. Ma question va découler de ça. Comme l'emploi c'est, finalement, l'objectif à réaliser, le point majeur important pour les jeunes, c'est de pouvoir travailler pour ensuite pouvoir acquérir autre chose, et une politique de plein emploi, c'est possible, si on regarde l'expérience ailleurs à travers le monde, seulement dans des populations de taille comparable à celle du Québec ou un peu moins, là où on a prouvé qu'on était capables de faire des solidarités, est-ce qu'à votre avis, si on ne récupère pas tous les pouvoirs d'Ottawa, il y a moyen de régler, entre autres, les sujets qu'on retrouve comme majeurs dans le rapport de la jeunesse - la formation professionnelle - et se donner une véritable politique de plein emploi au Québec?

M. Gagnon: Je vais laisser M. Tanguay répondre parce que M. Tanguay était président des audiences publiques sur la jeunesse.

M. Tanguay (Sylvain): Permettez-moi de vous remercier de nous entendre. Ce que j'aimerais dire, quand on regarde l'ensemble des préoccupations des jeunes, particulièrement en matière d'emploi ou en matière de formation professionnelle, on fait état dans le mémoire qu'on a déposé de la double juridiction, et particulièrement en matière de formation professionnelle, en matière d'intervention gouvernementale pour favoriser l'intégration des jeunes au marché du travail. On se rend compte que, effectivement, il y a comme des difficultés parce qu'il n'y a pas une planification d'ensemble de ces politiques-là, qui fait en sorte que les gens entrent dans un canal plutôt que d'entrer dans un canal pour sortir puis après entrer dans un autre.

On a dit, dans l'intervention qu'on faisait tout à l'heure, qu'on sent qu'un gouvernement refait la facture à l'autre en faisant de ses chômeurs des assistés sociaux, puis l'autre en cherchant à faire de ses assistés sociaux des chômeurs. Mais à l'intérieur de ce processus-là, il y a aussi comme tout un ensemble de mesures qui sont offertes aux jeunes. On croit clairement et on pense à rapatrier ces pouvoirs-là, particulièrement en matière de formation professionnelle, mais aussi en matière d'emploi, parce que c'est comme très intimement lié, parce que la planification de la main-d'œuvre par la formation professionnelle doit inévitablement déboucher sur les possibilités d'entrer sur le marché du travail pour ces jeunes-là. Le fait de rapatrier ces pouvoirs-là nous donne aussi la possibilité de se doter de politiques qui nous permettront de répondre aux besoins de notre population. Si nous voulons réaliser le plein emploi, il est clair que nous devons maîtriser l'ensemble des pouvoirs en matière de planification de la main-d'œuvre et de politiques du marché du travail. Sinon, nous devons attendre d'un autre gouvernement ou du gouvernement fédéral que celui-ci se donne comme objectif de réaliser le plein emploi au Canada. À ce moment-là, un tel objectif fédéral pourrait éventuellement avoir des influences sur les politiques québécoises, mais ça nous place encore une fois dans une situation d'attente des autres, alors qu'on a l'opportunité, aujourd'hui, avec la conjoncture politique, de prendre une décision claire, de se donner un pays, de reprendre les pouvoirs dont nous avons besoin pour se doter des politiques dont notre population a besoin, dont les jeunes du Québec ont besoin pour travailler et être... Je dirais, vivre dans la dignité au Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions des autres membres. Mme Pagé, suivie de M. d'Anjou, de

M. Dufour.

Mme Pagé: Bonjour. M. Boisclair vous disait tantôt qu'il s'était reconnu dans votre mémoire, ce qui ne le surprenait pas parce qu'il était jeune. Je ne sais pas si c'est parce que je veux me faire l'illusion d'être encore jeune, mais je dois vous dire que je me suis, moi aussi, bien retrouvée dans votre mémoire. Bien sûr, à cause de l'option claire que vous défendez, mais aussi à cause de toutes ces valeurs sociales et progressistes qui sont présentes dans votre mémoire.

Et à cet égard-là, vous nous dites être très représentatifs, dans votre option constitutionnelle. Vous nous donnez des sondages à l'appui de cela. Mais je dois vous dire que, moi, tous les jeunes que j'ai pu rencontrer au cours des dernières années, ils me parlent toujours exactement des mêmes choses que vous abordez dans votre mémoire. Ils parlent d'emploi, de chômage, de pauvreté. Ils nous parlent d'éducation, nécessairement; ils nous parlent de droits et libertés de la personne, de protection de l'environnement, de développement durable. Ils sont pas mal plus ouverts à l'immigration que les Québécois et Québécoises d'autres générations. Et, bien sûr, ils nous parlent de politique familiale. Peut-être parce qu'ils sont davantage en âge de vivre la réalité d'être jeunes et parents, ce que nous, on a un peu dépassé?

Ceci étant dit, je ne reviendrai pas sur votre option constitutionnelle: elle est très claire. Mais ces valeurs que vous voulez voir s'affirmer ou s'épanouir, il faudra bien se donner des moyens pour y parvenir. Et je voudrais savoir si vous avez réfléchi un peu à la constitution de ce Québec souverain, des éléments qui, à votre avis, devraient être garantis dans une constitution québécoise? Et, est-ce que vous avez également pensé aux mécanismes qu'il faudrait se donner pour convenir, ou pour élaborer une constitution québécoise qui permettrait de prendre en compte les préoccupations des jeunes, mais aussi des communautés culturelles, des autochtones, des femmes, ainsi de suite?

Mme Bertrand: Ce que je peux dire, là-dessus, c'est que, oui, le Conseil en tant que tel a déjà beaucoup réfléchi, n'a pas avancé à la ligne près toutes les recommandations qu'on aimerait avoir. C'est certain que, comme jeunes, on a des idéaux très hauts.

Mme Pagé: Si on n'en a pas quand on est jeune, on n'en a plus du tout quand on est vieux. Alors aussi bien en avoir beaucoup quand on est jeune.

Mme Bertrand: Mais le Conseil n'a pas semblé bon de tout de suite rentrer à fond dans ces problèmes-là, sociaux, qu'on peut appeler dans le mémoire, ici. Parce que ça, on voulait pratiquement le débattre dans un forum. Puis je

pense que c'est peut-être vers ça qu'on va tendre nous: C'est-à-dire aller chercher vraiment ce qu'on aimerait prôner comme société québécoise, etc., au titre de valeurs. On les a effluées ici. C'est certain que, pour chacun des points, on a des bonnes idées, puis on espère les mettre de l'avant beaucoup lors du forum qui va avoir lieu.

Mme Pagé: Parfait.

M. Gagnon: Il y a aussi, est-ce que je peux compléter?

Une voix: Oui...

M. Gagnon: Vous savez, les valeurs qu'on énumérerait là sont des acquis pour les jeunes. Des valeurs qui sont importantes pour nous. Comme vous voyez, vous êtes dans le milieu de l'enseignement, les jeunes que vous rencontrez véhiculent aussi ces valeurs-là. Donc, ce qu'on vous dit aussi, c'est d'avoir confiance en la jeunesse, et avoir confiance, je dirais, aux jeunes, pour que ceux-ci véhiculent ces grandes valeurs sociales là. Parce qu'elles sont vraiment intégrées en nous ces valeurs-là: les valeurs de paix, les valeurs qui sont exprimées ici dans notre document. Je ne voudrais pas les nommer pour ne pas en oublier, là. Mais, non, je crois que vous devez avoir confiance aux jeunes, aux jeunes que vous rencontrez dans votre milieu.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. d'Anjou, suivi de M. Dufour.

M. d'Anjou: Alors bonjour. C'est un mémoire intéressant, très bien fait. Je l'ai lu avec beaucoup d'intérêt. Est-ce que vous avez poursuivi plus loin votre réflexion, à savoir le genre de monnaie que vous aimeriez avoir, l'espace économique que vous privilégiez, les relations futures du Québec avec ses voisins? Est-ce que vous privilégiez un espace économique par rapport à d'autres, pour justement l'avenir des jeunes? Parce que, vraiment, c'est vous qui allez vivre les changements importants qui vont venir. Est-ce que vous avez poursuivi votre réflexion?

M. Gagnon: Les normes de base sont la mondialisation des marchés. Donc, comme on l'a dit, on veut avoir un Québec ouvert sur le monde, un Québec fort, économique, qui s'ouvre à tous les marchés. Ça, je pense que c'est important. Au niveau de la monnaie commune, je crois qu'on doit surtout traiter de la question, entre autres, de la banque centrale. Il importe, selon nous, d'avoir au Québec une plus grande emprise, effectivement, sur les politiques monétaires. Effectivement, c'est une question qui est importante pour le Québec parce que... Je m'excuse, j'ai oublié ce que j'avais à dire. Est-ce que tu pourrais reprendre, Sylvain?

M. Tanguay (Sylvain): Ce qu'il est peut-être important de mentionner ici, c'est que, dans la perspective d'un Québec souverain... Aujourd'hui, nous sommes dans un cadre fédéral avec une monnaie canadienne. Selon l'intérêt des deux pays, ce n'est pas impensable qu'on soit, je dirais, associés sur le plan d'une politique monétaire. Ce n'est pas impensable en autant qu'on a notre mot à dire sur l'établissement, je dirais, des taux d'intérêt. Parce qu'on sait comment les taux d'intérêt ont été difficiles pour le Québec pendant les dernières années, pour l'économie du Québec. Mais il est clair qu'il faut commencer par une déclaration de souveraineté. Les associations avec le gouvernement du Canada ou avec le Canada sont des choses qui seront à négocier par la suite, autant que nous aurons à négocier des choses telles le partage de la dette et autres éléments. Ce qui est important en partant, c'est de se déclarer comme étant un pays souverain, d'être ouvert aux associations, autant avec le Canada, peut-être, en premier lieu. C'est notre voisin immédiat. On est plus près de ces gens-là, de façon historique. Il est pensable qu'on ait, oui, des associations qui sont importantes pour les deux pays. Je pense que c'est ça qu'il est important de considérer, que ce soit à l'avantage des deux parties.

M. d'Anjou: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Dufour, suivi de M. Béland.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord remercier également le Conseil permanent de la jeunesse pour son mémoire bien structuré, bien fait, même si je ne partage pas toujours l'analyse, surtout dans la conclusion. Vous identifiez, à la page 21, un problème par ailleurs très, très réel, dont on a entendu parler aussi en deux autres occasions, je pense, qui est le mouvement migratoire – que vous décrivez très bien ici – des jeunes des régions vers les villes. On avait aussi le phénomène avec les immigrants, où on nous disait: C'est à peu près impossible de garder des immigrants en régions. Il y a un pôle d'attraction extraordinaire avec les grandes villes. Et, dans le cas des jeunes, vous dites que la dynamique économique s'en trouve carrément affectée et que c'est difficile de développer une économie dans une région quand la main-d'œuvre est vieillissante ou peu scolarisée. Je sais qu'au niveau du Conseil permanent de la jeunesse, à l'occasion de vos sommets, etc., vous avez abordé énormément de problèmes. Est-ce que celui de la rétention, justement, des jeunes en régions avait été abordée dans ces sommets-là?

M. Tanguay (Sylvain): Vous voulez dire la façon de...

M. Dufour: Par quel...

M. Tanguay (Sylvain): ...faire en sorte de garder les jeunes dans les régions?

M. Dufour: C'est ça, pour les immigrants, bien, on parle de structures d'accueil. Par exemple, on parle de structurer un certain nombre de choses autour des investisseurs immigrants. Est-ce que ce problème-là a été identifié? Il l'est dans votre mémoire mais est-ce qu'il y a eu des solutions proposées?

M. Tanguay (Sylvain): Pour retenir les jeunes dans leur région, il est clair qu'il faut qu'ils aient accès à des services d'éducation, en premier lieu, parce que dès leur jeune âge, on sait que les jeunes doivent commencer à quitter leur milieu pour aller à l'école. Mais d'autre part, en grandissant, pour que les jeunes aient le goût de vivre dans leur région, il faut d'abord qu'ils puissent y vivre, on dit dignement, par l'exercice d'un travail. On connaît la situation économique et la situation de l'emploi dans plusieurs régions du Québec. On peut parler de la Gaspésie ou du Bas-Saint-Laurent et d'autres régions aussi. L'emploi est au coeur, c'est clair, de la possibilité ou de la capacité des régions à garder les jeunes dans leur milieu.
(17 h 15)

M. Dufour: C'est tout à fait exact ce lien-là, pour garder les jeunes en régions, bien sûr, il faut qu'il y ait des emplois. Ma question: En quoi un Québec souverain offrirait-il plus d'emplois en régions que c'est le cas actuellement?

M. Tanguay (Sylvain): Ce qu'on peut demander aussi, c'est en quoi il en offrirait plus, par endroit il en offrirait plus?

M. Dufour: On connaît déjà la situation actuelle, elle est difficile et surtout chez les jeunes le taux de chômage est très élevé. C'est vous qui allez faire le Québec de demain, c'est vous qui allez trouver des solutions à ces problèmes-là. Alors, c'est quoi, qu'est-ce qu'on peut offrir aux jeunes qui va permettre, justement, de les garder en régions parce qu'il y aura des emplois dans un Québec souverain?

M. Tanguay (Sylvain): Je dirais d'abord que de rapatrier tous les pouvoirs en matière de développement régional au gouvernement du Québec et de permettre une décentralisation de ces pouvoirs-là vers les instances locales ou régionales, ce débat-là, nous ne le trancherons pas ici. Déjà là, on permet aux gens dans leur milieu de prendre en main la responsabilité de développer leur milieu, de développer l'emploi pour les jeunes qui grandissent chez eux, de se développer sur le plan culturel, aussi, parce qu'il ne faut pas oublier que ça prend aussi des atouts pour retenir les jeunes dans leur milieu, ce n'est

pas seulement l'emploi, c'est un développement culturel, c'est un développement économique. On pense que la capacité de rapprocher dans les régions les pouvoirs inhérents au développement permettra le développement de l'emploi, avec une stratégie de développement d'emplois dans les régions, et non pas une stratégie d'attendre que soit le gouvernement provincial ou que le gouvernement fédéral arrive avec ses gros sous pour développer une digue de roches sur le bord d'un quel ou autre chose. Plutôt que de se retrouver dans une situation d'attente, avoir les capacités en régions, les pouvoirs nécessaires, on pourrait aller jusqu'à penser à un pouvoir de dépenser pour être en mesure de développer en fonction de la capacité du milieu, des forces du milieu, et j'irais jusqu'à dire du potentiel humain de ce milieu-là.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Béland.

M. Béland: Merci, M. le Président. Moi aussi je veux vous parler d'emplois. Je trouve que vous êtes constants à l'égard de cette préoccupation parce que je me souviens très bien que Mme Lepage, votre présidente, a été très active au Forum pour l'emploi, et je vous prierais, M. Gagnon, de lui apporter mes meilleures salutations et de lui souhaiter des vœux de prompt rétablissement. Ma question, je ne veux pas que vous vous sentiez piégé, mais il y a beaucoup de gens qui sont venus nous dire ici: Il ne faut pas s'imaginer que la souveraineté, c'est instantané, c'est le bonheur instantané, que si c'est vrai qu'on peut prendre son envol, il y a possiblement de la turbulence, à un moment donné, on sait ça. Est-ce que vous vous parlez de ça, vous les jeunes, quand vous prenez une position comme celle que vous nous annoncez aujourd'hui? Est-ce que les jeunes sont prêts, même, à affronter de la turbulence et à faire des sacrifices pour gagner la souveraineté? J'aimerais ça vous entendre là-dessus.

M. Gagnon: Oui.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Gagnon: De façon claire, là. On s'attend, effectivement, qu'il y ait peut-être un peu de turbulence, là. Par contre, il y a des questions. Je replace les jeunes dans une perspective où on considère qu'on est peut-être des juges, de bons juges qui seraient objectifs et neutres sur cette question de souveraineté-là d'avantage, de pouvoir faire un choix, parce que je considère que les jeunes n'ont pas nécessairement tous les acquis, toutes les prérogatives dans la société qui font en sorte que leur choix d'atteindre la souveraineté serait distorsionné par exemple par des intérêts particuliers. Donc, ce que je vous dis, c'est que, voyons... il va y avoir un moment de

turbulence, effectivement. Par contre, les jeunes sont prêts à le vivre.

M. Béland: Mais vous vous en parlez, de ça.

M. Gagnon: On s'en parle, oui. Vas-y, peut-être que tu es plus à l'aise que moi. Moi, ça va mal en ce moment, j'ai de la difficulté incroyable, c'est le stress, excusez-moi.

M. Béland: Je comprends ça.

Mme Bertrand: Si vous me permettez, je pense que oui, effectivement, on est très conscients de ça, la période de turbulence que le Québec devra vivre. Pas seulement les jeunes, les jeunes vont la subir comme les adultes devront la subir. Maintenant, on est conscients aussi des possibilités que ça peut nous ouvrir et qu'en ce moment le fédéralisme ne nous donne pas nécessairement, c'est-à-dire que lorsqu'on dit qu'il y a beaucoup de dédoublement de juridictions, c'est que ça nous touche beaucoup. Donc, on s'imagine que oui, on est prêts à vivre cette turbulence-là pour en arriver à nos fins. On espère parce que, finalement, on se dit que même si on retourne négocier avec un Canada, etc., on va encore perdre beaucoup d'années, que l'on est prêts à vivre dans l'instabilité pour quelques années pour en arriver à un Québec plus fort et plus acquis justement à donner à sa jeunesse.

M. Béland: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à un représentant du parti qui forme le gouvernement. M. Benoit.

M. Benoit: M. Gagnon, M. Tanguay, Mme Bertrand, Mme Gagné, merci d'être ici avec nous aujourd'hui. M. Gagnon, ne soyez pas nerveux, faites comme nous. Ça fait six semaines qu'on se promène à travers le Québec et quand on s'adresse à vous, on est encore nerveux. Alors, on comprend très bien vos états d'âme. On va écouter ce que vous avez à dire dans les prochaines minutes.

On a lu votre mémoire, mais depuis six semaines, on a entendu un bon nombre de jeunes. Je dois dire que dans les mémoires qui m'ont peut-être le plus frappé, il y a eu des jeunes, il y a eu une quantité de jeunes. Il y en a eu un à Matane, celui du cégep, qui a été extraordinaire, celui qui était à gauche, qui nous a dit que son père était agriculteur, qu'il espérait pouvoir reprendre la ferme éventuellement.

On a eu un jeune qui venait du Nouveau Parti démocratique à Sept-Îles. On a eu un jeune autochtone à Hull qui m'a semblé un futur leader de cette communauté-là. On a eu un jeune anglophone dans les Cantons de l'Est qui nous a dit qu'il possédait une ferme d'une sixième génération des McKinnon. On a eu un jeune qui

venait d'une coopérative de jeunes travailleurs dans l'Estrie. On en a rencontré un bon nombre. Ils avaient tous un message précis, clair. Ils voulaient qu'on les entende avant de construire le Québec dans les années à venir. À chaque fois, je me rappelais que quand les dernières décisions ont été prises en 1980, aucun de ces jeunes-là n'était là et aucun de ces jeunes-là n'avait pu voter. Ils étaient là, mais ils n'avaient pas pu voter.

Un de ces jeunes-là nous a dit... et je vous le cite textuellement. Dans son mémoire, il disait, et vous êtes les experts, vous, la jeunesse, les gens du Conseil permanent de la jeunesse. Aujourd'hui, c'étaient les experts qu'on recevait. Alors, je prends pour acquis que vous êtes les experts dans la jeunesse. Ce jeune-là, celui du Mouvement coopératif, il nous a dit à Sherbrooke, que le gouvernement du Québec dote le Conseil permanent de la jeunesse et son président de pouvoirs effectifs et significatifs. J'ai toujours compris que le Conseil permanent devait être consultatif auprès des instances politiques. Est-ce que ce que ce jeune-là nous demandait va dans la ligne de pensée de ce que vous désiriez?

M. Tanguay (Sylvain): C'est certain que quand on parle d'un conseil, on parle d'un organisme consultatif, on ne parle pas d'un pouvoir effectif. C'est d'ailleurs la grande question qui s'est posée, lors de la création du Conseil, de la part des organisations jeunesse qui ont pris part aux discussions sur le projet de loi qui a créé le Conseil. Quand on parle d'un pouvoir effectif, je ne pense pas qu'on parle d'une structure de conseil. On pourrait penser à une structure de ministère de la jeunesse pour penser à un pouvoir effectif, un pouvoir qui met des choses de l'avant. Ce n'est pas exclu dans les discussions qu'on tient en conseil, mais on n'a jamais pris position sur une telle question. C'est certain que pour les jeunes du Québec, ce serait peut-être intéressant qu'il y ait un organisme gouvernemental, un ministère gouvernemental qui a à prendre des décisions et à mettre de l'avant des outils pour les jeunes de façon effective et non pas seulement consultative, quoique la consultation soit aussi un outil important.

M. Benoit: M. Gagnon ou M. Tanguay, à la page 26 de votre mémoire – et c'est peut-être la seule page, finalement, où je ne suis pas d'accord avec vous – le reste ça va assez bien dans le mémoire. Quand vous me dites: "il faut d'abord faire la souveraineté et ensuite on va se trouver un projet de société." Si je me rappelle une autre époque où moi, je n'étais pas là, vous n'étiez pas là en 1980, mais en 1960, quand ils ont fait la Révolution tranquille, ça s'est concocté de 1955 à 1960, si j'ai bien compris. Il y a des gens qui y ont pensé, il y a des gens qui

l'ont écrit et Jean Lesage, en 1960, a décidé de faire la Révolution tranquille. Il y avait un projet.

Moi, je me dis: C'est bien beau de se donner des structures, mais on va faire quoi avec ces structures-là ensuite? Est-ce qu'on ne devrait pas d'abord décider quel projet de société on veut se donner et ensuite, on se donnerait les structures ou on va le faire tous les deux en même temps? Mais ce n'est pas un peu utopique de penser qu'on va se donner un contenant et, ensuite, on va décider ce qu'on met dedans?

Mme Bertrand: Écoutez, je pense qu'on procède d'une façon ou d'une autre, les deux manières vont nous amener au bon résultat. C'est certain, c'est préférable, selon nous, d'aller voir auprès de la population si oui ou non on doit repenser au complet. Et puis, de toute façon, on ne repensera pas au complet. Il y a beaucoup de choses pour lesquelles on est d'accord. Je veux dire que lorsqu'on pense à un projet de société, on a mentionné des valeurs. Ce sont des valeurs qui nous tiennent à cœur en tant que jeunes et qu'on veut débattre jusqu'au bout et auxquelles on tient. Maintenant, on peut en parler avant, nous, on n'a aucun problème avec ça. Mais on veut être certains que le reste du Québec veut suivre avec nous et veut s'enligner dans la même lignée. Donc, qu'on le fasse avant ou après, ça a la même importance pour nous, en tant que jeunes. C'est-à-dire que c'est important d'en discuter, d'en discuter longuement et sérieusement.

M. Benoit: Aux pages 21 et 22 - et je m'excuse si je reviens sur des questions qui vous ont déjà été posées, mais je veux les approfondir un peu avec vous - vous nous parlez du dépeuplement des régions, phénomène qu'on a vécus depuis six semaines et dont certains d'entre nous, venant des régions, avions déjà une conscience plus forte. Vous nous dites comment les villages, dans des régions, se vident parce que les jeunes veulent aller s'éduquer et se trouver des jobs à l'extérieur. Et vous nous dites aussi, dans ces pages-là, que les régions demeurent avec une main-d'oeuvre vieillissante et peu scolarisée. Ne pensez-vous pas que ça devrait être ça le grand projet, finalement, de la société québécoise de la prochaine décennie? Le phénomène du vieillissement, de la dénatalité et aussi de ce dépeuplement des régions? Est-ce que ça ne devrait pas être ça le grand projet que votre génération pourrait décider de faire?

M. Tanguay (Sylvain): C'est, effectivement, un grand projet à réaliser que de permettre de prendre connaissance du vieillissement de notre population, de s'intéresser à la natalité, de prendre en considération toutes les questions inhérentes au développement régional ou au dépeuplement des régions. Tout ça, ce sont des choses à faire. Quand nous disons que nous

voulons bâtir sur la base de la souveraineté, c'est clair que si nous voulions parler de projet de société, on aurait le loisir de le faire. Mais là, tout le monde va arriver en disant: "La souveraineté, oui, mais à condition que..." ou "La souveraineté, oui, mais à condition que..." Ça devient énormément compliqué parce que, tout un chacun, nous avons aussi nos idées et nos intérêts. C'est clair qu'il y a des grandes questions sur lesquelles on devra s'attaquer, puis ça, je dirais, le plus rapidement possible. Quand on pense aux régions, c'est une urgence nationale, puis ce n'est pas d'hier. Ça fait des années et des années que les gens, dans les régions, revendiquent plus de pouvoirs pour se prendre en main. Ça fait des années que les gens, dans les régions, parlent de l'exode des jeunes. Mais c'est comme si, aujourd'hui, on se rendait compte de l'impact économique que ça a pour le développement des régions, tout cet exode-là de la force de travail. Ce sont toutes des questions sur lesquelles nous aurons à travailler très fort à l'intérieur d'un Québec souverain.

M. Benoit: Dans votre mémoire, vous dites que le sentiment nationaliste ou autonomiste est particulièrement présent chez les jeunes, peu importe leur allégeance politique. Pour faire un lien avec ça: Vous savez que le Québec a été fort dans son histoire quand il a été uni autour d'un chef, d'une idée ou d'un projet commun au Québec. Avec cette dépolitisation du continent nord-américain... On sait tous, par exemple, qu'à la dernière élection américaine, le président a été élu par à peu près 15 % des Américains; 30 % de la population américaine sont allés voter; 15 % ont voté pour le président. Pensez-vous qu'on est capables, nous, au Québec, de repolitiser toute une population autour d'un projet commun ou si c'est un rêve que j'ai et qui est impossible à réaliser? Est-ce qu'on peut, demain... Je sais que vous avez voté à 82 % dans les cégeps, c'est très bien, ça. Mais il y en avait seulement 200 quand vous avez annoncé le résultat, puis ce n'était pas dans leurs locaux, à ce moment-là. Est-ce qu'on est capable de repolitiser une population complète pour qu'elle suive un grand projet?

M. Tanguay (Sylvain): S'ils se sentent à l'aise à l'intérieur de l'idée de la souveraineté, il semble que, de plus en plus, les Québécois voient ça comme une évidence. Je pense qu'effectivement, pour les jeunes, ce projet collectif de bâtir un pays les mobilisera sur le plan politique. On sait à quel point la participation aux élections est importante, la participation à la vie démocratique. On vit de façon démocratique dans toutes nos petites organisations. Je pense qu'effectivement si les jeunes... Si l'ensemble de la population peut se raccrocher à un projet collectif qui, selon nous, est le projet de se bâtir un pays... On parle d'un pays juste et

équitable qui se fait un devoir de faire la lutte à la pauvreté. Je pense qu'effectivement si les gens se raillent à un projet de cette envergure-là, ils s'intéresseront à la vie politique.

M. Benoit: Une dernière question. Vous avez su que nous avons eu M. Léon Dion, ce matin, qui est venu nous voir. M. Dion, dans son mémoire, il y a une phrase qui m'a particulièrement impressionné, quand il dit: Il n'y a jamais eu et il ne peut y avoir de grande culture sans une base économique solide". Vous les jeunes, cette base économique solide, qu'est-ce que c'est pour vous?

Mme Gagné: Le développement économique au Québec, c'est évident que ce n'est pas quelque chose qui est le propre des jeunes. C'est-à-dire que les jeunes ne sont pas au cœur du développement économique du Québec. Cependant, et c'est peut-être pour en revenir aussi à la question du grand projet de société que les jeunes veulent se donner à l'intérieur d'un Québec souverain, possiblement... Ce que je veux vous dire, entre autres, c'est que les jeunes ne sont pas dans l'attente seulement, d'un projet de société. Déjà, malgré le fait que les jeunes ont peu de sécurité économique, les jeunes font maintenant des enfants. Malgré le fait aussi qu'ils aient peu de sécurité en général, des jeunes se prennent en main, créent leur propre emploi, créent leur propre entreprise. Donc, les jeunes ne sont pas dans l'attente, non plus, qu'on les prenne en charge. Mais tous les jeunes, à l'heure actuelle, ont le désir de se doter d'outils de développement économique, effectivement, et aussi de développement culturel et social.

M. Benoit (Sylvain): Merci aux gens du Conseil permanent de la jeunesse.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, mesdames, messieurs, représentants du Conseil permanent de la jeunesse, merci d'avoir soumis ce mémoire à la Commission et d'avoir répondu à l'interrogatoire avec autant de persistance. Je vous prie maintenant, si vous voulez bien, de libérer la table vers la droite pour que les gens qui veulent vous saluer puissent le faire, et qu'en même temps, on puisse recevoir à la table l'Association canadienne-française de l'Ontario.

(Suspension de la séance à 17 h 32)

(Reprise à 17 h 35)

Le Président (M. Michel Bélanger): L'Association canadienne-française de l'Ontario. M. Tanguay, le président, va présenter les membres de sa délégation. Je demande aux commissaires de noter que la liste que nous donnons n'a pas tout

à fait les titres corrects. M. Tanguay va préciser en les présentant. M. Tanguay, la parole est à vous et après, vous prendrez cinq minutes pour présenter l'essentiel du mémoire.

Association canadienne-française de l'Ontario

M. Tanguay (Jean): Tout simplement, alors que je ferai la présentation, les noms que je nommerai, je donnerai leur titre exact. Tandis que la liste que vous avez reçue, ce n'est pas tout à fait exact.

MM. les présidents, Mmes et MM. les commissaires, avant d'entamer le dialogue avec vous cet après-midi, il me fait plaisir de vous présenter les membres de la délégation franco-ontarienne sous le "leadership" de l'Association canadienne-française de l'Ontario. Mona Fortier est étudiante et vice-présidente provinciale de la Fédération des élèves du secondaire franco-ontariens. Elle représente 25 000 membres. Lyne Michaud est présidente provinciale de Direction jeunesse, l'organisme qui regroupe 110 000 jeunes de 15 ans à 30 ans en Ontario français. Elle siège à titre de commissaire de l'Ontario à la Commission nationale sur l'assimilation. Daniel Saint-Jean est le directeur général de l'Association française des conseils scolaires de l'Ontario. Il a été auparavant directeur du Centre français à Sault-Sainte-Marie. André Lécuyer est le président de la Fédération des aînés franco-ontariens forte de 12 000 membres. En dernier lieu, Fernand Gilbert s'occupe de la direction générale de l'Association canadienne-française de l'Ontario.

Nous sommes six. Pour ne pas répéter les paroles de M. Beauchemin, nous représentons au-delà d'un demi million de franco-ontariennes et franco-ontariens, la plus grande concentration de francophones à l'extérieur du Québec. L'Ontario français reconnaît que le Canada d'hier n'est plus et que le Canada de demain est en train de chercher de nouvelles structures qui refléteront bien les aspirations de ses citoyennes et citoyens. C'est pourquoi, il était impératif qu'à ce moment-ci de notre histoire, l'Association canadienne-française de l'Ontario vous fasse parvenir son mémoire en demandant de se faire entendre. Nous savons toutes et tous que depuis le début de la colonisation, nous avons tracé plusieurs sentiers ensemble. En lisant notre texte, vous avez sûrement apprécié le fait que notre communauté a connu des moments difficiles, mais que malgré les manigances de Lord Durham et d'autres, l'Ontario français se porte bien, très bien, merci. L'Ontario français, en 1990, est plus dynamique que jamais, plus vivant, plus vrai que l'ont pu espérer tous nos ancêtres. L'Ontario français bourdonne d'activité, de réalisations et ceci dans tous les domaines.

En ce point crucial de notre histoire, il est tout à fait normal qu'on se préoccupe de notre

avenir collectif. On voudrait vous dire, aujourd'hui, que nous croyons que la conjoncture politique actuelle devrait encourager le rapprochement de nos deux communautés sur tous les plans, et que ceci se traduise par un nouveau partenariat. On voudrait savoir si cette volonté existe au Québec. L'Ontario français le veut, et pour y arriver, on suggère, premièrement, que nos deux communautés s'assoient afin de formuler une véritable politique à long terme sur les relations avec les populations de langue française en Ontario. Deuxièmement, qu'on développe ensemble des stratégies d'échange institutionnelles en français au niveau des entreprises, et des regroupements professionnels du secteur non gouvernemental. Troisièmement, qu'on facilite davantage pour les membres de la collectivité française de l'Ontario l'accès aux programmes québécois d'enseignement supérieur. Quatrièmement, que le Québec se dote d'un code des minorités à partir duquel il pourrait conclure des accords de réciprocité avec les provinces à majorité anglophone en matière des droits linguistiques pour les minorités.

Le Québec s'est toujours distingué en tant que chef de file de la francophonie au Canada, en Amérique du Nord et sur le plan mondial. Comment un Québec cherchant à prendre une place de leadership dans la francophonie canadienne, nord-américaine et mondiale pourrait-il tirer profit et avantage de la force et de la vitalité d'un demi-million de Franco-Ontariens? Et là, je ne tiens pas compte de l'autre demi-million de parlant français en Ontario. Nous croyons plutôt que ce partenariat renouvelé entre nos deux communautés saura alimenter nos aspirations respectives. En effet, de quelque côté que nous abordions la question de la solidarité entre francophones au Canada, nous n'avons pu identifier à date aucun avantage pour les Québécois et les Québécoises de se retrouver les seuls parlant français en Amérique, ni de ne pas encourager le plus possible le développement de la francophonie ontarienne et canadienne. Il y va de l'intérêt du Québec, autant que du nôtre, de nous associer et de nous épauler dans le respect de nos différences et de nos développements. Merci beaucoup. Si vous avez des questions, six Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes pleins de vitalité sont prêts à vous répondre.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Tanguay. Bien sûr qu'il y aura des questions, il y a plusieurs intervenants. Je prie chacun d'entre eux de poser ses questions le plus brièvement possible afin que les réponses puissent être aussi brèves que nombreuses. Le premier inscrit est M. Poissant, qui sera suivi de M. Larose et de M. Beaudry.

M. Poissant: Merci, M. le Président. Il fait toujours bon, avant de commencer son allocution, de dire: On a lu votre mémoire une fois; on a

bien aimé votre mémoire. Puis, quand on veut être un peu plus gentil, on dit qu'on l'a lu deux fois. Moi, dans mon cas, je vous dis que j'ai aimé votre mémoire, mais c'est vous autres que j'aime, le fait que vous soyez ici. Pour moi, ça m'est chaud au cœur, et je comprends votre appréhension sur ce qui va arriver au Québec. Et même s'il n'arrive rien, vous nous dites quand même: on voudrait avoir un partenariat. Dans mon expérience, j'ai connu des gens, des étudiants, en 1975-1976, qui partaient du Québec, puis qui allaient dans l'Ouest du Canada. Et plus dernièrement, dans les 5 ou 10 dernières années, les Français, les francophones, ne déménageaient pas aussi facilement. Et ça, pour moi, c'est difficile à accepter. C'est des coûts énormes de l'éducation au Québec, et quand on voit ces gens-là qui partent pour l'Ouest, c'est un petit peu de... Pas seulement ma richesse économique qui part, mais c'est ma richesse de génies, de capacités, d'intellectuels, qui part.

Maintenant, je revois dans votre mémoire... Je suis heureux d'apprendre que ça crée des petits. Vous avez 8000 entreprises contrôlées par des francophones en Ontario, moi je trouve ça épatant. Je vais vous poser une question toutefois. Et je regardais dans un petit document qu'on a reçu hier, que la francophonie a augmenté, en Ontario, depuis les 15 dernières années, et ça, ça me plaît aussi.

Mais la question que j'aimerais vous poser: S'il arrivait quelque chose, au point de vue de constitution québécoise, puis je pense qu'il va arriver quelque chose, je ne sais pas dans quel sens encore... Est-ce que ça aurait un effet bénéfique ou négatif sur l'ensemble des francophones? Puis pas simplement en Ontario, mais peut-être dans le reste du Canada? Je vais vous donner un cas. J'ai lu dans des journaux ou dans peut-être un des mémoires - mais là, j'en ai tellement lus, maintenant je ne sais plus où j'ai puisé cette idée-là - que, peut-être que le fait que le Québec se séparant, que le Canada fédéral n'a plus besoin d'être bilingue, qu'il sera unilingue anglais? Et si c'était le cas, est-ce qu'il y a une si grande demande pour les Français en dehors du Québec? Et c'est la question que je vous pose.

M. Tanguay (Jean): Alors premièrement, permettez-moi d'ajouter une deuxième question, à la question...

M. Poissant: À la mienne?

M. Tanguay (Jean): Oui, vous avez parlé des jeunes Québécois qui se rendaient dans l'Ouest et que vous perdiez la matière grise, etc., le dynamisme de la jeunesse québécoise, parfois, qui s'en va ailleurs. N'oubliez pas que ces jeunes du Québec, comme mon père l'était en 1910, alors qu'il s'est rendu en Ontario, ça devient des diplomates. Ça devient des ambassadeurs du

Québec à travers le Canada et aux États-Unis. Partout, où ils vont dans le monde.

Pour répondre à votre question principale, en fonction de l'impact que ceci peut causer, nous sommes tous conscients, et pas simplement nous en tant que Franco-Ontariens. Tout le Canada anglais, le Canada français se posent des questions. Mais d'autre part, à ce moment-là, nous devrons vivre avec la réalité de demain. Et je suis sûr que les Franco-Ontariens vont continuer à vivre la tête haute, de façon honorable, en Ontario.

M. Poissant: Ça, j'en suis sûr. Vous avez toujours... Dernière question, M. le Président. Vous parlez de partenariat, à la page 5 de votre mémoire. Dans quel contexte verriez-vous ça? Parce que je vois déjà que vous avez, au sein de cet organisme-là, quand même, deux bons Québécois, dont deux membres sont ici aujourd'hui. Qu'est-ce que vous... Comment voyez-vous ce partenariat-là dans le contexte éventuel du Québec, quel qu'il soit?

M. Tanguay (Jean): Si vous permettez, je pourrais demander à M. Gilbert, de répondre.

M. Gilbert (Fernand): Merci beaucoup. Ce partenariat pourrait prendre effet, dans un premier temps, dans des ententes du Québec la communauté. Par exemple, à travers un programme de prêt de personnes-ressources, pour différentes organisations. Ça pourrait également, dans un deuxième temps, se manifester par l'élargissement de la commission Québec-Ontario qui pourrait inclure justement nos jeunes entrepreneurs. Nous avons une chambre économique de l'Ontario. Nous avons différents regroupements de gens d'affaires, qui pourraient avantageusement se greffer, échanger avec les vôtres. Vous avez des syndicats qui sont bien représentés ici. Il y en a aussi chez nous. Il pourrait y avoir, là aussi, un meilleur échange et une meilleure compréhension de nos différents projets. Il y a le mouvement coopératif qui a déjà une pointe ou un pied-à-terre chez nous grâce au Mouvement Desjardins qui – bon, vous le savez tous mais il y a aussi d'autres coopératives chez nous – pourrait s'appuyer davantage sur votre expertise. Nous avons tout un réseau d'étudiants, de professeurs qui pourrait s'appuyer également sur vos ressources de même nature. Mais nous pouvons également amener au Québec nos talents dans ces divers secteurs.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Larose, suivi de M. Beaudry et de M. Proulx.

M. Larose: Merci, M. le Président. Très heureux de vous rencontrer. Et je crois qu'on doit dire d'entrée de jeu que, plus on discute du Québec, plus on discute de la situation des francophones hors Québec, plus on discute aussi

de la composition du Canada, il me semble qu'il y a des traits qu'on est en train de tirer et je voudrais vérifier ça avec vous. Il me semble, quand vous nous faites la description de votre vitalité – et ce matin, c'était les gens du Nouveau-Brunswick – je pense qu'il y a une très grande vitalité là où il y a, de façon importante, des francophones. Et elle passe essentiellement dans le développement et le contrôle d'institutions de tous ordres: économique, scolaire, culturel, jeunesse; vous en êtes les représentants. Mais, en même temps, est-ce qu'on ne doit pas tirer un trait sur ce fameux rêve d'un Québec, pas d'un Québec mais d'un Canada bilingue, biculturel "coast to coast", pour se ramener à la réalité des droits collectifs à reconnaître à nos minorités? Je ne sais pas si je me fais comprendre mais il me semble qu'on est en train de lâcher l'ombre ou ce rêve pour essayer de coller à une construction concrète de société à ras le sol. Est-ce que je suis à côté de la plaque?

M. Tanguay (Jean): Si vous me permettez, je pourrais peut-être commencer par quelques commentaires, s'il y a d'autres de mes confrères et consoeurs qui voudraient ajouter. Il est vrai qu'en Ontario, en Ontario français puisque nous sommes de là, il y a une vitalité absolument incroyable. C'est que, pour la première fois depuis les derniers 10 ans, nous commençons à avoir des outils. Et vous savez ce que c'est quand un menuisier commence à avoir des outils: il s'en sert. Et particulièrement dans le système d'éducation en Ontario, nous avons des outils qui se matérialisent de jour en jour. Finalement on peut, dans certains cas, gérer nos écoles secondaires, nos conseils scolaires. Dans certains cas, nous avons ouvert, par exemple, la première cité collégiale. Alors, on doit comprendre qu'à un moment donné, la population doit s'occuper de ses choses immédiates, mais d'autre part l'Ontario français n'oublie jamais les droits collectifs dont il a besoin. En fait, à tous les jours en Ontario nous avons des revendications que nous devons faire. Nous ne les faisons pas pour Jean Tanguay ou Line Michaud, nous les faisons pour la collectivité, pour la communauté franco-ontarienne. Ceci s'applique autant pour la collectivité québécoise.

M. Larose: Vous parlez d'un code des minorités. J'aimerais ça que vous nous disiez de quoi est-ce que ça pourrait avoir l'air. Là vous avez identifié l'aspect linguistique. Est-ce que c'est sur ce seul aspect-là qu'on devrait avoir le code?

M. Tanguay (Jean): Lorsqu'on parle de minorité, pour nous en tant que Franco-Ontariens, on parle de la minorité franco-ontarienne, mais nous savons que dans toute société il existe plusieurs minorités. Dans notre

cas, nous parlons de la minorité linguistique. Alors, quel que soit votre choix constitutionnel, nous croyons qu'on devrait commencer à entamer la réalité canadienne, que ce soit les minorités à l'extérieur du Québec, vis-à-vis les minorités à l'intérieur du Québec. Et à ce moment-ci, je m'adresse en fonction de la communauté anglophone au Québec. Permettez-moi une comparaison. Au niveau universitaire, la population québécoise anglaise bénéficie depuis 100 ou 150 ans de trois universités, à savoir McGill, à savoir Bishop's, à savoir Concordia. En Ontario, hier, non excusez lundi ou mardi, nous avons eu une conférence de presse pour lancer l'idée d'une première université de langue française en Ontario français. Alors, il y a peut-être des inégalités qui existent dans certaines minorités au Canada, par exemple au niveau universitaire, ou par un code de réciprocité. Par un code, on pourrait permettre peut-être d'accentuer certaines réalisations qui devraient être là.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Beaudry, suivi de M. Proulx.

M. Larose: Merci.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Il me fait particulièrement plaisir de rencontrer des gens de la province de l'Ontario, ayant vécu moi-même à Vanier pendant 10 ans et m'étant impliqué particulièrement dans les organismes franco-ontariens, dont celui de l'ACFEO du temps, avant que vous changiez son nom qui porte aujourd'hui celui de l'Association française de l'Ontario.

Vous me semblez être en pleine santé également, ce qui semble vouloir contredire un témoignage que nous avions reçu, à savoir que les gens francophones... Sans doute que vous avez voulu en faire mention tantôt quand vous nous avez dit que vous étiez en parfaite santé et bien portants – vous vouliez répondre à certaines remarques qui avaient été faites devant cette Commission.

Ma question se rapporte à un témoignage qui nous a été rendu lorsque nous visitions l'Abitibi, Val-d'Or, en particulier, et un dénommé André Richard, que certains d'entre vous connaissez sans doute, est venu nous dire – et moi aussi, d'ailleurs, je le connaissais – que sa vie en Ontario a été une succession de frustrations, d'exaspérations, qu'il a vu ses droits de Canadien français minés par toutes sortes de lois, toutes sortes de régimes, etc.

Vous nous dites que vous êtes bien portants et je sais, pour le lire dans les journaux et suivre ce qui se passe en Ontario – parce que j'ai encore des parents qui y vivent – il semblerait qu'il y a d'énormes progrès qui ont été faits au niveau des Canadiens français en Ontario, particulièrement la loi 8 qui a été adoptée il y a trois ans. Vous parlez tantôt d'un collège

français qui est ouvert à Orléans depuis très peu de temps. J'aimerais vous entendre sur ces commentaires-là que les Franco-Ontariens, leurs droits ont déperlé, ont été diminués par toutes sortes de mesures, de lois ou de règlements qui ont été adoptés en Ontario. J'aimerais avoir vos commentaires sur ce témoignage-là qui nous a déjà été donné.

M. Tanguay (Jean): Il y a toujours des endroits dans toutes les provinces, dans tous les États des États-Unis pour laisser eux-mêmes le Canada où il y a des injustices qui se produisent. Maintenant, en fonction d'injustices auprès des Franco-Ontariens, si c'est le cas dont vous parlez, oui, il y a encore beaucoup d'injustices. Mais, d'autre part, si on compare la vie des francophones en Ontario dans les années quarante, puisque vous en parlez, quoique je sois plus jeune que ça...

M. Beaudry: Je suis plus jeune que vous. Ça m'inquiétait. Ha, ha, ha! Allez-y.

M. Tanguay (Jean): En fait, si vous permettez, dans les années quarante, je me souviens être allé à la Sudbury Public Library. Est-ce que je peux avoir un livre en français? "We do not have any French books here." Aujourd'hui, la bibliothèque municipale de Sudbury a des milliers de livres en français parce que nous, petits francophones, à ce moment-là, on était... Disons que c'était une situation d'injustice et il y en a des milliers d'injustices comme ça qui se passent. Même au Québec, présentement, envers, peut-être, la minorité anglophone, à certains moments donnés. Remarquez bien que je reconnais que la minorité anglophone est très bien traitée au Québec, comparativement à la minorité francophone en Ontario. Puis je ne me gêne pas de le dire. Je sais qu'ils sont venus mille et une fois en Ontario nous aider et nous avons apprécié ça énormément. Mais, quand même, la vie en français, en Ontario, en 1990... J'espère que mon sourire, mon reflet, ma confiance dans ma province, dans ma communauté sont suffisants pour vous dire qu'il y a des injustices mais qu'il y a plus que...

M. Beaudry: Alors, ce que vous nous dites, en fait, c'est que votre vie canadienne-française, ou votre vie française en Ontario s'est de beaucoup améliorée depuis nombre d'années.

M. Tanguay (Jean): Oui. Grâce à l'appui aussi du Québec.

M. Beaudry: Oui, oui, oui. Je comprends ça. Maintenant, la deuxième question que j'aimerais vous poser, c'est: Dans le contexte d'un Québec souverain, est-ce que vous croyez que votre situation, en Ontario, pourrait être diminuée ou affectée de façon négative ou positive ou pas

affectée du tout? Dans le contexte où Québec décidait de sortir du Canada, est-ce que ça pourrait vous affecter?

M. Tanguay (Jean): Il est très difficile pour la population de l'Ontario et pour moi-même de projeter en avant. Il va y avoir des réactions de partout à travers le Canada. D'autre part, il va y avoir une stabilisation parce que je crois que tout Canadien, qu'il soit anglais ou français, est fier de son pays, comme les Québécois sont fiers de leur pays, comme les Ontariens sont fiers de leur province, et ainsi de suite. Nous allons avoir des petits chocs ici et là, des gros chocs parfois, mais...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Proulx.

M. Gilbert: Si vous me le permettez...

Le Président (M. Michel Bélanger): Rapide-ment.

M. Gilbert: Oui. Pensez-vous que 300 écoles françaises en Ontario vont disparaître? Pensez-vous que 30 garderies françaises en Ontario vont disparaître? Que les 8000 entrepreneurs vont disparaître? Au contraire, c'est la base. Une base aussi solide que cela va permettre d'influencer l'Ontario dans le sens de nos intérêts.

Une voix: Ouais...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Proulx a maintenant la parole.

M. Proulx: Merci, M. le Président. J'avais un peu l'impression, en lisant votre mémoire, que vous veniez nous dire un peu: "Lâchez-nous pas. Lâchez-nous pas. Ça va assez bien, mais si jamais vous décidez de la souveraineté, ça deviendrait dangereux pour nous autres." Je peux vous rassurer parce qu'il y a beaucoup de monde qui nous dit ici, et qui répète ici et en dehors, que la meilleure protection qu'on peut avoir pour les minorités, c'est le fédéral. Alors, même si on partait, le fédéral va rester là, pareil, pour les neuf autres. Alors, ça devrait vous rassurer.

J'ai trois petites questions puis un commentaire. La première, j'aimerais que vous me disiez... Puis je suis très surpris mais très content qu'il y ait 8000 entreprises ontariennes qui sont possédées par des Franco-Ontariens - c'est quoi la langue de travail dans ces 8000 entreprises-là?

La deuxième question. En page 3, vous dites que: Les jeunes sont de plus en plus conscients de leur appartenance francophone et ainsi de suite... Moi, j'aime ça les images. J'aimerais qu'on me démontre... Elle n'est pas piégée, ce n'est pas une question piège, c'est vraiment... m'imager un peu, ça s'exprime comment? Est-ce que c'est juste folklorique ou si c'est beaucoup

plus que ça?
(18 heures)

Et, la troisième question, c'est: Avez-vous le pourcentage des Franco-Ontariens... Quel pourcentage vivent et parlent en français la très grande majorité de leur temps? Et je ferai mon commentaire après vos trois réponses.

Le Président (M. Michel Bélanger): S'il vous reste du temps, M. Proulx.

M. Proulx: Bien, je vais le faire tout de suite, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Faites-le donc tout de suite, ça sera plus rapide.

M. Proulx: Avec tout cet enthousiasme-là... N'y aurait-il pas moyen qu'une partie de votre enthousiasme se dilue un peu, fasse tache d'huile sur le Manitoba, parce que, eux, ils sont en train de disparaître. Bon, maintenant, répondez à mes questions.

Le Président (M. Michel Bélanger): Bon.

M. Tanguay (Jean): Vous me permettez, pour ce qui est de la langue du travail, ce n'est pas parfait encore. Il y a très souvent: "Amène-moi your wrench, O.K.? Right now, s'il vous plaît". Ça c'est... Je ne me sens pas mal avec ça. C'est qu'on est en train de développer toute une nouvelle société en Ontario. On n'avait pas les outils avant. On les a aujourd'hui. Regardez cette jeunesse qui est ici, c'est fantastique! Notre nouveau collège communautaire qui vient d'ouvrir à Ottawa, la Cité collégiale... Écoutez. Tout le monde nous a dit: "Vous ne rentrez pas 800 élèves dans ce collège-là! ... 2300, et on en a refusé. O.K.? C'est assez?"

Pour parler de la vitalité...

M. Proulx: Vos enfants, ils sont beaux... Moi aussi, je les trouve belles, mais ça ne me dit pas la langue de travail dans les 8000 entreprises.

M. Tanguay (Jean): La langue de travail dans plusieurs de nos entreprises est le français mais il y a de l'anglais. Quand un garagiste a des clients anglais, il va s'adresser à eux en anglais. Quand moi, je vais arriver au garage, je vais dire: Une pinte d'huile, s'il vous plaît. Excusez, un litre d'huile.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Proulx: Une pinte d'huile, c'est plus canadien-français.

Le Président (M. Michel Bélanger): La pinte est une vieille mesure française. Ça marche quand même.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Proulx: Gardez votre français correct.

M. Tanguay (Jean): Si je peux juste ajouter... Je lisais dans *L'actualité* hier, en m'en venant en avion, que 8 sur 10 tentatives de communication par les petites et moyennes entreprises du Québec, se faisant vers l'extérieur de la province, se font vers l'Ontario. Viande à chien! Pourquoi est-ce que vous ne communiquez pas avec des Franco-Ontariens? Nous sommes des intermédiaires de première classe.

M. Proulx: Mais ils s'adressent à nous autres en anglais la plupart du temps.

M. Tanguay (Jean): Bien il s'agit, monsieur, de nous encourager davantage. Moi, j'ai un neveu en Ontario qui est presque assimilé. Il est en train de retrouver la beauté de sa culture. Alors, la jeunesse, je vous passe la parole.

Mme Michaud (Line): Par rapport à la conscience et l'appartenance chez les jeunes en Ontario, je dois dire que les jeunes chez nous sont plus politisés, de plus en plus. Je ne peux pas dire la même chose si je parle de 10 ans passés, mais maintenant, il y vraiment un retour politique. Je regarde la Loi sur le français en Ontario en 1986, les jeunes ont joué un rôle énorme par rapport à ça. Je regarde quand la cité collégiale a ouvert ses portes... Mais maintenant, nous les jeunes on revendique un collège francophone dans le nord et dans le sud de la province. La commission Bourdeau a déposé un mémoire il y a à peine trois semaines. Les personnes qui sont à la file en avant dans la bataille du collège dans le nord, ce sont les jeunes.

Alors chez nous, les jeunes ne vivent pas du tout de folklore. On regarde nos artistes, les Paul Demers, Ontario Pop, alors c'est pas du tout là les ceintures fléchées et le ragoût de pattes de cochon. Ça ne ressemble pas du tout à ça. La culture franco-ontarienne chez les jeunes est très bien vivante, elle est moderne et elle est publique. Alors chez nous, les jeunes ne font pas seulement que survivre en français; ils peuvent très bien vivre en français. Et soit au niveau du travail, les emplois d'été, soit au niveau de l'éducation, de l'élémentaire à l'université, et bientôt pour l'université franco-ontarienne on l'espère pour 1995, alors je crois que la conscience politique chez les jeunes... Ils prennent très bien leur place et ça va de soi que la culture est très moderne chez nous.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à la question d'un représentant du parti formant le gouvernement, M. Maciocia.

M. Maciocia: Merci, M. le Président. M. Tanguay je suis très content que vous soyez devant la Commission et probablement très prochainement à la fin du mois de mars faire des recommandations sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, mais je suis encore plus content de constater que vous n'êtes pas un cadavre encore chaud parce que c'est ça l'affirmation qu'on a eue ici devant cette Commission il y a quelques semaines. Et vous êtes très vivants, et pas seulement très vivants, mais très prospères. Ma question, je crois qu'il y a eu beaucoup de questions qui ont été posées, mais j'aimerais quand même... À certains moments, à la page 3 vous dites: "Autant l'Ontario français a besoin d'un Québec fort, autant celui-ci a-t-il besoin d'un Ontario français fort et prospère". J'aimerais que vous élaboriez un peu sur ça et ma deuxième question c'est dans l'hypothèse où le Québec suit une démarche telle que nous a proposée M. Dion cet avant-midi, d'abord l'établissement d'un consensus disons, par exemple, un rapatriement majeur des pouvoirs du gouvernement central au Québec, ensuite une négociation où il est déclaré à l'avance la possibilité qu'un référendum sur l'indépendance du Québec soit tenu en cas d'échec des négociations. Quelle serait votre position à l'égard de cette éventualité lors des négociations? On se rappellera, M. Tanguay, que votre association, à un certain moment, sur l'accord du lac Meech... Au début, elle n'était pas d'accord avec l'accord du lac Meech, mais après, devant le comité spécial de la Chambre des communes, elle a rectifié son tir, si on peut dire. Et elle a appuyé d'une façon très concrète l'accord du lac Meech dans sa forme originale. Alors, d'après vous, est-ce qu'on pourrait connaître quelle serait votre position vis-à-vis de cette éventualité de négociation avec le reste du Canada?

M. Tanguay (Jean): Ma position est la position de l'ACFO, la position de la francophonie en Ontario à l'égard des négociations du Québec avec le reste du Canada, c'est-à-dire avec le gouvernement fédéral. Je crois que c'est à vous autres, c'est aux Québécois et aux Québécoises de décider de quelle façon ils vont le faire. Si la suggestion de M. Dion ce matin... excusez, j'ai fait beaucoup de choses aujourd'hui... c'est vraiment injuste que vous me demandiez, en tant qu'individu, parce que j'ai entendu à peu près 50 différentes options à l'égard de - je dis 50, peut-être que j'exagère, il y en a peut-être 48 - mais... la Commission, à un moment donné... C'est aux Québécois, à un moment donné, à déterminer quelle suggestion, quelle option ils vont choisir de négocier avec Ottawa.

M. Maciocia: Je comprends très bien, M. Tanguay. Et je vous pose la question différemment probablement. Admettons que le gouverne-

ment du Québec décide de demander au gouvernement fédéral le rapatriement de certains pouvoirs – par exemple l'immigration, la main-d'œuvre, la formation professionnelle, le développement régional et autres – est-ce que vous seriez d'accord avec cette position du gouvernement du Canada ou est-ce que vous allez appuyer...? Moi, je suis convaincu que c'est très important qu'on ait des appuis, pas seulement du Québec, mais aussi de l'extérieur du Québec, et particulièrement des francophones hors Québec, sur les revendications du Québec. Est-ce que, dans une éventuelle position comme celle que je vous ai décrite tantôt, on peut s'attendre à ce que l'ACFO appuie les revendications du Québec dans ce domaine-là?

M. Tanguay (Jean): Disons que la seule affirmation qu'on pourrait faire, ici ce soir, c'est que l'ACFO appuierait que le Québec, à un moment donné, décide de faire son choix maintenant, d'appuyer une proposition quelconque. Avec pouvoir à gauche, avec pouvoir à droite, c'est impossible pour nous autres ici, à ce moment-ci. C'est une question qui ne peut être répondue ce soir.

M. Maciocia: Je comprends, est-ce que... M. le Président?

Le Président (M. Michel Bélanger): Je pense que ça épuise votre temps, M. Maciocia. Une toute petite? On va finir la journée par une petite extra, aussi. Allez-y.

M. Maciocia: Une petite question, oui? Est-ce que, d'après vous, ça serait plus facile – vous avez parlé de partenariat tantôt – d'avoir un partenariat avec l'ACFO, dans un Québec qui a encore un lien avec le Canada ou dans un Québec complètement séparé du Canada?

M. Tanguay (Jean): Mais ça ne dérange absolument rien. On pourrait faire des ententes avec l'Allemagne. Ce qui est important pour nous, c'est que nous partageons la même culture, la même langue. On veut voir comment et... Est-ce que vous voulez? Voulez-vous, vous autres, les Québécoises et Québécois, établir une relation durable privilégiée même, avec les autres Canadiens d'expression française?

M. Maciocia: Probablement que j'ai mal posé ma question. C'est que, est-ce que vous croyez que c'est plus facile? Vous savez qu'il y a des négociations qu'ils doivent avoir, si le Québec décide de se séparer du Canada. Est-ce qu'il doit y avoir des négociations? Vous savez que la balance commerciale du Québec est déficitaire, en comparaison avec celle de l'Ontario. Est-ce que vous croyez que la province de l'Ontario, étant donné que vous êtes là, vous admettez que d'avoir un partenariat commercial avec l'ACFO,

sans se préoccuper justement de cette situation?

M. Saint-Jean (Daniel): On ne peut pas prévoir quel sera le climat politique si le Québec décidait un jour de devenir souverain. Vous nous demandez de faire de la futurologie. Tout ce qu'on dit, et je répète encore ce que M. Gilbert a dit: On est prêts maintenant, nous. Ça fait un bout de temps qu'on vous espère, qu'on vous attend. Alors, venez nous voir, venez nous connaître. Vous ne nous connaissez pas et il y a des journées où on se demande si vous voulez seulement nous connaître. On peut commencer dès maintenant. Le parti gouvernemental, il est ici. Qu'il vienne nous voir, qu'il prenne contact avec l'ACFO et qu'à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada, on commence enfin à développer des rapports peut-être plus sains qu'on ne l'a fait jusqu'ici, pour toutes sortes de bonnes raisons. Vous en avez des bonnes raisons, nous aussi, on a eu des bonnes raisons d'être parfois des belligérants à l'intérieur du Canada. On veut que ça cesse et, que vous soyez à l'intérieur du Canada ou non, on veut établir avec vous des relations les plus cordiales et les plus fructueuses possible. Et ça peut commencer dès maintenant, par toutes sortes d'échanges, peut-être plus directs, entre le gouvernement du Québec et la communauté franco-ontarienne.

Le Président (M. Michel Bélanger): Pour une dernière intervention dans cette présentation, une représentante du parti de l'Opposition officielle, Mme Harel.

Mme Harel: Alors, je veux vous remercier, au nom de mes collègues qui n'auront pas l'occasion de vous le dire. Et, je veux vous le dire très chaleureusement, vous remercier d'être venus nous rencontrer. En lisant votre mémoire, je me suis dit: Le temps des lamentations est fini. Et l'aspect le plus vivant de l'approche, c'est que vous nous dites que vous n'êtes pas une minorité perdante. Vous menez des luttes, vous en gagnez quelques-unes, vous ne les gagnez pas toutes, mais vous allez continuer à en mener. Et, ce que vous nous dites, surtout à la page 6 de votre mémoire, c'est que vous avez un préjugé favorable à l'égard du Québec, quelle que soit la décision que le Québec prendra mais que votre patrie, c'est l'Ontario. Et ça, vous le dites clairement. Et sur cette base-là, vous n'en voulez pas aux Québécois s'ils décident de faire de leur patrie du Québec un pays. En fait, est-ce que je vais au-delà de ce que vous nous dites dans votre mémoire?

M. Saint-Jean: Moi, je suis d'accord avec vous.

Mme Harel: En fait, c'est assez passionnant parce qu'en fait... Est-ce que le président veut ajouter un mot?

Le Président (M. Michel Bélanger): Pardon? Vouliez-vous ajouter quelque chose, M. Tanguay?

M. Tanguay (Jean): L'Ontario français vous aime.

Mme Harel: Et vous souhaitez que ce soit réciproque. Non pas par devoir de solidarité, condescendance ou quoi que ce soit. Que ce soit réciproque parce qu'on restera, malgré tout, des compatriotes canadiens-français pour ceux d'entre vous qui en sont d'origine, même si nous choisissons de devenir des citoyens québécois à part entière. Et, sur cette base-là, vous dites c'est votre intérêt. C'est ce que vous venez de nous dire. Nous sommes des alliés mais nous pouvons être des partenaires. Et vous auriez intérêt à, non plus nous voir comme une minorité en voie d'extinction, mais comme des gens qui sont là pour y rester, qui font des affaires aussi, toutes sortes d'affaires, culturelles comme économiques, et vous devriez nous prendre comme partenaires privilégiés. Est-ce que c'est ça qu'il faut comprendre?

M. Tanguay (Jean): Alors, si vous me permettez, j'ai dit tout à l'heure que l'Ontario français vous aime mais l'Ontario français aime sa province aussi.

Mme Harel: C'est ça. Oui, oui, je vous comprends parfaitement. À ce moment-là, vous ne doutez pas de votre vitalité, vous ne doutez pas de votre capacité de continuer à vous affirmer, même dans la perspective que le Québec décide de choisir sa souveraineté. Vous dites que vous êtes confiants en vous-mêmes.

Mme Michaud: Mais je pense exactement. Je pense qu'on est très confiants. Je veux dire, quand on regarde les acquis qu'on a, on n'est pas une minorité. Par rapport à quoi? Au nombre. Une minorité par rapport à... Je regarde la qualité qui existe chez nous, la quantité. On a nos institutions au niveau économique, au niveau de l'éducation, au niveau de la santé, la loi 8, on peut se faire servir en français dans tous les ministères provinciaux avec la loi 8 en Ontario. Donc, minorité par rapport au nombre, peut-être; la qualité, elle est là définitivement.

Mme Harel: Il existe entre le Québec et la France, un Office franco-québécois qui permet des échanges de coopération, qui permet des relations plus intimes entre les personnes. Ça s'adresse en particulier aux jeunes qui ont moins de 35 ans. Pensez-vous que le Québec, par exemple un Québec souverain, pourrait envisager une sorte d'office dans nos relations, disons, franco-franço là, je ne sais pas comment il pourrait s'appeler, mais qui permettrait ce genre de coopération, d'échange d'enseignants, d'étudiants et de stagiaires?

M. Lécuyer (André): Je crois que ça serait absolument essentiel pour toutes les couches de la société, aussi bien les aînés que les plus jeunes. Et, de la part d'un aîné et président d'une fédération d'aînés, je crois que ce serait essentiel que le Québec et les Franco-Ontariens puissent en arriver à un dialogue, à se parler d'une façon régulière et non pas seulement quand il y a des crises.

Mme Harel: Vous nous avez été présenté comme venant de Sault-Sainte-Marie.

M. Lécuyer: Pas moi.

Mme Harel: Non. Ah bon! Je m'excuse.

M. Lécuyer: J'ai passé par là. J'y ai laissé quelques sous.

Mme Harel: Est-ce que j'avais bien compris quand le maire de Sault-Sainte-Marie se justifiait du fait que c'était injuste si tant est qu'il introduisait là le bilinguisme dans sa langue pour ses concitoyens d'origine italienne qui étaient plus nombreux que ceux d'origine canadienne-française. Et, ça m'a amené à me poser la question du multiculturalisme. Comment vous analysez cette question du multiculturalisme, quel effet a-t-il eu par exemple sur la communauté franco-ontarienne? Le fait que le bilinguisme et le biculturalisme recommandés par Laurendeau-Dunton n'aient pas été retenus mais qu'à la place du biculturalisme il ait été introduit le multiculturalisme, quel impact ça a et est-ce que vous envisagez que ça peut avoir une portée négative pour l'avenir immédiat?

Le Président (M. Michel Bélanger): Ce sera la dernière réponse de cette présentation.

M. Lécuyer: Je crois que cet aspect-là est plus dangereux pour les anglophones de Toronto qu'il ne l'est pour les francophones.

M. Saint-Jean: Je pense aussi que le biculturalisme se vit différemment dépendamment de l'endroit où on le vit. Vous savez, Sault-Sainte-Marie c'est un peu l'antithèse du Lac-Saint-Jean au Québec. Est-ce qu'on se pose la question à savoir comment les anglophones vivent en anglais à Roberval? C'est un peu la même chose que de se demander comment les francophones vivent en français à Sault-Sainte-Marie. Effectivement, le multiculturalisme et toute la dynamique multiculturelle de Sault-Sainte-Marie a un impact très grand sur la crise linguistique. C'est évident parce que, pour les anglophones de Sault-Sainte-Marie, les francophones ne représentaient qu'un groupe ethnique parmi tant d'autres et un des plus minoritaires, évidemment.

Mme Harel: M. le Président, je suis certaine

que vous souhaitiez également avoir un petit peu plus d'explications sur la réponse apportée, à l'effet que c'était plutôt les anglophones de Toronto qui allaient souffrir du multiculturalisme...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je regrette de vous décevoir. Ça me paraissait absolument clair, vu...

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): J'avais compris que, comme il y a beaucoup plus de minorités ethniques maintenant à Toronto qu'il y en avait autrefois, donc, il y a une diminution rapide de la prépondérance anglo-saxonne, alors que dans les régions à majorité française, ce n'est pas le multiculturalisme qui est plus dangereux ou plus pressant que la présence des groupes anglophones auparavant. C'est peut-être parce que je connais un peu l'Ontario que ça m'avait paru évident...

Des voix: Ha, ha, ha!

Une voix: M. le Président...

Le Président (M. Michel Bélanger): L'heure m'avait peut-être aidé également, madame.

M. Lécuyer: M. le Président, ayant vécu 19 ans à Toronto, je puis vous assurer que c'est le fait.

Le Président (M. Michel Bélanger): On est d'accord tous les deux. Alors, il nous reste à vous remercier, représentants de l'Association canadienne-française de l'Ontario, M. Lécuyer, M. Gilbert, Mme Michaud, Mme Fortier, M. Saint-Jean et M. Tanguay, le président, d'avoir eu la bonne idée d'envoyer un mémoire à notre Commission et d'avoir accepté notre invitation de venir témoigner et de répondre à toutes les questions qui vous ont été posées. Merci.

La séance est maintenant suspendue. Nous reprenons à 19 h 30 avec l'Université du Québec.

(Suspension de la séance à 18 h 20)

(Reprise à 19 h 37)

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous reprenons nos travaux en recevant, ce soir, l'Université du Québec. M. Hamel, si vous voulez bien d'abord présenter vos collègues et ensuite prendre la période de 10 minutes prévue pour une séance d'au plus une heure, pour faire le résumé de votre mémoire. La parole est à vous.

Université du Québec

M. Hamel (Claude): Merci, M. le Président. À ma gauche, à l'extrémité de la table, M. Alain Soucy, directeur général de l'une de nos constituantes du réseau de l'Université du Québec, à savoir l'Institut national de la recherche scientifique. À ma gauche immédiate, M. Guy Massicotte qui est vice-président à la planification, au siège social du réseau; et, à ma droite, M. Jacques Parent, qui est recteur de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

L'Université du Québec remercie la Commission de lui permettre d'exprimer son avis sur ce qu'elle considère comme des enjeux majeurs pour l'avenir du Québec. Certes, sa mission ne l'habilite pas à prendre parti sur des problèmes proprement constitutionnels, mais l'Université est trop intimement impliquée dans la vie culturelle, économique et sociale du Québec, pour rester à l'écart d'un débat qui met en cause l'avenir global de la société qu'elle dessert.

Notre mémoire affirme la nécessité pour le Québec d'exercer une juridiction pleine et entière sur l'enseignement supérieur, y compris le financement de base et le financement de la recherche. Le caractère distinct de la société québécoise et le rôle que les universités sont appelées à jouer pour soutenir le développement économique, social et culturel, notamment dans sa dimension territoriale, justifie, à notre avis, cette orientation.

Le Québec constitue une société distincte et ce caractère distinct du Québec s'exprime principalement dans son identité culturelle dont le système d'éducation est un garant indispensable. C'est d'ailleurs ce qui a amené le Québec à exercer jalousement sa juridiction sur l'éducation en général et l'enseignement supérieur en particulier. Le Québec a toujours résisté aux empiètements du gouvernement fédéral sur les universités. Celui-ci a réussi, malgré tout, à instituer des modes d'intervention qui perturbent le développement des universités québécoises et qui privent le gouvernement québécois de moyens de mieux coordonner le développement des universités avec celui de la société.

Par ailleurs, les institutions éducatives, et notamment les universités, sont devenues des instruments essentiels de promotion individuelle et collective. Pour répondre aux exigences de l'heure, elles doivent avoir les moyens de se développer, de s'acquitter correctement de leurs tâches, autant par l'envergure du déploiement de leurs ressources que par la qualité et la pertinence de leurs activités.

On ne peut concevoir une société développée qui ne s'appuie pas sur le potentiel universitaire et ce, tout aussi bien dans la perspective du développement culturel et de la formation fondamentale que dans celle d'un soutien plus immédiat au développement économique et social du milieu.

Dans la mesure où l'État souhaite répondre aux attentes de la population en matière de développement économique, social et culturel, il ne peut négliger le levier que constitue le système de formation, et notamment l'enseignement postsecondaire où s'effectuent la formation et la recherche de pointe. La volonté du gouvernement fédéral de s'immiscer dans ce domaine de juridiction le montre bien, alors qu'il appartient au gouvernement du Québec d'être le premier maître d'oeuvre du développement de l'éducation et de la culture et, d'une façon générale, du soutien au développement du milieu. Notre mémoire montre à quel point la double juridiction à laquelle est assujettie l'université constitue une source d'iniquité pour le Québec, mais surtout des entraves majeures à une pleine utilisation du potentiel que représente l'enseignement supérieur pour le développement du Québec. Par exemple, la volonté du gouvernement fédéral d'établir des objectifs nationaux pour l'enseignement postsecondaire afin de justifier sa présence dans le financement de base des collèges et des universités soulève des questions de fond quant aux juridictions respectives des deux paliers de gouvernement.

De plus, sa décision unilatérale de réduire progressivement les paiements de transfert aux provinces est inquiétante et provoque des incohérences, comme on l'a vu encore au printemps dernier. Le gouvernement fédéral préfère affecter ses fonds du côté du financement de la recherche universitaire où il peut contrôler les orientations et les priorités dans le cadre de stratégies nationales. C'est ce qu'il a fait au cours des dernières années, autant par des mesures fiscales que par des programmes spécifiques du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie, de l'Agence canadienne de développement international et du Conseil national de recherche du Canada. Le réseau des centres d'excellence, les subventions thématiques ou celles dites de contrepartie, les programmes de transfert technologique du Conseil national de recherche sont autant d'exemples de l'intérêt du gouvernement canadien pour le développement des activités scientifiques des universités, en liaison avec les priorités de développement du Canada. Tout indique, en outre, que ce sont là des stratégies de développement appelées à prendre de plus en plus d'importance dans l'avenir. Le Québec essaie de s'adapter à ces nouvelles exigences. D'une part, il a mis sur pied ses propres organismes qui apportent leur soutien à la recherche et aux chercheurs universitaires. Ces organismes doivent tenir compte de l'existence des organismes fédéraux et tentent, tant bien que mal, d'intervenir en complémentarité avec eux. Le Québec a aussi adopté des incitations fiscales à investir dans la recherche universitaire. Dans certains domaines – l'informatique et la mise en valeur de la biomasse, notamment – le gouvernement a créé des entre-

prises de recherche qui favorisent les interactions entre les besoins de l'industrie et la recherche universitaire.

À une époque où la recherche constitue un facteur stratégique pour le développement des collectivités, force est de constater cependant que le Québec en général, et les universités en particulier, n'obtiennent pas leur part des fonds fédéraux octroyés à la recherche, que le Québec n'a pas les ressources dont il aurait besoin pour soutenir adéquatement le développement scientifique et technologique de la société, et que la double juridiction amoindrit l'impact des investissements et divise les forces par la concurrence de priorités trop nombreuses et mal coordonnées.

Au-delà des questions d'équité, au demeurant importantes, il y a une question de capacité pour le Québec de soutenir son développement, ainsi qu'une question d'efficacité dans l'utilisation des fonds publics. En effet, si l'on veut assurer un rendement optimal et minimiser les incohérences des interventions publiques, il est nécessaire qu'il n'y ait qu'un seul maître d'oeuvre sur un territoire donné, que les agents de développement – individus, entreprises, organismes socio-communautaires, collectivités territoriales – aient un interlocuteur gouvernemental privilégié, et que celui-ci soit leur porte-parole officiel auprès des organismes supranationaux, canadiens ou internationaux.

Le Québec devrait lui-même, à son tour, accentuer les processus de décentralisation en faveur des institutions locales et régionales, de façon à libérer les énergies latentes du milieu et stimuler l'esprit d'entreprise. Les acteurs du milieu cesseront de transiger avec deux gouvernements, souvent en désaccord, et forts de pouvoirs accrus, travailleront en harmonie avec le maître d'oeuvre de la politique territoriale.

L'élimination de la double juridiction dans le domaine de l'enseignement postsecondaire favorisera le développement, non seulement en créant une unité de direction, mais en favorisant la décentralisation, du reste essentielle, à toute stratégie fondée sur la synergie des intervenants socio-économiques et socioculturels, et s'appuyant sur la contribution des institutions éducatives et scientifiques au plan local et régional.

Nous croyons qu'il existe une identité québécoise qui marque le milieu de la recherche, comme celui des autres domaines d'activité. La culture propre des Québécois, et pour la majorité d'entre eux la langue, mais pas seulement la langue, crée une contrainte certaine dans un processus d'évaluation largement dominé par des chercheurs anglo-canadiens. Plus le Québec affirme son identité, plus l'écart se creuse avec le reste du Canada, plus la communauté québécoise de recherche se voit confrontée à un dilemme. Ou les chercheurs renoncent à leur identité pour mieux s'intégrer au système dominant, ou ils s'exposent à une certaine forme de marginalité qui se traduit par l'exclusion volon-

taire des concours ou des résultats décevants. En examinant la question du partage des responsabilités entre le gouvernement canadien et celui du Québec, la Commission devrait être très attentive à cet effet du système d'attribution des fonds de recherche sur le développement des universités et sur les opportunités individuelles et collectives qui en découlent pour les Québécois, d'autant plus que le Québec dispose maintenant de l'expertise et de l'infrastructure nécessaires pour allouer équitablement et efficacement des fonds de recherche aux universités.

Finalement, notre mémoire plaide en faveur de l'adoption d'une véritable politique de développement scientifique et technologique ouverte sur le monde extérieur et s'appuyant sur la collaboration des acteurs socio-économiques et socioculturels, dont les institutions éducatives. Politique qui devrait caractériser le Québec de demain quels que soient les arrangements constitutionnels auxquels on parviendra. L'Université du Québec, institution publique créée par le gouvernement il y a plus de 20 ans pour soutenir le développement social dans le contexte de la modernisation des institutions dont les années 1960 furent un temps fort, constituée de 11 établissements répartis sur tout le territoire québécois, représente l'un des instruments privilégiés dont dispose le Québec pour réaliser une telle politique. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Hamel. Nous commençons par des questions d'un représentant du parti formant le gouvernement. M. Rémillard.

M. Rémillard: M. Hamel, messieurs, il me fait plaisir tout d'abord de vous souhaiter la bienvenue à la Commission et de vous remercier d'accepter de venir témoigner devant nous. Vous me permettez aussi de rendre un hommage au travail que vous faites et à ceux qui, à tous les niveaux, travaillent à l'Université du Québec dans toutes ses composantes. Nous venons de terminer une tournée régionale partout au Québec. Nous avons rencontré des gens de l'Université du Québec et nous avons pu constater la vigueur du travail qui se fait dans nos régions au niveau universitaire par le travail de l'Université du Québec, et je tiens à le souligner. Vous soulignez dans votre mémoire le problème des chevauchements de juridiction. C'est de grande actualité parce que, aujourd'hui, on a discuté le domaine de la santé. On peut faire les comparaisons très facilement dans le domaine de la santé, domaine de l'éducation, des domaines qui sont laissés à la juridiction des provinces selon la Constitution canadienne, mais ça fait 30 ans qu'on réclame d'avoir une pleine juridiction dans ces domaines puisque nous sommes à même de constater les besoins de notre population et nous sommes capables, donc, d'apporter des

correctifs ou des programmes, des politiques pour satisfaire ces besoins.

Vous soulignez donc les problèmes que causent ces dédoublements de juridiction. Mais on se souvient que, dans le domaine même des universités, c'est un domaine particulier parce que dans les années cinquante, à la fin des années cinquante, il y eut le fameux débat sur les subventions aux universités, où, fait rare dans son histoire politique, M. Trudeau était du côté de M. Duplessis, se battant avec lui contre les subventions d'Ottawa aux universités. Et M. Dion était en faveur des subventions aux universités. C'était une autre époque, les choses évoluent. C'est comme ça.

Mais j'aimerais vous poser la question suivante: On dit, évidemment on est conscients, qu'on n'a pas la part qu'on devrait avoir en ce qui regarde la recherche scientifique, les contrats de recherche. Et on a fait beaucoup, comme gouvernement, pour essayer d'avoir ces contrats de recherche qui viennent d'Ottawa, des différents organismes d'Ottawa. Mais la réponse qu'on se fait donner, quelquefois, c'est que nos chercheurs, nos universitaires, ne sont pas assez agressifs; qu'ils ne sollicitent pas assez ces recherches par des projets de recherche. Comment réagissez-vous à cette réaction d'Ottawa?

M. Hamel: Écoutez, avant de répondre à cette question, peut-être, si vous me le permettez, un commentaire sur la première partie de votre intervention, lorsque vous avez fait référence au parallèle avec la santé. Dans l'exposé que je viens de faire, je faisais allusion à une difficulté que nous avons connue, reliée au problème de la double juridiction le printemps dernier. Au moment où, au Québec, on a décidé, pour améliorer le financement des universités, d'augmenter les frais de scolarité — et on sait à quel point ce débat a été difficile — au même moment, le gouvernement fédéral réduisait le financement de l'enseignement postsecondaire, de façon unilatérale, dans le cadre du financement des programmes établis. Et lorsqu'on calculait approximativement la partie qui pourrait être attribuée aux universités dans cette coupure de 220 000 000 \$, on arrivait à un montant à peu près équivalent aux revenus additionnels que nous amenait la hausse des frais de scolarité. Alors, il apparaissait là, de façon évidente, qu'il y avait contradiction.

Pour revenir, M. le ministre, à votre question sur la recherche. Je pense qu'il fut un temps, il y a un certain nombre d'années, où, effectivement, nos professeurs, et possiblement pour des raisons culturelles auxquelles on faisait référence tout à l'heure, nos professeurs étaient moins enclins à soumettre des demandes de financement auprès des organismes fédéraux et préféraient se tourner vers des organismes provinciaux tel notre fonds pour la formation de chercheurs et d'aide à la recherche, le fonds

FCAR. Mais je pense qu'aujourd'hui la proportion de notre corps professoral qui soumet des demandes de subvention de recherche auprès des organismes fédéraux est une proportion sans doute à peu près semblable à celle des autres universités canadiennes.

Il faut avoir à la mémoire, par ailleurs, que la structure de notre enseignement postsecondaire au Québec est très différente de celle des autres provinces canadiennes parce que notre premier cycle universitaire au Québec n'a que trois ans, à cause de la présence des collèges d'enseignement général et professionnel alors que, dans les autres provinces, le premier cycle est d'une durée de quatre ans; ce qui entraîne une population étudiante plus grande dans les universités des autres provinces et un nombre de professeurs plus élevé également. Cet élément-là joue dans la problématique.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Dauphin.

M. Dauphin: Oui, M. le Président. Alors, bonsoir, messieurs. J'aimerais vous situer à la page 11 de votre mémoire, lorsque vous parlez du phénomène de la mondialisation et que vous faites référence au niveau des subventions à la recherche en provenance d'organismes supranationaux. D'ailleurs, vous nous donnez comme exemple l'Europe qui offre effectivement des exemples pertinents de collaboration internationale pour soutenir les priorités de la communauté. J'aimerais ça que vous puissiez nous préciser cet aspect de votre mémoire, tout en nous indiquant, si possible, les moyens à prendre pour permettre au Québec de s'inscrire dans ce courant.

M. Massicotte (Guy): Oui, M. le Président. En fait, ce qu'on veut dire par là, c'est qu'on ne voudrait pas que, parce que le Québec serait maître d'œuvre ou aurait la seule juridiction sur l'enseignement supérieur, que ça interdise à nos chercheurs de participer à des programmes de recherche, soit canadiens dans un nouveau contexte, soit internationaux. On ne voudrait pas non plus que ça interdise au Québec – ce qui serait vraiment très déplorable – de s'associer à d'autres pays ou à des organismes internationaux pour mettre en place des grands programmes de recherche qui correspondraient à nos intérêts de société.

Mais, ce qu'on dit, c'est que le gouvernement du Québec devrait être l'interlocuteur des institutions de recherche face à ces programmes-là, de façon à s'assurer que ce sont réellement des programmes qui répondent à nos priorités, qui tiennent compte de nos priorités et dans lesquels nos chercheurs ont une chance raisonnable, peuvent concurrencer d'une façon acceptable par rapport à des chercheurs américains ou d'autres pays.

M. Dauphin: Si vous me le permettez, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Allez.

M. Dauphin: Comment se fait-il que ces organismes "supranationaux" là, entre guillemets, puissent réussir à tenir compte des intérêts de leurs membres, alors que le fédéral, actuellement, ne semble pas tenir compte des particularités du Québec?

M. Massicotte: Parce que ces programmes-là sont définis par des organismes... Prenons le cas, par exemple, de la Communauté européenne. C'est certain que la structure de pouvoirs à l'intérieur de la Communauté européenne permet aux pays, évidemment, par le biais de leurs représentants, d'avoir un mot important à dire dans la définition des programmes et aussi, bien entendu, dans l'identification des priorités. Alors qu'au Québec les programmes de financement sont élaborés unilatéralement par le gouvernement fédéral; le gouvernement du Québec n'a à peu près rien à dire ni dans la facture des programmes, ni dans les priorités qui sont retenues.

M. Dauphin: La même logique, si vous me permettez, M. le Président, doit s'appliquer quand vous dites, à un certain moment donné, que les subventions du fédéral à la recherche basée sur des priorités dites nationales ne vont pas nécessairement dans l'intérêt du Québec et pas nécessairement à cause de la langue. Quels sont les autres facteurs qui n'iraient pas nécessairement dans nos intérêts?

M. Massicotte: En fait, encore une fois, je pense qu'il y a toujours une zone de compromis. Si on accepte de participer dans un programme supranational, il faut s'attendre à ce que tout le programme ne coïncide pas parfaitement avec nos objectifs. Ça, c'est bien entendu, mais on serait en droit de s'attendre d'avoir un mot à dire, de façon à ce qu'au moins, jusqu'à un certain point, les programmes tiennent compte de nos priorités; alors qu'à l'heure actuelle les programmes fédéraux sont au service de la réalité pancanadienne et ne tiennent pas compte, évidemment, des intérêts qui peuvent être propres à chacune des régions du pays; alors qu'un véritable programme supranational qui ressemblerait à ce qu'on peut trouver, par exemple, à l'échelle européenne tiendrait davantage compte, serait plus la somme des intérêts des États membres ou des sociétés membres. En fait, des sociétés qui supportent le programme.

M. Dauphin: Merci beaucoup.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons à la représentante du parti formant

l'Opposition officielle, Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Bonsoir M. le président, messieurs. Je dois vous dire que j'apprécie à sa juste valeur, soyez-en assurés, que vous ayez choisi de venir témoigner devant nous. Je ne pouvais pas faire autrement que l'apprécier.

Je me réfère à une ligne de votre mémoire, en page 6, où vous dites: "Les universités ont besoin de ressources adéquates et d'une large autonomie pour oeuvrer au développement des connaissances et de former des citoyens disponibles au changement". Et ça m'amenait à la réflexion suivante: Si on reconnaît dans nos civilisations la nécessité de donner aux universités plus d'autonomie et qu'on reconnaît également la liberté académique, c'est pour que, précisément, les universités et les universitaires puissent s'impliquer dans des débats litigieux. Et je le dis, j'apprécie votre présence et je déplore que nos grandes universités, dites à charte publique, n'aient pas choisi aussi d'en faire autant. À présent, vous êtes là.

Vous faites une critique extrêmement serrée des coûts et des effets particulièrement pernicieux de la double juridiction. Comme vous n'avez pas lu tout votre mémoire, je me permets d'en relever quelques-uns qui sont assez sévères, mais en même temps assez justes. Vous dites: Le fédéral, qui a décidé de réduire ses paiements de transfert, parce qu'ils sont octroyés sans conditions aux provinces, donc au Québec, a investi davantage dans la recherche parce que là, il oriente la recherche. Et en orientant la recherche, il oriente les priorités, il oriente aussi un peu, beaucoup, les universités. Et vous dites également que les priorités canadiennes sont établies sans négociation avec le Québec et les provinces, évidemment, et les préoccupations de développement régional sont absentes. Et vous parlez de création d'équipes de recherche à l'échelle pancanadienne, qui viennent disperser les énergies de nos meilleurs chercheurs. Évidemment, vous en avez d'autres et je dirais, des meilleures. Mais vous nous dites, entre autres, que cette double juridiction amoindrit les impacts, divise les forces par le fait qu'il y a des priorités qui sont trop nombreuses et mal coordonnées. (20 heures)

Et à la page 12 de votre mémoire, vous allez loin puisque vous dites: des structures politico-fédérales biaisées. Pourriez-vous nous expliquer un peu les effets de structures politico-fédérales biaisées, les effets sur les secteurs de la recherche? Et également, ce que ça peut représenter, le sous-financement de la recherche dans nos universités québécoises, c'est-à-dire la part relative qu'on devrait obtenir en matière de subventions à la recherche du fédéral?

M. Hamel: Ce à quoi on faisait plus par-

ticulièrement allusion, c'est toujours dans le domaine de la recherche, c'est ce que montrent la plupart des statistiques à l'effet que l'Ontario a été largement favorisée non seulement au plan du financement et de la recherche, sous forme de subventions directes, mais aussi en termes d'implantation de structures de recherche. Je pense aux laboratoires, aux centres de recherche fédéraux qui ont eu tendance, peut-être parce que, la capitale nationale était située en Ontario, de s'implanter en Ontario plutôt qu'au Québec. Et ce n'est que très récemment que nous avons eu droit, au Québec, à quelques implantations qu'il faut bien reconnaître, dont l'une majeure dans la région de Rimouski, qui est l'Institut Maurice-Lamontagne, dans le domaine de l'océanographie, qui, pour une fois, constitue une infrastructure qui vient très bien compléter un secteur de pointe que nous avons développé dans notre constituante de Rimouski.

Mme Blackburn: Vous plaidez en faveur du Québec pour qu'il ait toutes les marges de manoeuvre pour investir dans les universités et établir ses choix et ses priorités. Vous rappelez l'importance de la formation comme levier, comme facteur de développement économique et, en même temps, ce qui est extrêmement important et intéressant – moi, je suis d'une région – l'importance des constituantes de l'Université du Québec en régions, au regard du développement social et économique. Vous dites: Le Québec devrait avoir les pleins pouvoirs. Parce que la capacité de développer repose sur les pouvoirs qu'on vous donne, évidemment, sur les budgets que vous y accordez. Et vous parlez, en page 6, de pouvoirs sur l'environnement, la santé, l'éducation, l'enseignement supérieur, les sciences, la culture, l'aménagement du territoire. Et vous plaidez en faveur d'une décentralisation. Vous dites: C'est bien que le Québec ait ça, on souhaiterait, quand vous établirez vos priorités, être consultés. On est heureux et capable d'être un partenaire judicieux et efficace. Et vous plaidez en faveur de la régionalisation. D'ailleurs les régionaux sont venus largement plaider aussi en faveur d'une décentralisation des pouvoirs. Et vous êtes, dans leur esprit, très associés à l'établissement des priorités. Est-ce que vous estimez que les régions ont effectivement le dynamisme, la capacité de prendre en main un certain nombre de secteurs d'activité, c'est-à-dire au plan des responsabilités, et évidemment des budgets pour les gérer? Et est-ce que vous avez idée de la structure qui pourrait apporter cette décentralisation?

M. Hamel: Nous avons fait allusion à différents domaines, à titre d'illustration, sans vouloir aller en profondeur dans ça. Parce que, ce que nous avons à l'esprit, en parlant de régionalisation, de décentralisation, c'est toujours le domaine qui nous intéresse... celui de l'ensei-

nement postsecondaire, celui de la recherche. Ce que nous voulons dire c'est qu'il est, à notre avis, tout à fait possible et tout à fait souhaitable de développer en régions de la recherche, de la recherche de pointe et de la recherche qui contribue au développement économique, développement social de ces régions. C'est ce que nous voulons dire et nous savons bien qu'il y a un débat à ce sujet-là, même à l'intérieur du Québec. Et on entend souvent des reproches à l'effet qu'on veut concentrer, dans la grande région de Montréal tout ce que le Québec fait en recherche de pointe, en recherche technologique surtout. Et nous avons, nous en particulier de l'Université du Québec dans nos constituantes en régions, déjà à ce jour, fait la preuve qu'il est possible de développer en régions des activités de recherche de haute qualité, de se donner des créneaux particuliers dans lesquels nous atteignons un niveau d'excellence remarquable. Je ne voudrais pas, là, alourdir sur ça, mais on pourrait multiplier les exemples dans le secteur des pâtes et papiers à Trois-Rivières, dans le secteur de l'océanographie à Rimouski, etc.

Mme Blackburn: Et, est-ce que vous n'allez pas jusqu'à l'idée d'une décentralisation? Vous avez parlé de décentralisation, mais vous n'avez pas identifié quelles structures pourraient, dans les régions, être porteuses de cette décentralisation.

M. Hamel: Non, nous n'avons pas identifié.

Mme Blackburn: Non. Bien...

M. Hamel: Pour nous, l'Université du Québec, l'infrastructure elle est là: Ce sont nos constituantes.

Mme Blackburn: C'est l'Université. Mais pour la décentralisation. Parce que je vous le rappelle, en page 6 de votre mémoire, vous parlez d'une série de pouvoirs qui devraient être normalement décentralisés. Je vous les donne. C'est ça. Vous aviez environnement, santé, éducation. Mais pour vous, vous n'avez pas davantage élaboré.

M. Massicotte: En fait, Mme Blackburn, dans notre mémoire, vous avez sûrement remarqué qu'il y avait un projet de société qui est en filigrane derrière ça, où on place la recherche scientifique; la formation des personnes, on la voit dans une position centrale par rapport à un certain nombre d'autres aspects de la vie économique, sociale, culturelle. On pense que le Québec devrait axer son développement sur le développement de ses ressources humaines, le développement des connaissances, dans une perspective régionale, c'est-à-dire en essayant de développer au maximum tout le potentiel québécois,

non pas seulement le potentiel des grandes villes, de Montréal, ou de Québec, mais le potentiel de toutes nos régions. Et c'est pour ça qu'on est amené à parler de décentralisation, évidemment sans aller jusqu'à proposer des modèles ou des formules. Mais on se dit que ce qui serait intéressant pour l'avenir du Québec, c'est une philosophie de développement axée sur les ressources humaines, sur les connaissances, et qui tire le maximum de l'ensemble du potentiel québécois, et non seulement des grands centres.

Mme Blackburn: Bien. Une des craintes, ici...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Parent voudrait peut-être ajouter quelque chose, en réponse.

M. Parent (Jacques): Si vous me permettez, en tant que recteur d'un établissement situé en région, au Coeur du Québec, vous comprendrez que la question de Mme Blackburn m'intéresse au plus haut point. J'aimerais peut-être profiter de l'occasion pour me permettre certaines illustrations très concrètes du comment on vit ces choses-là dans une région. Et comme M. le Président l'a souligné tout à l'heure, ce qui est intéressant, je pense, et fort utile, c'est que l'Université du Québec, par le biais de ses constituantes, a des caractéristiques dans chacune des régions. Prenons l'exemple de Trois-Rivières - parce que je le connais mieux mais je pourrais aussi parler des autres constituantes - il y a le domaine des pâtes et papiers. Il n'y a rien de plus naturel, évidemment, compte tenu de la région. Votre question, Mme Blackburn, c'est de savoir: Est-ce que nous avons la capacité portante, la masse critique pour être en mesure de rencontrer les responsabilités que ça peut exiger, cette décentralisation? Parce que c'est l'élément très important. Vous savez que dans cette université, il y a une programmation verticale complète, au premier cycle, avec le génie chimique papetier, une maîtrise en pâtes et papiers et sciences des pâtes et papiers, et nous venons de lancer, la semaine dernière, le premier doctorat totalement centré sur la thématique des pâtes et papiers. Donc, formation complète. C'est unique au Québec et probablement au Canada. Tout cela accompagné d'un centre de recherche dans le domaine et partenaire du réseau d'excellence dans le domaine des pâtes et papiers pour l'ensemble du Canada. Alors, vous voyez, il y a là, donc, une capacité portante. Je crois que ce qui est important, à ce moment-ci - et c'est ça qu'on veut laisser voir par notre document - c'est d'être en mesure de stimuler l'entreprise, l'esprit d'entreprise, et d'aller au maximum, de rentabiliser au maximum ces grandes possibilités que la plupart des régions du Québec présentent.

Mme Blackburn: Question, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Une petite, madame.

Mme Blackburn: Une des peurs qui a été souvent évoquée ici, c'est que, dans l'hypothèse d'un Québec souverain, on s'isole. Il y en a même qui prétendent qu'il faudrait conserver les grands organismes subventionnaires canadiens dans un Québec indépendant. J'ai encore beaucoup de difficulté à comprendre comment on générerait ça, mais ça, c'est une autre question. Vous, vous avancez, en page 11 – et M. Dauphin l'a posé tout à l'heure – qu'il est possible, et ça existe, par ailleurs, ces possibilités qui sont offertes aux équipes de recherche performantes de participer à des équipes de recherche qui sont à l'extérieur de leur pays, et vous citez l'exemple. Est-ce que vous avez, dans vos universités, des exemples illustrant cette capacité des universités du Québec et de leurs constituantes, de collaborer à des équipes de recherche à l'étranger? Moi je sais que j'en connais un.

M. Hamel: Écoutez, madame, les universités, en général, ont une très longue tradition de collaboration et de coopération à l'échelle internationale, dans le domaine de la recherche surtout, mais également au point de vue de l'aide au développement d'autres pays. Et, actuellement, nos chercheurs québécois participent aux réseaux canadiens qui ont été mis sur pied au cours des dernières années. Ce que nous proposons, c'est que, pour le cœur du financement de la recherche, et surtout du financement de la recherche universitaire, le Québec ait les pleins pouvoirs. Mais nous ne proposons pas que les chercheurs du Québec s'isolent, au contraire. Je pense qu'ils voudront toujours participer à des réseaux nationaux et internationaux en recherche, et c'est souhaitable qu'il en soit ainsi pour la qualité de la recherche dans nos universités.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions des membres. M. Nicolet, qui sera suivi de Mme Campbell Steer et de Mme Pagé.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. Je pense que mes questions vont surtout porter sur un des sujets auxquels M. Massicotte tout à l'heure se référait comme projet de société en filigrane dans votre document.

Je me réfère à la page 4 du texte, où vous vous référez aux entités locales etc. Les MRC, les régions, sont au cœur, avec les entreprises, les organismes des milieux, de la nouvelle politique québécoise de développement régional. Donc, vous débordez des préoccupations étroitement universitaires auxquelles vous vous êtes référé précédemment dans votre exposé.

Et ma question est à l'effet de savoir si, quand vous vous référez à des politiques de

développement régional, vous parlez de politiques émanant du gouvernement québécois, ou si vous vous référez plutôt à la pratique qui se développe progressivement de façon très empirique, en symbiose entre les milieux, les structures plus ou moins organisées, organismes de concertation, municipalités, etc.

M. Massicotte: Ce que nous visons, c'est ce que vous venez de dire, c'est-à-dire qu'évidemment notre conception du développement et particulièrement du développement régional, repose sur la participation pleine et entière des milieux concernés. Nous pensons que l'éducation et particulièrement l'éducation des niveaux supérieurs constituent des instruments. Ce sont des ressources qui vont favoriser la prise en main, par les milieux, de leurs problèmes de façon à les amener à identifier et à mettre en oeuvre des solutions.

Et dans la fin de notre mémoire, nous disons, et c'est notre position, que le fait de ramener un certain nombre de pouvoirs à l'échelle du Québec va favoriser la décentralisation dans les régions. Et nous considérons évidemment que ce doit être fait, et que ça fait partie du projet de société. Et cette décentralisation dans les régions, il ne faut pas la voir comme un transfert de responsabilités à l'intérieur de l'appareil gouvernemental, mais bien un transfert de responsabilités vers des institutions, vers des organismes qui oeuvrent en milieu local et régional.

M. Nicolet: Oui, en fait, vous devancez la deuxième partie de ma question et je vous référerai plus spécifiquement à la page 20 de votre document qui se lit comme suit: "On se prend à rêver de l'impact que pourrait produire, sur le plan régional, une stratégie unifiée de soutien à l'enseignement supérieur et au développement régional". Est-ce que vous pensez que le pont qui doit se faire entre l'enseignement supérieur, etc., doit venir d'une action orientée de la part du gouvernement, ou si c'est quelque chose qu'on doit laisser au milieu de développer, des synergies, sur une base strictement locale et régionale?

M. Massicotte: Écoutez, je vous répondrai, j'ai une vieille, toujours un vieux principe dans la tête, et j'ai souvent vérifié comment il s'applique. Je pense que ça prend les deux. Quand les gouvernements essaient de réaliser des projets, ou d'implanter des choses, et qu'il n'y a pas de soutien, qu'il n'y a pas de répondant à l'échelle locale et régionale, ça ne marche pas. Et bien souvent, quand une initiative est prise par un milieu et qu'il n'y a pas le support des pouvoirs publics, ou qu'il n'y a pas les supports d'une grande entreprise, bien souvent, ça ne marche pas non plus.

(20 h 15)

Les grandes réussites que nous avons eues en matière de développement régional, c'est lorsqu'il y avait association, alliance d'une force locale, d'une impulsion qui venait de la base et qui a été relayée par un appui gouvernemental. Et je pense que l'Université du Québec m'apparaît le meilleur exemple de ça. S'il n'y avait pas eu dans les régions des groupes qui avaient pris en charge les projets de développement universitaire, ça n'aurait pas marché, et s'il n'y avait pas eu non plus le cadre de l'Université du Québec, probablement que ça n'aurait pas marché non plus.

M. Nicolet: Nous avons, au cours de notre tournée, rencontré plusieurs groupes qui remettaient en doute la volonté profonde de certaines instances du gouvernement québécois de décentraliser. Est-ce que vous pensez que, dans un contexte d'évolution du cadre constitutionnel du Québec, l'occasion nous serait offerte de repenser cet équilibre entre centre Québec et régions?

M. Massicotte: Moi, je pense personnellement que le Québec ne peut pas se tirer d'affaire s'il compte uniquement sur Montréal et Québec. Je pense que c'est beaucoup trop étroit comme base. On va se tirer d'affaire comme société si on va chercher tout notre potentiel et tout notre potentiel, évidemment, ça inclut chacune de nos régions en association, en interaction avec les centres, et ça va donc, nécessairement... je pense que le gouvernement n'aura pas le choix. Il va devoir élaborer un projet qui tire le maximum de tout notre potentiel de ressources dans l'ensemble de notre territoire et donc, imaginer les modalités d'interaction entre les différentes parties du territoire et entre les différentes instances qui interviennent au niveau local ou à un palier supérieur.

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant à Mme Campbell Steer.

Mme Campbell Steer: Premièrement, je voulais vous remercier pour la mémoire et votre demande éloquentes que vous faites concernant la baisse de financement fédéral de la recherche et développement, et la nécessité d'augmenter davantage le montant investi par les deux paliers existants du gouvernement à la recherche et au développement, parce que c'est vraiment un domaine qui m'intéresse. Et je voulais aussi discuter avec vous un peu plus en profondeur l'impression que votre mémoire m'a donnée: que le fédéral favorise l'Ontario, et l'impression que l'Université McGill, qui est mon alma mater, était aussi favorisée. C'est à la page 16 que vous avez dit là: "En effet, comme le démontre le mémoire de la CREPUQ, malgré la performance exceptionnelle de McGill, la part des universités québécoises ne s'est pas modifiée depuis 10 ans. Elle s'établit à 20 % des subventions versées par

le CRSNG, alors que l'Ontario ne cesse d'améliorer sa position, en augmentant de 41 % à 43 %."

Moi, je voulais savoir, là, si nous regardons à la page 6 du rapport de la CREPUQ, est-ce que ça ne dit pas que nous avons déjà eu une part peut-être plus haute que la moyenne canadienne dans le domaine biomédical et des sciences humaines, avec l'institut Armand-Frappier, avec le Sheldon Biotechnology Centre qui est à McGill et aussi l'Institut de recherche en biotechnologie? Est-ce que ce n'est pas plutôt l'infrastructure qui nous manque dans le domaine du génie et des sciences naturelles? Quelqu'un m'avait déjà fait allusion que l'Université de Montréal et sa Polytechnique étaient assez nouvelles sur le plan universitaire. Est-ce que c'était moins un geste néfaste que quelque chose qui dupliquait l'infrastructure que nous avons entre nos mains? Je ne sais pas si je m'explique bien, mais c'est ça que je voulais dire. Pourriez-vous me donner des détails sur ça?

M. Hamel: D'abord, nous n'avons pas voulu, dans notre mémoire, reprendre les statistiques que la Conférence des recteurs vous avait présentées. Je pense que la Conférence a fait une description très claire des problématiques qui nous touchent, notamment en recherche, et la référence que vous faites, par exemple, au financement de la recherche par le Conseil de recherche médicale du Canada dans le domaine biomédical est exacte. La performance du Québec, auprès des conseils subventionnaires, pour le financement de la recherche fondamentale, est très bonne dans le domaine biomédical et très bonne en sciences humaines, mais beaucoup moins bonne en sciences naturelles et génie.

Il y a plusieurs raisons pour ça. L'une, c'est que la tradition de recherche dans nos universités québécoises est plus récente dans ces domaines-là. Une autre raison, c'est que dans le domaine des sciences naturelles et génie, la recherche exige des fonds importants qu'au Québec nous n'avons pas toujours, et lorsque nous comparons la situation du Québec avec celle de l'Ontario dans ce domaine-là, les écarts sont considérables et c'est ce qu'indique notre mémoire.

Mme Campbell Steer: Pas à cause de l'infrastructure qui nous manque, c'est plutôt parce que...

M. Hamel: L'infrastructure, nous la donnons progressivement, et nous faisons des progrès significatifs. Mais je dirais que nous sommes en retard dans ce secteur-là, au Québec, et notamment dans les universités francophones du Québec. Nous sommes encore en période de développement. Je n'oserais pas dire en période d'émergence, cette étape-là est passée.

Mme Campbell Steer: Oui.

M. Hamel: Mais nous sommes en période de développement encore. Et ce qui préoccupe fortement, actuellement, plusieurs de nos collègues du milieu universitaire, c'est que, dans l'hypothèse où le gouvernement fédéral pourrait être amené sous peu à restreindre son financement des conseils subventionnaires à l'échelle canadienne, les critères de sélection de ces conseils deviendront de plus en plus élitistes. Et les premières universités touchées par une telle politique pourraient être les universités québécoises francophones. Et, pour nous, c'est une chose très inquiétante.

Mme Campbell Steer: On peut aussi vous demander... Continuez, je ne veux pas vous couper la parole. Qu'est-ce que... C'était juste dans une autre veine. Je vous félicite pour tous les défis régionaux que vous avez déjà réussis. Mais concernant votre désir d'attirer les chercheurs dans les régions, je voulais juste discuter un peu avec vous davantage une analyse que nous avons récemment complétée auprès des entrepreneurs et des chercheurs pour un parc scientifique et de haute technologie de la région. Et quand nous avons parlé avec ces chercheurs-là, en disant: Regardez, qu'est-ce qui vous incite à vous installer ou à commencer des entreprises? Ils ont dit: Premièrement, c'est le financement, on veut avoir l'argent; quelqu'un qui est prêt à nous financer. Deuxièmement, ce que nous voulons avoir, c'est le bassin d'employés qui sont aptes à travailler avec nous aux alentours. Et ils voulaient aussi avoir surtout une communauté de chercheurs avec lesquels ils pourraient travailler.

Je sais que le Québec a déjà mis un plan fiscal très intéressant sur papier et aussi qu'ils ont vraiment créé quelque chose qui, selon moi, est très attirant, le "tax holiday" de deux ans, et aussi nos crédits d'impôt à l'investissement que nous avons déjà. Mais face à une concurrence mondiale pour avoir ces chercheurs-là, pensez-vous que ça va être encore un gros défi d'attirer ces chercheurs dans les régions?

M. Soucy (Alain): Bon, je voudrais peut-être, tout en répondant à votre question, revenir un peu sur le problème des infrastructures que vous avez mentionné.

Mme Campbell Steer: Oui.

M. Soucy: Disons que, si on fait le bilan des résultats des dernières années des universités québécoises, on pourrait dire que les universités québécoises sont très performantes. Elles sont aussi performantes que les autres, toutes choses étant relatives, bien sûr. Tout dépendant de la quantité de demandes qu'on fait par rapport au taux de succès. C'est bien beau parler des chiffres qu'on obtient, mais les taux de succès sont aussi importants. Les taux de succès des

universités québécoises actuellement, sur les programmes, en tout cas, avec les pairs sont très performants, sont aussi performants.

Mme Campbell Steer: Oui.

M. Soucy: On a d'aussi bons chercheurs au Québec, et les capacités de faire de la recherche au Québec sont aussi bonnes qu'ailleurs, qu'en Ontario, que dans le reste du Canada. Et dans certains secteurs, même, on dépasse les succès canadiens.

Mme Campbell Steer: Oui, c'est sûr et certain.

M. Soucy: Disons que le problème n'est pas entièrement là. Il se retrouve plus dans les programmes spéciaux qu'on met sur pied, un peu à la dernière minute souvent, ou les commandes de recherche, qui nous viennent de différents ministères, pour lesquels l'information vient chez nous très tard. Bien souvent c'est ça le problème. Tout le monde le sait d'avance un peu...

Mme Campbell Steer: Oui.

M. Soucy: ...ça circule, et quand on arrive, nous, avec des demandes à l'intérieur de ça, on est déjà pas mal en retard. Bon, ça c'est un mécanisme qui a joué longtemps et qui joue encore. D'où notre faible capacité de se brancher au bon moment sur certains programmes spéciaux qui sont mis un peu à la dernière minute. Il y a également une autre dimension, parce que vous parlez de structure, qu'il faut connaître au Québec. Il n'y a pas de très grandes entreprises au Québec qui font de la recherche. Donc, il y a une faiblesse de la recherche industrielle.

Mme Campbell Steer: Mais...

M. Soucy: Première constatation. Deuxième constatation, le support gouvernemental lui-même en recherche est marginal. Il existe bien sûr des choses, mais c'est marginal. Il y a donc, de la part des universités, une suppléance que l'université doit faire et elle le fait souvent, sans avoir tous les réseaux internes pour le faire. Donc, il y a une faiblesse de structure certaine en recherche fondamentale et appliquée au Québec. On a créé des organismes pour suppléer à ça. Le CRIQ en est un exemple.

Mme Campbell Steer: Oui. Mais il y a aussi les laboratoires comme l'Investissement...

Le Président (M. Michel Bélanger): Ce sera la dernière question, Mme Campbell Steer.

Mme Campbell Steer: Oh! Excuse me. Continuez votre...

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous préférez une réponse plus longue à une question plus brève. Alors, on laisse aller la réponse.

Mme Campbell Steer: Je pense bien que je suis ici pour écouter plutôt que pour parler.

Le Président (M. Michel Bélanger): Sage mesure, madame. Allez-y.

M. Soucy: On doit donc constater que pour soutenir une infrastructure plus forte et renforcer notre infrastructure de recherche et, à ce moment-ci, être gagnants à tout coup sur plusieurs programmes, surtout si on parle, comme on parle dans le mémoire, d'aller vers des programmes supranationaux, ce qu'on doit faire... il ne faut pas oublier qu'avec la mondialisation et avec tous les phénomènes qui se passent, c'est le club américain, demain, qui va se réveiller devant nous et c'est à ce club américain-là qu'il va falloir s'adresser pour performer et dire qu'on fait des choses sérieuses en recherche et qu'on compétitionne à l'échelle internationale. C'est dans ce cadre-là qu'on va devoir travailler.

Mme Campbell Steer: Est-ce que je peux juste ajouter une petite chose? Je pense bien qu'il nous faut aussi une plus grosse...

Le Président (M. Michel Bélanger): Mais là, c'est vous qui allez avoir le dernier mot.

Mme Campbell Steer: C'est ça. C'est les milieux d'affaires qui doivent investir encore plus, peut-être en supportant les chaires, comme le Canadien Pacifique fait au niveau de McGill, dans la biotechnologie. Parce que ça, c'est un domaine où j'avais déjà travaillé. Mais c'est une implication à faire qu'il nous manque aussi. Ce n'est pas juste les deux piliers de gouvernement.

M. Soucy: Ça existe, ces programmes-là, et ça fonctionne bien actuellement. Je pense qu'il faut continuer à encourager ça. Mais il faut que tout ça soit soutenu par une politique scientifique et technologique cohérente à l'intérieur de notre société. Or, on sait bien que, récemment en tout cas, les juridictions étant partagées, la science d'un bord et la technologie de l'autre bord, ce n'est pas apte à créer quelque chose de très fort, en tout cas en termes de sciences, d'une politique scientifique et technologique au Québec; malgré le fait qu'on ait réussi à canaliser suffisamment d'énergie et à créer ce fameux fonds de développement technologique qui est, à mon avis, un instrument intéressant.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, la dernière intervenante de la soirée sera Mme Pagé. Pas de la soirée, mais de cette présentation. La soirée est encore bien jeune.

Mme Pagé: Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord vous dire que je trouve important que l'Université du Québec vienne témoigner devant la Commission, parce que je crois que c'est un exemple vivant d'une conception du développement régional. Quand l'État québécois a fait, un jour, le choix d'étendre le réseau universitaire dans les régions en même temps qu'il faisait le choix de l'accessibilité à l'éducation supérieure, il faisait en même temps le choix du développement régional. Parce que des institutions publiques dans les régions, ce sont des pôles de développement et particulièrement au niveau universitaire, quand on parle recherche, chercheurs pour travailler avec l'entreprise, je pense que vous l'illustrez de façon très vivante.

Souvent, pendant la Commission, des questions sont posées à l'effet de savoir combien ça va nous coûter, la souveraineté. Moi, je vais vous dire pourquoi j'ai aimé votre mémoire. Parce qu'il nous dit combien nous coûte le fédéralisme dans le secteur de la recherche, du développement, de l'éducation postsecondaire. Vous en parlez à la page 7 quand vous dites que le gouvernement fédéral oriente ses interventions en fonction des priorités nationales. Et vous continuez en page 8 en nous disant que ces priorités ne feront pas l'objet de négociations avec les provinces.

Vous continuez, en page 12, où vous nous dites que la structure politique canadienne n'a pas cessé d'avantager le sud de l'Ontario. Vous nous parlez de la part des contrats accordés au Québec, qui ont chuté de moitié. Vous avez d'autres chiffres très éloquentes à la page 15, où vous nous dites que peut-être non seulement la part correspond sensiblement à la population au Québec, mais que quand on regarde la répartition des universités entre elles, on s'aperçoit que c'est surtout McGill qui est favorisée par rapport à d'autres universités. À la page 16, vous nous montrez comment la spécificité québécoise joue jusqu'à un certain point à notre détriment, notre réseau universitaire plus jeune, notre spécificité culturelle — vous en parlez à la page 17.

Alors, je trouve que c'est un mémoire qui est très éloquent pour expliquer, à tout le moins, que le fédéralisme nous coûte quelque chose et qu'il nous coûte quelque chose dans un secteur qui est névralgique. Je ne veux pas vous amener à en dire plus que vous ne voulez en dire, mais, au moins, pour le secteur dont vous nous parlez, vous êtes très éloquent dans l'illustration des leviers qui nous manquent pour intervenir. Ma question, elle se situe aux pages 9 et 22. À la page 9, vous nous parlez d'un certain nombre d'organismes qui existent, créés par le gouvernement québécois; je vais donner les sigles, c'est plus vite: FCAR, FRSQ, CQRS, CORPAQ. Et à la page 22, par ailleurs, vous nous dites que vous avez, en régions, développé des secteurs d'excel-

lence, il y a un Institut national de la recherche scientifique. Ce que je voudrais vous demander, c'est la question suivante: Dans le cas d'un Québec souverain, comme dans le cas d'un fédéralisme renouvelé, mais où on rapatrierait tout ce qui nous regarde en éducation postsecondaire, recherche et développement, est-ce qu'il y a d'autres organismes, à votre avis, qu'il faudrait mettre sur pied pour nous donner un dynamisme efficace dans la recherche, le développement, l'éducation postsecondaire?

M. Hamel: D'abord, un commentaire à votre préambule, avant de tenter une réponse à votre question. En ce qui concerne le partage de juridictions et de responsabilités sur le financement de l'enseignement postsecondaire, il est fort intéressant de constater que le Vérificateur général du Canada, dans son dernier rapport pour l'année se terminant, je ne sais pas, en mars ou avril 1990, reproche au gouvernement fédéral, dans l'analyse qu'il fait du ministère du Secrétaire d'État, de ne pas avoir énoncé clairement des objectifs nationaux pour l'enseignement postsecondaire au Canada, et insiste pour que le gouvernement le fasse au plus tôt. On sait que c'est un débat qui a cours depuis 10 ou 15 ans à l'échelle canadienne, et les différents Secrétaires d'État qui se sont succédé à cette fonction ont tenté de le faire, et les universités canadiennes ont nécessairement été mises dans le coup et ont été, à plusieurs reprises, je dirais, déchirées dans ces débats, notamment, en tout cas, les universités québécoises dans le forum canadien. Mais cette insistance du Vérificateur général indique une tendance qui n'est pas près de se renverser, je pense.

En ce qui concerne les organismes, au Québec, le jour où, suite à un processus que vous aurez à identifier, le Québec assumerait une pleine juridiction sur l'enseignement postsecondaire, tant au plan du financement de base que sur le plan du financement de la recherche, je pense qu'il nous faudrait revoir nos organismes actuels de financement de la recherche. Par exemple, le fonds FCAR devrait être revu dans une perspective tout à fait nouvelle parce qu'actuellement il s'est progressivement identifié dans une perspective complémentaire aux organismes fédéraux. Je pense qu'il nous faudrait revoir aussi — M. Soucy y faisait allusion tout à l'heure — notre Conseil de la science et de la technologie qui pourrait être, pour le gouvernement québécois, le centre, le lieu d'un débat de fond sur la politique scientifique et technologique du Québec, dans la perspective d'une politique renforcée, clarifiée et unifiée pour l'ensemble du Québec. Moi, je pense que ce serait les deux principaux éléments que je verrais pour assumer cette responsabilité.

M. Soucy: Je pourrais peut-être ajouter, madame, parce que vous avez fait référence à la

page...

Le Président (M. Michel Bélanger): Rapide-ment, M. Soucy.

M. Soucy: Pardon?

Le Président (M. Michel Bélanger): Un tout petit mot seulement parce qu'on avance dans le temps.

M. Soucy: Un petit mot. D'accord. Juste ajouter, parce que vous avez fait allusion à la page 22 où nous parlons de l'Institut national de la recherche scientifique. Voilà une structure originale qui n'existe nulle part au Canada et qui est hautement performante. Les chercheurs de l'INRS aux programmes nationaux performant au-delà des moyennes canadiennes. Juste un dernier exemple, les subventions stratégiques CRSNG viennent de sortir, 46 % de succès à l'INRS, 23 % de moyenne nationale. Il y a quelque chose qui a été créé au Québec il y a 20 ans qui s'est appelé l'INRS, on l'a oublié un petit peu dans le décor. C'en est un instrument qui peut aller s'implanter partout dans les régions, en appoint avec les universités qui existent, en concertation avec les organismes gouvernementaux qui ont des besoins à exprimer, et qui pourrait servir de réseau, si vous voulez, et de structure d'appoint pour amener ce qu'on parlait tantôt, des masses critiques qui vont faire que ça va être significatif, notre action en recherche. Ça existe, ça s'appelle l'INRS. Malheureusement, par manque de politique, de clairvoyance et d'une stratégie claire de développement de la recherche au Québec, on oublie l'instrument qui, par hasard, fonctionne le mieux actuellement dans le système canadien.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ce sont des mots qui font très bien pour finir cette présentation. Vous finissez sur une note élevée. Je vous remercie, au nom de toute la Commission, d'avoir accepté notre invitation de venir défendre votre mémoire. Alors, merci à M. Parent de Trois-Rivières, à M. Hamel, à M. Massicotte et à M. Soucy. Nous allons suspendre pendant quelques minutes avant de vous remplacer par le Conseil de la coopération du Québec.

(Suspension de la séance à 20 h 35)

(Reprise de la séance à 20 h 39)

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous recevons maintenant le Conseil de la coopération du Québec. Si vous voulez bien faire la présentation de votre groupe et ensuite prendre les 10 minutes prévues pour cette présentation, d'au plus une heure, des éléments de votre mémoire. La parole est à vous.

Conseil de la coopération du Québec

M. Simon (César): Merci, M. le Président. Mes compagnons de table sont, à ma droite, M. René Houle qui représente au CCQ la Fédération des coopératives québécoises en milieu scolaire. À sa gauche, M. Yves Michaud, qui représente la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec. À ma droite immédiate, M. Garry Lavoie, qui représente la Fédération régionale des coopératives d'habitation du Québec. À ma gauche, Mme Juliette Bonneville, directrice générale du Conseil de la coopération et à l'extrême gauche, M. Jean-Claude Guérard, qui représente les coopératives de développement régional.

Le Conseil de la coopération, M. le Président, vous remercie de lui fournir l'occasion d'expliquer les grandes lignes de son rapport. Et son mémoire, comme vous l'avez constaté, ne contient ni opinion, ni recommandation, quant à un cadre constitutionnel particulier à proposer au Québec. Rappelons que le CCQ regroupe des organismes qui ont en commun la reconnaissance des principes coopératifs, dont ils recherchent la promotion à travers le Conseil. Rappelons également que ces organismes, membres du Conseil, sont eux-mêmes, pour la plupart, des regroupements provinciaux de coopératives. Coopératives, dont chacune possède et exerce une autonomie très large. Chaque regroupement vit et s'exprime donc à travers des structures qui lui sont propres. Voilà pourquoi le CCQ a jugé préférable de laisser s'exprimer, à leur propre compte, ceux de ses membres qui désiraient le faire. Cette décision nous semblait préférable à la recherche d'un point de vue commun, que les délais impartis n'auraient pas permis d'asseoir sur une consultation valable des groupes à représenter.

Le mémoire du CCQ présente à la Commission une force socio-économique bâtie dans notre milieu québécois, à l'intérieur d'un cadre juridique purement québécois, celle qu'on appelle le mouvement coopératif du Québec. Le rapport vous fait connaître très succinctement les principales composantes de ce mouvement coopératif dont les entreprises sont, certes, des acteurs importants de notre société. La formule coopérative a inspiré les fondateurs de ces entreprises et elle gouverne toujours la conduite de celles-ci.

Plus important, il naît, encore aujourd'hui, des entreprises formées en vertu de cette formule. La formule coopérative repose sur le respect et la responsabilité des personnes. C'est particulièrement à ces deux titres qu'elle est intéressante pour celles et ceux que préoccupe la prise en charge de leur propre développement socio-économique. La création d'entreprises coopératives s'observe dans toutes les régions. C'est cependant à l'extérieur des grandes régions urbaines que ce phénomène est le plus remarquable. Pour qui se préoccupe de régionalisation du

développement, c'est donc un type d'entreprise particulièrement bien adaptée.

La primauté que la formule coopérative accorde à la personne se reflète par l'égalité des sociétaires entre eux, sans corrélation avec les différences qui pourraient exister entre l'apport de capital de chacun d'eux. Les décisions tiendront donc compte des intérêts globaux de ces sociétaires. Comme ces personnes sont ancrées dans leur milieu, on peut aussi penser qu'elles seront sensibles au bien commun de ce dernier. Propriété de sociétaires solidement implantés dans leur milieu, l'entreprise coopérative offre le maximum de garanties de permanence dans son milieu. Il est évident qu'elle n'échappe pas aux forces qui façonnent l'activité économique mais sa propriété et ses mécanismes de décision ne lui permettent pas d'ignorer les intérêts de ses sociétaires et de son milieu.

Dans notre contexte de mondialisation de l'économie, de libre circulation des personnes, des capitaux, des biens et des services, il pourrait paraître puéril de faire l'apologie d'une entreprise microscopique dont les horizons se limitent au quartier, au village, au mieux à la région. Ce serait cependant méconnaître le réalisme et le dynamisme de nos coopératives. Elles se dotent d'elles-mêmes de liens et de structures qui leur permettent d'évoluer dans leur secteur d'activité. Vivre autrement serait prôner le repli sur soi-même, ce qui ne résiste pas longtemps dans notre monde contemporain. Les exemples foisonnent.

Voilà donc, M. le Président, ce que veut particulièrement exposer le rapport du Conseil de la coopération: la remarquable fécondité de la formule coopérative d'entreprise pour les femmes et les hommes qui cherchent à s'affirmer dans le respect mutuel. Voilà, M. le Président, pour le résumé de notre mémoire.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Simon. Nous commençons les questions par une représentante du parti formant l'Opposition officielle, Mme Harel.

Mme Harel: Bonsoir, M. Simon, et bonsoir à toutes les personnes qui vous accompagnent, du Conseil de la coopération du Québec. Je dois vous dire, M. Simon, que je serai plus instruite en quittant notre Commission ce soir. J'aurai une meilleure idée de ce qu'est le Conseil de la coopération, des groupes qu'il représente; 2500 coopératives, et des groupes majeurs, puisque le Mouvement des caisses Desjardins et la Coopérative fédérée, entre autres, en sont membres, et bien d'autres, et des meilleurs. La question m'est venue, par ailleurs, en vous écoutant, de vous demander, puisque notre Commission porte sur l'avenir du Québec, l'avenir politique et constitutionnel, ce que vous souhaitiez nous transmettre comme message sur cette question.

M. Simon: Sur cette question, M. le Président, le Conseil de la coopération ne transmet pas de message direct au nom de ses membres. Comme disons, j'ai tenté de l'établir, le Conseil de la coopération est formé de regroupements, eux-mêmes, disons, décentralisés. Il devient donc difficile, dans un organisme du genre, d'exprimer le point de vue de ses membres, sans se substituer à eux. Et l'attitude qui a donc été prise, c'a été de dire aux membres: Prenez la peine, si vous le jugez opportun, de vous pencher sur la question et de faire les consultations que vous jugez opportunes, et de présenter à la Commission le point de vue qui ressort de votre consultation.

Mme Harel: C'est une façon de faire qui est certainement estimable, mais pourquoi avoir choisi de venir nous le dire en Commission?

M. Simon: C'est qu'il nous a semblé que la formule coopérative elle-même est une richesse du milieu dans lequel elle s'exerce. Et je crois que c'est un peu comme le levain que le boulanger met dans la pâte, ça produira disons, des résultats intéressants, quelle que soit la pâte dans laquelle ce levain-là est placé. Et je crois que c'est une richesse, une richesse du milieu que de savoir qu'il y a des moyens, des outils, qu'il peut utiliser aux fins qu'il entend poursuivre, et lui laissant le choix, par ailleurs, de ses fins à poursuivre.

Mme Harel: Donc vous êtes un outil, des outils en fait, sur lesquels les Québécois peuvent compter, et pourront compter, même dans la perspective de la souveraineté. C'est bien ça?

M. Simon: En fait, voyez-vous, les entreprises coopératives du Québec se sont développées dans un cadre géographique québécois, dans un cadre législatif québécois. Disons que la situation actuelle n'a pas semblé faire obstacle au développement du mouvement coopératif. Et a-t-on lieu de penser qu'un cadre différent y ferait obstacle? Je n'ai pas la réponse.

Mme Harel: Et considérez-vous que les Québécoises et les Québécois doivent être consultés, à la suite des travaux de cette Commission, sur les recommandations que la Commission devrait faire? Rapidement.

M. Simon: Le verbe de votre question "doivent", m'embarrasse un peu, mais je dois dire que comme disons milieu coopératif, où ce sont les personnes qui ont la primauté, je ne crois pas que le Conseil de la coopération pourrait être autre chose que d'accord avec une consultation des principaux intéressés.

Mme Harel: Consultation qui peut se faire, par exemple, par un référendum, pour être plus

précise.

M. Simon: Oh! là-dessus, ma compétence en ce domaine est quand même assez limitée. Mais c'est une formule enfin.

Mme Harel: En avez-vous d'autres à nous proposer? Préférez-vous une élection?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Simon: Je ne suis pas en mesure de répondre à la question, madame.

Mme Harel: S'il me reste une minute, M. le Président, j'en profiterais pour avoir un peu plus d'informations, à la page 5, sur les coopératives du Nouveau-Québec, en particulier là, deuxième paragraphe, vous nous parlez d'un chiffre d'affaires de plus de 50 000 000 \$, et vous nous dites que ce mouvement des coopératives du Nouveau-Québec est le plus important employeur de main-d'œuvre autochtone de la région et constitue l'un des principaux moteurs de l'autodétermination économique, sociale et politique des Inuit du Nouveau-Québec. Ça m'a donné, finalement, une illustration de ce que ça pouvait être, cette autodétermination économique d'un peuple autochtone. Est-ce qu'il y a longtemps que ces coopératives existent et y a-t-il des projets pour en réaliser auprès d'autres nations autochtones québécoises?

M. Michaud (Yves): Alors, les coopératives du Nouveau-Québec existent depuis la fin des années cinquante. Elle se sont organisées en fédération depuis 1967. Elles n'ont pas cessé de croître depuis ce temps. Elles sont impliquées à peu près dans tous les domaines de développement au Nouveau-Québec, tous les domaines qui touchent la communauté de la région du Nouveau-Québec. Quand on a parlé aussi de développement socio-économique et politique, elles sont aussi impliquées dans la vie politique. Elles expriment leur opinion sur les questions de gouvernement régional, d'autogouvernement autochtone sur le territoire du Nouveau-Québec. La deuxième partie de votre question concernant s'il y a des projets avec d'autres groupes autochtones, il faudrait voir.

Mme Harel: Il ne me reste pas de temps?

Le Président (M. Michel Bélanger): ...une autre question.

Mme Harel: Ma collègue de Taillon apprécierait avoir un peu de temps pour poser quelques questions.

Mme Marois: Une brève question, M. le Président. Il y a des représentants de différentes fédérations qui sont à la table, qui sont devant

nous. Particulièrement, je pense, moi, au secteur de l'habitation, mais à d'autres secteurs: les coopératives de travailleurs et de travailleuses dans différents milieux. Vous avez sûrement dû vivre, à un moment quelconque de vos activités, des problèmes de dédoublement dus à la présence sur le territoire et à l'action surtout de deux gouvernements. Je pense, entre autres, aux coopératives d'habitation, évidemment, parce que je les connais un petit peu mieux là, mais ça se vérifie sûrement au niveau des coopératives de travail. Est-ce que vous pourriez m'identifier un certain nombre de ces difficultés que vous avez rencontrées où ça ne vous est pas apparu comme étant très significatif dans vos activités?

M. Lavoie (Garry): Bien, en ce qui concerne le développement des coopératives d'habitation, c'est évident que depuis 1975 et plus particulièrement depuis 1980, les deux paliers gouvernementaux sont impliqués dans le développement des coopératives par le biais de programmes de développement ou programmes de financement. C'est évident que du fait qu'il y ait un dédoublement des deux paliers, ça veut dire, en pratique, que si on a à faire de la représentation, on a à la faire doublement. Ça, c'est clair. Mais c'est plus à ce niveau-là qu'on a eu, je dirais, à vivre certaines complications.

Mme Marois: Est-ce que vous avez eu l'impression qu'il y avait concertation entre les deux niveaux de gouvernement ou plutôt concurrence sur le terrain?

M. Lavoie: En tout cas, peut-être... dans certains cas, il y avait une certaine concertation. Ça dépendait aussi des époques. Je dirais qu'à certaines époques, il y a eu certaines concertations. À d'autres époques, il y en a eu un peu moins, mais au niveau de la concurrence... il y a une certaine concurrence. Je pense qu'on a toujours senti qu'il y avait une concurrence entre le provincial et le fédéral, je pense, au niveau de la juridiction des pouvoirs en ce qui a trait à l'habitation, mais depuis deux ou trois ans, il y a quand même certaines ententes Canada-Québec, qu'on appelle, où il y a un certain...

Mme Marois: Une meilleure coordination.

M. Lavoie: ...une meilleure coordination. C'est évident que ça ne règle pas tous les problèmes, parce que ça n'empêche pas que, dans la pratique, il y a des coopératives d'habitation qui sont financées par le provincial, et il y a aussi encore des coopératives qui sont financées par le fédéral. Ça veut dire qu'il y a deux programmes qui existent, si on pourrait dire, qui peuvent aider au développement des coopératives.

Mme Marois: D'accord. Merci. Ça va, merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Questions des membres, M. Larose.

M. Larose: M. le Président. La coopération, ce phénomène-là, vous nous dites, est un produit original, faisant partie du patrimoine. C'est un produit québécois, francophone, mais je pense qu'il faut aussi insister pour dire que c'est un produit populaire, au sens où ça appartient au monde. Et si on veut le marquer un peu politiquement, c'est aussi un produit progressiste, au sens où ça porte des valeurs d'égalité, des valeurs communautaires, des valeurs de partage, etc. Vous ne voulez pas vous prononcer. Je veux bien respecter vos scrupules. Il y a eu effectivement quelques coops qui sont venues. Votre couvrant fédéraliste n'est pas très loquace, parce que personne n'est venu sur cette base.

Est-ce qu'on peut dire que le mouvement coopératif fleurit quand le Québec est en panne, parfois, et quand le Québec est en chantier, d'autres fois? Et n'avez-vous pas l'impression que, dans les mois que nous vivons, le Québec est à la fois en panne, au plan économique, et en chantier, au plan politique? Est-ce qu'on n'est pas en train de voir s'ouvrir un espace assez exceptionnel pour le développement du mouvement coopératif, je pense plus particulièrement dans le secteur du travail? Pas plus tard que ce midi, je discutais avec deux groupes qui voulaient partir deux coops de travail. Est-ce qu'on est dans une période effervescente à ce niveau-là?

M. Simon: M. le Président, l'aspect qui est souligné est parfaitement juste. C'est à la fois, disons, rassurant et inquiétant, dans le sens suivant: C'est très bien que le public reconnaisse, ou soit sensible à, l'existence de la formule coopérative au moment où il connaît des difficultés, plus précisément. Et c'est vrai que, dans la période qu'on traverse, les besoins économiques sont criants. Et ça signifie que la formule coopérative va sans doute connaître un regain de popularité.

Cependant, il ne faudrait pas que cette même population se désintéresse de la formule coopérative lorsque les jours sont meilleurs. Et "lorsque les jours sont meilleurs" ne veut pas seulement dire que l'activité économique a repris son cours, disons plus florissant, en fait, mais il faudrait aussi reconnaître, dans ces circonstances-là, la croissance des coopératives, et ne pas dissocier l'importance d'une entreprise coopérative de son caractère coopératif. C'est vrai qu'il se vit alors des phénomènes nouveaux qui, peut-être, ont l'apparence d'éloigner l'entreprise coopérative qui a grossi de sa base. Et jusqu'à un certain point, il faut reconnaître que c'est vrai. Mais, par ailleurs, il faut aussi reconnaître que c'est la vie: À partir du moment où, en tout cas, on s'étend, il est bien sûr que les personnes ne peuvent pas avoir la même information que lorsque, disons, c'était très local.

Alors, M. le Président, je crois qu'il est à propos de souligner l'importance, l'intérêt du moment, de la formule coopérative comme il est important de reconnaître la force permanente que le mouvement coopératif, l'entreprise coopérative, apporte à la population dans laquelle elle vit.

(21 heures)

M. Larose: Je voudrais que vous nous rappeliez les principaux ressorts qui permettent la naissance d'une coopérative. Dans nos débats, quand on parle de souveraineté, les gens disent: Il y a peut-être un risque là-dedans, il y a peut-être des difficultés. J'ai l'impression que, lorsqu'on forme une coopérative, il y a des risques, il y a des difficultés. Mais l'impression que j'ai, c'est que ce qui est escompté comme gain et comme vécu collectif l'emporte sur la peur des risques et la peur des difficultés. Je ne veux pas prêcher pour ma paroisse mais quand on se syndique, c'est un peu la même chose. Ça se peut que le patron ne soit pas content et qu'il nous crie des noms. On est capables de supporter cette petite période-là pour ensuite essayer de travailler à répartir la richesse dans l'entreprise. Je voudrais que vous nous rappeliez un peu les principaux ressorts de la naissance d'une coop.

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous ne vouliez pas suggérer qu'ils se crient des noms, M. Larose. Vous ne vouliez pas suggérer qu'ils devraient se crier des noms.

M. Simon: Les principaux ressorts de la création d'une coopérative, M. le Président, se trouvent à la fois dans la perception d'un besoin et la confiance en ses capacités de satisfaire, de répondre à ce besoin. Et non seulement dans la confiance dans ses capacités mais aussi la volonté d'apporter à la recherche de solutions les éléments qui seront nécessaires sous forme de travail, sous forme de capital lorsqu'il est question d'entreprises économiques, mais, par ailleurs, dans un contexte où l'objectif incorpore les attentes sociales de ces mêmes personnes, l'amélioration du milieu de vie, le maintien de l'emploi dans la région, des choses semblables.

Ça, disons que c'est au niveau du départ de la coopérative. Mais il est évident que, aussitôt créée, la coopérative doit vivre dans le milieu économique dans lequel elle a choisi d'exercer son activité. Et, à partir de ce moment-là, interviennent les échanges avec le milieu économique environnant. Lorsqu'on produit des tomates, en fait, si on décide de le faire de façon coopérative, bien, on n'est pas le seul producteur de tomates. Il faut vivre avec la concurrence des producteurs de tomates qui ont adopté une autre forme d'entreprise. Et, de ce côté-là, une entreprise coopérative demeure une entreprise qui est assujettie aux règles qui ont cours dans le milieu où elle a choisi d'exercer.

M. Larose: O.K.

M. Simon: Il y a M. Lavoie qui voudrait peut-être ajouter quelques éléments.

Le Président (M. Michel Bélanger): Allez.

M. Lavoie: Je voudrais juste ajouter un élément, particulièrement sur la question où vous demandez ce qui est le ressort qui peut amener la création d'une coopérative. Si je peux parler pour l'expérience de l'habitation coopérative et aussi, je pense, dans beaucoup d'autres secteurs, très souvent, le ferment, on peut dire, qui a permis la création des coopératives d'habitation, ça a été souvent dans des périodes économiques très dures pour le Québec ou pour certaines régions du Québec, où c'est là que les gens s'aperçoivent qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes. C'est souvent à ce moment-là qu'ils commencent à... Je dirais que certaines valeurs ressortent; c'est la solidarité et l'entraide avec les gens du milieu. À ce niveau-là, c'est les deux valeurs fondamentales de la coopération. C'est la solidarité et l'entraide. C'est deux valeurs qu'on retrouve. Alors, souvent, l'outil de la coopération arrive comme une résultante d'une situation, d'un besoin. Souvent, c'est l'outil qui peut répondre le plus dans ce contexte-là parce que ça permet une solidarité.

M. Larose: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons maintenant aux questions d'un représentant du parti formant le gouvernement. M. Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Je vous remercie, M. le Président. Bonjours, messieurs. J'ai lu votre mémoire avec beaucoup d'intérêt. Malheureusement, je l'ai trouvé un petit peu mince. J'aurais aimé en avoir plus dedans parce que, à partir de la page 11, quand vous parlez des outils pour l'avenir, là, vous tenez des propos puis un langage qui devient extrêmement intéressant, mais ça dure juste cinq pages. Ça fait que je vais essayer par mes questions d'aller en chercher, plus puis, si vous me le permettez, je vais garder une minute à la fin pour mon collègue Dauphin qui brûle d'envie de vous en poser une couple lui aussi.

Donc, ce que je trouve intéressant, d'abord, vous faites une illustration très encourageante de ce qu'est le mouvement coopératif au Québec. D'abord, vous faites une nomenclature très exhaustive des mouvements coopératifs et, pour moi, ça a été un réveil parce que j'étais conscient de tout ça, mais on dirait qu'on l'oublie un peu. Et je dois vous citer entre autres – et j'en profite pour passer ce petit commercial là parce que c'est des gens qui le méritent – qu'il y a une coopérative d'habitation qui s'est formée

dans mon coin à partir de HLM. C'est un gros complexe, il y a 13 coopératives différentes là-dedans et les résultats sont absolument extraordinaires. Ce milieu-là a changé d'allure, le taux de délinquance a baissé, la propreté des lieux, on ne se reconnaît plus, le climat... Il y a eu vraiment une prise en charge par ces gens-là qui donne des résultats absolument extraordinaires. À l'avenir, moi, je ne veux plus de HLM, je veux des coopératives. Ça, c'est clair parce que c'est beaucoup plus dynamique et beaucoup plus intéressant.

Ceci étant dit, dans votre texte, vous nous dites aussi, et c'est la dernière phrase, à la page 16, le dernier bout, où j'en aurais voulu encore et où vous m'avez arrêté. Vous dites: "Plus que jamais les Québécois et Québécoises, pour mieux assurer leur mieux-être et leur développement, ont avantage à travailler ensemble, à se serrer les coudes, et plus que jamais la formule coopérative leur offre une avenue rassurante et semble devoir être d'une aide précieuse pour relever les défis qui s'ajusteront inévitablement à ceux qui, somme toute, les relèvent déjà assez bien." Alors, sur cette formule-là qui est assez optimiste, je regarde la situation actuelle: ça va mal dans la "shop". Je pense qu'on peut dire ça. On a un déficit au niveau canadien qui est assez épouvantable, au niveau du Québec on subit les conséquences de ça. Bref, on est pris dans une situation où il va falloir trouver des formules plus imaginatives pour donner autant de services à un coût moindre.

Il y a aussi — je vais mettre beaucoup d'affaires dans ma question, j'ai juste cinq minutes — le problème... On vient de faire le tour des régions. Je viens de faire le tour du Québec et, dans toutes les régions, on nous a dit: On a des problèmes particuliers, on veut plus de pouvoirs. Puis ils réclament même des pouvoirs exclusifs, dans certaines régions, pour régler leurs choses. Les jeunes, tout à l'heure, nous ont dit: Il faut trouver des formules pour garder les jeunes dans les régions, puis voilà que vous me dites à quelque part que vous avez des formules qui permettraient de garder ces jeunes-là dans les régions puis de stimuler le dynamisme des régions. Vous nous présentez donc un projet de société d'avenir qui peut être très intéressant. J'aimerais ça vous entendre développer ça un petit peu parce que, dans votre texte, vous ne me l'avez pas dit.

M. Simon: M. le Président, je ne sais pas si je peux me permettre la comparaison mais, à un certain moment, lorsqu'on est mal pris, on se trouve un peu comme le gardien de but dans une joute de hockey: il y a une personne derrière nous. Il faut donc se retourner devant nous-mêmes, en fait, pour dire: Qu'est-ce qu'on peut faire pour nous aider nous-mêmes, et c'est à partir de ce moment-là que, disons, la semence d'une entreprise coopérative est née. C'est un peu ça:

Qu'est-ce qu'on peut faire pour s'aider soi-même parce que, en somme, si on attend de l'aide de l'extérieur, peut-être qu'il en viendra, mais c'est peut-être plus rassurant si on peut compter sur sa propre initiative, sur sa propre responsabilité. Et ça donne l'avantage suivant: lorsque, disons, on essaie de régler ses problèmes, ses problèmes, en tout cas, on est généralement la personne qui les connaît le mieux. On ne connaît pas toujours nécessairement le mieux la solution, mais on peut se faire conseiller à certains moments sur les solutions ou l'aspect technique des solutions qui pourraient nous être utiles.

C'est dans ce sens-là que la formule coopérative qui dit à chacun: Regardons-nous nous-mêmes et retrouvons nos manches, serrons-nous les coudes. C'est là qu'on peut trouver des ressources qui nous dépannent. Mais, encore une fois, comme je le disais à M. Larose, il ne faudrait pas compter sur cette formule-là pour les mauvais jours, les jours difficiles, mais il faudrait aussi reconnaître son utilité pour les meilleurs jours. Et j'ai été très heureux de vous entendre, disons, vous exprimer au sujet d'une coopérative d'habitation dans votre voisinage. Je ne sais pas si M. Guérard, qui est associé aux coopératives de développement régional, pourrait compléter par des informations utiles à votre question.

M. Guérard (Jean-Claude): Quand ça va mal dans votre "shop", ça va bien dans la mienne. Ça veut dire que c'est vrai, pour rejoindre ça, qu'il y a une ferveur coopérative qui se crée. Ce n'est peut-être pas toujours la meilleure situation, mais c'est ça. Et ça, c'est dans les situations d'urgence et c'est souvent de ces situations-là que naissent les mouvements. On ne s'en aperçoit pas, mais c'est 50 ans, 75 ans après qu'on s'aperçoit qu'au fond, il y a quelque chose qu'on a vu passer à côté, sans s'apercevoir que ça existait, puis ça devient une force au Québec. En règle générale, ce n'est pas l'aide gouvernementale qui donne un grand coup de main à ça. C'est les gens face à leur désespoir, je dirais, qui décident de se solidariser et de se prendre en main. Et quand il y a des aides gouvernementales, c'est habituellement par hasard.

Par exemple, on a voulu développer le logement social. Ça a créé des coopératives d'habitation. On a voulu faire face à la crise des années 1980. On a créé des organismes de création d'emplois pour aider à la création d'emplois. Ça a permis le développement des coopératives de travail. Les coopérateurs sont des gens qui ont de l'astuce et de l'imagination et ils réussissent à se bâtir une façon de vivre et un Québec à leur goût à l'intérieur de ça. Mais des fois, ils aimeraient avoir un peu plus de soutien.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Si vous me permettez, je vais vous arrêter là parce que je

voudrais laisser une place à mon copain, et j'ai peut-être un petit commentaire à faire. Vous dites, je cite en page 13, que: La règle de l'égalité des membres c'est la règle qui fait que la coopération, c'est d'être intelligent à plusieurs. J'espère que vous ne commencerez pas à former des gouvernements. Ha, ha, ha! Alors, si vous permettez, je vais laisser la parole à M. Dauphin.

Le Président (M. Michel Bélanger): Allez-y, M. Dauphin.

M. Dauphin: Alors, je remercie mon copain Bélanger de me permettre de vous poser une question. Dans la même foulée que mon collègue Bélanger, moi aussi, j'ai beaucoup de coopératives d'habitation qui fonctionnent très bien. J'ai également six caisses populaires. M. le Président, j'ai également deux succursales de la Banque nationale.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Je n'y peux rien. Je suis à la retraite.

M. Dauphin: Ils vont tous très bien. La Caisse de dépôt... ça s'en vient. Alors, ça va très bien. Sans vous prononcer sur le statut constitutionnel du Québec, j'ai noté cependant que le mémoire indique que les coopérateurs considèrent que le développement qu'ils ont connu au Québec pourrait s'accroître encore davantage dans un environnement plus précisément québécois, en autant que nous maintenions des liens d'affaires sur le plan national et international. J'aimerais que vous précisiez ce que voulez dire par là: "que les coopérateurs pourraient accroître davantage leur croissance dans un environnement plus précisément québécois".

M. Simon: Remarquez, je ne voudrais pas m'avancer trop sur cet énoncé dans la présentation des coopérateurs. Sauf que, si je ne m'abuse, les coopérateurs sont une institution d'assurances qui est passée d'une charte fédérale à une charte provinciale. Et comme on le sait, dans le domaine des institutions financières, le Québec a peut-être été un précurseur dans ce qu'on appelle le décloisonnement des activités financières. Et on a assisté, du reste, à plusieurs occasions, à un changement de juridiction chez certaines entreprises d'assurances pour profiter des occasions que donnait la législation québécoise. De là à dire que c'est ce que veulent dire les coopérateurs, je n'oserais pas vous le confirmer, mais c'est un exemple où, en somme, une juridiction peut favoriser l'éclosion, l'apparition de choses. Leur dimension internationale... bien, les coopérateurs font affaire également aux États-Unis et sans doute dans les autres provinces canadiennes, alors il faut comprendre leur souci de protéger,

de vouloir protéger, disons, ces possibilités à faire ce genre d'affaires.

M. Dauphin: Merci.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Moi, j'irais peut-être avec un complément de questions, puisqu'il nous reste encore un petit bout. Vous dites que, avec l'internationalisation des marchés, ou la mondialisation des marchés, on pourrait davantage performer avec la formule des coopératives. Ou vous sous-entendez ça quelque part dans votre texte. Je m'excuse de ne pas aller chercher la page, je ne l'ai pas de mémoire. Vous voulez dire quoi? Et comment vous feriez ça?

M. Simon: J'essaie de me rattacher à un passage précis de notre rapport.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Remarquez, c'est peut-être une déduction de ma part, dans l'analyse, parce que je l'ai fait en fin de semaine.

Une voix: Oui, oui.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Il y a des bouts que j'ai moins frais dans la mémoire. Ha, ha, ha!

M. Simon: Remarquez que, disons, la coopération, dans certains domaines, en tout cas, évolue à l'intérieur d'un marché où il y a des considérations mondiales. La conférence du GATT s'achève. Le Canada y était; le Québec y était; l'U.P.A. y était. La Coopérative fédérée a évidemment des intérêts à défendre pour les agriculteurs québécois. Vous avez la Coopérative des producteurs de sucre d'érable; je ne dirais pas que c'est un monopole, mais un quasi-monopole québécois dans ce domaine. Par ailleurs, une entreprise qui écoule la plus grande partie de sa production sur des marchés extérieurs, ça signifie, en tout cas, au moins ceci: C'est que l'entreprise coopérative, comme n'importe quelle entreprise, est confrontée avec la réalité de la mondialisation des choses, des tarifs douaniers, disons, les accords sur les droits, sur les subventions et tout le reste. Et ce qu'on peut dire, c'est que l'entreprise coopérative étant... En tout cas, il n'y a pas je dirais, de cloisons entre les membres et l'entreprise. C'est bien sûr que l'entreprise coopérative va pouvoir défendre les intérêts de ses membres et c'est ce qu'elle va faire avant, peut-être, de défendre les intérêts du commerce comme tel, ce que peut-être un autre type d'entreprise serait porté à faire. Alors, dans ce sens-là, c'est, je crois, assez évident que l'entreprise coopérative québécoise va mieux refléter les intérêts de ses sociétaires dans les discussions, y compris au niveau international.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): C'est malheureusement le temps qu'on avait, alors je vous remercie beaucoup.

Le Président (M. Michel Bélanger): Si vous avez juste une autre très petite. On peut la prendre parce qu'on est un peu avant le temps.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): J'en ai encore tout plein.

Le Président (M. Michel Bélanger): Juste une, d'abord.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): J'aimerais que vous me développiez comme il faut... Tout à l'heure, je n'ai pas vraiment senti votre réponse sur comment le mouvement coopératif peut aider à garder les jeunes dans les régions, parce qu'on sait que c'est un des problèmes des régions. Elles se dépeuplent au détriment des grands centres qui ont plus d'attraction sur les jeunes, qui ont plus d'emplois aussi. Le taux de chômage est généralement plus élevé dans les régions, ou dans certaines régions. Comment on pourrait arriver à garder les jeunes? Et est-ce que vous avez des exemples concrets de ces réussites-là?

M. Simon: Comment, en fait, l'entreprise coopérative... Les statistiques indiquent que, proportionnellement à la population, il se crée davantage d'entreprises coopératives dans les régions - je ne voudrais pas être mal interprété - excentriques par rapport aux centres urbains, par opposition aux centres urbains. Il se crée donc plus d'entreprises de type coopératif à l'extérieur des centres urbains. Et on sait que la petite et la moyenne entreprise sont les grandes créatrices d'emplois, en termes de nombres. Alors, l'équation donne le résultat de création d'entreprises, création d'emplois. Et comme ces entreprises sont créées dans les régions excentriques, ça veut dire des emplois dans les régions excentriques. Et après ça, il faut faire l'hypothèse que ces emplois seront occupés par les jeunes. Mais je crois qu'il est légitime de penser que les jeunes auront leur part d'emplois créés par les entreprises de leur milieu.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Je vous remercie beaucoup.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci épuise la liste de nos questions inscrites, à moins que vous n'ayez quelque chose à ajouter, M. Simon, ou madame?

Mme Bonneville (Juliette): Je voulais simplement...

Le Président (M. Michel Bélanger): Allez.

Mme Bonneville: ...apporter l'exemple des

coopératives de travailleurs; M. Larose y faisait allusion tout à l'heure. On a vu par exemple des gens qui sortaient, soit des cégeps ou des universités, des diplômés de cégep ou d'université, ne trouvant pas d'emploi mais se formant une coopérative pour pouvoir créer eux-mêmes leur emploi. Donc, dans des régions éloignées, ces gens-là demeurent dans leur région en créant des entreprises à leur portée et selon leur spécialisation, selon leur compétence, et avec l'aide de conseillers ou de personnes qui peuvent les aider. Dans plusieurs régions du Québec, on a vu naître des entreprises, des coopératives de travailleurs, de personnes diplômées en décoration; il y en a en graphisme, il y a des ingénieurs, il y en a de différentes professions, des gens qui se forment en coopératives de travailleurs. Alors l'entreprise leur appartient, et c'est sur la même base d'égalité, c'est-à-dire un travailleur, un vote. Dans l'entreprise, alors, c'est la même part sociale que tout le monde souscrit dans ce principe des coopératives.

Il y a une autre formule aussi. C'est celle de reprise d'entreprises ou de succession d'entreprises. À un moment donné, un propriétaire n'a pas de succession, n'a pas de fils. Alors, c'est arrivé que des travailleurs aient acheté leur entreprise ou aient acquis des parts de l'entreprise, des actions, pour ensuite acquérir entièrement leur entreprise. C'est une formule qui se développe beaucoup actuellement au Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Un dernier mot, M. Guérard?

M. Guérard: Dans le même sens, en termes de développement local; parce qu'on parle des régions mais il ne faudrait pas oublier certains quartiers de Montréal non plus. Il y a aussi des problèmes là.

Le Président (M. Michel Bélanger): Il y a des quartiers "centriques" comme il y a des régions excentriques.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Guérard: Bien oui. Mais ce qui est important, c'est sûr, c'est qu'il y ait d'abord des coopératives qui naissent dans les régions, qui s'implantent. Mais, parce que la coopérative a la qualité d'être inaliénable, d'être permanente, d'être éternelle tant qu'elle fait des bonnes affaires, c'est là, je pense, en termes de développement régional, qu'il faut être capable de construire autour de ce moteur, qui correspond habituellement aux entités distinctives de la région; d'être capable de construire autour de ça, de faire la synergie économique autour des coopératives existantes. Je ne parle pas des coopératives financières; les coopératives financières, c'est un instrument. Je parle en particulier des coopératives... Je pense aux coopéra-

tives forestières, aux coopératives de travail. C'est sûr que le mouvement, dans ce sens-là, il débute; il faut lui permettre de prendre son ampleur. Cette stratégie-là est extrêmement importante.

L'autre élément que je voulais signaler c'est que, quand on parle de coopératives, on responsabilise les gens là-dedans. Les sociétaires d'une coopérative, ceux qui sont proches de la coopérative, ce sont des gens qui apprennent à assumer des responsabilités. Or le problème, dans les régions... Puis je me souviens que quelqu'un — parce que de temps en temps, je vous écoute — a dit qu'on avait une tendance à infantiliser les gens des régions. C'est vrai. C'est-à-dire qu'on amène les gens à se donner des responsabilités, à assumer des responsabilités, puis, parfois, on les traite comme s'ils étaient incapables de prendre des responsabilités. Et je pense que ça, c'est un élément important. C'est-à-dire que la coopération permet ça. Elle permet de former, d'éduquer, de rendre les gens responsables, de leur permettre de développer leurs besoins économiques qui vont satisfaire leurs besoins sociaux et culturels. Au fond, ce dont on est venu témoigner aussi, c'est de la capacité des Québécois à se prendre en main.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous remercie, Mme Bonneville, M. Houle, M. Michaud, M. Lavoie, M. Guérard, M. Simon et le Conseil de la coopération du Québec de ce mémoire que vous nous avez soumis, et d'avoir accepté notre invitation de bien vouloir venir le défendre devant les membres de la Commission. Nous allons suspendre pendant quelques instants pour vous permettre de quitter les lieux et nous accueillerons ensuite le Mouvement Québec français.

(Suspension de la séance à 21 h 25)

(Reprise à 21 h 29)

Le Président (M. Michel Bélanger): Le Mouvement Québec français, M. Guy Bouthillier va présenter les gens qui l'accompagnent, et puisqu'il s'agit d'une présentation de 30 minutes, il fera en 5 minutes la présentation de l'essentiel du mémoire. M. Bouthillier.

Mouvement Québec français

M. Bouthillier (Guy): Merci, M. le Président. Mmes et MM. les commissaires, si vous permettez, je vais d'abord vous présenter les membres de ma délégation. Denis Grenon, président de l'Alliance des professeurs de Montréal, Claudette Chalfour qui représente ici l'Association québécoise des professeurs de français, Danielle Gagné, qui représente ici le Mouvement national des Québécois, Michel Rioux qui représente ici la

CSN, et Gérard Turcotte qui est secrétaire-général du MQF.

Je pense que vous avez déjà compris que le Mouvement Québec français est un organisme qui est, en fait, un lieu commun de rendez-vous, un front commun, composé de 10 groupes, composé de 10 groupes appartenant aux divers milieux de la société. Et c'est pour ça qu'on peut dire du Mouvement Québec français qu'il est, en quelque sorte, un lieu de synthèse. On y retrouve en effet le milieu des grandes centrales syndicales, FTQ, CSN, CEQ; le milieu de l'enseignement, l'Alliance des professeurs de Montréal, les professeurs de français on l'a dit tout à l'heure; mais aussi les agriculteurs — l'Union des producteurs agricoles fait partie des membres fondateurs, et a même fourni le premier porte-parole, Albert Alain en 1971 — l'Union des artistes et l'Union des écrivains, donc le milieu des artistes, des écrivains, le milieu intellectuel; ainsi que le milieu national, nationaliste, le Mouvement national des Québécois, et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

C'est un organisme de synthèse, mais c'est aussi je pense, vous l'avez compris, un organisme profondément ancré dans la société québécoise, à partir du moment où les adhérents des 10 groupes représentent à peu près 900 ou 1000, ou probablement même 1 000 000 de personnes. C'est aussi, je crois, on peut le dire, un organisme qui a, je suppose, on peut le dire sans forfanterie, sa crédibilité puisque — en tout cas c'est un exemple — puisque cinq présidents, cinq des dix présidents des organismes du MQF, font partie — présidents et je devrais ajouter présidents — font partie de votre Commission.

Si nous sommes ici, bien sûr, vous vous en doutez un peu, c'est pour témoigner de la langue, ce front sur lequel nous nous battons depuis 20 ans. Ce front sur lequel nous nous battons depuis 20 ans avec l'idée... Je pense que l'idée fondamentale est la suivante: Plus le Québec sera fort, plus sera forte notre langue. Et plus, bien sûr, inversement, plus le Québec subira de coups, plus il subira de recul, plus la langue en sortira affaiblie.

La position que nous avons développée au cours des 20 années de lutte que nous avons précisée, que nous avons fixée depuis quelques mois, c'est précisément celle-ci. Sur la logique du "plus le Québec sera fort, plus la langue sera forte et bien portante", on en arrive à la conclusion qu'effectivement, la souveraineté est la clé de notre langue, la clé de l'avenir de notre langue. Ça veut dire quoi la souveraineté? D'abord les pleins pouvoirs. Ça veut dire quoi les pleins pouvoirs sur la langue? Ça veut dire qu'enfin, si je puis dire, les seules autorités gouvernementales, législatives, judiciaires, administratives, qui auront à prendre charge et à s'occuper de la langue, seront des autorités québécoises.

Et puisque tous les pouvoirs seront entre

les mains d'une même collectivité, des représentants d'une même collectivité, finies enfin, finies enfin les entraves, les concurrences, les jalousies des autorités fédérales, les convoitises, les refus d'imprimatur de la Cour suprême, finies aussi les querelles, les chicanes, autour de la langue par la langue interposée de deux États, de deux volontés, de deux nationalismes, de deux peuples différents, chicanes qui se font, bien sûr, toujours sur le dos de notre langue et aussi sur le dos des Québécois, quelle que soit par ailleurs leur langue d'origine. Enfin réunis tous les pouvoirs sous le même toit, ceux que nous exerçons en ce moment, mais qui nous sont parfois concurrencés ou contestés, ceux qui nous ont été enlevés depuis une dizaine ou une douzaine d'années et enfin, j'allais presque dire surtout, tous ceux que nous n'avons jamais exercés et que nous exercerons enfin pour la langue, une fois obtenue la souveraineté.

Mais la souveraineté, ce n'est pas simplement de pouvoirs nouveaux. C'est ça et c'est important, mais ce n'est pas seulement cela. Entre la situation actuelle et la situation de la souveraineté, il n'y a non pas une différence de degré, une différence de nature. On change complètement de décor. On change complètement de perspective, on voit les choses différemment. La langue nous apparaît différemment, on se voit nous mêmes en tant que Québécois quelles que soient par ailleurs nos origines différentes, on se voit différents.

Je vous signale, par exemple, mais je le donne à titre d'exemple, que dans cette souveraineté, il y aurait pour la langue d'abord un élément aussi important que celui d'une nouvelle citoyenneté. Alors, une citoyenneté québécoise, claire, nette, définie qui remplacerait celle que vous savez. Il y aurait aussi une nouvelle idée, claire, précise, incontestable, sans ambiguïté de ce qui est la langue majoritaire au Québec. Alors qu'encore aujourd'hui, on le sait très bien, il y a, selon le point de vue où on se place, selon le point de vue québécois ou selon le point de vue pancanadien... Après tout l'ambiguïté est possible dans la conjoncture de la souveraineté et l'ambiguïté est aussi, et c'est très important...

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous allez bientôt épuiser le temps de la présentation, M. Bouthillier...

M. Bouthillier: ...une nouvelle présence au monde. Résultat de cette souveraineté appliquée sur un domaine élargi: plus de clarté dans ce que nous avons à dire, plus d'efficacité dans l'action entreprise pour la langue et surtout, enfin, enfin, enfin, obtenue la paix linguistique, la paix qui vient s'étendre sur la langue. Fini le jour où le français était objet de contradictions, était objet de discords. Enfin voilà venu le jour où le français sera devenu instrument d'unité et

instrument de fraternité entre tous les Québécois, et c'est de cela et pour cela que nous sommes venus témoigner aujourd'hui devant vous, mesdames et messieurs. Je vous remercie, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant pour des questions provenant des membres. La parole est maintenant à M. Turgeon.

M. Turgeon: Merci, M. le Président. M. Bouthillier, je vous entends plaider en faveur d'une souveraineté axée sur les pleins pouvoirs pour la langue. Est-ce que ça veut dire qu'il s'agit d'une souveraineté partielle ou totale?

M. Bouthillier: Je ne sais pas si la notion... Je ne sais pas même si la notion de souveraineté partielle ne serait pas contradictoire. Est-ce qu'il y aurait une souveraineté qui serait partielle? En tous les cas, pour la langue...

M. Turgeon: Est-ce que c'est pleins pouvoirs pour les communications aussi...

M. Bouthillier: C'est les pleins pouvoirs... Enfin, les trois éléments qui se retrouvent dans notre projet sont les suivants: Les pouvoirs que nous exerçons en ce moment nous sont concurrencés par la loi fédérale C-72 ou par d'autres sources. Ces pleins pouvoirs, bien sûr, sont là et ils sont là enfin sans concurrence, mais à ces pouvoirs s'ajoutent les importants pouvoirs que nous avons et qu'on s'est empressé de nous enlever dès le moment où on a voulu s'en servir. Et c'est l'histoire des 13 dernières années, depuis l'adoption de la loi 101, en 1977. Regardez tout ce qui s'est passé au plan fédéral. Rappelez-vous ce qui s'est passé au moment du rapatriement de la Constitution. Rappelez-vous les ukases de la Cour suprême. Tous ces pouvoirs qui nous ont été enlevés. Eh bien! on les retrouve! Et puis, aussi, une ouverture, et un accès si je puis dire, à tous ces pouvoirs que nous n'avons jamais exercés, que nous n'avons même jamais pensé pouvoir exercer dans la situation actuelle, sur les communications – puisque je pense que vous en avez parlé – mais sur l'ensemble de ce qui constitue, actuellement, le domaine fédéral. Le domaine fédéral, c'est-à-dire les administrations, les ministères, les entreprises publiques qui appartiennent et qui relèvent du secteur fédéral, les forces armées, l'ensemble de la capacité d'action, l'ensemble des moyens d'action dont dispose le fédéral, l'ensemble des budgets, enfin la partie québécoise des budgets fédéraux. Tout ça est mis, si vous voulez, enfin rapatrié dans la maison paternelle, au service de la cause commune, de la langue commune, du français.

M. Turgeon: Il y a beaucoup de préoccupations, M. Bouthillier, quand on parle d'une

éventuelle souveraineté du Québec, quant au sort des francophones hors Québec. On a eu, encore aujourd'hui, deux groupes qui sont venus à ce sujet-là. Et il y a M. Chrétien qui se promène beaucoup, en ce moment, et qui dit, lui, que le Québec ne peut pas abandonner un million de Franco-Canadiens à leur sort. Et il dit que le sort, donc, des francophones hors Québec repose sur le Québec, et que le Québec, donc, devrait s'oublier en ne prenant pas la décision qu'il doit prendre quant à la souveraineté, et il devrait penser plutôt aux liens de parenté qu'il a avec les autres. Qu'est-ce que vous pensez là-dessus? Peut-être que les intérêts politiques vont diverger entre le Québec et la francophonie hors Québec, mais est-ce que c'est une raison, pour autant, pour les laisser tomber?

M. Bouthillier: Les conclusions, je suppose, de ce monsieur dont vous avez prononcé le nom, tout à l'heure,...

M. Turgeon: M. Chrétien.

M. Bouthillier: Ne partez pas, ne partez pas. Eh bien, vous savez, nous ne partons pas. Quel que soit le régime constitutionnel du Québec, quel que soit le degré d'autonomie ou d'indépendance, imaginez un Québec totalement indépendant. Où est-ce qu'il va aller? Est-ce qu'il va aller s'accrocher dans la lune? Est-ce qu'il va aller s'accrocher quelque part entre la Nouvelle-Zélande et l'Australie? Il va rester là. Il va être là, exactement là où il est depuis trois siècles, c'est-à-dire dans la vallée du Saint-Laurent. Il ne bougera pas, et il y a 6 000 000 ou 7 000 000 d'habitants. Où est-ce qu'ils vont partir? Ils vont rester là. Et, non seulement ne partons-nous pas, mais nous allons être là. Et nous allons être plus forts que jamais. Nous allons être plus forts. Nous allons avoir plus de moyens que jamais. Et je dirais la chose suivante, et je crois que c'est ça qui est le plus important: Nous allons être là, et nous allons... Au fond, je crois, moi - et je pense que nous en sommes tous ici secrètement convaincus - je crois que le jour où le Québec aura enfin accédé à sa pleine destinée, le jour où il aura pris sa place dans ce qu'il est convenu d'appeler le concert des nations, ce jour-là, le prestige du Québec, ce jour-là, le prestige de notre langue sera renforcé. Notre prestige sera renforcé y compris, y compris, dans les yeux de ceux qui nous regardent depuis deux siècles: dans les yeux américains, dans les yeux canadiens, dans les yeux britanniques. Ces personnes, qui s'étaient habituées à nous voir provincialisés et minorisés, plus ou moins capables de ceci, plus ou moins contents de ce petit pain-là, etc., vont nous voir sortir. Presque un miracle si vous voulez. On ne pensait pas que c'était possible, surtout après le 20 mai 1980, que, tout d'un coup, ce peuple retrouverait sa dignité. Ce prestige va rejaillir sur nous et il va rejaillir sur

tous ceux qui parlent notre langue, y compris j'allais dire, d'abord nos frères les Acadiens et nos frères hors Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci épuise votre période de temps. M. Turgeon. La parole est maintenant à M. Libman qui sera suivi de M. Beaudry.

M. Libman: Merci, M. le Président. J'ai lu votre mémoire avec beaucoup d'intérêt et je veux commencer, M. Bouthillier, avec la question des minorités, les diverses composantes de notre société.

Les minorités du Québec, qui représentent environ 18 % de la population en 1990, se sont adaptées au fait français et veulent aider à le protéger et elles veulent rester au Québec, peu importe le statut constitutionnel. Ça, c'est la réalité de 1990. Mais quand on lit un mémoire comme le vôtre, je vous dis très sincèrement, je vous dis très honnêtement que le message qui s'en dégage est inquiétant pour les minorités du Québec. Je vous dis ça très sincèrement, très honnêtement, sans être alarmiste. C'est ça la vérité et c'est comme ça qu'on se sent.

Il y a un genre de paranoïa qui est inhérente et ce message interfère avec cette volonté pour les minorités de rester au Québec. Vous parlez de dégager l'article 133, l'article 23 de la Charte canadienne et même de dégager la Charte canadienne des droits et libertés.

Ma question est la suivante: Pouvez-vous exprimer plus explicitement aux membres de cette Commission votre conception de la place et du rôle des minorités dans un Québec souverain? Serait-il possible de les percevoir comme une richesse, vraiment comme une richesse, comme une diversité de notre société? Et pourquoi a-t-on besoin d'être homogènes au Québec? Pourquoi ne pouvons-nous pas vivre côte à côte dans le respect de nos voisins? Ça, c'est une question qui sera fondamentale au moment où le Québec décidera d'accéder à la souveraineté.

M. Bouthillier: Si vous avez une solution pour rendre le Québec homogène, vous nous la donnerez parce qu'on ne la croit pas possible, ni même souhaitable. Le Québec ne sera jamais homogène, mais le Québec va être ce qu'il est, avec son identité, avec sa langue qui va être une langue commune; et cette langue commune va être, par définition, partagée par tous ceux qui accepteront de faire du Québec leur patrie.

M. Libman: Et les gens qui ne veulent pas accepter de faire du Québec leur patrie... Je veux avoir votre conception de la place, la conception des minorités dans la société que vous envisagez.

M. Bouthillier: Ils seront Québécois. Ils participeront à part entière. Non seulement participeront-ils à part entière...

M. Libman: Mais les droits de l'éducation...

raineté du Québec. Deuxièmement...

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Votre deuxième question.

M. Bouthillier: ...je dirais même la chose suivante: Ils participeront encore beaucoup plus qu'ils ne le font maintenant, parce qu'il n'y aura plus cette espèce de guerre froide entre francophones, anglophones, allophones. Nous allons tous être Québécois et on ne sera plus tellement intéressés - d'ailleurs, je vous le dis - à savoir d'où vient ce monsieur, d'où vient cette dame, d'où vient ce jeune homme. On ne grattera plus les origines; cette espèce d'obsession des origines qui est une des caractéristiques désagréables, je pense, de notre vie collective, de notre vie sociale, de notre vie politique et qui est ancrée dans notre système, probablement depuis autour de 1830 ou 1840. Tout ça, normalement, ça va disparaître. Nous allons être dans une république et on vous demandera, comme on demande dans toutes les républiques, non pas: D'où vous venez? mais Êtes-vous de la république ou pas? Êtes-vous Québécois ou pas. On vous demande... (21 h 45)

M. Libman: Alors, dans cette république, il n'y aura aucune crainte pour des garanties des commissions scolaires ou des garanties de certains services dans cette langue. Dans cette république, il y aura cette sécurité pour permettre certains de ces droits aux communautés minoritaires, je présume, dans votre analyse?

M. Bouthillier: Bien entendu! Bien entendu! Je m'étonne même de votre question. Je m'étonne même de votre question, car elle laisse entendre qu'il pourrait y avoir... Or, si je me reporte à toutes sortes de documents, y compris... Vous avez lu notre mémoire, regardez-le. Cette note en bas de page - je ne sais plus quel numéro - la documentation, le texte de Pepin-Roberts, en 1979, pas la loi 101 étriquée, déplumée, etc., la vraie, l'authentique, la pure, la première loi 101, qu'est-ce que dit M. Pepin? Qu'est-ce que dit M. Roberts? et ils ne sont pas militants du MQF. Il dit: Voilà, nous avons la preuve que le Québec est parfaitement capable de protéger ses minorités. Vous nous posez une question, on n'a pas posé ces questions, vous ne posez pas la question. Le monde entier, en ce moment, voit la Lituanie prendre son envol...

M. Libman: O.K. Je suis rassuré.

M. Bouthillier: ...est-ce qu'on prend le temps de se demander... Est-ce qu'on se demande...

M. Libman: Je suis rassuré, mais laissez-moi passer à ma deuxième question.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Libman: Maintenant, je vais sûrement dormir le soir que nous proclamerons la souve-

M. Libman: Ma deuxième question, M. le Président. Est-ce que vous préconisez le concept ou les idées de certains qui parlent de morcellement du territoire du Québec, advenant la souveraineté du Québec, en tenant compte des revendications territoriales des nations autochtones, par exemple, la terre de Rupert, les Cris et la région de la baie James et même des revendications territoriales par le gouvernement fédéral qui peuvent avoir lieu pendant ces négociations pour la souveraineté du Québec? Est-ce que vous avez réfléchi sur cette possibilité, le concept de négociation territoriale?

M. Bouthillier: Si j'étais partisan de ces idées-là, je m'inquiérais sur ma qualité de Québécois.

M. Libman: Mais dans la lumière des négociations, est-ce que vous voyez cette possibilité que certaines autres collectivités de la plus grande collectivité du Québec essaient de réclamer leur propre territoire, et spécialement, comme je l'ai dit, les nations autochtones?

M. Bouthillier: On ne cesse de nous dire que ces autres groupes sont Québécois. Pourquoi réclameraient-ils de s'éloigner d'un Québec qui aurait atteint sa souveraineté? Ils sont Québécois, pourquoi le seraient-ils moins? Pourquoi refuseraient-ils de l'être lorsque le Québec serait enfin devenu souverain?

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci épuise votre période de temps, M. Libman. La parole est maintenant à M. Beaudry.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. M. Bouthillier, à vous entendre répondre aux questions de M. Libman, j'ai presque envie de sauter mon tour!

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Est-ce une offre à la présidence, M. Beaudry?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Beaudry: Mais je vais le garder pareil.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Beaudry: Pour être un peu plus sérieux, M. Bouthillier, j'ai lu votre mémoire avec beaucoup d'intérêt...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Beaudry: Ça se peut, ça! Mais dans votre mémoire, pour être plus sérieux, vous parlez... Enfin, j'ai deux questions. À la page 5, vous nous dites: "Si le français reste précaire, c'est que nous sommes face à une masse d'un quart de milliard d'Anglophones, et dans le voisinage immédiat de la plus puissante machine, du plus grand producteur de biens, du plus formidable exportateur d'images et d'idées que l'humanité ait connu". Alors, ça semble vous inquiéter, puis je pense que vous avez des arguments pour nous expliquer de quelle façon vous vous y prendriez pour vous mettre à l'abri, jusqu'à un certain point, de cet exportateur d'images et d'idées, dans un Québec souverain. C'est ma première question.

M. Bouthillier: ...autrement que de constater que c'est ainsi que les choses sont faites? Je m'inquiéteraï d'autant moins que j'aurai et que nous aurons les instruments pour mieux régler nos rapports avec cette puissante machine de l'humanité.

M. Beaudry: Mais qu'est-ce qui vous empêche aujourd'hui de régler vos rapports avec cette machine qui est les États-Unis, au point de vue pratique, qui...

M. Bouthillier: Mais parfaitement. Nous n'avons pas la souveraineté. La souveraineté, c'est les pleins pouvoirs. C'est l'identité enfin incontestée. C'est l'identité dite proclamée, reconnue clairement partout dans le monde.

M. Beaudry: O.K. Alors, je comprends. Vous me dites qu'actuellement, vous ne les avez pas, les pouvoirs.

M. Bouthillier: Oui.

M. Beaudry: Demain, vous êtes souverain, vous les avez, les pouvoirs.

M. Bouthillier: Oui.

M. Beaudry: De quelle façon allez-vous vous y prendre pour empêcher cet exportateur d'images et d'idées d'entrer au Québec? C'est ça, ma question.

M. Bouthillier: Je n'ai pas l'intention de l'empêcher d'entrer au Québec.

M. Beaudry: Alors, vous ne ferez pas ça.

M. Bouthillier: Mais on va, si vous voulez, revoir, enfin, voir et revoir et évaluer et analyser nos rapports. Et il y aura des images, il y aura d'autres images et nous aussi, nous deviendrons exportateurs. Nous n'avons pas

l'intention... c'est dans l'intérêt et dans l'intention de personne au Québec de se couper de ces images-là.

M. Beaudry: Alors, dans ce contexte-là, si vous n'avez pas l'intention de revoir cette partie-là des exportateurs d'images et d'idées, votre français, qui est précaire aujourd'hui, quand même que vous auriez la souveraineté, va quand même demeurer précaire parce que ça va toujours rentrer de toute façon. Au moins à ce niveau-là.

M. Bouthillier: Vous savez, c'est effectivement... nos rapports, avec le quart de milliard de personnes dont vous parlez, sont effectivement les rapports de David et de Goliath. Bon.

M. Beaudry: Je vous dis immédiatement que j'aime mieux être David.

M. Bouthillier: On veut donner à David l'instrument dont il a besoin pour tenir Goliath à distance. Regardez votre Canada. Votre Canada, je n'ai pas dit...

M. Beaudry: Non, non, c'est le vôtre aussi, parce qu'on est tous encore dedans.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Beaudry: Je ne veux pas l'avoir tout seul.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bouthillier: Non, mais M. Beaudry, M. le Président, lui aussi... le Canada anglais, anglophone, est aussi aux prises avec cette machine d'un quart de milliard et il se donne des instruments. Il ne veut pas fermer, il ne ferme pas ses frontières, mais il se donne un CRTC. Donnons-nous un CRTQ.

M. Beaudry: O.K. Ma deuxième question, M. le Président, sur votre temps. C'est la première fois que je fais ça depuis cinq semaines, M. le Président.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Beaudry: Vous ne pouvez pas me laisser tomber à ce temps-ci.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Si vous n'aviez pas eu la dernière affirmation, j'aurais peut-être osé, mais enfin.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Beaudry: Il a pris confiance!

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): D'accord, M. Beaudry, à condition que la deuxième question soit en un morceau et non pas en cinq comme la première.

M. Beaudry: Elle va être très courte, très courte. Merci. À la page 10, M. Bouthillier, vous nous mentionnez: "pleine responsabilité aussi envers les autres langues, celle des autochtones, celle aussi qui nous a valu notre annexion à l'Empire britannique – vous n'avez pas l'air à être trop fier de ça, mais de toute façon – et qui est la langue maternelle de quelque 400 000 Québécois et Québécoises de naissance". Et c'est là que ça devient important: "...dont nous serons dorénavant, les seuls garants juridiques, sur notre territoire, comme nous serons les seuls garants juridiques de leur droit de participer pleinement à la vie du Québec".

Ma question est la suivante: Est-ce que, dans ce contexte de garantie-là que vous soulevez, vous voyez les droits de la minorité anglophone enchâssés dans la constitution québécoise, ou si vous voyez ces droits-là préservés par des lois qui pourraient être adoptées par notre Assemblée nationale?

M. Bouthillier: J'imagine qu'il y a plusieurs formules. Je ne suis pas un technicien de ces choses-là. Je serais porté à dire la chose suivante. Plutôt que de trancher dès maintenant, à savoir si la meilleure formule c'est celle de l'enchâssement ou celle des lois, etc? Est-ce qu'au fond, la meilleure façon, la meilleure garantie, d'ailleurs, la meilleure garantie, ce n'est pas notre passé à nous? Quel a été le passé du Québec? Quel a été le passé des Québécois, dans le rapport des Québécois aux autres langues, aux autres cultures, aux autres personnes sur leur territoire? Et, moi, je dirais, plutôt que d'enchâsser, qui est un terme qu'on applique plutôt – je vous le signale au passage – à des gens qui sont morts.

Une voix: Ha, ha, ha!

M. Bouthillier: Plutôt que d'enchâsser dans une constitution, moi, ce qui m'intéresse, c'est de savoir ce que les gens ont dans le cœur, ce que les gens ont dans l'esprit. Et ça, connaissant les Québécois – nous les connaissons tous – connaissant notre passé, je me fierais, moi, surtout à ce que nous avons dans le cœur pour défendre et reconnaître le droit des autres langues, la participation, le droit de participer, ce qui est capital, d'ailleurs, dans toute cette histoire-là.

Une voix: Il va être enchâssé.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Beaudry: Mais vous, M. Bouthillier, vous allez mourir un jour. Et les autres qui vont suivre, ils n'auront peut-être pas les mêmes convictions que vous.

M. Bouthillier: Pourquoi vous dites ça? Pourquoi est-ce que vous êtes en train...

M. Beaudry: Parce que c'est vrai que vous allez mourir un jour.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bouthillier: Non, mais, M. Beaudry. Regardez, pourquoi est-ce que vous le demandez à moi?

Une voix: S'il veut, je vais l'aider.

M. Bouthillier: Pourquoi est-ce que vous nous le demandez à nous? Pourquoi est-ce que vous vous servez de nos enfants, c'est-à-dire des vôtres.

Une voix: Oui, oui. Ne commencez pas à m'attiser comme ça.

M. Bouthillier: ...et de vos petits-enfants contre nous? Quand le Canada est devenu souverain, en 1931, au moment du Statut de Westminster, est-ce que les Britanniques ont dit aux Canadiens: On pourrait ne pas vous donner ça, parce que vous, ça va, M. Bennett, mais on ne sait pas, il y a peut-être des gens ici qui vont vouloir emprisonner les Japonais pendant la guerre.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bouthillier: Et on ne veut pas vous donner la liberté, l'indépendance, parce qu'on ne sait pas comment vous allez traiter les Canadiens français. Vous ne les avez pas traités très bien en Ontario. Vous ne les avez pas traités très bien au Manitoba. Je pense qu'on ne vous reconnaîtra pas l'indépendance, au Statut de Westminster. Qu'est-ce que vous auriez dit à ça?

M. Beaudry: Je ne répondrai pas, M. le Président.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Avant que M. Beaudry réponde, je note que le temps pour cette période de questions est épuisé et je passe la parole à M. Doyon.

Une voix: Monsieur qui?

M. Doyon: Merci, M. le Président. Bien sûr, et bienvenue et merci de votre mémoire. Toute la discussion que nous avons tournée autour de la

délicate question des droits des minorités et comment les préserver, comment les reconnaître. Mais j'aimerais me poser une question avec vous. Est-ce que tout ce processus qui va nous mener vers la solution globale et définitive de tous les maux qu'on connaît, malheureusement qui sont ceux que nous aimerions tous éviter, c'est-à-dire la souveraineté et le salut par la langue, quoi finalement – et grâce à ça, on fera un grand bout de chemin en avant – comment le Québec arrivera-t-il à cette solution idéale, idyllique, c'est-à-dire de sa souveraineté? Ça se fera de quelle façon? Par une déclaration? Par un référendum? Par l'action de votre mouvement? Enfin, j'aimerais savoir comment vous allez procéder. Est-ce que l'autodétermination du Québec, par exemple, est concevable, de telle façon qu'elle aboutisse à autre chose que la souveraineté? Ne pourrait-elle pas aboutir sur une association, sur un partage des pouvoirs? Est-ce que c'est une chose qui est concevable chez vous ou si c'est une chose qui est exclue, dans ce sens que, qui dit véritable autodétermination, dit accession à l'indépendance, accession à la souveraineté? Comment voyez-vous ça?

M. Bouthillier: Le processus, la démarche, le MQF comme tel n'en a pas débattu. Nous, on se place, comme vous avez pu le remarquer dans le mémoire, sur le strict plan de la langue. Et on se dit: Bon, bien voilà, pour faire avancer et pour assurer, si vous voulez, pour mettre la langue sur des bases enfin solides, il nous faut la souveraineté. Bon. Des situations mitoyennes, des situations de demi-mesures, des situations de partage des pouvoirs sur la question de la langue, ce n'est pas possible. Le Canada anglais a fait la preuve depuis – j'allais dire depuis plus d'un siècle – mais en tout cas, depuis 15 ans ou 20 ans, par son acharnement, si vous voulez, à nous mesurer les premiers pas qu'on essayait de faire vers la plus grande autonomie de la langue française. Ils ont pris toutes sortes de mesures; ils sont allés jusqu'à rapatrier une constitution dans le plus total incivisme constitutionnel, comme ils ont fait en 1981, 1982. Il faut le faire. Et ça prouve, si vous voulez, leur détermination et leur acharnement à ne pas lâcher le morceau. Pourquoi? Pourquoi est-ce qu'ils ne lâchent pas le morceau? Bien sûr, ils le font au nom des droits des minorités, au nom des droits individuels, au nom de la paix universelle, etc. Tout ça est bien beau et bien gentil, et il y a une part de vrai là-dedans, mais il faut savoir lire à travers leurs messages et leurs discours. Il est évident que, dans ce qu'ils font, ce qui les intéresse, c'est les intérêts politiques et c'est le maintien de l'emprise du système politique canadien sur le territoire du Québec.

M. Doyon: Question très pratique. Dans un Québec indépendant, souverain, où la langue française est maîtresse comme vous le désirez,

comment et de quelle façon... Premièrement, est-ce que vous êtes prêts à le faire? Assurez-vous des services de santé à la minorité anglophone? Est-ce que c'est une chose qui est pensable? Comment le faites-vous? Est-ce que c'est tout simplement un privilège que vous accordez selon le bon vouloir des personnes en place? Est-ce que c'est quelque chose qui est reconnu dans la loi constitutive du ministère de la Santé et des Services sociaux? Comment cela se fait-il en pratique? Est-ce que ça ne crée pas des problèmes quand vous le faites?

M. Bouthillier: Mais pourquoi est-ce que vous voudriez qu'on leur enlève ça?

M. Doyon: Non, vous demandez...

M. Bouthillier: Mais c'est vous qui avez eu cette idée-là, ce n'est pas moi.

M. Doyon: Je vous demande comment vous le faites? Comme le faites-vous? Je veux juste savoir.

M. Bouthillier: Si je vais au Royal Victoria, il m'est arrivé d'y aller, ça n'a pas l'air d'être très compliqué. Et je ne vois pas pourquoi ça ne continuerait pas.

(22 heures)

M. Doyon: Donc, c'est...

M. Bouthillier: Écoutez, il y a une réalité actuelle. Il y a une réalité actuelle. Allez au Royal Victoria... Enfin je ne vous souhaite pas d'être malade, monsieur...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bouthillier: Enfin, allez au Royal Victoria, allez dans les hôpitaux anglophones.

M. Doyon: Je souhaite que vous ayez été guéri quand vous y êtes allé, en tout cas. Ha, ha, ha!

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bouthillier: Pourquoi... J'y suis allé en visiteur, monsieur.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Doyon: Ah! Tout s'explique!

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Doyon: Tout s'explique! Je me disais aussi. Ha, ha, ha!

M. Bouthillier: Pourquoi est-ce que ça cesserait? Pourquoi est-ce que tout d'un coup, moi, je voudrais empêcher l'infirmière Mme

Watson d'aider le docteur Thomson à guérir M. ou Mme "What's her name"?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bouthillier: Pourquoi est-ce que je voudrais faire ça? "Passe-moi l'instrument chirurgical" en anglais, pourquoi pas?

M. Doyon: Bien sûr. Ce que je veux savoir, est-ce que ça fonctionne, selon les institutions, tout simplement? Si on est au bon endroit on a des services dans la langue qui est celle dans laquelle on vit normalement? Si on est ailleurs, on n'en a pas? On ne le sait pas d'avance? Comment cela se passe-t-il? Juste à titre d'exemple.

M. Bouthillier: Écoutez, je vous dis, ça m'a l'air de se passer très bien. Je ne vois pas pourquoi ça ne continuerait pas, et j'ajouterais même, ça pourrait même augmenter. Ça pourrait même être augmenté. À partir... Le problème...

M. Doyon: Est-ce que la loi 42, par exemple...

M. Bouthillier: La loi 142.

M. Doyon: La loi 142...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Doyon: Est-ce que c'est quelque chose qui vous plaît ou qui vous déplaît, grosso modo?

M. Bouthillier: Je viens de vous raconter tout ce que je pense de ce qui se passe au Royal Victoria. Ce qui me déplaît dans la loi 142, je vais vous le dire. Ce qui nous déplaît, ici, dans la loi 142, c'est le fait que le Québec l'a faite en cogérance, en cogestion avec le fédéral. Mme Robic – c'est son nom et elle était ministre de ces choses-là à l'époque – n'a pas été capable de la faire seule, et elle est allée la faire à côté de Gerald Weiner. Elle a été obligée de signer toute une entente...

M. Doyon: Totalement impardonnable.

M. Bouthillier: ...il y a eu toute une liturgie, si vous voulez, des belles relations fédérales-provinciales, et ça été une occasion pour M. Gerry Weiner de chanter toute sa liturgie habituelle, alors qu'on aurait parfaitement pu faire ça entre nous, Québécois. Pas besoin de l'aide des autres. Pas besoin de laisser – c'est même néfaste, si vous voulez – de laisser un État extérieur venir se servir des minorités. Vous savez, l'histoire du XXe siècle, l'histoire de l'Europe nous montre très bien qu'une des choses les plus néfastes, c'est quand les États commencent à se servir des minorités sur les territoires des autres pour fomentier et pour embêter, et

pour créer la zizanie. Le jour...

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant à un représentant du parti de l'Opposition officielle, M. Brassard.

M. Brassard: Merci, M. le Président. C'est justement ça, le problème. Le problème, c'est que Mme Robic acceptait que le gouvernement fédéral soit un acteur linguistique majeur au Québec. C'est ça le problème que vous soulevez, dans votre mémoire, et que vous signalez, le problème majeur. Est-ce qu'on accepte que le gouvernement fédéral soit au Québec un acteur, un intervenant linguistique majeur? Dépendamment de la réponse, on se retrouve dans une société bilingue, ou qui se bilinguise, ou on se retrouve dans une société française. Moi, je vous remercie du mémoire, puis je vous félicite en même temps, parce que ce n'est pas rien, vous avez réussi à rassurer M. Libman.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Brassard: Mais en même temps, vous avez inquiété M. Beaudry puis M. Doyon. Là, je ne comprends plus rien du tout.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Brassard: Parce que c'est M. Libman qui était difficile à rassurer...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Brassard: ...sur les droits des anglophones au Québec, et puis là, je suis content. Il va pouvoir enfin dormir tranquille ce soir. Je vous en remercie et je vous en félicite.

Ma première question, c'est la suivante: Compte tenu, justement, que le gouvernement fédéral est un acteur linguistique majeur, disposant d'instruments, d'outils à la fois juridiques et financiers via la loi C-72, par exemple, et son pouvoir général de dépenser, compte tenu de cela et de tous les moyens dont il dispose pour faire reculer, finalement, le français au Québec – parce que le bilinguisme au Québec, c'est ça, c'est le recul du français, ce n'est pas autre chose – si ça demeure comme ça, si les choses demeurent comme elles sont sur le plan linguistique... Il y a un linguiste, à Chicoutimi, d'origine américaine en plus – ça n'a pas plu beaucoup à M. Hogue – qui est venu nous dire: Dans une situation comme celle-là, il y a inévitablement une langue qui se retrouve dans un statut inférieur, et une langue qui a un statut supérieur. Et forcément, celle qui a un statut inférieur s'infériorise davantage, puis celle qui a un statut supérieur acquiert de plus en plus de supériorité. C'est inévitable.

Et ma question: Si ça demeure comme c'est là, comment ça va se terminer? Où s'en va-t-on

sur le plan linguistique?

M. Bouthillier: La pente, si vous voulez, dont vous parlez, dont parlait ce linguiste, et qu'on constate dans d'autres situations, et qu'on a vue ici notamment, enfin pas très loin de chez nous si vous voulez, historiquement en Louisiane, le problème c'est que les langues disparaissent petit à petit, disparaissent lentement. Si, c'est dommage que ça ne soit pas comme ça, mais s'il y avait, si vous voulez, un cataclysme linguistique, on pourrait le voir venir, on pourrait réagir contre, se servir d'un séismographe et puis dire, attention! Il faut réagir contre ça. Non.

M. Brassard: Il n'y a pas d'échelle de Richter non plus pour ça.

M. Bouthillier: Si vous voulez, ce sont de longs glissements de terrain. Vous qui êtes du Lac-Saint-Jean, vous voyez à peu près ce que je veux dire. Ce sont de longs glissements de terrain. Mais une fois que vous vous êtes enfoncé dans le terrain, il est trop tard, et il n'y aura plus personne si vous voulez, pour le regretter.

Le jour où le français aura disparu, non pas dans 2 ans, non pas dans 5 ans, on décréterait aujourd'hui l'abolition de l'État du Québec, enfin ce qui sert d'État du Québec en ce moment, on décréterait l'abolition de la loi 101, on décréterait la loi C-72 multipliée par 10 sur le territoire du Québec, on ne serait pas moins français vous et moi demain. On ne serait pas moins français dans 2 ans, dans 5 ans, mais dans 10 ans, dans 15 ans, dans 20 ans, et nos enfants, nos petits-enfants, eh bien, "Mummy, Mummy", vous connaissez la chanson de Pauline Julien, ils seraient devenus anglais, anglophones, et puis il ne s'en porteraient, eux sans doute, pas plus mal. Mais nous, comme collectivité, on sait comment on s'en porterait. Et je dirais même, je dirais même, que l'Amérique du Nord elle-même s'en porterait moins bien. Car au fond, nous sommes un élément distinctif en Amérique du Nord, nous sommes le seul élément de différence culturelle organisée, viable, sur le territoire de l'Amérique du Nord. Et l'Amérique du Nord a besoin de nous.

M. Brassard: Donc, il nous faut pleine, entière et totale compétence en matière linguistique au Québec. Bien. Mais il y a des gens qui viennent nous dire, M. Dion, ce matin, pas plus tard que ce matin, M. Léon Dion est venu nous dire qu'on pourrait envisager de rapatrier, de récupérer tout l'ensemble des pouvoirs linguistiques, puis ceux qui sont entre les mains du gouvernement fédéral, les lui enlever et les ramener au Québec, pour que le Québec ait pleine compétence linguistique. Et que ça, dit-il, ça pourrait se faire sans que le Québec accède à sa souveraineté.

Pourquoi en êtes-vous arrivé à la conclusion

que, pour que le Québec jouisse de la pleine, totale et entière compétence linguistique sur son territoire, pourquoi en êtes-vous arrivé à la conclusion que ce n'étaient pas uniquement des rapatriements de pouvoirs linguistiques qu'on devait envisager, mais que c'était la souveraineté?

Le Président (M. Michel Bélanger): Ce sera votre dernière question, M. Brassard.

M. Bouthillier: Parce que j'avais lu Léon Dion, mais le Léon Dion de 1973 qui dénonçait la souveraineté culturelle comme une chimère. Il disait, attention, monsieur, c'était M. Bourassa déjà à l'époque, qui avait comme projet politique de faire la souveraineté culturelle. Et M. Dion l'a taillé en pièces, sinon lui, en tous les cas son idée, sur le thème la souveraineté c'est la souveraineté, il n'y a pas de moitié, de quart, de huitième, de dixième.

Et, vous me dites que M. Dion a changé, bien j'en prends acte.

Le Président (M. Michel Bélanger): Sur ce, nous terminons... Pardon? Brièvement.

M. Rioux (Michel): Je voudrais simplement préciser que c'est un jour, si le mot n'est pas galvaudé, historique, parce qu'il y aura 20 ans en janvier, que le Mouvement Québec français a été formé, et c'est la première fois qu'il y a une unanimité des membres qui le composent, de tous les organismes qui le composent, pour préciser très clairement que la langue française, la voie naturelle pour faire en sorte que la langue française soit une langue commune, acceptée, préservée et en développement au Québec, c'est l'indépendance, c'est la souveraineté.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors nous prenons note de cette précision. Il me reste à remercier M. Rioux, Mme Chalifour, M. Grenon, Mme Gagné, M. Turcotte et M. Bouthillier, pour la présentation du mémoire du Mouvement Québec français. Et après une brève suspension, nous procéderons ensuite avec le dernier intervenant de la journée, la Fondation de l'entrepreneuriat du Québec.

(Suspension de la séance à 22 h 10)

(Reprise à 22 h 12)

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous recevons maintenant la Fondation de l'entrepreneuriat du Québec, M. Fortin, M. Plourde et M. Toulouse. M. Fortin, vous êtes le porte-parole, je crois?

M. Fortin (Paul-A.): Oui, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Si vous

voulez bien présenter les deux personnes qui vous accompagnent et que je viens de nommer et, ensuite, prendre cinq minutes pour dire l'essentiel de votre mémoire.

Fondation de l'entrepreneurship du Québec

M. Fortin: M. le Président, d'abord je voudrais excuser M. Robert Arcand, le président du conseil, qui est à signer l'entente entre le groupe Harricana et Denis et également Marcel Lafrance qui, lui, est allé livrer la frégate de MIL-Davie à Halifax. Ce sont les deux entrepreneurs qui sont occupés à autre chose. À ma gauche, M. Jean-Marie Toulouse, titulaire de la chaire d'entrepreneurship, professeur aux HEC et membre du conseil d'administration; à ma droite, M. Jacques Plourde, vice-président au maillage technologique et au partenariat au Centre de recherche industrielle du Québec; qui a été un cofondateur de la Fondation de l'entrepreneurship et en est actuellement le secrétaire-trésorier.

M. le Président, je vais prendre deux minutes, deux minutes et demie, et M. Toulouse complètera. La Fondation de l'entrepreneurship est un organisme sans but lucratif créé en 1980. Elle s'est donné pour mission d'identifier et de libérer le potentiel entrepreneurial des personnes, de concourir à leur formation et de susciter l'établissement de conditions favorables à l'épanouissement des entrepreneurs. La Fondation regroupe des gens de toutes les couches de la société et particulièrement du secteur public, du milieu des affaires, du monde de l'enseignement et des associations. Le mandat de votre Commission, M. le Président, consiste à étudier de nouvelles structures politiques pour le Québec. Est-il besoin de signaler l'impact que le régime politique exerce sur le développement économique d'un État et sur l'épanouissement des entrepreneurs en particulier. Les récentes faillites des régimes socialistes en sont un exemple saisissant. La répartition des pouvoirs entre les différents législateurs doit permettre aux entrepreneurs potentiels, selon nous, d'abord de se découvrir et, ensuite, de réaliser leur rêve. Il faut rendre plus faisables et acceptables les projets d'entrepreneurs dans la société. Il serait difficile de chercher à identifier ici tous les mécanismes capables de répondre à ces besoins.

La Fondation opte plutôt pour la voie des valeurs, des idéologies, des croyances que la société se doit d'adopter pour assurer le plein développement de l'"entrepreneurship". Ces croyances sont exprimées dans le manifeste de la Fondation de l'entrepreneurship. Dans toute société, il y a des entrepreneurs potentiels qui s'ignorent ou qui attendent un climat favorable pour répondre à la diversité des besoins humains. Ces futurs entrepreneurs possèdent un héritage d'habileté et de qualité exceptionnelles. Cependant, ils ont besoin d'être accueillis et soutenus

par la société, c'est-à-dire la famille, les patrons, les éducateurs, les travailleurs, les consommateurs, les contribuables, les investisseurs, les simples citoyens ainsi que les médias, sans compter, bien sûr, les gouvernements.

La Fondation se déclare solidaire du mémoire déposé par le Forum de l'emploi. J'ai été invité par M. Béland à participer à ce forum et je lui en suis reconnaissant. Nous sommes pleinement solidaires avec la position qui a été prise au niveau du Forum touchant le rapatriement au Québec d'un certain nombre de pouvoirs. La Fondation endosse également l'analyse faite par le Conseil des affaires sociales touchant la pauvreté au Québec. On doit accélérer la décentralisation en matière de développement économique et créer des fonds de développement de l'emploi dans les localités. Nous nous associons également avec le YMCA et l'ICA, qui ont présenté des mémoires ici, dans la recommandation qu'ils vous faisaient de poursuivre la discussion sur l'avenir du Québec dans des cercles plus restreints afin d'ajouter à la consultation une certaine forme d'éducation. Au long de la consultation, disaient-ils, il faut peut-être atteindre les engagements.

En conclusion, nous recommandons que la priorité soit accordée au développement économique, et particulièrement au développement de l'"entrepreneurship" endogène.

Le Président (M. Michel Bélanger): Deux minutes également, M. Toulouse.

M. Toulouse (Jean-Marie): Essentiellement, dans notre mémoire, il y a deux parties. Dans la première partie, nous avons voulu attirer votre attention sur le rôle des entrepreneurs dans la société, et nous avons découpé l'argumentation en fonction de cinq thèmes. Les entrepreneurs et la création d'emplois. Sur ce point, nous voulons vous rappeler, chose que vous savez très bien, que la création d'emplois dans une société est fondamentalement associée au ratio net d'entreprises créées par rapport aux entreprises fermées dans cette même région. Évidemment, d'après nous en tout cas, la création d'emplois sans "entrepreneurship" nous apparaît une utopie.

Deuxième point, c'est les entrepreneurs et la vitalité économique d'une région. Ce que nous constatons et ce que nous voulons mentionner, c'est que nous sommes profondément convaincus que le développement économique local repose sur l'"entrepreneurship" local. Sans "entrepreneurship" local, on ne peut pas espérer développer l'emploi local, encore moins bâtir un développement durable.

Le troisième point concerne l'expression des talents individuels. Sur ça, nous voulons rappeler que l'"entrepreneurship" est ce qui permet à plusieurs personnes individuellement, qu'elles soient des jeunes, des vieux, des instruits, des pas instruits, des immigrants, des Amérindiens,

des gens de villes ou des gens des campagnes, d'exprimer ce qu'elles ont le goût de faire et de l'exprimer dans des formes qui varient énormément, que ce soit sous la forme individuelle ou collective. Il nous semble essentiel de protéger ce rôle social au moment où on réfléchit à l'avenir du Québec. Le Québec de demain, selon nous, a besoin d'entrepreneurs et les Québécois sauront davantage exprimer ce qu'ils sont si l'on bâtit un climat propice à une société entrepreneuriale.

L'autre rôle, évidemment, c'est le renouvellement des produits. Alors, nous voulons rappeler que dans un Québec de demain, l'innovation et la nouveauté seront souvent apportées par les entrepreneurs, pourvu que l'on imagine des structures qui leur permettront d'exprimer ce qu'ils sont. Et le cinquième rôle, c'est l'ouverture des entreprises. Depuis une dizaine d'années, plusieurs entreprises se sont interrogées sur la place qu'elles devaient accorder dans leur fonctionnement aux entrepreneurs, et elles en sont venues à réaliser que l'"entrepreneurship" est une voie qui permet aux employés des entreprises de réaliser des projets qui sont les leurs, et c'est une voie qui permet à ces mêmes entreprises de s'ouvrir, d'expérimenter de nouveaux produits et de nouvelles idées.

La deuxième partie du mémoire, c'est le Québec de demain et les entrepreneurs. Au fond, cette partie-là se résume assez clairement. On dit: Le Québec de demain, comme on l'imagine, c'est un Québec dans lequel l'activité des entrepreneurs est une activité acceptable socialement et faisable dans sa réalisation. Il nous semble essentiel que la répartition des pouvoirs entre les différents intervenants assure que l'activité des entrepreneurs sera encore plus acceptable et plus faisable. À notre avis, nous souhaitons que le Québec entrepreneurial soit d'abord caractérisé par un accès libre aux opportunités qui se présentent dans le marché. Nous estimons que la voie la plus importante pour que les projets, ou celle qui est la plus prometteuse pour rendre les projets entrepreneuriaux et faisables, acceptables, c'est la voie qui s'adresse aux valeurs, aux idéologies et aux croyances. Dans sa réflexion, la Fondation a identifié les valeurs et les croyances qui lui paraissaient à la base d'un tel projet. Elles sont énumérées dans le texte, je vous les passe, vous l'avez tous lu.

En conclusion, au fond, vous pourriez nous demander: Pourquoi venez-vous nous parler des valeurs alors qu'on réfléchit sur les structures? À notre avis, nous croyons que la façon de répondre aux questions de structures, c'est de clarifier d'abord et avant tout quelles valeurs on veut défendre et nous, les valeurs que nous proposons, c'est celles que nous associons à l'"entrepreneurship".

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci,

messieurs. Nous commençons par des questions d'une représentante du parti formant le gouvernement, Mme Hovington.

Mme Hovington: Merci, M. le Président. D'abord, bienvenue à la Commission ce soir. Je vous remercie de ce mémoire. Je connais bien M. Fortin. D'entre vous trois, c'est celui que je connais le plus parce que j'ai eu l'honneur de le recevoir dans mon comté, à Sainte-Anne-des-Monts plus précisément, où M. Fortin était venu, dans le cadre d'un gala de l'entreprise, nous parler justement de l'"entrepreneurship" au Québec. Et j'avais trouvé vos idées extrêmement intéressantes pour le développement régional. Vous parliez même ce soir-là comme vous parlez dans votre mémoire, du rôle des entrepreneurs dans la société, de la création d'emplois, de la vitalité du développement économique local, de l'expression des talents individuels, du renouvellement des produits, de l'ouverture des entreprises sur des nouvelles idées. En fait, vous reprenez un petit peu ces idées-là dans votre mémoire et je trouve ça extrêmement intéressant et important.

Et vous parlez de la répartition des pouvoirs, qui est très importante au niveau de l'activité entrepreneuriale. Pouvez-vous expliquer un petit peu plus en détail ce que vous entendez par la répartition des pouvoirs? Est-ce que vous entendez des pouvoirs que le Québec devrait rapatrier du fédéral? Quels pouvoirs on devrait avoir en exclusivité? Et je voudrais aussi vous entendre parler de la décentralisation de ces pouvoirs, une fois qu'on les aura rapatriés; si c'est ça que vous entendez dans votre mémoire.

M. Fortin: Je vous remercie beaucoup, Mme Hovington, de faire référence à la visite que j'ai faite chez vous. Je me souviens très bien que l'an passé, à pareille date, je rencontrais M. Campeau. Il me disait: Après 10 ans, il me semble que la Fondation de l'entrepreneurship, ce n'est pas très connu. Je lui disais, à M. Campeau: Si vous alliez dans les sous-basements d'église et les salles paroissiales des régions éloignées, vous trouveriez que je suis très connu. Je pense que vous le confirmez.

Mme Hovington: Absolument.

M. Fortin: Ce n'était pas une question plantée. Mme Hovington, ce que nous croyons, c'est vraiment au niveau de la responsabilisation des personnes à la base. Quand on dit qu'il existe un potentiel entrepreneurial dans le milieu, on est convaincu qu'il est là. À partir du moment où une société prend conscience que, dans chaque milieu, il existe un certain nombre de personnes habiles à transformer des rêves, des problèmes, des opportunités en des entreprises viables, bien là, les gens commencent à chercher parmi eux et à travers eux qui sont ces person-

nes-là, ce qu'on pourrait faire pour les aider, comment on peut faire pour que ces gens-là, d'abord, se reconnaissent, prennent confiance en eux et, tranquillement, grandissent avec des projets.

Donc, ça suppose que les gens puissent se tourner, d'une certaine façon, vers eux et qu'ils aient quand même un certain nombre d'instruments pour activer ce processus-là. C'est ce dont on s'est rendu compte, par exemple, au cours des dernières années. L'"entrepreneurship" a progressé de façon assez remarquable au cours des dernières années, mais, quand même, on n'est pas d'une solidité à toute épreuve. C'est quand même relativement récent. La preuve, c'est qu'au moment où on se parle, il reste quand même 553 000 Québécois et Québécoises aptes au travail, inoccupés, disait-on dans un article du mois dernier. Donc, ça veut dire qu'il y a encore de la place pour l'"entrepreneurship".

Deuxièmement, ce dont on se rend compte, c'est que, quand il y a de l'espace psychologique pour les gens pour progresser en matière d'"entrepreneurship", c'est plus facile que quand l'espace psychologique est occupé par toutes sortes de débats, ou est occupé par toutes sortes de préoccupations ou, à toutes fins utiles, les gens n'ont plus d'intérêt ou n'ont plus le temps, je dirais, de penser à des projets ou de penser à réaliser des choses. Donc, c'est à la fois, je dirais, un certain nettoyage du climat psychologique qui peut être aidant et aussi une décentralisation des pouvoirs et des responsabilités au niveau le plus bas possible de l'échelle, et je pense que c'est d'abord au niveau du citoyen. Et c'est au niveau de la petite communauté et peut-être au niveau de la région. Mais, enfin, je pense qu'on devrait donner toute la charge à la base des pouvoirs qu'ils peuvent porter avant d'envoyer des excédents à des niveaux supérieurs.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci épuise cette période.

Mme Hovington: Déjà?

Le Président (M. Michel Bélanger): Déjà, madame.

Mme Hovington: Je vois que M. Fortin a la parole aussi facile que quand il est venu à Sainte-Anne-des-Monts. Merci, M. Fortin.

Le Président (M. Michel Bélanger): Excellente conclusion. Nous passons maintenant à une représentation du parti de l'Opposition officielle, Mme Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Je vous souhaite bienvenue à mon tour. Effectivement, votre mémoire, en fait, est un vibrant plaidoyer pour l'"entrepreneurship" et je veux, en fait, vous en féliciter parce que vous présentez

l'"entrepreneurship" d'une façon originale et d'une façon très neuve, avec une vision sur la base des valeurs, vous le mentionnez, mais qui est, dans le fond, très humaniste, je dirais même généreuse et progressiste. Et vous définissez l'entrepreneur, au féminin ou au masculin, comme la personne qui doit être bien ancrée dans son milieu, dans sa collectivité, qui est en même temps un reflet de cette collectivité. D'ailleurs, vous le dites dans votre document: On a, finalement, les entrepreneurs que nous méritons; ils ressemblent à notre société. Maintenant, moi, je me dis: Est-ce qu'on a les gouvernements que nous méritons? Et vous pensez, vous, ou vous avez l'air de croire qu'on n'en mérite pas tant, finalement, parce que vous trouvez qu'il y en a trop. Là, je vais prendre votre mémoire, à la page 9, où vous parlez des barrières réglementaires assurées, c'est-à-dire mises en place par les gouvernements des différents niveaux et qui sont une entrave à l'exercice de l'"entrepreneurship". Plus loin, toujours à la page 9, à la fin, vous nous dites: "Il nous semble que le cadre juridique et le cadre social du Québec de demain doivent être flexibles et laisser place à ceux qui ont besoin d'une marge de manoeuvre pour expérimenter, agir et inventer des projets." C'est quoi le Québec plus flexible de demain que vous attendez? Est-ce qu'il pourrait impliquer que l'un des niveaux de gouvernement puisse ne plus être là?

M. Fortin: Écoutez, je ne suis pas sûr de pouvoir répondre à toute la question, mes collègues pourront peut-être m'aider. C'est sûr, pour différentes raisons, à mon avis en tout cas, que la politique a pris une importance très forte au Québec. Des fois, je dis à la blague qu'on a des hommes et des femmes, au niveau politique, pour mener deux ou trois pays. Et je dirais, en même temps, qu'on a beaucoup de personnes qualifiées et compétentes pour jouer des rôles importants. Et je dirais qu'on est peut-être un petit peu à la remorque dans d'autres domaines, et particulièrement, peut-être, au niveau du développement économique où on commence à apprendre à jouer le jeu. Mais on est encore dans le processus d'apprentissage. Il nous reste du rattrapage à faire.

Moi, ce que je pense par rapport à... on le dit aussi dans notre mémoire et je le pense très sincèrement, qu'il y a des leaders et des entrepreneurs et les deux sont nécessaires dans une société. Mais les gens ne fonctionnent pas sur les mêmes bases. Dans une démocratie, les leaders sont choisis par les pairs alors que les entrepreneurs, ils se choisissent eux-mêmes. Ils se choisissent quand il y a des conditions favorables et propices. Bon. C'est quoi, les conditions favorables et propices? C'est certainement là où il y a l'autonomie, où il y a la responsabilité et là où aussi, je pense bien, la politique ne prend pas trop de place. Et pour

nous, si vous voulez, par exemple, on était très d'accord avec le Forum de l'emploi, en disant: Il y a un certain nombre de dossiers, au minimum, qu'il faut nettoyer et sur lesquels il faut clarifier les choses. Et de ce côté-là, je pense qu'on fait l'unanimité dans notre organisation.

M. Toulouse: Je voudrais juste rajouter, puisque vous vous réferez à la page 9, des points très précis. Cette page-là, elle est écrite en référence à des entrepreneurs sur le terrain, et non pas en référence à des gens qui font la politique. Quand on étudie des créations d'entreprises sur le terrain, qu'est-ce que les gens nous disent? Ils nous disent des choses comme: C'est très compliqué de créer mon entreprise parce que j'ai cinq permis à demander. Peu importe où sont les permis. Ça n'a aucune importance, il y en a cinq à demander, un à la ville, deux à la municipalité régionale de comté, ainsi de suite, bon, ça ne finit plus. Deuxième chose qu'ils nous disent: Au fond, je dois montrer patte blanche partout pour être capable d'arriver à créer mon entreprise. Troisième chose qu'ils nous disent: Il y a des pratiques de nos gouvernants qui n'aident pas à la création d'entreprises. Par exemple, les achats centralisés. Les achats centralisés ont eu un effet mortel sur la création d'entreprises au Québec. Créés ici, avec toute la bonne intention. Et les politiciens qui sont venus les défendre dans les forums de petites entreprises n'ont pas écouté les entrepreneurs qui leur disaient: Si vous faites ça, moi, je ne suis plus capable de vous vendre. Et c'était bien le cas parce que comme il y avait des quotas d'achats, évidemment, on n'était pas capable. Alors, au fond, c'est à ce genre de choses...

(22 h 30)

Et j'ajouterais une autre chose, c'est le capital. Vous savez comme moi, puisque vous êtes bien placé pour le savoir, que le capital ce n'est pas le plus grand voyageur qui existe. Et les gens qui créent des entreprises, dans certaines régions, vont dire: C'est assez compliqué d'obtenir du capital, parce que je dois avoir une autorisation dans ma région, à Québec, et après ça à Montréal, et des fois à Toronto. Alors, au fond, c'est à ça qu'on se réfère. On réfère à la réalité quotidienne de l'entrepreneur. Et le point était que nous croyons que ces barrières-là, ce qu'elles font, c'est qu'elles empêchent les entrepreneurs de relever des opportunités qu'il y a dans le marché et qui sont utiles pour les gens qui sont là. Et c'est ça qu'on trouve. Il faut arriver à, quand on utilisait l'expression "plus flexible", au fond, trouver une façon que, cette réalité-là, ça ne soit plus comme ça.

Mme Marois: Mais si vous allez au bout de votre logique... Et je sais que le Président me dit que c'est ma dernière question.

Le Président (M. Michel Bélanger): La

dernière des dernières, madame.

Mme Marois: Si vous allez au bout de votre logique...

M. Toulouse: Oui.

Mme Marois: ...dans une perspective d'emploi...

M. Toulouse: Oui

Mme Marois: ...de décentralisation...

M. Toulouse: Oui.

Mme Marois: ...et la description que vous me faites...

M. Toulouse: Oui.

Mme Marois: ...de tous les niveaux de décision, vous n'avez pas l'impression que si on rapatriait ici tous les pouvoirs, sous la responsabilité d'un gouvernement du Québec, on ne serait pas mieux servis? On ne risquerait pas de mieux servir les entrepreneurs sur le terrain?

M. Toulouse: Ça, je ne le sais pas. Moi, je vais vous dire, au fond, là où notre raisonnement nous amène: C'est à penser que le pouvoir n'est pas au troisième ciel. Le pouvoir, il est sur le plancher des vaches, avec les gens sur le terrain. Et si on postule que c'est comme ça, ça veut dire qu'au lieu de penser que la pyramide du pouvoir elle est comme ça, on la vire à l'envers.

Mme Marois: Je suis d'accord.

M. Toulouse: À ce moment-là, si on postule que le pouvoir est en bas, je ne vais pas chercher le pouvoir en haut, au troisième ciel. Je demande aux gens en bas, quels pouvoirs ils veulent me donner. Et quand on demande ça aux gens, à nos entrepreneurs, ils disent: Veux-tu, on va parler de ça correctement, quels pouvoirs que je veux te donner? Asseyons-nous. Parce que, autrement, on va toujours chercher au troisième ciel, auprès du petit Jésus.

Mme Marois: On serait prêts pour le référendum, quoi?

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à des questions des membres avec, d'abord, Mme Campbell Steer.

Mme Campbell Steer: Merci, M. le Président. Premièrement, moi je veux vous saluer à mon tour, du bureau de commerce de Montréal. Je sais que nous avons vraiment aimé l'expérience de travailler de façon étroite avec vous et vos collègues, surtout dernièrement, dans notre

projet commun de la clinique d'affaires. Et nous souhaitons, fort bien, votre collaboration pour encourager l'"entrepreneurship" québécois. Votre mémoire, comme vous dites, va mettre de l'avant plutôt un projet de société qu'un choix d'encadrement constitutionnel. Mais, comme vous dites à la page 5, et ça rejoint un peu Mme Hovington dans ses paroles, que, selon vous, vous prônez une décentralisation des pouvoirs. Moi, pour encourager cet "entrepreneurship" local, est-ce qu'il vous faut une décentralisation profonde des pouvoirs et l'infrastructure? Parce que moi, je vous dis, si j'avais un sac d'argent qui vient des contribuables – et nous savons tous que, entre autres, c'est un financement qui manque à nos entrepreneurs – comment je dois faire la dépense de ce sac d'argent? J'ai tout un sac d'argent au niveau du Québec et je veux le déboursier. Comment je dois contrôler la façon de déboursier ça?

M. Fortin: Juste parce que vous posez la question du capital, et votre voisin, il sait très bien ce que ça veut dire. Au fond, que nous disent les entrepreneurs sur le capital? Ils disent: Hors Montréal, il n'y en pas de capital, point à la ligne.

Mme Campbell Steer: Même à Montréal.

M. Toulouse: Non, non, hors Montréal. À Montréal, le problème est différent. À Montréal, ce qu'ils nous disent, c'est qu'il n'y a pas de petit capital. Ce n'est pas le même message; il ne faut pas mêler les choses. Le petit capital, il y a deux choses: il y a en bas de 2 000 000 \$, entre 200 000 \$ et 2 000 000 \$, et disons en bas de 100 000 \$, des projets qui ont de 5000 \$ à 50 000 \$. C'est de ça que les gens nous parlent. Mais en régions, ce dont les gens nous parlent, c'est: Il n'y en a pas, point à la ligne, de capital. C'est de ça qu'on vous parle. Et d'ailleurs, c'est démontré. On a démontré, dans certaines études, que le capital voyage à peu près à 50 milles autour de ceux qui le détiennent. Au-delà de ça, il n'y va pas, c'est trop loin, il s'ennuie de son maître. Alors, c'est bien sûr que la question de dire: J'ai une poche d'argent, où est-ce que je la distribue au Québec? On ne peut pas raisonner comme ça. La question, c'est: Les entrepreneurs dans les régions, eux, est-ce qu'ils peuvent se donner les moyens dont ils ont besoin? Et ils vont aller les chercher, et c'est en retournant à eux qu'on va avoir la réponse à la question parce que, dans les structures, ça ne fonctionnera pas.

Mme Campbell Steer: Mais ce que je voulais vraiment dire, c'est quand nous étions dans les régions, les personnes dans les régions nous ont dit: Il nous faut une décentralisation profonde de l'infrastructure et aussi des pouvoirs. Pensez-vous qu'il nous faut une autre administration au

niveau local pour dépenser, pour faire quoi que ce soit?

M. Toulouse: Écoutez, nous autres, on ne veut pas s'embarquer à dire combien il faut de niveaux de structure. Ce n'est pas notre...

Mme Campbell Steer: Non.

M. Toulouse: ...on n'est pas des experts sur ça. Sauf qu'on sait, au niveau des régions et au niveau des entrepreneurs que ces gens trouvent qu'il y en a déjà beaucoup de structures; et surtout, celles qui existent sont extrêmement loin de ce qu'ils sont ou de leur réalité. La deuxième chose c'est que, moi, vous savez, ça fait quelques années que je me promène dans ce genre de chose, et je fais ma carrière dans une école d'administration. Je suis très amusé de voir qu'il y a eu une époque où la question la plus importante qui animait tout le monde, c'était la question de décentralisation de gestion. Tout le monde était...

Mme Campbell Steer: Ravi de ça.

M. Toulouse: Après ça, on a eu l'excellence. Maintenant, on a la qualité totale. À chaque époque, il y a des affaires de même...

Mme Campbell Steer: Des vagues.

M. Toulouse: Bon. Mais cette vague, au fond, de décentralisation dans les entreprises, les entreprises, même les très grosses, ont résolu cette question-là. C'est une question qui ne se pose plus. Ils ont trouvé comment faire pour gérer des gros complexes en tenant compte d'un dilemme centralisation-décentralisation. Je suis très amusé de voir qu'au niveau politique, cette question-là arrive alors que ça fait 20 ans qu'elle est débattue à l'intérieur des entreprises. Et quand je le dis, je ne parle pas juste du Québec. Je parle d'autres pays également.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. Hogue, qui sera le dernier intervenant pour ce soir.

M. Hogue: Merci, M. le Président. Vous me permettez, M. le Président, de saluer chaleureusement mon collègue de longtemps, Jean-Marie, et à l'entendre, il me donne des nostalgies.

Ça va de soi que je l'ai lu votre document. Vous ne prenez pas position précise sur le statut constitutionnel du Québec, il faut respecter votre position. Je pense en fait qu'il n'y a qu'une seule référence au rôle des gouvernements dans le développement de "l'entrepreneurship". Je pense aussi que c'est un document très positif quant à la capacité des Québécois et des Québécoises, et vous dites à la page 16, et je ne le citerai pas pour sauver du temps...

Le mémoire par contre, à la page 18, offre, vous le savez, un avertissement, dans notre pays les discussions sur les structures, etc. Je pense que vous avez donné une grande partie de la réponse, et je vous en remercie.

Si "l'entrepreneurship" prend son envol au Québec, peut-on dire que le système fédéral n'a pas nui aux efforts des Québécois et Québécoises dans ce domaine? Et répondez-y, ou pas, si vous le voulez. Il m'est plus important d'insister sur deux citations de la page 2. Vous en faites une en français, vous en faites une qui vient du ministère de l'Industrie et du Commerce de l'Ontario, et je le mets entre guillemets, c'est comme surprenant qu'il y ait aussi des PME florissantes dans d'autres régions que le Québec, malgré le fait que vous identifiez que la société québécoise constitue un cas exceptionnel en Occident. Ça serait utile, peut-être en parallèle, de montrer ce dynamisme qu'on retrouve dans d'autres milieux que le Québec, et je l'accroche à un dada que j'ai depuis 20 ans et que mon ancien patron Toulouse connaît: les valeurs.

Vous insistez sur les valeurs. Et j'en suis fier, cela va de soi. Et je suis fier de voir votre analyse, j'aimerais que vous puissiez élaborer, et j'aimerais que, en raccrochant la page 2, sans faire de théorie, qu'à la page 2, vous puissiez peut-être vous permettre un aparté sur le choc que l'on vit actuellement dans notre Québec, face à ce que j'appelle, et vous êtes bien au courant Jean-Marie, face à ce que j'appelle la hiérarchie des valeurs. Valeurs, normes, institutions, moyens, il me semble que dans la hiérarchie des valeurs des francophones et des francophones, et on touche peut-être au lit de la rivière là, il y a comme ce choc et cette prise de conscience de deux entités culturelles, etc.

M. Toulouse: Alors, écoutez, je pense que... Merci de votre question là parce que c'est pour nous une question fondamentale. C'est qu'au fond le débat sur les structures, c'est un débat qui peut être infini et qui peut ne jamais se terminer. Et d'ailleurs, on sait bien que certaines entreprises, certains pays se sont posé pendant des années des questions sur les structures parce qu'en fait les structures, c'est un choix, hein? On choisit une structure, hein? Maintenant, le problème c'est au nom de quoi on va choisir telle structure plutôt que l'autre. Et nous, ce que nous disons essentiellement, c'est que pour arriver à choisir une structure, il faut avoir une vision, il faut avoir des objectifs et il faut avoir des valeurs et, à notre avis, c'est au nom de valeurs qu'on choisit une structure.

Sur ce, je veux ajouter trois choses. Premièrement, quand une entreprise vient me demander - et ça arrive de temps en temps - quelle structure que tu nous conseilles? Ma question maintenant c'est toujours: Bien, qu'est-ce que vous voulez faire? Pourquoi vous voulez ces structures-là? Et là ce que j'essaie de

voir c'est quelles sont, derrière la question, les valeurs que les gens veulent essayer de réaliser dans cette entreprise-là pour finir par arriver à les aider à guider leur choix. La deuxième chose, évidemment, c'est que les valeurs évidemment - et ça ça rejoint l'aspect que vous mentionnez, l'aspect, au fond, du choc et des études que vous avez vous même déjà faites, j'ai relu cet après-midi certains de vos écrits passés - c'est bien évident qu'actuellement le problème avec les valeurs c'est que ce n'est pas simple à définir le contenu des valeurs. Il fut une époque où c'était très facile de faire la liste des valeurs des Québécois. On prenait un crayon et, autour de la salle, on s'entendait assez rapidement.

La difficulté c'est de clarifier ce qu'on entend au juste par valeurs et quel est le contenu de ces valeurs-là? Nonobstant cette difficulté-là, on sait quand même qu'il y a des choses de base qui restent et même si on n'aime pas, il y a des choses fondamentales. Nous, les valeurs qu'on vous propose ce sont celles associées à l'"entrepreneurship" et on espère que d'autres gens vont vous proposer d'autres valeurs, et il y a des choses qui nous semblent, en tout cas, éminemment importantes à compléter dans cette liste de valeurs mais nous c'est celles-là qu'on a sur la table.

Et ma dernière remarque c'est que c'est très amusant de voir que dans la société actuelle on a un petit peu de misère avec le mot "valeur". On parle de signification, on parle de choix de structures, on parle de toutes sortes de choses comme ça, mais s'engager sur le terrain des valeurs, c'est comme si on s'engageait sur la peau de banane, et je ne vois pas ce qu'il y a de si honteux de parler de valeurs. Il me semble que l'enjeu fondamental, c'est un enjeu de valeurs. Qu'est-ce qu'on veut, au fond, comme société, comme collectivité? Nous, ce qu'on propose, c'est notre mince contribution à cette question des valeurs, en vous disant: Nous vous proposons de faire une place, dans cette liste des valeurs du Québec, aux valeurs que défendent les entrepreneurs et qui vont permettre à ce qu'il y ait plus d'"entrepreneurship" dans le Québec de demain. Et ma dernière remarque sur cette même question, je veux vous mentionner une chose que vous ne savez peut-être pas parce que ce n'est pas votre spécialité, comme moi je travaille pour l'"entrepreneurship" depuis pas mal longtemps, à l'extérieur du Québec et partout dans le monde, les gens pensent qu'au Québec l'"entrepreneurship" est une valeur extrêmement importante. Et ça, on peut ne pas aimer ça...

Le Président (M. Michel Bélanger): Ça veut dire que nos gens de marketing sont des gagnants, on a réussi à vendre ça.

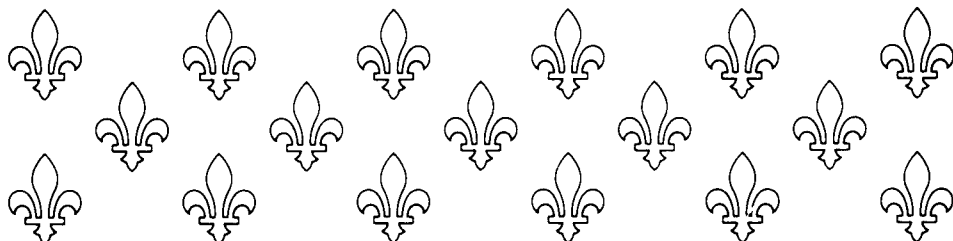
M. Toulouse: En tout cas, c'est très clair à l'extérieur du Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, messieurs... Un dernier mot, M. Fortin?

M. Fortin: Oui. D'abord, M. le Président, bien sûr, c'est pour vous remercier de nous avoir accueillis, et pour peut-être nous excuser. Comme d'autres, nous définissons les problèmes à partir des solutions qu'on possède, et la remarque peut-être finale que je voudrais laisser, c'est la suivante: C'est qu'au cours des prochaines années, peu importent les choix qui seront faits ici ou dans la société québécoise, je pense que le discours politique va occuper une place importante, et je dirais que plus le discours politique occupe une place importante, plus il faudra faire des efforts, peut-être artificiels, temporairement en tout cas, pour laisser une place au discours entrepreneurial, de sorte qu'on se retrouve au bout du tunnel avec encore une société plus solide en termes d'emplois, en termes d'entreprises et en termes de culture entrepreneuriale. Je vous remercie, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, merci, M. Fortin, M. Plourde, M. Toulouse, et la Fondation de l'entrepreneurship. Ceci termine nos travaux pour aujourd'hui. Les travaux reprendront demain, à 9 h 30. Je rappelle aux membres du comité directeur qu'il y a une réunion à 8 heures demain matin.

(Fin de la séance à 22 h 44)



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL
DU QUÉBEC**

Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau

Québec, le jeudi 13 décembre 1990

No 20

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,
M. Jean-Pierre Saintonge**

QUÉBEC

Note de l'éditeur:

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
70 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, (Québec)
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Table des matières

Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec	1441
M. Jacques-Yvan Morin	1452
Conseil de l'environnement de Québec et Chaudière-Appalaches	1467
Conseil attikamek-montagnais	1474
M. Pierre Fortin	1485
Maison internationale de Québec	1499

Intervenants

M. Jean Campeau, président

M. Jacques Brassard
 M. Jean-Claude Beaumier
 M. Guy d'Anjou
 M. Ghislain Dufour
 M. Richard B. Holden
 M. Serge Deschamps
 M. Mark Assad
 Mme Louise Bégin
 M. Lewis Camden
 M. Charles-Albert Poissant
 M. Lucien Bouchard
 Mme Monique Simard
 M. Marcel Beaudry
 M. Serge Turgeon
 M. Gil Rémillard
 M. Guy Chevette
 M. Réal Gauvin
 M. Robert Dutil
 Mme Jeanne L. Blackburn
 Mme Cheryl Campbell Steer
 M. Denis Perron
 M. Jacques Bertrand
 M. Robert Libman
 M. Christos Sirros
 Mme Lorraine Pagé
 M. Michel Bélanger
 Mme Pauline Marois
 M. Guy Bélanger
 Mme Louise Harel
 Mme Monique Gagnon-Tremblay

- * M. Roger Nicolet, Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec
- * M. Richard Legault, Conseil de l'environnement de Québec et Chaudière-Appalaches
- * Mme Ginette Paquin, idem
- * M. André Stainier, idem
- * Mme Louise Courville, idem
- * M. René Simon, Conseil attikamek-montagnais
- * M. William Matthieu Mark, idem
- * M. Ghislain Picard, idem
- * M. Ernest Ottawa, idem
- * M. Augustin Raharolahy, Maison internationale de Québec
- * M. Jean-J. Moisset, idem
- * M. Benabdallah Boufeldja, idem
- * M. Joseph Ndiaye, idem
- * Témoins interrogés par les membres de la commission

Montréal, le jeudi 13 décembre 1990

Audition d'organismes et d'experts

(Neuf heures trente-six minutes)

Le Président (M. Jean Campeau): À l'ordre, s'il vous plaît!

La séance de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est ouverte.

Le mandat de la Commission est d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler, à cet égard, des recommandations.

Encore une fois, aujourd'hui, la journée sera consacrée à l'audition d'organismes ou de personnes qui ont fait parvenir un mémoire à la Commission et, aussi, d'experts.

Notre premier invité ce matin est l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec. La durée de l'audience est d'une heure trente minutes, et je me permets de rappeler le minutage pour une telle audience: 10 minutes pour la présentation du mémoire, 15 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, encore 15 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle et 40 minutes pour les autres membres, chacun disposant d'un maximum de 10 minutes.

Bienvenue, M. Roger Nicolet. Je pense que vous connaissez les gens ici, pour avoir siégé à la Commission depuis le début. Alors, si vous voulez bien nous présenter vos collègues.

M. Nicolet (Roger): Merci, M. le Président. À ma droite, M. Éric Jacques, vice-président de l'Union et, à ma gauche, M. Michel Fernet, directeur général de l'UMRCQ.

Le Président (M. Jean Campeau): Je n'ai pas à vous rappeler les règles. Allez, je vous écoute.

**Union des municipalités régionales de
comté et des municipalités
locales du Québec**

M. Nicolet: Merci, M. le Président. D'abord, c'est avec plaisir que, ce matin, nous venons vous présenter le mémoire de l'Union des municipalités régionales de comté du Québec. L'Union, Mmes et MM. les commissaires, est un organisme qui regroupe quelque 1180 municipalités locales et quelque 85 municipalités régionales de comté. L'Union touche, au fond, couvre le large territoire du Québec des régions, par opposition, bien sûr, aux principaux centres urbains du Québec. Ces membres de l'Union sont profondément ancrés dans leur communauté régionale. Ils ne sont que rarement élus par un parti politique ou grâce à l'appui des organisations des deux grands partis québécois. Bien au

contraire, leur mandat émane presque inmanquablement d'un consensus local face à une problématique des enjeux locaux. Leur électorat qui se regroupe en fonction de facteurs essentiellement conjoncturels couvre un large éventail d'opinions sur les grands débats nationaux. Le souci de préserver la cohésion de leur milieu impose donc à nos membres d'éviter, par leurs agissements personnels, de polariser leurs commettants dans une confrontation sur le plan national qui, par le biais de mots et de concepts codés, se présente réduite à une confrontation partisane.

Le mandat que se définit l'Union face aux questions soulevées par le travail de cette Commission consiste donc à vous présenter la réflexion des élus locaux placés dans des circonstances qui permettent de présager de changements de portée historique pour le Québec et ceci, évidemment, dans le respect de la dynamique décrite précédemment. Quelles que soient toutefois les réserves et la prudence dont doivent faire preuve les élus municipaux quant à leurs déclarations publiques, ils ne manquent pas de se forger des opinions personnelles face aux questions de relations entre le Québec et l'ensemble canadien. L'UMRCQ a voulu en évaluer la nature et le caractère. À cette fin, l'Union a mandaté le groupe Cossette qui a effectué un sondage. Le questionnaire validé par cette firme a été transmis aux maires et à deux conseillers de chacune des 1180 municipalités, membres de l'Union. Deux sujets principaux y étaient abordés: la décentralisation d'une part et les relations Québec-Canada d'autre part. Nous vous remettons aujourd'hui, à la partie II du document qui vous a été distribué ce matin, tous les renseignements pertinents. Le taux de réponse de quelque 32,2 %, 1141 élus, permet de fixer la marge d'erreur des résultats à plus ou moins 2,4 %. Pour ce qui est de la question constitutionnelle, les résultats recoupent, comme il fallait s'y attendre, les données fournies par les sondages récents qui touchent l'ensemble de la population québécoise. Je vous réfère aux questions 3, 4, 5, 6 et 7 où le pourcentage cumulé des répondants, très ou plutôt favorables, s'élève respectivement à 74 %, 76,3 %, 91,8 %, 88 % et 64,2 %. Quant à la décentralisation et au rôle des élus municipaux, que les élus municipaux sont prêts à jouer à ce sujet, les résultats sont également concluants. Ils regroupent ainsi les données de CROP, ce concernant, qui sont présentées en appendice au rapport principal qui vous a été remis précédemment.

Je ne vous lirai pas le rapport de l'UMRCQ. J'aimerais plutôt profiter de ces quelques minutes de présentation pour tâcher d'en dégager les principales lignes de force. À l'instar de nom-

breux autres groupes régionaux qui se sont présentés devant vous, l'UMRCQ veut souligner avec emphase que le règlement des différends Québec-Canada ne peut être dissocié d'une révision du fonctionnement de l'État québécois face à ses parties constituantes que sont les régions. Même si, sous certains aspects, la solution du statut constitutionnel du Québec face à l'ensemble canadien est un prérequis à une véritable relance régionale, il nous apparaît essentiel de l'associer à une révision de l'équilibre du pouvoir entre le centre et les régions. Comme vous l'avez entendu, le constat de tous ceux qui se préoccupent de la dégradation progressive des pans entiers de la société régionale est extrêmement sévère. Le fonctionnement des instances gouvernementales des quelques dernières décennies a été porteur de facteurs de déstabilisation marquée du tissu social, de la démographie et, par recoupement, de la vitalité économique de milieux régionaux étendus et importants.

Nombreux sont ceux, à Québec, et je compterais parmi eux quelques-unes des figures les plus éminentes de la constellation politique nationale, qui considèrent que l'on ne pense bien qu'au centre. Il serait intéressant de s'interroger sur la relation qui existe entre cette forme de superbe, voire d'arrogance, et la nécessité, génération après génération, de développer à Québec un contrepoids aux visées d'hégémonie du fédéral par les ressources d'un gouvernement en constante croissance.

Cette propension des gouvernements de l'administration du Québec à la centralisation du pouvoir atteint des proportions telles que pour les instances régionales, la solution de l'impasse constitutionnelle ne peut se concevoir aujourd'hui sans la création de nouveaux équilibres au sein même de la société québécoise.

Les MRCQ demandent donc de concevoir un nouvel État québécois qui rétablirait un rapport de force plus respectueux des réalités régionales. Qu'est-ce qui constitue la véritable assise des régions? La question s'impose, comme plusieurs mémoires présentés à cette Commission en font état. Pour les MRCQ, la réponse est incontournable. Les instances municipales, municipalités locales et MRC, et, dans leurs secteurs, les commissions scolaires ont seules la légitimité pour prétendre devenir un contrepoids à l'administration centrale. Leur tradition, leur fonction essentiellement horizontale, c'est-à-dire multisectorielle, les a longuement préparées à assumer le rôle de catalyseurs de la dynamique et de coordonnateurs des initiatives de leurs milieux. Le mémoire qui vous a été présenté en approfondit la justification.

Dans une même perspective, le rôle des régions administratives doit toutefois être précisé. D'aucuns prétendent investir celles-ci d'une fonction gouvernementale et d'en faire le principal interlocuteur régional pour le gouver-

nement. À première vue, de telles propositions présentent un certain attrait parce qu'elles répondent à une logique spéculative. En effet, les grands ministères sectoriels ont fait de la régions administrative le palier privilégié de déconcentration de leur fonction de gestion. De toute évidence, il s'agit là d'une question d'échelle territoriale et d'efficacité. Des interlocuteurs émanant du milieu peuvent donc prétendre remplir un rôle de liaison et de coordination face à l'appareil gouvernemental en régions. Les MRCQ considèrent toutefois qu'il s'agit là de fonctions de nature essentiellement administratives. De plus, comme la réforme des services sociaux le prouve, ce modèle se prête davantage aux relations sectorielles entre un ministère particulier et sa clientèle. Prétendre faire de cette région administrative un palier politique, c'est-à-dire responsabilité intersectorielle, est un pas que l'Union refuse toutefois de franchir. Le découpage de ces régions est trop récent, trop artificiel, pour qu'il puisse correspondre à une réalité physique et socio-économique du Québec.

(9 h 45)

La Gaspésie, le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, l'Abitibi-Témiscamingue, même l'Estrie constituent des régions articulées et structurées. Mais que dire de la Mauricie-Bois-Francs, de la Montérégie et particulièrement des Laurentides et de Lanaudière qui se questionnent encore sur les avantages relatifs du découpage nord-sud, par rapport à la division est-ouest, en pelure d'oignon autour de la métropole? De tels territoires n'ont guère de cohésion, n'affichent aucune communauté fonctionnelle et sociale qui permette de prétendre développer une vie politique significative.

La structure municipale constitue, par contre, une des spécificités québécoises. Elle reflète bien l'organisation sociale du milieu assujettie à des contraintes exceptionnelles de climat, de territoire et de densité de peuplement. Une longue tradition politique lui donne crédibilité et représentativité. Dans une perspective d'un Québec renouvelé, elle est incontournable. La signification d'une reconnaissance constitutionnelle du palier municipal fait l'objet de demandes précises de la part de l'UMRCQ. Vous trouverez, dans le texte même du rapport une proposition de création d'une chambre des régions qui serait essentiellement consultative, mais qui pourrait être décisionnelle en cas de révision constitutionnelle subséquente.

Dans le texte qui vous a été remis ce matin se retrouve une série d'autres propositions très concrètes qui devront, quant à leurs principales orientations, constituer les bases d'une reconnaissance constitutionnelle du palier local. Je vous remercie de votre attention.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Nicolet, merci. Nous commençons les interventions avec

M. Jacques Brassard.

M. Brassard: Merci, M. le Président. M. Nicolet, d'abord, je voudrais vous remercier de la présentation de votre mémoire. Je pense que c'est un mémoire extrêmement étoffé, articulé et fondé, à n'en pas douter, sur une expérience solide de la gestion locale et régionale. S'il y a une instance qui connaît bien ce qui se passe, comme on dit, sur le terrain, c'est bien la municipalité et la municipalité régionale de comté. Et ça se reflète fort bien dans votre mémoire.

D'abord, une question sur le sondage. Vous dites, dans votre mémoire, qu'il est important qu'on dégage un large consensus. Je pense que tout le monde en convient ici autour de la table. Je constate que votre première recommandation est à l'effet... Vous recommandez: "...que le Québec obtienne le plein contrôle de tous les leviers en matière économique, sociale et culturelle, afin d'assurer son développement en tant que société distincte." Dans votre sondage à une question se rapportant à une telle formulation, c'est assez élevé: d'accord, 76 %. Et pour lesquels des éléments suivants le monde municipal aurait-il le plus de chances de réaliser ses objectifs dans un Québec qui posséderait son autonomie en matière... en développement social, politique et économique, 64,2 %.

Juste une question de... une curiosité, par curiosité: Pourquoi n'avez-vous pas carrément demandé à vos élus municipaux s'ils étaient favorables à un Québec souverain? Je ne sais pas si j'interprète mal ou si je décède mal, mais le plein contrôle de tous les leviers en matière économique, sociale et culturelle pour assurer le développement du Québec en tant que société distincte, moi j'appelle ça la souveraineté.

M. Nicolet: C'est ce que j'ai... M. Brassard, je vous remercie de votre commentaire. Mais à première vue, c'est ce que j'ai essayé de dégager dans ma présentation de ce matin. Ce que l'UMRCQ se sent habilitée à vous dire, c'est ce que ses membres ont confirmé à l'occasion de congrès, d'assemblées plénières et par la voie de ses instances décisionnelles établies. Nous n'avons jamais, en tant qu'Union, pris position quant au débat constitutionnel qui actuellement... auquel s'adresse la société québécoise, pour les raisons que j'ai tenté de vous expliciter tout à l'heure.

Il ne nous semblait pas opportun, et je pense que vous en conviendrez, de faire indirectement ce que nous n'avons pas fait directement. C'est pourquoi le questionnaire a été libellé d'une manière qui permette de dégager les aspirations et la pensée profonde de nos membres sans implicitement les impliquer dans une dynamique qui, pour le moment, est encore précaire dans sa formulation bipartisane.

M. Brassard: Bien, je respecte votre décision, M. Nicolet. Donc, au fond si je vous comprends bien, c'est à nous de décoder.

M. Nicolet: C'est ce qu'on va faire.

M. Brassard: Puis vous nous aiderez quand vous reviendrez comme commissaire M. Nicolet.

M. Nicolet, sur la décentralisation, il y a un chapitre important dans votre mémoire là-dessus, et là, contrairement à certains, pas tous, pas tous les organismes qui se sont prononcés là-dessus, mais contrairement à certains qui recommandaient la création ou la mise en place d'un véritable gouvernement régional, avec tout ce que cela implique là, des ressources fiscales autonomes, des responsables élus au suffrage universel, vous écarterez carrément, et sans équivoque, cette hypothèse-là, puis vous en donnez un certain nombre de raisons. Entre autres, vous dites que toute création d'instance régionale additionnelle aux municipalités et aux MRC éloignerait les citoyens des décisions les concernant, et ne constituerait qu'une multiplication de structures dissociées de la base. Bref, un frein supplémentaire au développement économique des régions. Vous êtes très sévères là-dessus.

J'aimerais que vous élaboriez là-dessus, parce que votre sévérité m'étonne. Même si, moi, je ne me suis jamais prononcé encore pour le gouvernement régional, je suis vraiment en réflexion là-dessus. Mais vous êtes très sévère là-dessus. J'aimerais que vous élaboriez sur cette question-là.

M. Nicolet: M. Brassard, je pense que ce que nous tâchons de dire, c'est qu'actuellement, dans une perspective historique, le Québec a établi une relation entre l'expression démocratique de la volonté de la population, par le biais d'institutions qui, maintenant, sont reconnues et bien ancrées dans le milieu, en l'occurrence les municipalités, sur le plan le plus proche de la population, et via la députation au palier supérieur. Tandis que, dans cette même perspective historique, il n'existe aucune réalité démocratique régionale.

Il est évident que la région, région administrative, a une raison d'être comme interlocutrice du gouvernement déconcentré. Parce que le gouvernement est présent au niveau de la région administrative. Et c'est en fait, ce qui est l'anachronisme, c'est que nous avons vécu au cours des dernières années une évolution qui a fait que le gouvernement lui-même qui s'est constitué ses interlocuteurs au palier de la région administrative. Et c'est le gouvernement qui continue à les animer et financièrement et au point de vue de dynamique intellectuelle. Alors, c'est devenu un palier artificiel où le gouvernement est présent des deux côtés de la table. Et ce que nous disons c'est que, pour rendre le dialogue véritablement représentatif d'un échange entre la po-

pulation et l'appareil gouvernemental, on ne dispose, dans l'évolution historique du Québec, finalement, que de deux niveaux: le niveau local et le niveau du Québec. Et le reste n'est que création artificielle et il faudra du temps. Je ne dis pas non à moyen terme mais il faudra du temps pour lui donner substance, réalité et fondement dans une réalité vécue.

M. Brassard: Quand vous parlez de niveau local, vous incluez bien sûr la municipalité régionale de comté. Ha, ha, ha!

M. Nicolet: Pour nous, c'est un tout, monsieur.

M. Brassard: Oui. Si je vous comprends bien, en fait, ce que vous dites c'est que la région administrative ça peut être un lieu de déconcentration...

M. Nicolet: Oui.

M. Brassard: ...intéressant, mais pas un lieu de décentralisation?

M. Nicolet: De décentralisation et de pouvoir politique.

M. Brassard: Ça, ça doit se faire au niveau de la municipalité et de la MRC?

M. Nicolet: Selon nous, oui.

M. Brassard: Selon vous. Mais est-ce que vous ne croyez pas que - prenons la MRC comme territoire, comme base de décentralisation de certains pouvoirs - est-ce que vous ne croyez pas que ça pourrait être, dans certains cas, insuffisant à la fois comme bassin de population et comme territoire, qu'il y ait des décentralisations de certains pouvoirs qui ne pourraient pas se faire sur cette base-là? Parce que ce n'est pas assez large comme bassin démographique et ce n'est pas assez important comme superficie territoriale?

M. Nicolet: M. Brassard, je pense qu'il faut, là aussi, se référer à une tradition d'administration publique particulière au Québec. Nous avons développé, au cours des générations de gouvernements qui se sont succédé, une distinction, une division entre trois principaux paliers de l'activité gouvernementale. Je pense, d'une part, aux services de santé, à l'éducation et, dans un troisième plan, la gestion du territoire proprement dit et les services à la population qui relèvent essentiellement de l'administration municipale.

Je ne crois pas que la population québécoise soit actuellement prête à considérer l'établissement de liens horizontaux décisionnels à des paliers inférieurs entre ces trois grands pans de l'administration publique. Conséquemment, en

réponse à votre question, je vous dirai que, effectivement, pour des services comme les services de santé, je pense que c'est un cas probant, et même l'éducation, puisque, finalement, avec la pyramide des différents niveaux jusqu'au niveau universitaire, il y a une logique qui correspond davantage à la division de la région administrative, par contre, le genre de services qui, traditionnellement, sont de compétence municipale, ce type de services s'accommode fort bien de l'échelle de la municipalité régionale de comté.

M. Brassard: Est-ce que vous pourriez nous donner des exemples, M. Nicolet? Par exemple, vous savez très bien que vous êtes en discussion avec le gouvernement en matière de décentralisation. Il y a même des chiffres qui ont été publiés dans les journaux de ce matin. Vous avez une rencontre demain. Je ne veux pas que vous nous en parliez, là, parce que ce n'est pas dans le mandat de la Commission, mais des exemples de décentralisation, vers la municipalité ou vers la MRC, en matière de transport, par exemple, de voirie?

M. Nicolet: Je vais peut-être vous ramener à certaines décisions qui ont été prises à l'époque par le gouvernement dont vous faisiez partie, la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, qui a quand même été, je crois, le premier élément important de décentralisation vers le palier local et régional, puisqu'il reconnaissait que l'aménagement du territoire - un terme maintenant malheureusement vidé de son sens et qui a été galvaudé - mais que l'aménagement du territoire devenait véritablement une responsabilité partagée entre le palier local et le palier du gouvernement du Québec. Cette ouverture, si elle avait été suivie dans la même logique, aurait permis de véritablement constituer, au niveau du palier municipal - et j'englobe MRC et municipalités locales - l'amorce d'une gestion intégrée et efficace de toutes les fonctions de gestion territoriale, que ce soit en matière de chasse et pêche, le contrôle des terres publiques, d'environnement, de voirie, et développement économique, puisque c'est un des vecteurs qui se dégagent de l'aménagement.

(10 heures)

Donc, on avait l'amorce d'une décentralisation intelligente qui reflète la réalité de l'administration de la complexité territoriale québécoise. Ça s'est peut-être un peu perdu dans les 10 ans qui se sont écoulés et je pense qu'un de nos espoirs serait qu'on ramène tout ça vers un objectif clair.

M. Brassard: Vous seriez prêts à reprendre le débat là-dessus et de cheminer à nouveau dans cette direction-là.

M. Nicolet: Plus que jamais, je pense, parce

qu'il y a davantage, et on l'a entendu en régions, une volonté de réaffirmer une implication beaucoup plus polyvalente du palier politique local, dans la gestion de son territoire.

M. Brassard: J'en arrive également à ce que vous appelez la reconnaissance constitutionnelle des municipalités. Il y a un lien avec ce que vous venez de dire parce que, à partir du moment où il y a une dynamique qui s'enclenche, une dynamique de décentralisation, donc il y a un mouvement, ça bouge, ça avance, ça progresse, ça change. À partir de ce moment-là, est-ce que vous ne trouvez pas qu'il y aurait inconvénient à enclencher trop de choses dans la Constitution? Parce que, à ce moment-là, c'est difficile de changer ça. Comme toute constitution, ça ne se change pas comme une loi, c'est plus compliqué, les formules d'amendement sont toujours plus difficiles. Donc, à partir du moment où on accepte qu'on enclenche une dynamique de décentralisation, donc qu'il y a un mouvement et qu'il y a des changements qui vont s'opérer au fur et à mesure, est-ce que ce n'est pas dangereux, est-ce que ce n'est pas inapproprié de trop mettre de choses dans la Constitution? Moi, je serais d'accord pour un certain nombre de choses. La consécration de l'existence des municipalités, ça, je pense qu'il y a certains éléments dans ce que vous donnez comme base d'une reconnaissance constitutionnelle des municipalités dans votre... Ce n'est pas votre mémoire, c'est-à-dire... c'est votre présentation. Il y a certains éléments qui sont intéressants, mais ne trouvez-vous pas qu'il y en a trop, à partir du moment où il y a ce mouvement-là que vous souhaitez qui s'enclenche?

Le Président (M. Jean Campeau): Ce sera votre dernière réponse là-dessus, M. Nicolet.

M. Nicolet: J'espère que j'ai un peu de temps, M. le Président, parce que je crois que ça mérite quand même que j'élaborer un petit peu. Dans tout ce que le Québec connaît d'intellectuels qui se sont penchés sur la problématique de division de responsabilités de l'administration publique en régions, un des acquis a toujours été le maintien d'un Québec central fort qui regroupait en quelque sorte les énergies vives de la nation face à toute la dynamique canadienne et nord-américaine que l'on connaît.

Je me demande si, pour les mêmes raisons que, en matière constitutionnelle, une étape nouvelle sur le plan linguistique permettrait de dégager le Québec de ses anciens réflexes défensifs, on ne serait pas, en matière de gestion, en mesure de regarder avec plus de sérénité un partage vers la base des pouvoirs québécois de manière à répondre aux aspirations de vastes segments de la population dans une perspective nouvelle.

Vous dire où tracer la ligne dans la logique

de votre question, bien sûr que ce n'est pas aujourd'hui qu'on va le faire, mais je crois qu'il faudrait prendre le recul nécessaire pour approfondir la question.

M. Brassard: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. Nous passons maintenant, d'abord à M. Jean-Claude Beaumier, qui sera suivi de MM. d'Anjou, Dufour, Holden et Deschamps.

M. Beaumier: Merci, M. le Président. Écoutez, j'ai été agréablement surpris de voir les statistiques et enquêtes qui ont été produites ce matin. Ce que je remarque là-dedans, c'est que le monde municipal veut la même chose pour lui-même, ce qu'il veut aussi pour le gouvernement supérieur. Quand il dit aussi qu'il est prêt à prendre, à 76 %, de nouvelles responsabilités, c'est à peu près la même chose pour que le Québec en ait un peu plus et récupère à peu près le même pourcentage.

Moi, j'ai lu votre mémoire deux fois, et il y a une place où j'accroche. C'est à la page 17 où vous dites: "Il faut rendre les régions autonomes économiquement par une augmentation de la richesse après quoi elles pourront assumer elles-mêmes le choix d'équipements sociaux." Moi, ma question est la suivante: Croyez-vous que, quelque gouvernement que ce soit, il est prêt à faire une décentralisation?

M. Nicolet: Est-ce qu'il va y avoir embargo sur la réponse jusqu'à demain aussi? Malheureusement, après tout ce que nous avons vécu au cours des dernières années et ce que nous avons entendu plus particulièrement au cours des derniers jours, j'ai beaucoup d'appréhension quant à la volonté véritable de décentralisation du gouvernement actuellement.

M. Beaumier: Advenant que leur volonté changerait de se décentraliser, ce serait peut-être la main un peu plus tendue. Comment voyez-vous ou suggérez-vous une augmentation des richesses en régions?

M. Nicolet: Essentiellement d'abord, par le développement économique. Je pense qu'il y a, et cela a été dit sur tous les tons, dans toutes les orientations possibles et imaginables au cours de notre tournée régionale, mais il me semble que, fondamentalement, ce sur quoi doit se baser une relance des régions, c'est sur une reprise en main de l'économie locale. Avec les meilleures intentions au monde, on a vidé les régions d'une bonne partie de leur substance vive, et il me semble que nous devons avant tout mettre en priorité une réflexion, une autocritique de ce que nous avons fait collectivement en tant que société québécoise face aux régions et nous devons, je pense, mettre tout en oeuvre, in-

dépendamment du cheminement du dossier constitutionnel, pour redonner espoir et substance à la vision d'un Québec qui est généreux pour ses propres régions.

M. Beaumier: Une toute dernière. Au niveau de la chambre des régions, comment se ferait le mode de représentation au niveau de ces chambres des régions? Vous parlez des représentants des MRC, les représentants des communautés urbaines. Est-ce que les grandes municipalités auraient une place prépondérante ou bien si elles devraient passer par la mécanique des communautés urbaines?

M. Nicolet: Il est évident que la chambre des régions, de la façon dont elle a été suggérée, se veut un contrepois à la représentation proportionnelle qui est, dans l'ordre des choses, au niveau de l'Assemblée nationale. Elle se veut une Chambre complémentaire qui ne serait finalement investie que de responsabilités de référence, en fait, de consultation. Vous me direz que c'est peu, mais il nous semble que c'est un pas critique parce qu'il obligerait les gouvernements qui se succéderont à une transparence et une discipline que malheureusement ils ne respectent que trop rarement dans l'expérience que nous avons traversée au cours des dernières années. Donc, l'objectif de cette chambre est de pallier à certaines insuffisances flagrantes du fonctionnement actuel des gouvernements face aux instances locales. Quant à sa composition, bien sûr, nous en avons suggéré une. Elle pourrait être différente, mais elle se veut essentiellement un reflet de la réalité géographique du territoire par opposition à sa réalité démographique qui, elle, est reflétée par l'Assemblée nationale. Et là-dessus, bien sûr, il y a différentes méthodes qui sont possibles, mais de plus en plus, vous le savez M. Beaumier, les maires des chefs-lieux régionaux se retrouvent à la tête de leur MRC. Donc, finalement c'est au monde municipal, à l'intérieur de sa propre dynamique, de se trouver les porte-parole qu'il nommerait à la tête de leur MRC, et qui viendraient siéger à la chambre des régions.

M. Beaumier: Ne craignez-vous pas que ça devienne le Sénat?

M. Nicolet: Non, parce qu'il ne serait pas décisionnel. Je pense que c'est là que réside la distinction.

M. Beaumier: Merci, M. Nicolet.

Le Président (M. Jean Campeau): M. d'Anjou.

M. d'Anjou: Bonjour, M. Nicolet. Bonjour, messieurs. J'ai lu – pour paraphraser ce qu'on dit souvent – avec beaucoup d'intérêt votre mémoire.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. d'Anjou: Mais j'ai surtout écouté votre présentation et, je ne sais pas, mais j'ai l'impression que c'est la première fois que j'entends le président de l'UMRCQ reconnaître l'existence ou la légitimité de gouvernements scolaires. Et ça me fait plaisir, bien sûr. Je tiens à vous dire que je partage votre vision de la définition des régions, du palier décisionnel régional. Les commissions scolaires aussi partagent cette vision entièrement, à savoir qu'un gouvernement régional, c'est un gouvernement élu par la population et près de la population. Nous ne voyons pas, nous non plus, au niveau des régions administratives, un palier gouvernemental pour des fins de décentralisation. C'est strictement à des fins administratives de déconcentration. Et pour les fins administratives, je pense qu'on doit se rapprocher davantage de la population. Les paliers locaux et régionaux, au sens des petites régions, sont vraiment ceux qui représentent un sentiment d'appartenance et qui permettraient une décentralisation efficace. Alors, parfaitement d'accord avec vous.

Il y a un petit point qui nous divise, c'est le partage des sources de revenu autonome. Nous sommes conscients, comme vous l'êtes, comme les municipalités le sont, qu'il y a quand même des limites à taxer la propriété foncière et ça, on va vous l'accorder très rapidement. Est-ce que dans votre esprit, avec une plus grande décentralisation, il ne devrait pas y avoir d'autres sources de revenus qui devraient être garanties ou concédées aux paliers locaux ou régionaux pour pouvoir, avec efficacité, avec une grande autonomie également, exercer ces nouvelles fonctions?

M. Nicolet: En réponse, d'abord, à votre préambule, M. d'Anjou, bien sûr que nous négocions déjà. La réalité est que toute bonne négociation se doit de reconnaître une réalité et la présence du milieu scolaire est maintenant, je pense, consacrée. Pour ce qui est des sources de revenus qui devraient être associées et qui devraient permettre de déborder du champ foncier, je pense que c'est essentiel. Si on parle, par exemple, de responsabilités municipales en matière de transport et de voirie, il n'est pas évident, ni logique, de penser que le champ foncier lui-même peut suffire à la tâche. Est-ce qu'il ne faudrait pas regarder, établir une corrélation plus directe entre les revenus, par exemple, de l'impôt sur les carburants, ou une part de ces prélèvements, sur la vente des carburants, pour aider à financer le réseau routier? Est-ce qu'il ne faudrait pas regarder à nouveau la taxe de vente? Dans l'éventualité où le palier local devrait s'impliquer davantage en matière de contrôle environnemental – je pense aux huiles usées, aux pneus – n'y aurait-il pas lieu à ce moment-là, également, de prévoir que toute surtaxe qui serait imposée devrait aider à

défrayer certaines responsabilités administratives? Tout ça, je pense, est essentiel et devrait être envisagé.

M. d'Anjou: Ça va. Je vous remercie, monsieur.

Le Président (M. Jean Campeau): Bien monsieur. M. Dufour.

M. Dufour: Merci, M. le Président. J'ai lu votre mémoire et pour l'essentiel, je dois dire, sur la trame de fond, j'en partage l'approche, tout comme les municipalités, tout comme les commissions scolaires. Depuis un certain nombre d'années, nous aussi, nous prôtons la décentralisation. On a toujours eu l'impression que l'argent serait mieux dépensé directement au niveau local qu'au niveau provincial, par définition, beaucoup d'argent se perdant dans les structures gouvernementales lourdes et complexes.

Je dois vous dire aussi que, quand je regarde votre sondage ce matin, j'aurais donc, moi aussi, dit non à la question numéro 1, et j'aurais dit oui, aussi, à la question numéro 3. Compte tenu de ce principe de base que vous défendez, je pense qu'on ne peut pas faire autrement que dire non et oui à ces deux questions-là.
(10 h 15)

Dans le mémoire, notamment à la page 18, vous dites qu'au niveau des appareils gouvernementaux, qu'ils soient provinciaux ou fédéraux, on ne tient pas toujours compte de la réalité des régions. Quand on découpe les territoires, on se préoccupe beaucoup plus de l'appareil gouvernemental central à la place et, par définition, tant et aussi longtemps qu'il y aura du pouvoir quelque part, je pense que ça sera comme ça. Compte tenu de vos problèmes actuels, vous ne pensez pas qu'une première étape serait d'abord de solutionner entre municipalités, commissions scolaires, MRC et le Québec, plutôt que d'envisager – je ne dis pas que vous le faites – que ça se réglerait dans un Québec souverain. Pour une seule et unique raison, c'est qu'il va y avoir tellement de problèmes dans un Québec souverain – on en a entendu depuis deux mois – que je n'ai pas encore l'impression que les municipalités seront laissées pour compte.

Une voix: Ça va?

M. Dufour: Je m'adresse au président et non aux collègues.

M. Nicolet: M. Dufour, il est indéniable qu'il y a actuellement un lourd contentieux entre le gouvernement et les municipalités. Je ne dirais pas qu'il y en a aussi important entre les municipalités et le monde scolaire. Il y a beaucoup d'aggravation. On se retrouve dans un même champ, ce qui est toujours délicat et

malencontreux. Mais là aussi, c'est peut-être à l'arbitre que nous en avons, plus qu'à la partie opposée, aux joueurs de l'autre équipe.

Pour ce qui est de la solution de ces problèmes... En fait, avant même de parler de solutions, il faudrait parler de la nature de ces problèmes. Ces problèmes ont été créés, ont été générés par des actions directes du gouvernement.

Une voix: Lequel?

M. Nicolet: Nos chers collègues à cette Commission.

M. Dufour: C'est-à-dire depuis des années.

M. Nicolet: Je pense que depuis les deux dernières années, ils vont en s'aggravant. C'est un contentieux auquel nous devons nous adresser dans le court terme. Il n'en demeure pas moins que nous avons, pour toute une série de raisons – que je ne reprendrai pas ici, parce qu'elles ont été élaborées dans d'autres... Et si on peut s'élever au-dessus de ce contentieux auquel vous faites allusion, je pense qu'il faut reconnaître que nous avons, à moyen terme, quand même à nous adresser à une vision de ce que devrait être le territoire que nous devons gérer, de ce que devraient être les relations que nous avons dégagées entre nos citoyens et nous, et quant au type de milieu que nous voulons créer pour eux. Dans cette perspective, et c'est un autre plan que celui auquel vous faites allusion, nous croyons qu'effectivement, actuellement, il y a un certain nombre d'irritants qui se sont conjugués aux actions ponctuelles que le gouvernement a pu initier et qui sont venus aggraver la situation. Nous voulons tout simplement les mettre sur la table de façon claire et sans équivoque.

M. Dufour: Est-ce que – et ça sera ma dernière question, M. le Président – est-ce que vous êtes généralement d'accord avec le maire de Chicoutimi qui disait que le fédéral avait peut-être été meilleur pour sa ville que le provincial?

M. Nicolet: Je vous dis, si je remonte au début des années quatre-vingt, lorsque le fédéral répartissait avec grande générosité la manne publique, beaucoup d'élus municipaux ont réussi à refaire une cour d'hôtel de ville, ou faire rebâtir une aréna, ou refaire le parvis de leur église, tout ça sur la manne publique, mais est-ce que... Et peut-être, comme un enfant qui remercie le Père Noël, nous avons tous en l'occasion et dans nos moments de faiblesse, nous avons dit merci au Père Noël. Mais je ne sais pas si c'est de cette manière qu'à moyen terme, si vous demandez à nos membres de réfléchir sur la saine gestion des deniers publics, si c'est véritablement la façon de mener le pays.

M. Dufour: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Holden.

M. Holden: M. Nicolet, j'ai des amis qui me parlent de vous en termes de M. le préfet, et j'ai été très intéressé à lire toutes vos références à des pays où vous êtes très connaissant, surtout la Suisse et l'Allemagne. Vos chambres de région, est-ce que ça pourrait ressembler au système de l'Ontario... Je ne sais pas... Est-ce qu'on l'appelle "County Council" ou... Il y a un système, en Ontario, qui ressemble, à mes yeux, à votre chambre de région, est-ce que je me trompe?

M. Nicolet: À ma connaissance, M. Holden, les "County Councils" seraient plutôt comparables aux MRC qu'ils le seraient à la chambre des régions que nous préconisons.

M. Holden: Ce ne sont pas des gens élus? Directement, je veux dire.

M. Nicolet: Non, ce ne sont pas des gens directement élus.

M. Holden: Mais votre chambre serait directement élue.

M. Nicolet: Notre chambre ne serait... Dans un premier temps, en tout cas, la proposition n'est pas à l'effet que ce soit une chambre directement élue, c'est une chambre déléguée.

M. Holden: En tout cas, j'ai aussi beaucoup aimé votre présentation de la problématique et je suis d'accord avec vous que les problèmes peuvent remonter aussi loin que la création du Canada, parce que le ministre de la Justice, hier, nous référait aux discussions des Pères de la Confédération en 1864. Mais quand on arrive 123 années plus tard, avec tous les jugements de toutes les cours, est-ce que... Parce que pour moi, je décote votre message comme M. Brasseur, je décote ça comme un Québec indépendant. Et alors, je vous demande si vous nous créez... Vous nous écarterez un niveau de gouvernement pour en créer un autre plus bas, est-ce que c'est ça que le peuple veut?

M. Nicolet: M. Holden, ce que nous avons actuellement et ce que nous préconisons, ce que nous demandons tout simplement, c'est de l'articuler, de le structurer de façon qu'il puisse véritablement remplir ses fonctions. Nous ne demandons pas de créer ce qui n'est pas déjà en gestation actuellement.

M. Holden: Finalement, vous parlez d'une révision du système électoral pour qu'il soit basé sur... plutôt sur le critère... non pas sur le critère mathématique, mais sur la représentativité

des régions. On a déjà eu ce système, ça nous a pris longtemps pour nous débarrasser de certains comtés qui étaient privilégiés du point de vue population. Vous voulez revenir à ce système-là?

M. Nicolet: C'est de l'essence même de tout régime politique qui met en opposition une représentation proportionnelle et une représentation associée au territoire. Et ce que nous devons collectivement, en tant que société québécoise, ce que nous devons décider en tant que société québécoise, c'est-à-dire savoir s'il est opportun de donner une réalité, de consacrer une réalité dite régionale – et je parle de la petite région – quelle que soit sa densité de population, tout simplement parce que le territoire est là et qu'il fait partie de l'essence même de ce que nous sommes collectivement, ou bien si, effectivement, nous tombons dans un régime manichéen de dénombrement des populations.

M. Holden: Merci bien.

Le Président (M. Michel Bélanger): Bien, M. Holden. Alors, M. Serge Deschamps.

M. Deschamps: Merci, M. le Président. M. Nicolet, ma question touche principalement la conciliation des intérêts du développement de l'agriculture et des municipalités.

Vous connaissez le contentieux qui existe autour de l'application de la loi de protection du territoire agricole. Il existe plusieurs cas présentement d'affrontements entre les producteurs agricoles et certaines municipalités. Au moment présent, toute décentralisation des pouvoirs, vers particulièrement les municipalités, nous à l'UPA et dans le monde agricole, ça nous effraie quelque peu. Je vous ai lu et entendu à plusieurs reprises, vous êtes partisan de ce que j'appellerais une cohabitation harmonieuse entre les municipalités et le monde agricole.

Dans le cadre du projet que vous proposez de décentralisation, est-ce que vous avez là des idées particulières qui pourraient nous alder ou qui élimineraient nos craintes, de cet abus que nous identifions parfois de la part des municipalités?

M. Nicolet: Je vous dirais que, nous avons toujours dit, et c'est peut-être l'occasion de le répéter, que, quant à nous, la protection du territoire agricole était une priorité nationale, et qu'il appartenait à l'État d'adopter les mesures qui s'imposent pour atteindre cet objectif.

Je crois que les divergences que nous avons eues, entre le monde agricole et le monde municipal, tenaient surtout des modalités d'application bien plus que des objectifs que nous poursuivons conjointement.

Quant à moi, je puis vous assurer, il n'est pas dans nos intentions de défaire ce genre de

priorités indirectement par le biais d'une décentralisation de certains pouvoirs. Je ne sais pas si c'est suffisant pour vous ...

M. Deschamps: Nous rassurer.

M. Nicolet: Pour apaiser certaines des appréhensions auxquelles vous faites allusion. Il est évident qu'au niveau de l'administration et de la gestion du zonage agricole, nous avons certaines réserves – et je ne pense pas que ce soit l'endroit d'en débattre – sur toute la philosophie qui sous-tend l'identification de ce qui constitue le territoire agricole, et le territoire agricole à protéger, particulièrement en régions défavorisées, en régions moins propices à l'agriculture, où on a substitué à la valeur intrinsèque, au potentiel agricole, une espèce de vague notion du milieu agricole, qui n'est pas véritablement fondée sur des réalités économiques. Et c'est là que se sont heurtés l'UPA d'une part, et les membres que je représente.

Mais je pense qu'à moyen terme, on peut s'accommoder.

M. Deschamps: Pourrais-je compléter? Est-ce que la chambre des régions que vous prônez dans votre document, est-ce que vous la voyez jouer un rôle éventuellement d'une espèce de médiateur ou conciliateur dans certains litiges qui pourraient survenir, à l'égard de certains contentieux, vis-à-vis de tout le dossier de la protection du territoire agricole?

M. Nicolet: Oui, dans la mesure où c'est un outil et un instrument politique avant tout.

M. Deschamps: D'accord, merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à M. Assad.
(10 h 30)

M. Assad: Merci, M. le Président. Le mot clé ici, M. Nicolet, semble être la question de la décentralisation; c'est comme le mot de passe. Et dans votre mémoire, vous indiquez même les tendances de centralisation sont aussi fortes dans le gouvernement du Québec qu'elles le sont dans le gouvernement central. Mais il y a une chose qui est certaine, c'est la nécessité qui oblige le changement. Tout à l'heure je vous écoutais, vous avez dit à partir de la base, avec sérénité, vous essayez de se défaire de nos réflexes défensifs qu'on a eus au Québec. C'est quasiment le même langage que j'ai entendu quand j'étais dans l'Ouest canadien avec... Il y avait une liste de différentes choses qu'ils trouvaient qui entravaient leur progrès. Et donc, vous rejoindrez avec ce groupe-là. Ils ont les mêmes inquiétudes et ils voudraient les résoudre, croyez-moi. Mais pour maintenir un pays comme le Canada uni, c'est sûr que le statu quo est définitivement écarté. Mais l'indépendance du

Québec et, par la suite, la possibilité de balkanisation du reste du pays, je suis convaincu que ça ne profitera pas à personne, ça va créer plus de problèmes que ça va régler. Mais un pays composé évidemment de 10 provinces, avec deux peuples fondateurs et de cinq régions géographiques, ça exigera énormément de consensus, je l'avoue, pour trouver l'unité du pays. Mais je suis convaincu que ce consensus est possible, parce que la nécessité l'oblige, si on veut maintenir l'unité du pays pour le bien de tous les Canadiens.

Donc, si ce consensus est obligatoire et qu'on prend pour acquis qu'on peut tenter de l'avoir, comme j'ai dit, c'est toujours la nécessité qui oblige des choses. Est-ce que votre organisme, d'après les consultations que vous avez faites, appuiera cette démarche?

M. Nicolet: M. Assad, nos membres sont d'abord conseillers ou maire de leur localité. Ils sont, après ça, impliqués et associés à leur vie régionale par le biais de leur MRC. Et ils sont essentiellement Québécois dans leur perception du monde moderne et des outils qui peuvent leur permettre de se développer sur la scène mondiale. Pour eux, le Canada a toujours été une fiction, une idée que l'on a tenté d'étoffer, à laquelle on a tenté de donner substance mais qui n'a pas de... Qui est plus un concept, que quelque chose de concret avec lequel ils avaient un contact et une identification réels, à part quelques exceptions – et on en parlait avec M. Dufour tout à l'heure – à l'occasion d'une générosité ponctuelle du gouvernement qui s'était penché vers leur réalité. Et, malheureusement, au lieu de se clarifier, cette vision s'est de plus en plus effritée et était associée à toute une dynamique de rejet plutôt qu'à une dynamique d'intégration. Alors, je me dois de vous répondre que je ne crois pas que nos membres, actuellement, soient motivés pour reprendre une autre démarche de conceptualisation et d'engagement collectif de rebâtir un ensemble pancanadien.

M. Assad: Mais il me semble, M. Nicolet, que dans le monde qui existe, là, des tractations se font quotidiennement. Je veux dire, je ne vois rien d'extraordinaire – c'est extraordinaire, on veut maintenir l'unité du pays possible – mais il me semble que le renouvellement et les nouvelles solutions sont toujours possibles... Et je vous demande si on voit que la nécessité oblige des changements, est-ce que votre organisme ne sera pas prêt au moins à tenter de trouver des solutions, s'il voit qu'il y a une volonté politique définitive à travers le pays?

M. Nicolet: Je pense bien, M. Assad, que le propre des élus municipaux est d'avoir l'esprit ouvert et d'écouter et d'entendre. Là-dessus, je pense que nous n'avons jamais refusé le dialogue et la discussion sur des propositions claires et

concrètes.

M. Assad: Donc, on peut s'attendre à ce que vous ayez l'esprit ouvert pour ce changement-là, s'il vient.

M. Nicolet: Ah, je puis vous assurer que nous n'avons aucun parti pris, ni aucun préjugé face à des propositions nouvelles qui pourraient nous être faites.

M. Assad: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons maintenant à Mme Louise Bégin.

Mme Bégin: M. le Président, merci. M. Nicolet, naturellement je tiens moi aussi à vous remercier pour la présentation de votre mémoire. Vous savez, M. Nicolet, pour nous avoir suivi tout le long de la tournée, que tous s'entendent à dire en régions qu'il faut une décentralisation vers les MRC. Vous traduisez la réalité des régions en nous disant qu'on a une population vieillissante, qu'il y a l'exode des jeunes et que c'est dû en grande partie à l'État qui a contribué grandement à l'accroissement des budgets des centres urbains par rapport aux régions. Et vous demandez que, dans la prochaine constitution, le gouvernement reconnaisse les MRC comme le lieu naturel d'appartenance des Québécois et que ce sont ces mêmes MRC qui sont les plus aptes à prendre les défis environnementaux, sociaux, économiques et politiques pour les gens, les citoyens du Québec.

Vous demandez aussi de repenser les structures, et à ça je fais référence surtout à la représentation électorale, où vous dites que présentement vous remettez un peu en cause le système un vote un homme, parce que vous dites que dans nos régions, vu le vieillissement, l'exode des jeunes, nos comtés s'agrandissent et le vote n'est pas aussi égal que le vote dans une zone urbaine. Vous proposez une solution, une nouvelle formule, qui allierait le critère mathématique et le respect des communautés. J'aimerais un peu vous entendre là-dessus, parce que vous savez que M. Côté va présenter un projet de loi au printemps prochain pour une réforme de la carte électorale, et j'aimerais en savoir un petit peu plus sur votre solution.

M. Nicolet: Madame, enfin, moi pour un, et je pense que là-dessus je ne trahis pas nos membres, nous n'avons jamais, en tant qu'Union, préconisé de modifier le principe d'égalité du droit de vote de tous les Québécois. Et je voudrais que ce soit très clair et qu'il n'y ait aucune équivoque à ce sujet. La représentation proportionnelle fait partie des acquis collectifs que nous défendons, tout comme, je l'espère, l'ensemble de nos concitoyens. Ce à quoi nous en avons, c'est cette facilité avec laquelle M. Côté,

l'autre M. Côté, a coupé dans les tissus vifs de la région d'appartenance des collectivités. Et là, je pense en particulier à des territoires de MRC qui se sont trouvés découpés. Je ne sais pas s'il y en a en trois, mais au moins il y en a plusieurs qui ont été coupés en deux districts électoraux.

Les conséquences de ça sont évidentes, n'est-ce pas. D'une part, le gouvernement se doit de favoriser le dialogue avec ces instances municipales, faciliter les échanges politiques avec les différents paliers et astreindre un député, ou plutôt astreindre le palier local à partager ses démarches entre deux députés, devient absolument rédhibitoire quant au fonctionnement même des relations normales et des échanges qui devraient se faire entre les deux paliers. Donc, même réflexion pour les quartiers dans les centres urbains. Je crois qu'il faudrait être davantage respectueux de la dynamique locale, sociale dans le découpage et il faudrait en faire une condition additionnelle dans le mandat du... Comment est-ce qu'il s'appelle donc? Ce n'est pas le président des élections, c'est le...

Une voix: Pierre-F. Côté.

M. Nicolet: Oui, Pierre-F. Côté, c'est son titre que j'oublie toujours.

Une voix: Directeur général des élections.

M. Nicolet: Directeur général des élections.

Mme Bégin: O.K. Je comprends. Vous savez, je suis d'un comté qui devait disparaître, Bel-lechasse, et ce que vous venez de dire s'applique très bien dans mon comté. On avait deux MRC qui se voyaient partagées entre trois circonscriptions électorales. Sauf que vous dites qu'il faut prendre en considération le caractère des communautés d'appartenance. Mais, dans les faits, il me semble que dans la loi actuelle, ce critère-là est déjà contenu dans la loi et ça n'empêche pas M. Pierre-F. Côté, celui-ci, de faire ce qu'il a fait tout dernièrement s'il n'y avait pas eu un projet de loi qui mettait tout à fait un moratoire. Donc, il me semble que c'est déjà compris dans la loi et vous revenez un peu avec la même chose: qu'on reconnaisse les communautés d'appartenance.

M. Nicolet: Je ne suis pas légiste, madame, mais il faut croire que la loi n'est pas suffisamment claire et précise si M. Pierre-F. Côté a proposé le découpage qu'il a proposé. Là-dessus, je pense que ça ne fait aucun doute, quant à moi, qu'il va falloir reconnaître bien davantage la réalité constitutive du tissu régional.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Cam-den.

M. Camden: Je vous remercie, M. le Président. Je voudrais d'abord vous féliciter d'avoir mis en relief plus particulièrement les statistiques à l'égard des régions et, plus particulièrement, de la perte de population de la jeunesse qui assure le renouvellement de la population dans nos régions. Je pense que vous l'avez fort bien mis en évidence et je voulais le souligner dès le départ, M. Nicolet.

J'aimerais que vous nous indiquiez... On mentionne dans votre mémoire que l'UMRCQ propose la création d'une chambre des régions qui serait composée des préfets des MRC. Plusieurs principes sont en jeu entourant cette proposition et peuvent poser des problèmes à l'organisation même du gouvernement. D'abord, on propose que la consultation ou que l'avis de cette chambre des régions soit obligatoire pour tous les projets de loi et les règlements affectant directement l'organisation de la vie communautaire et, particulièrement, des communautés locales et régionales.

Cette formulation est suffisamment large et ferait en sorte que le gouvernement pourrait devoir recourir à l'assentiment de cette chambre sur presque toutes les interventions qu'il fera. Quel statut aura cette chambre vis-à-vis des projets de loi privés soumis actuellement par les municipalités? Qui aura l'autorité ultime? Et sur quels sujets?

M. Nicolet: Je vous remercie de cette occasion qui nous est offerte de clarifier ce point de vue. Je crois, M. Camden, qu'il est absolument essentiel, dans notre vision des choses, que les projets privés concernant les municipalités fassent l'objet d'une telle ventilation. Je vous rappellerai, et pour nous c'est demeuré un incident noir à inscrire dans les annales de l'Assemblée nationale, les trois jours qui ont précédé Noël 1987... ou 1988, quelqu'un me corrigera si c'était 1988 au lieu de 1987, quand, dans l'espace de trois jours avant l'ajournement de Noël, l'Assemblée nationale a donné à la régie intermunicipale des déchets de la Communauté urbaine de Montréal le pouvoir d'exproprier et d'opérer des sites d'enfouissement en dehors du territoire de la Communauté urbaine de Montréal.

Ce genre de chose est inacceptable et irrecevable dans le Québec d'aujourd'hui. Il faut trouver des mécanismes qui permettront de mettre fin à ce genre d'expédient législatif.

M. Camden: Également, dans votre mémoire en page 29, vous indiquez: "Suivant ce principe, les comtés électoraux ruraux s'agrandissent pour respecter le critère du nombre des électeurs requis par député. "Plus les problèmes des régions s'accroissent, moins elles sont représentées à l'Assemblée nationale. Ce qui est loin d'être faux. On est en mesure de l'apprécier et de le constater plus récemment par les proposi-

tions de redécoupage électoral. Vous mentionnez également: "Il faut corriger cette situation, qui va à l'encontre de la valorisation du rôle du député sur l'échiquier québécois, par le renforcement des liens et des contacts qu'il doit entretenir avec la population." J'apprécierais, M. Nicolet, que vous m'expliquiez comment vous conciliez un rôle de chambre des régions et la quasi-obligation pour ses membres, soit ceux d'une part de la chambre des régions, mais particulièrement ceux qui sont les représentants, les élus, la députation, de l'obligation d'obtenir l'assentiment de cette nouvelle chambre versus cette valorisation. Comment deux pouvoirs semblables ne seraient-ils pas en concurrence les uns par rapport aux autres?

M. Nicolet: Je pense qu'il y a peut-être un malentendu. Je m'excuse si le texte n'est pas clair. On demande à la chambre des régions de se prononcer. Son assentiment n'est pas un prérequis à l'adoption du projet de loi. On demande qu'elle se prononce pour garantir que les enjeux soient suffisamment clairs, débattus, déposés sur la place publique et que tout citoyen qui, directement ou indirectement, pourrait se sentir impliqué par ce projet en ait connaissance et qu'en bout de ligne, le législateur qui votera sur ces textes législatifs soit imputable.

M. Camden: Une dernière peut-être?

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va.

M. Camden: Est-ce que, M. Nicolet, vous pourriez aussi me définir, dans le cadre des bases de reconnaissance constitutionnelle des municipalités, je vais profiter, et je vais vous dire, de l'embargo par laquelle sont liés le ministre des Affaires municipales et de la table Québec-municipalités, j'aimerais que vous me définissiez davantage la délimitation du champ fiscal exclusif aux municipalités dont vous faites référence dans votre mémoire, j'aimerais que vous m'en définissiez la portée et la proportion de l'assiette souhaitée de la part de votre groupe.

M. Nicolet: Vous me demandez de préciser ce qui n'a pas encore fait l'objet ni d'une réflexion approfondie ni de propositions concrètes de la part de l'Union. Ce que je crois que nous voulons préciser une fois pour toutes, c'est qu'il y a un champ foncier. S'il y a de nouvelles responsabilités qui sont transférées aux municipalités, il y aura d'autres sources de revenu - et on en a fait allusion tout à l'heure avec M. d'Anjou - qui devront être mises à la disposition du palier local et il faudrait que ces sources de financement soient clairement identifiées pour qu'on évite le genre de chambardement et de déséquilibre que l'on connaît depuis maintenant deux ans.

Le Président (M. Jean Campeau): Bien, monsieur. Alors, ceci écoule cette période. Alors, M. Nicolet, M. Jacques, M. Fernet, merci de vous être prêtés et d'être venus discuter avec nous des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec et de l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Merci.

(Suspension de la séance à 10 h 50)

(Reprise à 10 h 53)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous recevons maintenant M. Jacques-Yvan Morin, pour une audience d'une heure. Alors, je rappelle les règles pour l'audience d'une heure: 10 minutes pour la présentation du mémoire; 10 minutes pour le groupe formant le gouvernement; 10 minutes pour le groupe formant l'Opposition; 25 minutes pour les autres membres. M. Morin, vous avez 10 minutes pour la présentation de votre mémoire.

M. Jacques-Yvan Morin

M. Morin (Jacques-Yvan): MM. les Présidents, mesdames, messieurs les commissaires, que j'ai plaisir à saluer. Ce n'est pas sans hésitation que j'ai accepté l'invitation que vous m'avez adressée, MM. les Présidents. Ce n'est pas la première commission qui se penche sur ce qu'il est convenu d'appeler "le problème national". C'est la sixième commission en 50 ans. Tout ça a commencé avec la commission Rowell-Sirois, en 1940. Il y a donc exactement un demi-siècle cette année. Et puis, il y a eu la commission Tremblay, à l'occasion de laquelle j'ai fait mes premières armes de chercheur dans le domaine de la législation sociale. Et puis, il y a eu la commission Laurendeau-Dunton, la commission Pepin-Robarts, la commission Macdonald, toute récente, il y a cinq ans à peine, où j'avais l'honneur de représenter le gouvernement du Québec au moment de ma comparution.

Donc, ce n'est pas la première fois que ce problème est agité, analysé, retourné dans tous les sens. On peut noter qu'il y a une certaine accélération du processus des commissions d'enquête. Au début, la moyenne se situait à peu près tous les 10 ans. Maintenant, nous en sommes à tous les cinq ans. J'ai hésité, et je ne vous le cacherai pas, mesdames, messieurs les commissaires: J'ai hésité à venir. Ma première réaction a été: Pas encore! Et puis, à la réflexion, je me suis dit que ce serait peut-être l'occasion d'un pas en avant. Ce ne serait peut-être pas la dernière commission, surtout si vos recommandations prennent le chemin des commissions antérieures qui, elles, ornent magnifiquement les tablettes de nos bibliothèques, aujourd'hui, et auxquelles on se réfère si peu que ça en est un scandale. Parce que plusieurs de ces

commissions avaient déjà fait des recommandations très précises sur la situation du Québec et du Canada.

Les problèmes ne sont donc ni nouveaux, ni exceptionnels. Ils ne sont pas nouveaux, puisqu'ils sont aussi vieux que ce pays, le problème fondamental étant de faire coexister au sein d'un même État, deux groupes humains, deux nations, comme disait la commission Laurendeau-Dunton. Deux nations qui ont des cultures, des valeurs et des intérêts parfois divergents, et même assez souvent divergents. C'est un problème qui n'est pas exceptionnel non plus, puisque, comme vous le savez, dans le monde entier à l'heure actuelle, se posent, et de plus en plus, des problèmes de cette sorte. Et notamment dans les Fédérations, on pense à l'Inde. Je ne parle même pas de l'Union soviétique et de la Yougoslavie, qui sont des régimes évidemment bien différents de nos démocraties. Mais l'Inde connaît des problèmes de fédéralisme à peu près semblables aux nôtres, à certains égards en tout cas.

Donc, les problèmes ne sont ni nouveaux, ni exceptionnels, mais peut-être que le contexte ici se prête mieux, cette fois-ci, à un examen en profondeur. En tout cas, c'est cet espoir qui m'amène devant vous, titre, comme vous avez bien voulu le dire, à titre d'expert... Voilà, à vrai dire, un bien grand mot, car, quand on se hisse à ce niveau, ce ne peut être que dans un domaine assez limité. On ne peut pas être expert dans tous les domaines, comme vous le savez bien, et la véritable expertise viendrait d'une synthèse de tous les savoirs, de toutes les connaissances, comme celle que vous essayez de vous donner d'ailleurs. Mais, je suis bien persuadé que le grand expert et le seul expert, c'est le peuple québécois. Ça tombe bien, d'une certaine façon, puisque c'est lui qui est souverain, c'est lui qui va décider et, en plus, c'est lui qui va prendre les conséquences de ses actes et de ses décisions. Cela, cependant, doit réduire la tâche des experts à, finalement, une place assez modeste, un rôle assez modeste. Et c'est dans cet esprit que j'ai répondu aux huit questions de la Commission dans ce document qui vous a été distribué.

Dans ce rapport, j'insiste sur deux points majeurs que je voudrais simplement rappeler dans ces propos liminaires. Tout d'abord, la question du vocabulaire. J'ai fait allusion au problème de fond, qui est un problème considérable, qui est un problème mondial. Il y a aussi, dans notre cas, des problèmes de vocabulaire. D'ailleurs partout, en Union soviétique aussi, à l'heure actuelle, il y a des problèmes de vocabulaire, puisque les républiques découvrent que la souveraineté qui leur était concédée par la constitution stalinienne de 1937 et par la dernière de 1977, c'était en réalité de l'autonomie. Pour avoir joué sur les mots, l'Union soviétique se ramasse aujourd'hui dans une situation assez pénible. Alors, je voudrais me faire l'avocat, devant vous,

d'un langage clair, de concepts clairs. Parce qu'on ne pense clairement que si on a des concepts idoines, des concepts qui ne confondent pas, par exemple, souveraineté et autonomie.

La souveraineté, M. le Président, mesdames, messieurs, c'est la faculté de disposer, de déterminer soi-même de l'étendue des compétences qu'on entend exercer, donc, une faculté qui est une qualité que possèdent certains États reconnus comme tels par leurs pairs. Il y en a quelque 170 dans la société internationale.

L'autonomie, ce n'est pas du tout ça. C'est aussi une faculté politique, bien entendu, mais c'est la faculté d'exercer certaines compétences, à l'intérieur d'un cadre supérieur prédéterminé qui prend la forme d'une constitution qui, en général, est établie par un organe constituant, dont l'État autonome fait partie, comme c'est le cas, d'ailleurs, du Québec au sein de la Fédération canadienne.

(11 heures)

Il ne faut confondre la souveraineté avec l'autonomie et notamment, lorsqu'on aborde la question des superstructures, il faut faire bien attention de ne pas mêler les choses au lieu de les clarifier. Par exemple, il est difficile d'imaginer un État souverain qui accepterait une superstructure de type fédéral. Ça ne marche pas ensemble, c'est comme l'eau et l'huile. Il est possible d'imaginer un État souverain qui accepte des contraintes cependant. La plupart des États souverains, dans le monde d'aujourd'hui, acceptent des contraintes, et des limitations de souveraineté. Bien entendu, ils sont forcés de le faire à cause de l'interdépendance des États, à cause de la mondialisation de l'économie et, à n'en pas douter, ils n'ont pas fini, non pas d'abandonner pleinement, mais du moins, de limiter certaines de leurs compétences. Le monde va dans cette direction-là. Et d'ailleurs, l'apparition des communautés économiques, des zones de libre-échange, nous le démontre presque chaque jour. Le développement de ces organes internationaux nous le montre chaque jour. En plus de ça, il y a les organisations internationales qui mobilisent de plus en plus les compétences, au nom des États, pour le compte des États; de sorte qu'un État souverain peut renoncer à l'exercice de certaines compétences, comme le font, par exemple, les 12 au sein de la Communauté économique européenne. Mais quand vient le moment de se donner des superstructures ou des structures communes, alors surgissent de vrais problèmes. Est-ce que ces structures seront de type fédéral ou simplement de type confédéral? Si elles sont fédérales, mesdames et messieurs, eh bien, les États membres ne sont plus souverains, ils deviennent autonomes puisqu'ils perdent la faculté de déterminer eux-mêmes l'étendue des compétences qu'ils entendent exercer.

Il n'est pas inconcevable que des États souverains se donnent un Parlement, mais

attention, la plupart du temps et jusqu'ici en Europe, c'est un Parlement sans pouvoir réel. Et même dans les derniers entravés de MM. Kohl et Mitterrand, qui se situent un peu en flèche par rapport à l'Europe de demain, on prend bien soin d'associer le Parlement européen élu au suffrage universel, comme vous le savez, de l'associer au Conseil, mais c'est le Conseil qui prend les décisions et les décisions sur l'avenir ne peuvent pas être prises sans le Conseil, le Conseil des ministres.

Et vous savez qu'au sein du Conseil des ministres, tantôt c'est l'unanimité, depuis les arrangements du Luxembourg sur des questions vraiment fondamentales, ou alors c'est une règle de vote pondéré dont on pourra s'entretenir tout à l'heure, si vous le désirez. Alors voilà, c'était la première question que j'ai voulu explorer dans mon mémoire, la question du vocabulaire. La seconde, M. le Président – je serai très bref puisque je voudrais donner à tout le monde l'occasion de m'interroger ou de faire des commentaires – la seconde, c'est la question de la répartition des compétences entre le Québec et les organes communs, peu importe leur nature, qu'il accepterait avec le Canada.

Vous aviez, dans votre questionnaire, prévu deux catégories de compétences: les compétences pleines du Québec, celles qu'on appelle d'habitude, en droit constitutionnel, les compétences exclusives ou encore, en droit international, les compétences nationales. Et puis, vous aviez dégagé une deuxième catégorie de compétences, qui étaient les compétences concurrentes ou partagées. À cela, j'en ai ajouté une troisième, dans mon mémoire, encore dans un souci de clarification des concepts, des notions.

La troisième catégorie de compétences, c'est celles qui sont exclusives au profit, en faveur des organes communs que le Québec acceptera de se donner, particulièrement dans le domaine économique, dans le domaine du Marché commun, de la libre circulation des personnes, des biens, des capitaux, des services, et qui seront indispensables. Parce que je suis bien persuadé que le Québec va devoir tôt ou tard, dans ses nouvelles structures, accepter des contraintes, tout comme le Canada devra accepter des contraintes. Mais ce ne seront pas les mêmes contraintes que celles qui nous sont imposées aujourd'hui et dont on ne peut pas sortir, dont on ne peut sortir qu'à travers le mode d'amendement et celui-ci, eh bien, nous ne le connaissons que trop, maintenant, depuis l'échec du lac Meech.

Alors, ce que j'ai proposé, M. le Président, c'est qu'il y ait donc trois catégories de compétences: une catégorie de compétences exclusives en faveur du Québec, des compétences exclusives pour les organes communs qu'on voudra se donner et puis des compétences concurrentes qui, elles, sont vraiment concurrentes dans le sens technique du mot, c'est-à-dire que les deux partenaires, ou il peut y en avoir

d'avantage, bien entendu, mais je parle de l'idée de deux partenaires pour simplifier l'exposé. Les deux partenaires acceptent de mettre ensemble certaines compétences, mais non pas de façon irrévocable, même pas pour une période de 5 ans ou de 10 ans, quoiqu'on puisse très bien prévoir aussi des échéances de ce type, mais des compétences où comme c'est habituel dans les compétences concurrentes, il y aurait prépondérance de l'un des deux partenaires; en l'occurrence prépondérance du Québec qui pourrait de la sorte échapper à des contraintes qui lui paraîtraient absolument inacceptables.

Mais vous aurez noté que j'ai fait une liste de compétences concurrentes assez longue. C'est à titre purement indicatif. Je suis prêt, bien entendu, à discuter de chaque point, mais je voudrais qu'on considère que ces trois listes, que je me suis un peu contrainte à établir, parce qu'il fallait bien répondre à votre questionnaire, ces trois listes sont des hypothèses de travail. Je ne suis pas le seul expert qui puisse répondre à des questions là-dessus. Surtout quand on tombe dans le domaine économique, on peut discuter très longuement de savoir quelles devraient être les compétences exclusives des organes communs.

Chose certaine, dans la perspective où je me suis situé, les compétences communes ne seraient pas éternelles ou perpétuelles. Elles seraient négociées par traités, avec toutes les contraintes que ça comporte, et surtout l'obligation majeure d'agir de bonne foi. Elles seraient acceptées par traités, soit pour des périodes prédéterminées, 5 ans, 10 ans, il y en a qui risqueraient peut-être 15 ans, quoique ça me paraisse un peu long, mais mettons une dizaine d'années, après lesquelles il y aurait révision automatique des engagements, de part et d'autre. Bon, on peut prévoir que si tout marche bien, les engagements de part et d'autre seraient reconduits. On peut même mettre dans le traité, c'est habituel, des clauses de reconduction tacite, c'est-à-dire que le traité se perpétue si, dans un délai d'un an avant son expiration, il n'a pas été remis en question ou dénoncé. Mais évidemment, comme on peut présumer que des efforts seraient faits de part et d'autre pour que les organes marchent, fonctionnent bien, il est probable que les engagements qu'on prendrait dès le départ pourraient se perpétuer pendant assez longtemps.

Mais la qualité du souverain, M. le Président, et je termine par ça, la qualité d'un État souverain, c'est de ne jamais être pris au piège. C'est de pouvoir toujours se sortir d'une situation qui devient intolérable. Ce n'est pas le cas quand on fait partie d'une fédération et qu'il faut accepter légalement de passer par le mode d'amendement. Nous en avons fait l'expérience à plusieurs reprises. Et on s'est fait vraiment échauder récemment.

Tandis que des États souverains aptes à déterminer leurs propres compétences, et l'abandon qu'ils en font éventuellement, ces États

souverains peuvent aller très loin dans la mise en commun des compétences. Mais, si à un moment donné, ça ne fonctionne pas, eh bien, à une certaine échéance, ils peuvent se retirer ou réexaminer, renégocier, pour trouver des accommodements qui permettent à chacun d'avoir ses coudées franches et de vivre convenablement.

Voilà, M. le Président, les deux idées majeures. Je n'ai pas le temps, et je ne le prendrai pas d'ailleurs, parce que je préfère que nous puissions discuter. Je ne suis pas entré dans le détail des trois listes de compétences que je vous ai données, mais j'imagine que la discussion portera au moins en partie là-dessus. Et je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Probablement, probablement, M. Morin, merci. Alors je rappelle aux membres que plus les questions sont courtes, précises et rapides, plus nous pourrions utiliser l'expertise de M. Morin.

Alors M. Morin, avant que nous passions à la question, puisque à peu près tout le monde veut vous poser des questions, alors par chacun d'eux là, comptez-vous au départ remercié, puis comptez que chacun des membres a lu votre mémoire et qu'il va en venir rapidement à la question.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, nous commençons avec M. Guy d'Anjou.

M. d'Anjou: Bonjour, M. Morin, ça me fait plaisir de vous revoir. C'est clair en lisant votre présentation et votre mémoire que le statu quo est remis en question et que vous voulez des changements profonds. Et vous semblez "prioriser" des négociations. Est-ce que dans votre esprit il s'agit de négociations préalables à une déclaration de souveraineté? Et deuxième question, vous semblez également privilégier le maintien de liens avec le Canada. Alors c'est ça les deux questions, M. Morin.

M. Morin: Volontiers, M. d'Anjou, MM. les Présidents, mesdames, messieurs. Oui, je pense qu'il faut négocier et négocier sans cesse. En tout cas, être toujours prêts à négocier. Quand la main de l'autre est le moins tendue, il faut la saisir. Mais il faut aussi, à un moment donné, se décider parce que l'autre, les autres peut-être, ne pourrait sans doute être amené à négocier que si nos intentions, de notre côté, sont assez claires. Si nous avons l'air d'hésiter, si nous ne savons pas où nous allons, si nous sommes profondément divisés – parce que j'imagine qu'on sera divisés un peu de toute façon: mais c'est une chose que d'être divisés superficiellement, c'en est une autre que de l'être en profondeur – si nous sommes profondément divisés, alors là, évidemment, nous ouvrons la

porte à toutes les manoeuvres à nos dépens et c'est ce qui se passe depuis 50 ans, depuis Rowell-Sirois.

Donc, négocier, oui. Mais aller chercher, à un moment qui conviendra. Moi, je ne veux pas m'enfermer, étant donné que je ne suis pas un stratège politique. Même si j'ai tâté de la vie politique, comme vous le savez. Je ne suis pas un stratège politique. En tout cas, je me suis éloigné de la stratégie depuis quelques années et je ne suis donc pas en mesure de vous dire: Il faudra faire le référendum à ce moment-là plutôt qu'à tel autre. Mais j'imagine qu'à un moment donné, il faudra se plier devant la règle fondamentale que c'est le peuple qui est souverain, que c'est le peuple qui décide. Donc, à un moment donné, il faudra sans doute un référendum. Mais quand et comment? Alors, là, je m'en remets à la sagesse des gouvernants et de l'Opposition qui sauront bien débattre de cette question-là. Je ne sais pas si j'ai répondu complètement à votre question, M. d'Anjou. Peut-être voulez-vous me faire spécifier quelque chose?

M. d'Anjou: Vous avez bien répondu, oui. Et la deuxième c'était: Est-ce que vous privilégiez le maintien de liens avec le Canada?

M. Morin: Oui, mais pas sous la forme actuelle. Je pense que des liens sont absolument essentiels dans le monde d'aujourd'hui. Ce serait aller — je n'ai aucune hésitation à le dire — à l'encontre de tout ce que nous pouvons observer dans le monde, malgré les échecs du GATT, n'est-ce pas, qui sont sûrement des échecs temporaires puisque tout va dans le sens de la libéralisation des échanges et que personnellement je considère que c'est une bonne chose. Bien entendu, il faut que chacun y trouve son compte. C'est là qu'est la difficulté des négociations du GATT, et c'est là qu'est la difficulté de la négociation éventuelle entre le Québec et le Canada, comme c'est la difficulté de la négociation entre le Canada et les États-Unis. Mais, ce serait sur une base nouvelle. Je complète ma réponse. Ce ne serait pas sur la base d'une constitution qui nous encadre, qui nous autonome, qui nous empêche donc de décider de notre destin et qui nous bloque, qui est en mesure, même sans bouger, par simple inertie, de bloquer tout développement. Alors, oui, une coopération même très étroite, mesdames, messieurs, mais sur des fondements nouveaux, sur des fondements consensuels, sur des fondements d'acceptation par le Québec de ses responsabilités devant, justement, ces phénomènes internationaux.

M. d'Anjou: Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Poissant?

M. Poissant: Vous parlez de la manière — vous en avez parlé d'ailleurs dans vos propos d'ouverture — que ce sera négocié. Je pense que je suis totalement d'accord. Pendant toute ma carrière, j'ai négocié beaucoup. Et le dernier contrat que nous avons négocié était une chose assez gigantesque, qui entraînait des Américains et des Canadiens et à la fin... Évidemment, on était toujours dans un contexte que quelqu'un veut vendre et quelqu'un veut acheter, habituellement. Et là, on a affaire, évidemment, à quelqu'un qui ne veut pas nécessairement vendre alors qu'un autre voudrait acheter. Disons que c'est nous. Et ça, ça complique un peu... Et il n'y a pas beaucoup d'expérience de négociateurs dans ce genre de domaine-là. Évidemment, il va s'en développer, j'imagine, parce que les gens sont humains, que ce soit des politiciens ou non. À la fin, c'est pour bien régler le problème. Que vous nous suggériez... Comment devrait-on y arriver à cette manière de négociation-là?

(11 h 15)

M. Morin: M. le Président, j'ai effectivement écrit dans ce rapport que la manière est essentielle, la manière d'arriver à l'objectif. L'objectif, il peut être très avancé, comme il peut l'être moins, mais chose certaine, la façon d'y accéder va être aussi importante que l'objectif lui-même. Pourquoi? Parce que l'objectif, c'est un peu comme l'horizon, ça recule au fur et à mesure qu'on avance. Il se transforme chemin faisant. Nous avons tous vécu ça au Québec depuis 30 ou 40 ans, n'est-ce pas, cette façon dont les objectifs, constamment, s'éloignent. En partie, naturellement, parce qu'on n'a pas écouté les cinq commissions d'enquête précédentes. Vous savez, Tremblay parlait déjà de foyer national et de milieu politique fondamental du Canada français, comme il le disait. Sous Dunton-Laurendeau, on parlait du Québec comme d'une nation. Dans Pepin-Roberts on nous a dit que le Québec devra avoir tous les pouvoirs nécessaires à la préservation de son caractère distinctif. Bon, tout ça est allé sur les tablettes. Et donc, les objectifs se sont, n'ayons pas peur du mot, peu à peu radicalisés. Il y a des gens qui voudraient l'indépendance pure, simple, sans compromis, sans négociation. Je ne suis pas de ceux-là. Je pense que ce serait déraisonnable, et donc la façon de procéder me paraît essentielle.

Alors, comment négocier? D'abord il faut avoir un certain fondement. Il faut être sûr de ce qu'on veut. Donc, il faut avoir derrière soi, peut-être pas avant de commencer toute négociation, mais au moment d'aborder les vraies négociations, et en fonction des objectifs qu'on se sera fixés, il faut avoir derrière soi la volonté du peuple. C'est difficile à imaginer autrement que par référendum. Bon. L'expérience des négociations, M. Poissant, nous en avons à revendre au Québec. Vous savez, vous dites: On n'a pas l'expérience de ce genre de négociations.

Au contraire, je puis vous dire que tous les hommes politiques québécois, qu'ils soient d'un côté ou de l'autre de cette ancienne Chambre, tous les hommes politiques québécois, et puis tous ceux qui sont en affaires, ont eu à négocier dans des contextes difficiles, quelquefois dans des contextes impossibles. Alors, je crois qu'autour, rien qu'autour de cette table, et bien davantage si on franchissait et qu'on allait de l'autre côté, nous avons pléthore de gens qui ont appris à négocier et durement. Alors, ce n'est pas ça qui me fait peur. Pas du tout.

Quant à savoir si le Canada anglais négociera ou pas, on ne le saura que lorsqu'on abordera la négociation. Et pour ça, il y a des préalables. Il faut d'abord savoir ce que le peuple québécois veut d'une manière à peu près certaine dans sa majorité. Ça, c'est la première condition. Si on ne se rend pas à cette étape-là, il n'y en aura pas d'autres. Il y aura le statu quo, bien sûr peut-être avec des brimborions pour faire plaisir, mais rien de sérieux.

M. Poissant: M. Morin, seriez-vous d'accord que... D'abord je dois corriger peut-être ce qu'on pense de moi. On a donné que j'étais un fédéraliste indéfectible, qu'il n'y avait rien, que j'étais totalement... alors que ce n'est pas ça.

M. Morin: Bien, vous n'avez pas ça écrit dans le visage.

M. Poissant: Et depuis le départ, M. Morin, j'ai essayé, et c'est la question que je veux vous poser, c'est qu'avant d'arriver à un référendum, est-ce qu'il ne sera pas nécessaire quand même de demander aux actionnaires, le peuple québécois, de leur dire de quoi il s'agit? Ce sera quand même une des plus grandes transactions commerciales qui sera jamais effectuée dans l'univers. On parle de 100 000 000 000 \$ de dette, si on doit se séparer. Alors, je pense qu'il serait utile, à moins que je sois le seul qui veuille avoir cette idée-là, de préciser ce que sera toute cette sécession-là. Il y a de l'expérience, dans les sécessions, là; il y en a un petit peu moins au Canada. Mais ça, est-ce que ce serait d'après vous... Je suis seul à vouloir prétendre qu'il sera nécessaire d'informer les Québécois de ce qui va arriver, et je ne suis ni pour l'un ni pour l'autre, entre parenthèses, tout ce que je désire c'est qu'on donne l'heure juste.

M. Morin: Mais est-ce que ce n'est pas un peu la fonction de votre Commission?

M. Poissant: Je pense que c'est la mienne.

M. Morin: Eh bien, moi j'estime que si votre Commission peut mettre devant les Québécois des notions claires et si elle peut mettre des options, peut-être n'arriverez-vous pas à vous mettre tous d'accord sur une option, mais il

y en aura peut-être quelques-unes qui soient possibles, qui soient envisageables. J'ai hâte de vous lire, soit dit en passant.

M. Poissant: Et moi aussi.

M. Morin: Et il y a beaucoup de Québécois qui ont hâte de vous lire. J'ajouterai simplement que oui, il y a un travail d'information gigantesque à faire et c'est pour ça que j'ai souligné l'importance du vocabulaire, que les Québécois ne confondent pas "souveraineté" et "autonomie" et qu'ils ne confondent pas une superstructure entre États souverains avec une superstructure entre États autonomes. Ce n'est pas la même chose.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Lucien Bouchard, suivi de M. Dufour.

M. Bouchard: M. le Président, il n'est pas de règle de commenter ce que les autres viennent de dire, mais, comme M. Poissant vient de s'attribuer le titre d'être le seul à vouloir informer les Québécois des enjeux de la situation actuelle, je dois bien dire que nous sommes au moins deux, parce que, moi aussi, je pense qu'il faut les informer. Ce que nous faisons présentement est bien important et on va continuer de le faire avec toute la rigueur requise. Puisqu'on aime bien les comparaisons commerciales, il serait peut-être bon de réunir en effet l'assemblée générale des actionnaires pour savoir ce qu'elle veut et obtenir un mandat. C'est ce que vous proposez, plus ou moins directement, à la page 19 entre autres, où vous dites que le Québec ne pourra pas obtenir de changements majeurs s'il ne pose pas clairement la question de la souveraineté, et où vous ajoutez qu'une fois que le Québec aura exprimé démocratiquement sa volonté de souveraineté...

Ceci étant dit, il me paraît, M. le professeur Morin, que vous êtes en désaccord avec l'intention qui a été exprimée par le premier ministre de négocier d'un à un parce que, aux pages 18 et 20, vous soulevez des interrogations sur la possibilité de réussir cela parce que vous dites d'abord que ce n'est pas à nous, ce en quoi vous pouvez avoir raison, d'aller terminer ce que le Canada anglais voudra faire, quelle sorte de cadre il voudra se donner pour négocier. Vous semblez donc mettre en doute la possibilité de négocier d'un à un, ce qui nous ramènerait alors à la formule actuelle de négociations qui a donné les fruits que nous connaissons. J'aimerais que vous puissiez préciser votre pensée là-dessus.

M. Morin: Oui. M. le Président, mesdames et messieurs, je souhaite, comme, j'imagine, plusieurs d'entre vous, que ce soit une négociation d'un à un. Je souhaite que le Canada anglais reconnaisse pour porte-parole le gouvernement fédéral. Mais, d'un autre côté, il ne nous appartient pas de dire au Canada anglais ce qui est

bon pour lui-même. Nous proposons d'exercer notre droit d'autodétermination, de libre choix mais, forcément, le Canada anglais aussi a le droit d'établir ce qui lui convient, ce qui est conforme à ses intérêts. Il se pourrait donc qu'il décide, et il y a des tendances qui nous feraient croire que ce n'est pas impossible comme hypothèse, et il n'est pas impossible donc que certaines régions du Canada veuillent, à leur tour, affirmer qu'elles ont une personnalité propre, qu'elles sont des sociétés distinctes, etc.

Alors, tout ce que j'ai dit dans mon mémoire, c'est qu'on ne peut pas exclure cette possibilité-là qui viendrait compliquer le jeu, c'est certain. Mais on ne peut pas l'exclure.

Comment la négociation se ferait-elle à compter du moment où elle se fait dans un esprit, j'allais dire dans la filière souverainiste plutôt que dans la filière fédéraliste alors que ça me paraît beaucoup plus facile? Si vous êtes dans la filière fédéraliste, forcément vous vous heurtez au mode d'amendement qui est déjà inscrit dans la Constitution et qui, soit dit en passant, ne peut pas être modifiée sans le consentement unanime en vertu de la loi constitutionnelle de 1982.

Si vous vous engagez à la suite d'un référendum ou, en tout cas, avec un appui suffisant du peuple québécois dans la filière souverainiste, alors là, peu importe le nombre de partenaires que vous avez devant vous, ça peut compliquer la négociation à n'en pas douter. Mais, peu importe au fond le nombre de partenaires, parce que vous, vous déterminez vous-mêmes ce que vous êtes prêts à concéder qui peut être considérable et ce que vous n'êtes pas prêts à concéder et que vous estimez nécessaire de conserver par devers vous. Donc, vous le voyez, c'est plus compliqué dans la filière fédéraliste, comme on l'a constaté, comme on le sait d'expérience, plutôt que dans une filière souverainiste. Je ne veux pas, par contre, M. Bouchard, minimiser les problèmes de la filière souverainiste, mais il me semble qu'il y en a encore davantage dans la filière fédéraliste.

M. Bouchard: M. le Président, est-ce que j'ai 10 secondes encore?

Le Président (M. Jean Campeau): Oui.

M. Bouchard: Dans la manière de négocier, parce que vous avez dit que tout sera dans la manière, et je pense que nous sommes d'accord avec vous, l'un des aspects de la manière, c'est comment préparer le Canada anglais à recevoir les recommandations de la Commission? Comment le réveiller de cette espèce de sommeil où il est présentement? Comment, par exemple, faire tomber ses illusions? J'ai vu dans un journal, ce matin, qu'il y a des Canadiens anglais de Toronto qui, hier ou avant-hier, se surprenaient de voir qu'un homme cultivé et intelligent, instruit et

portant de beaux costumes comme M. Parizeau pouvait être mécontent du fédéralisme. Alors, on a beaucoup de chemin à faire pour préparer les gens. Qu'est-ce qu'on pourrait faire pour améliorer la situation?

M. Morin: C'est exact. Il y aura, mesdames et messieurs, beaucoup de chemin à faire pour persuader le Canada anglais d'entrer dans nos perspectives, enfin dans des perspectives souverainistes en tout cas, même dans des perspectives fédéralistes renouvelées. C'est très difficile. Pourquoi? Parce que les deux sociétés, en définitive, se parlent très peu, se sont toujours parlé très peu parce que, malheureusement, beaucoup de gens qui nous représentent à Ottawa, sont souvent davantage les représentants de l'ordre fédéral au Québec, plutôt que les représentants du Québec ou des autres provinces à Ottawa. Et ça, c'est un problème qui va demeurer pendant un certain temps. Je pense, M. le Président, qu'il y a une façon, et qu'une fois que votre rapport aura été établi, s'il y a, à tout le moins, un minimum de consensus, si vous êtes d'accord sur un certain nombre de grands objectifs, alors tous les membres de cette Commission, à commencer par les Présidents et tous ceux qui, dans la société québécoise appuient ses conclusions, vont devoir circuler au Canada anglais. C'est pas facile et on ne sera pas bien reçus partout. Vous ne serez pas bien reçus partout, mais il va falloir le faire parce que c'est la seule façon. Peut-être aussi, peut-être, mais je le dis sous toutes réserves, peut-être aussi que la commission Spicer fera faire un bout de chemin au Canada anglais. J'ai mes doutes, mais enfin c'est l'objectif qui a été annoncé, et on doit faire confiance, on doit avoir un minimum de confiance dans les gens lorsqu'ils nous disent quels sont leurs objectifs.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons maintenant à M. Dufour.

M. Dufour: Merci. Je voudrais d'abord dire à M. Bouchard que, dans le secteur privé, lorsqu'on convoque une assemblée générale des actionnaires, il y a trois choses qui sont évidentes. L'ordre du jour est clair, les questions sont claires, mais surtout les actionnaires ont été informés des coûts des décisions qu'ils vont prendre.

Question de vocabulaire. Vous parlez de souveraineté et vous parlez de souveraineté totale. Ma question: Est-ce que c'est possible d'avoir une souveraineté partielle? Est-ce que, par définition, le mot "souveraineté" veut dire une globalité des pouvoirs? Et évidemment, selon votre réponse, j'aurai ou pas une deuxième question.

M. Morin: Bien. Bien que la remarque ne m'ait pas été adressée, elle a été adressée à M.

Bouchard, me permettez-vous de vous parler des actionnaires, quand on propose... Bien, c'est parce que les métaphores peuvent quelquefois nous mener plus loin qu'on ne le pense. Quand on propose certaines actions aux actionnaires, on n'est pas toujours sûrs du coût ultime, ni de ne rien faire, ni de faire quelque chose. On propose aux actionnaires ce qui semble la solution appelée à produire les meilleurs résultats.

M. Dufour: Mais il y a au moins des estimés.

M. Morin: Pas toujours. Pas toujours et ce n'est pas toujours précis, et avez-vous remarqué que les présidents de corporation, les présidents de société, prennent toujours le soin de se couvrir en disant: Vous savez, je pense que c'est ça qui est le mieux, maintenant, on pourrait bien se tromper, mais on vous recommande ça.

M. Dufour: Mais ça, c'est de la saine gestion.

M. Morin: Bon. Ces choses étant dites, M. le Président, voulez-vous, nous allons distinguer deux sens du mot "souveraineté"? Il y a d'abord, et c'est pas moi qui a inventé ça, c'est un auteur franco-allemand du nom de Carré de Malberg qui écrivait à la fin du XIXe siècle, début du XXe siècle, et c'est un grand auteur aussi bien en Allemagne qu'en France. Il s'est penché sur les questions du fédéralisme, de l'intégration et il domine un peu la doctrine encore aujourd'hui. Et Carré de Malberg faisait la distinction entre ce qu'on pourrait appeler la souveraineté quantitative et la souveraineté qualitative. La souveraineté quantitative d'abord, c'est la somme des compétences qu'un État exerce. Toutes les compétences, dans le langage commun, on dit: C'est sa souveraineté. Il exerce sa souveraineté. Alors, je ne sais pas moi, le développement économique, l'immigration, l'éducation. La somme des compétences. Ça c'est un sens du mot "souveraineté" et, dans ce sens-là, la souveraineté est divisible à l'infini, autant qu'il y a de compétences et de sous-compétences, et on peut se les partager un peu comme on le veut. Un peu, selon les besoins et selon les intérêts en présence.

(11 h 30)

Ça c'est un sens, mais il y en a un autre, qui est la notion qualitative de souveraineté, c'est-à-dire la qualité de souverain. Celle-là, on l'a ou on ne l'a pas. Si on l'a, on fait partie des 170 pays qui forment la société internationale. Si on ne l'a pas, on fait partie d'un autre État. On est purement autonome. On peut avoir beaucoup d'autonomie. Mais si on ne dispose pas de soi-même, si on est aux prises avec un mode d'amendement contraignant, eh bien, à ce moment-là, on ne dispose pas de la souveraineté qualitative. Dans la doctrine allemande, comme

dans la doctrine de presque tous les pays, maintenant, le premier type de souveraineté, la souveraineté quantitative, l'accumulation des compétences, on appelle ça d'habitude "les compétences". Tandis que la souveraineté, c'est-à-dire la faculté de déterminer quelles compétences on va exercer et quelles on n'exercera pas, ça, la doctrine appelle ça - c'est savant mais, je me permets de l'utiliser quand même, c'est du langage de doctrine - la compétence de la compétence. C'est ça la souveraineté qualitative.

M. Dufour: Ce qui veut dire, M. Morin, que sous une certaine forme, en tout cas, quantitative, nous vivons actuellement une forme de souveraineté-association?

M. Morin: Non. Je suis obligé de vous dire que ce n'est pas le cas, parce que nous ne sommes pas souverains. Nous n'avons pas... nous ne disposons pas, nous-même, des compétences que nous allons exercer ou ne pas exercer. C'est l'organe constituant de la Fédération canadienne qui décide ça pour nous et nous en faisons partie à 1 sur 11. Donc, nous ne sommes pas souverains. Comme disent les Anglais: "By any stretch of the imagination". Nous ne le sommes pas.

Maintenant, je sais que le Conseil privé, au XIXe siècle - certains collègues autour de la table, mes collègues, connaissent cette jurisprudence mieux que moi - la jurisprudence du Conseil privé parlait de la souveraineté des provinces. Et, il est évident que c'est un jeu de mots. Je veux dire par là que le vocabulaire n'était pas bien fixé à l'époque. Mais en réalité, il s'agit d'autonomie. Parce que, dès que vous êtes pris dans un cadre contraignant sur le plan constitutionnel, vous ne disposez plus de vous-même. Il faut accéder au palier international pour avoir le droit de disposer de soi-même.

Alors donc, le Québec n'est pas souverain. Et encore un autre mot de vocabulaire, deux mots, M. le Président, qui prêtent souvent à confusion, "fédération" et "confédération". J'en profite, M. Dufour. Vous me donnez l'occasion de clarifier ce point-là aussi. Une fédération regroupe des États autonomes et la fédération est souveraine. C'est la fédération qui est l'État souverain. Dans la confédération - donc, les exemples sont empruntés surtout au XIXe siècle - dans la confédération, les États membres demeurent souverains et délèguent des compétences à un organe commun. Au XIXe siècle, comme le vocabulaire était un petit peu lâche - comme on dit dans nos campagnes: "un peu lousse" - eh bien, on utilisait le mot confédération pour désigner la Fédération canadienne et d'ailleurs aussi la Fédération helvétique. En réalité, ce ne sont pas des confédérations. Et quand bien même on continuerait d'utiliser l'expression - et je ne doute pas qu'on continue de l'utiliser - de Confédération canadienne, c'est une illusion. En réalité, c'est une Fédération. Et même certains

auteurs britanniques, observant le Canada de loin, ont conclu que ce n'était même pas tout à fait une fédération. C'est plus centralisé qu'une fédération. Il y a un auteur comme Wheare, K. C. Wheare, qui nous dit que le Canada, en réalité, est une quasi-fédération. Parce qu'il y a de très nombreuses entorses au principe fédéral, surtout dans la forme initiale et dans une certaine évolution récente, surtout à la faveur du pouvoir de dépenser fédéral.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Simard.

Mme Simard: M. Morin.

M. Morin: Oui.

Mme Simard: Alors, moi, j'appartiens à une Confédération des syndicats nationaux, à laquelle sont affiliées 10 fédérations autonomes. Je suis contente de vous avoir entendu dire que le seul expert c'était le peuple québécois. Ça rétablit un certain nombre de déclarations qui disaient que les experts viendraient rétablir l'équilibre ici. J'aimerais vous entendre élaborer sur ce que vous abordez dans le résumé de votre mémoire, à la page 3...

M. Morin: Oui.

Mme Simard: ...qui est le modèle que vous préconisez, c'est le modèle de la Communauté économique européenne. Vous dites: C'est certainement ce modèle qui nous conviendrait le mieux, qui conviendrait le mieux à nos aspirations. Cependant, vous dites: Il faut le changer, puisque ça serait à deux dans notre cas, alors qu'en Europe, effectivement, il y a plus de 12 pays qui sont membres de cette communauté. Et vous parlez d'une superstructure élective, mais vous dites: Attention, en Europe, on se garde bien de donner des pouvoirs réels à l'Assemblée, au Parlement européen, même s'il y a de fortes tendances, récemment, pour que cette Assemblée ait des pouvoirs. J'aimerais vous entendre un peu élaborer sur l'adaptation de ce modèle dans l'éventualité où l'expert, qui est le peuple québécois, se prononce rapidement et opte pour sa souveraineté.

M. Morin: Merci, madame. Si, à la suite de bien d'autres, j'ai pris la liberté de vous proposer le modèle de la Communauté économique européenne, un modèle qui devrait être adapté, c'est en procédant par élimination. D'une part, nous ne voulons plus être sujets au mode d'amendement actuel du fédéralisme canadien. En toute logique, ça suppose une forme de souveraineté dans le sens compétence de la compétence, la souveraineté qualitative. Une fois qu'on a été acculés à cette conclusion-là, il faut se demander, d'autre part, quel est le régime qui nous

permettrait de mettre le plus en commun, sur le plan économique et peut-être aussi sur le plan social si on décidait. Le plan social, je suis beaucoup plus hésitant, mais sur le plan économique, je reconnais que ça va devoir aller probablement assez loin. Vous n'avez qu'à regarder les compétences que je serais disposé, au moins à titre préliminaire, à accorder aux organes communs, compétences exclusives, pour vous rendre compte que ça va tout de même assez loin.

Alors, je me suis dit: Quel est le modèle le plus avancé d'intégration économique? Quel est le modèle qui, dans le monde, est le plus apte à répondre à des problèmes qui solent à la fois de faire la souveraineté, mais en même temps de s'intégrer dans un tout plus vaste? Bon, alors, on fait le tour de ce qui est disponible: le Pacte andin, les zones de libre-échange, d'autres marchés communs qui fonctionnent cahin-caha. En définitive, il n'y en a qu'un qui fonctionne relativement bien, avec, naturellement, pas mal de difficultés à l'occasion de tensions, comme on le voit en ce moment au sujet de l'agriculture, mais quand même, qui est, il faut bien l'admettre, le modèle le plus évolué que nous ayons sous les yeux, d'autant qu'il continue d'évoluer. Il est en évolution. Oh, l'évolution ne sera peut-être pas aussi rapide que d'aucuns le souhaitent, mais ce ne sera peut-être pas non plus aussi lent que d'autres le souhaitent.

Ce système, donc, s'impose à moi comme étant le modèle dont on devrait s'inspirer. Mais encore une fois, l'intégration économique à 12, ce n'est pas l'intégration économique à deux ou à trois, ou ce n'est pas l'intégration qu'on peut souhaiter dans un pays où, par définition, nous sommes la minorité dès qu'il y a des questions importantes qui se posent. Je ne parle pas des questions de détails. Là, on nous fait volontiers des concessions, mais dès qu'il y a une question fondamentale pour notre avenir, là, nous sommes toujours minoritaires et appelés à demeurer dans le système actuel. Il n'y a pas à en sortir, on peut retourner l'affaire dans tous les sens, on revient toujours au même point et bredouilles, comme à la suite du lac Meech.

Alors, comment l'adapter? Si j'ai bien compris, c'est le sens de votre question. D'abord, pour ma part, j'ai la plus grande hésitation devant un Parlement qui aurait de véritables pouvoirs. D'ailleurs, les Européens se gardent bien, jusqu'ici, de reconnaître des pouvoirs à leur Parlement, et comme je l'ai dit tout à l'heure, dans les derniers entretiens Kohl-Mitterand, qui ont fait l'objet d'une lettre commune au président de la Communauté ces jours derniers - il y a une semaine aujourd'hui exactement - au cours de ces entretiens, on a pris bien soin d'associer le Parlement à certaines décisions prises en réalité par le Conseil. Or, le Conseil marche, soit selon la formule de l'unanimité, pour les questions les plus importantes

qui touchent justement la souveraineté des membres, soit, dans les cas prévus au traité qui sont assez nombreux, il fonctionne à la majorité pondérée, c'est-à-dire à 54 voix sur 73. Mais la majorité est ainsi faite que la décision ne peut être acquise sans le concours de trois sur quatre des principaux États, de ceux qui ont le plus grand nombre de voix, c'est-à-dire Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni.

Pourquoi cette méfiance? Bien, je veux terminer sur au moins une institution, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, monsieur.

M. Morin: Au moins au départ, dans les premières années de fonctionnement, j'aurais les plus vives hésitations devant un Parlement commun doté de véritables pouvoirs. Or, si c'est un Parlement à l'européenne qui fait des recommandations et qui se prononce sur tout et sur rien, sur les bébés phoques et les autochtones de tel ou tel autre pays, ça, enfin... Personnellement, je n'ai pas d'objection. Mais ce n'est pas ça un vrai Parlement: le Parlement européen n'est pas un vrai Parlement, quoi qu'on nous raconte. Peut-être est-il appelé à le devenir, mais avec mille précautions et après mille transitions. Alors, en ce qui me concerne, voilà un point sur lequel j'estime qu'on n'a pas à aller plus vite que les Européens, vous voyez?

Le Président (M. Jean Campeau): Très rapidement, deux derniers intervenants dans ce bloc de questions. M. Beaudry et, par la suite, M. Turgeon.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Je vais essayer d'aller aussi vite que possible. M. Morin, je pense que toutes les personnes autour de cette table, nous tentons de trouver ou on est à la recherche, en tout cas, d'une solution pour obtenir pour le Québec que le Québec atteigne son plein épanouissement. Cependant, je lis dans votre mémoire et dans celui, hier, que nous avons eu de M. Léon Dion, qu'on est invités à la prudence dans les moyens dont on se servira pour y atteindre. Vous avez répondu tantôt à M. Poissant, et je remarque, dans la page 18 de votre mémoire, que vous nous dites en d'autres termes: Les moyens du changement seront aussi importants sinon davantage que les objectifs proposés.

On retrouve également dans le dossier ou dans le mémoire de M. Dion qui était ici hier: "Une déclaration d'indépendance politique du Québec ne serait pas endossée sans récrimination ou menace de la part du Canada anglais. Et les arrangements de départ ne se feraient pas sans difficulté." Et ça, jusqu'à un certain point, c'est confirmé par M. Parizeau lui-même qui, dans une allocution à Toronto cette semaine, devant 700

personnes au Canadian Club, a dénoté certaines appréhensions. M. Parizeau, après s'être entretenu avec une quinzaine d'hommes d'affaires importants de la région de Toronto, disait devant ce groupe de personnes: La souveraineté du Québec va inévitablement provoquer des émotions, des tensions, des réactions psychologiques assez vives dans le pays. Et quand il choisit ces mots "assez vives", bien sûr qu'il choisit là des mots plus modérés, compte tenu de son option politique.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Beaudry, votre question, s'il vous plaît.

M. Beaudry: J'y arrive. M. Dion, à la page 10 de son rapport, que vous n'avez pas vu mais que je vais prendre le temps de vous lire, dit ceci: "Le processus s'accélérait grandement si la Commission parvenait à des recommandations précises qui recevraient l'approbation du gouvernement, des députés libéraux et de ceux du Parti québécois. Dans ce cas, les chefs de ces partis, après approbation de leurs membres, feraient voter au printemps ces recommandations par l'Assemblée nationale, assorties d'un ultimatum: advenant l'échec des négociations, le Québec procédera immédiatement à un référendum demandant à la population de se prononcer sur l'indépendance politique."

Dans le contexte de la prudence à laquelle nous sommes invités, et par vous et par M. Parizeau jusqu'à un certain point et par M. Dion par ses propos, est-ce que vous ne croyez pas qu'il serait sage de suivre, au moins dans un premier temps, cette recommandation-là, quitte à ce qu'éventuellement, si ça ne fonctionne pas, on accède à l'indépendance de la façon que vous le dites, vous, et qu'on risquerait, on minimiserait les risques au possible dans le contexte actuel, plutôt que de déclarer unilatéralement et immédiatement qu'on s'en va à la souveraineté et on négocie par la suite? C'est ma question.

(11 h 45)

M. Morin: Mmes et MM. les commissaires, nous sommes un vieux peuple qui a toujours été très prudent, par moments peut-être trop. Il est rare que nous ayons perdu les pédales, c'est arrivé, et qu'on ait mal jugé le rapport de force. C'est arrivé au XIXe siècle comme vous le savez. Nous sommes un vieux peuple, un des plus vieux peuples démocratiques de la terre. On va célébrer l'an prochain le 200e anniversaire de notre Assemblée législative. Il est vrai qu'on nous l'a enlevée de 1840 à 1867, mais quand même on a des traditions parlementaires, donc des traditions de dialogue et de prudence. Notre peuple est très prudent, et c'est bien qu'il en soit ainsi. D'autant que devant nous, nous avons un pays de plus en plus incertain de lui-même, il faut bien aussi voir ça.

Et l'une des raisons pour lesquelles le Canada anglais a tellement de difficulté à

concevoir des changements, c'est qu'il ne sait pas lui-même, il sait de moins en moins, comme George Grant l'a bien démontré dans *"Lament for a nation"*, il sait de moins en moins qui il est. Et il sait de moins en moins où il s'en va, parce qu'il a perdu un peu le souvenir des origines historiques. C'est vrai de toutes les jeunesse d'aujourd'hui probablement, dans tous les pays du monde, mais ça fait des ravages au Canada anglais, peut-être un peu chez nous aussi. Ce n'est pas le moment de faire des commentaires sur l'enseignement de l'histoire, mais peu importe.

Nous avons devant nous un pays incertain, donc qui va un peu paniquer, c'est normal. Moi ça ne m'étonne pas. J'ai fait toutes mes études supérieures dans des universités anglophones, ici même au Québec, aux États-Unis, en Angleterre, donc je vois un peu la mentalité. Et je comprends que ce pays incertain, et puis aussi ce peuple très empirique, soit un peu dépourvu devant ce qu'il sent venir du Québec, et encore, il ne se doute pas entièrement de ce qui s'en vient sans doute. Alors il va y avoir... non seulement nous allons avoir besoin de prudence, mais il va falloir aller parler au Canada anglais. Et je suis heureux de savoir par exemple que M. Parizeau y a été. J'espère que le premier ministre va y aller, dès qu'il sera de retour, pour expliquer un peu ce qu'il a dans le ventre, ce qu'il veut proposer.

C'est ça qui va être, c'est ça qui est, la plus grande prudence, c'est de dialoguer et d'aller au devant des coups, d'essayer de rassurer et de montrer qu'au fond ce que nous voulons, à supposer que nous allions même dans le sens de la souveraineté-association, ce que nous voulons va laisser en place un certain nombre de structures essentielles, qui sont propres à rassurer le Canada anglais. Évidemment, il a l'habitude de la domination. C'est difficile, vous savez, à vaincre, quand on a dominé si longtemps un autre peuple, sans même en être conscients, ça fait partie des réflexes conditionnés, ça. Et bien sûr, les Anglo-Montréalais sont les plus conditionnés à ce genre de domination de tous les autres, parce que ça n'a jamais été remis en question leur domination économique, sociale, politique. Eh bien là, maintenant, depuis 20, 30 ans, ils se rendent de plus en plus à l'évidence. Et si vous remarquez, il y a une certaine évolution d'ailleurs chez eux. Ils sont de plus en plus ouverts. Moi, je crois que le reste du Canada, et je précise, ce sont ceux qui ont le plus à perdre, et ce sont ceux qui traditionnellement se sont le plus opposés à toute évolution du Québec, ce sont ceux qui se sont fait profession de mettre des bâtons dans les roues au Québec et ce sont ceux qui se sont fait fort d'envoyer à Ottawa, des Québécois, pour les défendre au fond, des gens qui avaient peut-être des noms francophones, mais qui en réalité représentaient peut-être la majorité ou s'insinuaient malgré eux dans les schèmes de pensée

de la majorité.

Alors, si on voit que ça évolue chez les Anglo-Montréalais, et les Anglo-Québécois, je pense qu'il y a de l'espoir que tôt ou tard ça évolue aussi chez les Anglo-Canadiens. Moi, j'ai l'espoir en tout cas, et je suis prêt à faire ma part avec vous tous pour qu'il en soit ainsi.

Je pense que le temps des menaces ne durera pas, ne durera pas. Il va y en avoir. Il va y avoir des gens, qui inconsidérément vont dire n'importe quoi. Je pense aux menaces sur le territoire. Ça m'amuse un peu, M. le Président, mais les menaces sur le territoire sont à la fois inconstitutionnelles et contraires au droit international. Alors qu'on se situe dans la perspective fédéraliste, ou dans la perspective internationale, ces menaces sont illégales. Et je ne sais pas si ceux qui les ont proférées en sont conscients, peut-être qu'ils n'ont pas eu le temps de réfléchir. Mais on ne peut pas modifier les frontières d'une province, sans son consentement. C'est une règle du droit constitutionnel canadien, et, de surcroît, en droit international, si jamais on empruntait, si on emprunte la filière souverainiste comme je disais tout à l'heure, alors là c'est la règle de l'uti possidetis, des règles bien établies du droit international, qui font qu'on entre dans l'indépendance avec le territoire qu'on avait avant. Donc, sur le plan juridique, "It is an open and shut case", n'est-ce pas? À moins, évidemment, que certains écervelés au Canada anglais ou même, il faut bien le dire, chez certains francophones, n'aillent brandir des menaces, sans avoir vérifié s'ils sont capables vraiment de les mettre de l'avant. Ou alors, c'est qu'ils sont prêts à aller à l'encontre du droit mais ça, ça m'étonnerait. Je pense que c'est plutôt par manque d'information que ces menaces-là sont brandies. On va...

Le Président (M. Jean Campeau): Je vous arrête, M. Morin.

M. Morin: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Turgeon, une question rapide?

M. Turgeon: Oui. Alors, voici, j'ai deux petites questions rapides. Je veux dire, d'abord, que votre rigueur intellectuelle nous réjouit et va certainement réjouir Marcel Adam, de *La Presse*, aujourd'hui. Vous dites, M. Morin, que c'est la sixième fois depuis 50 ans qu'une commission nommée ou par Québec ou par Ottawa se penche sur nos difficultés de coexistence et que, cette fois-ci, si notre Commission ne va pas à la racine même de la crise actuelle, on va rejoindre les tablettes comme les autres. Alors, je conclus que, pour vous, aller à la racine c'est bien plus que d'établir un diagnostic: c'est apporter un véritable remède. Et dans ce sens-là, si c'est ça, jusqu'où, selon vous, cette

Commission doit-elle aller ou jusqu'où doit-elle ne pas aller? Première question.

Deuxième question. Dans la foulée de ce que vient de vous demander M. Beaudry, puisque ça fait cinq ou six fois qu'on reporte et qu'on reporte, pourquoi, selon vous — et je vous pose la question parce que vous êtes un chercheur dans l'identification des mouvements profonds de cette société — rencontre-t-on dans notre société, à chaque fois, des gens qui sont toujours prêts à accorder une dernière chance aux autres? Et je voudrais, si vous me permettez, à ce sujet-là, vous citer quelques lignes seulement de ce que disait, de même de ce qu'écrivait, le 2 juin 1981, notre ami, le ministre actuel de la justice, M. Rémillard. Et je le cite amicalement. Ce n'est pas un piège. Il disait: "Une réforme constitutionnelle complète s'impose dans le sens d'un compromis capable de satisfaire la spécificité du Québec mais" — et c'est ça qui est important — "dans le cas où une telle réforme s'avérerait impossible" — c'était en 1981 — "il n'est pas dit que le 20 mai 1980 n'aura pas été le premier pas du Québec vers son indépendance." Alors, ma question, M. Morin: Comment se fait-il que, dans notre société, issue de nos forces, on rencontre toujours des Léon Dion, entre guillemets — je ne serais pas prêt à dire encore des Gil Rémillard — mais des gens qui sont toujours prêts à nous laisser dans cette mélasse constitutionnelle, comme plusieurs disent, et à nous faire remettre à demain, avec plus de risques, ce qu'on pourrait faire aujourd'hui calmement et sereinement?

M. Morin: Mmes, MM. les commissaires, je ne commenterai pas, avec votre permission, les propos de mon collègue, et néanmoins ami, M. Rémillard. Je ne commenterai pas parce qu'il y aurait d'autres citations en sens contraire qu'on pourrait proposer et je finirais par être un peu mélé. Donc, je m'abstiendrai de commenter. Mais...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Morin: ...en ce qui concerne M. Dion, je conçois très bien qu'il vous ait proposé cette démarche. Je ne la partage pas entièrement parce que je pense qu'il va falloir que les choses soient claires assez rapidement à moins d'ajourner encore de 5 ou 10 ans. Mais, c'est normal dans une société que... C'est tout à fait normal, sociologiquement, que des individus soient plus pressés que les autres. Moi, ça ne me scandalise absolument pas. J'admets aussi que, d'une classe sociale à l'autre, les intérêts peuvent être divergents. On n'a qu'à prendre des extrêmes. Il est certain que les intérêts des grands financiers québécois, et nous en avons maintenant, ne concordent pas nécessairement avec ceux des assistés sociaux ou même de la classe moyenne. C'est normal. Chacun défend ses intérêts. Et ça ne me scandalise pas non plus qu'on nous dise:

Essayons de donner une dernière chance. Moi, je pense que, la dernière chance, on l'a jouée un peu avec le lac Meech, quoique, comme mon collègue Dion, vous savez, j'avais émis des réserves les plus expresses sur ce pseudocompromis. Mais enfin, le Québec s'est un peu piégé à sa façon et c'est la chance de tout le monde. Le Québec s'est un peu piégé avec le lac Meech en faisant penser aux Québécois que c'était LA solution, alors que ça nous aurait peut-être simplement valu 3, 5, mettons 10 ans de répit, et ça aurait recommencé parce que ce n'était pas une solution. Ce n'était pas vraiment une solution, surtout avec le critère du bilinguisme qui l'emportait sur la société distincte. J'entends parmi les critères, l'interprétation constitutionnelle.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, nous passons à M. Gil Rémillard. Ça adonne bien.

M. Rémillard: Ça adonne bien. Merci, M. le Président.

M. Morin: Ai-je été suffisamment prudent, M. le ministre?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Rémillard: Vous, certainement, apportez une contribution très intéressante à la Commission, je dois vous le dire tout d'abord et je vous en remercie, parce que votre mémoire a le grand mérite, je pense, d'être clair. Et je vous en remercie. Vous établissez de façon particulièrement intéressante les concepts de souveraineté, le concept aussi d'autonomie, faisant cette distinction très bien entre les deux, fédération et confédération. Bien que ce soient des énoncés théoriques et en pratique, comme Mme Simard l'a mentionné tout à l'heure, elle vit le fédéralisme dans son syndicat, M. Laberge pourrait nous en parler aussi, ou M. Béland dans les caisses populaires pourrait nous en parler aussi: ce sont des fédéralismes qu'on appelle quelquefois confédération des syndicats nationaux ou fédération des caisses populaires, en fait. Et on se réfère à des composantes autonomes, ou souveraines, peu importe. Mais c'est intéressant ce que vous nous dites, et je crois que les commissaires ici, nous en prenons bonne note.

Vous nous dites que vous vous référez comme modèle possible à la Communauté européenne. Et dans ce sens-là, vous nous proposez une série de compétences, d'une part des compétences qui sont exclusives au Québec, des compétences concurrentes Québec et communauté, et des compétences exclusives pour la communauté elle-même, cet organisme communautaire qui relierait, selon votre modèle, Québec et le reste du Canada.

M. Morin: C'est ça.

M. Rémillard: Mais ce que vous nous proposez, professeur Morin, est quand même beaucoup moins intégré que la Communauté européenne. Il y a un petit budget, vous prévoyez un petit budget, même je n'ai pas vu de pouvoir d'ordre fiscal. La politique agricole commune que nous avons au niveau des communautés européennes, je ne l'ai pas trouvée, politique commune en matière de pêcheries que nous avons aussi au niveau de la Communauté européenne, et qu'on ne retrouve pas.

M. Morin: Si, si...

M. Rémillard: Politique en matière de nucléaire, d'acier...

M. Morin: ...septièmement, M. le ministre.

M. Rémillard: Et le Parlement, vous avez évoqué, brièvement, au niveau du Parlement, tout à l'heure, vous ne vous êtes pas prononcé très clairement. Est-ce que vous aimeriez, vous favorisez dans votre modèle un Parlement canadien?

M. Morin: Bien, tout d'abord, me permettez-vous une observation sur la question du vocabulaire, M. le ministre? Vous avez fait observer avec raison que, dans les organismes de travailleurs, le vocabulaire est assez flou aussi. On parle de confédération, de fédération, mais ces organismes ont le droit de se donner le vocabulaire qui leur convient. Ce que j'ai voulu dire devant vous ce matin c'est que, lorsqu'on parle d'État, alors là il y a une exigence de précision dans le vocabulaire, autrement on mêle tout le monde. Et on ne fait pas nécessairement avancer les solutions, on les fait reculer, et on se prépare des lendemains qui ne chanteront pas. Alors, peu important les dénominations chez les travailleurs, quand on aborde les États, il faut savoir si on est dans la filière autonomie ou dans la filière souveraineté. Ça ne se mélange guère, ça ne se mélange pas. On a la souveraineté ou on ne l'a pas. On peut avoir plus ou moins de compétences, donc plus ou moins d'autonomie, ça c'est sûr, et même plus ou moins de personnalité internationale, comme vous le savez, puisque ce sont des choses que nous enseignons à nos étudiants.

Maintenant, je voudrais dire deux mots des compétences que je reconnaitrais aux organes communs. C'est à la page 14 de mon mémoire, et je les ai déterminées à titre hypothétique, pour fin de discussion, mais en m'inspirant d'un principe fondamental du fédéralisme, même ça va vous étonner, mais qui est transposable dans d'autres secteurs, qui est le principe de "subsidiarité", c'est-à-dire que je ne confierais à cet organe que ce dont il a besoin pour assurer les objectifs que nous lui confions, c'est-à-dire le

développement harmonieux du marché commun, le contrôle des droits de douane, des restrictions quantitatives, une politique commerciale commune envers les tiers, mais j'ai ajouté, sous réserve des accords d'association que le Québec pourrait conclure avec la Communauté économique européenne, parce que j'aimerais bien que le Québec se garde une petite porte de ce côté-là et ne soit pas condamné ad vitam aeternam à la zone de libre échange nord-américaine, qui comporte des avantages mais qui ne devrait pas nous empêcher de lancer des passerelles vers d'autres continents et, surtout, vers le continent qui monte, comme vous le savez, sur le plan commercial, sur le plan de l'avenir et qui est le continent européen.

(12 heures)

Pour ce qui est des pêcheries, vous observerez qu'au point 7 des compétences exclusives fédérales, je les confierais effectivement à l'organe commun, aux institutions communes, mais à une condition et sous réserve de l'accès des pêcheurs québécois à la zone de pêche du Canada, parce que si on devait tracer les frontières exactes du Québec par la ligne d'équidistance dans le golfe Saint-Laurent, le Québec aurait la portion congrue. Or, s'il continue de faire partie d'une association économique avec le Canada, eh bien, il doit, comme à l'heure actuelle, avoir accès aux zones de pêche. Ça me paraît un quiproquo justifiable. D'ailleurs, je pense que c'est ça qui s'imposerait parce que c'est le bon sens.

M. Rémillard: Professeur Morin...

M. Morin: Oui.

M. Rémillard: ...sur la question de la nationalité...

M. Morin: Oui.

M. Rémillard: ...vous dites, à la page 12 donc, que ce serait une compétence qui serait concurrente...

M. Morin: Oui.

M. Rémillard: ...avec prépondérance québécoise. C'est-à-dire que et la communauté au niveau canadien et le Québec pourraient y légiférer, mais il y aurait une prépondérance. Dans un cas de conflit, la législation québécoise l'emporterait.

M. Morin: Oui.

M. Rémillard: Dans ce cadre-là, parce que moi, je ne connais pas un Québécois, une Québécoise qui, à l'étranger, a sorti son passeport canadien et qui en a eu honte. On l'a toujours fait avec fierté.

M. Morin: Je m'excuse, M. le ministre, je n'ai pas entendu.

M. Rémillard: Je vais recommencer. Je crois que ça a fait... J'ai eu des réactions de l'autre côté.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Rémillard: Je disais, professeur Morin, que je ne connais pas une Québécoise, un Québécois qui, à l'étranger, n'a pas sorti son passeport canadien avec fierté. Ils en étaient fiers. Dans votre plan, est-ce qu'il y aurait un passeport, une nationalité canadienne ou une nationalité québécoise ou, encore, peut-être bien une nationalité québécoise et française en même temps?

M. Morin: M. le Président... MM. les Présidents, pardon, vous savez, savoir si les gens sortent leur passeport avec fierté ou non, ça me paraît... Je n'oserais pas l'affirmer dans tous les cas. Je me souviens d'un jour... Je ne parle pas pour moi parce que, moi, je sors très volontiers le passeport canadien. S'il me fait franchir la frontière, c'est l'essentiel.

M. Rémillard: ...vous êtes fier de sortir votre passeport canadien?

M. Morin: Maintenant, je me souviens d'un moment où un parti auquel j'étais associé de très près à l'époque avait sorti un passeport québécois. Ça a été un engouement absolument délirant. Il a fallu qu'on en réimprime par milliers, par dizaines de milliers et alors, le plus étonnant, c'est qu'on voyait les Québécois se présenter aux frontières avec leur passeport québécois. Et j'ai des gens qui ont collectionné des tampons à toute la surface du globe. Il y en a peut-être même autour de cette table.

M. Rémillard: Vous donniez en même temps le budget de l'an 1.

M. Morin: Oui, sans doute. Ce n'était pas tout à fait à la même époque. De toute façon, je crois que ce n'est pas pertinent.

Il faut regarder ça de façon fonctionnelle et je pense qu'en mettant cette compétence sur la nationalité, la naturalisation, les quotas d'immigration et les passeports sous les compétences concurrentes, j'admets que ça pourrait être une compétence des institutions communes. Mais je ne voudrais pas être pris dans une situation où la majorité voudrait nous imposer je ne sais trop quelles conditions ou je ne sais trop quelles règles qui paraîtraient absolument inacceptables, auquel cas on pourrait utiliser la prépondérance québécoise.

Je pense que ça pourrait fonctionner comme compétence des institutions communes justement

parce qu'on saurait, dans la capitale des institutions communes, que le Québec pourrait toujours déroger et apporter des correctifs dans sa propre législation.

Vous savez, il y a beaucoup de choses qui sont écrites entre les lignes dans toute répartition des compétences. L'une des choses qui me paraît essentielle, c'est que le Canada anglais qui est, je pense, en définitive un peuple raisonnable, rationnel, je pense qu'on pourrait aller très loin avec lui dans le partage des compétences, dans l'octroi des compétences au niveau, pas fédéral, au niveau des institutions communes, simplement parce qu'il y aurait des garde-fous. Mais les compétences concurrentes, ce sont des garde-fous.

M. Rémillard: Mais, j'ai cru comprendre, justement, en lisant entre les lignes, parce que c'est ça, vous nous invitez à lire votre mémoire, mais lire aussi entre les lignes, j'ai cru comprendre qu'on pourrait aller très loin dans ces compétences. Mon interrogation, c'est de savoir pourquoi faire la souveraineté pour faire un tel projet. Étant donné que nous avons déjà une Fédération, est-ce que ça ne serait pas possible, dans ce cadre-là, de miser sur une pleine autonomie du Québec, respectant votre terminologie, et d'avoir quelque chose qui peut être très près de ce que vous nous proposez?

M. Morin: M. le ministre, s'il y a quelqu'un qui doit connaître la réponse à cette question-là, c'est bien vous. Je ne sais pas ce qu'il vous faut... Franchement. Je m'excuse là, mais vous avez traversé une expérience qui a dû être assez pénible, j'imagine, qui vous a montré ce que ça peut donner quand on fonctionne dans la filière fédérative; ça veut dire qu'il y a une Constitution qui nous encadre, qui limite nos compétences, qui décide pour nous ce qu'on pourra faire ou ne pas faire, et si on veut changer quoi que ce soit, voire même le mode d'amendement lui-même, c'est l'unanimité. Ça ne peut pas se faire sans notre consentement, mais ça ne peut pas se faire non plus sans le consentement de l'Île-du-Prince-Édouard.

M. Rémillard: Mais vous nous proposez...

M. Morin: Vous n'irez pas très loin avec ce système-là d'ailleurs. La démonstration, vous venez de la faire vous-même. Bien sûr, vous auriez préféré que le lac Meech soit approuvé, mais il ne l'a pas été. Et c'est la démonstration qu'il est à peu près impossible de passer par la filière fédéraliste.

M. Rémillard: Le lac Meech, c'est déjà de l'histoire ancienne, si vous me permettez.

M. Morin: Ah!

M. Rémillard: On a tourné la page. On a tourné la page.

M. Morin: Si c'était si ancien que ça, vous ne seriez pas...

M. Rémillard: Regardons maintenant vers l'avenir. Regardons ce qu'on peut faire. Moi, tout ce que je vous demande tout simplement... Vous proposez des compétences exclusives, vous présentez aussi des compétences concurrentes entre les deux ordres de gouvernement et des compétences exclusives au niveau canadien, ce que vous appelez la communauté. Simplement que, je regarde tout ça, vous proposez une liste de 21 compétences exclusives, il y en a déjà 16 pour le Québec à l'article 92, si on ajoute celles qui sont un petit peu partout ici et là, on peut monter ce chiffre. Je veux bien qu'on s'entende sur la notion de souveraineté et autonomie. Ce n'est pas la même chose et je vous suis, mais ce que je vous demande comme question c'est: Est-ce qu'un plan semblable pourrait se faire aussi techniquement sur le plan du droit en fonction d'une pleine autonomie, qui serait respectueux d'un cadre fédéraliste?

M. Morin: Bien, M. le Président, je suis obligé de répondre à M. le ministre que ce n'est pas possible et qu'il en a fait lui-même l'amère expérience. Il y a une différence... Je sais que vous dites que la page est tournée pour le lac Meech, mais en réalité, si c'est pour nous faire oublier que le lac Meech a été un échec, je pense que la page n'est pas tournée. Le lac Meech est exemplaire, alors pourquoi l'oublier? Ce serait oublier une des principales, des plus amères leçons des dernières années. Le lac Meech est là. Et c'est à partir de ça que vous réunissez pour nous dire ce qu'il faut faire, pour essayer de voir ce que les Québécois devraient faire. Alors, ne minimisons pas le lac Meech...

M. Rémillard: Non. Vous avez raison. Là-dessus je dois vous dire que, quand j'ai dit qu'on tournait la page c'est que l'échec est derrière nous, mais nous en avons tiré nos conclusions, c'est évident, et là-dessus je suis parfaitement d'accord avec vous.

Le Président (M. Jean Campeau): Une dernière intervention, M. le ministre.

M. Rémillard: Si vous me permettez...

M. Morin: Je voudrais répondre à votre question.

M. Rémillard: Vous êtes un spécialiste reconnu en droit international, en ce qui regarde la succession d'État et de traités internationaux. Si on se réfère, par exemple, au traité que nous

avons signé de libre-échange avec les États-Unis, en se référant à votre modèle donc, qui est fondé sur l'accession à la souveraineté par le Québec, en se référant à ce modèle, est-ce que ce traité international avec les États-Unis continue pour le Québec ou si on doit le renégocier et est-ce que les États-Unis sont liés par ce traité face au Québec qui deviendrait souverain?

M. Morin: Bien, alors, me permettez-vous de dire deux mots, d'abord, sur la question que vous m'avez posée auparavant, à laquelle je n'ai pas eu le temps de répondre. Il y a une différence fondamentale entre procéder dans le cadre du fédéralisme pour atteindre la répartition de compétences que j'ai indiquée là, dans le mémoire, et la démarche souverainiste. Il y a une différence fondamentale. C'est que, d'abord premièrement, dans la démarche fédéraliste, vous êtes obligé de passer par le mode d'amendement, avec toutes ses joyeusetés, et bien sûr, vous n'aboutirez probablement à rien. Peut-être à un petit brimborion mais rien de sérieux. Tandis que dans l'autre, vous êtes libre. C'est vous qui déterminez l'étendue des compétences que vous allez concéder. Et vous ne le faites jamais à perpétuité. Un État souverain s'engage d'habitude pour des périodes fixes, limitées, un traité de 5 ans, ou de 10 ans. Et pendant 10 ans on accepte les contraintes et on prend son mal en patience. Au bout de 10 ans, on renégocie, ou on quitte, ou on fait autre chose. C'est ça, la grande différence. Et on n'a pas à quêter, et on n'a pas à être 1 sur 11 et à se mettre à quatre pattes, n'est-ce pas? Je ne dis pas que c'est ça que vous avez fait, bien sûr, mais ça pourrait tourner à ça, facilement. Alors donc, il y a une différence fondamentale entre une démarche fédéraliste et une démarche souverainiste. L'une donne beaucoup plus les coudées franches que l'autre.

Deuxièmement, en ce qui concerne la succession d'État, alors là, il faut envisager plusieurs hypothèses. Supposons que le Québec décide, dans des circonstances dramatiques, l'indépendance pure et dure et qu'il veut même ne rien savoir d'une association avec le Canada. Naturellement, ça va ressembler... ou ça ressemblerait, parce que c'est un scénario que je n'envisage pas, que je ne crois pas possible, mais ça ressemblerait à une indépendance dans le style décolonisation. Et donc, chacun reprendrait ses billes et s'imaginer que les États-Unis voudraient réexaminer leurs rapports avec nous. Ce serait donc en fonction de leurs intérêts qu'ils examineraient la chose.

Si, dans une autre hypothèse, il y a une négociation pendant laquelle le traité continue de s'appliquer, il y a une négociation qui aboutit à des institutions comme celles que j'ai décrites là, vous aurez observé que, parmi les compétences exclusives des organes communs, se trouvent justement les questions liées au commerce extérieur, donc à la zone de libre-échange. Eh

bien, en ce qui concerne le commerce extérieur, le libre-échange, la libre circulation des capitaux, des biens, des personnes, des services, eh bien, dans cette perspective-là, les États-Unis seraient devant une seule unité, une unité communautaire et non plus une unité fédérale, mais une unité. Et donc, ce serait toujours le même partenaire. Il n'y aurait même aucune raison de laisser entendre que le traité pourrait être remis en question. Il continuerait de s'appliquer comme si de rien n'était. De toute façon, comme vous le savez, il peut être renégocié aussi mais je ne pense pas que ce soit nécessaire. Il peut être renégocié après 10 ans, comme vous le savez.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Morin. Nous passons maintenant à M. Chevette.

M. Chevette: Merci, M. le Président. Quand j'ai entendu parler de passeport, tantôt, et si on avait de la fierté à le sortir, moi, je pensais que ma plus grande fierté quand j'étais dans d'autres pays, c'était de sortir ma Visa Desjardins.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Morin: ...

M. Chevette: Non, mais ça incarne une des forces québécoises et je pense que... M. Morin, vous savez qu'on a entendu toutes sortes de thèses qui ont été lancées dans le public. On a dit, à un moment donné, que l'intégration économique était impossible sans un lien ou une intégration politique. Dans votre mémoire, vous dites carrément que... vous appelez ça des compétences exclusives à mettre en commun dans une structure qu'on appelle commission. À ceux qui prétendent que l'intégration économique se doit absolument d'être assurée par un lien politique, vous répondez quoi?

M. Morin: Je réponds que nous avons dans le monde, à l'heure actuelle, de nombreux exemples du contraire. Et l'exemple le plus clair, c'est celui de la Communauté économique européenne, où les États, tout en allant assez loin, et même je dirais de plus en plus loin en fait d'intégration économique, conservent néanmoins leur souveraineté. Il est même question — ça va en étonner certains — qu'on élargisse les compétences de la Communauté économique européenne mais dans des domaines où je pense que beaucoup de Québécois seraient hésitants. Je me permets de les énumérer. L'environnement, à l'heure actuelle, le moins qu'on puisse dire, c'est que ça soulèverait quelques problèmes. La santé et la politique sociale, vous rendez-vous compte ce que ça représenterait dans une communauté à deux, avec toutes les difficultés que nous avons déjà à nous entendre avec Ottawa? L'énergie, je ne sais pas si vous voyez, si on acceptait de mettre ça en commun, alors qu'à l'heure actuelle

on a beaucoup de difficulté à maintenir même un minimum d'autonomie, je ne sais pas si vous vous représentez ce que ça pourrait signifier. L'intégration économique est possible, sans intégration politique, mais il faut être prêts, sous réserve de délais, et sous réserve de pouvoir se dédire, à l'expiration de ces délais, il faut être prêts à accorder des compétences économiques considérables aux organismes, aux institutions communes. En ce qui me concerne, moi je suis tout à fait prêt à le faire, mais j'avoue que ça doit être discuté, ça, avec des experts qui en savent plus long que moi dans le domaine économique. Ça doit être discuté avec nos hommes d'affaires, avec nos financiers. Ils ont une idée peut-être plus précise du fonctionnement et de ses exigences.

M. Chevette: En d'autres mots, pas de gouvernement élu avec pouvoir de taxation, ça peut être une structure commune.

M. Morin: Vous aurez remarqué que je reconnaîtrais, quand même, un minimum de revenus autonomes aux institutions communes, comme en Europe, d'ailleurs. Vous savez qu'en Europe, non seulement ils ont maintenant les revenus tirés du tarif douanier commun, mais ils ont maintenant 1 % de la TVA, ce qui correspondrait, chez nous, à 1 % de la future TPS. Bon. Ce sont des arrangements qu'on peut faire, mais ils ne sont pas définitifs, je veux dire qu'ils durent 5 ans, 10 ans, 15 ans, s'il le faut. Après quoi on réexamine, en fonction de ses intérêts et en fonction des intérêts de la communauté aussi. Parce qu'il faut avoir ça à l'esprit. Quand on est dans une communauté, on ne peut pas examiner les choses à la lumière simplement de ses propres intérêts, parce qu'ils sont liés à ceux de la communauté. Donc, il y a certainement des compromis à faire, à condition qu'ils ne soient pas perpétuels et à condition qu'on ne soit pas obligés, pour les modifier, de passer par un mode d'amendement où on est un sur 11 et donc, piégés, en quelque sorte.

M. Chevette: Mais, là où vous êtes plus clair, vous dites carrément: Pas de suprastructure électorale.

M. Morin: Écoutez, si vous me poussez dans mes derniers retranchements, je vous dirais que si vous voulez créer un Parlement sans pouvoir, qui ferait des recommandations aux partenaires, je n'ai pas d'objection. Ça serait à la manière du Parlement européen. Non, pourquoi pas? Il va peut-être falloir justement des forums où les gens se parlent, où on dialogue. Mais, attention, si on accorde des pouvoirs, alors, que ce soit en fonction du principe de subsidiarité et que ce ne soit pas pour la perpétuité, que ce ne soit pas pour l'éternité, ou en se soumettant à des compétences législatives qui ne peuvent être

modifiées qu'en passant par un mode d'amendement de type fédéral. Alors là, à nouveau, on entre dans les impasses que nous connaissons bien.

M. Chevette: Dernière question, M. le Président. Je voudrais demander à M. Morin s'il partage les vues de M. Rémillard, à l'effet que la Charte des droits et libertés du Québec est supérieure à la Charte canadienne?

M. Morin: La Charte québécoise est-elle supérieure à la Charte canadienne? Écoutez, pour ce qui est des droits politiques et des droits civils, ça se vaut. Ça se ressemble fortement, avec le même genre de clause dérogatoire, libellé différemment, mais en gros, ça revient au même. L'article 52 de la Charte québécoise, l'article 33 de la Charte canadienne, ça a le même effet. Il y a une différence, c'est que la Charte fédérale ne contient aucun, mais aucun droit économique, social ou culturel. Aucun. Et ça, je pense que mon ancien collègue Rémillard et moi-même, nous avons enseigné ces questions-là suffisamment pour que nous sachions que les rédacteurs de la Charte canadienne se situaient dans la plus pure tradition libérale de XIXe siècle, c'est-à-dire une tradition généralement de gens à l'aise, qui n'ont pas de problèmes économiques et sociaux. C'est ça une Charte canadienne avec son individualisme poussé jusqu'aux limites concevables. Tandis que la Charte québécoise, elle, est sensible aux problèmes socio-économiques et culturels. Maintenant, je vous dirai que c'est quand même peu de choses. On peut imaginer une charte dans une future constitution québécoise. On peut imaginer une charte beaucoup plus développée sur le plan social, économique, mais qui ne comporterait évidemment que des obligations de comportement. Parce que les obligations de résultat, en matière économique et sociale, c'est beaucoup plus difficile à mettre en oeuvre. Mais il y a des modèles à profusion, à commencer par la Charte européenne, à commencer par ce qui se fait dans les "landers" allemands, dans les... Et puis en Allemagne, en Allemagne fédérale aussi.

Donc, nous ne manquons pas de modèles, et puis on pourrait aussi invoquer les pactes de l'ONU sur les droits économiques, sociaux et culturels. De ce point de vue-là, je crois que la Charte québécoise est supérieure, est plus complète.

M. Chevette: Merci, M. le Président. Je voudrais remercier M. Morin. À la clarté... La clarification des concepts aura servi sans doute plusieurs commissaires, je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): C'est ce que j'étais justement pour dire, M. Morin. Votre mémoire et votre témoignage vont sûrement contribuer à clarifier le débat puis les concepts, au profit évidemment des membres de cette

Commission d'abord, mais aussi de tous les Québécois. Je pense que tous les membres sont d'accord pour dire que d'éclaircir le débat est une des responsabilités de cette Commission. Alors, merci de votre apport à nos travaux.

M. Morin: Merci, M. le Président, MM. et Mmes les commissaires.

(Suspension de la séance à 12 h 22)

(Reprise à 12 h 25)

Le Président (M. Jean Campeau): Bienvenue aux représentants du Conseil de l'environnement de Québec et Chaudière-Appalaches. M. Richard Legault, c'est vous qui êtes le... Pourriez-vous nous présenter les gens qui vous accompagnent, s'il vous plaît.

Conseil de l'environnement de Québec et Chaudière-Appalaches

M. Legault (Richard): Je vais commencer par ma gauche, Mme Ginette Paquin, qui est administratrice au Conseil de l'environnement, Mme Louise Courville, qui est une membre individuelle et militante. Ensuite, à ma droite, M. Pascal Grenier, qui est aussi administrateur au Conseil de l'environnement et M. André Stainier, qui est représentant d'un organisme membre, parce que le Conseil de l'environnement regroupe 35 organismes dans la région de Québec et Chaudière-Appalaches.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Vous avez cinq minutes pour la présentation de votre mémoire, M. Legault.

M. Legault: C'est minuté?

Le Président (M. Jean Campeau): Oui.

M. Legault: Oui? Bon. Alors, MM. les Présidents, Mmes et MM. les commissaires, chers amis, en tant que président du Conseil de l'environnement des régions de Québec et Chaudière-Appalaches, je tiens à remercier les membres de la Commission pour l'opportunité de présenter publiquement notre mémoire. Le mémoire que nous vous présentons pose des questions globales, fondamentales pour l'avenir du Québec. Nous soulevons peut-être plus de questionnements que de réponses, mais il nous apparaît quand même de le faire, il nous semble que c'est pertinent dans le débat actuel. Notre mémoire traite principalement d'environnement et des valeurs écologiques pour assurer l'avenir du Québec. Le CEQCA n'a pas insisté dans son mémoire sur l'option politique à privilégier, non pas que ce ne serait pas important ou moins important, c'est parce que nous avons voulu

plutôt mettre l'accent sur une autre dimension, l'environnement, qui nous apparaît oublié dans le débat actuel.

En fait, principalement trois raisons ont motivé ce mémoire, trois raisons essentielles. La première: la dimension environnementale et des valeurs du futur projet de société, car les deux sont étroitement liées, cette dimension est au cœur des enjeux politiques et économiques qui prévalent avec la fin du XXe siècle. Cette dimension est cruciale pour assurer notre avenir et notre qualité de vie. Cela est vrai pour l'ensemble de la planète, également pour le Canada et pour le Québec. D'ailleurs le Canada vient tout juste d'adopter un plan vert de 3 000 000 000 \$, et ce plan confirme pour nous la nécessité et l'urgence d'agir aussi promptement et encore avec plus de vigueur et de perspicacité au niveau québécois. En fait, dans notre mémoire, on a cité plusieurs chiffres révélateurs. Vu le temps, je pense que les membres de la Commission sont conscients des problèmes de dégradation de l'environnement.

La seconde raison, c'est que, actuellement, le moment est très propice. Le Québec vit un moment historique qui sera probablement un tournant fondamental dans son histoire. Il nous semble pertinent de prendre du recul face aux événements, un recul qui est aussi dans le temps face aux problèmes qui se posent comme de véritables défis pour l'avenir. Ces problèmes, ils sont sociaux, économiques, politiques, environnementaux, mais ils sont tous interreliés. Qu'on parle d'appauvrissement des régions, même de zones urbaines, de dégradation de l'environnement qui sont causés par nos modes de consommation, de surconsommation et de production, qu'on parle aussi de gestion à courte vue des ressources qui s'épuisent. En fait, il est temps de regarder où on s'en va, et ça plus que pour un mandat de quatre ans, de scruter vers quoi on se dirige sur les plans de la qualité de vie et de l'environnement, de questionner les valeurs de base qui sont sous-jacentes à tous nos choix politiques et économiques.

Au fond, c'est un peu comme au niveau politique, on a deux options possibles: ou bien on repense nos modes de vie, on change, on modifie vraiment nos comportements, on réoriente notre développement économique, et ça pose d'importants compromis dont on ne parle pas souvent. Ou bien on fait ça, ou bien on continue comme avant à surconsommer. Ici au Québec on surconsomme deux à trois fois plus d'eau, d'énergie, que les pays européens. On pollue l'air avec nos automobiles, l'eau avec nos industries et nos rejets agricoles qui équivalent, si on met les deux ensemble, à une population de 80 000 000 au Québec! Et tout ça, au fond, ça va nous faire aboutir à un cul-de-sac environnemental, que ce soit dans 20, 30 ou 40 ans, à la limite, 50 ans. À la limite, ce n'est pas ça qui est important.

Au fond, ce qu'on dit, c'est qu'on a un mur

de Berlin ici, un mur de Berlin québécois. Ce n'est pas tellement notre appartenance ou notre soudure au fédéralisme canadien. C'est plutôt le changement de cap que nous devons prendre, avant qu'il soit trop tard.
(12 h 30)

Alors, la troisième raison essentielle, c'est que le thème même de l'écologie et des valeurs à adopter, à promouvoir, à notre avis, c'est incontournable, inévitable. Jusqu'ici, la Commission a soutenu surtout des arguments économiques. Elle a axé ses travaux sur le comment, les structures constitutionnelles, politiques à privilégier pour assurer l'avenir du Québec. C'est bien; c'est une initiative très louable. Ça permet de vraiment éclairer les débats. Mais, à notre sens, c'est insuffisant, limitatif et même dangereux si on fait juste ça pour notre avenir. Car, si on veut discuter d'économie, il faut aussi parler d'écologie parce que ces deux dimensions sont liées comme les pile et face d'une même pièce de monnaie. Ça signifie, entre autres, parler d'écologie dans un langage d'économiste, apprendre à vivre sur les intérêts des ressources et non gruger, comme on le fait présentement, le capital, le capital-nature.

C'est, en gros, le concept de développement durable ou soutenable proposé par la Commission Brundtland et endossé par de nombreux pays dont le Canada. Alors, le CEQCA propose donc de débattre du contenu de ce projet de société qui semble à la veille d'émerger. Tout comme la spécificité québécoise repose sur des valeurs culturelles indéniables pour son épanouissement, il y a aussi à développer dans ce projet d'écosociété, des valeurs éthiques, environnementales, écologiques qui sont primordiales pour assurer une qualité de vie respectueuse des humains, riches et pauvres, et de ce qui les entoure.

Ces valeurs, ce sont la distribution équitable et la conservation des ressources, la décentralisation des pouvoirs, la priorisation des services collectifs essentiels et des actions concrètes de récupération et de recyclage à tous les niveaux. En fait, cette dimension des valeurs et des consensus qu'il faudra établir à ce niveau est tellement importante que c'est, à notre avis – et aussi de l'avis de nombreux experts, que ce soit de l'ONU, du World Watch Institute de Washington et même de la NASA – la principale clé des changements profonds nécessaires pour assurer la continuité de la vie sur cette planète.

Alors, la question que nous posons à la Commission, à chacun des membres du Parlement et à chacun des Québécois et des Québécoises, c'est: À présent qu'il apparaît de plus en plus évident que nous possédons la maturité politique pour prendre en main notre avenir, est-ce que nous possédons également ce que j'appellerais la maturité environnementale absolument nécessaire pour prévoir et gérer, de façon viable, les défis à relever de l'an 2000? En fait, serons-nous

assez prévoyants pour enclencher les débats sur ces questions dès maintenant pour que tout ceci, ce travail que nous avons fait, ne soit pas juste un exercice de réflexion? Parce que, souvent, ça reste sur papier, ce qu'on fait. Le CEQCA propose à la Commission et au Parlement du Québec de passer du discours aux actes, à l'action.

Je vais résumer très vite.

Le Président (M. Jean Campeau): En conclusion.

M. Legault: Oui. Vous poserez des questions sur ce qu'on veut faire. On propose trois choses: Un forum itinérant sur les valeurs à prôner dans une collectivité québécoise, donc, mettre les Québécois dans le coup; une charte québécoise de l'environnement, donc, des droits, des responsabilités et des devoirs individuels et collectifs face à l'environnement et aussi un rapatriement de l'ensemble des champs de compétence et de juridiction qui sont nécessaires pour assurer un développement viable à la collectivité québécoise. Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Legault. Alors, première intervention, M. Gauvin.

M. Gauvin: Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord souhaiter la bienvenue à tout votre groupe, M. Legault, au nom de mes collègues, députés et ministres de la région Chaudière-Appalaches. Votre mémoire nous indique des voies de solution. Il est bien évident que beaucoup reste à faire mais, déjà, les signes sont là pour démontrer que nous sommes dans la bonne direction. Cette Commission est là pour le démontrer et pour permettre de faire ressortir certains points, entre autres nous n'en sommes plus au quand allons-nous vraiment prendre toutes les initiatives nécessaires pour protéger notre environnement comme collectivité, mais plutôt comment allons-nous le faire. Cela dit, permettez-moi de revenir à votre mémoire et de vous demander si vous n'éprouvez pas quelques inquiétudes devant la multiplication des acteurs que vous semblez suggérer.

D'abord à la page 12, vous constatez qu'une bonne part des problèmes environnementaux proviennent de la macro-pollution et surtout de la pollution qui nous vient des provinces ou des autres États qui nous environnent. Et, ensuite à la page 14, vous établissez qu'il serait plus facile d'appliquer des politiques, des stratégies des règlements d'un Québec environnemental si l'ensemble des pouvoirs appartenait à une même collectivité. Et enfin, vous proposez de maintenir la tendance actuelle à l'effet de donner plus de pouvoir au niveau local et au niveau des MRC. J'aimerais avoir votre opinion à savoir: Qu'advierait-il d'un Québec qui aurait tous les pouvoirs en matière d'environnement et imposer

ses normes à toutes les régions? Et, je trouve très intéressante votre réflexion, à un moment donné, dans le mémoire quand vous dites une solution ou peut-être la solution la plus intéressante: il faut vivre autrement. Ça pourrait avoir pour effet de régler beaucoup de problèmes au niveau du "comment". Je pense que c'est un point très intéressant.

Comme autre réflexion, j'aimerais avoir votre opinion sur: le Québec devrait-il laisser le pouvoir aux régions, au risque qu'il n'y ait pas une application uniforme des normes environnementales? Et je vais écouter quelques-unes de vos réponses pour y revenir si c'est possible.

M. Legault: C'est évident que quand on a commencé à faire ce mémoire, on s'est mis à analyser les avantages — parce qu'il y en a, je veux dire, on regardait quand même assez objectivement, on essayait de pondérer — et les inconvénients d'appartenir à un régime fédéral qu'on suppose au moins renouvelé de fond en comble parce que pour le statu quo, il n'en est pas question. Par contre, nous pensons que cette question-là des pouvoirs, elle devrait vraiment être analysée soit par des personnes qui sont mandatées par la Commission, qui ont le temps. Nous, on a des ressources mais, c'est surtout du travail bénévole. Alors, à ce niveau-là, je veux juste situer que, bon, on a émis des questionnements puis plus de questions dans notre mémoire que des réponses. On a soulevé des questionnements.

Mme Paquin (Ginette): Moi, j'aimerais répondre...

M. Legault: Oui, Ginette aimerait répondre à une partie de ça.

Mme Paquin: Oui, j'aimerais dire que je trouve que, théoriquement, la décentralisation des pouvoirs ou au niveau des régions, ça devra venir un jour, c'est très bien. Mais, d'un point de vue très pratique pour demain matin, je pense que ce n'est peut-être pas l'idéal là, au point de vue environnemental, au sens où une décentralisation des pouvoirs aux régions sans changement de valeurs, présentement, ce serait peut-être difficile parce que, en tout cas, je ne suis pas certaine que toutes les régions du Québec, actuellement, ont pris conscience de l'ampleur des problèmes environnementaux. Ça prendrait quand même des lois-cadres, au niveau du Québec, pour assurer une protection de l'environnement parce qu'on a l'exemple des MRC. Semble-t-il... Je me suis laissé dire que l'application n'est pas uniforme à travers le Québec. Il y a des MRC qui ont fait du chemin en matière environnementale; il y en a d'autres qui n'en ont pas fait beaucoup, et on a des exemples de ça. Alors, je pense que c'est important, en attendant que le changement de valeurs se fasse, qu'il y

ait des protections au niveau des lois, qui seraient des lois provinciales par exemple, pour assurer une protection.

M. Gauvin: M. le Président, j'aimerais si vous pouviez permettre à mon collègue, M. Dutil, ministre responsable de la région Chaudière-Appalaches, de poser une question au groupe.

Le Président (M. Jean Campeau): Avec plaisir, M. Gauvin. M. Dutil, c'est à vous.

M. Dutil: Vous parlez, dans votre mémoire, des avantages et des inconvénients de la Fédération actuelle. Vous venez de dire que le statu quo, ce n'est pas suffisant. J'aimerais vous demander si l'accord du lac Meech aurait été suffisant, à votre point de vue, et de quelle façon, si ce n'est pas suffisant, on le change ce statu quo-là. Parce que c'est toute la problématique que nous vivons. Nous n'avons pas obtenu le lac Meech, comment obtiendrions-nous un lac Meech plus, parce que c'est ce que vous demandez dans votre mémoire?

M. Legault: Le lac Meech, c'était un minimum qui a été refusé au niveau du Canada et au niveau, en fait, du Québec. Le Canada a refusé le Québec dans le lac Meech, dans cet accord-là. Je pense qu'au niveau environnemental, il y a énormément de questions qui restent en suspens tant au niveau du Québec que de l'ensemble canadien. Le plan vert est là actuellement, mais il y a encore beaucoup de questions face au plan vert.

Malheureusement, ce matin, on n'a pas eu le temps d'analyser ce qui a été décidé au plan vert pour en parler plus que ça. Peut-être que M. Stainier aurait des remarques à faire là-dessus. Nous, on a travaillé sur le plan environnemental, notre mémoire. C'est sûr que vous, vous allez avoir à faire des points, des jonctions avec les données politiques, les juridictions, les problèmes, je dirais, de passage des pouvoirs. Nous, on s'est dit: Actuellement, l'environnement n'est pas assez bien considéré et s'il y a un changement politique, on veut, au moins, au Québec, qu'on préserve les acquis qui sont déjà là.

On ne veut pas moins que ce qu'on a déjà là. On veut, au moins, ce qu'on a déjà là et même beaucoup plus. On veut au moins ce qu'on a déjà là, et même beaucoup plus. On veut, en fait, une écosociété, que les valeurs fondamentales de base, au Québec, qui sont aussi des valeurs culturelles, soient là, je veux dire, soient discutées, soient débattues et soient adoptées dans une charte où dans des lois, parce que la charte va avoir des impacts sur les réglementations et les lois.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Dutil.

M. Dutil: On nous dit ce qu'on veut, on ne nous dit pas comment on pense qu'on doit y arriver. Ça restera la problématique.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va.

Mme Paquin: Je pourrais peut-être ajouter quelque chose pour compléter un peu. En fait, on parle de rapatriement de la juridiction environnementale. En ce qui nous concerne, c'est cet aspect qui nous intéresse le plus, mais on se dit: Qu'est-ce que ça va donner de rapatrier la juridiction environnementale si on ne change pas notre optique face à notre façon, autrement dit, si on reste dans la boîte productiviste actuelle, si on continue à dilapider nos ressources et si on continue à être des fournisseurs de ressources naturelles pour les États-Unis? Je veux dire, si c'est ça l'avenir du Québec, bien, dans le fond, la souveraineté c'est beau, mais on ne veut pas n'importe quelle souveraineté, autrement dit. On veut un pays qui soit conscient qu'il y a des ressources qui ne sont pas inépuisables, qui sont en danger présentement.

Nos politiques économiques, nos politiques de développement, actuellement, font en sorte qu'il y a des dangers pour l'environnement. Alors, nous, on voudrait être partie prenante dans ces décisions, ces décisions de politique économique qui devraient être, d'abord, revues parce que la politique économique du gouvernement québécois, à l'heure actuelle, c'est plus ou moins intéressant. Alors, une souveraineté avec une politique de développement économique axée sur l'exploitation des ressources naturelles, on ne serait pas tellement heureux là-dedans. Alors, si on est partie prenante à la politique de développement économique du gouvernement du Québec, si on est consultés là-dessus, là, on serait plus enclins à être pour la souveraineté parce que, au moins, on saurait que ça ne se ferait pas en-dehors de nous autres; ça se ferait avec nous autres.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Merci, Mme Paquin. Nous passons maintenant à Mme Blackburn.

Mme Blackburn: M. le Président, madame, messieurs, vous disiez tout à l'heure, à l'ouverture de votre présentation, que le Québec vit un moment historique et je suis assez d'accord avec vous, je pense, comme la plupart des membres de cette Commission, mais vous estimez que les travaux et le mandat de cette Commission constituent un moment privilégié pour établir les bases des valeurs qui devraient sous-tendre un projet de société et pour vous, c'est le développement durable.

À la page 11 de votre mémoire, vous dites: Analyser les conséquences des choix possibles: Le Conseil croit nécessaire qu'on procède à une évaluation environnementale globale des consé-

quences des deux grandes options constitutionnelles sur la qualité de vie et l'environnement du Québec.

Moi, je voudrais vous dire que le discours environnementaliste, je le trouve souvent global, un peu niveleur, et qu'il constitue en quelque sorte une certaine négation des cultures, des nationalismes d'État. Et même si je partage avec vous l'avis que la concertation la plus étendue demeure indispensable pour la protection de l'environnement — on le disait: Les nuages n'ont pas de frontières, les cours d'eau non plus, et les pluies acides encore moins — ne croyez-vous pas que les premiers intéressés à assurer la protection du territoire, normalement, s'ils avaient les bonnes informations, ce sont les collectivités locales? Ma question est: Quelle place faites-vous dans votre discours sur l'importance de sauvegarder les cultures et les peuples? Et n'établissez-vous pas un parallèle entre l'importance de sauvegarder les peuples et les cultures au même titre que les espèces animales?

Moi, je vous dis simplement: Si c'est majeur et important qu'on sauve les baleines bleues parce qu'elles auraient un effet sur l'équilibre écologique, est-ce qu'il n'est pas aussi important de sauver les cultures, les langues et les peuples? Et si nous avions été un peu plus vigilants pour protéger les cultures autochtones, si elles avaient pu conserver plus de dynamisme, est-ce qu'elles ne nous auraient pas forcés à respecter le territoire? Moi, ce discours-là ne me semble pas suffisamment intégrateur des différents aspects humains et écologiques.

M. Legault: M. le Président. J'admets que vous avez raison. Bon. Ce travail a quand même été un travail fait, comme je l'ai dit, avec le temps qu'on avait. La Commission n'a pas donné de moyens au groupe, puis on a travaillé fort les soirs pour faire ce mémoire. Alors, on a quand même dit: Entre faire l'idéal et faire ce qu'on peut, on a fait ce qu'on pouvait.
(12 h 45)

Votre question est hautement culturelle et, à mon avis, la question environnementale est aussi hautement culturelle, au niveau, entre autres, de l'éducation à l'environnement. Mais pour nous, l'environnement c'est des humains qui vivent dans un contexte qui est biologique, physique, mais qui est aussi culturel, social, économique et politique. C'est évident que c'est par et pour les régions qu'il faut travailler. Personnellement, je suis allé au colloque de l'accord sur le développement des régions. C'est très intéressant et j'ai laissé cette dimension-là parce que je pense qu'il y a un organisme qui représente le développement régional; et je pense qu'il est en mesure de faire les recommandations utiles et pertinentes. Par contre, au niveau du raccrochement entre ce que vous dites et le mémoire, au niveau de l'environne-

ment, je suis tout à fait d'accord. Je pense qu'il faut, entre autres, considérer les peuples autochtones. Actuellement, ça a été un oubli qui devrait être réintégré dans nos discours, dans nos façons de travailler sur l'environnement.

Mme Blackburn: Mais je ne pense pas seulement qu'aux peuples autochtones je pense au peuple québécois: qu'est-ce que sa disparition pourrait signifier, pas dans l'immédiat, sur l'équilibre de l'espèce humaine, la disparition d'un peuple et d'une culture, quelle qu'elle soit? Et c'est dans cette perspective-là que je voulais le placer.

Mme Paquin: Je pense que je pourrais peut-être dire que, moi, je ne crois pas à la disparition des Québécois. Je pense que si on prend les choses en main, c'est-à-dire que si on a une force politique pour défendre nos idées, pour défendre ce qu'on veut défendre, notre culture, si on est armé, et on l'est de plus en plus, les Québécois, au point de vue scolaire, au point de vue des connaissances, au point de vue de nos capacités économiques, au point de vue de nos capacités de tout genre, et si on a confiance en soi, et si on a une force politique, je ne pense pas qu'on va disparaître.

Mme Blackburn: Mais est-ce que le moyen le plus efficace de sauvegarder la culture et le peuple québécois, ce n'est pas la souveraineté, compte tenu des empiètements du fédéral, là, je ne recommencerais pas le discours? Et peut-être une dernière question, M. le Président, parce que je sais que le temps court...

Le Président (M. Jean Campeau): Oui, mais rapide.

Mme Blackburn: Hier, vous traciez un programme important à la Commission, vous disiez: Il faudrait qu'ils tiennent au moins trois forums, dont un itinérant, et la conclusion, c'est qu'on devrait mettre en place une politique de développement intégré en 1991. Ça veut donc dire que vous voyez que tous les travaux de cette Commission devraient se terminer d'ici la fin de 1991, et vous n'avez pas pris position sur l'option — je rappelle ma question: selon vous, est-ce que vous faites un parallèle et est-ce que ce serait important pour sauver notre culture, la préserver, l'aider à se développer, qu'on soit souverain?

M. Legault: M. Stainier va dire quelques mots.

M. Stainier (André): En fait, je voudrais revenir sur votre question précédente qui fait quand même dans la ligne de celle que vous venez d'exprimer: S'il y a un rouleau compresseur, c'est beaucoup plus le productivisme, le

développement économique à base productiviste, qui est le rouleau compresseur. Et concrètement, ici au Québec, je crois qu'il y a justement un très grand lien entre une gestion de l'environnement de nature écologique, et le développement régional, la mise en évidence et la mise en valeur des régions avec leurs différences et leur potentiel.

Un des problèmes, qui est d'ailleurs de plus en plus mis en évidence maintenant, c'est cette division de plus en plus grande du Québec en deux – deux Québec en un – disait-on récemment: le Québec, entre autres, des villes ou du centre et le Québec des régions. Ce qui oppose régions et centre, c'est, entre autres, la prédominance de ce développement de type productiviste, alors qu'un développement à base... de nature écologique, conservationniste donne au contraire beaucoup plus d'importance à l'autre, à un autre facteur de développement qui peut exister à côté du développement de type industriel qu'est le développement rural parce que, qui dit région – on parle surtout des régions éloignées ou des régions sans grand centre urbain – dit milieu rural. Et une des richesses, un des potentiels principaux des régions, c'est leur potentiel rural. Et qu'est-ce que c'est que le rural? C'est précisément...

Le Président (M. Jean Campeau): Rapide-ment, monsieur.

M. Stainier: ...ce mode de vie et de production axée sur la conservation de l'environnement, la qualité de vie et ces choses-là, si bien qu'une des voies et pour sauver les régions et pour obtenir un Québec plus égalitaire, c'est de donner une importance beaucoup plus grande au développement à base écologique, à base environnementale, l'environnement étant non seulement l'environnement physique mais aussi l'environnement humain, et notamment les valeurs dont chaque population locale peut vivre.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, monsieur.

Mme Blackburn: J'aimerais faire une mise au point, M. le Président, parce que ma collègue, Mme Harel, va me chicaner pendant une semaine si je ne la fais pas. On parle beaucoup d'un Québec cassé en deux, en opposant les villes et les régions. Ce n'est pas tout à fait juste. Je pense que ce qu'il faut dire, c'est: Il y a des trous de beigne dans les villes également, qui constituent des sous-régions...

M. Stainier: Il y a plusieurs dualités, mais une des dualités...

Mme Blackburn: ...et qui sont aussi pauvres que la Gaspésie, en fait. C'est tout ce que je voulais dire, M. le Président, merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à Mme Cheryl Campbell Steer.

Mme Campbell Steer: Merci, M. le Président. Messieurs et Madame, vous demandez que nous rapatriions l'ensemble des pouvoirs dont nous avons besoin pour assurer un avenir viable, et vous citez l'emploi, la main-d'oeuvre, l'immigration, l'environnement, l'éducation, certaines mesures fiscales et aussi le développement régional. Je sais tous les problèmes que ça peut impliquer et il faut que nous trouvions une façon de rapatrier ces pouvoirs-là. Mais pensez-vous que ce rapatriement va améliorer ou corriger les inconvénients du fédéralisme nommés en page 13 de votre mémoire?

M. Legault: C'est des questions difficiles. Je vais vous avouer qu'on n'a pas eu énormément de temps à "reréfléchir" sur les propositions qu'on a faites. Nous, on va souvent vous relancer la balle là-dessus. Je pense que, est-ce que Ginette tu voulais dire quelque chose?

Mme Paquin: Oui. Tu as fini. O.K.

M. Legault: Oui.

Mme Paquin: Moi, ce que je voulais dire, c'est que s'il y a un rapatriement de la juridiction environnementale, on veut s'assurer qu'on conserve au moins l'équivalent des lois et des mécanismes de protection et de participation qui existent déjà au niveau fédéral. Et je vais vous donner un exemple: Dans le secteur de l'énergie actuellement, il y a une partie de ping-pong qui se passe entre le fédéral et le provincial pour les audiences publiques concernant Grande Baleine. Nous autres, on trouve ça vraiment désarmant de voir ça. C'est quand on voit ce genre de choses-là qu'on devient, en tout cas, on se demande ce que nos hommes politiques font en politique. Ils s'amuse à des fois, on... En tout cas, ce qu'on veut, c'est qu'il y en ait des audiences publiques. Qu'il y ait une évaluation environnementale, qu'il y ait des audiences publiques et, peu importe que ce soit au niveau fédéral pour le moment ou au niveau provincial, mais qu'il y en ait.

Mme Campbell Steer: Mais si nous pouvons compléter cette question avec n'importe quel encadrement que nous choisissons à la fin comme un groupe de personnes, un peuple. Est-ce que vous ne voyez pas un genre de compétence partagée dans le domaine de l'environnement continu du fait que – et je ne l'explique pas, peut-être, comme il faut – les déchets se transportent sans contrôle des deux bords d'une frontière. Selon moi, je ne peux pas voir un rapatriement exclusif dans le domaine de l'environnement.

Mme Paquin: Mais là, c'est justement... On a mentionné dans le mémoire qu'on voudrait qu'il y ait une étude faite sur ce qui existe en matière environnementale au niveau fédéral et ce qui existe actuellement au niveau provincial et qu'on puisse clairement voir ce qui pourrait rester éventuellement, soit au niveau fédéral, soit dans des accords avec un niveau de gouvernement qui pourrait être au fédéral.

Mme Campbell Steer: Mais vous voyez, après avoir fait une étude approfondie, un genre de compétence partagée, mixte ou...

Mme Paquin: Bien ça pourrait être des accords ou ça pourrait être...

M. Legault: Ça pourrait être des accords du genre d'accords internationaux.

Mme Campbell Steer: Oui c'est vrai.

M. Legault: Entre autres entre l'État du Maine et le Québec il doit y avoir des accords par rapport aux pluies acides.

Mme Paquin: Oui, c'est très important. Moi, je pense que c'est important en raison du libre-échange peut-être de garder un lien au point de vue environnemental avec le reste du Canada, avec les autres provinces parce que les États-Unis sont très intéressés par nos ressources naturelles, c'est assez clair. Et si on ne fait pas, à un moment donné, front commun pour les préserver, on peut, à un moment donné, être forcé par des pressions politiques du gouvernement américain à devenir un pays fournisseur de ressources naturelles et, eux, seront ceux qui feront le développement au niveau secondaire et la transformation des produits.

Mme Campbell Steer: Je pense que vous soulevez un très bon point. Merci, madame.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons maintenant à Mme Simard.

Mme Simard: Bonjour. Alors, j'ai trouvé que dans votre mémoire, enfin, tous ces appels à la transformation des valeurs, bon... Évidemment, à l'adoption du concept du développement durable... Peut-être qu'il y a plus d'éducation, en espérant effectivement que les générations futures seront plus sensibles à ces questions que nous ne l'avons été. Vous parlez d'une charte de l'environnement comme étant une charte distincte - je pense que j'ai bien compris, qui devrait être adoptée à la suite d'une consultation - moi, j'aimerais vous entendre parler effectivement sur quels principes on retrouverait, dans cette charte... Parce qu'on peut parler d'une charte de l'environnement ou de la protection de l'environnement mais on sait qu'il y a beaucoup de débats

sur les principes; on n'aborde pas ça nécessairement de la même façon. Donc, est-ce que vous pourriez nous éclairer un peu sur votre projet?

M. Legault: À la base, l'environnement, c'est une responsabilité individuelle et collective. Si on fait une charte de l'environnement, pour nous, ce ne sera pas simplement une charte pour protéger l'environnement en sol. Ça devrait être une charte qui va inclure des devoirs et des responsabilités des citoyens face à l'environnement et donc, des institutions, des compagnies, des politiques, des lois, des réglementations et tout ce qui s'ensuit. Alors, il y a un lien entre... Au fond, on pourrait mettre ça dans une balance, je dirais, d'un côté les droits qu'on peut avoir et d'un autre côté les devoirs et les responsabilités.

Et on pense que c'est peut-être quelque chose... J'ai lu hier un petit peu là-dessus et ce n'est pas encore fait. Je veux dire, il y a beaucoup de pays qui ont cherché à faire une charte de l'environnement. Au point de vue juridique, c'est assez complexe, parce que l'environnement, ce n'est pas comme un être humain, ce n'est pas une entité en soi. Mais... Je veux dire, qui est protégeable de façon juridique et de la même manière. Mais à notre avis, ça devrait être basé à la fois sur des devoirs, des responsabilités et sur des droits. Donc, droits des générations futures, aussi, parce qu'on parle souvent de nos propres droits mais dans 50 ans, qu'est-ce qui va arriver avec l'environnement?

Mme Simard: M. le Président. Donc, c'est un concept novateur, vous dites, c'est très ambitieux, c'est très intéressant. Vous ne pensez pas que pour pouvoir réaliser cela, que les conditions pour le réaliser, ça serait plus facile dans le cadre où le Québec rapatrie l'ensemble de ses pouvoirs et proclame sa souveraineté? Je vous pose très "réalistement" cette question-là. Puisque c'est quand même très majeur comme proposition, ce que vous apportez.

M. Legault: Nos discussions au sein du conseil d'administration du CEQCA nous amènent à penser - on le dit un petit peu dans nos textes - que c'est effectivement plus aisé de travailler au sein de la collectivité québécoise, je dirais, pour embarquer tout le monde dans un train écologique. Ça n'empêche pas du tout le Canada de faire la même chose. D'ailleurs, ils ont commencé de leur côté puis les États-Unis aussi. Mais je pense qu'au niveau, carrément, de travailler à partir des valeurs collectives, au Québec, on a peut-être une capacité de cohésion, de consensus et aussi, à un moment donné, c'est une question d'énergie ensemble. C'est peut-être plus facile de travailler à ce niveau-là, au niveau québécois d'abord. Mais ça n'empêche pas d'avoir des ententes avec le reste du Canada et les autres pays là-dessus.

M. Stainier: Je pense que l'exemple de la Charte actuelle nous indique, justement, que le Québec a été tout à fait capable de se donner une Charte des droits et libertés de la personne à l'intérieur, à lui, et non pas de se rallier uniquement à une Charte canadienne. Et, c'est certain — on en a parlé tout à l'heure — il y a une très grosse différence entre les deux et c'est une différence liée aux valeurs que l'on vit plus peut-être au Québec que dans le reste du Canada. Et, de même, on peut penser que le Québec serait en mesure de se donner une charte de l'environnement inspirée par les valeurs que l'on vit comme collectivité québécoise.

Mme Courville (Louise): Et j'ajouterais à ce sujet que notre société qui est, de toute évidence, distincte sur le plan culturel devrait le devenir sur le plan environnemental, par une qualité de vie respectueuse de notre environnement.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, madame?

Mme Simard: Écoutez, vous savez combien il est difficile, dans le système actuel, de protéger cette culture distincte. Pensez-vous que, dans le système actuel, on pourrait se donner une charte de l'environnement si distincte avec laquelle, par ailleurs, je ne suis pas en désaccord? Je pose très «réalistement» cette question-là.

Mme Paquin: Mais on a déjà répondu à la question en disant que l'état de fait actuel ne nous démontrait pas qu'on voulait vraiment protéger l'environnement au Québec. Alors, ça nous prend des protections. Puis la charte, ça en serait une. Si on rapatrie la juridiction environnementale et d'autres juridictions, nous autres, ce qu'on veut, c'est les protections, les protections au niveau de la charte et des protections au niveau des lois et des mécanismes. Autrement dit, les mécanismes qui existent déjà sont au fédéral et qu'on les rapatrie, et que s'ils sont au fédéral, il faudrait qu'on ait l'équivalent au Québec, c'est-à-dire qu'on prenne les lois fédérales et qu'on les analyse pour les appliquer dans le Québec qui deviendrait souverain. Mais on voudrait s'assurer que ces conditions minimales là... Parce qu'on n'a pas grand-chose en matière environnementale, présentement. Si on regarde la situation actuelle, au niveau... la façon de voir l'avenir du Québec actuellement au point de vue environnemental, on a des doutes à savoir où nos dirigeants nous mènent en cette matière-là. C'est pour ça qu'on est un peu entre deux: c'est qu'on regarde la situation actuelle, puis elle n'est pas à notre goût, puis en même temps, on voudrait bien être pour la souveraineté, mais on voudrait conserver nos acquis en matière environnementale et les bonifier.

Mme Courville: En fait, lorsque notre société aura décidé de prendre le virage écologique, qu'elle en ait les outils politiques.

Mme Simard: Ou alors de se donner les outils politiques pour réaliser notre projet de société.

Le Président (M. Jean Campeau): Votre temps est écoulé. Avant de vous remercier, je tiendrais à dire aux membres de la Commission qu'il va y avoir une séance de travail immédiate après.

Vous, du Conseil de l'environnement de Québec et Chaudière-Appalaches, M. Grenier, M. Stainier, M. Legault, Mme Courville, Mme Paquin, merci de votre ténacité à proclamer l'importance de l'environnement, je dirais, évidemment d'abord pour nos petits-enfants, et pour le Québec tout entier puis pour tout le monde. Merci beaucoup.

Séance de travail immédiate pour les membres de la Commission.

(Suspension de la séance à 13 h 3)

(Reprise à 15 h 34)

Le Président (M. Jean Campeau): Veuillez prendre vos sièges. Nous recevons cet après-midi le Conseil attikamek-montagnais. Bienvenue à vous tous. M. René Simon, si vous voulez bien nous présenter les gens qui vous accompagnent.

Conseil attikamek-montagnais

M. Simon (René): O.K. Merci, M. le Président. À ma gauche, M. Ghislain Picard, vice-président du Conseil attikamek-montagnais; un peu plus loin, M. Alexandre McKenzie, chef de Shefferville; à l'extrême gauche, M. Marcel Boivin, chef de Weymontachie; à ma droite, Ernest Ottawa, vice-président du bloc attikamek; Georges Bacon, chef de La Romaine, Basse-Côte-Nord. Nous avons invité aussi un aîné, William Matthieu Mark, de La Romaine, et Marie-Elda Saint-Onge, qui représente les femmes Montagnaises, pour la présente Commission.

Le Président (M. Jean Campeau): Avant de commencer votre exposé, M. Simon, je comprends que vous voulez adresser une prière.

M. Simon: C'est bien ça M. le Président. J'inviterais M. Mark, à prononcer la prière.

M. Mark (William Matthieu): Le témoin s'exprime dans sa langue.

(Traduction) Je vais faire une prière, parce que, habituellement, c'est la première invocation que l'on fait lorsque nous entamons des choses importantes dans une vie. Et c'est de là que nous tirons notre courage, de la marque de notre baptême.

Au nom du Père et du Fils et du Saint Esprit. Nous invoquons le Grand Esprit de nous donner ici le courage et la sagesse de pouvoir entreprendre ce que nous souhaitons tant. Au nom du Père et du Fils et du Saint Esprit. Je vous souhaite à tous bonne chance.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, quelques instructions pour les membres de la Commission, si vous le voulez bien, M. Simon? Chacun a son appareil de traduction simultanée? Alors, M. Simon, vous avez la parole.

M. Simon: Merci, M. le Président. La façon dont on voulait fonctionner cet après-midi, c'est peut-être...

Le Président (M. Jean Campeau): Excusez-moi, M. Simon, juste un instant. Je veux être bien sûr que tout le monde sait comment ouvrir son appareil. Ce n'est pas automatique, il faut l'ouvrir pour que ça... Ça va? Allez-y.

M. Simon: O.K. M. le Président. La façon dont on voulait procéder, disons, pour cette présentation à notre Commission, c'était d'y aller pour les 10 minutes qui nous sont accordées, en langue montagnaise. Et ça, on le fait, pour la simple raison que c'est notre langue. On va le faire au niveau des deux langues, attikamek et montagnais. Je sais aussi pertinemment qu'il y a des gens, qu'il y a des populations qui nous écoutent, qui suivent de très près la Commission sur l'avenir constitutionnel du Québec, et c'est pour ça qu'on va le faire. Troisièmement, je pense que c'est un concept autochtone qui nous tient à cœur parce qu'on sait pertinemment qu'il y a pas mal de choses qui se disent au niveau des autochtones à l'effet que plusieurs autochtones auraient perdu leur langue maternelle. On démontre cet après-midi que notre langue, je pense, est encore vivante. Quatrièmement, on est venus ici pour, justement, présenter notre façon de voir au niveau des commissaires. Je pense que ce qui va s'ensuivre, les résultats, justement, de cette Commission... Nous, ce qu'on voulait démontrer, c'est que, possiblement, si les commissaires ou la Commission comme telle aboutissent à une forme de souveraineté, à une forme d'indépendance, nous, ce qu'on s'est dit en tant qu'autochtones, en tant que Montagnais-Attikameks, c'est qu'il va falloir, je pense, négocier les juridictions, négocier aussi en tant qu'autochtones avec les représentants des gouvernements, surtout du gouvernement provincial. Alors, je vais y aller en montagnais.

(Traduction) Nous nous présentons ici devant la Commission, à cette table; ce n'est pas la première fois que nous faisons cet exercice. Lorsque nous parlons ici du gouvernement de la province, il est arrivé plusieurs fois que nous présentions des mémoires pour parler de nos droits, pour parler de notre avenir, lorsqu'il est

question de nos concitoyens montagnais, vous le savez sans doute très bien, vous qui êtes présents ici. C'est pourquoi nous présentons notre mémoire aujourd'hui. Nous considérons qu'il est très important d'entendre votre concept d'autodétermination, lorsque vous parlez d'un gouvernement, d'une souveraineté telle que vous la concevez. Nous nous sommes présentés ici, nous voulons vous transmettre le message que vous devez absolument penser que nous sommes ici, que nous sommes du Québec, et que nous sommes ici depuis déjà des siècles, peu importe la position que vous adopterez à la fin de vos travaux.

Lorsque vous parlez de vos droits, de votre souveraineté que vous souhaitez, lorsque vous parlez de chemins que vous voulez suivre, n'oubliez jamais qu'il y a avec vous des autochtones. Nous maintenons toujours notre position, tel que nous l'avons fait bien avant, peu importe la direction que prendra le gouvernement, nous l'avons vu plusieurs fois ce n'est pas la première fois, que cette position est remise sur la table lorsqu'il est question des gouvernements d'Ottawa ou du Québec. Peu importe la position que vous prendrez, nous ne pouvons, nous, prendre position, vous dire que nous sommes contents ou mécontents de la décision que vous prendrez. Mais nous vous demandons de considérer le chemin que nous avons parcouru, ce que nous voulons devenir, et essayez de comprendre ce que nous allons devenir dans le futur.

Nous ne voulons pas... Nous ne nous agenouillons pas devant vous, mais nous répétons que peu importe la position qu'adoptera cette Commission, nous aimerions que vous disiez, que vous citiez que vous avez invité les autochtones pour présenter leur position. C'est le message que j'avalais à vous donner. Je donne donc la parole à Ghislain Picard, à mes côtés.

M. Picard (Ghislain): Le témoin s'exprime dans sa langue. (Traduction) Je suis très heureux moi aussi de vous saluer tous autour, MM. les commissaires. Si l'on remonte à nos origines, à notre culture tel que nous avons vécu, il est absolument sûr que nous comprenons la démarche que vous entreprenez aujourd'hui. Pourquoi nous avons toujours respecté, dans le passé et encore aujourd'hui, la démarche que vous entreprenez, les espoirs que vous entretenez, vous, les Québécois. Nous savons très bien que depuis plusieurs années, depuis que vous êtes ici, vous avez détruit nos territoires, donc que vous nous détruisez.

Comme vous le disait le chef Rémy Kurtness, il faut que nous voyions où nous en sommes lorsque nous parlons de souveraineté et la façon dont nous voyons la nôtre. Mais il faut aussi que nous voyions... nous avons une particularité lorsqu'il est question de souveraineté. Vous tous ici présents à la Commission, MM. les commissaires, lorsque vous aurez terminé votre

mission, lorsque vous saurez quelle direction, quel genre de gouvernement vous adoptez... Nous, en ce qui nous concerne, depuis déjà bien longtemps, nous savons quelle forme de gouvernement nous voulons parce que nous avons toujours eu cette conviction et tous, tant que nous sommes ici, nous irons chercher ce dont nous avons besoin pour mener à bien notre certitude, comment garder nos territoires.

(15 h 45)

Il ne faudrait pas oublier que nous avons des enfants et que nos enfants auront des enfants, que nous avons grandi et que nous avons été éduqués par nos aînés. Il n'a jamais été question pour nous de nous poser des questions sur le territoire dont il est question ici, aujourd'hui, auprès des gouvernements. Nous sommes tellement convaincus de ceci, nous sommes d'autant plus convaincus que nous devons avoir maintenant, nous aussi, notre propre forme de gouvernement, et notre gouvernement viendra de notre territoire et de nos concitoyens.

Vous êtes plusieurs, vous êtes nombreux ici. Vous transportez des idées, des espoirs et vous n'avez aucune barrière, et je crois que vous êtes en mesure de bien comprendre la position que nous voulons adopter et je voudrais que vous nous croyez. Nous vous disons qu'il n'y aura pas de barrière en ce qui nous concerne, mais il est quand même pénible de voir que certaines choses ne sont pas telles que nous l'aurions souhaité. Mais ça c'est une chose devant laquelle nous ne reculerons pas. Il est peut-être vrai lorsqu'on dit qu'il y a beaucoup trop d'années que nous nous appuyons sur le gouvernement fédéral, ceux qui nous ont donné les instruments pour... Et encore aujourd'hui, nous nous servons de ces mêmes instruments. Tous viennent du régime fédéral, peu importe qu'ils soient bons ou pas très bons. Et je ne crois pas me tromper beaucoup en disant que ces outils nous ont quelque peu bien servis.

Mais, aujourd'hui, présents comme nous le sommes, nous n'avons plus sur quoi nous appuyer. Ce que vous nous présentez présentement, nous ne pouvons pas nous appuyer là-dessus, ce que vous nous offrez... Ce que nous avons réussi à obtenir du gouvernement à venir jusqu'à date, cela nous a aidés un peu. Ça a servi à titre palliatif. Ça pourrait être comparable à une pilule, ça ne fait que soulager, ça ne guérit pas. Aujourd'hui où nous sommes, il n'y a qu'une chose que nous espérons, c'est que nous espérons une guérison complète. C'est dans cette voie que nous trouverons notre autodétermination, notre souveraineté.

M. Ottawa (Ernest): Merci René. Tout d'abord j'aimerais saluer les membres de cette Commission dans votre langue, en français. Je reconnais plusieurs d'entre vous, il y en a qui sont plus nouveaux sur la scène publique, en parlant de M. Libman et donc, je vous salue tout

le monde.

Je veux m'adresser également dans la langue attikamek pour quelques minutes.

(Traduction) Les fondements de notre projet de société reposent principalement sur deux choses fondamentales: notre territoire ancestral ainsi que notre identité en tant que peuple ou nation.

Nous sommes des nations différentes de vous. Nous avons notre culture, notre langue, et toutes les autres composantes qui peuvent constituer une nation, une nation avec des valeurs intrinsèques largement suffisantes qui, d'ailleurs, nous ont permis jusqu'à maintenant de résister à toutes les tentatives d'assimilation dirigées contre nous et ce, depuis fort longtemps et de plusieurs façons. Nous avons un territoire où nous avons toujours vécu. Un territoire envers lequel nous avons un grand respect et envers lequel nous nous sentons responsables. Ce territoire nous a, en tant que nation, et chacun, en tant qu'individu. Nous nous appartenons mutuellement. Même que certains d'entre nous, ceux qui ont vécu plus longtemps, les aînés, disent que c'est nous qui appartenons à ce territoire.

C'est donc sur ce concept, parmi d'autres, que nous entendons régler avec vous ce fameux contentieux territorial qui nous préoccupe. Nous sommes disposés à tout faire pour le sauvegarder. Nous sommes même prêts à utiliser certains de vos concepts, si ça peut nous aider. Nous croyons sincèrement que vous avez le même désir que nous sur cette question territoriale et celle d'aboutir à un contrat social mutuellement acceptable. Quant à l'objet de cette Commission, je suis disposé à procéder selon votre procédure, c'est-à-dire, par questions. (Fin de la traduction)

J'ai fini, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce qu'on est maintenant rendu à la période des questions?

M. Ottawa: Oui.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous commençons avec le groupe parlementaire représentant l'Opposition, M. Perron.

M. Perron: M. le Président, bien sûr que je tiens à souhaiter la bienvenue aux représentants et représentantes des Attikameks-Montagnais et remercier ces gens pour avoir présenté leur mémoire. Je profite de l'occasion pour, en même temps, féliciter M. René Simon, Montagnais, pour avoir été élu président du Conseil attikamek-montagnais. Le mémoire qui nous a été présenté touche plusieurs secteurs d'activité: secteur économique, secteur juridique, secteur politique, secteur social et culturel. M. le Président, tout le monde sait, et en particulier les Attikameks-Montagnais, que les Blancs du Québec l'emportent.

tent largement, par le nombre, face aux membres de toutes les nations autochtones du Québec. Mais ça ne veut pas dire qu'un gouvernement devrait continuer à agir de la façon dont ça a été fait au cours des dernières années, pour ne pas dire 25 ou 30 ans, et il faudrait définitivement que l'on en vienne, en tant que nation, à des ententes négociées et signées pour, par la suite, vivre dans l'harmonie en tant que nation du Québec.

M. le Président, dans le mémoire, les Attikameks et les Montagnais présentent le lien entre les autochtones et leur territoire ancestral qui est menacé par les divers projets de développement mis sur pied par les gouvernements, en particulier les projets d'hydro-électricité. Je voudrais savoir de la part des Attikameks-Montagnais, puisqu'il y a beaucoup de personnes qui parlent de telle grandeur de territoire, telle autre grandeur de territoire, est-ce que vous pourriez nous donner une explication se rapportant à l'étendue du territoire ancestral dont vous parlez?

M. Simon: M. le Président, pour répondre à M. Perron, dans le cadre, justement, de nos revendications territoriales, puis je pense que ça fait partie aussi du processus normal pour régler justement le litige territorial entre les autochtones et la partie gouvernementale, ce qu'on a fait dans les années 1975-1976, nous avons fait faire une recherche auprès des anciens trappeurs sur la partie d'occupation traditionnelle des Montagnais et des Attikameks. Ça couvre un territoire de 400 000 kilomètres carrés. Ce territoire-là couvre le Haut-Saint-Maurice, le réservoir Gouin, en passant par le Lac-Saint-Jean, en remontant justement la Côte-Nord et la Basse-Côte-Nord, puis on touche aux frontières du Labrador. En allant vers le nord, c'est vers Schefferville. Ça couvre 400 000 kilomètres carrés, disons, la revendication qui a été déposée au gouvernement fédéral dans les années 1978-1979.

M. Perron: M. le Président, j'ai bien compris que pour que les Montagnais et les Attikameks puissent justifier leur demande territoriale, c'était une demande, en fait, des gouvernements pour connaître les endroits où étaient demeurées les populations montagnaises et attikameks antérieurement. Par la suite, les négociations partent de cette base-là. Ça ne veut pas dire que vous voulez avoir 75 % du territoire ou 60 % du territoire québécois.

M. Simon: C'est bien ça, M. Perron, je pense que c'est comme je vous l'ai précisé, disons, en début de ma réponse, c'est une procédure qu'on suit, disons, au niveau du fédéral, où justement si on veut faire une demande de revendication territoriale, on doit faire la preuve auprès du fédéral comme de quoi

il y a eu une occupation traditionnelle des chasseurs montagnais et attikameks. Suite à une analyse du fédéral, le fédéral nous répond, justement si c'est dans l'affirmative comme de quoi le groupe peut entreprendre des négociations avec la province concernée, c'est-à-dire le Québec dans ce cas-ci, et le gouvernement fédéral.

M. Perron: Merci, M. Simon. Une autre question qui est non moins importante, mais qui touche la question des droits. Est-ce que vous pourriez nous dire, en tant que président du CAM, ou peut-être que quelqu'un d'autre pourrait le faire à votre place si vous le désirez, est-ce que vous pourriez nous dire quels seraient les droits des nations autochtones qu'on devrait reconnaître dans une éventuelle constitution québécoise? Et je vous fais remarquer, avant de me répondre, avant que vous ne procédiez à la réponse, qu'en ce qui concerne les Blancs du Québec, le gouvernement du Québec et la grande majorité des Québécois et des Québécoises, c'est qu'on reconnaît effectivement qu'actuellement il existe au Québec 11 nations autochtones.

M. Simon: Nous, ce qu'on a discuté, disons, en tant que groupe, je sais que ça fait à peu près deux réunions qu'on tient par rapport justement à toute la question de la Commission sur l'avenir du Québec, deux rencontres avec les chefs attikameks-montagnais, où justement ces points-là sont ressortis.

Je pense qu'on s'attend, disons, à ce que le Québec, comme je le disais dans mon introduction, si jamais, disons, la souveraineté était mise de l'avant, et plus tard, disons, s'il y avait une question d'indépendance du Québec, je veux dire en tant que peuple québécois, le minimum qu'on exigerait peut-être à l'endroit du gouvernement ça serait peut-être ce qu'on a acquis actuellement au fédéral, sauf qu'au fédéral, justement, les points qui ont été soumis, les points qui ont été acceptés par le fédéral, disons, dans la Constitution canadienne, pour nous autres, ce sont des points qui nous semblent très flous. C'est-à-dire pratiquement parlant, ça veut dire quoi, justement, les droits ancestraux issus de traités ou issus d'ententes à venir? Je pense que, pour nous autres, ce sont des notions qui sont très floues.

(16 heures)

Ce qu'on exigerait peut-être au niveau d'une constitution québécoise, ça serait peut-être de clarifier ces points-là, avant justement, disons, d'amorcer des discussions au préalable, c'est-à-dire avoir une bonne base de discussion au niveau du gouvernement et une bonne acceptation au niveau du gouvernement des principes, disons, qui seraient acceptables pour les parties, tant pour la partie autochtone que la partie gouvernementale.

M. Perron: O.K. Là, à ce moment-là, vous parlez des articles 25, 35 et 37 de la Constitution canadienne actuelle, en particulier 25, et 35.

M. Simon: C'est ça.

M. Perron: Bon, une autre question, M. le Président. Dans le mémoire, on parle de façon très prononcée de la question de l'autonomie politique. Pourriez-vous nous préciser quels seraient les pouvoirs d'un éventuel gouvernement autonome autochtone selon les principes que vous avez déjà établis et que vous avez déjà commencé à discuter avec le gouvernement?

M. Simon: Disons qu'au niveau de la négociation, M. Perron, au niveau de la négociation que nous avons amorcée avec le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral, je pense qu'il y a deux points importants qui ressortent, qui sont pour nous, disons, fondamentaux, c'est la notion de territoire. Ça c'est le premier point je pense qu'il faut clarifier, au niveau de la table de négociation.

Comme deuxième point qui est rattaché, justement, à tout le concept territorial, je pense que c'est le concept de la langue, le maintien justement des traditions. Et pour nous, ça nous semble assez important dans le cas, justement, d'une discussion autour d'une certaine autonomie que les autochtones recherchent.

Je pense que les éléments qui ont été souvent abordés, lors de commissions parlementaires, ou à d'autres occasions où justement on avait à se prononcer, on avait justement à donner notre point de vue au niveau des paliers du gouvernement. Je pense que c'est la façon... Ce que les gouvernements, je pense, recherchent actuellement, c'est une définition claire de ce que pourrait être une forme d'autonomie, au niveau des autochtones, et je parle au niveau des Attikameks et des Montagnais.

Nous, l'approche qu'on préconise actuellement, au niveau de la négociation, c'est ce qu'on dit, c'est que, peu importe la forme d'autonomie qu'on va aborder, je pense qu'il y a des assises au préalable, il va falloir qu'elles soient acceptables pour les parties concernées. Et nous, ce qui est primordial pour le moment, je pense que c'est la question territoriale. Si on veut être autonome en tant que gouvernement montagnais, ou gouvernement attikamek, je pense que ça nous prend une assise territoriale pour justement avoir des assises économiques, des assises financières, ce qui nous manque actuellement. Je veux dire avec tous les subsides qu'on peut recevoir au niveau des gouvernements... Et je pense qu'on tend aussi par cette approche-là à éliminer justement toute l'approche ou tous les points, disons, qui sont négatifs, qui ressortent justement des différents intervenants qui parlent des autochtones, le fait qu'on soit des assistés sociaux, etc.

Je pense qu'on a un territoire, en fait si je prends le concept autochtone comme tel montagnais, je pense que les Montagnais parlent et les Attikameks parlent d'un territoire qui leur est propre. Or, ce territoire-là ne nous a jamais appartenu à cause, justement, des différentes juridictions qui se chevauchaient, tant du côté fédéral que du côté provincial. Alors, ce qu'on recherche actuellement, je pense, c'est une reconnaissance du territoire qu'on veut négocier – je ne dis pas tout le territoire, je pense que ce sont des choses à être négociées – à partir de la reconnaissance du territoire, je pense qu'on serait prêts, en tant qu'autochtones justement, à éliminer tout le fardeau qui nous est reproché, tant au niveau fiscal qu'à d'autres niveaux. Je pense que c'est une assise qu'on recherche actuellement pour pouvoir développer ce qu'on a. Actuellement, il y a une certaine forme d'autonomie qui est exercée au niveau des conseils de bande sauf que c'est toujours sous la juridiction du gouvernement fédéral. Et c'est pour ça qu'on est en négociations.

M. Perron: Bon. D'accord. Oui, M. le Président. Maintenant, on peut relever deux choses exactement dans ce que vous avez dit. La première, c'est que si on vous reconnaît des droits au niveau territorial, où vous êtes propriétaires en propre en tant que nation, à partir de ce moment-là, vous allez pouvoir regarder de façon correcte la façon dont le financement serait fait. Comme on parle de territoires qui pourraient amener les Attikameks-Montagnais à obtenir une source de financement quelconque, soit par des entreprises économiques, soit par des entreprises culturelles, etc., est-ce que vous pourriez nous donner certains exemples, à savoir de quelle façon les nations autochtones pourraient se financer sur ce genre de territoires? Et une deuxième question; est-ce que vous seriez prêts, pour le restant du territoire québécois – qui ne ferait pas partie des ententes à être signées – à établir, jusqu'à un certain point, une cogestion sur une bonne partie du restant du territoire?

M. Simon: Très bien, M. Perron. Nous, l'approche qu'on préconise, j'en ai fait mention tout à l'heure. Je pense que ce qu'on essaie de faire dans la mesure du possible en tant qu'Attikameks-Montagnais, c'est de sortir du fameux ghetto où, justement, on dit: Bon, vous autres vous êtes des autochtones, des Montagnais, vous êtes sous l'égide des payeurs de taxes québécois...

M. Perron: Ghetto juridique.

M. Simon: Ghetto juridique ou ghetto fiscal ou ghetto financier...

M. Perron: C'est ça.

M. Simon: On est sous l'égide des Québécois. Ce sont les payeurs de taxes, disons, qui font vivre les autochtones actuellement. Nous, le concept qu'on a, c'est qu'on se dit: Reconnaissez nos territoires, donnez-nous une certaine juridiction ou négocions une certaine juridiction. À partir de là, je pense qu'on va être en mesure, en tant qu'autochtones, d'aller chercher des redevances, d'aller prévoir aussi les taxes, et les impôts si jamais il y avait une bonne négociation de gré à gré ou une bonne négociation de bonne foi avec les gouvernements concernés. On ne dit pas qu'on veut prendre tous les 400 000 kilomètres carrés sauf que ça nous prend des assises pour, justement, élaborer le type de gouvernement qu'on veut.

Quant à la deuxième question, ça rejoint, je pense, ce que je viens de dire. On ne veut pas, disons, la totalité des 400 000 kilomètres carrés. On n'a jamais parlé non plus de pleine propriété. Je pense que le concept de propriété indienne, ça n'existe pas. C'est beaucoup plus de se dire: C'est un territoire montagnais. Sauf que je pense qu'il y a lieu de partager les richesses qui s'y trouvent. Et on ne parle pas de cogestion. On peut en parler... Je pense que le point principal, c'est la cojuridiction qu'on recherche. Négocions de bonne foi avec les gouvernements. S'il y a un partage de juridiction à faire, que ce soit dans un cadre souverainiste ou dans un cadre indépendantiste, je pense qu'on peut le faire. À ce moment-là, si on a la cojuridiction, c'est ce qu'on veut aller chercher, je pense que la cogestion va suivre après.

M. Perron: M. Campeau, juste un petit commentaire.

Le Président (M. Jean Campeau): Ah, un tout petit!

M. Perron: Oui. M. le Président, je trouve extrêmement dommage qu'on n'ait pas plus de temps que ça, parce que le CAM est tout de même une très grosse organisation montagnaise et attikamek et il y aurait beaucoup de questions qu'on pourrait se poser pour clarifier certains points. Mais je tiens tout de même à vous remercier, d'une part, pour les explications que vous nous avez données et, d'autre part, le plus grand souhait que je puisse faire, c'est qu'un jour nous puissions ensemble, en tant que Québécois et représentants blancs, signer des ententes avec l'ensemble des nations autochtones de tout le territoire québécois.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, monsieur. Nous passons maintenant à M. Turgeon, qui sera suivi de M. Deschamps, et de M. Jacques Bertrand.

M. Turgeon: Merci, M. le Président. Dans un premier temps, je voudrais vous de-

mander si vous faites une différence entre le droit à l'autodétermination des Québécois, et celui des Montagnais, des Attikameks.

M. Simon: Je pense, M. Turgeon, que les deux concepts se rejoignent. Moi, je m'en souviens, quand j'étais jeune, on a toujours parlé d'un concept de droit à l'autodétermination en tant que Montagnais ou en tant qu'Attikameks. Mais je pense que l'idéologie, justement, qui est née de la thèse souverainiste des Québécois, je pense que c'est le concept, justement, qui est véhiculé actuellement, et par les Québécois et par les Attikameks-Montagnais. Je pense que les deux se rejoignent.

M. Turgeon: Les négociations, donc, à entreprendre de votre côté, avec le gouvernement québécois, vous les voyez quand, dans le temps, ces négociations-là? Avant, supposons que le Québec accède à sa souveraineté, ou est-ce que vous faites confiance au Québec, et puis ça pourrait se faire après?

M. Simon: C'est-à-dire que la négociation comme telle, il y a une amorce de négociation qui est en cours actuellement, sauf qu'il y a eu une suspension en février de cette année, en 1990, pour des points, justement, qui nous semblaient inacceptables en tant qu'autochtones, notamment quand on parle de tout le concept territorial au niveau des propositions qui ont été faites par le gouvernement du Québec. Et c'est pour ça que je pense que la question que vous amenez est extrêmement importante dans le sens que nous, ce qu'on a toujours préconisé en matière de négociation, c'est une négociation politique. Je veux dire, actuellement, ce qu'on vit dans le domaine des négociations qui sont entreprises avec le gouvernement du Québec et avec le fédéral, pour nous c'est une négociation administrative, c'est-à-dire le Québec se dit: J'ai la juridiction au niveau du territoire, j'ai la juridiction dans certains domaines publics, qu'est-ce que vous voulez en tant que nation autochtone? Qu'est-ce que vous voulez en tant que nation attikamek-montagnaise? Je pense que c'est inacceptable pour nous autres. Je pense qu'il y a deux groupes qui sont passés ici, à votre Commission, qui vous ont justement référés de traiter les autochtones d'égal à égal, de nation à nation, et c'est ce que l'on vise actuellement.

M. Turgeon: Est-ce que, un petit peu comme Max Gros-Louis hier, finalement, ce que vous réclamez, est-ce que c'est une espèce de Monaco, de petit Monaco?

M. Simon: Non, M. Turgeon. Je pense que ce n'est pas l'approche qu'on préconise actuellement. Ce qu'on veut, c'est une négociation, disons, et ça je le ramène encore une fois, c'est

de nation à nation. Nous, les concepts qu'on a derrière la tête, c'est qu'on est les premiers habitants au niveau du Québec. Disons que les nations indiennes ont été figées, ont été parquées dans les réserves indiennes, c'est-à-dire qu'on n'a jamais considéré le groupe autochtone comme étant dynamique. On n'a jamais eu le droit au développement. Je veux dire la réserve qu'on donne par la loi fédérale, par la Loi sur les Indiens, ça peut être de cinq milles 2 ou de deux milles 2. Tu n'as pas le droit de faire du développement là-dedans.

Et quand on regarde à l'extérieur des réserves indiennes, si je prends ma région, la région de Baie-Comeau-Hauterive — et ça, je n'ai rien contre la région, mais je constate — il y a plusieurs industries: la Reynolds, la Québec North Shore et il y a d'autres industries forestières aussi, en plus des industries sociorécréotouristiques.

Si on essaie de compter le nombre d'emplois que les Indiens occupent là-dedans en tant que Montagnais, moi, j'en ai compté deux permanents au niveau d'Hydro-Québec alors qu'il y a eu trois rivières harnachées dans les années soixante. Qu'est-ce que ça a donné comme emploi? Rien. Et ça, les gouvernements nous le refilent constamment: Le partage des richesses négocié, vous allez profiter du développement, s'il y a des impacts négatifs, on va essayer de les corriger. Sauf que pour nous autres... C'est pour ça que quand je faisais mon introduction, tout à l'heure, moi ça fait 15 ans que je suis en politique. Je ne sais pas à combien de commissions parlementaires j'ai assisté, je ne sais pas combien de fois j'ai amené ces points-là...

M. Turgeon: C'est supposé être la dernière, celle-là.

M. Simon: ...j'espère... et ça n'a jamais donné les résultats escomptés. Je pense qu'il y a un point qui est important aussi au niveau des membres de cette Commission. Il y a des élus parlementaires autour de la table, c'est-à-dire qu'il y a le parti de l'Opposition, le parti dit au pouvoir. Nous, ce qu'on se dit au niveau de cette Commission, et je pense que c'est le point fondamental, c'est: Regardons la situation politiquement parlant, éliminons les partis politiques. Regardons les Québécois et les autochtones et essayons de nous comprendre. Je pense que c'est l'approche qu'il faut préconiser. Oublions tout ce qui est véhiculé d'une façon idéologique par les partis qui sont ici. Je pense que ce qu'il nous faut, c'est l'engagement politique du gouvernement québécois, que ce soient les péquistes, que ce soient les libéraux ou autres.

M. Turgeon: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous

allons à M. Deschamps.

M. Deschamps: Merci, M. le Président. Bienvenue, messieurs. J'ai assisté à la session au Lac-Saint-Jean où le chef, M. Rémy Kurtness, est venu faire une très belle prestation au nom de, je pense, le Mashteuiatsh je pense que c'était l'expression du groupe de Pointe-Bleue. Évidemment, sa présentation ressemblait beaucoup à la vôtre quant à une volonté d'autodétermination des peuples autochtones sur le territoire du Québec.

Il m'a semblé, lors des interventions des commissaires, particulièrement à Jonquière, qu'il y avait une espèce de consensus par rapport à ce droit-là qui ne semblait pas être remis en question. J'adhère à ce principe-là et, suite à l'intervention de M. Turgeon, j'aimerais avoir un peu plus d'éclaircissements sur une des normes fondamentales que vous présentez en page 16 de votre document, que vous connaissez sûrement.

Vous mentionnez au point 6, au bas de la page: "leur droit de participer pleinement au niveau de l'État, par des représentants choisis par eux-mêmes, à la prise et à l'exécution des décisions intéressant toutes les questions nationales et internationales susceptibles de modifier leur vie et leur destinée". C'est très large. Est-ce que vous proposez qu'il y ait des députés autochtones qui participeraient à des débats à l'intérieur d'un Parlement québécois ou est-ce à l'intérieur d'une nouvelle structure, avec un sénat? Pouvez-vous préciser votre pensée sur cette condition?

(16 h 15)

M. Simon: Je pense que c'est un point, comme vous le spécifiez, qui a été amené par le chef de Pointe-Bleue, Rémy Kurtness. Et, comme vous le dites, c'est un point qui est très large. Et je pense que, dans le cadre actuel des discussions qui sont amorcées au niveau de cette Commission, ce sont des points qui sont très hypothétiques. Et ça je le ramène au point que j'ai soulevé tout à l'heure à savoir que, s'il y a une volonté politique de la part des élus, de la part des représentants de divers secteurs d'activité, de la part des Québécois dans leur ensemble, d'avoir une discussion franche et ouverte avec les nations autochtones du Québec qui sont les peuples fondateurs avec les Québécois, je pense qu'il y a lieu de développer justement ces points-là.

Ce que je me dis actuellement, c'est qu'on ne sait pas où cette Commission va aboutir. Est-ce que ça va être une souveraineté totale? Est-ce que ça va être une souveraineté-association avec le reste du Canada? Ce sont des questionnements que l'on a en tant qu'autochtones. Si on se rend à l'évidence que, effectivement, il y a une souveraineté qui est préconisée, une souveraineté politique qui est préconisée par le gouvernement québécois, je pense qu'il y a lieu

de venir s'asseoir avec les autochtones et, justement, de parler de ces points-là, de cette représentativité qu'on demande, de la reconnaissance des peuples autochtones à divers niveaux de gouvernement. Quand on parle de ressources d'autres domaines, qu'on se dise: Bien, il y a deux peuples au Québec: les Québécois et les nations autochtones, qu'on tienne compte des points qui sont soulevés, qui sont amenés par les autochtones et que les gouvernements prennent justement conscience du sérieux des points qui sont amenés par les autochtones. Et comme je le disais tout à l'heure, je pense que ce sont des cas hypothétiques, mais si on en arrive justement à une souveraineté politique, j'aimerais ça que la question politique soit abordée aussi avec les nations autochtones, avec les Attikameks et les Montagnais.

M. Deschamps: Je m'excuse, peut-être, de revenir sur la question, mais est-ce que je dois comprendre que votre idée n'est pas encore précisée sur cette question-là ou si vous attendez plutôt le déroulement des événements pour être en mesure de présenter des demandes plus concrètes?

M. Simon: Disons, l'idée d'avoir une députation comme ça a été soulevé à Pointe-à-Blanc, je pense que ce sont tous des éléments hypothétiques qui pourraient être justement développés. Nous, ce qu'on a discuté au niveau de notre organisation, si dans l'éventualité d'une souveraineté politique, peut-être que la meilleure solution à envisager ça serait une commission permanente des affaires autochtones. Mais pas une commission — je ne veux pas dire rabaisser cette Commission — mais une commission reconnue d'une façon permanente qui serait, disons, acceptée par le gouvernement à un autre niveau, peut-être à un niveau neutre où, justement, la question des autochtones et du gouvernement, il y aurait des relations ou des discussions constantes pour solutionner, justement, les différentes doléances qui sont amenées à cette commission-là. C'est une proposition.

M. Deschamps: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Jacques Bertrand.

M. Bertrand: M. le Président, j'avais deux questions. La première va paraître banale maintenant, parce que la deuxième question a déjà été répondue suite à une question de M. Perron. Mais je voudrais la poser quand même. C'est qu'à la page 14 de votre mémoire, M. Simon, vous dites que les gouvernements cherchent à orienter la négociation sur les besoins actuels et non pas sur les besoins futurs de votre nation, de vos nations, et à la page 8, vous faites état de la population de 12 communautés, soit d'à peu près

plus ou moins 4000 Attikameks et de 11 000 Montagnais, et M. Picard, tout à l'heure dans sa présentation, parlait qu'il avait des enfants et que ses enfants auraient des enfants. Donc, je m'intéressais un petit peu à l'évolution démographique de votre population. J'aimerais savoir comment votre population a évolué dans le passé et quelles sont vos perspectives d'avenir? Parce que je pense que c'est important pour vous d'établir ça pour les fins de vos besoins de territoire.

M. Simon: Disons qu'actuellement, ce que je peux vous donner comme référence... On a présenté un mémoire en 1983 et un autre mémoire en 1986, ici à Québec, en 1986, la population totalisait 12 000. Là nous sommes en 1990. Donc, il y a eu une augmentation de 3000. Ça vous donne, disons, une idée peut-être pas de façon précise, mais ça vous donne au moins le taux d'évolution de la population autochtone.

Quant au point que vous avez soulevé tout à l'heure, je sais qu'on demande la reconnaissance d'une certaine partie de territoire ancestral au niveau attikamek-montagnais. Et ça, c'est le point que j'ai amené tout à l'heure, à savoir que dans les relations, dans les négociations aussi avec les gouvernements, ce qu'on essaie d'amener, je pense, c'est de dire aux Indiens: Vous restez là, figés. Vous n'évoluez pas dans le temps. Et ça, c'est un point qui nous chicote actuellement. Je pense que ce sont des points qu'on va être amenés à clarifier avec les négociateurs au niveau des deux paliers de gouvernement. Je pense que ce qu'on essaie de nous dire, c'est: Restez donc parqués dans vos réserves. Vous n'êtes pas des gens évolués, vous n'évoluerez jamais. Ce qu'on vous donne comme réserve, c'est suffisant pour vous autres. Sauf que, comme vous le dites...

M. Bertrand: Vous voyez plus loin.

M. Simon: ...Il y a des populations qui s'en viennent. On est un peuple dynamique, on voit l'évolution aussi. On veut évoluer dans le même sens que la société québécoise évolue. Ça, ce sont des points importants. Si on se réfère à l'histoire — je veux dire, les premiers documents qui sont sortis au niveau des gouvernements — on a toujours parlé, au niveau des Québécois, de colonisation. On a toujours cédé des territoires pour fins de colonisation. Il y a eu la période industrielle, la période post-industrielle, la période technologique et aux Indiens, on dit: Non, restez donc à la période de trappe, de chasse et de pêche. Tout ce qui est à caractère de développement, n'y touchez pas. C'est pour ça que je dis que c'est peut-être une approche statique, comme telle, figée dans le temps. Ce qu'on demande, c'est une approche évolutive, une approche dynamique aussi.

M. Bertrand: Merci, M. Simon. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Libman.

M. Libman: Merci, M. le Président. M. le Président, si cette Commission avait eu lieu l'année passée, je ne sais ce qu'aurait été l'attitude parmi nous. Aujourd'hui, il faut dire que la conscience collective devient beaucoup plus sensible, des fois, à cause de crises malheureuses. J'espère que la crise de cet été nous a réveillés pour toujours. Et ça, c'est quelque chose qui est très important à réaliser. M. Simon, je comprends vos appréhensions face à une démarche indépendantiste qu'affichent actuellement plusieurs Québécois. Et à la page 6 de votre mémoire, vous posez des questions d'intérêt, non seulement concernant les peuples autochtones du Québec, mais aussi face aux minorités linguistiques, ethniques et autres, advenant l'indépendance du Québec.

Je vais me référer à quelques phrases que vous mentionnez à la page 6. Vous dites: Qu'arrivera-t-il, cependant, si le Québec choisit un avenir constitutionnel qui lui soit propre? Qu'advient-il des obligations envers les peuples autochtones, qui lui sont imposées actuellement par la Constitution canadienne? Alors, je présume que vous êtes contre, ou vous vous inquiétez de certains changements constitutionnels majeurs. Alors, ma question est la suivante: Si on laisse tomber la Fédération canadienne, est-ce que vous croyez à la même sollicitude de la part d'un gouvernement québécois souverain qu'au moment de l'adoption de la résolution du 20 mai 1985, une résolution qui a reconnu officiellement des droits pour les autochtones du Québec?

M. Simon: Je vais répondre à une partie de la question. Je pense qu'en tant qu'autochtones, en tant qu'Attikameks-Montagnais, peu importe le résultat de cette Commission. On ne veut pas présumer, justement, des actions à venir du gouvernement qui va être en place. Sauf que la discussion qui est amorcée actuellement au niveau de cette Commission, je pense que ça touche tous les niveaux de la société québécoise, que ce soit au niveau des élus, que ce soit au niveau du peuple québécois dans son ensemble, que ce soit au niveau des minorités. Et pour nous, en tant qu'autochtones, je pense que c'est un élément, c'est un questionnement aussi, qui est fondamental. Et c'est pour ça qu'on a décidé, justement, de venir donner notre point de vue à cette Commission. C'est des questions qu'on vous lance, de ne pas oublier, justement, l'aspect autochtone.

Peu importe le résultat de cette Commission, de dire, bon: Il y a des autochtones au Québec, on a vécu une crise amérindienne, quelle va être la solution prônée par un futur gouver-

nement? Quels vont être les éléments inclus dans une future constitution québécoise? Ce sont toutes des questions que nous avons en tête, auxquelles, justement, il n'y a pas de réponse. C'est pour ça que je vous disais: Toutes les questions qu'on peut poser ici, ce sont des questions hypothétiques parce qu'on ne connaît pas, justement, les résultats de cette Commission. Sauf que, ce qu'on vous dit, en tant que nation attikamek-montagnaise: N'oubliez donc pas les autochtones; n'oubliez pas les Attikameks-Montagnais. Et s'il y a lieu de s'asseoir à une table, faites-le avec une pleine volonté politique, avec le plein engagement politique des élus.

M. Libman: Mais le fait que vous lanciez ces questions, ça veut dire, je présume, que la Fédération canadienne avec tous les avantages qu'elle vous offre, avec tous les avantages, les obligations qui existent, vous sert bien et vous craignez la possibilité de perdre ces obligations. Est-ce que c'est ce que je peux présumer par rapport au fait que vous lancez ces questions?

M. Simon: Je pense qu'au niveau de la Fédération canadienne, il y a des éléments de réponse qui ont été amenés ici à cette Commission. La Constitution canadienne de 1867, je pense, le spécifie très bien, à l'article 91.24, où on dit: Le fédéral est tuteur des terres réservées aux Indiens, sauf qu'il y a eu modification entre-temps. Je vais aller plus loin. Quand on regarde le concept autochtone, je veux dire, pour nous autres, il n'y a pas de frontières. Pour nous autres, il n'y a pas de limites territoriales, il n'y a pas de coupure. On a des relations avec les Indiens des États-Unis. On a des relations avec les Indiens du reste du Canada. C'est pour ça que nous, on se dit que le Canada appartient à tous les autochtones, parce que c'est notre pays. Sauf qu'entre-temps, il y a eu, justement, le développement de gouvernements entre autres le gouvernement fédéral; le développement, justement, des provinces. Ils se sont donné certaines juridictions, sauf que ce sont des points qu'il va falloir clarifier si jamais une approche souverainiste est préconisée ou s'il y a une approche qu'ils préconisent qui ressort de cette Commission. Je pense que ce sont tous des éléments sur lesquels il va falloir revenir.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à Mme Simard.

Mme Simard: M. le Président, bonjour. Moi, je pense que ce qui est très intéressant, à la lecture de votre mémoire, ce qui se dégage, c'est que vous savez très bien ce que vous voulez. Je pense que ça, c'est important pour dissiper beaucoup d'ambiguïté en ce qui concerne les revendications des nations autochtones. Dans les revendications d'autonomie politique, on voit très bien que dans le questionnement et dans ce que

vous avancez, ça peut prendre diverses formes, effectivement, en fonction des différentes nations. Ça aussi c'est intéressant. Vous dites aussi qu'il est extrêmement important de prendre les moyens pour informer. Et ça, à mon avis, c'est aussi fondamental, surtout après avoir vécu ce que nous avons collectivement vécu au cours de l'été dernier. Peut-être que je me trompe, mais vous me le direz, mais à la lecture et à vous écouter, vous ne semblez pas avoir peur, à tout le moins, de l'option souverainiste, si c'était le choix du Québec. Vous pourriez me répondre si ce n'est pas le cas. En tout cas, c'est l'impression que j'en ai retirée à la lecture de votre mémoire.

J'aimerais que vous élaboriez un peu sur quels droits, pour les nations autochtones, vous voudriez voir inscrits dans cette constitution, dans l'éventualité d'une constitution, d'un éventuel Québec souverain.

M. Picard: Je pense qu'en termes de droits, M. Simon, tout à l'heure, les a quand même assez bien cernés. Comme l'ont fait, d'ailleurs les communautés de Mashteuiatsh à Jonquière et les communautés de Vashat Mallotenam à Sept-Îles. Ça rejoint peut-être un peu le questionnaire que faisait tantôt M. Libman. Il est sûr que nous n'accepterons jamais de faire un recul avec ce qui existe actuellement en termes de protection de ces droits-là. Là-dessus, on faisait référence à la Constitution canadienne qui prévoit déjà des choses du côté autochtone. Là-dessus, comme le disait M. Simon tout à l'heure, c'est quand même assez flou et il faut aller dans les précisions. D'ailleurs, c'est l'exercice qu'on fait maintenant depuis 10 ans, au moment où le CAM, le Conseil attikamek-montagnais a accepté de s'engager dans un processus de négociation avec deux niveaux de gouvernement. Malheureusement, c'est quand même un processus qui prend du temps. À preuve, c'est que, en 10 ans, il y a eu deux suspensions des discussions. (16 h 30)

Là-dessus, c'est que, comme le disait M. Simon tout à l'heure, les droits, pour nous c'est précis, ce sont les droits, finalement, à une autonomie politique pleine et entière. C'est ce qu'on veut. Évidemment, à travers le processus de négociation, il va y avoir des achoppements, ça on peut l'accepter, et c'est justement l'exercice de la négociation qui va permettre de mieux préciser ces droits-là. C'est l'engagement qu'on a pris avec les deux niveaux de gouvernement. On n'aime pas penser à la négociation en termes de perdants ou de gagnants, parce que pour nous, l'exercice est beaucoup plus de corriger quelque chose qu'on trouve qui a achoppé au cours de l'histoire du Québec et du Canada. C'est ça qu'on veut, finalement.

Mme Simard: M. le Président, ce processus

de négociation effectivement qui est d'égal à égal et que vous réclamez, est-ce que vous le verriez encadré par une forme d'entente-cadre, de négociation permanente, finalement?

M. Picard: C'est beaucoup plus une négociation qui devrait se faire d'égal à égal, plutôt. Là-dessus, je pense qu'on a prôné des principes qui consistent justement, et je rejoins un peu votre question, à faire adopter à toute éventuelle entente une certaine souplesse, de façon à ce que nous, comme groupe, et les gouvernements également puissions réviser ces ententes-là au cours des années pour permettre de se réajuster selon les contextes politique, géographique, finalement tous les contextes qui peuvent se présenter en cours de route. Ça, ça a été un principe qu'on a prôné au niveau de la négociation actuelle, sauf qu'on n'est pas vraiment, je dirais, rendus assez loin dans les discussions pour savoir si ça peut être acceptable.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, madame. Nous passons maintenant à M. Sirros.

M. Sirros: Merci, M. le Président. J'aimerais moi aussi, à mon tour, souhaiter la bienvenue à M. Simon et aux autres représentants du CAM. Plusieurs questions ont été posées qui permettent de préciser de plus en plus les discussions, ou les préoccupations plutôt, qui nous sont faites. Je dois dire aussi que les deux présentations précédentes, à Jonquière et à Sept-Îles, ont quand même, je pense, assez apprivoisé, en quelque sorte, les membres de la Commission quant au contenu de votre mémoire aussi. Moi, j'aimerais peut-être partager un peu avec vous une discussion ou un échange sur les approches qu'on peut prendre afin d'arriver à liquider, en quelque sorte, les points difficiles qui restent dans les relations entre autochtones et non-autochtones. Et je m'explique. Je pense qu'il y a deux niveaux d'intervention qu'il faudrait qu'on fasse, et j'aimerais avoir votre point de vue. Il y a, d'une part, des discussions plus spécifiques qu'on devrait avoir et entretenir avec des nations spécifiques, avec chacune des 11 nations, s'il le faut. Mais il doit y avoir aussi des points communs, il y a sûrement des points communs, on les voit de plus en plus dans chacune des présentations qui sont faites, qui coupent à travers l'ensemble des préoccupations de l'ensemble des nations, qui préoccupent l'ensemble des nations. Est-ce que vous pourriez identifier pour moi quelques-unes de ces préoccupations qu'on pourrait appeler des préoccupations globales, des préoccupations qui sont des préoccupations de l'ensemble des nations autochtones, indépendamment s'ils sont montagnais, attikameks, cris, etc.?

M. Simon: Je vais essayer de répondre, M.

Sirros. Je pense qu'au niveau... je ne veux pas parler, disons, au nom des autres nations, mais si je me réfère à l'expérience que j'ai vécue suite à des réunions que j'ai eues avec d'autres nations, je pense qu'il y a le concept de... c'est toujours le concept qui est mis de l'avant par toutes les nations, c'est le droit à l'autodétermination. Ce droit-là, je pense qu'il est relié au concept territorial, et ça toutes les nations, sauf peut-être les nations, disons, qui ont signé des ententes avec les gouvernements du Québec et fédéral, je pense que, pour eux autres, c'est un point qui est peut-être réglé, mais je pense que, dans l'ensemble, si je me réfère aux autres nations, c'est toujours le point clé, c'est tout le concept d'autodétermination qui est relié au concept territorial. Toute la question, aussi, des relations qu'on vit actuellement avec le gouvernement fédéral, la fameuse loi sur les Indiens. Ce sont toutes, je pense, des modifications qui sont appelées à être amenées ou à être discutées, du moins en ce qui nous concerne, disons, en tant qu'autochtones. Ce sont des points qui sont communs, je pense, à toutes les nations autochtones.

M. Sirros: Ajoutez-vous à ça toute la question du développement économique comme vous avez fait mention tout à l'heure? Parce que ça aussi, de plus en plus, je l'entends partout. Et je dois dire que, indépendamment de quel côté de la Chambre on se trouve, on ne peut qu'être d'accord avec la nécessité des autochtones de pouvoir participer au développement économique de leurs environs, de leurs régions, de leurs territoires, appelez-les comme vous voulez. Et quand vous faites mention qu'il y a deux personnes de la nation montagnaise qui profitent des emplois dans la région de Sept-Îles, il me semble qu'il est clair qu'indépendamment des grandes discussions philosophiques qu'on peut avoir, il y a de quoi qu'on peut faire au niveau, qu'on devrait faire tout au moins, au niveau de, que ce soit de la formation de la main-d'œuvre, que ça soit la participation des personnes au développement économique. Mais est-ce que le développement économique, en soi, est aussi une préoccupation de l'ensemble des nations autochtones, qui pourrait aussi faire l'objet de discussions avec l'ensemble?

M. Simon: Je pense que le point que j'ai amené tout à l'heure, M. Sirros, quand je parlais de territoires, c'est relié en grosse partie au niveau de développement économique. Et là je me réfère, disons, à toute la notion de développement des pourvoies, pour certaines nations qui ont les territoires voulus. Je pense que le point primordial là-dedans, c'est le concept de dire: Bon, est-ce que les gouvernements sont prêts à considérer comme territoires autochtones, les territoires que les autochtones revendiquent actuellement. Et ça c'est le point qui achoppe,

tant au niveau du Québec qu'au niveau du fédéral.

Le fédéral nous dit: Vous avez vos réserves, le reste, prouvez-le que vous avez occupé ces territoires. Et quand je parle de développement économique, on parle de pourvoies, on parle de chasse et pêche, on parle d'autres secteurs. C'est pour ça que les autochtones veulent revendiquer. Nous, ce qu'on revendique en tant que nation Attikamek, on dit: Reconnaissez nos territoires. On veut essayer de se sortir justement du ghetto fiscal ou financier, ce que les Québécois nous reprochent d'être justement des gens qui profitent des payeurs de taxes. Reconnaissez-nous le territoire, on va être en mesure justement, à partir de juridiction reconnue, de prélever des redevances et assurer notre développement et assurer notre assise financière. Et ça, ça rejoint, je pense, la question de développement économique. Nous ce qu'il nous faut, c'est une assise financière.

M. Sirros: Je vais vous poser une question que j'ai déjà posée à d'autres aussi. Est-ce que, selon vous, il est possible dans un laps de temps relativement court quand même, à ce qu'on puisse s'entendre tout au moins sur les items de préoccupation globale, quant à la problématique que renferme chacune de ces préoccupations. Est-ce que ça serait possible selon vous, qu'on puisse, parce que on reçoit des revendications, ou des points de vue quant à... et on le voit ici aussi, on devrait faire tel genre de chose, tel genre de chose, tel genre de chose.

Est-ce que c'est possible selon vous, qu'on puisse s'entendre, autochtones et non-autochtones, à partir d'un processus qui pourrait être rapide dans les mois qui suivent, sur les principales problématiques sur lesquelles on est d'accord à reconnaître comme des points de départ autour desquels il pourrait y avoir des discussions avec les autochtones, et les non-autochtones, au niveau d'une consultation générale, pour arriver à préciser toute la question de l'application des droits qui sont quand même reconnus dans une mesure ou une autre, par les 15 principes, ou qui sont réclamés par des groupes autochtones.

M. Simon: Là-dessus M. Sirros, je ne veux pas répondre pour les autres nations, et je ne veux pas répondre aussi pour le gouvernement du Québec. Ce que je me dis, c'est que nous, au niveau de l'approche qu'on préconise, on a accepté le processus justement de négociation. Et ça c'est une amorce qui dure depuis les années 1975. Puis là, on est en période de négociation. Donc ça fait 15 ans qu'on travaille là-dessus. Et je m'imaginais aussi au niveau des autres nations, et comme je vous dis, je ne veux pas parler, ou amener de mécanique qui pourrait solutionner, justement, les différentes doléances que les autres conseils ou les autres nations ont. Disons

que je n'ai pas la mécanique comme telle, je pense que c'est au gouvernement du Québec de reconnaître des droits, ou de transiger avec les nations qui font des demandes justement dans ce sens-là.

M. Sirros: Juste une précision. J'essayais de faire une distinction entre les items dont on pourrait discuter, qui concerneraient l'ensemble des nations, et les négociations comme telles qu'on peut continuer avec le CAM quant à l'étendue du territoire à définir, quant à comment on peut participer à la richesse de ce territoire, etc. Est-ce que, sur le plan du discours public, ce serait possible selon vous, dans un court laps de temps, à travers un processus qui impliquerait la participation des autochtones avec les non-autochtones, de s'entendre ensemble sur un document quelconque où on pourrait tout au moins identifier qu'on accepte de parler ensemble de telle et telle chose à un niveau global, sans entrer dans les choses spécifiques qui peuvent concerner, comme je disais, chacune des nations de façon différente?

M. Picard: Si je peux me permettre, M. Sirros. Je pense qu'à notre avis, la problématique est évidente. À nos yeux, je veux dire, il n'y a pas une liste à dresser. La liste est toujours existante, elle a toujours existé en ce qui nous concerne. Quand on parle de processus, c'est ça, finalement, qui manque présentement. Elle est existante pour nous permettre justement de procéder plus rapidement avec la problématique dont on parle. D'ailleurs, si je fais référence un peu à l'intervention de M. Libman tout à l'heure — qui parlait de la résolution de 1985 — évidemment, ça aurait pu constituer ou ça constitue des bases intéressantes pour poursuivre la discussion. Sauf que, s'il n'existe pas d'applicabilité ou de mesures pour appliquer de telles résolutions, de telles motions, c'est difficilement maniable et c'est ça qui est inexistant, finalement, à l'heure actuelle.

M. Sirros: D'accord.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, M. Sirros? Ceci termine notre audience avec vous, monsieur. Alors Mme Saint-Onge, M. Matthieu Mark, M. Bacon, M. Ottawa, M. Simon, M. Picard, M. McKenzie et M. Boivin, merci d'être, au nom du Conseil attikamek-montagnais, venus discuter avec nous aujourd'hui de vos revendications.

M. Simon: On vous remercie, M. le Président. On remercie les membres aussi de nous avoir écoutés. Merci.

(Suspension de la séance à 16 h 43)

(Reprise à 16 h 47)

Le Président (M. Jean Campeau): M. Pierre Fortin. Nous disons à M. Fortin, bienvenue parmi nous, M. Fortin. L'audience est d'une durée d'une heure, comme vous le savez déjà, et vous avez un maximum de 10 minutes pour présenter un sommaire de votre mémoire.

M. Pierre Fortin

M. Fortin (Pierre): Oui. Je vous remercie. Je suis très honoré de l'invitation que la Commission m'a faite et tout particulièrement pour passer après les Attikameks-Montagnais, et aussi mes collègues juristes et politologues qui sont venus ce matin et hier. J'essaierai, d'ailleurs, de rendre mes remarques un peu complémentaires à celles de M. Dion d'hier.

Alors, M. le Président, on tente depuis quelque temps de faire dégénérer le débat devant la Commission en concours de popularité entre le fédéralisme et le souverainisme. Il s'agit, à mon sens, d'un détournement de la question constitutionnelle auquel il faut résister énergiquement. La question qui est posée n'est pas de savoir dans l'absolu lequel des deux systèmes convient le mieux au Québec. Nos concitoyens y ont déjà répondu deux fois et très clairement. Il y a 10 ans, ils ont dit qu'ils préféraient le fédéralisme, mais renouvelé de manière à leur permettre de mieux défendre et promouvoir la langue et la culture française. Depuis 1987, ils ont donné la même réponse: oui au fédéralisme canadien, avec les lois linguistiques pour la sécurité culturelle, avec le libre-échange pour le progrès économique, et avec Meech pour au moins un début de sécurité constitutionnelle.

La souveraineté n'est pas soudainement devenue en elle-même plus attrayante pour eux. Ce sont plutôt les termes de l'alternative qui ont changé. Nos concitoyens se sont simplement rendu compte depuis un an qu'on veut leur imposer une constitution qui refuse au Québec les moyens, même les plus modestes, de protéger son environnement culturel. La Charte canadienne ne donne pas cette assurance, et dans la situation présente c'est elle qui doit prédominer. On nous a dit non une première fois en 1981 et une seconde fois en juin dernier. Nous sortons de ces deux échecs profondément désillusionnés et outrés du traitement qui nous est imposé dans notre propre pays. La marge de l'opinion anti-Meech fut de trois contre un à l'extérieur du Québec, et ça défie toute contestation.

Tout cela n'a strictement rien à voir avec la question de savoir si le système fédéral du gouvernement et son incarnation canadienne sont préférables à la souveraineté ou à la souveraineté-association. Le fédéralisme a du bon et du mauvais. Il est adaptable dans certaines limites et nous pouvons toujours vivre avec en attendant. Comme disait M. Lévesque autrefois: Ce

n'est pas le goulag. Le problème que nous devons affronter est plutôt d'ordre stratégique: comment obtenir le pouvoir de remplir notre devoir fondamental de promotion de la culture française au Québec, dans le plus grand respect de notre communauté de langue anglaise maintenant que nous savons que le reste du Canada, quelle qu'en soit la raison, y est massivement hostile ou indifférent? La réponse des Québécois ne fait pas de doute.

Premièrement, ils veulent que le Québec relève la barre de ses exigences bien au-delà de Meech. Dans un Canada où régnait la confiance mutuelle, on pouvait arguer que les modestes conditions de Meech suffisaient. Après la destruction de cette confiance, nous avons besoin de bien plus. Deuxièmement, nos concitoyens jugent la situation tellement grave, ils sont devenus tellement pessimistes sur la possibilité pour le Québec d'obtenir les pouvoirs nécessaires dans le Canada fédéral qu'ils optent maintenant à deux contre un pour la souveraineté politique, malgré leur persistance antérieure à favoriser le fédéralisme et malgré les appréhensions qu'a toujours soulevées la souveraineté sur le plan économique, dans la transition comme à plus long terme.

Mon mémoire à la Commission vise présentement à démontrer, sans verser dans le piège du concours de beauté, que la menace de souveraineté politique brandie par nos concitoyens est parfaitement crédible sur le plan économique et qu'il faut la prendre très au sérieux. C'est en cela que je veux être complémentaire à M. Dion. Ce message n'a rien d'antifédéraliste. Simple, il sonne l'alerte. Si le Canada fédéral ne veut pas ou ne peut pas réconcilier les exigences du Québec avec la Charte canadienne des droits, alors, les marrons sont cuits.

Les arguments économiques qui favorisent la souveraineté-association et défavorisent le fédéralisme sont, en effet, fort nombreux. Premièrement, dans la gestion du secteur public, les économies de grande dimension dans la gestion touchent peu de domaines et l'inefficacité croît avec la taille. Deuxièmement, la multiplicité des niveaux de gouvernement engendre toujours ici plus de gaspillage, d'incohérence, d'irresponsabilité et de chicane. Troisièmement, les gros États se comportent comme des monopoles qui prennent moins garde aux coups et répondent moins bien aux goûts diversifiés des consommateurs de services publics que les petits États. Quatrièmement, l'accès à un grand espace économique conserve toujours son importance, mais il est de plus en plus assuré par la globalisation des marchés et les traités internationaux et de moins en moins par les frontières politiques des États. Cinquièmement, dans la nouvelle économie globale, les petits États flexibles, dotés d'une classe d'affaires et de syndicats loyaux et armés de politiques gouvernementales catalysantes et finement adaptées aux besoins de l'économie privée, semblent connaître plus de succès de nos

jours que les gros États patauds dont le temps de réaction est lent et qui sont paralysés par la discorde entre les groupes d'intérêt et les régions. Sixièmement, le contraste est de plus en plus frappant entre l'État fédéral qui s'enfoncé dans la crise de ses finances et de ses politiques — la récession actuelle l'illustre d'ailleurs de façon tragique — et l'État québécois qui gère prudemment ses finances et qui soutient efficacement une économie intérieure de moins en moins dépendante et de plus en plus consensuelle et dynamique. Demandons-nous seulement, sans impertinence aucune, quelle sécurité offrent à la pension de vieillesse du mineur retraité de l'Iron Ore les déficits fédéraux actuels de 30 000 000 000 \$.

Pour ces diverses raisons, nos concitoyens pensent, et ils sont en cela appuyés par 85 % des gens d'affaires du Québec, qu'un Québec souverain est parfaitement capable de tirer son épingle du jeu économique mondial, tout en comprenant que l'intégrité de l'espace économique et financier canadien vaut la peine d'être préservé par une association plus souple. L'analyse statistique annexée à ma présentation leur donne raison.

Dans le dernier quart de siècle, trois facteurs expliquent surtout les différences de performance économique parmi les 21 grands pays industriels avancés: l'effet de rattrapage, la taille du marché intérieur et la cohésion sociale. Ni la présence d'une structure fédérative, ni la participation initiale à la CDE des membres fondateurs de la CEE n'apparaissent avoir joué de rôle significatif. Dans ce dernier cas, la dynamique communautaire est sans doute encore trop jeune pour que son impact sur le rendement économique soit perceptible. Ça ne veut pas dire que ça n'aura pas d'effets importants plus tard.

L'appui des Québécois à la souveraineté-association, qui persiste depuis janvier dernier, ne découle donc pas d'un enthousiasme nouveau pour cette option. Ils ont dit et répété qu'ils préféraient une forme modernisée de fédéralisme, mais quel autre choix l'échec de Meech leur laisse-t-il?

Bien souvent, à regret, ils en sont venus à l'option souverainiste pour quatre raisons bien pratiques. Premièrement, leur propre pays leur interdit les moyens les plus modestes de défendre leur identité. La Charte et la société distincte sont irréconciliables aux yeux de nos partenaires canadiens. Deuxièmement, une décentralisation plus avancée de la Fédération est bloquée par l'impossibilité politique de l'asymétrie constitutionnelle par cette autre impossibilité politique de négocier à deux dans le cadre actuel, par le refus des autres Canadiens, même les plus régionalistes. Allez faire un tour en Alberta, par exemple, à voir affaiblir la légitimité de l'État central par la lourdeur de la procédure d'amendement.

Troisièmement, nos gens sont écoeurés des discussions constitutionnelles stériles des trente

dernières années. Ils ne veulent pas subir de nouvelles humiliations et ils veulent trancher encore une fois et pour toutes et le plus vite possible. Comme disaient mes enfants ce matin, on ne veut pas "rusher", mais on ne veut pas têter non plus. Et enfin, quatrième, la formule de rechange souverainiste assortie d'une association plus souple avec le reste du Canada, est de plus en plus perçue comme tout à fait viable et peut-être même économiquement gagnante aux yeux de certains. Il ne s'agit plus d'un "bluff", mais d'un plan stratégique qui peut être mis à exécution en toute rationalité.

Comment procéder pour résoudre la question? Pour toutes les raisons que je viens d'énumérer, je suis sceptique sur la réformabilité du système fédéral canadien, selon les nouvelles conditions plus fortes que Meech que le Québec établirait par référendum. J'appuie donc, en pratique, la stratégie proposée par le Mouvement Desjardins. Affirmer notre pleine autonomie politique et renégocier d'égal à égal la forme de notre association économique et politique avec le reste du Canada avec clarté et fermeté, mais sans arrogance et avec prudence et flexibilité, mais sans compromission et sans délais inutiles. La faiblesse actuelle du leadership politique canadien - d'ailleurs qu'il faut déclarer parce que la personne qui est en cause, c'est probablement l'homme d'État qui a le plus solidement appuyé l'entente du lac Meech, et il ne vous a pas abandonnés de toute la période de discussions de cette négociation-là - ou le manque de préparation du reste du pays ne saurait justifier d'aucune manière un report de la négociation.

La stratégie proactive du Québec aidera au contraire les nouveaux leaders à se manifester, tout le monde à se brancher et les deux partenaires à sortir enfin de la mélasse constitutionnelle où ils sont englués depuis 30 ans. Une fois apaisée l'émotion initiale, l'élimination des sources de chicanes entraînera inévitablement un assainissement du climat politique et un renforcement plutôt qu'un rapetissement de l'espace économique commun où les financiers de Montréal et les banquiers de Toronto n'auront jamais fait autant d'argent. On nous remerciera, dans cinq ans, d'avoir eu cette clairvoyance et cet esprit de décision. Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Fortin. Nous débutons la période de questions avec Mme Campbell Steer. Non. Alors, on passe à M. Ghislain Dufour.
(17 heures)

M. Dufour (Ghislain): Merci, M. le Président, je voudrais d'abord remercier M. Fortin de sa présentation. J'ai déjà eu l'occasion de le dire, j'aime mieux par ailleurs quand il met toute son énergie à défendre le dossier de la TPS. Je voudrais juste faire un commentaire. Ce ne sera pas une question sur le tableau numéro 1 où on se réfère constamment au sondage SOM-Les

Affaires où on dit que près de 85 % ont dit que l'impact à long terme de l'indépendance du Québec sur son développement économique serait positif. J'ai personnellement fait regarder ce tableau-là par d'autres sondeurs, c'est vrai: très positif, 6; positif, 42,5. Mais ça ne donne que 48,5 %. "Peu d'impact" peut aussi bien être "peu d'impact négatif". Alors "négatif", etc. Donc, ce qui donne dans le fond une analyse qui peut être prise dans les deux sens.

Ma question est sur la dette, M. Fortin. On sait qu'actuellement, la dette du Québec représente plus ou moins 27 % ou 28 % du PIB. On sait que si on prenait demain matin la dette fédérale - vous dites qu'on en prendrait pour à peu près 25 % - ce qui ferait que dans un État souverain, demain, assumant notre dette immédiatement parce qu'on pourrait discuter longtemps des actifs, nous serions à 75 % du PIB du Québec. Dans votre texte, à la page 13, vous dites que ça ne créerait aucun problème: "Quoi qu'il en soit, le Québec n'aurait pas de difficulté à assumer les responsabilités budgétaires fédérales actuelles, y compris la part qui lui reviendrait du fardeau de la dette fédérale." Je vous demande de me convaincre.

M. Fortin: Premièrement, en ce qui concerne le sondage, généralement ce qu'on fait, je ne l'ai pas fait dans mon texte, mais on regarde les "plus", on regarde les "moins" et on fait le rapport entre les deux en laissant les taux d'impact, parce que comme vous dites, ça peut aller dans un sens ou dans l'autre, peut-être, légèrement, ça fait 4 à 1. C'est-à-dire les 48 % ou 49 % contre 12 % ou 13 %, c'est un impact négatif, ça fait 4 à 1. Mais je dis dans mon rapport également que je pense que nos gens d'affaires sont trop optimistes sur les bienfaits que... La souveraineté ne règlera pas nos problèmes économiques demain matin.

Le message du sondage est que effectivement, ça va être extraordinaire la souveraineté, à long terme, pour le Québec. Bien sûr, il peut y avoir des aspects positifs intéressants, mais je trouve qu'ils sont peut-être un peu optimistes. Je tenais à le rapporter, justement pour positionner mon sentiment qu'il y avait peu de gens d'affaires qui croyaient que ça aurait un impact très négatif sur l'économie.

M. Dufour: Mais, il reste, et on s'entend là-dessus, que quand on parle de positif, ça ne fait pas la majorité, ça ne fait que 48 % d'après votre tableau.

M. Fortin: C'est ça. Si on enlève les neutres et ceux qui ne parlent pas, ça fait 4 à 1.

Deuxième question, vous demandez si la gestion de la dette poserait plus de difficulté, si elle poserait des difficultés au Québec. Ma réponse est: Oui, ça va poser des difficultés. Le gouvernement fédéral, ça lui pose des difficultés

actuellement et on va importer du fédéral le quart de son problème parce que nous sommes le quart du Canada. Ça pose des difficultés au gouvernement fédéral et ça va évidemment poser des difficultés au gouvernement du Québec. Mais la question c'est de savoir: Est-ce que ça va poser plus de difficultés au gouvernement du Québec que ça en pose actuellement au gouvernement fédéral? Et ma réponse, c'est: Ce n'est pas du tout évident. Ça sera une question de plus ou moins un milliard, ou quelque chose comme ça.

M. Dufour: Oui, mais M. Fortin, il faut distinguer entre le paiement de la dette et la dette comme telle. Et vous le faites d'ailleurs dans votre texte, vous dites: Ça nous coûte plus ou moins 200 000 000 \$ simplement pour le paiement de la dette...

M. Fortin: Par semaine.

M. Dufour: ...par semaine. On aura à le payer, ça. Je n'en suis pas là-dessus, moi, parce que c'est évident qu'à Ottawa il faut le payer. Sauf que le matin où on est souverain et qu'on prend aussi notre part de la dette du fédéral, notre dette totale représente 75 % du PIB.

M. Fortin: Oui.

M. Dufour: Ne trouvez-vous pas ça un problème énorme au plan économique?

M. Fortin: Mais, M. Dufour, elle représente 75 % du PIB actuellement...

M. Dufour: Elle l'est, sauf qu'à ce moment-ci, je ne paie que des intérêts, je ne suis pas responsable de cette dette-là. Et comme économiste vous nous dites carrément qu'il faut la payer, notre dette. Donc, on va la payer dans un Québec souverain.

M. Fortin: M. Dufour, nous sommes responsables présentement. La seule différence c'est que pour payer le service de cette dette-là, nos impôts vont passer directement par Québec plutôt que d'aller à Ottawa. Il n'y a rien de changé.

M. Dufour: Mais êtes-vous en train de me dire que dans un Québec souverain on va continuer à la laisser trainer, qu'on va l'augmenter, qu'on va payer encore plus d'impôt, simplement pour le service de la dette?

M. Fortin: Non. Je ne vous dis pas ça.

M. Dufour: Bon, merci.

M. Fortin: Je pense que les Québécois vont gérer mieux la dette fédérale, parce que, financièrement, le gouvernement du Québec, depuis 10

ans, a mieux géré ses finances que le gouvernement fédéral. C'est d'ailleurs l'essence du mémoire de la Chambre de commerce du Québec qui a dit: Le problème, c'est qu'on constate qu'à Québec, c'est bien géré et, à Ottawa, c'est mal géré. Donc, si Québec rapatrie la dette, il y a de bonnes chances – bien sûr, ça va dépendre des politiques et des gens en place – il y a de bonnes chances que ça ne soit pas plus mal géré que ça l'est actuellement, et que ça soit un peu mieux géré. Mais ça, ça va dépendre, bien sûr, pas de la souveraineté en elle-même, mais de la qualité de la gestion des finances publiques.

M. Dufour: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Pagé, qui sera suivie de M. Bouchard.

Mme Pagé: M. Fortin, aux pages 14 et 15 et 16, les lignes suivantes en fait, vous abordez la question de l'union monétaire qui, à votre avis, est souhaitable et probable. Or, depuis le début des travaux de la Commission, on nous a beaucoup dit – entre autres, l'Association des économistes – que les états d'âme du Canada anglais feraient probablement que, parler d'association économique et d'union monétaire, ce serait un exercice périlleux. Alors, je voudrais que vous élaboriez un peu plus, pour nous dire comment vous pensez que ce scénario est probable et qu'il sera agréé par le Canada anglais, malgré les ressacs émotifs. Ma première question. S'il nous reste du temps, je reviendrai avec une deuxième.

M. Fortin: La raison, c'est que les taux d'intérêt, les taux de change, c'est fou, fou, fou. C'est extrêmement fragile. Si, par exemple, demain matin, il y a une hausse du taux d'intérêt sur la dette fédérale, un quart de un pourcent, fois 400 000 000 000 \$, ça fait combien d'argent, ça, par année? 1 000 000 000 \$. Quelque part, il y a quelqu'un qui va être obligé de payer 1 000 000 000 \$ de plus à cause d'une instabilité monétaire, par exemple, qui découlerait du fait qu'il y ait une incertitude internationale sur l'avenir de la monnaie canadienne. Je vous fais une prédiction. Il va y avoir des autobus pleins de financiers qui vont venir de Toronto à Montréal et à Québec pour essayer de supplier le gouvernement du Québec, le premier ministre du Québec, de maintenir l'union monétaire canadienne pour éviter de faire perdre à des centaines de milliers de gens des centaines de millions de dollars.

Mme Pagé: Est-ce que je résume bien, en disant que l'incertitude économique, qui serait le résultat d'une union monétaire non complétée, contribuerait, entres autres, à augmenter le fardeau du déficit qui resterait aux autres?

M. Fortin: Fort possible. Non, c'est tout à fait probable.

Mme Pagé: C'est tout à fait probable.

M. Fortin: Tout à fait probable. C'est-à-dire que tous les Canadiens, qu'ils soient Québécois ou non-Québécois, ont un intérêt absolument massif à maintenir la stabilité financière et monétaire du Canada. Ça crève les yeux, non?

Mme Pagé: Ah bien! oui, moi... Mais ça n'a pas l'air à crever les yeux de tout le monde.

M. Fortin: Comme ça, je vois que...

Mme Pagé: ...c'est pour ça que je vous pose la question.

M. Fortin: Vous jouez le jeu de Socrate.

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce qu'on passe à M. Bouchard? Est-ce que vous avez fini, madame?

Mme Pagé: Oui.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. M. Bouchard.

M. Bouchard: Merci. M. Fortin, vous vous interrogez sur la réaction appréhendée du Canada anglais dans le cas où le Québec tenterait de négocier, à nouveau, une constitution moins centralisée. Et là, à la page 19, vous répondez très clairement que les propositions du Québec seraient perçues comme une entreprise de démolition du pays, etc. et qu'il y a lieu de s'attendre à une réaction extrêmement négative. Donc, ce qui nous ramène à l'autre branche de l'alternative que vous avez présentée, c'est-à-dire de déclarer la souveraineté du Québec. Et là, vous examinez les conséquences de cela. Vous savez que, au lendemain et dans les journées, même les semaines, qui ont suivi votre présence à la Commission avec deux économistes de vos amis, ou de l'Association, il y a eu beaucoup de discussions sur les conséquences.

Vos collègues se sont livrés à un exercice de psychologie collective. Ils ont essayé de faire des conjectures sur ce que serait la réaction psychologique du Canada anglais si le Québec se déclarait souverain, et toute la discussion est pas mal centrée là-dessus maintenant. Oui, la perspective générale est très bonne à long terme, mais par contre il y aurait une transition qui pourrait être difficile, puisqu'il faut maintenant s'attendre à ce qu'il y ait de l'irascibilité et de l'émotivité au Canada anglais, qui lui feraient prendre des décisions contraires à ses propres intérêts, qui le braqueraient et qui l'empêcheraient de négocier ce qu'il faut négocier. Vous, aux pages 16 et 17, vous reconnaissez qu'il y

aurait un certain flottement durant une période, mais vous proposez une recette, et vous dites qu'il est possible de minimiser ces flottements-là à la condition de se comporter d'une façon responsable, de garantir les libertés... Il y a des conditions politiques dans la recette, d'après ce que je peux voir, ce n'est pas rien qu'économique. Je comprends bien que ce n'est pas uniquement un comportement économique qui va déterminer cela; c'est une façon de se comporter politiquement.

M. Fortin: Oui. Mon collègue McCallum a eu entièrement raison, à mon avis, d'attirer l'attention, non seulement de la Commission, mais du public en général, sur la délicatesse et l'importance de la transition. Au Québec, on a eu l'expérience d'une révolution; on l'a appelée "tranquille". Donc, on a déjà de l'expérience dans le "management" des révolutions, dans un sens. Mais au delà de cette... Blague à part, je voudrais simplement mentionner qu'il y ait une crise, une transition, une phase délicate. Bon, a priori, il peut se passer n'importe quoi, mais, entre gens sensés et gens prudents, on peut développer une approche qui permet de la gérer, cette transition-là, je pense, avec le minimum de conséquences. Je voudrais être plus concret ici que dans ma présentation, dans mon mémoire. Par exemple, sur le plan... il va y avoir des discussions importantes et émotives sur la question de la dette, mais je viens de répondre à Mme Pagé qu'à mon sens, c'est une question, bien sûr, qui va être complexe au plan technique, mais on ne manque pas de techniciens, ni au Québec, ni au Canada, pour nous régler ça. Il y a aussi des gens qui vont devoir élargir, sans doute, le marché des obligations du Québec.

Sur le plan des droits, par exemple, on pourrait gérer la transition d'une manière qui serait généreuse pour nos concitoyens de langue anglaise puis nos concitoyens de langues indiennes de toutes sortes. Par exemple, on pourrait faire des modifications intéressantes au contexte dans lequel la langue anglaise peut se développer au Québec. On pourrait, d'autre part, faire des propositions plus concrètes sur l'organisation de gouvernements autonomes pour les nations indiennes du territoire du Québec. Par exemple aussi, il y aurait des choses à gérer. Si on avait un gouvernement qui devenait centralisé à Québec, il y aurait une transition à gérer de passage de fonctionnaires entre Hull et Québec. Il y aurait une baisse du marché immobilier à Hull, puis il y aurait une spéculation énorme à Québec.

Pourquoi pas, par exemple, arriver puis taxer les gens à Québec qui font des gains spéculatifs incroyables et puis en profiter pour aller compenser les pertes des gens qui sont à Hull? Il y a toutes sortes de moyens imaginatifs comme ça qu'on pourrait employer pour gérer une transition. Il s'agit simplement de s'ouvrir

l'esprit. Et je pense bien, par exemple, c'est sûr que, tout à coup, doubler la taille du gouvernement du Québec, c'est quelque chose qui ne se fait pas en criant lapin. Il faut gérer, peut-être appliquer pour la première fois en Amérique un vrai "zero based budgeting", comme disent les Américains, et puis regarder avec prudence de combien de fonctionnaires, de combien de services on a besoin pour répondre le mieux possible aux besoins de la population.

On dit aux gens qu'en transférant à Québec, on économiserait des choses, mais faisons-le, cherchons à les faire, ces économies-là, de façon à être crédibles sur ce qu'on aura promis à la population. D'autre part, pour l'émotivité qu'il y aura dans l'air, bien sûr, il va y en avoir. Il va y avoir Mme Francis dans le *Maclean's*, il va y avoir M. Johnson dans *The Gazette*, il va y avoir plein de lettres aux lecteurs dans le *Toronto Star*. Ça va être très, très émotif. Puis il ne faut pas rire de ça. Ce sont des gens qui vont être blessés. Il faut les comprendre; il ne faut pas réagir négativement à ça; il faut les laisser venir. Mais quand la fin du jour va arriver, on va avoir nos Ontariens puis nos Québécois qui s'exportent mutuellement 14 000 000 000 \$ par année de biens et de services, puis on va avoir nos financiers de Toronto et de Montréal qui s'exportent mutuellement des services, et ces gens-là vont vraiment dominer le débat. Ils vont dire: On n'est pas pour perdre les pédales, puis faire perdre des centaines de millions puis des milliards de dollars à des centaines de milliers de gens. Ça n'a pas d'allure!

(17 h 15)

Donc, il faut faire la part des choses, entre l'émotivité journalistique, ce qu'il va y avoir dans l'air, et d'autre part les intérêts concrets des gens à bien gérer la crise, et à bien faire la transition. Et puis, je pense qu'on a une responsabilité globale de ne pas réagir de façon excessive et arrogante à ces expressions d'émotivité qui sont inévitables, et dont, d'ailleurs, mon collègue McCallum, sans doute, a l'exemple tous les jours sous les yeux à l'université où il enseigne.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à M. Beaudry.

M. Beaudry: Il semblerait, j'ai peut-être mal interprété M. Fortin, votre présentation, mais il semblerait que votre présentation a durci le ton par rapport à votre rapport. Votre rapport, que j'ai lu avec beaucoup d'attention, me semblait être moins catégorique vers la souveraineté que la présentation que vous nous avez faite. Et je souligne simplement un fait, qui est peut-être anodin là, mais lorsque vous dites dans votre présentation: "La faiblesse actuelle du leadership politique canadien ou le manque de préparation du reste du pays, ne sauraient justifier d'aucune manière un report de la négociation", vous aviez

dans votre texte de présentation, "aux calendes grecques", ce qui veut dire qu'on remet ça bien loin, et vous avez tout simplement laissé tomber "aux calendes grecques". C'est dire que vous ne parlez d'aucune négociation.

Mais je vais en revenir à votre rapport. Dans votre rapport vous nous dites: La souveraineté en soi, ce n'est pas une fin. Ce qui est important, c'est les instruments qu'on doit se donner pour faire en sorte qu'on puisse s'épanouir au Québec de façon totale. C'est ça qui est le débat. Et dans ce sens-là, vous nous dites, et dans votre rapport vous nous invitez à une certaine prudence. Et je vous reporte particulièrement, à votre page 17: "Donnons-nous deux ans pour régler nos problèmes constitutionnels, mais pas cinq ans". Parce que cinq ans selon votre opinion ça serait trop long, ça pourrait être dommageable pour l'économie et pour toutes sortes de choses.

Vous dites ensuite: "Il faut demeurer sensible aux préoccupations réelles de nos partenaires canadiens et chercher des compromis honorables quand cela est possible sans trahir nos objectifs fondamentaux. Il faut constamment garder la main tendue, se démarquer de l'esprit d'affrontement".

Dans ce sens-là, je pense que vous avez bien évalué la situation dans laquelle on pourrait se retrouver au Canada. Le chef du Parti québécois également, cette semaine, a senti un petit peu la même chose quand il a parlé aux gens du Canadian Club, quand il disait: La souveraineté du Québec va inévitablement provoquer des émotions, des tensions, des réactions psychologiques assez vives, assez vives...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Beaudry, M. Beaudry, M. Beaudry...

M. Beaudry: ...dans le pays. Je m'en viens, M. le Président, je m'en viens.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Beaudry, pour les experts, il avait été convenu qu'on posait des questions rapides, concises, pour que tout le monde ait la chance de tirer le maximum de l'expert qui est devant nous.

M. Beaudry: Il faut tout de même... Je m'excuse, M. le Président. Dans ce contexte-là, hier, M. Léon Dion est venu nous dire: Il y aurait peut-être lieu de dire au Canada anglais: Voici ce que le Québec veut, et si on ne peut l'avoir, c'est la souveraineté, c'est l'indépendance. Il couvrirait tous ces angles-là contre lesquels vous nous avez mis en garde là. Qu'est-ce que vous pensez de cette proposition-là? Et puis quel risque en fait ça donnerait au Québec de procéder avec cette prudence-là?

M. Fortin: Tout d'abord, je ne vois aucune différence entre ce que j'ai présenté aujourd'hui

et le ton de mon rapport. Et même dans le ton, j'ai tout simplement voulu rendre très clair qu'il s'agissait d'une question stratégique et non pas d'une question de choix fondamental, de concours de beauté. En fait, le message que j'ai, ce pourquoi j'ai insisté sur ce message-là, c'est que j'ai voulu dire au fond que si on regarde la situation présente sur le plan stratégique, les difficultés que rencontrerait par exemple, si on parle en termes de baseball, une troisième balle qu'on lancerait, ils ont déjà deux prises, O.K. Pour leur mettre une troisième balle, les difficultés qu'on rencontrerait sont telles qu'en toute logique, on n'a pratiquement pas le choix. Regardez, politiquement, sur le plan constitutionnel, la symétrie n'est pas possible. C'est impossible.

M. Beaudry: Je ne vous parle pas de négociations constitutionnelles, je suis conscient avec vous de ça, là. Mais quand vous me parlez de votre exemple de baseball, après deux prises, des fois, les frappeurs frappent des "home runs" et ça ne veut pas dire qu'on ne le frapperait pas.

M. Fortin: C'est ça, mais l'autre analogie possible, c'est celle que nos concitoyens semblent adopter: C'est qu'on a reçu une tape sur une joue, on a reçu une tape sur une autre joue, et là, on n'a pas trois joues...

M. Beaudry: Non, je comprends. Mais là, vous êtes rendu avec de l'émotivité et vous nous dites: Sortons de l'émotivité et raisonnons notre séparation. Il ne faut pas rester dans l'émotivité; il ne faut pas dire que, parce qu'on a été humilié deux fois, il faut fermer toutes les portes et puis...

M. Fortin: Non, bien sûr.

M. Beaudry: ...il faut nécessairement se séparer.

M. Fortin: Vous avez entièrement raison, mais il faut rester les yeux ouverts.

M. Beaudry: Oui, oui. C'est ça.

M. Fortin: Les yeux ouverts, pour moi, ça veut dire, premièrement, de constater l'impossibilité d'asymétrie constitutionnelle à l'intérieur du Canada fédéral. C'est aussi constater l'impossibilité de la négociation à deux. Qu'est-ce que M. Wells va dire si M. Bourassa se met à avoir de la négociation directe avec M. Mulroney?

M. Beaudry: Pour quelle raison, dans ce cas...

M. Fortin: C'est aussi l'impossibilité de réconciliation entre la Charte des droits et la

société distincte. On se l'est fait dire clairement. Et puis, c'est aussi la difficulté... En fait, au fond, c'est prendre cette approche-là, d'essayer une troisième fois. C'est demander, à toutes fins pratiques, comme l'asymétrie n'est pas possible, c'est demander à tous les Canadiens d'adopter la décentralisation que le Québec peut avoir.

M. Beaudry: Mais, est-ce que ce n'est pas ça que vous faites...

M. Fortin: Or, si on faisait ça...

M. Beaudry: ...dans votre séparation, M. Fortin?

M. Fortin: ...si on faisait ça – si vous pouvez m'excuser...

M. Beaudry: Quand vous les placez devant le fait accompli?

M. Fortin: ...et me laisser finir ma phrase – si on faisait ça, il n'y a pas beaucoup de Canadiens, à l'extérieur du Québec, qui ne réaliseraient pas qu'on est en train de vider le Canada de son âme.

M. Beaudry: Bien, monsieur...

M. Fortin: Et pour toutes ces raisons-là, moi, je pense que, si on regarde la réalité en face, on n'a pas le choix. Je ne le fais pas par plaisir de dire: Il faut récupérer notre pleine autonomie politique. Je veux dire, j'ai une aussi grande sensibilité que M. Dion au Canada. Probablement que je voyage au Canada plus que la moyenne de tous vous autres, ici, et je les rencontre ces gens-là. Ce sont mes collègues, ce sont mes compétiteurs et on coopère ensemble. Je perds beaucoup si jamais on coupe les ponts ou si on allait très loin. Mais, je veux dire, il faut garder les yeux ouverts...

Le Président (M. Jean Campeau): Je m'excuse, M. Fortin...

M. Fortin: ...pour se rendre compte que compte tenu de la pression...

Le Président (M. Jean Campeau): Je m'excuse...

M. Fortin: ...on ne peut pas aller... On ne peut pas faire autrement.

Le Président (M. Jean Campeau): Je m'excuse, M. Fortin. Nous passons la parole à M. Deschamps qui sera suivi de M. Holden.

M. Deschamps: Merci, M. le Président. La question que je veux adresser à M. Fortin concerne aussi la démarche. M. Bouchard l'a un

peu abordée, et pour paraphraser vos enfants qui disaient: Il ne faut pas "rusher", mais il ne faut pas têter, quel genre de calendrier voyez-vous comme étant souhaitable, réaliste, compte tenu des contraintes que vous avez exprimées quant à l'aspect stratégique et des considérations émotives du Canada anglais? Quel calendrier voyez-vous qu'il serait raisonnable de considérer pour réaliser ce que vous proposez?

M. Fortin: Quand Einstein parlait de baseball, son opinion c'était l'opinion de quelqu'un d'intéressant, mais ça ne valait pas grand-chose. Je ne suis pas un stratège de politique. Il me semblerait normal, dans mon bon sens à moi, qu'ait lieu un recours à la consultation populaire, dans le courant de l'année 1991, au Québec. Mais je pense qu'on ne peut pas dépasser un certain niveau. Il faut laisser aux autorités politiques, à M. Bourassa, le loisir, à un moment donné, de décider, lui, ce qu'il doit faire, compte tenu, bon, du rapport de sa Commission, de son parti, du rapport de la Commission, ici, et compte tenu de l'état du moment, de la conjoncture politique. Mais je ne peux pas aller plus loin. Je n'ai aucune compétence stratégique. Il y a beaucoup plus de négociateurs de conventions collectives, autour de la table, qu'il y en a de ce côté-ci. Ça, c'est sûr.

Une voix: Tout d'un coup, c'est notre journée, aujourd'hui?

M. Deschamps: Mais vous ne souhaitez pas que le débat s'éternise pendant des années. Vous souhaiteriez, si j'ai bien compris, qu'à la fin 1991 la situation soit clarifiée.

M. Fortin: Il faut laisser aux gens le temps de décider, de comprendre le dossier. Je pense qu'au Québec on le comprend. Je pense aussi, comme je l'ai dit dans ma présentation tantôt, dans le dernier paragraphe, que le fait que le Québec, sans forcer excessivement le débat, aurait une stratégie proactive pour essayer d'avoir une réponse du Canada anglais; ça les aiderait à se brancher. Si on ne pose pas de geste comme ça, il me semble que ça va traîner, traîner, et traîner et on va retarder, je pense, inutilement. En somme, je ne sais pas exactement, en termes de mois, qu'est-ce que ça pourrait prendre, là, mais c'est bien évident, il me semble, que le calendrier de l'année 1991, je le trouverais tout à fait raisonnable.

Une voix: Bon, c'est tout. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Holden.

M. Holden: Oui, M. le Président, je sais qu'avec les experts, on est censés demander des questions pertinentes et courtes, mais j'ai juste

deux commentaires à faire avant. Je ne veux pas que M. Fortin prenne ça personnellement, mais depuis quelques jours, je reçois des opinions d'experts en quantité et il y en a parmi eux que je connais, et il y en a d'autres que je ne connais pas. J'aimerais beaucoup avoir un curriculum vitae avec chaque expertise pour que je puisse savoir avec qui on partage, parce que, dans ma carrière d'avocat, j'ai questionné...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Holden, je dois vous reprendre. Je pense qu'on a invité un expert pour le questionner. Ceci, par exemple, en séance de travail, pourrait fort bien être demandé au Secrétariat.

M. Holden: Oui, oui.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça ne s'applique pas aujourd'hui avec M. Fortin.

M. Holden: Non, mais le commentaire que je veux faire, c'est que j'aurais bien voulu savoir que M. Fortin a déjà été conseiller de M. Lévesque, et quand même, les expertises...

Une voix: ...

Le Président (M. Jean Campeau): Affirmez-le.

M. Holden: Oui, c'est dans le contexte.

Le Président (M. Jean Campeau): Peut-être que M. Fortin aurait pu dire aussi qu'il a été conseiller du gouvernement fédéral.

M. Holden: Tant mieux, j'aimerais tout savoir, parce que quand on questionne un expert, M. le Président, il faut avoir une connaissance de l'expert. Ceci étant dit, M. le Président, je reviens à une deuxième question. Ce n'était pas une question, la première, mais dans votre mémoire, vous avez parlé du leadership fédéral. Vous avez dit qu'à ce moment critique de notre histoire, la crédibilité du premier ministre du Canada dans l'opinion est à son plus bas niveau depuis 50 ans. Je vais vous dire en passant que M. Mulroney n'a que 53 ans, mais quand même vous parlez de l'institution du premier ministre, et vous parlez de la crédibilité, la légitimité du gouvernement fédéral dans une position de faiblesse.

Je vous dis, M. Fortin, qu'en démocratie, la légitimité d'un gouvernement dépend du peuple. Ce n'est qu'après une élection qu'on peut parler de la légitimité d'un gouvernement. Et dans votre mémoire aussi, je trouve que vous êtes très optimiste. Vous dites qu'"une fois apaisée l'émotion initiale, l'élimination des sources de chicanes entraînera inévitablement un assainissement du climat politique." Ce que je vous demande, si ce n'est pas inévitable, si l'inévitable n'arrive

pas, est-ce qu'on ne retombe pas dans la situation que vous nous avez décrite quand vous êtes venu avec vos collègues économistes avant, que ça peut prendre beaucoup de temps et que ça ne sera pas aussi facile? Les gens ne viendront pas à genoux plaider avec le Québec pour faire une monnaie commune.

M. Fortin: Je vous remercie de vos questions. J'en profite pour ajouter à ma réponse à M. Beaudry que si j'ai éliminé les calendes grecques, c'est parce que j'ai aperçu M. Sirros sur la Commission.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Sirros: Une attitude que d'autres devraient prendre.

Une voix: Pour les cadeaux aussi.

M. Fortin: Je veux encore rappeler qu'il n'y a aucun changement dans le sens de mes propos, dans ma présentation de mémoire.

Deuxièmement, j'ai été pendant deux années conseiller sur le conseil des conseillers économiques de M. Marc Lalonde au niveau fédéral, et, par la suite, j'ai été conseiller de M. René Lévesque, ce que mes collègues en économie... C'est pour ça qu'ils m'appellent le plus habile agent double de tous les économistes du Québec. (17 h 30)

Troisièmement, je n'ai pas parlé de non-légitimité du gouvernement fédéral. J'ai parlé de difficultés dans la crédibilité et dans ma présentation, j'ai aussi dit que je le déplorais, parce que le premier ministre du Canada s'est fendu en quatre, comme on dit en québécois, pour faire passer l'accord du lac Meech et je le déplore profondément parce que s'il y a quelqu'un qui pourrait nous aider à l'heure actuelle, s'il avait 45 % ou 60 % dans les sondages, à régler le dossier, ce serait lui.

En dernier lieu, vous me trouvez optimiste quand je vous dis que si on élimine la source de la chicane, la chicane va diminuer, ça me vient simplement de mon expérience familiale. Quand mes enfants se sont battus pendant une demi-heure pour avoir le Nintendo, je prends le Nintendo, je le serre dans l'armoire pendant deux jours et la chicane se termine d'en par là. C'est exactement la même chose qui va se produire.

Actuellement, prenez le dossier de la santé, prenez le dossier de la main-d'œuvre, prenez le dossier des communications. Tout ce qu'on voit revoluer, c'est des tomates et des bananes d'un bord à l'autre d'Ottawa et de Québec. Si on tranche les responsabilités de façon plus démarquée, et complètement démarquée, ça va arrêter, non? Je veux dire, si on serre le Nintendo, ils ne pourront plus jouer et ils ne se chicaneront plus.

M. Holden: Vous me permettez juste une remarque, M. le Président. On a 10 enfants dans cette situation-ci. Ça va être très difficile de les calmer tous. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons à M. Rémillard.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. M. Fortin, il me fait plaisir de vous accueillir à cette Commission. Vous êtes presque un habitué de notre Commission maintenant. Le premier rapport que nous avons reçu, le rapport de la Chambre de commerce du Québec, un très bon rapport, un des bons rapports qu'on a reçus, où vous étiez, je crois, membre du comité directeur qui l'a écrit... Est-ce que c'est exact?

M. Fortin: C'est exact, mais c'est le rapport des membres et je peux vous assurer que Yves Rabeau et moi qui l'avons écrit, ils nous l'ont fait réécrire plusieurs fois.

M. Rémillard: C'est ça que j'ai su. Vous l'avez écrit plusieurs fois. Plusieurs fois remettre sur le métier...

M. Fortin: Donc, c'est leur rapport, ce n'est pas le mien.

M. Rémillard: Mais, vous avez mis...

M. Fortin: Je l'aime, par exemple.

M. Rémillard: Vous l'aimez? C'est ce que je voulais que vous nous disiez. Vous êtes venu aussi devant la Commission avec l'Association des économistes. Et maintenant, vous venez comme expert.

M. Fortin: Je suis agent triple et non double.

M. Rémillard: Vous êtes presque le 007.

Une voix: 003.

M. Rémillard: Le 003, me dit mon ami Sirros. Mais, à toutes fins pratiques, vous nous avez dit tout à l'heure que vous doutiez que l'on puisse négocier avec le reste du Canada un fédéralisme profondément renouvelé parce que, pour moi, le mémoire de la Chambre de commerce du Québec est d'un fédéralisme profondément renouvelé. Vous doutez que ça puisse se faire donc à l'intérieur du fédéralisme comme tel.

Par contre, je me pose une question. Est-ce que vous avez employé le mot "souveraineté" pour le Québec dans votre mémoire que vous nous présentez aujourd'hui?

M. Fortin: Oui.

M. Rémillard: L'avez-vous utilisé? Je le cherchais tout à l'heure. Je voyais "pleine autonomie", mais je cherchais le mot "souveraineté" et je ne l'ai pas trouvé.

M. Fortin: Oui. C'est simplement que le Mouvement Desjardins a utilisé l'expression "pleine autonomie politique" et, comme je disais que j'appuyais leur mémoire, j'ai employé cette expression, mais dans mon mémoire, j'utilise le mot "souveraineté".

M. Rémillard: Parce que, évidemment, M. Morin a fait des distinctions intéressantes ce matin entre ce qu'est la souveraineté et ce qu'est l'autonomie. Je me demandais si vous aviez d'une façon très consciente, parce que je connais votre compétence, comme nous tous, si vous aviez, d'une façon très consciente, comme probablement le Mouvement Desjardins peut le faire aussi, utilisé le mot "autonomie", "pleine autonomie", laissant des portes plus ouvertes et pouvant nous permettre de voir les choses dans le cadre d'un fédéralisme renouvelé? C'est la question que je vous pose...

M. Fortin: J'ai employé le mot "souveraineté" ou le mot "pleine autonomie politique". Bien sûr, je n'avais pas lu à ce moment-là le mémoire de M. Morin. Mais, psychologiquement, en fait, littéralement, je l'ai employé dans le sens de "la compétence de choisir ses compétences" qui est le sens où M. Morin l'a employé, c'est-à-dire que le Québec, de lui-même, déterminerait quelles compétences il veut conserver, il veut se procurer, il veut s'attribuer et, bien sûr, en négociations avec les partenaires canadiens, il pourrait accepter, le Québec, de dire: telle juridiction, tel champ, ça sera commun ou, pour compliquer les choses, il pourrait y avoir un pont, un intermédiaire entre les deux, comme M. Morin l'a fait valoir. Mais je ne veux pas entrer dans ces détails-là, j'en ai déjà assez de contrôler l'économie de la chose.

M. Rémillard: Parce que je veux voir aussi dans votre raisonnement économique, mais je veux bien comprendre votre position sur le plan du statut constitutionnel en lui-même. Et c'est pour ça... Je me demandais si je comprenais bien votre pensée en disant que ce que vous voyez comme modifications constitutionnelles pourrait se concevoir dans un fédéralisme très profondément modifié. Mais vous n'avez pas confiance que ça pourrait se négocier.

M. Fortin: C'est ça. Je pense qu'on fonce sur un mur de briques.

M. Rémillard: Oui. Mais ça pourrait se faire littéralement.

M. Fortin: Et c'est seulement pour cette

raison stratégique là que je dis: Nous n'avons pas le choix. Peut-être que des gens raisonnables peuvent diverger d'opinion avec moi, mais c'est ma lecture de la réalité. On fonce sur un mur de briques. Au fond, ça ne prend pas un bac en relations industrielles pour comprendre que si un négociateur qui est rendu vraiment à une phase critique de la négociation se présente devant le patron et lui dit: Écoute, si tu ne fais pas ce que je te dis, je te menace d'aller demander un vote de grève à mes gens. Non. Il va demander le vote de grève et, après ça, il va se présenter et il va négocier. Comprenez-vous, c'est ça... Parce que la position de l'autre me semble difficile à ramollir et elle est compréhensible aussi. Regardez. Ce n'est pas en petit Canadien de procéder comme ça. Ma position, c'est que si le Canada doit avoir une décentralisation aussi forte dans toutes les provinces que ce que le Québec veut, c'est vider, c'est dénaturer le Canada que nos compatriotes canadiens veulent. Et ça, ils vont le refuser. C'est ma lecture de la réalité.

M. Rémillard: Alors, très bien. Mais disons que je voulais simplement essayer de préciser votre pensée pour qu'on puisse maintenant parler économique en reprenant peut-être certaines questions qui vous ont été posées. Si je comprends bien le processus que vous nous dites, vous dites: Il y a un référendum. C'est ça? Dans un premier temps, il y a un référendum auprès de la population du Québec? Et là, ce référendum permet au Québec d'assumer sa pleine autonomie, pour reprendre exactement vos termes, la pleine autonomie. À ce moment-là, ça signifie que nous faisons le partage de ce que nous avons comme partenariat avec le reste du Canada. Donc, en particulier, la dette, si je me réfère aux questions que M. Dufour vous posaient tout à l'heure, les quelque près de 400 000 000 000 \$ de dette, nous nous en prenons 100 000 000 000 \$ à peu près ça?

M. Fortin: 98 000 000 000 \$.

M. Rémillard: 98 000 000 000 \$. Est-ce qu'on se limite au point de vue des règles de comptabilité internationale? Est-ce qu'on se limite à ce partage ou si on doit voir, aussi, en fonction des installations économiques et propriétés du fédéral ici au Québec? Je pense aux aéroports, je pense aux plaines d'Abraham... Est-ce que ça doit rentrer en ligne de compte ça aussi?

M. Fortin: Bien sûr. Bien sûr.

M. Rémillard: Alors, comment fait-on ça en pratique? Pouvez-vous nous expliquer comment on ferait ça? On s'assoit et on discute à partir de quoi?

M. Fortin: Tout d'abord, la dette c'est assez facile à évaluer. C'est écrit sur les feuilles de papier.

M. Rémillard: Oui. Ça, ça va assez bien.

M. Fortin: Mais du côté des actifs, on peut évaluer les bâtisses et des installations de cette nature-là par, encore-là, des experts, qui ne sont pas moi, mais qui sont des évaluateurs. Et chacun va voir son évaluateur et, finalement, on s'entend également sur un mécanisme d'arbitrage qui pourrait faire appel à des tiers pour cette évaluation-là. Si vraiment la mésentente sur l'évaluation se poursuivait et, finalement, en calculant une part des actifs d'un quart, et une part du passif d'autre part, on en arrive à un règlement. Bien sûr, si on a plus d'actifs que notre part, bien là, on prendra un peu plus de dettes. Enfin, on pourra faire des ententes d'échange ou de vente.

M. Rémillard: Mais plus d'actifs que notre part... Ce que je comprends bien, c'est que les aéroports, les territoires qui sont fédéraux, je pense aux Plaines, je pense à d'autres parcs, peut-être les édifices fédéraux qui existent. Si on comptabilise tout ça, ça doit faire un joli montant ça, M. Fortin?

M. Fortin: Oui.

M. Rémillard: Combien ça peut faire à peu près?

M. Fortin: Je n'ai pas de chiffres précis, mais je peux vous dire que, au niveau fédéral, si je me rappelle bien — je ne veux pas parler à travers mon chapeau — on doit enlever, par exemple, à 350 000 000 000 \$ de dette à l'heure actuelle ou 375 000 000 000 \$, quelque chose comme 125 000 000 000 \$ ou de cet ordre de grandeur-là d'actifs. Mais je ne sais pas quelle fraction se trouve sur le territoire québécois. À supposer, par exemple, que ce serait 120 000 000 000 \$, bien, on ferait le calcul de la valeur de ce qui existe sur le territoire québécois et puis, si on arrive à plus qu'un quart du 120 000 000 000 \$, bien là, on fait un arrangement du côté de la dette.

M. Rémillard: Alors, ça pourrait dire que sur 125 000 000 000 \$ d'actifs au niveau canadien, on peut dire peut-être qu'au Québec, il y a un actif fédéral de... mettons qu'on prendrait 25 %, ça voudrait dire environ 40 000 000 000 \$ 30 000 000 000 \$?

M. Fortin: 30 000 000 000 \$, oui.

M. Rémillard: Alors, si ça fait 30... alors, ça fait 98 000 000 000 \$ en fonction de la dette, 30 000 000 000 \$ en fonction des actifs. C'est

donc dire que, d'une façon générale, on pourrait dire qu'on s'assoit puis on négocie, et on dit: Très bien, nous, c'est terminé. Alors on prend comme paiement de ce qu'on doit payer au fédéral, 128 à 130 000 000 000 \$. C'est à peu près ça?

M. Fortin: Non, c'est-à-dire que vous prenez votre... si c'est un quart-unquart, bien, si les installations au Québec valent le quart des actifs fédéraux, à ce moment-là, il faudrait... on règle pour ce quart-là et puis le 100 000 000 000 \$ de dette, qui est le quart de la dette totale de 400 000 000 000 \$, on règle pour ça aussi.

M. Rémillard: Alors, ce qui veut dire que les deux ensemble, notre partie de la dette qui existe plus la partie des actifs, ça fait environ 130 000 000 000 \$, donc, si je comprends bien. Non?

M. Fortin: C'est-à-dire que vous avez récupéré une dette de 100 milliards, mais vous avez 30 000 000 000 \$ de dette contre ça. Donc, au fond, votre endettement net est de 70.

M. Rémillard: Alors, ça ferait donc 70 000 000 000 \$, à peu près, si on fait ces dettes-là...

M. Fortin: Sous toutes réserves, peut-être que la présidence a des corrections à apporter sur le plan de...

M. Bélanger (Michel): Je vais simplement vous sauver du temps en disant que ce n'est pas plus, c'est moins, pour arriver à une valeur nette. Vous pouvez l'exprimer de diverses façons. Si c'est vrai que ça fait 30. Parce que l'hypothèse du quart est une hypothèse intéressante, mais elle n'est pas du tout démontrée; il faut voir. Essentiellement, vous pourriez dire, si vous voulez l'exprimer d'une façon défavorable, vous dites: Vous avez acheté une valeur nette de 30 000 000 000 \$ pour 98; c'est une très mauvaise transaction. Ou vous pouvez dire, au contraire: Ça vous a coûté seulement 70 000 000 000 \$ de dette nette. Ce n'est pas cher. Vous pouvez faire comme vous voudrez...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bélanger (Michel): ...mais les chiffres, c'est un moins l'autre.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bélanger (Michel): Je m'excuse, ce n'était pas pour vous interrompre.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Rémillard, vous continuez?

M. Rémillard: Oui, je continue, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Sauf qu'il ne vous reste pas beaucoup de temps.

M. Rémillard: Avec les explications que M. Bélanger vient de nous donner... à même mon temps. Ha, ha, ha! Alors, à partir donc de ce principe-là, M. Fortin, on se retrouve avec cette dette à assumer et une association à négocier avec le reste du Canada. Quand vous êtes venu nous parler avec l'Association des économistes, le message que vous nous avez passé, vous nous avez dit: Attention, la réaction du reste du Canada pourrait être aussi irrationnelle. Il ne faut pas croire qu'ils vont se comporter rationnellement et dire: Très bien, on s'associe partout. Aujourd'hui, comme expert, vous en arrivez à la même conclusion. Qu'est-ce que ça pourrait signifier au point de vue économique, les conséquences?

M. Fortin: On a parlé d'émotivité en général dans la population. J'ai mentionné tantôt qu'il y aurait sans doute plusieurs lettres au *Toronto Star* ou ailleurs au Canada pour exprimer un certain sentiment de... enfin... de désespoir, sur la brisure du Canada. C'est bien évident. Et ce que M. McCallum a dit l'autre jour, à partir du mémoire de l'ASDEQ, la première chose, c'est que la transition, c'est délicat; il faut y faire attention. La deuxième chose qu'il a dite, c'est: Il va y avoir de l'émotivité dans l'air mais si cette émotivité est gérée de façon sensée, de façon raisonnable, avec le bon sens de l'habitant canadien, on peut passer à travers de façon tout à fait raisonnable, dans un espace de temps qui ne sera pas très long, pour les raisons que j'ai mentionnées, notamment à Mme Pagé tantôt, à savoir qu'il y a tellement d'argent qui est impliqué dans l'ensemble du Canada, que tout le monde a un intérêt, et pas un intérêt minime, un intérêt qui se chiffre dans les centaines de millions et dans les milliards de dollars, à ce que tout se passe de façon civilisée et raisonnable. Vous pourrez laisser aller les lettres de dépit un peu partout dans les organes d'information. Ça va se négocier sur la table entre gens qui ont de l'argent à défendre à travers le pays, à la fois parmi les gens d'entreprises au Canada extérieur du Québec et au Québec.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à Mme Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Je vais essayer de me ramasser un peu. Il y a beaucoup de choses très intéressantes dans votre mémoire. Juste un petit commentaire, peut-être, en démarrant. Je pense qu'on a su faire preuve de beaucoup de sérénité dans les débats qu'il y a eu

autour de Meech, parce qu'il y a eu beaucoup de frustration, effectivement, dans les demandes que l'on avait déposées et dans les refus qui ont été apportés à ces demandes-là. Je me dis qu'il y a eu des gestes d'agression à l'égard, par exemple, du drapeau québécois ou des choses comme ça. Je pense que notre réaction est toujours restée très sereine. Je me dis toujours que le passé est le garant de l'avenir et qu'à cet égard-là, on saura sûrement avoir cette même attitude.

Bon, votre mémoire, il est dense, il est clair, mais surtout, je l'ai trouvé particulièrement intéressant à cet égard-là, et il remet en question des mythes qui sont très solidement ancrés chez nous. Il inverse un peu le fardeau de la preuve. Là, j'aimerais savoir vos commentaires sur deux points d'abord, et après ça, je reviendrai sur d'autres questions. Vous faites, dans votre mémoire, une démonstration assez élogieuse aux pages 3, 4, 5, 6, où vous opposez – et je veux savoir si c'est ça, effectivement, que vous voulez nous démontrer – où vous semblez opposer le fédéralisme rentable à l'inefficacité sociale du fédéralisme. Vous nous dites, dans le fond: Il n'y a pas d'économie d'échelle lorsqu'on devient très gros, parce qu'on génère des coûts tellement importants pour distribuer les services, que ça nous coûte trop cher à ce moment-là. Il y a donc une inefficacité sociale. Est-ce que c'est juste ma perception que vous opposez ça à un fédéralisme qu'on a dit rentable et pour lequel, maintenant, on se pose un certain nombre de questions, mais vous allez plus loin? C'est dans ce sens que je dis que vous inversez aussi le fardeau de la preuve, dans un sens.

M. Fortin: Oui. En fait, le fédéralisme demeure toujours rentable au Canada, non pas dans le sens que la nature fédérative du Canada est rentable, mais simplement le fait d'avoir un territoire aussi grand est rentable et le demeure. L'annexe statistique que j'ai ajoutée à ma présentation d'aujourd'hui relève une certaine preuve empirique, à travers l'ensemble des pays industriels, que c'est le cas. C'est pour ça qu'il est important, à la fois pour les Canadiens et les Québécois, de préserver l'espace économique. En somme, mon message, ce n'est pas tant la fédération comme structure politique qui est importante, mais le territoire.

Mme Marois: C'est l'espace économique, à ce moment-là qui est important.

M. Fortin: C'est ça, exactement.

Mme Marois: D'accord.

M. Fortin: Deuxièmement, pour ce qui est des agressions contre le drapeau, je pense qu'on a, nous aussi, à retenir nos propres énergumènes d'aller brûler le drapeau canadien sur le toit du

mont Royal. Ce ne sont pas seulement des Canadiens à l'extérieur du Québec qui ont fait des choses odieuses, il y aussi des gens de chez nous, mais dans toute la mesure du possible, il faut les retenir de faire ça.

Mme Marois: Je pense qu'on s'entend bien, autour de cette table, à cet effet-là. J'aimerais revenir sur l'inefficacité sociale du fédéralisme. Je ne peux faire autrement que de l'opposer, finalement, aux effets du fédéralisme rentable, puisque dans les faits vous nous faites la démonstration, à mon point de vue, et je vais peut-être me tromper, qu'il y a là un coût tellement énorme qu'on a tout intérêt à revoir la structure fédérative dans le sens d'une décentralisation des pouvoirs, d'un rapprochement des pouvoirs des lieux d'action.

M. Fortin: Oui...

Mme Marois: Lieux d'action et lieux de décision, finalement.

M. Fortin: Oui. Je veux nuancer ici. C'est sûr qu'une des choses que je voulais apporter dans mon mémoire, c'est de dire qu'il y a bien d'autres raisons que la protection de l'identité propre du Québec pour vouloir décentraliser. Il y aussi des raisons économiques, d'économie en coûts et de meilleure satisfaction des préférences différenciées de nos concitoyens. C'est plus facile quand on est petit de tailler son produit sur mesure aux besoins des personnes. C'est pour ça d'ailleurs que non seulement on devrait décentraliser d'Ottawa à Québec, mais aussi de Québec à Chicoutimi, comprenez-vous?

Mme Marois: Les régions almeraient ça vous entendre.

M. Fortin: Mon argumentation s'applique aussi à la décentralisation du niveau provincial au niveau local. D'autre part, il reste que le fédéralisme a quelque chose de bon dans une fonction, dans un certain nombre de fonctions qu'il reste important de garder en commun, comme la monnaie, par exemple mais aussi la redistribution du revenu entre les provinces. Et ça, pour le Canada, c'est fondamental. La question qui se pose au Canada, c'est: Qu'est-ce qui arrive des provinces atlantiques à l'heure actuelle? Qu'est-ce qui arrive des provinces atlantiques si Québec sort? Évidemment, nous, notre réponse, c'est de dire: On ne veut pas sortir, et si on a des institutions communes, oui on serait prêts à se faire taxer pour faire de la redistribution à nos collègues du reste du pays.

Mme Marois: Est-ce que c'est ça que vous dites dans votre mémoire? Je n'avais pas l'impression de l'avoir lu comme ça.

M. Fortin: Je ne l'ai pas explicité dans le mémoire...

Mme Marois: Oui, j'ai vu qu'il n'y avait...

M. Fortin: Mais je dis qu'avoir des institutions communes, ce n'est pas nécessairement le fédéralisme, mais c'est avoir des institutions communes nous permettant de faire preuve de générosité envers les gens qui sont mal pris dans notre pays, c'est important.

Mme Marois: Mais là, à ce moment-là, on entre effectivement dans le type d'association qu'on voudra bien avoir si on choisit un peu...

M. Fortin: Je dis que ça peut se faire dans le fédéralisme, ça peut se faire aussi dans d'autres types d'institution.

Mme Marois: Oui...

M. Fortin: Ce serait même plus avancé que ce que la Communauté économique européenne a, parce qu'on n'en a pas encore, de redistribution, du moins à une échelle importante, entre les divers membres.

Mme Marois: Je trouve ça très intéressant et effectivement, dans votre mémoire, vous faites état des pouvoirs que l'on pourrait revoir ensemble et renégocier. Puis il y en a un où ça m'a un peu étonnée, j'essaye de retrouver la page où ça se trouve... c'est sur l'aspect des relations extérieures, des relations internationales. Vous faites en sorte que les relations internationales reliées aux pouvoirs que le Québec aurait en matière de main-d'œuvre, d'emploi, etc., nous reviennent, mais vous dites d'autre part: On devrait laisser une part des relations internationales à un comité mixte, si on décide de choisir la souveraineté ou dans une entente que l'on pourrait passer. Et ça m'a un peu étonnée. Est-ce qu'un État souverain n'a pas tout intérêt à conserver la pleine mainmise sur ses relations avec l'extérieur?

M. Fortin: Ça dépend de la négociation des parties. En fait, je pense que vous pourriez avoir plus d'informations en discutant avec quelqu'un qui est spécialisé dans les relations internationales qu'avec moi.

Mme Marois: D'accord.

M. Fortin: Tout ce que je peux vous dire, ici: Je vais vous laisser sur votre étonnement.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Fortin: Mais tout simplement que, entre gens sensés, il est fort possible que, s'il y a une association qui est négociée entre le Québec et

le Canada, qu'un certain nombre de choses importantes, comme militaire par exemple, qui pourraient... La politique militaire, ça fait partie des relations internationales qui pourraient être communes.

Mme Marois: Bon, c'est ça que j'essaie de bien comprendre. C'est que, dans le fond, vous dites: Si on s'entend pour mettre en commun un certain nombre d'éléments, que ce soit, prenons l'exemple de la défense, à ce moment-là, ça sera par l'intermédiaire du comité mixte que s'exerceront les relations nécessaires à l'international, pour assumer notre fonction de défense.

M. Fortin: Dans mon esprit, les relations extérieures émanent des compétences, il me semble.

Mme Marois: Voilà. D'accord.

M. Fortin: Quoique, il y a peut-être des spécialistes en relations internationales qui peuvent ajouter ou retrancher sur ce que j'ai dit.

Mme Marois: Mais comme vous le mentionniez dans votre mémoire, je trouvais ça intéressant qu'on puisse le questionner. Je vais revenir sur une chose qui concerne la dette. On s'inquiète, tout le monde, de la façon dont elle sera partagée, de la quote-part qu'on devra assumer. Elle correspondra à quoi comme actifs? Mais moi, j'avoue que j'ai une inquiétude, actuellement, aussi. C'est que, comme nous n'exerçons pas réellement de contrôle sur l'aggravation de la situation, mon inquiétude c'est que justement ça s'aggrave. Et que, plus le temps passe, plus on risque de se retrouver avec une situation détériorée. Et je sais les efforts qui se sont faits au Québec, tant par notre gouvernement que par le gouvernement qui a suivi, pour contrôler effectivement l'état des finances publiques, et je pense que ça s'est bien fait. Vous le dites d'ailleurs dans le mémoire. Mais les mesures que prend actuellement le gouvernement d'Ottawa, est-ce qu'ils ont des chances de nous amener aux mêmes résultats sur la dette fédérale? Et je n'en suis pas certaine, j'ai des doutes. Et je voudrais savoir si vous partagez mes doutes, ou si vous êtes plus optimiste que moi à cet égard-là.

M. Fortin: Je ne comprends pas la question. Voulez-vous la répéter?

Mme Marois: Actuellement, la dette continue de se détériorer. La situation de la dette canadienne continue de se détériorer et nous n'avons pas de moyen d'intervenir comme Québec, d'une façon systématique, pour faire en sorte que le gouvernement resserre un peu sa gestion: Le gouvernement d'Ottawa resserre sa gestion sur cette dette-là et n'empire pas la situation. Le gouvernement d'Ottawa prend ac-

tuellement des mesures, qu'on prenne la TPS ou d'autres éléments. Est-ce que vous avez l'impression que les mesures qu'il prend risquent d'améliorer sa situation d'endettement, ou de l'empêcher de se détériorer? Ça va avoir, sur nous aussi, un impact, le jour où on décide de prendre en main tous nos outils, et qu'on négocie la dette. Si ça s'est détérioré pendant les deux ans ou trois ans qui viennent, bien, on devra casquer la partie pour laquelle ça s'est détérioré aussi.

M. Fortin: Oui, je pense que le gouvernement fédéral a fait des efforts très importants pour contrôler l'expansion de la dette. Ce qui est important, c'est de regarder le poids de la dette par rapport à l'ensemble de l'économie. Quand, en 1984, la dette augmentait à un rythme deux ou trois... Enfin, le pourcentage du revenu national que représentait la dette au Canada augmentait de deux, trois points par année, sinon quatre. Par exemple, ça passait de 16 % à 20 %, à 24 %, à 27 % en 1984. Depuis 1984, ce que le gouvernement central a fait, c'est de ralentir cette croissance-là et de la quasi stabiliser à l'heure actuelle. A l'heure actuelle, la dette, en proportion de la production intérieure, est de l'ordre de 40 et quelque pour cent sur les comptes nationaux, et c'est relativement stabilisé. La seule chose, la difficulté que ça pose, c'est que comme il y a eu un gonflement incroyable de l'intérêt sur la dette, ça a déplacé un très grand nombre de programmes de dépenses et ça a fait augmenter les impôts. Et dans les dépenses, évidemment, il y a eu des coupures dans les transferts provinciaux.

Mme Marois: J'allais vous dire: Une des raisons de l'amélioration de la situation, ça a été la coupure des transferts vers les provinces entre autres. Pas le seul mais un des éléments.

M. Fortin: Oui.

Mme Marois: Dernière question, sur la monnaie. Vous avez répondu à un certain nombre de questions qui avaient été posées par des collègues autour de la table. Au niveau des institutions, dans une perspective d'une monnaie commune et d'un Québec souverain, quel type d'institutions voyez-vous pour s'assurer qu'on gère un tant soit peu la monnaie – enfin gère avec bien des limites, celles qu'on connaît, bien sûr – du fait qu'on est voisins des États-Unis?

M. Fortin: Idéalement, et c'est ce qui est clairement indiqué dans mon mémoire, mon rapport à la Commission, ce que je veux, moi, c'est une monnaie stable...

Mme Marois: Oui, ça, ça va.

M. Fortin: ...que la monnaie canadienne

arrête de jouer aux montagnes russes entre 88 cents, 69 cents, remonter à 88 cents, alors qu'on s'en va en guerre dans le fond, en guerre commerciale. On va enseigner à toutes les nations et on sort aux États-Unis pour conquérir le marché américain. Ça n'a aucun sens pour un pays comme le nôtre d'avoir une aussi grande instabilité monétaire à ce moment-ci. Et, dans le fond, la question de l'institution monétaire dans une situation où on a une monnaie canadienne, québécoise et canadienne commune, mais stable par rapport aux États-Unis, ça a très peu d'importance parce que le gouverneur de la banque canadienne ou de la banque Québec-Canada est un fonctionnaire dont la pure fonction...

Mme Marois: La marge de manoeuvre est très...

M. Fortin: ...consiste à établir le taux d'intérêt au niveau qu'il faut pour stabiliser la monnaie. La politique monétaire canadienne est complètement fixée par l'objectif de rechercher la stabilité du change. Maintenant, en pratique, on pourrait avoir des institutions, et je pense que ça serait impossible d'avoir autrement qu'une participation du Québec à un quart de la banque centrale canadienne. Et ça serait, il me semble...

Mme Marois: D'accord.

M. Fortin: Et il n'y aurait pas... dès qu'on prend la décision de stabiliser notre monnaie, ça relativement peu d'importance, le pouvoir qu'on a à la banque centrale canadienne.

Mme Marois: D'accord, merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Fortin, ça termine la période. Alors, merci d'avoir accepté de venir discuter avec nous et de venir nous aider dans notre cheminement sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Merci.

M. Fortin: Au plaisir.

(Suspension de la séance à 17 h 59)

(Reprise à 18 h 3)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous recevons maintenant les représentants de la Maison internationale de Québec. M. le Président, si vous voulez bien présenter vos collègues.

M. Raharolahy (Augustin): Merci, M. le Président. C'est M. Jean Moisset qui est à ma gauche, membre de l'Association haïtienne de Québec; à ma droite, c'est M. Benabdallah Boufeldja, administrateur du Centre culturel islamique de Québec; à l'extrême gauche, c'est M.

Michel Mugabo, directeur de la Maison internationale de Québec; et enfin, à l'extrême droite, c'est M. Joseph Ndiaye, président de l'Association sénégalaise à Québec.

Le Président (M. Jean Campeau): Vous avez cinq minutes pour la présentation de votre mémoire.

Maison internationale de Québec

M. Raharolahy: Merci, M. le Président. M. le Président, mesdames et messieurs les commissaires, nous vous remercions de nous avoir permis d'être présents devant la Commission. Nous représentons la Maison internationale de Québec qui regroupe 28 associations de différents pays dans la région de Québec: Asie, Afrique, Amérique latine, Caraïbes.

Les communautés culturelles entendent participer à l'effort commun d'édification d'un Québec où il fera bon vivre pour tous. Elles veulent joindre leurs voix à celles d'autres dans un dialogue qui ne saurait être vivant et créateur que si chacun y apporte sa contribution. Les membres des communautés culturelles se posent des questions légitimes à propos des divers scénarios politiques élaborés en vue de résoudre la question du devenir du Québec. Nul ne peut envisager de faire un saut dans l'avenir sans bien comparer cet avenir au présent.

Tout changement peut conduire à des interrogations et ces interrogations, de la part des communautés culturelles, sont identiques à celles de la population en général. Aussi, les communautés culturelles souhaitent être informées pleinement des projets de société à débattre et, à l'intérieur de ces projets, du rôle qu'on envisage de les voir jouer dans la société à venir. En effet, une interrogation plus profonde est celle-ci: "Veut-on voir sincèrement les communautés culturelles jouer un rôle actif dans le devenir du Québec? Envisage-t-on pour elles autre chose que l'assimilation ou la simple intégration, c'est-à-dire ce qu'elles souhaitent réellement: la vraie participation?"

Par participation véritable, nous entendons le processus par lequel les immigrants arrivent à une participation optimale aux institutions économiques, politiques, sociales, aux différents niveaux, sans obstacle ni discrimination. Elles sont d'avis qu'une façon concrète de procéder à un changement positif consisterait à se tourner délibérément vers l'avenir et à commencer dès maintenant à le préparer en faisant participer tous ceux qui sont ici, au Québec.

Lorsqu'on se réfère à l'immigration, beaucoup de concepts circulent: interculturelisme, multiculturalisme, néo-Québécois, Québécois d'origine. En réalité, nous sommes tous des Québécois mais les mots n'abolissent pas les différences, ethniques notamment d'où la concertation importante que le dialogue interculturel

est fondamental. Il a pour but de rendre ces différences complémentaires et participatrices à la réalisation d'un destin commun et d'un Québec de demain.

Nos recommandations et nos réflexions sont les suivantes: que le Québec entend continuer d'être une société ouverte à toutes les races, une société pluraliste et soucieuse de maintenir une diversité ethnique et culturelle dans une société francophone; que le Québec ait une politique d'immigration comportant des mesures qui ne visent pas seulement un milieu d'accueil mais aussi une véritable participation de tous à l'élaboration d'un destin commun avec les moyens appropriés, tels que l'accès à l'emploi sans discrimination, l'accès à l'égalité et surtout la sensibilisation auprès de la population quant à la diversité culturelle.

Vous le savez, le Conseil des communautés culturelles et de l'immigration a mentionné ceci: "En effet, quelle que soit la direction que prendra notre société après la phase de redéfinition de son avenir politique et constitutionnel, que nous vivons actuellement, l'actuelle égalité deviendra progressivement un phénomène social d'envergure. C'est une question de justice sociale et d'équité dans tous les secteurs économique, culturel et politique."

L'intégration, à travers l'accès à l'emploi, constitue la condition fondamentale de la participation de tous. L'accès à l'égalité se réfère à la notion d'équité afin d'utiliser de façon optimale les compétences des communautés culturelles. Dans cette perspective, une véritable politique d'immigration doit comprendre une certaine forme d'éducation du public, c'est-à-dire la vraie sensibilisation. Le gouvernement, les milieux socioprofessionnels, le grand public devraient être sensibilisés, en effet, aux objectifs que se fixerait une politique d'immigration quant à l'accueil, à l'apport et à la participation à la vie collective. En résumé, il faut préparer les nouveaux arrivants tout autant que la société d'accueil à la réalité de la présence des nouveaux arrivants. Il faut traiter l'immigration comme un phénomène global de notre société.

En ce qui concerne la francisation, nous sommes pour le rayonnement et le développement de la langue française au Québec. Elle est vitale pour la société québécoise et elle le sera davantage pour le Québec de demain. Cependant, la francisation doit être la responsabilité et l'obligation de tous et chacun, celle de la société toute entière et du gouvernement, sans querelle de juridiction, avec des facilités de cours de français pour les nouveaux arrivants, adultes et jeunes, une bonne formation dans un Québec de demain, un certain apport de toutes les cultures autour de la culture québécoise.

Sur le plan international, le Québec évolue beaucoup. Il a assuré sa pleine maturité dans plusieurs domaines: échanges commerciaux et culturels, transfert de connaissances, technolo-

gies, francophonie, etc. La voix du Québec se fait désormais entendre librement de par le monde, mais il ne faut pas oublier que le monde est déjà là, en la personne des immigrants, ces nouveaux Québécois qui désirent le dialogue, et non le monologue, et qui contribuent au développement économique et social du Québec. On ne peut aller au monde et s'y faire reconnaître sans, au préalable, avoir appris à connaître le monde.

En conclusion, notre mémoire n'entend pas être une liste de griefs et encore moins un programme d'action, il est avant tout une affirmation d'une présence, maintenant et pour l'avenir, des communautés qui se considèrent concernées par le projet global d'un Québec à bâtir par tous et pour tous et qui s'estiment liés désormais, par leur présence, au destin commun que les Québécois se bâtiront librement et démocratiquement. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Campeau): Merci, monsieur. Première question, M. Guy Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Bonjour, messieurs. Comme on a peu de temps, considérez-vous comme profondément salués et sachez que nous sommes très heureux de vous recevoir. Sans plus tarder, je vais passer aux questions puisqu'on a un pauvre petit cinq minutes pour vous interroger.

Dans l'hypothèse où il y aurait des changements constitutionnels et politiques au Québec, quelles que soient les décisions qui sont prises, fédéralisme, souveraineté ou, pire, statu quo, quelles seraient les garanties, comme communauté, voudriez-vous voir enchâssées quelque part, soit dans une charte ou à n'importe quel endroit, comme communauté culturelle, raciale et ethnique? Quelles sont les garanties que vous voudriez recevoir?

M. Moisset (Jean-J.): Je peux essayer de répondre à M. le commissaire. Je ne dirais pas que ce qu'on voulait voir enchâsser dans n'importe quelle constitution serait différent de ce que devraient être les droits fondamentaux de n'importe quel citoyen vivant dans ce coin de terre qui s'appelle le Québec. De ce point de vue là, ce seraient les mêmes droits que pour tous les autres citoyens. Maintenant, si vous voulez nous dire que, compte tenu de la différence, par exemple, que certains immigrants au Québec peuvent présenter par rapport aux membres de la grande majorité de la famille québécoise, alors là, je dirais, dans la mesure où cette différence pourrait devenir un facteur de discrimination, eh bien, bien sûr qu'il faudrait, à tout prix, que dans le Québec de demain... Mais pourquoi pas dans le Québec d'aujourd'hui déjà? Il n'est pas question, évidemment, qu'on reporte aux calendes, non pas grecques, mais c'est maintenant que ces problèmes se posent, si toutefois ils se

posent. Et, entre nous, ils se posent.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Je vous remercie pour cette réponse. Dans un deuxième temps, il y a une autre question qui est ressortie de la tournée qu'on a faite de l'ensemble du Québec où, dans les régions, on nous demande un apport d'immigration plus grand. On se dit oui, mais comment faire? Comment on pourrait les attirer, selon vous qui avez choisi de vous implanter ici, et tout ça? Vous êtes venus avec une vision particulière des choses, peut-être pourriez-vous nous éclairer. Mais comment pourrait-on aider nos éventuels nouveaux Québécois à s'intégrer dans les régions et à y rester aussi?

M. Raharolahy: Je crois que la première chose à faire, c'est effectivement de donner beaucoup d'information quant aux potentialités de chacune des régions. Il est très important que la politique d'immigration mette l'emphasis sur la régionalisation. C'est-à-dire, d'une part, informer sensiblement les immigrants, les nouveaux arrivants, quant aux potentialités de qualité de vie, d'emploi, dans chacune des régions du Québec. Car effectivement, la régionalisation et l'immigration, ce sont deux choses très liées. Voyez-vous, on peut informer ces immigrants, ces nouveaux candidats, en ce qui concerne les potentialités dans chacune des régions. D'autre part, il faudrait aussi créer des mécanismes de concertation à l'intérieur de chacune des régions, c'est-à-dire qui regroupent les institutions locales, régionales; les sensibiliser, parce que c'est très important de sensibiliser les organismes en place. Nous sommes d'accord qu'il faudrait, fondamentalement, développer la régionalisation en termes d'immigration.
(18 h 15)

M. Boufeldja (Benabdallah): Moi, je vais compléter le discours de mon collègue, ici. Je pense qu'il y a un préalable à tout ça. Le préalable, c'est qu'on se sente participatifs et qu'on se sente partenaires. J'ai écouté hier les discussions de l'Université du Québec en matière de recherche et développement et de régionalisation; il est important que, nous aussi, en tant que groupes ethniques, nous soyons concernés, nous soyons partenaires dans le dialogue, afin que nous puissions, nous autres aussi, de par notre apport, de par notre connaissance scientifique, apporter un éclairage intéressant sur la régionalisation et non pas l'éparpillement, mais le renforcement des équipes de pointe en matière de recherche et développement dans tous les coins de la région. Je suis convaincu que nous autres aussi, on est capables, je ne dirai pas de s'expatrier, de s'éloigner des métropoles afin de pouvoir participer au développement, un développement harmonieux, surtout sur le plan de la recherche et développement, puisque moi-même, je suis concerné dans ce contexte.

Donc, je dirais qu'il faut, une fois pour toutes, pour enchâsser quelque chose d'important pour les groupes ethniques, qu'on soit considérés comme des Québécois, qu'on soit considérés comme un partenaire afin qu'on puisse confirmer notre participation au développement du pays, afin qu'on puisse sentir, nous autres aussi, avec nos sentiments. Je regrette que quelqu'un ait dit tantôt: Il ne faut pas tomber dans les sentiments; ce sont les chiffres qui sont les plus parlants. Mais je pense qu'il est grand temps aussi que les sentiments parlent. Je ne pense pas que le commun des mortels, dans la population... Vous allez l'envoyer avec des chiffres et des statistiques, etc., mais vous allez travailler avec lui à l'intérieur de ses sentiments. Et nous, en tant que groupes ethniques, nous voudrions sentir ça aussi dans nos tripes en tant que partenaires québécois participatifs au développement et à l'avenir du Québec.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Alors, je vous remercie. Avant de céder la parole à ma collègue, la ministre de l'Immigration, qui aura sûrement un bon message à vous passer ou, en tout cas, de bonnes questions à vous poser, je voudrais quand même préciser une chose. Pour moi, vous êtes des gens qui avez choisi de vivre au Québec, qui avez choisi d'y rester et d'être productifs. Donc, vous êtes des Québécois à part entière. C'est peut-être naïf, ce que je vous dis là, mais il m'apparaît que c'est évident pour tout le monde que ça devrait en être ainsi. Et dans ce sens-là, je vous invite à faire votre devoir de citoyen et à vous impliquer. Ce n'est plus juste une obligation; c'est une responsabilité. Alors, Mme la ministre.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Gagnon-Tremblay, 15 secondes.

Mme Gagnon-Tremblay: Je vois qu'à la page 4 de votre mémoire, vous proposez que le Québec ait une véritable politique d'immigration. Comme vous le savez, j'ai annoncé, le 4 décembre dernier, une politique d'immigration et d'intégration. Donc, est-ce que cet énoncé de politique répond à vos préoccupations concernant une politique d'immigration et d'intégration, comme vous l'exprimez dans votre mémoire?

M. Raharolahy: Effectivement, nous avons examiné cet énoncé de politique et vous savez aussi que cet énoncé fera l'objet de discussions dans les prochaines semaines ou les prochains mois. Nous sommes effectivement frappés par certaines dispositions fondamentales à l'intérieur de cet énoncé, comme, par exemple, la proposition d'une véritable participation des communautés culturelles au devenir du Québec. La francisation, nous considérons ça très important. Il y a aussi d'autres dispositions qui méritent vraiment d'être examinées sérieusement. Nous

considérons que l'énoncé de politique qui vient d'être publié est une mesure, un premier pas, disons, vers l'amélioration de l'immigration, et je dois féliciter ceux qui ont préparé ça. Cependant, évidemment, on va en discuter dans les prochaines semaines. C'est bien comme politique.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à Mme Harel.

Mme Harel: Alors, il me fait plaisir de vous saluer. J'avais eu l'occasion de le faire avant votre arrivée parmi nous. Vous savez sans doute que cette politique nouvelle rendue publique par le gouvernement ne concerne toujours que 48 % du volume d'immigration. Parce que, dans le contexte constitutionnel actuel, il y a toujours des catégories entières qui échappent au Québec, notamment la catégorie "réfugiés" qui est sous l'entière juridiction du gouvernement fédéral et qui continue à le rester. C'est intéressant parce que vous avez beaucoup insisté, dans votre mémoire – j'étais contente que mon collègue de Laval-des-Rapides en parle – sur la régionalisation. Dans le fond, la grande question, suite à cette tournée que la Commission a faite et qui, à ma surprise en tout cas, nous a amenés dans des régions – je pense, entre autres, à Matane – où on s'est fait dire certainement par 10 des 16 groupes qui ont présenté des mémoires: on veut de l'immigration. Et ils en faisaient une revendication. Ils disaient même s'organiser pour aller dans les milieux plaider la beauté de leur région et la qualité de vie pour pouvoir attirer des immigrants. Et ça, c'était quelque chose de renversant, je pense, et d'enthousiasmant, d'une certaine façon, de voir combien les Québécois, dans les régions, étaient ouverts à l'immigration. La question, c'est de savoir comment faire pour qu'une fois établis, les immigrants qui y viennent, y restent. Là-dessus, j'ai l'impression qu'on a certainement à compter sur votre expertise pour nous aider à trouver des façons de vivre qui vont permettre, parce que ça s'est fait dans le passé, il n'y a pas de raison que ça ne se refasse pas... maintenant, vous avez choisi Québec et non pas Montréal, pourquoi?

M. Moisset: Je vous dirais, Mme Harel, si vous le permettez, mieux que ça. Moi, j'ai toujours dit que j'ai choisi l'arrière-pays du Québec puisque mon premier séjour, c'était dans le royaume du Saguenay, n'est-ce pas, que je l'ai fait. Il y a une condition qui m'apparaît fondamentale quand on parle, par exemple, aux immigrants qui arrivent, de s'installer et de demeurer en région.

Je crois que la problématique n'est pas tellement différente maintenant pour les Québécois qu'on dit de souche. Le Québécois de la Gaspésie qui n'a pas de travail et qui n'a pas les moyens, par exemple, de s'assurer des moyens

décents d'existence, vous voyez, n'est-ce pas, il part de la région de la Gaspésie. Non pas parce qu'il n'aime pas la Gaspésie, il est né là, il a toujours vécu là et ainsi de suite. Vous pouvez comprendre très, très bien, que, en ce qui concerne les immigrants qui ont choisi une fois de quitter le pays de leur naissance, le problème ne se pose même pas. L'immigrant qui arrive pourrait s'installer dans n'importe quelle région dans la mesure, évidemment, où il y a une véritable politique de mobilisation de ressources humaines en fonction, bien sûr, de l'objectif de développement économique régional qui devrait être, bien sûr, la politique du Québec.

De ce point de vue là, de nouveau, on doit faire remarquer une chose. On a trop tendance à insister sur les différences que présentent les immigrants par rapport aux Québécois de souche. Je m'en voudrais de ne pas profiter, n'est-ce pas, de cette occasion pour ne pas le souligner. Reconnaissons certes nos différences, mais essayons donc d'identifier nos ressemblances et de les cultiver, cela autant en ce qui concerne notre potentiel que les problèmes que nous devons partager. De ce point de vue là, nous autres, les membres issus des communautés dites culturelles et ethniques, nous sommes et serons solidaires du destin du Québec, de la population québécoise. Nous ne sommes pas différents de ce point de vue là.

Mais essayons donc n'est-ce pas de comprendre qu'il y a aussi des ressemblances peut-être plus fondamentales que les différences, je dirais, superficielles dans le sens étymologique du terme, en ce qui me concerne, avec les Québécois de souche. Autrement dit, c'est une politique de régionalisation, de développement économique qui permettra aux immigrants de s'installer en région.

Le Président (M. Jean Campeau): 30 secondes, Mme Harel.

Mme Harel: M. le Président, peut-être simplement relater une expérience. J'ai compris la complexité des relations interculturelles lorsque ma grande fille, qui était petite à l'époque et qui allait dans une école publique multiethnique s'était fait mettre en demeure par ses amis d'origine méditerranéenne de rompre avec ses amis d'origine haïtienne et je me dis qu'il y a aussi toute une politique interculturelle à développer parmi les communautés elles-mêmes et ce n'est pas que les rapports entre la majorité et les communautés confondues, c'est une approche qu'il faut finalement développer comme société de promouvoir la richesse de la diversité et de la différence et donc, des contributions que chacun peut apporter à notre destin commun.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à M. Libman.

M. Libman: Merci, M. le Président. Je pense que ce que vous venez de dire est très important, de mettre beaucoup plus d'importance sur les ressemblances au lieu des différences superficielles. Je pense que c'est un point que vous faites qui est très important.

Ma question est sur le sujet suivant. Parmi tous les pays du monde – et j'espère que vous êtes d'accord avec moi – le Canada est l'un de ceux qui exercent la plus forte attraction sur les citoyens d'autres pays, qui parlent de notre pays, en effet, avec le plus de considération et d'affection. Et cette réalité est due au fait que le Canada est un modèle de liberté, de prospérité, de stabilité, avec un passeport qui rend fiers ceux qui le possèdent, avec une diversité de cultures et qui offre tous les éléments positifs que peu de pays offrent, au même degré, à leurs citoyens sauf, peut-être, pour la température, des fois.

Alors, ma question est: Si le Québec se sépare du reste du Canada, est-ce que ça va réduire l'attrait du Québec auprès des immigrants éventuels? Est-ce que vous croyez que ça va arriver?

M. Raharolahy: C'est une question intéressante. Je pense que, si les immigrants viennent dans un pays, ou dans un pays quelconque bien sûr, ils s'informent sur ce pays. S'ils sont venus ici, c'est d'abord parce qu'on a toujours illustré, à travers les publicités, disons, les qualités du Canada et aussi de ses composantes.

Maintenant, dans l'hypothèse où le Québec se sépare du Canada, si j'ai bien compris votre question, est-ce que ça entraînerait, disons, plutôt une diminution de l'immigration vers le Québec? Moi, personnellement, je dirais que non. Tout dépend de ce que le Québec comportera ce jour-là. Ce n'est pas parce que le Québec se sépare que, tout d'un coup, tout va mal ou tout va bien. Tout dépendrait effectivement de ce que le Québec accorderait, encore une fois, à ses nouveaux immigrants, de toutes les potentialités que le Québec démontrerait à ce moment-là.

M. Libman: Mais une deuxième raison importante, que les membres, ou la plupart des membres, des communautés culturelles restent toujours fédéralistes et parce qu'ils savent d'expérience qu'une société de type fédéral, comme la société canadienne, par la diversité même des intérêts auxquels elle doit faire place, est plus propice au libre développement de leurs propres valeurs et à l'épanouissement de la liberté. Est-ce que vous êtes d'accord avec ça?

M. Moisset: C'est une question éminemment complexe, n'est-ce pas, à laquelle on ne répond pas comme ça par oui ou par non, c'est évident. Vous savez, même dans une petite organisation, dès lors qu'il s'agit de structures et de partage de pouvoirs, c'est un sujet très délicat, n'est-ce

pas, voire au niveau, bien sûr, d'une fédération. Mais moi, je voulais quand même profiter enfin de cette occasion, une fois de plus, afin de m'exprimer franchement et clairement là-dessus.

Les communautés culturelles que nous représentons ici pensent, comme d'ailleurs – et là, on n'est pas original du tout – que le statu quo, en ce qui concerne cette structure et cette répartition des pouvoirs, n'est plus défendable. Je dis bien que nous ne sommes pas vraiment la communauté culturelle originale par rapport à ça. Tout le monde souhaite, semble-t-il, et je crois à bon droit, à juste titre, n'est-ce pas, des améliorations à ce chapitre.

M. Libman: Avec raison.

M. Moisset: D'accord?

M. Libman: Avec raison.

M. Moisset: Vous aussi, n'est-ce pas, j'espère. De ce point de vue là, donc, le problème qu'il y a, c'est tout simplement les objectifs et les finalités. Lorsque nous nous plaçons au niveau, par exemple, des structures des relations de pouvoir, du pouvoir tout court, qu'est-ce qu'on en fait? Voilà! Qu'est-ce qu'on en fait? C'est comme n'importe quel instrument, n'est-ce pas? Pour moi, le pouvoir, c'est un instrument qui peut être utilisé – j'allais dire, pour répéter après les autres – pour le meilleur et pour le pire, n'est-ce pas, comme n'importe quel outil. Alors je crois qu'il ne faudrait pas trop centrer le débat sur les moyens, mais il faudrait essayer, n'est-ce pas enfin, de les focaliser davantage sur les finalités. Et de ce point de vue là, j'espère que la plupart d'entre vous, ou vous tous, vous avez lu le mémoire que nos communautés ont présenté. Vous remarquerez sans doute, qu'il n'y a pas eu d'expression de prise de position par rapport aux moyens. Mais davantage, on a voulu centrer notre intervention sur la finalité. En ce qui nous concerne peut-être plus spécifiquement, voilà: Au niveau de la Fédération, n'est-ce pas, il y a lieu de penser à des améliorations. Vous l'avez reconnu vous-mêmes.

Donc, enfin, tout le monde est à la recherche de ces améliorations, encore une fois, en vue de réaliser des objectifs. Et ce sont ces objectifs qu'il faudrait essayer d'identifier, qu'il faudrait essayer de reconnaître, pour lesquels il faudrait essayer de se mobiliser, quel que soit, bien sûr, le contexte dans lequel nous essayons de les mettre en oeuvre.

M. Ndiaye (Joseph): Je voulais juste...

Le Président (M. Jean Campeau): Oui, allez-y.

M. Ndiaye: Moi, je voulais juste ajouter quelque chose. M. Libman vient d'énoncer

différents éléments, en tout cas, différents facteurs que je trouve très justes, qui font qu'aujourd'hui l'immigrant est attiré vers un pays comme le Canada. Je le dis parce qu'il me semble que, dans sa question, il y a même sa réponse. Sa réponse est dans sa question même. Cette fois, j'aimerais lui poser tout simplement cette question-là. Est-ce que, si le Québec se sépare du fédéral, ça veut dire que le Québec ne peut pas se donner tous les moyens, tous les éléments: démocratie, une fierté avec le passeport, un mieux-être, un libre développement? Est-ce que, si le Québec se séparait, tous ces éléments-là ne seraient plus garantis? Est-ce que vous pouvez nous donner des informations là-dessus?

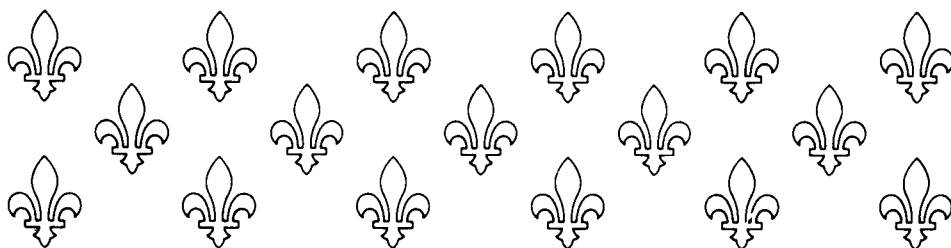
M. Libman: J'ai posé la question. Maintenant, le Canada exerce une forte attraction mondiale. Si le Québec reste une partie intégrante du Canada, nous pouvons avoir la richesse du Québec et les avantages de la Fédération. C'était le point avec lequel j'ai voulu voir si vous étiez d'accord.

Le Président (M. Jean Campeau): Et sur ces bonnes paroles, ça termine notre audience. Est-ce que vous avez une réponse?

Une voix: Non, je pense que non.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, ça va. Alors, merci, MM. de la Maison internationale de Québec. Merci d'être venus discuter avec nous cet après-midi de l'avenir du Québec. La reprise des audiences: Nos travaux reprennent donc lundi, 15 h 30.

(Fin de la séance à 18 h 33)



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL
DU QUÉBEC**

Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau

Québec, le lundi 17 décembre 1990

No 21

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,
M. Jean-Pierre Saintonge**

QUÉBEC

Note de l'éditeur:

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
70 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, (Québec)
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Table des matières

Parti libéral du Canada	1505
M. Jean Keable	1523
M. Ghislain Otis	1528
Fédération des francophones hors Québec et Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises	1533
Collectif Espace-Québec	1545
Groupe franco-militaire	1552
Association des étudiants en droit de l'Université Laval	1557

Intervenants

M. Michel Bélanger, président

M. Jacques Parizeau

M. Marcel Beaudry

M. Roger Nicolet

M. Lucien Bouchard

M. Robert Libman

M. Gérald Larose

M. Ghislain Dufour

M. Louis Laberge

M. André Ouellet

M. Gil Rémillard

M. Jacques Proulx

M. Gabriel Desjardins

M. Claude Dauphin

M. Guy Chevette

M. Guy Bélanger

M. Jacques Brassard

Mme Jeanne L. Blackburn

M. Guy d'Anjou

Mme Rosette Côté

M. Cosmo Maciocia

M. Robert Benoit

Mme Claire-Hélène Hovington

Mme Pauline Marois

M. Denis Lazure

M. Russell Williams

Mme Christiane Pelchat

(suite à la page suivante)

Table des matières (suite)

- * M. Jean Chrétien, Parti libéral du Canada

- * M. Guy Matte, Fédération des francophones hors Québec
- * Mme Claire Lanteigne, Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises
- * M. Aurèle Thériault, Fédération des francophones hors Québec

- * M. Yvon Charbonneau, Collectif Espace-Québec
- * M. Pierre Dansereau, idem
- * Mme Solange Vincent, idem
- * M. Bernard Cleary, idem

- * M. Jacques Castonguay, groupe franco-militaire
- * M. Yvon Lafrance, idem
- * M. Jacques Chouinard, idem

- * M. André Gobeil, Association des étudiants en droit de l'Université Laval
- * M. Pierre-Luc Desgagné, idem
- * M. Christian Roy, idem

- * Témoins interrogés par les membres de la commission

Québec, le lundi 17 décembre 1990

Audition d'organismes et d'experts

(Quinze heures trente et une minutes)

Le Président (M. Michel Bélanger): À l'ordre, s'il vous plaît!

Nous reprenons cette séance de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Je vous rappelle que le mandat de la Commission est d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler, à cet égard, des recommandations.

Afin que tous ceux qui sont présents ici soient bien conscients du contexte dans lequel notre Commission a reçu ce mandat de l'Assemblée nationale, je me permets de citer le début du préambule de la loi instituant la Commission.

"Considérant que les Québécoises et les Québécois sont libres d'assumer leur propre destin, de déterminer leur statut politique et d'assurer leur développement économique, social et culturel;

"Considérant la volonté des Québécoises et des Québécois d'être partie prenante à la définition de l'avenir politique et constitutionnel du Québec;

"Considérant que la loi constitutionnelle de 1982 a été proclamée malgré l'opposition de l'Assemblée nationale;

"Considérant l'échec de l'accord constitutionnel de 1987 visant à permettre au Québec d'adhérer à la loi constitutionnelle de 1982;

"Considérant la nécessité de redéfinir le statut politique et constitutionnel du Québec."

Et suivent également d'autres considérations toutes aussi importantes que je ne cite pas pour ne pas abuser de votre patience et que chacun pourra examiner à loisir en se référant au texte de la loi 90.

Aujourd'hui, nous recevons les groupes et organismes suivants: le Parti libéral du Canada, pour une heure et demie; M. Jean Keable, pour 30 minutes; M. Ghislain Otis, pour 30 minutes. Conjointement pour une heure, la Fédération des francophones hors Québec et la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises; ensuite, pour 30 minutes, le Collectif Espace-Québec; pour 30 minutes, le Groupe francomilitaire; et, pour 30 minutes, l'Association des étudiants en droit de l'Université Laval.

Je vous rappelle que les temps de parole prévus pour une présentation d'une heure et 30 minutes sont les suivants: 10 minutes pour la présidence, 15 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 15 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, 40 minutes pour les membres inscrits auprès de la présidence, chacun des membres disposant d'au plus 10 minutes, et 10 minutes

pour la présentation du mémoire.

Le premier groupe à se présenter devant nous aujourd'hui est le Parti libéral du Canada. Je souhaite donc la bienvenue à M. Jean Chrétien qui dirige ce groupe, à M. Joyal, M. Dupuis, Mme Brousseau et M. Fox. Je prie M. Chrétien de procéder sans plus tarder à la présentation de 10 minutes qui précédera les questions.

Parti libéral du Canada

M. Chrétien: Merci beaucoup, M. le Président. MM. les membres de la Commission, Mmes membres de la Commission. Plusieurs d'entre vous peut-être vous demandez pourquoi je suis ici. Mais vous devriez vous rappeler que j'ai écrit un volume et le titre était: **Un chrétien dans la fosse aux lions**, alors me voici. Je suis ici, comme Québécois, très fier d'être Québécois. Je suis ici comme Canadien, très fier d'être Canadien. Pendant les 25 dernières années, j'ai eu le privilège de servir dans la vie publique et j'ai pu constater tous les progrès que le Québec a pu faire dans tous les domaines et, comme tous les citoyens de notre province, j'en suis très fier et je suis très heureux d'avoir, en quelque sorte, participé au progrès et au développement du Québec. Tous ces progrès dont nous sommes tous très fiers se sont réalisés à l'intérieur du Canada.

Nous sommes aujourd'hui encore à la croisée des chemins. Le Québec a eu à prendre plusieurs décisions au cours de son histoire qui ont affecté son avenir, au moment de la Révolution américaine où nous avons décidé de ne pas participer à la Révolution américaine et de rester une colonie de l'Angleterre. Par la suite, quand est arrivé 1840 à 1848, Lafontaine, les réformistes de Lafontaine se sont unis aux réformistes de Baldwin pour obtenir le gouvernement responsable. C'était un autre choix fait par les citoyens de cette province du Québec et, par la suite, en 1867, alors que MacDonald voulait faire un pays unitaire, un Québécois, Cartier, a imposé un système fédératif au moment de la Confédération, en 1867. Comme je le dis dans mon mémoire, nous étions 1 000 000 de francophones, nous sommes près de 7 000 000 aujourd'hui. Plus tard, au début du siècle, le territoire du Québec qui était de 194 000 milles carrés a été triplé jusqu'à 595 000 milles carrés par un acte du Parlement canadien et nous avons évolué.

Le Québec, à ce moment-ci a, dans mon esprit et dans l'esprit de mes collègues, un choix fondamental à faire. Le choix est ou bien de quitter la Fédération, de devenir un État indépendant qui décide sur son territoire de toutes les lois qui s'appliquent aux citoyens du

Québec, par contre il a le choix de rester membre de la Fédération, de rester membre du Canada et, pour moi, je voudrais que les gens comprennent que le temps est venu de faire les définitions très claires, de sortir de la confusion et d'établir clairement quel est l'avenir et quel est le choix. J'ai conclu que nous n'avions que deux choix.

Je crois que le système fédéral est le meilleur système dans les sociétés modernes, à ce moment-ci. Je l'ai indiqué dans mon mémoire. C'est la voie que choisit à ce moment-ci l'Europe. Hier, dans le **New York Times**, on parlait de ce qui s'était passé à Rome, une évolution encore plus rapide vers l'intégration à la Communauté européenne, un transfert continué de plus en plus accéléré des souverainetés nationales vers la Communauté européenne. Tous les observateurs et d'ailleurs, les communiqués ou les rapports de presse indiquent clairement que la Communauté européenne va évoluer vers plus de pouvoirs pour l'assemblée parlementaire de la Communauté. On parle d'établir un code européen pour les programmes sociaux à travers tous les pays d'Europe. Et c'est évident que le rêve de Jean Monet d'une évolution vers les États-Unis d'Amérique, s'accentue rapidement. Plusieurs ont parlé d'un système confédératif où des États s'unissent pour former un pays, mais qui ne font qu'une délégation de pouvoirs, quitte à le retirer à volonté. Et l'histoire des peuples nous démontre que tous les systèmes confédératifs qui ont survécu sont effectivement devenus, éventuellement, des fédérations. On pourrait citer l'exemple des États-Unis et de bien d'autres pays qui ont eu un peu le même choix.

Pour moi, je voudrais vous dire que j'ai choisi la voie du Canada parce que c'est la meilleure manière d'assurer à tous nos concitoyens et concitoyennes la sécurité linguistique et culturelle et, en même temps, le progrès économique et social. Nous avons dans ce pays, au cours du siècle dernier, fait des progrès considérables. La participation des Québécois à ce pays a été importante et fondamentale. Et aujourd'hui, si nous sommes devenus ce que nous sommes, c'est parce que nous avons été capables de vivre dans un système où les souverainetés sont partagées, où il y a des souverainetés qui appartiennent aux provinces, où il y a des souverainetés qui appartiennent au gouvernement fédéral. On peut rester dans le passé, mais j'aime mieux regarder dans l'avenir. Et je voudrais vous dire qu'il est possible pour nous de vivre nos différences et de mettre en commun nos aspirations. On passe beaucoup trop de temps à parler de ce qui nous divise et très peu de temps à parler de ce qui nous unit. Mais l'image que nous avons internationalement, c'est l'image d'un pays qui a surmonté bien des difficultés, qui s'est donné des instruments de culture et de vie sociale qui n'ont presque pas d'égal dans le monde et qui, au bout de la ligne, nous ont

permis à nous, francophones, de devenir ce que nous sommes, ici au Québec et aussi le million d'autres francophones qui ne sont pas du Québec, de progresser, de prendre une plus grande place dans notre pays.

Je voudrais que toutes les régions du Canada puissent trouver une place confortable dans le Canada de demain. Le Parti libéral a toujours été un parti de la réforme et je crois qu'il y a moyen de réformer. Il faut changer des institutions. Il ne faut pas se gêner pour regarder le partage des pouvoirs entre le niveau fédéral et les provinces, parce que ce que les Pères de la Confédération ont fait en 1867, ils l'ont fait dans un contexte d'il y a plus de 100 ans et ce que nous devons faire collectivement, c'est de permettre que ce pays puisse continuer, mais d'une façon moderne, dans le XXI^e siècle, pour faire face aux problèmes de la globalisation dans le monde.

Les ensembles deviennent de plus en plus grands et ce qui fait la force des ensembles plus grands c'est souvent la diversité dans l'unité. J'ai parlé tantôt de l'exemple européen, mais ici, nous sommes peut-être à l'avant-garde de ce que sera la nécessité de l'Europe pour survivre. Ils ont eu des problèmes et ils auront des problèmes. Mais nous, ici, au Canada, nous avons toujours vu le pays généralement avec des idées ouvertes, un tempérament tempérant et généreux. Il y a eu des gens qui ne l'ont pas été, mais la mentalité canadienne a toujours favorisé ces valeurs humaines dont nous sommes très fiers. Alors, quel est notre défi aujourd'hui. Notre défi, c'est que nous devons, ensemble, moderniser notre Constitution pour mieux préparer le Québec et le Canada pour les grands enjeux du XXI^e siècle. Je crois que c'est une tâche qu'on peut réaliser.

Moi, je suis convaincu qu'on peut le faire si tout le monde y met de la bonne volonté, du temps, de la tolérance, de la générosité, cet idéal de partage entre les riches et les pauvres, cette solidarité en temps de difficultés, cette volonté d'être un pays indépendant qui joue un rôle internationalement et dans lequel nous, de langue française, avons toujours eu l'occasion de participer, et très souvent, dans les plus hauts échelons. Je crois que l'aventure canadienne ne fait que commencer, elle ne doit pas se terminer.

Il ne faut pas oublier que nous avons eu, dans l'histoire du Québec, de grandes décisions à prendre et je pense qu'il est tout à fait normal de lancer le pays dans le XXI^e siècle en réfléchissant devant les défis qu'ont surmontés les Lafontaine, les Cartier, les Henri Bourassa, les Laurier et tous ces gens qui ont vu la possibilité de faire de cette petite colonie une des sept puissances du monde occidental.

Je vous ai transmis un rapport et, M. le Président, je serais très heureux de répondre à vos questions mais j'aimerais inviter les membres à penser à très long terme. Pour moi qui ai

donné toute ma vie publique pour le bien-être de mes concitoyens, j'ai toujours affirmé avec énormément de fierté le fait que je suis un Québécois, que je suis un francophone et j'ai toujours été fier aussi d'être partout au Canada et même à l'étranger un fier Canadien. Merci beaucoup, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Chrétien, nous commençons la période de questions avec un représentant du parti formant l'Opposition officielle, M. Parizeau.
(15 h 45)

M. Parizeau: M. Chrétien, en 1980, vous avez joué un rôle majeur avec le Premier ministre du Canada de l'époque, celui qui est maintenant le ministre québécois de la Sécurité publique et qui, à ce moment-là, était le chef du Parti libéral du Québec, pour assurer qu'un "non" au référendum voulait dire un "oui" à une réforme constitutionnelle. En 1981, les Québécois se sont rendus compte qu'ils s'étaient fait avoir, comme le marquait si bien la résolution passée à l'Assemblée nationale à cette époque.

Vous avez maintenant, je pense, tout un problème de crédibilité quand vous nous annoncez une nouvelle réforme du fédéralisme qui n'est pas plus précise que la promesse de 1980. Et je dois ajouter que la crédibilité du mémoire que vous présentez à la Commission n'est pas non plus très assurée. Il y a, dans ce mémoire, un certain nombre d'erreurs de faits qui, je pense, en minent des pans entiers. J'ai déjà essayé d'en donner quelques exemples, je pourrais en donner d'autres.

Vous dites, par exemple, en page 11: "Plus tard, la Constitution canadienne a garanti la présence de trois juges québécois à la Cour suprême. Je sais bien que trois juges du Québec, par une loi de 1949, ont été assurés à la Cour suprême. Mais ça faisait partie de Meech ça, la promesse d'enchâsser dans la Constitution trois juges du Québec. Meech dont vous ne parlez pas, dans les 89 pages du mémoire, il n'y a pas un mot sur Meech.

Mais ce n'est pas exact, cette phrase que je viens de lire. À l'heure actuelle, la Constitution canadienne ne garantit pas la présence de trois juges du Québec.

Deuxième exemple, en page 77 - vous voyez, je reste toujours dans l'ordre des choses juridiques: "Cette situation existe actuellement parce que le Québec a choisi d'exercer certains droits, que les autres provinces n'ont pas. On n'a qu'à penser à l'exemple du Régime de rentes du Québec, ou à celui du domaine de l'immigration." Fin de la citation. On sait bien que, quant à l'immigration, l'entente Cullen-Couture est une entente administrative. Ça n'a rien à voir avec les droits des provinces. Mais, enfin, oublions ça. Mais la Régie des rentes du Québec, un droit que les autres provinces n'ont pas! Et l'article 94a. de la Constitution, du BNA Act, c'est quoi? Et la

loi du Canada Pension Plan, c'est quoi? Toutes les provinces l'ont ce droit-là.

Je ne comprends pas des phrases comme celle-là. Il y a des erreurs de fait qui, comment dire, estomaquent un peu. Passons au domaine financier que je connais mieux. Vous avez été à la fois, enfin, vous avez été ministre de la Justice et ministre des Finances. Passons au domaine financier. La péréquation, ça ne représente pas à l'heure actuelle, comme le mémoire le dit, 28 % du budget du Québec. Ça représente 11,6 %, mettons 12 % des revenus du Québec, pas 28 %. Si je pensais que c'était 28 %, plutôt que 12 %, là je pourrais peut-être tirer des conclusions, que je ne tire pas depuis longtemps. Mais ce n'est pas 28 %, c'est 12 %.

Pour évaluer la dette que le Québec aurait à partager, et Dieu sait si dans votre mémoire, ça été repris par les médias depuis quelques jours, vous évaluez la dette fédérale à 320 000 000 000 \$, nette des actifs, mais nette des actifs financiers seulement. Et les actifs physiques, qu'est-ce qu'on en fait? Ils sont tous évalués sur les livres du gouvernement fédéral à 1 \$. On sait, d'autre part, par des documents fédéraux, que les actifs physiques seulement pour la Défense nationale, c'est 18 000 000 000 \$, juste pour la Défense. Tous les autres actifs, comme ceux de la Défense, sont évalués à 1 \$. Et quant à la dette totale, vous la prenez aux états financiers du gouvernement fédéral, mais il y a des éléments là-dedans qui ne sont pas à partager ou, en tout cas, pas selon le même mode de partage que la dette en cours. Je pense à tout ce qui a trait aux pensions, au Canada Pension Plan et au Régime de pensions des fonctionnaires. Ce ne sont pas des vrais chiffres, ça. Je donne ces exemples-là pour dire que quand des choses aussi importantes... écoutez, quand on parle du Régime de rentes, on parle de la Caisse de dépôt, là, on parle d'un certain nombre de choses qui ont une certaine importance, on ne peut pas jouer avec les milliards comme ça sans y apporter un certain soin. On ne peut surtout pas se tromper sur l'importance de la péréquation dans le budget du Québec. Enfin, c'est majeur quant aux orientations des politiques québécoises. Bon.

Ça m'amène à vous poser quelques questions, ceci étant dit, en commençant par ceci. On va essayer quand même de préciser ce qui devrait se trouver dans ce mémoire et ce qui ne s'y trouve pas. Vous voyez, M. Chrétien, les fédéralistes qui se présentent devant nous, il y en a encore au Québec, bien sûr, qui veulent changer le système fédéral actuel, arrivent avec des listes d'épicerie ou enfin, des changements identifiés. Même le Conseil du patronat du Québec, qui ne veut pas beaucoup de changements dans le fédéralisme, arrive quand même avec un certain nombre de choses. J'imagine que vous avez dû y penser. Est-ce qu'on doit transférer la compétence véritable, j'entends véritable, au Québec de tout ce qui a trait à la main-

d'oeuvre, à l'immigration, à la santé, au développement régional? Qu'est-ce que vous pensez du pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral? On le garde tel quel ou on le change? Ce sont des choses normalement qu'on devrait nous expliquer, là. Il ne faut pas revenir à 1980 en disant: Je vous promets de modifier le système fédéral canadien. Commençons par ça. Sur des sujets comme ceux-là, vous transférez des choses au Québec si vous êtes premier ministre du Canada ou pas?

M. Chrétien: Bien, le pouvoir de dépenser, j'ai dit clairement dans un discours que j'ai fait le 16 janvier, que je peux vous envoyer, que nous étions en faveur du pouvoir de dépenser. C'était l'une des cinq conditions requises dans le discours de M. Rémillard au mois de mai 1986, et j'ai dit dans mon discours que j'acceptais les cinq conditions du Québec à l'époque; et dans le pouvoir de dépenser, j'ai toujours cru qu'il fallait trouver une formule pour limiter le pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral, sans pour autant éliminer la possibilité de faire la redistribution de la richesse à travers les parties du pays plus riches vers les parties du pays plus pauvres. Alors, de ce côté-là, je n'ai aucun problème, il s'agit de trouver les termes.

Dans le mémoire que je mentionne aujourd'hui, je dis qu'il faut regarder deux choses, je l'ai mentionné tantôt pour refléter les quatre grandes régions du Canada: la réforme des institutions, le Sénat. Je parle de la réforme possible de la Banque du Canada pour assurer une meilleure participation des régions qui se sentent prises par une situation où on a l'impression que c'est seulement basé sur ce qui se passe à Toronto. Je dis qu'il faut regarder le partage des pouvoirs, et vous parlez de la main-d'oeuvre, vous parlez de certaines choses comme celles-là, je suis d'accord pour qu'un examen soit fait en fonction des critères mentionnés dans mon mémoire. Il est très, très important de s'assurer que nous aurons la mobilité de la main-d'oeuvre, la mobilité des capitaux, la mobilité des biens dans le pays. En 1992, dans la Communauté européenne, il y aura plus de mobilité qu'il y en a ici au Canada à ce moment-ci. Si on ne peut assurer la mobilité des citoyens, la mobilité des capitaux, je suis prêt à regarder, à savoir de quelle façon le partage des pouvoirs doit se faire pour assurer cette mobilité-là, mais dans la plus grande efficacité et non pas au profit d'une bureaucratie vis-à-vis de l'autre bureaucratie, mais au profit du citoyen qui retire ou ne retire pas le bénéfice. Or, je suis très ouvert et mon parti est très ouvert pour faire la revue en profondeur des juridictions, à la lumière de ces critères.

M. Parizeau: Toujours dans cette tentative, M. Chrétien, de nous amener à préciser ce que vous avez en tête, M. Léon Dion qui s'est

présenté devant nous il y a quelques jours, dont le témoignage a été interprété comme, comment dire, une sorte d'espoir pour les fédéralistes, suggérer que les articles 2, et 7 à 15 de la Charte canadienne des droits ne s'appliquent pas au Québec et que ce soit la Charte des droits et libertés du Québec qui s'applique aux Québécois. Qu'est-ce que ça vous dit ça, vous êtes d'accord?

M. Chrétien: Pour moi, je pense que les libertés fondamentales de tous les citoyens doivent être protégées dans la constitution d'un pays, et c'est essentiel. Ça assure une égalité fondamentale à toutes les personnes, et je n'ai pas vu beaucoup dans le débat, des gens qui ont dit, à l'époque du lac Meech, qu'il ne fallait pas affecter les droits fondamentaux de tous les Canadiens. Alors, je n'ai pas lu le témoignage du professeur Dion, mais je voudrais voir les arguments, mais c'est ça qui fait la valeur d'un pays qui garantit, dans un pays où il y a des ethnies différentes, l'égalité fondamentale des gens, lorsque c'est protégé dans la Constitution. Pourquoi? Parce que lorsque c'est dans la Constitution du pays, ça ne peut pas être amendé seulement par un niveau de gouvernement, ça ne peut être commandé que par la collaboration du gouvernement central et d'un certain nombre de gouvernements provinciaux, ce qui garantit la Charte contre les caprices temporaires que certaines législatures pourraient avoir. Et c'est très important dans mon esprit.

M. Parizeau: Une dernière question, puisque le temps va me manquer. Il est clair dans votre mémoire qu'il n'est pas question dans votre esprit que le Québec ait un statut particulier. Je vous réfère en particulier à la page 77. Il n'est pas question non plus qu'il y ait un véritable "opting out", un droit de retrait véritable pour le Québec, pour la plupart des grands programmes, page 78. Le seul élément précis qu'il y a dans votre mémoire de choses qu'on pourrait considérer comme pouvant être passées au Québec ou transférées au Québec ou augmentant les pouvoirs actuels du Québec, c'est que la formule d'amendement de la Constitution, sur la base de sept provinces, 50 % de la population, cette formule-là devrait inclure le Québec. C'est la seule chose précise qu'il y a dans votre mémoire.

Le problème, évidemment, c'est que passer de la formule sept provinces-50 % de la population, avec ou sans le Québec, à 7-50 % obligatoirement avec le Québec implique l'unanimité des provinces. C'est un peu embêtant. C'est la seule chose précise qu'il y a dans votre mémoire. Comment pensez-vous obtenir l'unanimité des provinces pour faire en sorte que le 7-50 % implique obligatoirement le Québec alors que ça n'est pas le cas? M. Wells et les autres sont prêts à accepter ça?

M. Chrétien: Je ne peux pas dire que ce sera facile, M. Parizeau, mais si on fait une réforme des institutions qui pourrait satisfaire les préoccupations d'autres parties du Canada, on pourrait peut-être y parvenir. Seulement, le problème n'existerait pas si, en 1981, alors que vous étiez avec le gouvernement, vous n'aviez pas abandonné le droit de veto pour garder le groupe des huit ensemble. J'ai toujours été en faveur d'une formule d'amendement qui donne un droit de veto au Québec. La formule de Victoria, c'était un veto régional. Le Québec, l'Ontario, deux provinces de l'Ouest, deux provinces de l'Atlantique.

Nous sommes devant une réalité que le veto du Québec a été abandonné en 1981. Je souhaite ardemment le reconquérir pour le Québec. Je crois qu'il y aurait une possibilité. Au cours des conversations qui ont eu lieu au printemps autour de l'accord du lac Meech, j'ai eu l'occasion de discuter avec certains chefs de gouvernement et, à l'époque, il n'y en avait qu'un avec qui j'ai parlé qui s'objectait à trouver un accommodement pour remettre le droit de veto au Québec. Les autres étaient tous prêts à le faire. On aurait peut-être, s'il avait été le seul au bout de la ligne, pu probablement le convaincre. Je ne suis pas sûr. Ça sera difficile parce que lorsqu'une petite province a maintenant un droit de veto, de lui demander de le remettre, il y a de grandes chances qu'elle s'en serve pour obtenir des choses qui sont complètement en dehors des problèmes constitutionnels. Mais je suis un optimiste par nature. Je suis à peu près convaincu que s'il n'y avait qu'une seule province qui faisait cette objection, nous pourrions probablement le regagner.

M. Parizeau: Une dernière intervention, M. le Président. Nous sommes tout de même tout à fait d'accord que la Cour suprême a confirmé que le Québec n'avait jamais eu de droit de veto formel.

M. Chrétien: Je suis tout à fait d'accord parce que c'était un droit de veto qui était reconnu en politique et qui était proposé par le gouvernement fédéral. Il n'a jamais été dans la Constitution. On a voulu le mettre dans la Constitution. C'était dans notre projet de le mettre dans la Constitution et les huit provinces, dont la province de Québec de l'époque ont dit: On ne veut pas de droit de veto, on veut la formule 50 % de la population et sept provinces, et c'est cette journée-là où nous avons dû accéder à la requête des sept provinces plus le Québec.
(16 heures)

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons maintenant aux questions des membres. Je rappelle aux membres qu'ils ont jusqu'à 10 minutes, mais comme il y a 14 postulants et qu'il n'y aura certainement pas 14

élus, si par hasard vous pouviez poser des questions brèves et qui appelleraient des réponses de la même dimension, ça permettrait d'en passer plus. M. Beaudry qui sera suivi de M. Nicolet.

M. Beaudry: Merci M. le Président. M. Chrétien vous proposez un fédéralisme renouvelé, et je sais qu'il y a une question qui préoccupe beaucoup de Québécois. En 1980, vous avez été un militant du non, un militant très important. En 1982, vous étiez ministre de la Justice lorsque le rapatriement de la Constitution s'est fait sans le Québec. En 1990, vous vous êtes prononcé contre Meech, et, si on est ici aujourd'hui, c'est parce que Meech n'a pas passé. Alors la question que je me pose est la question que plusieurs Québécois se posent, c'est: Quelle crédibilité peut-on donner à Jean Chrétien aujourd'hui qui nous propose un fédéralisme renouvelé? Quelle confiance peut-on mettre dans le Parti libéral, lorsqu'il nous propose différentes alternatives à la souveraineté ou à d'autres moyens qu'on recherche présentement? Et je pense que cette question-là, avant d'avancer plus loin dans le débat, se doit d'être vidée une fois pour toutes, alors, je vous pose la question bien franchement.

M. Chrétien: Bien, voici. Pour répondre à la dernière question sur le lac Meech, je voudrais vous faire remarquer que le 16 janvier 1990, j'ai fait un discours - il a été amplement circulé dans le pays et dans la province de Québec - dans lequel j'ai dit que les cinq conditions mentionnées par M. Rémiard lors de son discours de mai 1986 étaient tout à fait acceptables pour moi. Seulement, il faut comprendre une chose: Que l'accord du lac Meech, ce n'était pas seulement les cinq conditions du Québec, c'était beaucoup plus que les cinq conditions du Québec et d'ailleurs, c'est ce qu'a affirmé le professeur Dion la semaine dernière. Alors moi, dans mon discours que j'ai fait à l'époque, j'ai proposé des changements.

À l'époque, j'ai clairement indiqué que pouvoir donner un veto au Québec et ne pas en donner un à l'Île-du-Prince-Édouard et à la province de Terre-Neuve, c'était inacceptable. C'était une formule beaucoup trop rigide pour réussir à faire les réformes à venir, dont le partage des pouvoirs. Alors, j'ai été clair. J'ai indiqué ce qu'il fallait faire, je me suis préoccupé comme toujours de m'assurer que la Charte des droits et libertés était complètement protégée, ayant été celui qui en a été l'auteur en Parlement canadien et croyant fondamentalement que dans une société moderne où il y a de nombreuses ethnies ensemble, c'est la meilleure garantie pour les citoyens de ne pas souffrir de discrimination et quelques autres amendements techniques de même nature.

Par la suite, le premier ministre du Canada a formé un comité, le comité Charest pour

essayer de trouver, et je suggérais: Faites des amendements qui respecteront les cinq conditions du Québec, mais qui permettront de faire passer l'accord. Le comité a siégé et le comité a fait un rapport unanime. Il y a M. Desjardins qui représente le parti conservateur, qui est ici, qui était sur le comité. M. Ouellet était sur le comité, ça a été voté à l'unanimité à la Chambre des communes. Il n'y a personne qui s'est objecté, et on ne rencontrait pas toutes les objections, mais plusieurs des objections que j'avais. J'ai été consulté à l'époque par les libéraux fédéraux parce que, comme vous le savez, nous étions en plein milieu d'une course à la chefferie et la majorité des députés m'appuyait. Ils m'ont consulté et je leur ai recommandé de voter pour le rapport Charest, et ils ont tous voté pour le rapport Charest.

Par la suite, on a abandonné complètement le rapport Charest. Il y a eu une démission spectaculaire qui a probablement causé la mort du rapport Charest, et je pense que c'est à ce moment-là que l'accord du lac Meech est mort. On a constaté le refroidissement du corps au mois de juin tout simplement. Et pour moi, je pense, que cette volonté de compromis de la part des députés, après consultation dans toutes les provinces, après avoir écouté tout le monde, aurait permis d'avoir dans la constitution aujourd'hui, les cinq conditions du Québec. Malheureusement, elles ne sont pas là. Mais ça a été mon travail que j'ai fait pour aider à trouver un compromis et j'en suis très fier. Je pense que ça a été une contribution utile. J'aurais pu m'éloigner du dossier. Au contraire, j'y ai participé au meilleur de ma connaissance et de nombreux Québécois m'ont appelé, à l'époque, me demandant d'intervenir. Et vous en connaissez. Il y en a qui sont dans cette salle.

J'ai fait mon possible, seulement on n'a pas vraiment cherché une solution. Je crois qu'il y avait un certain désir de la part de bien des gens de s'assurer que le lac Meech n'allait pas passer. Ça allait servir d'autres intérêts que les intérêts de la communauté à ce moment-là. Et c'est pourquoi, je crois, que mon expérience, quand j'ai dit dans ce rapport que la règle de l'unanimité allait tout tuer, quand j'ai dit aussi qu'il fallait tenir compte des considérations dans les autres parties du Canada, je suis convaincu que lorsqu'on pourra, par exemple, avec la réforme du Sénat, satisfaire la frustration constante des gens de l'Ouest, lorsqu'on assurera par la réforme du Sénat que les provinces atlantiques dont la population diminue constamment seront assurées dans la Constitution d'une proportion adéquate, peu importe leur population, de représentation au Parlement canadien. À ce moment-là, cette assurance qui manque à ces gens-là nous aidera à rencontrer les demandes du Québec et à faire ce que j'ai dit tantôt: de regarder au partage des pouvoirs pour permettre au Canada de pouvoir se lancer dans le XXI^e

siècle avec les outils nécessaires pour faire face à la concurrence mondiale, la globalisation.

Et en regardant ce partage des pouvoirs, j'ai mentionné tantôt la mobilité qui, pour moi, est essentielle et qui n'existe pas encore, des biens, des gens et des services. Nous pourrions à la lumière de transactions où on n'y va pas pour que le fédéral gagne, on n'y va pas pour que le Québec strictement gagne, mais que le citoyen du Québec gagne, à court terme, à moyen terme et à long terme. Je suis convaincu qu'on pourrait y réussir.

M. Beaudry: M. Chrétien, vous avez répondu à Meech et vous avez donné votre explication à Meech, mais j'aimerais vous entendre sur le rôle que vous avez joué dans le rapatriement de la constitution en 1982.

M. Chrétien: Bien, j'étais le ministre de la Justice. C'est moi qui ai été responsable du dossier à l'époque, et nous avons fait le rapatriement de la Constitution qui recevait une approbation d'au delà de 95 % des citoyens du Québec.

M. Beaudry: Ce n'est pas le rapatriement comme tel qui m'intéresse, c'est le fait qu'en 1980, il y a eu un référendum pour lequel vous avez travaillé pour le non et pendant lequel il y a eu des représentations qui ont été faites à l'effet qu'on aurait un fédéralisme renouvelé. Et en 1982, on se retrouve avec le rapatriement où on exclut le Québec. C'est là-dessus que j'aimerais savoir ce que vous avez à dire.

M. Chrétien: Bien, ce que nous avons fait, c'est que nous avons fait le rapatriement de la Constitution. Nous avons enchaîné une Charte des droits et libertés dans la Constitution canadienne. En plus, ce n'était pas seulement ce que nous avons fait. Il y a eu certains ajustements. Il y a eu dans la Constitution, des textes asymétriques qui permettent, par exemple, vis-à-vis de la question de la langue, que ça s'applique différemment au Québec qu'ailleurs. Nous avons enchaîné dans la Constitution l'obligation du gouvernement central de faire la répartition de la richesse, en partie par le programme de péréquation. Nous avons transmis aux gouvernements provinciaux certains pouvoirs spéciaux en matière de taxation et en matière de commerce international et de ressources naturelles. Malheureusement, le Québec n'a pas signé. Et ça a été pour moi traumatisant, comme pour tout le monde.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Chrétien: J'étais présent. Nous avons essayé d'accommoder autant que possible. Seulement, M. Lévesque, qui était un homme exceptionnel, a été fidèle à lui-même. Nous faisons ou

nous étions en train de rédiger une nouvelle constitution pour le Canada. Plusieurs des éléments qu'on avait devant nous sur la table avaient été approuvés par le gouvernement du Québec, au cours des négociations, en principe, sans dire un oui final. Quand est arrivé le dernier moment, il avait un choix très difficile: ou bien il était fidèle à son programme qui disait, à l'article 1, que nous sommes pour l'indépendance du Québec et la sortie du Québec du Canada, ou bien, nous signons une nouvelle constitution pour le Canada, et à ce moment-là, M. Levesque...

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci met fin au temps de M. Beaudry, vous voulez peut-être conclure.

M. Chrétien: J'ai terminé. ...et à ce moment-là, il a été fidèle à son programme, fidèle à lui-même. Il a dit: Je ne peux pas signer, peu importe ce qu'il y a sur la table. Et nous avons continué dans le projet de réformer la Constitution du pays, tel que nous l'avions promis.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Nicolet, suivi de M. Bouchard.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. M. Chrétien, aux pages 72 et suivantes, jusqu'à 77, 78, de votre mémoire, vous esquissez ce que pourrait être une forme de fédéralisme renouvelé. Vous y allez même jusqu'à suggérer – et je vous cite, au bas de la page 76: "Nous sommes d'avis que la modernisation du fédéralisme canadien n'est pas obligatoirement une affirmation du principe de la symétrie totale des aspects, etc." Donc, vous allez très loin dans un chemin qui recoupe une vision du fédéralisme qu'on a entendu exposer ici, devant cette Commission. Évidemment peut-être que je pourrais préciser qu'à la page 78, au bas de la page, vous retirez cette notion d'asymétrie. Quoi qu'il en soit, vous allez quand même, je pense, beaucoup plus loin que votre parti n'est jamais allé et certainement beaucoup plus loin que les prises de position fédérales qui se sont succédé ne nous le laissent présager. J'aimerais vous demander, avec ceci en toile de fond, de vous projeter dans une situation où vous seriez élu à la tête d'un gouvernement minoritaire, et que vous auriez à faire face à la tâche d'amener le reste du Canada, le Canada hors Québec, à une vision aussi éclatée du fédéralisme tel que nous le connaissons traditionnellement. Comment pensez-vous pouvoir y réussir?

M. Chrétien: Pour moi, les demandes, certaines demandes du Québec à ce moment-ci, sont partagées par d'autres provinces. Dans l'examen des pouvoirs, il y a les pouvoirs de 91; je crois que ce serait très difficile pour les pouvoirs de 91 de ne pas voir une symétrie. Ça

ne veut pas dire qu'il ne peut y avoir, dans certains cas, une dévolution des pouvoirs de 91 vers les provinces, et peut-être, en parlant de mobilité et de normes nationales, un retour de certains pouvoirs dans 91. Par contre, dans les pouvoirs partagés, je crois que la symétrie n'est pas nécessaire et qu'on a eu des exemples au cours des 25 dernières années qui ont permis une certaine asymétrie qui a bien fonctionné. Je parlerais, par exemple, de la Caisse de dépôts... c'est-à-dire le Plan de pension, plutôt, qui a amené la Caisse de dépôts. Ce sont deux systèmes asymétriques.

Ici, au Québec, on a pris une orientation tout à fait différente et c'est devenu un instrument très important pour le développement économique et social. Ce n'est pas demeuré strictement un plan de pension dans le sens qu'on le fait dans le reste du Canada où la pension des autres citoyens du Canada est utilisée pour financer directement les provinces, sans avoir le même système qu'on a ici au Québec. Et il y a moyen de le faire. J'ai mentionné que dans l'Acte constitutionnel de 1982, on a permis le retrait, en matière de langue et de culture, avec compensation pour la province de Québec, à cause des considérations culturelles évidentes qui sont encore nécessaires. On en a, à plusieurs reprises... Alors je dis que je suis prêt à faire une négociation.

(16 h 15)

Je vous en donne des exemples. Il y a la question de l'agriculture – je vois M. Proulx ici – qui est nécessairement asymétrique, parce que les problèmes de l'agriculture varient considérablement d'une partie du pays à une autre. Il y a des provinces qui n'ont virtuellement pas d'agriculture, comme certaines provinces atlantiques, je crois qu'il n'y en a absolument pas à Terre-Neuve. Et le grave problème des cultivateurs de l'Ouest dans les négociations internationales à ce moment-ci créent des difficultés vis-à-vis de la position des cultivateurs du Québec. Alors, c'est nécessairement un domaine où la symétrie n'est pas nécessaire et qu'il faut avoir des solutions asymétriques. Et on pourrait en étudier d'autres.

M. Nicolet: Oui, M. Chrétien, je vous ai écouté sur la symétrie. Mais vous allez quand même... Je vous concède que ce n'est qu'esquissé, mais vous allez quand même beaucoup plus loin dans votre texte. Je me réfère à la page 76 où vous dites: Ceci étant dit, le Parlement fédéral doit être doté d'un minimum de compétences législatives, etc. Et là, vous vous limitez finalement... les affaires étrangères, la défense, la monnaie ainsi que d'autres pouvoirs nécessaires pour assurer la promotion économique et la répartition des richesses. Donc, vous... Il y a une espèce d'élément dur auquel le fédéral doit s'accrocher et, par recoupements, on pourrait en conclure que le reste est sujet à négociation.

Mais je reviens à ma question initiale: Comment allez-vous obtenir du Canada hors Québec qu'il vous suive dans cette voie, particulièrement dans l'éventualité où vous seriez à la tête d'un gouvernement minoritaire?

M. Chrétien: Quand je dis: Les pouvoirs nécessaires pour assurer la promotion économique et la répartition des richesses, j'en dis beaucoup. Et... C'est en peu de mots mais c'est ça qu'il faut déterminer. Il faudra regarder le partage des pouvoirs à la lumière des conditions que j'estime essentielles, à la page 36 aussi de mon mémoire. C'est-à-dire la page 36 de mon mémoire, ce n'est pas exactement... Les objectifs du partage, où je dis que dans la révision des compétences, on devrait garantir les droits et les libertés des citoyens. Il faut s'assurer le maintien et l'affermissement des grandes communautés linguistiques au pays, il faut respecter l'épanouissement des peuples autochtones et les communautés culturelles, alors le bon fonctionnement du marché commun canadien.

Quand j'ai parlé de la mobilité, tantôt, il faudra en venir à des conclusions difficiles parce que la mobilité canadienne n'est pas très bonne à ce moment-ci. Dans bien des corps professionnels, il faut... On ne peut pas, il faut être avocat au Québec, on ne peut pas être avocat en Ontario. Il faut être dentiste au Québec, on ne peut pas être dentiste dans les provinces atlantiques. Tandis qu'en Europe, les professionnels, à partir de 1992 si je suis bien informé, j'en suis pas mal certain, pourront pratiquer leur profession dans tous les 12 pays d'Europe.

Les certificats de compétence ou les diplômes professionnels seront reconnus dans les autres pays, ce qui va assurer une très, très grande mobilité des gens. Si on obtient ça au Canada, ça change tout à fait le portrait pour assurer le progrès économique et social équilibré. Parce que je ne voudrais pas d'un pays où il y a des zones très pauvres et d'autres parties du Canada très riches. Et ça, ça n'a rien à voir avec la langue et la culture, M. Nicolet.

M. Nicolet: Je vous remercie, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Bouchard, qui sera suivi de M. Libman.

M. Bouchard: Merci, M. le Président. M. Chrétien, vous avez tout à l'heure laissé entendre que j'ai assassiné l'accord du lac Meech. C'est curieux parce que moi, je pensais que c'était vous et M. Wells qui l'aviez assassiné. Et maintenant que vous pensez que c'est moi, j'ai presque peur que pour me récompenser, vous m'embrassiez comme vous avez embrassé M. Wells.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bouchard: Je voudrais tout de même vous faire un compliment pour le mémoire. Je pense qu'il y a peu de gens qui vont vous en faire, mais je voudrais avoir l'honnêteté de vous dire qu'en particulier, j'ai bien apprécié le passage de la page 3, où vous reconnaissez que maintenant le Québec a confiance en la maîtrise de son avenir économique. C'est agréable d'entendre dire ça par quelqu'un de votre expérience qui connaît bien le Québec. Et à la page 19, vous, je crois, dissipez un préjugé qui a fait bien du tort à l'image du Québec, quand vous dites que le Québec a protégé sa langue et il l'a fait, de manière générale, dans un climat de respect et de générosité à l'égard de ses citoyens anglophones qui trouvent peu de pendants ailleurs, au pays.

Et je vous remercie de le reconnaître, parce qu'il y a peu de gens qui l'ont reconnu ici. Au contraire, les fédéralistes ont tous tenté de salir l'image du Québec dans le domaine démocratique. Ceci étant dit, je voudrais peut-être vous permettre de corriger une erreur que vous avez faite peut-être d'une façon involontaire quand vous avez laissé entendre que M. Lévesque, quoiqu'exceptionnel, ne voulait faire avec vous une entente. Est-ce qu'il n'aurait pas été possible pour vous d'accepter cette entente que M. Lévesque vous proposait en 1981, alors qu'il avait lui-même signé un accord avec sept autres provinces, un accord qui rapatriait la Constitution, qui ne changeait aucunement les pouvoirs et qui aurait permis de relancer la discussion dans un contexte où on n'aurait pas vécu les affrontements que nous avons vécus depuis? Est-ce que ce n'est pas vous qui avez été radical et qui avez empêché une entente qui aurait été, à l'époque, acceptable?

Et, deuxièmement, ma question est la suivante. À la page 49, vous avez un paragraphe qui me paraît très important, le deuxième paragraphe, où vous dites que: "Il nous paraît évident que les Québécois devront décider s'ils font l'indépendance ou s'ils restent dans le Canada". Je crois comprendre que vous faites allusion au fait que les Québécois devront, dans un avenir immédiat, se prononcer d'une façon démocratique sur l'avenir qu'ils veulent par rapport à leur cadre politique. Et je sais que vous êtes un homme qui n'avez jamais refusé les combats, je vous en rends hommage. Dois-je comprendre que vous seriez disposé, et vous jugeriez démocratiquement sain, de participer vous-même à un débat démocratique, référendaire, sur l'avenir souverainiste ou fédéraliste du Québec dans les prochains mois?

Deuxièmement, comme vous êtes un homme important, et que vous pensez, vous avez des chances même de l'être, en tout cas vous sollicitez un mandat de premier ministre du pays, que donc, il est plausible que vous ayez à jouer un rôle critique dans les événements qui vont venir, est-ce que, si le Québec se déclare

souverain et donne ce mandat à M. Bourassa, de réaliser la souveraineté, allez-vous coopérer avec M. Bourassa pour faciliter la période de transition qui va conduire à la souveraineté, du fédéralisme où on est? Ou n'allez-vous pas essayer, au contraire, d'attiser les passions canadiennes-anglaises contre le Québec, ou même tenter de rapetisser le territoire du Québec?

M. Chrétien: Bah, pour moi, j'ai dit dans mon mémoire, M. Bouchard, qu'il y aurait de grandes difficultés à faire la transition. Si les gens sont fatigués des négociations constitutionnelles, je pense que les négociations de la séparation seront très compliquées, et elles causeront une instabilité économique très grave pour le Québec, et les économistes la semaine dernière l'ont dit. Le niveau de vie des Québécois, d'après eux, en souffrirait et ce seraient les ouvriers, les collets bleus, les collets blancs, pas les bourgeois, mais les petits, plus petits, les plus humbles qui en souffriraient.

Pour moi, si je suis premier ministre du Canada, à cette époque-là, la Constitution ne confère à aucun premier ministre du Canada la possibilité de négocier la séparation du territoire. Depuis, dans la Constitution, on ne peut pas créer de nouvelles provinces sans le consentement de sept provinces, représentant 50 % de la population. Alors, l'inverse devrait être vrai.

Il est possible que les provinces ne voudront pas concéder au premier ministre du Canada le mandat de négocier pour eux la séparation du Québec, parce qu'ils auront des intérêts considérables. Et la légitimité du gouvernement fédéral, alors qu'il y aura 25 % de la population de partie, sera peut-être difficile à établir pour pouvoir faire ces négociations-là.

Pour moi, je suis convaincu que ce sera extrêmement compliqué, et que, après l'indépendance, si je lis les mémoires et si j'écoute les conversations, beaucoup de gens disent toujours: Il ne faut pas perdre nos acquis, on renégociera à ce moment-là une nouvelle entente économique avec le reste du Canada. Je ne suis pas sûr, M. Bouchard, que ça se fera très facilement. Il n'est pas impossible que certaines parties du Canada, voyant que le rêve canadien aurait été effectivement tué, qu'elles décident de s'unir aux États-Unis. D'autres voudront peut-être préserver un certain Canada. Et tout ça prendra beaucoup de temps, avant qu'on puisse trouver le mécanisme nécessaire.

J'y travaillerai au meilleur de ma connaissance pour trouver la meilleure solution. Mais la réalité sera très, très difficile, et, pour moi, je crois que, si on doit faire l'indépendance et refaire un mariage, on ne débâtit pas une bâtisse pour refaire le réaménagement à l'intérieur. On laisse les murs là, et on essaie de faire le réaménagement. C'est ce qu'on fait pour préser-

ver le Vieux-Québec, que je visitais encore une fois avec plaisir ce matin.

Alors, je trouve que la proposition... Allez-vous aider? J'ai l'intention de me faire élire ici au Québec, à la prochaine élection fédérale, et je serai toujours un Québécois. Mais, je suis convaincu que c'est la voie canadienne. Alors, je suis, je vais travailler pour m'assurer que le Québec choisisse l'option canadienne.

Et je voudrais revenir à votre charge antérieure, si vous me donnez la permission, parce qu'il y a un mythe que j'ai tué Meech Lake, avec M. Wells. Et la vérité devrait avoir une place. Les discours politiques sont bons, mais la vérité a droit d'avoir une place. M. Wells était contre l'accord du lac Meech, et il était contre certaines des conditions du Québec. J'étais pour les cinq conditions du Québec. J'ai voulu garder un veto pour le Québec et pas un pour l'Île-du-Prince-Édouard ou Terre-Neuve. Il était en désaccord avec moi. Et en aucun moment, alors que vous parlez des embrassades, à ce moment-là, si vous avez un peu d'honnêteté intellectuelle, je venais de gagner la chefferie de mon parti, j'avais gagné les sept comtés, les sept délégations de Terre-Neuve et lui, il était demeuré neutre et je l'ai remercié d'être demeuré neutre. J'avais eu 90 % des votes à Terre-Neuve. Je ne sais même pas si M. Wells a voté pour moi. Tout ce que je sais, c'est que son fils a essayé d'être choisi délégué pour un de mes adversaires à l'Université Memorial à Terre-Neuve.

M. Bouchard: Trente secondes, M. le Président. Dois-je comprendre que vous êtes d'accord pour que le Québec décide de son avenir bientôt par un référendum?

M. Chrétien: Ce que je n'aime pas dans les idées de un, deux ou trois référendums, c'est qu'on dit: On va faire le référendum, on va faire un autre référendum, un troisième référendum. Je crois que pour les Québécois quel moment sera le plus approprié de décider de se séparer, si le gouvernement actuel est contre la séparation, l'indépendance. Ils n'ont pas, eux, à faire le référendum parce que c'est contre leurs convictions, et c'est d'ailleurs le programme du Parti québécois. Est-ce qu'il y aura des référendums ou un référendum? Le débat n'est pas encore complété. M. Parizeau intervient régulièrement pour essayer de garder ses troupes en ligne, mais, pour moi, ce n'est pas...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Chrétien: ...je pense que c'est à celui qui propose l'indépendance, lorsqu'il forme le gouvernement, de demander aux citoyens. Ce n'est pas à un gouvernement qui veut rester à l'intérieur de la fédération, une fédération nécessairement renouvelée, de poser la question sur l'indépendance.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Libman suivi de M. Larose.

M. Libman: Merci, M. le Président. M. Chrétien, contrairement à ceux qui m'ont précédé, après avoir lu votre mémoire, la première chose à dire est que vous nous amenez un goût de la réalité qui est très important et très opportun et également très rafraîchissant. Et la phrase clé dans votre mémoire est quand vous dites que le fardeau de la preuve repose clairement sur les personnes qui rejettent d'emblée le Canada, et que c'est à eux de montrer que la souveraineté favorisera davantage l'épanouissement économique, social et culturel de tous les Québécois. Et je vous avoue, M. Chrétien, qu'après six semaines d'audiences, nous attendons toujours cette preuve. On a entendu assez de clichés, de slogans, de présomptions, mais on attend toujours la véritable comment, et j'aimerais bien que tous ces gens lisent les pages 53 et 54 de votre mémoire. Ma question porte sur la question territoriale. Il y a deux semaines, des groupes sont venus devant cette Commission. Ils ont parlé d'un corridor de territoire entre l'Ontario et les Maritimes relié à la voie maritime pour maintenir l'intégrité géographique du Canada. Alors, je vous demande si vous pouvez élaborer sur la question, sur la possibilité du morcellement du territoire du Québec qui peut être soulevée pendant les négociations pour la souveraineté du Québec, et spécialement, en ce qui concerne la terre de Rupert à laquelle vous faites référence aux pages 11, 12 et 56 et où est situé le développement de la Baie James.

M. Chrétien: La question que vous posez, c'est une question hypothétique. J'espère qu'on n'aura jamais à négocier la séparation du Québec du Canada. La question territoriale sera probablement posée par certains citoyens canadiens. S'ils veulent maintenir l'intégrité du reste du Canada, ils devront, ils exigeront peut-être d'avoir un corridor pour unir le pays de l'est à l'ouest. Certains iront chercher dans l'histoire où était le Bas-Canada au moment de 1840 à 1867. Alors, la terre de Rupert est venues par la suite et c'est parce qu'à ce moment-là, c'était un transfert de ces territoires qui appartenaient à tout le Canada et ils étaient transférés à une partie du Canada. Et certaines personnes soulèveront ce problème-là.

(16 h 30)

Je sais que les gens qui veulent la séparation parlent clairement, eux, de l'intégrité absolue du territoire québécois et ils ne veulent concéder aucune autodétermination à quelque peuple que ce soit, sauf que je trouve dans certains de leurs propos, qui sont très aptes à dire aux autochtones qu'ils vont leur concéder leur statut de peuple. Alors, est-ce qu'un peuple a droit à un territoire? J'imagine que Max Gros-Louis et les autres personnes soulèveront la

question: Est-ce qu'on a droit à un territoire? Quel est, historiquement, notre territoire? Et il y a des pays aux Nations Unies qui sont, en nombre, très, très petits. Il y a des pays qui n'ont pas, si je le crois, il y a un pays qui a moins de 50 000 habitants. Alors, il y aura ces questions-là. Comment on y répondra? Je ne sais vraiment pas. J'aime mieux ne pas perdre mon temps sur une question hypothétique comme celle-là, on a assez de problèmes comme ça.

M. Libman: Ma deuxième question, M. le Président, sur un autre sujet. À la page 20, vous référez aux irritants de la loi 178, mais pour beaucoup de Québécois, la loi 178 représente une insulte profonde et non seulement un irritant. Et le fait qu'une langue officielle soit bannie, va complètement à l'encontre du contrat social qui existe au Canada. Et aussi, c'est l'utilisation de la clause "nonobstant" pour créer cette loi en 1988, qui a créé cette loi spécifique, qui a anéanti la confiance du reste du Canada, de la nature interprétative de la clause de société distincte et au fond, c'était ce manque de confiance, à mon avis, qui a enterré l'accord du lac Meech. Alors, ceci étant dit, à la lumière de ce que vous dites à la page 74 de votre mémoire, êtes-vous favorable à l'abolition de la clause "nonobstant" de la Charte? Do you feel the "notwithstanding" clause of the Charter should be abolished, in light of the fact that Section 1 of the Charter has a reasonable limit clause which in fact gives the government of Québec the opportunity to promote and preserve the French language and culture?

M. Chrétien: Au tout début du projet de la Charte des droits, il n'y avait pas de clause "nonobstant". Au cours de mois de discussions, on a réalisé que, n'ayant pas de clause "nonobstant", ça allait créer à tous les niveaux de gouvernement des difficultés considérables, et nous avons éventuellement acquiescé à la clause "nonobstant". Je crois que clause "nonobstant", pourrait être rendue plus difficile d'application. Elle pourrait à mon sens exiger peut-être au moins les trois quarts des membres d'une Assemblée législative ou de l'Assemblée nationale ou du Parlement canadien, mais il y a des circonstances où il faut que les élus du peuple puissent décider, et pour moi, je pourrais vous donner un exemple, d'actualité.

Si la Cour suprême, la semaine dernière, avait jugé que la Loi anti-émeute qui se trouve dans le Code criminel, allait à l'encontre de la liberté de parole, à ce moment-là on n'aurait pas pu avoir une loi au Canada, de juridiction strictement fédérale du Code criminel, sans avoir un amendement constitutionnel, parce que le "nonobstant" n'aurait pas existé. Et je crois que dans une Société démocratique comme la nôtre, la Cour suprême a eu raison de dire que la liberté de parole prédominait. Mais il peut y

avoir une Cour suprême à un moment donné qui prenne une vue différente. Et à ce moment-là, je suis convaincu que le Parlement, les élus auraient le droit de dire "nonobstant".

La décision de la Cour suprême... Nous voulons avoir dans le Code criminel du Canada une loi qui bannit la littérature haineuse; et d'ailleurs, M. Borovoy qui était le directeur général de la Société canadienne des droits de l'homme, au moment où nous avons trouvé ce compromis, a trouvé - je n'ai pas le texte avec moi - qu'il était tout à fait imaginatif de la part de tout le monde alentour de cette table, d'avoir trouvé cette solution. Mais je la rendrais beaucoup plus difficile d'application en exigeant les trois quarts de l'Assemblée, parce que, enlever des droits ou suspendre des droits c'est très difficile à faire et, au surplus, je pense que le recours devrait être plus rapide, qu'on devrait la revoir à tous les trois ans, de telle façon qu'elle ne soit pas oubliée dans les statuts, parce qu'il peut y avoir des lois discriminatoires qui sont passées, et si on ne les revisite jamais, elles restent là tout le temps, et si on les revoit à tous les trois ans, à tous les cinq ans, le problème revient, et si le problème n'existe plus, on peut tout simplement ne pas repasser la loi.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Larose, suivi de M. Dufour.

M. Larose: Merci, M. le Président. Bienvenue à cette Commission, M. Chrétien, composée essentiellement de Québécois et de Québécoises. La semaine dernière, effectivement, M. Dion qui est un vétéran fédéraliste, épuisé par ailleurs, est venu nous dire qu'il fallait rénover de fond en comble la Fédération canadienne. Rien de moins. Il nous proposait une démarche un peu compliquée et longue, mais il disait aussi: Il va falloir des personnes crédibles. Vous, vous êtes sur la scène canadienne depuis au-delà de 25 ans, vous nous l'avez dit. En 1980, vous vous êtes puissamment impliqué et imposé dans le débat référendaire. Vous avez dit beaucoup de choses. Surtout, vous n'avez pas lésiné sur les moyens. En 1981, lors de cette fameuse nuit des longs couteaux, vous avez planté le vôtre dans le dos du Québec. En 1990, on a vraisemblablement mal lu les médias, mais je crois qu'il faut comprendre que vous avez vertement rabroué M. Wells pour avoir tué le lac Meech parce qu'il n'en donnait pas assez au Québec.

La question de la crédibilité pour une commission comme celle-là, elle se pose. Vous dites vous-même qu'au Canada, comme Québec va prendre ses décisions, il va bien falloir que quelqu'un soit le porte-parole. Êtes-vous ce porte-parole? Et si vous l'êtes potentiellement, sur quelle base allez-vous défendre et promouvoir les intérêts du Québec? Vous dites vous-même que vous êtes un Québécois, ce qui suppose

de savoir déjà ce sera quoi, votre position, quand le Québec aura décidé. Allez-vous respecter la décision du Québec?

M. Chrétien: Je suis un démocrate et je l'ai dit en 1980 dans bien des discours à cet effet. Si nous n'avions pas reconnu que le Québec pouvait prendre une décision de se séparer, on aurait agi autrement. Il y avait des pouvoirs qu'on aurait pu utiliser. On ne les a pas utilisés. À ce moment-là, je dis que vous me posez une question hypothétique. J'ai expliqué dans mon mémoire les difficultés qu'on va rencontrer.

J'espère, M. Larose, que vous, qui représentez des ouvriers, qui représentez des syndiqués, que votre préoccupation principale est le bien économique de ces ouvriers; s'ils doivent payer le prix, que vous aurez l'honnêteté de dire quel prix ils paieront. J'aime beaucoup M. Bourgault qui dit à plusieurs reprises: Nous serons peut-être plus pauvres, mais nous serons plus heureux. C'est honnête. Il y a des gens qui rentrent à la Trappe d'Oka pour ça. D'autres en sortent. Et il y en a qui y rentrent.

M. Larose: M. Chrétien...

M. Chrétien: Et ça, il faut que les ouvriers le sachent. C'est pour eux que je veux m'assurer que le tout soit bien réfléchi.

Seulement, je voudrais vous dire, M. Larose, que dans des débats comme celui-là, ça n'avance rien d'utiliser l'injure et l'insulte. C'est l'arme des faibles. Je vous demande de regarder les intérêts de vos ouvriers, des gens qui paieront le prix. Il y aura 2000 bourgeois au Québec qui profiteront. Seulement, qu'arrivera-t-il à ces gens-là? C'est ça qui est ma préoccupation, le bien-être économique et social de tous les citoyens du Québec. Et, en Europe, aujourd'hui... J'ai parlé il n'y a pas très longtemps à Neil Kinnock, le chef du Parti Labour en Angleterre, et je lui ai demandé: Qu'avez-vous fait, M. Kinnock pour persuader les unions anglaises de supporter l'entrée au Marché commun? Il m'a dit: Ça a été difficile, mais il a dit: L'intérêt à long terme, l'intérêt économique à long terme des ouvriers anglais était l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun. Et il était contre l'élément souverainiste de Mme Thatcher. Ça a été difficile, m'a-t-il dit, mais il a réussi. Et je vous demande de faire la même chose: de penser à l'intérêt économique de vos membres.

M. Larose: Merci, M. Chrétien. Je voudrais vous informer que, dans les sondages, les travailleurs et les travailleuses et le monde ordinaire au Québec sont très majoritairement pour la souveraineté du Québec et les bourgeois, que vous connaissez peut-être plus que moi, ça s'adonne qu'ils sont contre la souveraineté du Québec. Voulez-vous me dire...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je rappelle aux gens dans la galerie qu'il n'est pas permis d'applaudir dans cette galerie.

M. Larose: Je n'aime pas ça que vous utilisiez l'injure précisément quand vous dites que les porte-parole des travailleurs et des travailleuses portent des mandats qu'ils n'ont pas vérifiés puisque, depuis un an, nous vérifions dans chacune de nos unités de base si les gens, pour se sortir précisément du marasme économique traditionnel dans lequel on est, si on ne devrait pas faire ce genre de choix-là. Les travailleurs et les travailleuses sont pour l'indépendance du Québec. Les bourgeois, contre et vous le savez.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Dufour.

M. Chrétien: Je voudrais dire que je ne nie pas qu'ils sont, dans les sondages, pour la souveraineté. J'aimerais que vous leur disiez: La souveraineté veut dire l'indépendance clair et net.

M. Larose: C'est ce qu'on dit.

M. Chrétien: Bravo! Il y en a beaucoup qui disent: On va se séparer et on va se remarier. Et c'est ça qui est dangereux! Et les gens...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Dufour, qui sera suivi de M. Ouellet, pourvu que les deux soient relativement brefs, si c'est possible.

M. Dufour: Si vous me permettez, M. le Président, je voudrais d'abord corriger une affirmation qu'a faite M. Bouchard tout à l'heure et qui m'a blessé. Quand vous dites que tous les fédéralistes, et j'en suis, ont tenté de salir l'image du Québec à l'étranger au niveau des droits et libertés, bien je pense que vous faites une affirmation absolument erronée.

M. Chrétien, je voudrais vous amener sur deux volets très rapidement. Le premier, c'est celui, bien sûr, du partage des pouvoirs. Dans ce partage des pouvoirs, je vais vous poser une question bien précise: Le Québec pilote actuellement trois dossiers: L'immigration, la main-d'oeuvre et la santé au niveau du ticket orienteur. Est-ce que dans ces trois dossiers-là vous pourriez donner l'appui au Québec dans les débats actuels?

M. Chrétien: Je n'ai pas eu le temps d'étudier ces dossiers-là à fond. Sur la question de la santé, nous avons toujours été pour le principe de l'universalité et le ticket orienteur, s'il doit devenir un ticket qui prive les gens des services que nous croyons fondamentaux pour tous les citoyens du Canada... L'universalité, pour

moi, c'est très important et avec notre système d'accès universel pour tous les citoyens aux services de santé... Au Canada, nous avons fait quelque chose de très surprenant. Nous dépensons, au Canada, à l'heure actuelle, si je ne me trompe, 9,5 % du revenu national brut pour les services de santé. Les Américains avec leur système mixte d'entreprises privées et de secteurs publics, je pense, dépensent près de 11 % du revenu national brut pour les services de santé et un très grand nombre d'Américains n'ont pas d'accès aux services de santé et très souvent, certains Américains qui ont accès aux services de santé, lorsque c'est terminé, ont perdu tout leur avoir. J'aime mieux le système canadien universel.

M. Dufour: Main-d'oeuvre, immigration.

M. Chrétien: Seulement, il peut y avoir des arrangements administratifs pour régler certains problèmes d'abus qui peuvent exister dans le système.

M. Dufour: Main-d'oeuvre, immigration.

M. Chrétien: Dans l'immigration, les demandes suggérées par M. Rémillard d'enchâsser dans la Constitution l'entente Couture-Cullen, je suis d'accord avec ça.

M. Dufour: Je voudrais juste vous demander une question de temps. Vous avez dit tout à l'heure: Négocier avec le Canada anglais l'association après la souveraineté prendrait énormément de temps, ce avec quoi je suis d'accord. Sauf qu'il y a quand même une certaine impatience au Québec actuellement et elle se manifeste autant chez les souverainistes que les fédéralistes d'ailleurs. Vous dites qu'il y a de l'inquiétude et il faut passer à travers cette inquiétude-là et rapidement. Je vous pose la question: Dans l'approche que vous avez dans votre mémoire donc, qui est de négocier de nouveaux pouvoirs entre le fédéral et les provinces, ça pourrait nous prendre combien de temps?

M. Chrétien: Je n'ai aucune idée du temps, honnêtement. Seulement si c'était dans un esprit de calme, de réflexion, dans la recherche de la vraie solution, ça n'inquiéterait pas beaucoup de monde et la stabilité économique demeurerait. Que nous ayons des discussions constitutionnelles pendant six mois, un an ou deux ans dans une atmosphère détendue, de réalisme, bien pour moi, la crainte disparaîtrait.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Laberge qui a dû annuler bien des choses pour être ici aujourd'hui m'a demandé si je ne pouvais lui trouver un petit coin dans le temps, alors, si vous voulez M. Laberge, je vais vous passer la parole maintenant. Je finirai ensuite avec M.

Ouellet avant de passer au groupe parlementaire couplet formant le gouvernement.
(16 h 45)

M. Laberge: M. Chrétien, je ne veux pas m'étendre trop longtemps sur la question de Clyde Wells, mais vous avez dit tantôt: Je l'ai remercié parce qu'il avait été neutre lors de mon élection. Comment est-ce que vous traduisez ça: "Thanks, Clyde, for a job well done"? Pour un gars qui a été neutre...

M. Chrétien: Bien, écoutez, j'ai eu tous les délégués. C'est une "job well done". S'il avait travaillé contre moi...

M. Laberge: Est-il neutre ou bien s'il n'est pas neutre?

M. Chrétien: Non, non... Je dois vous dire que si M. Clyde Wells... non, non.

M. Laberge: O.K. Passons. Ce n'est pas la question que je veux vous poser.

M. Chrétien: Non, non. Vous me l'avez posée.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Reposez-la, M. Laberge.

M. Laberge: Vous l'avez dit tantôt: je suis un démocrate. Bon, je crois à ça. Donc, vous reconnaissez que le Québec a le droit de s'auto-déterminer. Vous l'avez dit tantôt: Si c'est fait dans les normes, parfait. Vous savez fort bien que les cinq conditions de l'accord du lac Meech étaient vraiment minimales. Ah bien! il y a un tas de Québécois qui trouvaient que ce n'était pas assez. Et malheureusement, ça n'a pas fait un accord. Et vous savez peut-être qu'aujourd'hui, au Québec, il y a un tas d'organismes: le Forum pour l'emploi, 28 différents organismes, les conseils des municipalités de comté, les chambres de commerce, l'Association des manufacturiers canadiens, enfin, un tas d'organismes demandent de rapatrier un tas d'affaires, y compris tous les pouvoirs sur l'éducation et la formation professionnelle, la main-d'œuvre, l'immigration, l'assurance-chômage, etc. Comment allez-vous faire pour aller chercher ça dans des négociations ordinaires? Première question.

Deuxième question. Lors du référendum de 1980, on se souvient fort bien, il y a des souvenirs un peu malheureux, d'autres plus le "fun", mais... Une couple de souvenirs bien malheureux... vous avez fait des discours sensationnels à ce moment-là, flamboyants même. Vous nous avez mélangés un peu: Un non veut dire oui. Et vous avez même dit: On met nos sièges en jeu. Bien, ça, on en a poigné une

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Laberge: On en a poigné quelques-uns depuis. Mais comment peut-on faire ça? Mais vraiment... Est-ce que vous croyez vraiment qu'il y a une chance de négocier avec le Canada avec tous les nouveaux pouvoirs que tous les Québécois demandent?

Et ma troisième question.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Laberge, est-ce qu'on pourrait laisser du temps pour les deux premières?

M. Laberge: Deux et demie.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Laberge: Nos leaders nationaux ont failli à leur tâche essentielle. Vous savez qu'en 1980 il y avait quoi... quelque 44 % qui ont voté en faveur du oui, hein? Les sondages, actuellement, démontrent qu'il y en a à peu près 64 ou 65 % qui se prononcent en faveur de la souveraineté. Ne trouvez-vous pas que vous avez quelque chose à faire là-dedans: Voter pour le non, c'est oui... en 1981, 1982 et tout ça. Les Québécois se souviennent. D'ailleurs, c'est un de nos mottos: Je me souviens.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, M. Chrétien, dans l'ordre ou dans le désordre, les trois réponses, s'il vous plaît.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Chrétien: Écoutez, pour répondre à votre question, je parle d'une négociation globale. Je vais vous poser une question à vous: Êtes-vous pour la mobilité de la main-d'œuvre à travers les provinces au Canada? Ou bien vous voulez garder le système de protection absolue des membres de la construction dans la province de Québec. C'est ça les principes qu'on devra regarder. S'il existe...

M. Laberge: Mais, c'est pas ça du tout, vous savez fort bien...

M. Chrétien: Non, mais je vous dis, je vous pose...

M. Laberge: Bien non, mais vous me posez une question et vous ne voulez pas de réponse?

M. Chrétien: Bien, vous répondrez après que j'aurai fini.

M. Laberge: C'est parce que c'est un peu différent, l'affaire de la construction.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Laberge, vous avez eu trois questions bien posées. Il faut laisser quand même un peu de temps pour les réponses.

M. Laberge: Ah bien! Il n'a pas le droit de m'en poser.

M. Chrétien: Non, non. Je n'en pose plus.

Le Président (M. Michel Bélanger): Non, il n'en posera plus.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Il s'engage à ne plus en poser mais il va répondre.

M. Chrétien: Je dis, M. Laberge, que vous êtes un négociateur. Et moi je suis convaincu, par exemple, que pour la réforme du Sénat qu'on ne discute pas ici, c'est très...

M. Laberge: On s'est débarrassés de ça, nous autres, il y a 20 ans.

M. Chrétien: Je sais, mais dans les fédérations dans le monde, l'Allemagne, la France - ce n'est pas une fédération mais la France a une Chambre haute - l'Australie a une Chambre haute... C'est un instrument très utile pour nous assurer que les gouvernements en place, au moins avec un pouvoir suspensif, puissent retarder leurs décisions et donner une meilleure participation aux régions. Si on obtient ça, et ceci est très important pour le Québec aussi, parce que dans une Chambre haute où on élit les gens, peu importe ce qui va arriver à la population du Québec, on aura toujours notre 25 % ou à peu près de la représentation au Sénat. À long terme, si on doit rester au Canada, c'est très important pour rencontrer certaines des inquiétudes aujourd'hui. Si on a un débat, on le fera. Vous me parlez de l'assurance-chômage. J'ai dit un jour que j'étais contre le rapatriement pour une raison purement mathématique, parce qu'il y a toujours eu, au cours des 25 dernières années, plus de chômeurs au Québec que la moyenne nationale. Donc, si c'était strictement un programme d'assurance, les ouvriers et les patrons paieraient plus pour donner les mêmes bénéfices, seulement à l'intérieur du Québec.

M. Laberge: Si la politique fiscale ne faisait pas qu'elle nous créait du chômage au Québec, peut-être bien qu'on pourrait balancer les livres à l'assurance-chômage. Les taux d'intérêt en l'air pour essayer de diminuer l'inflation en Ontario et ailleurs, le dollar canadien surévalué, ça nous crée des manques de jobs.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Laberge, vous allez appeler tellement d'autres

réponses que le temps dont on manquait déjà, il va être encore plus évident qu'on en manque.

M. Chrétien: Je suis d'accord avec vous sur la politique des taux d'intérêt, et je dis dans mon document qu'il faut réformer la Banque du Canada pour nous assurer que les intérêts des régions soient mieux respectés qu'ils ne l'ont été au cours des dernières années. On a eu des taux d'intérêt de cette nature-là à cause de la pression supposément inflationniste dans la région de Toronto. Le gouvernement aurait dû prendre d'autres moyens que d'imposer des taux d'intérêt, comme on en a imposés aux autres Canadiens qui n'en avaient pas besoin, pour ralentir la croissance économique dans le Golden Shoe en Ontario.

Le Président (M. Michel Bélanger): Une dernière et brève intervention de la part des membres, par M. Ouellet, après ça nous passerons aux représentants du parti gouvernemental. M. Ouellet.

M. Ouellet: Merci, M. le Président. Je voudrais, en terminant, remercier M. Chrétien, pour avoir répondu aux questions qui préoccupent d'une façon très importante tous les membres de cette Commission. Je pense que ceux qui ont pris le temps de lire votre mémoire devront surtout s'arrêter à la dernière phrase de ce mémoire, la conclusion qui rappelle qu'à la lumière du rapport de la Commission Bélanger-Campeau et du travail qui sera accompli par d'autres groupes à travers le pays, le Parti libéral du Canada sera prêt à envisager, à proposer et à débattre de réformes en profondeur du fédéralisme canadien, pour la création d'un Canada nouveau. Ça me paraît évidemment tout à fait dans la lignée d'un certain nombre de suggestions, de demandes qui ont été faites par des gens qui ont témoigné ici et qui voudraient des changements en profondeur du fédéralisme canadien et qui réclament un certain nombre de pouvoirs supplémentaires pour répondre adéquatement aux aspirations légitimes du Québec. M. Chrétien, à la lumière de ce que vous dites en concluant, est-ce que vous êtes d'accord pour une répartition des tâches très importantes dans le futur, entre le gouvernement du Canada, au profit du gouvernement du Québec?

M. Chrétien: J'ai dit, dans mon mémoire, qu'il faut moderniser la Constitution canadienne et c'est essentiel pour faire face au XXI^e siècle. J'ai énoncé certains principes qui devraient présider à l'analyse du partage des pouvoirs: la mobilité de la main-d'œuvre, la garantie de l'égalité des langues à travers le pays, le respect des autochtones. Il y a des critères, si on est une nation, si on est un pays, qu'il faut partager. D'ailleurs, c'est ce qui se passe en Europe. On est en train de se donner une charte sociale

en Europe qui va imposer les mêmes critères à l'Allemagne, qu'à l'Espagne et au Portugal. Ce qui veut dire qu'il y aura beaucoup de changements dans certains pays à cause de ces standards qui seront plus élevés pour bien des pays. C'est ce qu'on recherche, le bien-être social et économique des citoyens. Si, pour la préservation de la langue et de la culture française, ici même au Québec, il y a des pouvoirs additionnels qui doivent être donnés, j'en suis. D'ailleurs, dans le passé, nous l'avons fait. Pour moi, la préservation de la langue et de la culture française, c'est essentiel. C'est ça qui fait le caractère distinct du Canada, à ce moment-ci. Alors, s'il y a besoin de plus, on le fera. Sur le partage des responsabilités, il faut voir aussi les institutions et les responsabilités. Et, à la lumière des critères que j'ai énoncés, on les analysera pour s'assurer que tous les citoyens, qu'ils vivent en Gaspésie ou au Cap Breton, en Colombie Britannique ou à Terre-Neuve, bénéficient d'un minimum de décence et un respect de la personne humaine qui est essentiel dans une société comme la nôtre où on a atteint un niveau qui fait l'envie de bien des pays au monde. Que ça soit telle bureaucratie plutôt que telle autre, j'ai été assez longtemps dans un gouvernement pour comprendre que, très souvent, l'ardeur du ministre est en fonction des demandes de ses fonctionnaires pour qu'ils lui disent après: Tu as gagné notre bataille. Ce qu'il faut regarder, c'est pour le peuple. On est tous ici pour servir la population et nous ferons le partage pour nous assurer que les citoyens de tout le territoire, en particulier les citoyens du Québec, puissent être des citoyens qui jouissent de leur diversité dans l'égalité fondamentale, économique et sociale.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous avons déjà dépassé de beaucoup le temps qui était alloué aux autres membres mais il y avait beaucoup d'intervenants. Je m'excuse auprès de ceux qui n'ont pas pu prendre la parole. Nous passons maintenant aux 15 minutes réservées aux représentants du parti gouvernemental. La parole est à M. Rémillard.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. M. Chrétien, mesdames, messieurs, tout d'abord, je voudrais vous souhaiter la bienvenue à cette Commission. Ça me fait d'autant plus plaisir de vous accueillir que, M. Chrétien, on vous doit, dans une certaine mesure, le plaisir que nous avons à travailler tous ensemble comme membres de cette Commission pour trouver des solutions aux problèmes constitutionnels. Nous avons à réfléchir sur la situation telle qu'elle se présente à la suite de l'échec de l'entente du lac Meech et des choix qui s'offrent aux Québécois.

Votre mémoire – je l'ai lu très attentivement – est un mémoire qui s'inscrit très bien dans la ligne de pensée qui a toujours été la vôtre. Je suis certain que vous auriez pu faire un

mémoire très, très semblable il y a 20 ans, au moment de Victoria. Vous le faites maintenant – dans ses grands principes, je veux dire, dans ses grandes idées – et, cette fois-ci, vous nous dites: Il faudrait faire des changements, des changements importants.

Je voudrais peut-être prendre un peu la relève à la question surprise de M. Ouellet. De ces principes que vous énoncez comme changements majeurs, j'essaie de trouver des choses très concrètes qui pourraient nous amener à dire qu'il s'agit vraiment d'une volonté bien définie que vous avez d'apporter des modifications à la Constitution, qui pourraient signifier pour le Québec des changements profonds. À la page 73 de votre mémoire, au bas de la page, vous dites que l'objectif recherché, selon nous, doit être une répartition fonctionnelle des pouvoirs entre les gouvernements dont le point de repère serait la liberté et le mieux-être des citoyens. Voilà une phrase que, je vais vous dire, je pourrais faire mienne, moi aussi. Mais je reprendrais la question que M. Dufour vous a posée. Tout dernièrement, nous avons demandé – ma collègue Mme Gagnon-Tremblay, ministre de l'Immigration, négocie avec Ottawa; ça fait au moins trois ans que nous négocions – de nouveaux partages en matière d'immigration, pas simplement pour inscrire Cullen-Couture mais pour, en plus, nous permettre d'intégrer nos immigrants complètement à la société québécoise. Et nous sommes toujours à la recherche d'une entente.

Tout récemment, mon collègue le ministre de la Santé, M. Marc-Yvan Côté, proposait une réforme tellement bien accueillie, presque unanimement et, là encore, on se butait à cette loi fédérale sur la santé. Aussi, il y a quelques jours, mon collègue M. Bourbeau, ministre de la Main-d'œuvre, réclamait une pleine compétence du Québec en matière de main-d'œuvre pour qu'on puisse mettre en place nos propres politiques de main-d'œuvre.

Alors, je vous donne trois secteurs parce que ce sont trois secteurs qui sont très importants pour nous parce qu'on est face à des problèmes extrêmement importants pour le Québec présentement, pour notre réalité québécoise, tant sur le plan social et politique qu'économique. Est-ce que vous seriez d'accord... Parce que ce sont trois pouvoirs qui, comme vous le savez, selon la Constitution, appartiennent aux provinces. C'est par suite du pouvoir de dépenser que le gouvernement fédéral s'est immiscé dans ces pouvoirs. Seriez-vous d'accord, M. Chrétien, pour que, dans ces trois domaines de juridiction, le Québec puisse avoir une pleine compétence?

M. Chrétien: Dans l'immigration, c'est un pouvoir partagé. D'ailleurs, dans les revendications, on ne demande pas le complet transfert de tout le secteur de l'immigration. Quant aux problèmes que vous mentionnez...

M. Rémillard: L'intégration des immigrants, comme je vous ai mentionné.

M. Chrétien: Bien, l'intégration des immigrants, je ne sais pas. Je ne suis pas particulièrement au courant de ce dossier-là. Je ne peux pas vous donner la réponse du gouvernement, je ne suis pas le gouvernement. Je dis que j'accepte le concept qu'il est important pour le Québec d'intégrer ses immigrants. Il faut nous assurer que la population du Québec demeure aussi grande que possible et si nous ne pouvons pas augmenter naturellement la croissance de la population, il faut maintenir une politique d'immigration, et les immigrants qui arrivent au Québec, on voudrait, en autant que faire se peut, qu'ils deviennent des Québécois.

(17 heures)

Et d'ailleurs, c'est une des caractéristiques d'aujourd'hui, on a beaucoup, et ça je voudrais vous faire remarquer ça... Beaucoup de gens ont parlé que les immigrants étaient un danger au Québec et tout ça. Je voudrais vous faire remarquer qu'il y a bien des canards qui courent dans notre société, à ce moment-là. 82 % de la population au Québec aujourd'hui est française, plus que jamais. 94 % des citoyens du Québec parlent la langue française. Mais on véhicule encore le canard qu'on est en train de disparaître. Et ça, ça me choque. Parce que, je me rappelle, dans le débat sur le libre-échange, en novembre, les gens disaient: Non, non, nous les Québécois, on est forts, on va prendre le monde, on n'a pas peur de prendre notre place. Et ça c'est en novembre 1988, et puis après un film, à Radio-Canada, "Disparaître" là, on avait peur de disparaître. Moi, je n'ai pas peur que les Québécois disparaissent, que le fait français disparaisse. Mais on devrait le dire aux citoyens. Mais ce n'est pas ce qu'on véhicule dans nos écoles à l'heure actuelle.

Voyez-vous, la ville de Québec était, au siècle dernier, une ville anglaise. La ville de Sherbrooke était une ville anglaise. La ville de Montréal était une ville anglaise. Là, il reste des anglophones; maintenant il n'y en a plus dans le Vieux-Montréal, à l'ouest de la rue Saint-Laurent, ça c'est il y a 10 ans. C'est rendu à l'ouest de la rue Atwater. Alors il faut tout de même être assez réalistes pour dire que cette notion qu'on est en train de disparaître, ce n'est pas vrai. Et si, pour nous renforcer, on a besoin d'immigrants, il faut les intégrer à la communauté francophone. Je suis complètement d'accord avec vous.

M. Rémillard: Maintenant, si vous répondiez à ma question, est-ce que vous seriez...

M. Chrétien: Moi aussi, je profite comme M. Laberge et d'autres, de pouvoir exprimer certains points de vue.

M. Rémillard: Alors, si je vous posais maintenant ma question, sur l'immigration, êtes-vous d'accord que le Québec puisse exercer cette juridiction qu'il demande?

M. Chrétien: Bien, j'ai dit que je suis d'accord avec les demandes constitutionnelles que vous faites en matière d'immigration.

M. Rémillard: D'accord. Maintenant, en ce qui regarde la santé.

M. Chrétien: Mais ça là, vous parlez d'un arrangement administratif avec le gouvernement actuel. Je ne suis pas au gouvernement, je ne peux pas vous donner la réponse. Dans deux ans peut-être.

M. Rémillard: À la santé, maintenant.

M. Chrétien: Bien, j'ai répondu à la santé tantôt, que le principe de l'universalité, lorsqu'on s'est servi du pouvoir de dépenser pour établir un service de santé, on l'a fait avec une préoccupation d'universalité. Et, à mon point de vue, il faut maintenir le principe de l'universalité. L'accès universel pour tous les citoyens du Québec à la santé. Le ticket modérateur, ou le ticket orienteur, en principe, tel qu'énoncé par le ministre Côté, ça a bien de l'allure. Mais, je ne voudrais pas que ça devienne le cheval de Troie pour détruire l'universalité.

M. Rémillard: D'accord. Alors M. Chrétien, si je comprends bien, c'est que vous voulez être d'accord pour garder la compétence fédérale, en fonction de ses grands principes d'universalité.

M. Chrétien: Bon, on s'est servi du droit de dépenser en cette matière-là, mais dans la réforme que je propose, ça sera partie de la discussion. Et si on obtient la mobilité des gens à travers le pays et certains principes qui garantissent que les plus pauvres du pays ne souffriront pas de leur pauvreté parce que les transferts ont été faits vers les provinces, ça va.

M. Rémillard: En ce qui regarde la main-d'oeuvre maintenant?

M. Chrétien: J'ai dit, j'ai toujours dit, tantôt j'ai posé une question, ou j'ai fait une affirmation. Dans la main-d'oeuvre, il faut s'assurer de la mobilité. Et si ça favorise la mobilité, très bien. Si ça défavorise la mobilité, là on n'aura pas un marché commun canadien. Et pour moi, le marché commun canadien, pour assurer la prospérité canadienne, c'est très, très important.

M. Rémillard: Mais je vous parle de la formation de la main-d'oeuvre. Je ne vous parle

pas de la mobilité, je vous parle de la formation de la main-d'œuvre.

M. Chrétien: Bien oui, mais l'un peut aider l'autre. Vous me demandez: Est-ce que je répondrais oui à la question que vous posez au gouvernement conservateur, à ce moment-là? Je ne suis pas le gouvernement.

M. Rémillard: Je vous posais simplement ces questions pour essayer de voir si, d'une façon pratique, on peut coller des choses pratiques à vos principes comme tels. Je regarde, par exemple, la formule d'amendement que vous proposez. Vous avez dit non à Meech et, entre autres, vous avez trouvé que la formule, comme M. Wells la trouvait, que la formule d'amendement était trop lourde, trop difficile. Et vous proposez la formule d'amendement de Victoria.

M. Chrétien: Oui.

M. Rémillard: Et je vous avoue que, nous aussi au départ, lorsqu'on a débuté nos négociations avec les autres provinces et le gouvernement fédéral, nous voulions avoir la formule de Victoria qui donnait un droit de veto au Québec. Maintenant, vous êtes au courant probablement que M. Wells ne la veut pas, cette formule-là. Vous savez aussi que M. Getty ne la veut pas plus. Vous savez que M. Vander Zalm ne la veut pas plus, pas plus que les autres premiers ministres. Comment allez-vous persuader tous ces premiers ministres d'une formule d'amendement dont personne ne veut plus? C'est une formule d'amendement qui existait il y a 20 ans, M. Chrétien, mais maintenant on a pu faire l'expérience pendant les quatre années que nous avons discuté de constitution. Ils n'en veulent plus de cette formule-là. Ce n'est pas possible.

M. Chrétien: La formule d'amendement, à l'heure actuelle, n'est pas la formule de l'unanimité. Le problème qui a eu lieu au lac Meech, c'est qu'on a dit: Ça prendra l'unanimité pour procéder.

M. Rémillard: Mais si vous me permettez...

M. Chrétien: Vous savez que si on ne s'était pas imposé la formule d'unanimité pour le lac Meech, quatre des cinq conditions du Québec seraient aujourd'hui dans la Constitution canadienne parce que les quatre autres conditions nécessitent 50 % de la population et sept provinces.

M. Rémillard: Oui, monsieur...

M. Chrétien: Et vous les aviez.

M. Rémillard: Oui, mais M. Chrétien, si vous

me permettez, simplement pour vous dire que c'est dans la Constitution de 1982 que vous avez inscrit dans la formule d'amendement qu'il faut l'unanimité pour changer la formule d'amendement.

M. Chrétien: D'accord.

M. Rémillard: Donc, par conséquent, vous avez mis la clé dans la porte, vous l'avez serrée. Qui a la clé maintenant? Bien, c'est l'ensemble de toutes les provinces. Alors, si M. Wells dit non... Voyez-vous, M. Chrétien, nous, on nous a dit non. Terre-Neuve a dit non au lac Meech et le lac Meech ne s'est pas fait. Quand Québec a dit non en 1982, la Constitution de 1982 a été faite quand même et, dans ce contexte-là, la formule d'amendement qui est là, pour la changer, il faut l'unanimité. Donc, quand vous nous proposez une formule d'amendement se référant à Victoria, je vous dis: C'est bien intéressant, mais comment allez-vous faire ça? Comment allez-vous faire ça?

M. Chrétien: J'ai expliqué tantôt, M. Rémillard, que si vous faites des concessions ou si vous... Pour les provinces atlantiques et pour les provinces de l'Ouest, la grande préoccupation qu'elles ont, c'est qu'elles veulent avoir un sénat qui leur garantira une meilleure représentation au gouvernement canadien, au Parlement du Canada. Je me suis promené dans tous ces coins-là; on ne parle quasiment que de ça. Si on leur dit: Très bien, on va accéder à cette demande-là, mais en échange, il faudrait obtenir une formule d'amendement, soit de Victoria, ce qui aurait peut-être pu passer au printemps. C'est la deuxième formule que je mentionne dans mon mémoire, si je ne me trompe, à l'effet qu'on pourrait donner un veto au Québec dans certaines circonstances et ça, c'est probablement possible parce qu'il y a moyen de convaincre le Canada anglais que pour assurer la préservation de la culture et de la langue française, le Québec a besoin d'instruments additionnels, je crois qu'on pourrait y parvenir. Et d'ailleurs, dans la réforme du Sénat que je propose, je parle de la double majorité où les francophones du Québec élus comme sénateurs au Sénat réformé auraient un droit de veto sur les actions gouvernementales qui pourraient affecter la langue et la culture française.

M. Rémillard: Mais...

M. Chrétien: On peut se demander s'il fallait y ajouter les francophones hors Québec qui pourraient avoir des représentants élus aussi. Alors je parle de la double majorité et une majorité pour les francophones.

M. Rémillard: Vous parlez de la réforme...

M. Chrétien: Nécessaire dans certains cas.

M. Rémillard: Vous parlez de la réforme du Sénat. Beaucoup de Québécois ont suivi avec beaucoup d'attention des événements que certains ont qualifié de burlesques, dernièrement, et plusieurs Québécois nous disent qu'il faudrait abolir le Sénat tout simplement à la suite de ces événements-là. Vous proposez une réforme du Sénat.

M. Chrétien: Je pense qu'on ne pourra jamais l'abolir parce que les problèmes de l'Ouest qui, en vertu de la Constitution actuelle, ont le droit de voter, elles veulent, elles, avoir une Chambre haute efficace, élue et égale. Le problème qui se pose à ce moment-ci, c'est sur le terme "égalité". Pour certains, c'est l'égalité des provinces. Moi, je dis que de nommer le même nombre de sénateurs pour les petites provinces comme l'Île-du-Prince-Édouard que le Québec, ça ne fonctionnera pas et qu'il faut que ce soit un Sénat des régions. D'ailleurs, dans la Constitution canadienne telle qu'elle existe à l'heure actuelle, on a fait du Sénat une chambre des régions: 24, 24, 24 et 24.

M. Rémillard: Mais vous avez cautionné le travail de vos sénateurs libéraux fédéraux. Est-ce que dans votre réforme du Sénat, ils pourraient faire de même encore?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Chrétien: Les sénateurs du Parti libéral se sont objectés à la taxe TPS et j'étais contre. J'ai dit aux sénateurs, au début de cette querelle qu'ils s'engageaient dans une voie très dangereuse et que s'ils allaient, pour la première fois depuis bien des générations, utiliser le pouvoir du Sénat pour bloquer une législation de cette nature, ils couraient le très grand risque de disparaître parce qu'il pourrait arriver, à un moment donné, qu'on abolisse le Sénat. Je les ai bien avertis de ça. J'ai dit: Vous prenez la chance, allez-y, je vous appuie. Ils sont allés aussi loin qu'ils ont pu le faire jusqu'au moment où on fasse nommer huit sénateurs par la reine, ce que j'appelle les sénateurs anglais TPS, pour passer ce que le Sénat voulait bloquer. Nous prenions des risques de l'abolition du Sénat. À mon sens, nous avons montré que le Sénat pourrait être efficace s'il était élu. Il reste maintenant à déterminer l'égalité. Pour moi, quand je parle du Canada des régions, c'est une autre façon de montrer que les régions de l'Atlantique, du Québec, de l'Ontario et de l'Ouest canadien pourraient avoir une représentation à la Chambre haute qui n'est pas symétrique, basée sur la population; qui est asymétrique parce qu'une Chambre haute doit nécessairement représenter des intérêts de ceux du nombre de la population.

M. Rémillard: M. Chrétien, à la page 86...

Le Président (M. Michel Bélanger): Le temps est épuisé, mais si vous voulez finir votre phrase, vous pourriez avoir une phrase comme réponse.

M. Rémillard: Une dernière question tout simplement. Vous parlez de référendum à la page 86, parce que vous voulez que les citoyens puissent s'exprimer. Est-ce que c'est dans la même foulée du genre de commission qui a été créée par M. Mulroney, et est-ce que vous partagez ses vues concernant les référendums et les amendements constitutionnels?

M. Chrétien: Moi, je pense qu'on ne peut pas, nécessiter un référendum, pour chaque amendement constitutionnel, parce qu'il y a trop de changements si on veut; je ne suis pas sûr qu'il faudrait régler le problème constitutionnel globalement, de dire: Il faut tout régler, ou bien on ne règle rien, et avec un référendum au bout de la ligne. Je dis qu'on devrait avoir un référendum s'il y avait une impasse, et là, aller chercher la volonté de la population. Parce que je vois très bien dans cette réforme-ci, que certaines des demandes du Québec, les quatre conditions que j'ai acceptées de votre discours de mai 1986, à ce moment-ci, rencontreraient probablement la majorité nécessaire pour passer, c'est-à-dire sept provinces et 50 % de la population, dans le contexte actuel avec certaines petites modifications. Mais je reconnais que, pour la formule d'amendement, l'unanimité peut être une objection considérable, et là, à ce moment-là peut-être que pour se défaire de l'unanimité, on pourrait se servir d'un référendum.

M. Rémillard: Incluant le Québec?

M. Chrétien: Évidemment. On n'est pas pour faire un référendum et ne pas demander l'avis du Québec. Il faudrait demander l'avis de tous les citoyens de la Fédération.

Le Président (M. Michel Bélanger): Sur ces paroles, je pense qu'il faut maintenant mettre un terme à cette présentation. Nous avons déjà dépassé de plusieurs minutes le temps alloué, ce qui montre l'intérêt qu'avaient tous les membres pour la présentation. J'en remercie M. Chrétien et ceux qui l'accompagnaient. Nous recevrons maintenant M. Jean Keable.

(Suspension de la séance à 17 h 14)

(Reprise à 17 h 16)

Le Président (M. Michel Bélanger): À l'ordre, s'il vous plaît!

Je vais demander aux membres de la Commission de reprendre leur siège. Nous recevons maintenant, pour une présentation d'une

demi-heure, M. Jean Keable. Est-ce que les membres voudraient bien reprendre leur siège? M. Keable, si vous voulez bien commencer. Ça va sûrement attirer l'attention et finalement, les gens s'assoient. M. Keable, vous avez cinq minutes pour une présentation qui sera suivie de la période de questions.

M. Jean Keable

M. Keable: M. le Président, Mmes et MM. les membres de la Commission, une théorie circule à l'effet que le système fédéral protège nos droits et libertés. L'on soutient que les gouvernements se font concurrence pour voler au secours des citoyens et mieux protéger leurs droits et libertés. Examinons cette perspective à la lumière de l'actualité des 20 dernières années.

1970-1975. En octobre, c'est la crise au Québec. Le FLQ commet des crimes odieux. La police est débordée. Elle demande des pouvoirs d'urgence pour encercler un groupe d'une trentaine de personnes. Les pouvoirs publics répliquent par la Loi sur les mesures de guerre. Le résultat: 500 personnes sont arrêtées, emprisonnées, détenues sans mandat. Les listes qui ont servi à ces arrestations émanaient d'abord d'origine policière québécoise. 35 noms y figuraient. Par suite de l'intervention du gouvernement fédéral ou de la GRC, 500 personnes furent arrêtées. Pendant des années, ces gens ont été fichés, catalogués - à l'occasion, espionnés et suivis - non pas en raison des gestes qu'ils avaient posés mais en raison de leurs idées et de leurs discours.

Décembre 1970. La crise d'octobre était terminée. Pourtant, en 1971-1972, l'opinion publique, la presse et les gouvernements reçoivent l'image d'un FLQ plus fort, plus déterminé que jamais. Le mouvement est, croit-on, sur le point de passer à l'action. Il en est aux assassinats sélectifs. Pourtant, il n'en était rien, comme nous l'avons appris plus tard. Les cellules étaient de toutes parts infiltrées, à tel point qu'un haut gradé policier a un jour déclaré: En 1972, le FLQ, c'était nous autres ou presque. À la même époque, d'autres tactiques furent employées: Faux communiqués au nom du FLQ, faux attentats, vols de dynamite, incendies de granges, perquisitions illégales, vols de documents et j'en passe.

1973. La GRC vole la liste des membres du Parti québécois. L'un des buts de cette opération est de mettre à jour la liste des personnes qui sont infiltrées dans la fonction publique fédérale et provinciale, dans les Forces armées et dans la police. À cette époque, les dossiers de la police constituent un immense lieu de rassemblement. Y cohabitent côte à côte, des journalistes, des artistes, des hommes politiques, des syndicalistes, des felquistes notoires et des citoyens prestigieux comme feu Alfred Rouleau, président du Mouve-

ment Desjardins. 1976-1979.

En 1977, le gouvernement du Québec décrète une enquête sur une perquisition illégale. J'ai eu l'honneur de diriger les travaux de cette commission d'enquête. La commission a fait de nombreuses découvertes puis c'est l'obstacle fort puissant du gouvernement fédéral et des corps de police. Le Québec et la commission gagnent en Cour supérieure. En Cour suprême, c'est deux défaites. Dans la première décision, la Cour suprême établit qu'en matière de sécurité nationale, seul le gouvernement fédéral peut savoir tout ce qui se passe au Québec. En conséquence, et par voie corollaire, l'administration de la justice dépend de la bienveillance du Procureur général du Canada et des autorités fédérales. Dans la deuxième décision, la Cour suprême établit que le Québec ne peut examiner les crimes commis sur son territoire par les informateurs de police à l'emploi de sa police provinciale ou municipale. Tout cela, en vertu d'une règle de "common law" de 1794, qui leur confère une immunité absolue pour les crimes commis sur le territoire. Seul le fédéral peut réduire la portée de cette immunité en amendement le Code criminel.

Puis, pensons aux années 1980-1985. Le Québec prépare le référendum de mai 1980. Le Québec se distingue fièrement depuis 1977. Il a réglementé, pour la première fois en Amérique du Nord, les dépenses financières électorales et référendaires. Elles doivent être limitées et sont comptabilisées. Les camps du oui et du non investissent dans la campagne chacun 2 000 000 \$. Le fédéral intervient et c'est 25 000 000 \$ qu'il injecte dans la campagne, selon les renseignements disponibles. Puis, c'est la trilogie du coup de force. Le rapatriement dont nous ne voulions pas, la Charte des droits qui est imposée de manière offensante pour le Québec et la formule d'amendement qui nous cadennasse pour l'avenir de façon stérilisante.

1986-1990. Les gouvernements savent depuis plusieurs mois que certains Warriors radicaux ont stocké des armes et qu'ils constituent une menace à la sécurité du Canada, particulièrement à la sécurité des Québécois et des Amérindiens.

Rappelons-nous un instant 1970. De la mi-novembre à la mi-décembre, en un seul mois, les Forces armées canadiennes - oui j'achève, M. le Président, avec votre bienveillance sur votre générosité proverbiale - les Forces armées canadiennes et l'armée...

Le Président (M. Campeau): Mais, n'en abusez pas.

M. Keable: ...les Forces armées canadiennes et l'armée font des opérations policières pour rechercher des armes présumément aux mains du FLQ. Le bilan: 22 000 perquisitions, 34 entrevues de citoyens, 185 saisies et 3600 visites de

bâtiments. Puis, en juillet c'est la crise. Nous savons alors que les Indiens relèvent du gouvernement fédéral, que les menaces à la sécurité relèvent du gouvernement fédéral, que les interventions fédérales sont permises par la voie de ses agences pour contrôler la sécurité sur le territoire et, finalement, nous savons que le Procureur général du Canada peut remplacer le Procureur général du Québec en matière de poursuites. Que se passe-t-il? Le gouvernement fédéral s'éclipse en prétextant que l'affaire relève du Québec.

En conclusion, le système fédéral n'offre aucune garantie de respect des libertés dans les questions les plus sérieuses. En matière de sécurité nationale, il y a un gouvernement supérieur et un gouvernement inférieur. L'existence de deux niveaux de gouvernement avec des responsabilités parallèles permet de camoufler les responsabilités réelles de chacun. Chacun peut se cacher à tour de rôle derrière son voisin. Cela crée un labyrinthe où plus il y a de corridors, moins les citoyens sont protégés.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons maintenant aux questions des membres. D'abord M. Proulx qui sera suivi de M. Desjardins.

M. Proulx: Alors, merci M. le Président. Je voudrais profiter de mon temps de question pour – c'est peu mon habitude – protester. Je voudrais juste vous faire remarquer, M. le Président, que nous aussi, aujourd'hui, on a laissé des occupations très sérieuses, très importantes, particulièrement le lundi, pour être présents à cette Commission. Alors, je comprends que M. Laberge a dû en laisser aussi, mais nous autres aussi. Deuxièmement, je regrette que notre Commission soit utilisée pour, trop souvent, faire la promotion ou "tester", dans mon mauvais français, le futur programme d'un parti. Je n'aime pas être figurant dans ce temps-là et je regrette qu'on n'ait pas donné ou qu'on ne donne pas la même chance aux chômeurs et aux plus démunis du Québec à l'heure actuelle qui ne seront pas ou presque pas entendus. Alors, je peux vous le dire, je peux vous le dire parce que vous n'êtes pas tout seul responsable, parce que vous avez un comité et ça me frustre tout le temps, dans ce temps-là. J'espère qu'on trouvera le moyen, dans le courant de la semaine, de donner des chances égales autant à ceux qui n'ont pas ou peu de voix qu'à ceux qui ont toute une équipe derrière eux pour pouvoir profiter de toutes les circonstances.

Ceci étant dit, M. le Président, deux questions. Première. Avez-vous l'impression, monsieur, à partir de votre expérience, qu'au nom de la sécurité nationale, le fédéral peut recourir à nouveau à cette police secrète – ou appelez ça comme vous voudrez – celle qu'il a utilisée dans le passé pour contrer ou pour nuire

à l'affirmation du Québec?

M. Keable: Je répondrai à cette question comme suit. Si nous nous référons strictement aux leçons du passé, la réponse pourrait susciter des inquiétudes. Si, par ailleurs, nous comptons sur l'efficacité des contrôles qui ont été instaurés depuis, l'affaire est plus rassurante. Il y a cependant une difficulté dans le contrôle des activités de la police et des activités des services de renseignement. C'est que les contrôles s'exercent toujours à posteriori. Et il arrive à l'occasion que ça soit 5, 10, 15 ou 20 ans plus tard que nous sachions ce qui s'est produit à tel ou tel moment. Mais nous avons à l'heure actuelle, je pense, des garanties morales qu'il ne devrait pas y avoir d'intervention de quelque nature que ce soit. Il y a d'abord des garanties que les Québécois se donnent eux-mêmes en affirmant constamment et en rappelant que leur démarche est une démarche démocratique, destinée à favoriser les intérêts du Québec et à démontrer au Canada anglais que les intérêts du Québec sont compatibles avec les siens. Il ne s'agit pas pour le Québec de faire une démarche d'affirmation qui heurte les intérêts du Canada, strictement.

Également, la société québécoise, qui a connu certains déraillements dans le passé, s'est un peu vaccinée elle-même. Nous savons au Québec que la violence dessert particulièrement la cause qu'elle prétend promouvoir. Et je pense que ce débat-là est fait au Québec et que, quelles que soient les circonstances et les provocations verbales dont les Québécois pourront être victimes, ils pourront réagir avec sagesse à ces situations.

Il y a, finalement, un dernier élément. Malgré les mouvements d'impatience qui peuvent être suscités, à l'occasion, par certaines rhétoriques incendiaires, je pense que le bon sens populaire prévaudra et que la démarche démocratique sera sauvegardée.

M. Proulx: À partir de votre expérience antérieure, aussi, vous avez scruté en profondeur... Seriez-vous en mesure de nous dire de quelle façon, quand même, un Québec souverain pourrait se protéger, justement, contre ces abus-là dans le futur, en ayant son autorité? Est-ce qu'il y a des possibilités ou c'est un peu rêver, que de penser à ça?

M. Keable: Vous savez, on a une expérience qui est très brève en matière de renseignements, au Québec. Les gouvernements ont généralement toujours à peu près été dépendants des corps policiers. De façon générale, on peut dire que ce n'est pas là que l'on retrouve les meilleures analyses sociales, politiques et sociologiques. Les policiers peuvent fournir aux autorités publiques des informations opérationnelles à caractère policier. Le plus souvent, là s'arrêtent leurs

compétences. Il nous faudra développer au Québec – et je dirais même qu'il nous faut développer dans le système actuel – une philosophie du renseignement. Et nous avons à cet égard une évolution à faire. Vous vous rappelez – du moins plusieurs d'entre vous se rappellent – quel festival la presse et les membres de l'Opposition parlementaire à l'époque avaient connu lorsque les anciennes fiches du centre d'analyse et de documentation avaient été détruites. Ce fut, pour plusieurs, un événement spectaculaire mais il n'est pas certain que la destruction ait été si utile que cela. Dans la mesure où j'ai pu, au cours de l'enquête, voir de quoi retournait le CAD, il s'agissait simplement d'une collecte d'informations déjà publiques, d'une analyse de ces informations et d'une pondération de certains événements selon les sources policières qui pouvaient également alimenter le gouvernement.

(17 h 30)

Or, il est donc tout à fait normal que l'État soit informé de l'état de la situation au point de vue de sa sécurité publique, qu'il se documente et qu'il soit prêt à intervenir. Et si nous projetons l'affaire un peu plus loin et si nous songeons à la création, par exemple, d'un État souverain associé par voie de confédération avec nos amis canadiens, de toute évidence nous aurons besoin d'un service de renseignements, car si nous n'occupons pas le terrain, nos amis canadiens ou d'autres services canadiens étrangers, ou d'autres services de renseignements étrangers, feront du renseignement sur notre territoire. Et nos autorités publiques seront strictement, à ce moment-là, à la merci des renseignements qui proviendront de l'étranger. Il nous faut connaître ces renseignements, les analyser et décider nous-mêmes des décisions appropriées en toute circonstance.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Desjardins, qui est le suppléant de M. Hogue.

M. Desjardins: Merci, M. le Président. Je ne sais pas si j'ai le droit au même préambule que M. Proulx, mais moi je tiens à préciser pour les mémoires que je n'ai pas voulu interroger le témoin précédent parce que j'estime que j'aurai d'autres tribunes pour le faire et que je voulais laisser aux commissaires le soin d'engager le dialogue avec M. Chrétien.

M. Keable, merci pour la lumière que vous amenez sur un sujet dont la Commission n'aura peut-être pas l'occasion de débattre souvent. Vous nous avez exposé tout à l'heure de tristes pages de notre histoire qui ne sont pas parmi nos souvenirs les plus réjouissants, chez nous. Dans votre mémoire, vous faites allusion à ce que plus le processus démocratique dans lequel s'engagent les Québécois sera clair, plus on éloigne la possibilité d'une intervention de la police secrète, si je vous comprends bien. Ma

question est la suivante. À ce moment-là, si, lorsque les Québécois et Québécoises seront sondés par la voie d'un référendum, dans l'hypothèse où nous avons un résultat très serré, est-ce que, à votre avis, subséquemment il pourrait y avoir des éléments de déstabilisation au pays qui pourraient créer de l'agitation sociale et permettre votre intervention?

M. Keable: Lorsqu'on parle d'éléments de déstabilisation ou d'éléments déstabilisateurs, je voudrais éliminer la possibilité, pour les fins de ma démonstration, d'une intervention des services de renseignements. Il y a, à l'occasion, des éléments de déstabilisation dans une société qui agissent par eux-mêmes, et je m'explique. Par exemple, l'emploi d'une rhétorique continuellement violente, l'appel à des gestes radicaux sans mesurer la portée de ces gestes. Il faut toujours remarquer que les gens qui utilisent pareille rhétorique sont rarement capables eux-mêmes de passer aux gestes, mais ils provoquent des personnes à le faire. C'est particulièrement à ce genre de situation qu'il faut faire attention. Mais il est aussi évident que, quel que soit le résultat du référendum, que la majorité soit d'un vote ou qu'elle soit de 50, il est, à mon avis, décisionnel.

M. Desjardins: Partant de là, dans un éventuel Québec indépendant, est-ce que, selon vous, un Québec indépendant devrait posséder sa propre police secrète, son propre service de sécurité?

M. Keable: J'ai parlé, tout à l'heure, d'éléments de renseignements. Le renseignement comporte deux parties: la première partie qui est une partie cueillette et analyse, cela peut fort bien se faire à partir de ce qu'on appelle, dans le langage du renseignement, les sources ouvertes. Exemple: se présenter à une commission comme celle-ci et écouter ce qui s'y dit et y faire rapport à nos autorités, au gouvernement fédéral par exemple. C'est faire du renseignement par la voie d'une source ouverte. C'est parfaitement normal et légitime et quant à moi, je n'y vois aucun scandale. Il faut, par ailleurs, que le Québec fasse, à tout le moins, cette forme d'information minimale. De là à prétendre qu'il doit procéder à d'autres tactiques intrusives dans la vie des citoyens, c'est une autre paire de manches et c'est un autre débat qu'il faudra faire en détail ultérieurement.

M. Desjardins: Je vais oser pousser un peu plus loin. Est-ce que, à votre avis, un Québec indépendant devrait, pour assurer sa protection, disposer d'une armée?

M. Keable: L'armée doit être appréciée différemment. Il existe une armée au Canada qui intervient à l'intérieur du Canada uniquement

pour des fins de maintien de l'ordre. L'armée canadienne a uniquement mené des activités guerrières sur le continent européen, à la demande de l'Angleterre particulièrement. Donc, l'armée canadienne n'a jamais été en guerre au Canada. La majorité des pays européens possèdent une armée en raison d'une tradition qui date du Moyen Âge. Cela ne veut pas dire que si des États étaient créés aujourd'hui, ils auraient une armée.

On peut également considérer, par exemple, que le Japon et l'Allemagne, qui sont deux pays vaincus de la dernière guerre, possèdent, à l'heure actuelle, une force militaire qui est très minime. Certains ont même vu, dans ce refus d'investir de façon massive dans une armée, une des raisons de leur développement technologique très poussé. Quoi qu'il en soit, pour maintenir une force d'ordre intérieure, une armée n'est pas vraiment nécessaire pour le Québec. Il peut suffire de développer une force policière spécialisée, apte et compétente pour remplir ces fonctions-là. Par ailleurs, c'est un des domaines où il m'apparaît que le Canada sera intéressé à ce que nous partagions avec lui les frais d'une armée et à ce que nous assurions, de façon commune, le maintien d'une force armée, par exemple à l'étranger.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions d'un représentant du parti gouvernemental, M. Dauphin.

M. Dauphin: Merci beaucoup, M. le Président. Tout d'abord, j'aimerais vous souhaiter la bienvenue, M. Keable, au nom de l'équipe gouvernementale. J'ai, évidemment, pris bonne note des deux aspects principaux de votre mémoire, notamment, le premier, sur les opérations policières en rapport avec une demande d'affirmation nationale, ce qui fait l'objet de votre discussion depuis tantôt. Deuxièmement, la démarche d'accession à la souveraineté que vous proposez.

J'aurais deux questions. La première touche principalement à la démarche d'accession à la souveraineté. C'est qu'on a entendu plusieurs groupes qui sont venus devant nous, nous dire – notamment l'Association des économistes – que, dans l'éventualité d'une déclaration de souveraineté, suite à un référendum par exemple, si je prends ce que vous proposez dans votre mémoire, il pourrait y avoir une période de transition assez difficile, notamment, sur le plan économique. Et on nous a dit, aussi, que la perception était extrêmement importante sur ce que devraient être nos relations avec nos partenaires canadiens, par après, au niveau d'ententes possibles. Et M. Dion, qui est également venu devant nous, la semaine dernière, nous proposait plutôt une définition de ce que l'on veut, d'une dernière chance, en menaçant, évidemment, du spectre d'un référendum sur

l'indépendance si, effectivement, il n'y a aucune possibilité d'entente au niveau d'une dernière chance. J'aimerais vous entendre là-dessus. Je sais que votre mémoire est très clair. Il parle, premièrement, d'un référendum pour la souveraineté et, deuxièmement, d'un deuxième référendum qui donnerait suite à des ententes possibles avec le reste du Canada, mais toujours en ayant, entre guillemets, le niveau de la perception. J'aimerais vous entendre, là-dessus.

M. Keable: D'accord. Je n'ai pas parlé d'un deuxième référendum, j'ai parlé d'un référendum sur une question claire et j'ai indiqué qu'au terme des discussions avec le Canada, il devrait y avoir ratification de l'ensemble des ententes convenues avec le Canada, sans préciser s'il y aurait alors référendum ou non.

M. Dauphin: Un référendum. O.K.

M. Keable: Mais je reprends vos questions dans l'ordre. La première, la question de la transition économique. Je ne sais pas si j'en surprendrai plusieurs en disant que je ne pense pas que la tenue d'un référendum, au Québec, implique ipso facto d'énormes changements dans la stratégie politique canadienne. Une fois le référendum tenu, par exemple, en 1991, il nous faut envisager une prochaine échéance électorale qui est l'échéance électorale canadienne de 1992, ou environ. D'ici 1992, il serait douteux que les négociations avancent beaucoup. Par conséquent, il serait futile que nous nous énervions énormément.

Du côté fédéral, quel sera l'interlocuteur? À l'heure actuelle, après un référendum québécois, dans l'hypothèse d'une victoire positive du oui à une question claire, le Canada anglais sera en attente d'un leader, en attente d'un parti politique et, à ce moment-là, une des données fondamentales de la discussion sera la prochaine élection fédérale. Que se passera-t-il? Est-ce que les deux partis fédéralistes, conservateurs et libéraux, accepteront indiscutablement d'être liés par le résultat du référendum? J'entendais M. Chrétien, tout à l'heure, et j'ai l'impression qu'il n'a pas livré son dernier combat. Je pense que M. Chrétien et M. Mulroney feront, pour l'essentiel, peut-être un front commun, comme celui que vous avez vu, dans une mesure réduite, entre M. Ouellet et M. Hogue au sein de cette Commission. Je pense, alors, qu'il faudra peut-être que les Québécois réfléchissent en fonction de leur intérêt, pour ne pas que l'on détourne le résultat du référendum et pour ne pas que l'on prétende, à la suite de l'élection fédérale, que les Québécois viennent de rechoisir le fédéralisme et qu'ils viennent de rechoisir une voie qui est, encore une fois, sans issue. Ceci, au niveau des scénarios.

Vous m'avez également amené à commenter les propos du professeur Dion. Vous savez, si on

veut réussir notre négociation et notre démarche, et je pense qu'il y aurait intérêt à ce que nous le fassions tous ensemble, il nous faut réunir trois conditions. Il nous faut d'abord avoir de la mémoire, pour nous rappeler ce qui s'est passé depuis 30 ans. Il nous faut ensuite avoir de la rigueur, pour bien identifier le problème et voir quelle est la solution juridique appropriée. Il nous faut enfin avoir une stratégie qui soit déterminée, pour qu'elle puisse être gagnante et, dans cette stratégie-là, il y a une grande part de lucidité. Si je me réfère aux travaux de M. Dion, je retrouve des propos, dans son texte – je n'ai pas assisté à sa présentation, je n'ai pu le faire – où il se prononce sur le contenu, sur les matières dont le Québec devrait disposer. Je remarque, entre autres, qu'il veut exclure la Charte canadienne des droits sur le territoire du Québec, de façon générale. Il préconise ensuite une souveraineté culturelle élargie ou, pour être plus précis, pour reprendre le vocabulaire de M. Morin, une autonomie culturelle qui comprend l'immigration, les communications, la culture, les langues, etc.

Mais dans son contenu de matière, il présente deux données qui, à mon avis, sont carrément irrecevables pour le reste du Canada. La première est évidemment l'exclusion de la Charte canadienne des droits sur le territoire québécois. Et la deuxième est la consécration d'un droit de veto pour le Québec. Or, comment peut-on imaginer, à l'heure actuelle, que les provinces canadiennes vont vouloir concéder un droit de veto au Québec sans en demander un pour elles-mêmes?

Le Président (M. Michel Bélanger): Sans vouloir vous interrompre complètement, il faudrait peut-être activer. On a déjà dépassé le temps, M. Keable.

M. Keable: Très bien, M. le Président. Et je termine sur un dernier élément de votre question, et en me référant toujours au professeur Dion, au niveau, maintenant, de la stratégie ou plutôt du cadre juridique. M. Dion ne s'est pas prononcé dans son texte écrit. Il n'accepte aucune formule mais il n'en exclut aucune. Par ailleurs, lorsqu'il se prononce sur la stratégie, il suggère que le Québec recoure à un premier référendum, uniquement comme menace, et que nous retournions négocier avec le Canada anglais. Sa stratégie présente une difficulté, à mon avis. C'est celle qui nous ferait mettre de côté la déclaration importante de M. Bourassa voulant qu'il n'y ait plus de négociations à 11. Et si nous remettons le pied dans la filière fédéraliste canadienne, il faut bien savoir que nous allons d'abord négocier avec eux pendant un certain temps pour arriver à un nouveau texte, et qu'une fois que nous aurons ce nouveau texte, nous sommes toujours dans le scénario Meech. C'est-à-dire que nous allons attendre trois ans, pour

savoir si c'est ratifié ou non.

En pratique, ce que le professeur Dion vous propose, je pense, c'est de gagner du temps pendant cinq ans avant de se repositionner avec la même question fondamentale.

Je suggère plutôt que nous soyons plus clairs et que nous réglions la question plus rapidement.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, un représentant du parti formant l'Opposition officielle, M. Chevette.

M. Chevette: Oui, M. le Président. Je regrette que MM. Julius Grey, André Ouellet, Claude Ryan, M. Mulroney et M. Desmarais ne soient pas ici parce qu'ils ont un message clair en ce qui regarde la position que vous avez face aux droits individuels qui sont protégés par la Charte canadienne des droits et libertés par rapport à la Charte québécoise. Je pense que vous démontrez là, à l'aide d'exemples fort pertinents, que ce n'est pas nécessairement avantageux de maintenir le lien fédéral si on parle du traitement qu'on doit faire face aux droits individuels.

Mais je voudrais vous poser une question que vous ne traitez pas et qui a trait au droit. On a eu beaucoup de groupes ici, qui sont venus devant nous et qui ont dit qu'il serait important d'enchâsser des droits collectifs dans la Charte québécoise des droits. Et ces mêmes groupes souhaitaient, par exemple, faire sauter la clause "nonobstant" dans la Charte canadienne des droits et libertés parce que, précisément, elle assurait des droits collectifs et fort probablement au détriment des droits individuels. Que répondez-vous à cette argumentation?

M. Keable: Avant de traiter votre question, j'apporterais une précision par rapport à votre préambule. Il faut distinguer deux choses. La protection des droits fondamentaux par la concurrence entre deux ordres de gouvernement – ce que je pense avoir démontré qu'il n'existe pas – et deuxièmement, la protection des droits fondamentaux par des chartes. Or, nous avons une charte au Québec, qui est parfaitement bonne et de très bonne qualité, comme M. Rémillard l'a souligné à quelques reprises. Ceci dispose du préambule.

Quant au fond de la question, il faut se demander qui doit avoir le dernier mot dans une société. Est-ce que c'est la Cour, ou c'est le Parlement? Il est normal qu'il y ait des contrôles, qu'il y ait une interaction, mais le mot final, à qui appartient-il? Est-il normal, par exemple, dans une société, de remettre à une cour suprême, quelle que soit sa composition, le choix de décider si l'âge de la retraite est 65 ans ou 70 ans? Une décision de la cour prise, quelle que soit sa majorité, à 7-0, 6-3 ou 5-4, demeure toujours discutable. Sur ces questions-là,

Il s'agit finalement de la définition de droit politique, et les cours, quel que soit leur mérite, ne doivent pas avoir le rôle de régulateur économique dans une société. Leur rôle en est un de second plan et de complémentarité aux décisions des élus pour ramener les élus aux décisions fondamentales par rapport à une Charte qui est minimale et qui prescrit de grandes orientations.

Il y a également autre chose qui m'a frappé dans certains mémoires déposés devant la Commission. Il y a un courant à l'heure actuelle au Québec à tout vouloir mettre dans la Constitution. Je pense qu'il faudrait se méfier de ce courant. La Constitution est une loi fondamentale qui établit des principes généraux, point, à la ligne. Il appartient au législateur de faire la suite. À écouter certaines représentations devant la Commission, tout devrait se trouver dans la Constitution y compris le droit au bonheur. Or, je pense que c'est un peu exagéré, il faut laisser chaque chose à sa place. Également, au niveau de ce que vous avez appelé les droits collectifs, je pense qu'il y a une opposition qui est à tort entre droits individuels qui peuvent reconnus par les Parlements et les droits collectifs qui sont reconnus par les cours.

Les cours reconnaissent les droits collectifs lorsqu'elles apprécient, par exemple, qu'est-ce qui est raisonnable et souhaitable dans une société libre et démocratique. C'est un choix de société de décider, par exemple, et c'est un exemple que je prends, que la Loi sur le financement des partis politiques au Québec répond à des normes démocratiques ou qu'elle ne répond pas à des normes démocratiques. C'est un choix de société et c'est une définition de droit collectif. Or, affirmer que les droits collectifs n'existent pas dans notre droit m'apparaît une affirmation qui est erronée.

(17 h 45)

M. Chevette: Mais quand, par exemple, si on n'avait pas...

Le Président (M. Michel Bélanger): Trente secondes, M. Chevette.

M. Chevette: Merci, M. le Président. Mais prenons l'exemple de la Charte canadienne, on sait qu'on peut se soustraire de la Constitution avec la clause "nonobstant". Si on n'avait pas cette clause "nonobstant", à toutes fins pratiques on ne pourrait pas collectivement protéger notre langue. Et, à partir de ce fait, vous avez entendu les groupes anglophones dire: Ça va à l'encontre de la clause "nonobstant", va à l'encontre des droits individuels, dans l'affichage, etc. La Charte québécoise qui serait enchâssée dans la Constitution ne reconnaîtrait pas, n'aurait pas de clause d'exception du type qu'on retrouve dans la Charte canadienne parce qu'on serait seuls maîtres à bord, maîtriser nos propres droits et respecter notre propre Charte. Mais est-ce

qu'elle doit inclure les droits, par exemple, collectifs de la minorité anglaise, parce que c'est un peu ça que je voulais mettre en opposition tantôt? J'ai vu des groupes d'anglophones préconiser devant nous le respect des droits individuels et quand ils arrivent et ils nous répondent: Si jamais on devient souverain, alors là leurs droits collectifs à eux doivent être enchâssés dans la Constitution québécoise. Comment pouvons-nous dénouer cette impasse?

M. Keable: Vous savez...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vais vous suggérer de répondre le plus brièvement possible, M. Keable.

M. Keable: Oui, ça devient de plus en plus difficile, les questions sont longues, M. le Président. Au niveau de la dernière question qui est posée, je pense qu'il y a une méprise de la part de certains représentants qui ont comparu devant cette Commission. Vous savez, ils affirment que leurs droits ont été violés. Il faut comprendre leur frustration, bien sûr, mais je pense qu'il n'y a pas de violation de leurs droits, lorsque le Québec se prévaut d'une disposition de la Constitution qui lui a été imposée de force. Comment régler le problème? La question est difficile, et je pense qu'il faudra à cet égard faire preuve d'ouverture. Le Québec a toujours été très ouvert à ses minorités, qu'elles soient anglophones ou autres, et je pense qu'à cet égard nous pourrions innover et leur accorder un certain nombre de choses qu'ils peuvent légitimement espérer avoir.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Keable. Je vous remercie d'avoir apporté cette contribution aux travaux de la Commission. M. Ghislain Otis est la prochaine personne que nous recevons, et je lui demande de prendre immédiatement place à la table. Comme il sera le dernier de l'après-midi, on pourra l'accueillir et le féliciter après. Alors, si vous voulez bien prendre place à la table, M. Otis.

M. Otis, vous savez que vous disposez d'une période de cinq minutes pour faire une brève présentation de l'essentiel de ce que vous avez à nous dire et que nous passons ensuite aux questions. La parole est à vous.

M. Ghislain Otis

M. Otis (Ghislain): M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, comme bien d'autres intervenants devant cette Commission, j'insiste, dans mon mémoire, sur la nécessité pour la Commission de se pencher sur le processus par lequel s'établira la nouvelle relation entre le Québec et le Canada. On s'entend généralement pour dire que la formule d'amendement contenue dans la loi de 1982 est un échec. Se pose alors la question de

savoir si, d'un point de vue constitutionnel, il est possible pour le Québec d'envisager, comme il a dit qu'il le ferait, des négociations bilatérales. Donc, est-ce que cette formule d'amendement qui impose une logique multilatérale, est, d'un point de vue constitutionnel incontournable?

Pour ma part, je crois que la Constitution canadienne permet effectivement au Québec de mettre de côté la logique multilatérale inhérente à la loi de 1982. Je pense qu'il existe de très bonnes raisons de penser que la Constitution comporte une règle conventionnelle qui reconnaît au peuple québécois le droit de déterminer librement et démocratiquement son statut politique par rapport à la Fédération canadienne. Ainsi, dans l'hypothèse où les Québécois opteraient, lors d'un référendum, pour la souveraineté, ils pourraient se retirer unilatéralement de la Fédération, ce qui implique, bien sûr, en pratique, la mise en veilleuse de ces règles d'amendement contenues dans la loi de 1982 qui, autrement, imposerait au Québec la nécessité d'obtenir le consentement du fédéral et d'au moins sept provinces canadiennes. Le Québec alors, bien sûr, pourrait s'engager dans des négociations bilatérales qu'il estimerait nécessaires, selon les circonstances, avec Ottawa. Et le fédéral, à mon sens, ne pourrait pas alors opposer au Québec la formule d'amendement pour fonder un quelconque principe d'indissolubilité de l'Union ou d'intégrité du territoire canadien. Et je note, au passage, que même si le droit international public reconnaît d'emblée le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la légitimité constitutionnelle de la souveraineté québécoise serait quand même importante aux yeux de l'opinion internationale. Je crois que, en éliminant toute dimension révolutionnaire dans la démarche québécoise, on confère plus de crédibilité, de légitimité à notre démarche aux yeux de l'opinion internationale qui, avouons-le, est parfois circonspecte et qui, parfois, oppose le principe de l'intégrité territoriale des États existants au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Donc, la légitimité constitutionnelle d'une décision du Québec d'accéder à sa souveraineté, viendrait faciliter fort probablement l'intégration du Québec à la communauté internationale et aux organisations internationales. Si, d'autre part, les Québécois optaient pour le maintien de leur adhésion à la Fédération canadienne, eh bien leur droit de disposer d'eux-mêmes leur permettrait, à mon avis, d'imposer des conditions qu'ils estiment essentielles au maintien de cette adhésion. Une de ces conditions pourrait être la mise à l'écart d'une négociation multilatérale. Évidemment, dans cette hypothèse, le fédéral aura le choix entre accepter de négocier exclusivement, prioritairement avec le Québec, par exemple, un éventuel statut particulier pour le Québec ou négocier les conséquences de la souveraineté.

Évidemment...

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous avez presque épuisé le temps, M. Otis. Je vous invite à faire une conclusion.

M. Otis: Je vais terminer en précisant un aspect très important. Cette entente bilatérale éventuelle entre le Québec et le fédéral pourrait ultérieurement être assujettie à une ratification ultérieure par la population canadienne par voix référendaire. Pour ma part, j'estime que la Cour suprême n'aura aucune difficulté ou peu de difficulté à donner son aval à une démarche référendaire puisqu'elle a, dans le passé, à quelques reprises, laissé clairement entendre qu'ultimement, le pouvoir constituant au Canada réside en dernier lieu dans le peuple canadien.

Donc, en conclusion, que l'on choisisse la souveraineté ou un fédéralisme profondément renouvelé, j'estime qu'il est, au moins d'un point de vue constitutionnel, possible d'envisager une démarche bilatérale.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous commençons les questions par un représentant du parti formant le gouvernement, M. Guy Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Bien. Alors, si je comprends bien, le but de votre mémoire, c'est d'évaluer la légitimité constitutionnelle d'une démarche bilatérale Québec-Canada malgré le processus multilatéral auquel nous oblige la Loi constitutionnelle de 1982. En d'autres mots: est-ce que c'est faisable, comme on l'a prétendu, de négocier un à un, Québec avec Ottawa, ou si on est obligés de négocier à dix contre un comme c'était le cas dans la Constitution actuelle?

M. Otis: Évidemment, c'est effectivement l'objet de mon bref mémoire.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Bien. Alors, partant de là, j'aimerais que vous nous rappeliez les conditions ou le jugement de la Cour suprême sur l'avis de rapatriement. Vous l'avez fait dans votre mémoire d'une façon très précise. Pourriez-vous nous rappeler quelles sont les conditions à la reconnaissance d'une convention constitutionnelle et, particulièrement, comment la convention, en rapport avec la modification du statut du Québec pour la négociation, s'est développée et comment elle respecte les conditions nécessaires à sa reconnaissance?

Si je dis ça en d'autres mots, ce que je voudrais savoir, dans le fond, vous nous dites qu'il est possible de modifier l'association avec le Canada en négociant directement avec Ottawa sans passer par la souveraineté au préalable. C'est ce que vous nous dites dans les grandes lignes. J'aimerais que vous nous commentiez ça.

M. Otis: Bon. Pour vos dernières remarques,

j'ai postulé deux scénarios et j'en suis arrivé à la conclusion que, d'un point de vue constitutionnel, il est possible d'envisager une démarche bilatérale. Dans un de ces scénarios-là, il y aurait, effectivement, une possibilité de ne pas faire nécessairement la souveraineté. Et j'estime qu'à ce moment-là, si le Québec imposait comme condition ferme de son adhésion à la Fédération que, dorénavant, son statut constitutionnel soit négocié avec le Canada, avec Ottawa, cette légitimité constitutionnelle, son droit à disposer de lui-même placerait le fédéral devant ses responsabilités. Et je pense que, à ce moment-là – et c'est le seul espoir à mon sens de déboucher à court terme pour le Québec – c'est d'imposer au fédéral une situation où il devra faire preuve d'un leadership historique, s'asseoir avec le Québec, accepter d'emblée et franchement la notion d'un fédéralisme asymétrique et, par la suite, demander au peuple canadien s'il accepte cette entente. Et là, on aura je crois... Tous les dés seront sur la table. Et j'estime que, constitutionnellement, un référendum canadien de cette nature serait ultimement validé par la Cour suprême, puisque l'esprit, sinon la lettre de la Constitution, est à l'effet que, finalement, ultimement, ce qu'on recherche pour légitimer une modification constitutionnelle, c'est que le peuple canadien dans toutes ses régions soit d'accord. Et le principe premier, le principe antérieur, c'est bel et bien le principe de la démocratie.

Concernant les conditions d'existence maintenant de la convention...

M. Rémillard: Me permettez-vous de poser une question? M. le Président, est-ce que vous permettez?

Le Président (M. Michel Bélanger): Bien sûr.

M. Rémillard: Juste pour savoir si je vous comprends bien. Est-ce que vous nous dites que, par un référendum, on pourrait aller à l'encontre de la formule d'amendement? Ou ce qu'on ne pourrait pas obtenir par la formule d'amendement, on pourrait se référer à un référendum? Je n'ai pas tellement bien compris, là, quand vous avez parlé de référendum.

M. Otis: C'est un aspect que je n'ai pas eu le temps d'insérer dans mon mémoire, mais, effectivement, je crois que si on soumettait au peuple canadien des propositions d'amendement sans, au préalable, s'être conformés à la démarche multilatérale et que, si cette formule d'amendement était avalisée par une majorité de la population canadienne dans toutes les régions, j'estime que la Cour suprême, fort probablement, accepterait ce résultat comme étant concluant, puisque la Cour suprême a, dans le passé, évoqué le fait que c'est ultimement l'électorat qui est le détenteur de la légitimité constitutionnelle.

M. Rémillard: Ça m'intéresse beaucoup ce que vous me dites, mais j'ai un petit peu de difficulté, je vous avoue, à vous suivre. Dans la mesure où nous avons une Constitution, nous avons une formule d'amendement qui est là. Cette formule d'amendement ne peut pas être modifiée sans qu'il y ait l'unanimité. C'est-à-dire, Terre-Neuve dirait non à une formule d'amendement autre que celle que nous avons présentement et on ne pourrait pas la changer, cette formule d'amendement. Et là, vous, vous nous dites: Un référendum au niveau national, s'il était positif, pourrait s'imposer même si la légalité ne peut pas être reconnue parce qu'il n'y a pas toutes les provinces qui sont d'accord. C'est comme ça.

M. Otis: D'abord, j'estime, en fait, que si on étudie attentivement l'esprit de la loi de 1982, je crois qu'on peut conclure que la raison d'être de cette formule, c'est d'assurer une voix aux régions du Canada... au peuple du Canada dans la modification de sa Constitution. Et je pense que la Cour suprême considérerait qu'une majorité de la population, dans une province donnée, est aussi valable au point de vue constitutionnel qu'une résolution de l'Assemblée législative de cette province. Donc, même techniquement, on pourrait établir une équation entre les conditions techniques contenues dans la loi et les résultats d'un référendum. (18 heures)

M. Rémillard: Donc, ce que vous nous dites, c'est: Peu importe ce qui est écrit dans la Constitution. Parce que le raisonnement que vous faites sur la formule d'amendement, on pourrait le faire aussi pour d'autres secteurs de la Constitution. Et vous nous dites: Peu importe ce qui est écrit dans la Constitution, s'il y a un référendum et si le peuple se prononce, à ce moment-là, ça prime sur ce qui est écrit dans la Constitution. Est-ce que c'est vraiment ça que vous nous dites?

M. Otis: Non. Je vous dis que, fort probablement, la Cour suprême estimerait, en fait, qu'un référendum serait conforme à ce qui est écrit dans la Constitution, pour l'essentiel puisque...

M. Rémillard: Écoutez, on va se comprendre, là. C'est parce que la formule d'amendement nécessite l'unanimité. Et vous, vous nous dites: Très bien, on ne peut pas avoir l'unanimité mais s'il y a un référendum qui se fait et que le peuple est d'accord, ce référendum viendra primer sur ce qui est écrit dans la Constitution et qui nécessite l'unanimité.

M. Otis: Je dirais qu'à ce moment-là, la Cour suprême estimerait que l'unanimité a été satisfaite pour les fins de la loi de 1982 étant

donné que..

Le Président (M. Michel Bélanger): Je regrette d'interrompre ce débat juridique fort intéressant. Est-ce qu'on arrive à peu près à la fin ou...

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): J'aurais peut-être une petite question qui aiderait à préciser. Dans le fond, si je comprends bien votre raisonnement, vous vous appuyez sur le postulat suivant: c'est qu'en vertu du droit constitutionnel canadien, il y aurait une convention en vertu de laquelle les Québécois possèdent le droit de s'autodéterminer et, en conséquence à ce droit de s'autodéterminer, ils auraient le droit de choisir leur interlocuteur pour négocier.

M. Otis: S'ils en font une condition de leur adhésion à la Fédération, oui. Évidemment, le Canada n'a pas l'obligation d'accepter de négocier. Le fédéral n'a pas l'obligation d'accepter de négocier avec le Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à des questions d'un représentant de l'Opposition officielle, M. Brassard.

M. Brassard: Bien, moi aussi je voudrais bien comprendre. Je suis d'accord avec vous quand vous dites que le fait qu'en 1980, le peuple québécois a exercé son droit à l'autodétermination, puis qu'il a été reconnu par les intervenants, y compris les intervenants fédéraux. Juste avant vous, il y a M. Chrétien qui a participé activement à la campagne référendaire et, de ce fait, il reconnaissait le droit des Québécois à s'autodéterminer. Ça, je suis d'accord avec ça. M. Turp aussi à Montréal nous avait dit la même chose. Ça devient à ce moment-là une convention constitutionnelle. Ce n'est pas écrit dans la Constitution. La Constitution est muette sur le droit à la sécession — appelons-le comme ça — d'une province. Mais, ça devient une convention le simple fait de reconnaître l'exercice du droit à l'autodétermination.

Moi, je trouve que votre raisonnement est bon, à partir du moment où ce droit à l'autodétermination s'oriente vers la souveraineté. Si les Québécois décidaient majoritairement de faire du Québec un État souverain, là, à ce moment-là, les négociations pourraient devenir bilatérales. Mais, à partir du moment où, en exerçant toujours leur droit à l'autodétermination, ils choisissent de rester dans le régime fédéral, comme ça a été le cas en 1980, moi, je pense qu'à ce moment-là c'est la formule d'amendement qui joue, qui s'applique, et c'est la possibilité ou la volonté de modifier la Constitution. À ce moment-là, il faut se subordonner — je pense, en tout cas, c'est ma vision des choses — à la formule d'amendement et il n'y a pas moyen de s'en sortir. La seule façon de s'en sortir, c'est

de s'orienter vers la souveraineté. Là on peut s'en sortir, on peut s'y soustraire. Mais si on décide de demeurer dans le cadre fédéral, je ne vois pas comment on peut se soustraire à la formule d'amendement.

M. Otis: J'estime qu'on peut s'y soustraire si on fait du processus bilatéral une condition du maintien de sa position dans la Fédération. Évidemment, l'autre partie n'est pas...

M. Brassard: Au moment du référendum?

M. Otis: Oui, évidemment.

M. Brassard: Au moment du référendum, ça devient une condition.

M. Otis: Oui, ça devient une condition et, à ce moment-là, le fédéral est libre de refuser, évidemment, mais personne ne peut contraindre le Québec à s'asseoir à une table où on procède à des négociations multilatérales. Et je dis que, si le Québec pouvait amener le fédéral à une table bilatérale, alors la possibilité constitutionnelle pour mettre en vigueur une entente bilatérale éventuelle serait sans doute un référendum pancanadien. Ceci étant dit, j'évoque dans mon mémoire des positions, des scénarios potentiels à l'intérieur des principes constitutionnels. Je n'ai pas pris position quant à savoir si, dans les faits, le fédéral accepterait de négocier une entente bilatérale à un statut particulier pour le Québec, ce que j'estime fort douteux en principe.

M. Brassard: Je trouve que votre idée, cependant, d'un référendum qui passerait outre à la formule d'amendement m'apparaît, quant à moi, lourd de dangers. On peut fort bien imaginer un gouvernement fédéral pervers qui déciderait de proposer par référendum, par-dessus la tête du Québec, une formule d'amendement où le Québec serait perdant, puis la faire approuver par la majorité des Canadiens, puis on se retrouverait, via ce référendum-là, avec une formule d'amendement où le Québec serait complètement lessivé, perdrait ses droits, en aurait moins qu'il n'en a présentement dans la formule actuelle et ce serait, comme vous dites, possiblement reconnu par la Cour suprême comme formule d'amendement acceptable et acceptée. Je trouve ça dangereux, moi.

M. Otis: Personnellement, j'estime qu'un référendum national sur la formule d'amendement serait ingagnable. Je crois qu'il n'existe absolument pas actuellement de consensus suffisant au Canada pour que l'on puisse même envisager avec réalisme l'éventualité d'un référendum qui soit gagné selon ce scénario-là. Il faut se rappeler que si on tentait de mettre de côté la formule d'amendement par voie de référendum, il faudrait inévitablement, à mon sens, faire des négocia-

tions, et on en arriverait à des négociations, au fond, inévitablement parce que quand on négocie sur le processus, c'est bien connu, on en arrive au fond parce qu'on se positionne par rapport à ce que l'on voudrait. Et je crois que c'est un processus qui n'aboutira pas en ce qui concerne la formule d'amendement par voie de référendum.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons à des questions des membres. M. Proulx, suivi de M. Beaudry.

M. Proulx: M. le Président, une question très courte, là. Pour le monde ordinaire, supposons qu'on a un référendum au Québec qui, très largement, préconise la souveraineté – parce qu'il y a quelques personnes qui sont venues ici défendre le statu quo; c'est un peu toujours l'argument qu'elles ont utilisé devant leurs craintes que le Canada ou que le fédéral refuse de négocier, et là, on serait drôlement pognés, même si on a décidé tout à fait le contraire – advenant un référendum qui, largement... Est-ce que véritablement le Canada, les autres provinces ou le gouvernement fédéral peuvent refuser de négocier à partir de l'exercice de la démocratie quand même?

M. Otis: Évidemment, les négociations ne porteraient pas sur le principe de la souveraineté dans ce scénario, puisque les Québécois ayant le droit de s'autodéterminer, leur souveraineté est acquise. Quant aux négociations relatives aux modalités, aux conséquences de la souveraineté, évidemment, là, il y a un rapport de force qui va être pertinent. Je crois que le Québec aura, à ce moment-là, tout intérêt à s'assurer qu'il a un rapport de force parce que, là, on entre dans le domaine de la diplomatie, du politique. Je n'ai pas les compétences qui me permettent d'aller au-delà et, juridiquement, je ne crois pas que le Canada aurait des obligations très précises eu égard à la négociation, par exemple, d'une entente particulière avec le Québec. Je comprends qu'il y ait des obligations juridiques d'en arriver à une entente d'association éventuelle, par exemple.

M. Proulx: Mais vous n'avez pas l'impression quand même... Je reviens toujours avec un mandat très clair, large, un appui très fort de la population, peut-être pas l'obligation juridiquement, mais n'avez-vous pas l'impression qu'au niveau de la planète, quand même, il aurait l'air fou un peu de ne pas vouloir respecter, au nom de la démocratie, une décision d'une partie de sa composante?

M. Otis: Je crois que qu'on respecterait la décision des Québécois. Ceci étant dit, dans quelle mesure on consentirait différents arrangements? Je crois, personnellement, que les réalités

étant ce qu'elles sont, évidemment, on en arriverait tôt ou tard, avec le pragmatisme bien connu de nos compatriotes, on en arriverait, tôt ou tard, à des accommodements.

M. Proulx: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Beaudry.

M. Beaudry: Ma question va dans le même sens que celle de M. Proulx. En présumant qu'il y en ait des problèmes – parce que la question a été posée, elle a été soulevée à quelques reprises – et que certaines provinces, par exemple, n'aient pas intérêt, pour une raison quelconque, à ce que le Canada négocie, est-ce que, dans votre opinion, ces provinces-là pourraient s'objecter à une négociation bilatérale entre le Canada comme organisme, le gouvernement canadien, et la province de Québec, une fois que cette dernière a atteint sa souveraineté ou a fait sa déclaration de souveraineté?

M. Otis: Évidemment, ce serait une question à régler entre les intervenants canadiens eux-mêmes.

M. Beaudry: Je comprends, mais une fois qu'on est souverain...

M. Otis: Oui.

M. Beaudry: ...il y a des choses à régler. Il y a les finances à régler; il y a le rapatriement des pouvoirs à régler. Il y a toutes les questions pour lesquelles on veut être souverain. Il va falloir les régler une fois qu'on est souverain. Alors, qui est l'interlocuteur valable? Et en présumant que ce soit le gouvernement canadien, est-ce qu'une province comme l'Ontario, une province comme le Nouveau-Brunswick, une province comme la Colombie-Britannique pourrait dire: Juridiquement parlant, moi, je m'objecte à ce que le Canada en mon nom, parce que le Canada dont je fais partie, c'est un Canada à 10, on se retrouve 9, et en conséquence, il n'y a plus de mandat pour parler pour moi? C'est ça ma question. Est-ce qu'ils peuvent s'objecter?

M. Otis: Bon! Oui, je pense que, juridiquement, ils pourraient, étant donné que le départ du Québec maintiendrait pour le reste du Canada la formule d'amendement actuelle...

M. Beaudry: Alors, théoriquement parlant, on pourrait se retrouver dans le cul-de-sac dont parle M. Proulx? Je ne dis pas que ça va se produire, mais théoriquement parlant, le Québec se retrouverait sans interlocuteur?

M. Otis: Je crois qu'on viendrait très rapidement aux réalités, du côté canadien. Mais

il pourrait y avoir des difficultés, pendant une brève période de temps, effectivement.

M. Beaudry: Une brève, ça, c'est relatif. "Bref", pour vous, c'est peut-être deux semaines; "bref", pour l'éternité, c'est peut-être 15 ans. C'est toujours relatif. Mais, en fait, vous ne le savez pas. Quelqu'un, théoriquement parlant, pourrait s'objecter... Une province canadienne pourrait s'objecter à une négociation bilatérale et pourrait être reconnue comme telle, comme étant dans ses droits de le faire.

M. Otis: Dans la mesure où une entente Québec-Canada modifierait la Constitution du Canada, il faudrait voir dans quelle mesure une entente Ottawa-Québec modifierait la Constitution du Canada. Là, la formule d'amendement...

M. Beaudry: Je ne vous parle pas d'entente, je vous place devant le fait accompli. Le Québec fait un référendum, la population dit: Oui, on veut être souverain. On est souverain. L'Assemblée nationale déclare la souveraineté. On l'est, on est rendu là. Avec qui est-ce qu'on négocie pour les rapatrier ces pouvoirs-là? Avec qui est-ce qu'on négocie pour savoir s'il va y avoir libre circulation des personnes, des biens, etc., à travers le Canada? C'est ça ma question. Qui est l'interlocuteur? Et, si vous dites que c'est le fédéral, est-ce qu'une province, parce que le Canada n'est plus comme il l'était quand la Constitution a été passée, est-ce qu'une province peut s'objecter à ce que le fédéral négocie?

M. Otis: À ce que le fédéral négocie, non.

M. Beaudry: Il va négocier en vertu de quel droit?

M. Otis: Il va négocier en vertu de son droit, en droit constitutionnel en tant qu'entité fédérale, en matière de relations internationales. Mais si l'entente Québec-Canada a pour effet de modifier la Constitution du Canada, là, il devra faire ratifier la modification du Canada conformément à la procédure d'amendement.

M. Beaudry: Alors, vous dites que même si la structure actuelle n'existait plus, elle pourrait quand même engager l'Île-du-Prince-Édouard, qui aurait peut-être, possiblement, des intérêts différents, dans un Canada à 9 plutôt qu'un Canada à 10, comme la Colombie-Britannique. Et les engagements du fédéral qui lui ont été consentis et les compétences qui lui ont été consenties dans une Constitution à 10, même si elle devient à 9 par le geste posé par une province de s'en retirer, engagerait toutes ces autres provinces-là?

M. Otis: Dans la mesure où l'entente

conclue entre le Québec et le Canada ne modifie pas la position constitutionnelle de ces provinces, le fédéral a la juridiction de le faire. Mais dans la mesure où la Constitution du Canada serait modifiée...

M. Beaudry: Elle l'est, modifiée. Il n'y en a plus 10, il y en a 9, là. Elle l'est, modifiée, automatiquement. Le fait de se retirer modifie la Constitution. Comprenez-vous? Le fait de se retirer, ça modifie la Constitution. Elle n'est plus là; il n'y en a plus 10.

M. Otis: Oui, mais ça n'affecte pas nécessairement les provinces.

M. Beaudry: Non, mais ça peut les affecter.

M. Otis: Dans la mesure où la Constitution de ces provinces et les dispositions de la Constitution du Canada qui sont assujetties à la formule d'amendement sont modifiées, effectivement, le fédéral pourra adopter une résolution ratifiant l'entente, mais ceci devra subir le processus de la formule d'amendement.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, M. Beaudry, je pense que vous devrez vous satisfaire de cette réponse. Vous ne pourrez pas avoir des avis juridiques gratuits indéfiniment et il va falloir que vous posiez des questions ailleurs qu'ici.

Merci, M. Otis, de cette présentation devant notre Commission. Ceci met fin à notre séance de l'après-midi. Nous reprenons à 19 h 30.

(Suspension de la séance à 18 15)

(Reprise à 19 h 33)

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est une présentation qui durera une heure. Nous recevons conjointement la Fédération des francophones hors Québec et la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises. M. Matte préside la Fédération des francophones hors Québec et Mme Lanteigne la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises. Si vous voulez bien présenter votre groupe et, ensuite, à votre choix, prendre 10 minutes pour la présentation de l'ensemble.

Fédération des francophones hors Québec et Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises

M. Matte (Guy): Merci, M. le Président. J'aimerais vous présenter, à ma gauche, Claire Lanteigne qui est la présidente de la Fédération des femmes canadiennes-françaises, mais également la première vice-présidente de la Fédération des francophones hors Québec. Mme Lan-

teigne vient de l'Acadie, du Nouveau-Brunswick. Mme Marie Bourgeois, qui vient de la Colombie-Britannique, est la deuxième vice-présidente de la Fédération des francophones hors Québec. À ma droite, M. Aurèle Thériault, le directeur général de la Fédération. Me François Dumaine est notre avocat-conseil et Mme Bergeron est, ce que nous aimons appeler, notre ambassadrice à Québec, puisque c'est elle qui gère le bureau de la Fédération à la ville de Québec.

M. le Président, membres de la Commission, la Fédération apprécie grandement l'occasion qui lui est donnée de présenter ses réflexions à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Nous soumettons ces réflexions en souhaitant qu'elles sauront être utiles aux membres de la Commission et à la population québécoise, dans leur démarche vers un débat éclairé, et nous le souhaitons le plus complet possible sur la question de la francophonie. La réflexion qui se tient est celle de la collectivité québécoise. C'est d'abord et avant tout à vous qu'il importe de définir votre projet de société et de diriger les actions de votre gouvernement. Notre contribution se veut celle d'une collectivité qui partage de nombreuses richesses linguistiques, culturelles et historiques avec la société québécoise. Un mot, peut-être, pour vous dire qui nous sommes comme Fédération des francophones hors Québec. Nous avons été créés en 1975. Nous regroupons neuf associations provinciales, dans toutes les provinces hors Québec, les groupes porte-parole de ces groupes francophones, dans les deux territoires, et quatre fédérations nationales, sectorielles, la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises, la Fédération des jeunes, l'Association de la presse, la Fédération culturelle. Nous représentons donc, en tant que groupe porte-parole, les intérêts du million de francophones qui vivent à l'extérieur du Québec. Cependant, pour beaucoup de Québécoises et de Québécois, les francophones hors Québec forment une entité qui est méconnue, dont ils ignorent souvent les racines et dont la réalité du quotidien leur échappe.

Vous avez déjà rencontré nos deux organisations-membres, la SAANB du Nouveau-Brunswick et l'ACFO qui représente les Franco-Ontariens et les Franco-Ontariennes. Vous avez donc été sensibilisés à la réalité des francophones de l'Ontario et des Acadiens et des Acadiennes du Nouveau-Brunswick, mais la francophonie hors Québec, au Canada, c'est encore plus que l'Ontario et le Nouveau-Brunswick.

Vous savez, malgré les difficultés de communication énormes qui ont existé, on retrouve encore dans la péninsule de Port au Port, dans le sud-ouest de la Province de Terre-Neuve, une série de communautés francophones qui sont là depuis plus de 10 générations et qui ont l'intention de demeurer là encore, en tant qu'Acadiens et Acadiennes, pour un autre 10

générations. Les communautés acadiennes de la Nouvelle-Écosse sont également reconnues pour avoir mis sur pied des coopératives dans plusieurs domaines, comme celui des pêches notamment, et elles fêtaient cette année le premier siècle d'existence de l'Université Sainte-Anne. Dans l'histoire moderne de la francophonie, de nombreuses familles du Québec, initialement de passage au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, se sont finalement installées en permanence dans ce coin de pays. Nous avons des communautés qui sont vibrantes et dynamiques dans toutes les provinces de l'Ouest. Notre mémoire présente plusieurs exemples de notre "entrepreneurship" dans ces différentes provinces.

Le Québec peut se poser aujourd'hui la question: mais où sont donc tous ces francophones? Reconnaissons d'abord que ces frontières provinciales se sont élargies et que les populations ont considérablement gonflé. Dans l'Ouest, particulièrement, l'arrivée massive d'immigrants et d'immigrants a fait diminuer le poids relatif des francophones. Bien sûr, il existe aussi un facteur d'assimilation qui a joué particulièrement durant les périodes où les institutions scolaires francophones étaient inexistantes dans certaines régions. Il reste cependant une donnée fondamentale, à l'heure actuelle: la population francophone hors Québec, c'est 1 000 000 de personnes. 1 000 000 000 de francophones, c'est autant, sinon plus de personnes que la population de 6 des 10 provinces canadiennes. 1 000 000 de francophones, c'est 20 % de la population francophone du Québec, ce sont des milliers et des milliers d'interlocuteurs et d'interlocutrices pour le Québec, dans les domaines économique, éducatif et culturel. Et, dans notre vision, c'est un avant-poste linguistique essentiel pour la société québécoise.

Les francophones hors Québec sont une réalité historique du Canada qui remonte à plus de trois siècles. Nous ne sommes pas, comme certains le prétendent, une fiction politique créée pour ralentir l'épanouissement de la collectivité québécoise. La francophonie, c'est le Québec, mais c'est nous aussi. La Révolution tranquille a mis un terme à un sentiment d'appartenance à une nation canadienne-française pour l'ensemble des francophones de ce pays. C'est à partir de ce moment que la question de la francophonie hors Québec prend de la distance vis-à-vis du Québec. Et il était normal, on l'entendait: Organisons-nous d'abord. Le Québec s'est retrouvé plongé dans le tourbillon de la Révolution tranquille. Et nous comprenons que la charge était pleine.

Maintenant, nous aussi sommes dans notre Révolution tranquille, avec 20 ans de retard, cela va sans dire, mais nous la faisons notre Révolution tranquille. Nous sommes à développer notre potentiel. Et c'est dans cet esprit que nous visons un nouveau départ dans les relations entre les francophones hors Québec et les Québécoises

et les Québécois.

Nous nous sommes posé la question suivante. Le Québec a-t-il des intérêts à maintenir des relations étroites avec les francophones hors Québec? Nous croyons, quant à nous, que cet intérêt existe de part et d'autre. Mais, pour que la relation prenne un essor, nous sommes convaincus qu'elle doit être abordée sous un nouvel angle, celui du partenariat. Et cette nouvelle approche a été soulevée tout récemment par Mme Lise Bissonnette, dans *Le Devoir*, elle écrivait, et nous avons bien noté ses paroles: Que le Québec s'achemine vers un fédéralisme extrêmement décentralisé ou vers la souveraineté, on doit instaurer des passerelles autres que la simple coopération humanitaire entre le Québec et les francophones du Canada. Par quelles institutions communes ces liens seraient-ils raffermis? Quelles ententes formelles devraient garantir les droits des minorités francophones? Si la réponse est oui, qu'il y a intérêt de part et d'autre à maintenir des liens serrés entre nos communautés, alors il me semble que son gouvernement, que le gouvernement du Québec, devrait développer un nouveau discours politique. Il faudrait que le gouvernement du Québec et son Assemblée nationale puissent faire part d'un énoncé de politique clair qui démontre l'intérêt, pour l'Assemblée nationale et pour le gouvernement du Québec, d'affirmer qu'il faut développer une relation privilégiée avec les francophones hors Québec. Ça ne s'est pas fait jusqu'à maintenant.

Il faudrait également traduire ce mécanisme, cette volonté politique dans un mécanisme, non pas simplement administratif, mais un mécanisme politique. On vous a fait différentes représentations. Nous suggérons, par exemple, une commission parlementaire élargie dans laquelle on pourrait voir des parlementaires québécois, des parlementaires québécoises, des francophones hors Québec, des représentants, des représentantes des francophones hors Québec siéger annuellement pour faire le point sur la situation des relations entre les communautés francophones à l'extérieur du Québec et la communauté québécoise, peu importe le statut politique juridique que se donnera le Québec.

Ayant parlé du niveau politique, il faut traduire ces réalités dans des partenariats qui sont à la base de l'intérêt de chacune des parties. À la base, il est évident que nous nous entendons pour dire que, dans le domaine culturel et linguistique, nous avons des liens forts entre les francophones hors Québec, les Québécoises et les Québécois. Nous sommes certainement un bon marché de consommation puisque nous achetons beaucoup de produits culturels qui viennent du Québec. Il est évident, également, que nous faisons également un marché ici puisque nous envoyons, ou que plusieurs des artistes, des écrivains, de gens de théâtre viennent de nos communautés faire carrière au

Québec. Et ça, on l'a vu. On pourrait donner plusieurs noms. Mais nous voulons dépasser ces simples états de fait.

Il serait important que, dans le domaine public, dans les domaines parapublics et dans le domaine privé, on intensifie les partenariats et les liens entre les francophones hors Québec et les Québécoises et les Québécois. Pourquoi ne pas avoir des ententes Québec-communautés comme on voit, par exemple, des ententes France-Acadie? Pourquoi pas des ententes Québec-communautés francophones hors Québec? Pourquoi ne pas avoir des ententes qui pourraient être tripartites, éventuellement, entre le Québec, une province et la communauté? Mais j'insiste, et la communauté. Parce que nous sommes peut-être les mieux placés – nous sommes les mieux placés il n'y a pas de peut-être – nous sommes les mieux placés pour définir quels sont nos besoins. Dans le domaine parapublic, nous parlons des hôpitaux. Nous sommes à développer tout un réseau de santé à l'extérieur du Québec, dans les différentes provinces, un réseau de santé en langue française. Il est évident que nous ne pouvons pas, dans la province de la Saskatchewan, avoir un hôpital francophone, mais on peut rendre ces services de santé sous une autre forme. Pourquoi pas un centre médico-social? On vient d'en créer un dans le cœur de Toronto, en langue française, pour donner des services en français à la population francophone. Pourquoi ne pas partager l'expertise que vous avez dans les CLSC? Vous avez une expertise dans les différents domaines; nous voudrions la partager avec vous. Au niveau des universités, la difficulté quelquefois, de reconnaître les diplômes, les échanges entre les différentes provinces; il faudrait trouver les moyens d'aplanir les difficultés qui existent entre nous.

Et dans le domaine privé, on vous a répété souvent l'histoire de la Fédération des caisses populaires, avec les ententes au Manitoba, en Ontario et au Nouveau-Brunswick. Ça mérite d'être signalé parce que c'est un exemple important du type de partenariat qui existe pour le bénéfice des Québécoises et Québécois, comme des francophones hors Québec. TVA qui veut percer le marché hors Québec, il est certain qu'il y voit son avantage.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Matte, je dois vous demander de précipiter un peu la conclusion, nous dépassons le temps.

M. Matte: Je précipite, M. le Président. Je voudrais tout simplement signaler, en terminant, que nous avons des choses en commun avec le Québec. Comme le Québec, nous nous sommes battus pour avoir ce que nous avons. Personne ne nous a fait de cadeau. Nous avons un héritage, une langue, une culture en commun. Cependant, il faut reconnaître que votre combat, ce n'est pas le nôtre, et le nôtre ce n'est pas le

vôtre. Il y a des différences et nous respectons ces différences. Nous continuerons d'appartenir, peu importe ce qui arrivera au Canada... Mais je pense que nous appartenons à un espace francophone, que cet espace francophone mérite d'être développé et que les relations que nous y avons méritent d'être intensifiées. Je nous invite à les développer. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Matte. Nous commençons par des questions des représentants du parti de l'Opposition officielle, Mme Blackburn, suivie...

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. M. le Président, mesdames, messieurs, bonsoir. Je voudrais d'abord vous souhaiter la bienvenue à cette Commission et vous remercier de venir enrichir notre réflexion, à la fois sur l'avenir du Québec, et aussi sur le rôle que pourront jouer les communautés francophones hors Québec dans cet avenir. Les grandes questions que vous vous posez d'abord, ayant bien illustré l'importance de la communauté francophone hors Québec et son dynamisme, un dynamisme je dirais retrouvé, que vous dites, sans doute avec raison, que nous connaissons mal, qui a su développer dans les secteurs économiques une expertise particulièrement riche au cours des dernières années, je trouve que c'est intéressant que nous le sachions.

Vous posez une grande question qui est fondamentale, c'est de savoir si le Québec a intérêt à établir des relations avec les francophones hors Québec. Moi, je vous dis d'entrée de jeu, oui, pour plusieurs raisons. Je vais en énumérer quelques-unes. D'abord, être francophone en Amérique du Nord, c'est une richesse et non pas une tare. Richesse culturelle, richesse de valeurs, de la culture, de la langue, mais aussi richesse économique et ça, j'y reviendrai un peu. Ça a été, à mon avis, largement sous-estimé par le passé. Le fait de parler deux langues, trois langues, ça n'a jamais été considéré comme un appauvrissement en Europe. Il me semble qu'en Amérique, ça constitue une richesse.

L'intérêt du Québec est, à plusieurs titres, certain. D'abord, parce que plus il y aura de personnes avec lesquelles nous pourrions communiquer en français, moins il y aura de tensions ou de pressions sur le Québec français. Ça, je pense que c'est fondamental. Par ailleurs, vous pourriez constituer, si tant est qu'on se donne des politiques de partenariat comme vous les appelez, des interlocuteurs indispensables et précieux dans toutes les régions du Canada et une partie des États-Unis pour établir des relations qui ont rapport avec la culture, avec les industries culturelles, mais aussi avec des secteurs complets de l'économie de façon générale. Je pense aux professionnels de chez nous avec les vôtres, je pense à tous ceux qui sont

dans les villes, les conseils en éducation, en santé, en culture, je pense que vous avez tout à fait raison et nous sommes intéressés.

Nous avons d'ailleurs établi, en ce qui me concerne, mon parti, une liste des éléments qui pourraient constituer une politique de collaboration avec les francophones hors Québec qui reprend un peu, pour l'essentiel, la réciprocité, le soutien des organismes, l'établissement d'échanges, mais aussi, je dirais, l'élément principal, c'est l'établissement d'une direction permanente des relations avec les communautés francophones qui auraient l'obligation de publier annuellement un rapport.

Comme vous voyez, je pense que non seulement sommes-nous intéressés, mais je pense que c'est, comme je dirais, élémentaire pour qui est en train de réfléchir au meilleur moyen de dynamiser notre économie dans un Québec souverain.

Vous dites, en page 22 de votre mémoire, dernier paragraphe: "On a souvent dit qu'un Québec fort est un atout pour nos communautés dans le sens où celui-ci donne, ailleurs au pays, une plus grande légitimité au fait français." Est-ce que chez vous, chez vos commettants, dans la communauté francophone, ça les effraie l'idée d'un Québec souverain?

M. Matte: Effrayer, non, parce que, dans le passé, ce que nous avons atteint jusqu'à maintenant, ça a été grâce à l'effort de ces communautés-là. Ce n'est pas de façon factice que ces communautés existent, c'est le résultat de leur effort. Il y a certainement une crainte, je veux dire, il ne faut pas nier le fait. Il serait, pour nous, tout à fait contraire à la réalité de dire que le fait que le Québec pourrait éventuellement devenir souverain ne changera rien à nos réalités. Ça ne nous rendra pas la vie plus facile. Ça, nous en sommes conscients. Mais peu importe cette réalité-là, nous ne nous permettrons pas de donner un conseil aux Québécoises et aux Québécois, de dire: À cause de ça, ne le faites pas, ayez pitié de nous. Jamais de la vie. Vous avez à choisir vos orientations; nous avons à choisir les nôtres. Nous espérons que dans ces orientations-là, il y aura des points de rencontre qui nous permettront de mieux travailler ensemble pour s'assurer que toutes nos communautés vont grandir.

Mme Blackburn: Vous soutenez, d'ailleurs, comme les groupes des francophones qui vous ont précédés, que les rapports entre un Québec souverain et les communautés francophones devraient se faire de communauté à État, un peu comme ça se fait en Europe, en France, en particulier. C'est davantage dans cette direction-là. Mais dans l'hypothèse où il y aurait des espèces d'empêchements du côté de vos provinces ou du côté du gouvernement canadien, est-ce que vous sentez que vous avez le pouvoir de passer

autre?

M. Matte: Nous, nous avons le pouvoir de passer outre. Nous l'avons fait en faisant toutes sortes d'initiatives. Par exemple, quand on n'avait pas une école, il fallait en créer une privée. Quand on n'avait pas un collège, il fallait le créer. Quand on nous empêchait de créer... Je me rappelle, vous en avez tous entendu parler, du coin de Penetanguishene, en Ontario. Quand on n'a pas voulu, là-bas, au niveau local, donner l'éducation en langue française au niveau secondaire, les jeunes sont sortis de l'école bilingue anglaise et sont allés en créer une dans le bureau de poste local, qui avait été libéré pour les fins de la cause, mais, quand même, on a pris... Il faut se prendre en main, et nous, ce que nous disons, c'est que passer outre ou par-dessus nos gouvernements, lorsque cela avantage nos communautés, nous sommes certainement prêts à le faire.

Mme Blackburn: Toujours dans l'hypothèse d'un Québec souverain, est-ce que les Franco-Canadiens ont... Est-ce que vous avez le pouvoir politique – parce que je parle ici de pouvoir politique – pour défendre la possibilité de préserver vos droits et même de développer, de conserver ce dynamisme, évidemment, avec la collaboration d'un État francophone en Amérique du Nord?

M. Matte: Ça va beaucoup dépendre de la réaction du reste du Canada, de ce que vous appelez souvent le Canada anglais, dont nous faisons partie. Ça va souvent dépendre quel lien sera maintenu, si lien il y a entre le Québec, par exemple, une certaine présence quelconque avec le reste du Canada ou si la brisure s'est faite dans la difficulté avec beaucoup d'acharnement et de hargne. Il y a déjà, il ne faut pas se le cacher, on le dit, il y a déjà certains groupes qui annoncent leurs couleurs en disant: Bah! Si le Québec n'est plus là, il n'y a plus de raison d'avoir des services ou de donner des lois qui vont garantir des services aux francophones hors Québec. Ça, on l'entend dans toutes les provinces. Cependant, nous sommes prêts à vivre avec les conséquences qui seront là. Nous ne sommes pas les maîtres d'œuvre. Nous avons une présence. Dans certaines provinces, notre présence au niveau démographique, et le poids relatif, est beaucoup plus élevée qu'ailleurs. Il est certain que dans ces endroits-là, ce sera plus facile que dans les endroits où notre poids relatif est mince. Mais nous avons bon espoir, et nous l'avons vérifié auprès de nos différents groupes, qu'ils demeureront là où ils sont et qu'ils ont l'intention de se développer là où ils sont, malgré les difficultés que cela pourrait engendrer.

Mme Blackburn: Vous êtes bien placés, je

pense, sans sondage, pour davantage nous laisser une impression sur cette question. Vous qui vivez essentiellement dans des milieux en majorité anglophones, croyez-vous sincèrement que le Canada pourrait dire non longtemps à des négociations, à une association économique de toute nature avec un Québec souverain, si tant est que ça irait à l'encontre de leur intérêt propre? Parce que c'est souvent ce qu'on entend. Moi je trouve que c'est une espèce d'insulte à l'intelligence et c'est ne pas reconnaître le sens pratique des hommes d'affaires et des hommes politiques.

M. Matte: Il est certain que, dans cette veine-là, tout va dépendre de la façon dont les choses vont se faire, ou pourraient se faire, parce qu'on parle évidemment en termes de potentiel. S'il y a un haut niveau de difficulté créé par des déchirements quelconques ou un sentiment d'abandon, ou de trahison, ou peu importe ce qui pourra sortir, il est certain que ça pourrait être beaucoup plus difficile et beaucoup plus long. Parce qu'on a souvent vu des peuples et des pays s'affronter, tout en sachant que ça n'avait rien à faire avec le rationnel, mais tout avec l'émotivité. Donc, je ne sais pas où... ça c'est une question hypothétique, mais combien long? Je ne peux pas vous dire. Il faudra voir comment les choses pourraient se faire, si elles se font.

Mme Blackburn: En page 23 de votre mémoire...

Le Président (M. Michel Bélanger): Ce sera la dernière, Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Alors, si c'est ma dernière je vais aller un peu... à la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises. Un instant, M. le Président, que je mette la main sur le mémoire, qui est fort intéressant et qui rappelle la contribution des femmes francophones hors Québec au maintien de la culture et aux valeurs qui ont permis, je pense, il faut le dire, la survie des francophones hors Québec. Je pense que vous avez joué, sans doute, un rôle de tout premier plan. Vous nous rappelez dans votre mémoire que la moitié, si je ne m'abuse, des organismes chez vous ne recevraient pas de subventions du fédéral.
(20 heures)

Pourriez-vous m'expliquer comment cette situation peut prévaloir chez vous, alors que chez nous, au Québec, la minorité a tous les services imaginables? Vous savez, ça va de la prénatale à l'université, santé et services sociaux, qu'ils gèrent en totalité. Le fédéral trouve moyen, par les ententes Québec-Canada, de donner quelque chose comme 18 000 000 \$ pour construire un cégep à Hull. Autant, 10 000 000 \$ ou 12 000 000 \$ pour réaménager et

renover les équipements de l'Université Bishop, et ici, on continue. Même si le Québec consacre une part au moins équivalente de ses budgets à offrir des services – et avec raison – à la communauté anglophone, le Canada anglais en ajoute; le fédéral, je dois dire. Excusez-moi pour le Canada anglais, le fédéral en ajoute. Alors, voulez-vous m'expliquer comment il se fait qu'il ne trouve pas moyen d'en faire un peu plus chez vous?

(20 heures)

Mme Lanteigne (Claire): Je voudrais bien l'expliquer, je n'en suis pas capable: C'est que les critères, pour se classer, pour obtenir des subventions gouvernementales, ont changé tellement que nos groupes, qui ne voulaient pas s'impliquer activement au niveau politique mais qui voulaient demeurer au niveau social seulement, se sont vu couper toute aide gouvernementale. Ils doivent maintenant fonctionner à partir d'activités, ou de sollicitation de fonds, qu'ils font en régions ou en province.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions des membres. Le premier, nous avons 25 minutes pour ce groupe de questions, M. d'Anjou qui sera suivi de Mme Côté.

M. d'Anjou: Il est intéressant de constater la vitalité et le dynamisme des communautés francophones hors-Québec. C'est intéressant, parce qu'on nous a dit tellement souvent que ces minorités étaient en grande difficulté, même à l'agonie, dans certains cas. Suite à la présence de certains groupes de francophones hors Québec, devant cette Commission, nous constatons, au contraire, un grand dynamisme, un élan nouveau, de telle sorte que tous les espoirs sont permis.

Je trouve paradoxal de constater que les amendements de 1982, à la Constitution canadienne – amendements que le Québec n'accepte pas, parce que le Québec n'était pas présent au moment où ces amendements ont été adoptés – de constater quand même que ces amendements ont eu des effets fructueux, au point de vue scolaire en particulier, pour les francophones hors Québec. Vous en faites la constatation, en pages 9 et 10, au sujet de la Charte canadienne des droits et libertés. Un peu plus loin, vous dites: Quel que soit le statut du Québec, de maintenir et d'établir des structures pouvant répondre à une nouvelle association entre le Québec francophone et les francophones hors Québec. Pouvez-vous décrire davantage le genre de structures que vous favorisez pour maintenir des relations avec le gouvernement du Québec et l'Assemblée nationale en particulier?

M. Matte: C'est d'abord, tout simplement pour... En première partie, vous avez fait un commentaire sur la Charte des droits et libertés,

et je pense qu'il est juste de dire que la Charte des droits et libertés a donné des effets fructueux, parce que les francophones sont allés en cour, jusqu'à la Cour suprême...

M. d'Anjou: C'est ça.

M. Matte: ...pour pouvoir faire dire à la Charte des droits ce qu'elle devait dire en 1982, dire: On ne nous a pas fait de cadeaux dans nos provinces; de dire: Ah, bon, voilà un nouvel article 23! Nous allons nous assurer de la respecter et de respecter cet article-là jusqu'au bout et donner aux francophones non seulement l'éducation, mais également la gestion de leurs institutions. Ça ne s'est pas fait de même, nulle part. Dans toutes les provinces, nous avons dû amener le gouvernement provincial en cour. Et c'est la cour qui a finalement déterminé, dans les différentes instances, que nous avions droit à des écoles ou à la gestion. Alors, les effets fructueux se sont fait sentir uniquement depuis deux, trois ans, là, après les différents recours.

Si je reviens à votre question, au niveau des structures qui devraient être aménagées, nous, nous croyons qu'il devrait y avoir une structure aménagée tout près de l'Assemblée nationale. C'est une structure qui devrait être politique. Je vous donnais un exemple, un peu plus tôt, qu'une commission parlementaire élargie, constituée de parlementaires québécois et de représentants des communautés francophones hors-Québec, pourrait siéger de temps en temps, aux six mois ou chaque année, pour pouvoir échanger sur les liens, les partenariats qu'on a établis, examiner un peu ce qui pourrait être, dans le futur, utile dans les deux cas, à ces communautés. Parce qu'on a un intérêt commun d'assurer une présence permanente dans le nord de l'Amérique du Nord pour longtemps. Alors, ça, c'est un moyen. On pourrait vous suggérer d'autres initiatives. Mme Blackburn, tout à l'heure, faisait part d'une direction, mais nous voulons dire... Nous insistons sur le fait qu'il faut que ce soit au niveau politique et non pas simplement administratif, comme ça l'est à l'heure actuelle au niveau du ministère des Affaires intergouvernementales.

M. d'Anjou: Je vous remercie, M. Matte. C'est intéressant de voir qu'au niveau politique – j'y crois moi aussi – il y a sûrement des liens importants à tisser. Je vous remercie beaucoup. Je vous félicite pour votre bon travail.

M. Matte: Merci, M. d'Anjou.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Côté suivie de M. Dufour.

Mme Côté: Merci, M. le Président. Je pense que les francophones hors Québec sont extrêmement combatifs et ils sont probablement en

mesure de comprendre la réflexion des Québécois qui veulent prendre différents moyens pour sauvegarder leur identité francophone et culturelle. Et ce que je comprends de votre mémoire, c'est que, quel que soit le choix constitutionnel du peuple québécois, il faudra resserrer les liens entre le Québec et les francophones hors Québec. Il faudra, comme vous avez dit, un nouveau départ. Et vous donnez, en page 15 et suivantes, certains moyens. Première question: J'aimerais vous entendre sur les moyens de coopération, dans le sens que vous l'avez dit tout à l'heure, au niveau politique, dans le monde de l'éducation des francophones hors Québec.

Deuxième question, au groupe de femmes, vous parlez de partenariat entre les groupes de femmes du Québec et les groupes de femmes francophones hors Québec. Vous savez qu'il en existe pas mal, de partenariat. Et vous savez aussi que certaines critiques des groupes de femmes, c'est de dire qu'il faut avoir une solidarité. Mais parfois, on a besoin au Québec de certaines politiques qui sont propres au Québec pour pouvoir faire avancer la cause des femmes. Alors, j'aimerais vous entendre.

Troisième question: Vous dites quelque part que la Loi sur les langues officielles vous a servi pour pouvoir développer votre identité francophone et culturelle. Et nous, on a souvent vu que ça pouvait être une menace à l'identité francophone et culturelle du peuple québécois. Dans un Québec souverain, quels moyens pensez-vous devraient être mis en place pour que la Loi sur les langues officielles qui vous a protégés continue à faire avancer les francophones hors Québec?

M. Matte: À la première question, au niveau de l'éducation, bien là, il y a différents niveaux. On peut en parler au niveau syndical, et vous le savez par expérience personnelle qu'il y a eu beaucoup d'interactions entre les syndicats francophones hors Québec et la CEQ, entre autres. Mais si on regarde en termes plus généraux, au niveau des systèmes d'éducation, il y a ici au Québec une expertise qu'il vaut la peine de partager. Vous le faites, par exemple, à travers les manuels scolaires et il y a des partenariats qui sont établis. Je vous donne un seul exemple de choses qu'on pourrait augmenter. Le Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, qui existe à Ottawa, est entré en collaboration avec la maison de publication Guérin, ici au Québec, où nous développons chez nous des manuels qui sont publiés et imprimés au Québec, pour distribution au Québec et à l'extérieur du Québec, en fonction d'un partage d'expertise entre la maison d'édition et des auteurs. Il y a là un partenariat et une collaboration. C'est un exemple.

Un deuxième niveau. Le ministre de l'Éducation du Québec a, par le passé, en tout cas

dans les années récentes, indiqué son intérêt pour partager des expertises. Par exemple, au niveau de l'informatique. Il y a ici un foisonnement d'idées et de personnel qui sait comment ces choses-là s'opèrent et comment on peut intégrer ces domaines-là à l'intérieur du domaine scolaire. Bien, le ministère de l'Éducation du Québec l'a partagé avec des gens de l'extérieur du Québec. Je pense à Terre-Neuve en particulier, comme un des exemples.

À un autre niveau, vous savez, on a fait état – et je ne sais pas qui mais quelqu'un ici, à la Commission, a fait état – qu'en Saskatchewan, il y a à Gravelbourg une petite école qu'on a dû créer parce que, dans ce milieu-là, on ne voulait pas donner une école de langue française aux francophones. Alors, les parents, qui étaient tannés d'envoyer leurs enfants dans une école où ils étaient en train de se faire angliciser, ont été obligés de créer une école privée à partir de rien et sans ressources. Alors, nous, comme francophones hors Québec, par esprit de solidarité, nous avons travaillé à les aider, à poser un geste concret. Un syndicat de l'Ontario a adopté cette école-là et s'assure de lui faire parvenir des ressources académiques, des ressources en matériel scolaire pour que cette école-là, elle puisse exister.

Est-ce qu'on ne pourrait pas voir une espèce de partenariat plus élargi entre les francophones hors Québec qui peuvent se le permettre? Parce que maintenant, on a des ressources économiques dans certaines provinces, qui sont beaucoup plus fortes; avec le syndicat québécois ou avec le ministère de l'Éducation du Québec pour s'assurer que les francophones qui n'ont pas l'appui de leur province ou de leur commission scolaire au niveau local puissent s'assurer d'avoir une éducation en langue française. Alors là on voit différents niveaux de participation. Et je vais laisser à ma collègue...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Matte, j'avais dit qu'il vous restait à peu près une minute pour les deux autres réponses.

M. Matte: ...finir. Allez-y madame.

Mme Lanteigne: Moi, je voudrais, pour ma part, au niveau des groupes de femmes, qu'on soit femme francophone au Québec ou à l'extérieur du Québec... On a réalisé et on constate aussi que nos problèmes, nos besoins sont les mêmes. On a déjà des collaborations d'établies à plusieurs niveaux avec des groupes de femmes au Québec, que ce soit pour le partage de programmes nouveau départ, femmes collaboratrices, qu'on a implanté dans d'autres provinces, dans les milieux francophones aussi. Et puis on veut que ça se continue. Notre grande tournée au Québec, à la fin du mois de novembre, nous a permis encore de resserrer les liens et de nous faire mieux connaître. Et puis on a réalisé que

les problèmes qu'on a chez nous, que ce soit au niveau du financement, au niveau du bénévolat, de trouver les bénévoles nécessaires pour combler les postes, les femmes du Québec nous ont assuré qu'elles avaient ces mêmes problèmes-là. Et puis, des collaborations encore plus importantes se sont développées suite à cet tournée ici, et on peut bénéficier de plusieurs services même au niveau de la formation dans plusieurs provinces, dans les régions francophones, de centres de santé où on va bénéficier de formation ici, où c'est déjà bien implanté.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Dufour, suivi de M. Laberge.

M. Dufour: Merci, M. le Président, je voudrais d'abord remercier la Fédération pour son mémoire. J'aurais deux petites questions. La première, un peu dans la foulée de ce que disait Mme Côté. Bon, vous dites qu'il est essentiel de créer une nouvelle approche de liens, s'inspirant de l'histoire, et vous ajoutez à un moment donné, et c'est un petit bout de phrase dont je ne comprends pas le sens, cette approche donc de créer des liens "est plus réaliste que celle qui se fonde sur des législations de retour au Québec, des francophones hors Québec". Est-ce que il y en a qui suggèrent ce genre de législation?

M. Matte: C'est une question à nous que vous posez?

M. Dufour: Oui, bien c'est...

M. Matte: On a entendu vaguement, à travers la presse, que certaines personnes croyaient que la solution, la solution, pour les francophones hors Québec, résidait dans une loi de retour au Québec. Bien je veux dire, je comprends la motivation des gens qui pourraient penser que c'est là une solution qui est utile pour nous. Et je la respecte cette motivation-là. Cependant, elle n'est pas vraiment ancrée dans la réalité. Parce que nous, nous sommes enracinés en terre canadienne et nous ne sommes pas des Québécois en exil, des Québécois en vacances, nous sommes des Canadiens enracinés là où nous sommes et nous avons l'intention d'y rester.

M. Dufour: M. Matte, votre réponse me satisfait parfaitement. Je voudrais vous citer un extrait du mémoire que nous a présenté M. Chrétien cet après-midi, mémoire qui fait 98 pages, alors on n'a pas pu toucher à tous les volets. Mais, c'est un des seuls mémoires qui touche justement au problème, entre guillemets, des francophones hors Québec. Je voudrais juste que vous réagissiez à cette citation-là, vous disant qu'elle ne vient pas de moi, mais c'est quelqu'un qui l'exprime de la façon suivante: "Avec seulement 5,5 millions de francophones

vivant au Québec, a-t-on les moyens d'abandonner ce million de francophones hors Québec? Si on répond non à cette question, quelle option réaliste peut-on choisir pour ces personnes? Avec l'indépendance radicale, la vision centrale de bilinguisme et de dualité au Canada disparaît. Il n'y aurait peut-être plus cette force qui justifie l'engagement en faveur du fait français hors Québec."

M. Matte: Bien, il faut dire, à prime abord, que, et je l'ai signalé un peu plus tôt. Il est certain qu'une brisure complète du lien fédéral entre le Québec et le reste du Canada, ne nous rendra pas la vie plus facile. Ça ne nous rendra pas la vie plus facile. Il est certain que plusieurs vont vouloir remettre en question les bases et les données même de la Fédération canadienne, en ce qui regarde la Loi sur les langues officielles. Ça c'est certain. Et c'est aussi vrai à l'intérieur de plusieurs des provinces, où on a déjà des garanties législatives et des droits. Ça ne rendra pas notre vie plus facile. Il faut le reconnaître. D'un autre côté, ce que nous disons également, c'est que, cette considération-là ne doit pas... nous ne voulons pas laisser le message, nous ne voulons pas laisser le message ici: s'il vous plaît ne faites pas ça, ça va nous faire mal. Ce n'est pas du tout notre intention. (20 h 15)

M. Dufour: C'est très clair ça, votre intention là-dessus, et d'ailleurs, c'est un des groupes qui vient de l'extérieur du Québec, et on avait dit que c'était au Québec et aux citoyens du Québec de prendre ce genre de décision. Alors, vous le respectez très bien. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Laberge, suivi de M. Bouchard.

M. Laberge: Dans la même veine, non seulement vous le dites bien, mais vous le dites très bien. Moi, je trouve ça assez formidable. Vous n'êtes pas le premier groupe qui vient. L'Association des francophones de l'Ontario qui est venue, bien enthousiaste, et ils nous ont dit à peu près la même chose, à peu près dans les mêmes termes. Moi, je trouve ça pas mal formidable, et il est bien évident, encore une fois, que le Québec, prenant une décision assez drastique quant à son avenir, il est bien évident que ce n'est peut-être pas ce qui peut vous aider le plus, mais comme vous le dites si bien aussi, nous sommes là, nous sommes tous dans le Canada comme cela et, malheureusement, il n'y a pas ces rapports qu'on souhaiterait avoir avec le Québec. Eh oui! Je note dans votre mémoire, un peu comme dans les autres d'ailleurs, cet espoir que le Québec, ayant réglé son gros problème... peut-être que les rapports avec les francophones hors Québec seront plus faciles, plus constants, plus permanents, plus assidus et qu'on pourra

vraiment y aller ensemble carrément. Est-ce que c'est un peu comme ça...

M. Matte: Je pense qu'il faut aller plus loin que ça. Je ne pense pas que c'est uniquement quand le Québec aura réglé ses gros problèmes...

M. Laberge: Non.

M. Matte: ...son gros problème. Je pense que c'est peu importe ce qui arrivera quand tout ça sera tassé, en finalité, qu'il y a cette volonté politique, peu importe ce qu'il va en ressortir, qu'il y ait une volonté politique d'assurer des liens encore plus étroits au niveau politique comme dans le domaine public et parapublic, et mon collègue, le directeur général, aimerait ajouter quelque chose là-dessus.

M. Thériault (Aurèle): Bien moi, ce que j'aimerais ajouter, c'est que nous, on n'aimerait pas que le Québec prenne sa décision en rapport de nous, mais on ne veut pas qu'il se serve de nous pour prendre sa décision. Et ça, c'est important et j'ai entendu des déclarations devant cette propre Commission ici, où on a dit souvent des faussetés sur la francophonie à l'extérieur du Québec, pour essayer de justifier une option ou une autre, et ça, je pense que nous, autant qu'on veut respecter le cheminement que se donnent les Québécois et les Québécoises, autant que si on est pour avoir un partenariat, on loge espoir que les Québécois et les Québécoises respectent notre cheminement et ne nous dénigrent pas, parce qu'on peut avoir, effectivement, des options qui sont différentes.

M. Laberge: Oui, merci. Mais encore une fois, je trouve que le message est très clair et ce qui m'a aussi un peu ramené sur terre, c'est votre expérience du bilinguisme. Et ça, je pense que c'est à point de nous rappeler cette réalité. Le bilinguisme, enfin... je pense que tout citoyen ordinaire devrait pouvoir connaître deux, trois, quatre, cinq, six langues, mais entre ça et le bilinguisme, il y a une grosse différence et vous avez vécu les deux. Vous avez été obligés de faire des batailles rangées pour obtenir ce que vous avez. Vous ne nous le devez pas, vous vous le devez à vous-mêmes. Bravo! On applaudit et moi, je suis d'accord. Il ne faut pas attendre d'avoir réglé tous nos problèmes pour commencer des relations plus étroites avec les francophones hors Québec. Alors, bravo!

M. Matte: Merci, M. Laberge.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Bouchard, qui sera suivi de M. Libman, qui sera le dernier intervenant de ce bloc de questions.

Une voix: Aie! Les hommes d'affaires... un million de francophones.

M. Bouchard: Merci, M. le Président. Je voudrais tout d'abord, M. le Président, saluer la présence de M. Matte, M. Thériault, Mme Bergeron et les autres qui sont là. Je sais qu'ils représentent un groupe de francophones. J'ai eu l'occasion de travailler avec eux quand j'étais à Ottawa et je sais qu'ils représentent un groupe de francophones qui mènent un dur combat, un courageux combat, et je pense qu'il faut admirer ce qu'ils font. Il n'y a pas de réserve pour qualifier le travail extraordinaire qui est fait chaque jour là-bas. En même temps, il faut bien se rendre compte qu'il y a beaucoup de courage de leur part de nous dire ce soir: On ne veut pas que personne se serve de nous pour qu'on puisse influencer sur la décision du Québec.

On veut que le Québec prenne sa décision en fonction de ses intérêts et après, nous, on voudrait établir des partenariats, etc. On sait bien que la situation ne sera pas facile pour ces gens-là au lendemain de la souveraineté, si elle est déclarée. On le sait bien. On sait que le fédéral a fait beaucoup pour eux. Il faut le reconnaître. Le fédéral a dépensé et dépense beaucoup d'argent pour eux. Il faut reconnaître ça. Ce sont des choses qui existent. Et ça veut dire que le Québec devra être en mesure de prendre le relais et on ne peut pas imaginer qu'il puisse y avoir la souveraineté du Québec, dans quelque condition qu'elle se réalise, s'il n'y a pas de la part du Québec un engagement profond et presque nouveau, parce qu'il faut dire que le Québec n'a pas été extraordinaire vis-à-vis des francophones hors Québec. Peut-être parce que justement, ils ont été pris trop souvent en otage politique par l'un ou l'autre des deux camps au cours des discussions qui ont eu lieu, mais justement ce statut-là qu'il faut rejeter, le statut d'otage politique, pour que votre situation soit considérée en elle-même par rapport à des liens de solidarité, par rapport à des devoirs que nous avons.

Mais s'il est vrai que vous êtes dynamiques, que vous travaillez très fort, et M. d'Anjou a raison de le souligner, il n'en reste pas moins que la cause est très compromise présentement, on le sait bien, c'est très difficile, j'ai des chiffres sous les yeux qui me montrent - j'espère qu'ils sont bons, je ne sais pas si M. Ouellet va les contester, j'hésite presque à les citer - mais c'est une publication qui cite des chiffres par rapport à des recensements de 1951 à 1986, où on voit qu'il y a une régression constante en chiffres relatifs et absolus, de la présence francophone en Saskatchewan, au Manitoba, en Nouvelle-Écosse, c'est triste. Ça veut dire que le cheminement actuel conduit vers le désastre à ces endroits-là, puis ailleurs le combat est toujours là avec des résultats fragiles. Ma question est la suivante: Vous parlez des rapports qui doivent s'établir avec le Québec après la souveraineté, en termes de partenariat, en termes de structure à définir. Bon, je suis de

ceux qui croient que le Canada, la forme qu'il aura après les décisions politiques qui seront prises, aura des obligations et les remplira vis-à-vis de ses minorités. Comme nous, au Québec, on remplira nos obligations vis-à-vis de nos minorités.

Mais ceci étant dit, qu'est-ce que vous avez en tête précisément? Est-ce que vous pensez à des modèles comme des offices franco-québécois comme il existe présentement avec la France, par exemple? Est-ce que vous pensez à des modèles qui impliquent la coopération du gouvernement fédéral, du gouvernement d'Ottawa ou qui s'établiraient directement d'organismes non gouvernementaux comme les vôtres, avec le Québec? Il va falloir être imaginatif si on veut que la mission québécoise soit remplie jusqu'au bout.

M. Matte: Dans un premier temps, je vais demander à mon collègue, Aurèle, de répondre, mais je voudrais simplement, dans un premier temps, parler, quand on parle des taux d'assimilation. Vous savez ici au Québec, que la façon dont vous avez pu réussir votre Révolution tranquille, c'est lorsque vous avez pris contrôle de vos institutions. Et il ne faut pas négliger cet aspect-là dans notre réalité. Nous sommes dans les différentes provinces, mais à des degrés différents, à prendre le contrôle de nos institutions dans le domaine scolaire, dans le domaine de la santé, des services sociaux et communautaires. Ce n'est pas partout, encore là, au même niveau, parce que ça dépend de la résistance de la province en question, ou encore du poids démographique relatif que nous avons. Alors, il ne faut pas faire une croix sur les francophones hors Québec, à aucun endroit, pour dire: Ils n'existeront plus dans 10 ans ou dans 15 ans. Ce qu'il faut dire, c'est qu'ils existent maintenant, et s'ils existent maintenant, ça vaut donc la peine de travailler avec ces groupes-là, avec ces communautés-là maintenant. Dans 100 ans, on ne le sait pas, il n'y a personne ici qui peut prédire l'avenir, de savoir dans 100 ans où on sera. Mais nous savons où nous serons l'an prochain, dans deux ans ou dans trois ans, en tout cas on l'espère, et ça il faut absolument travailler dans cet esprit-là au niveau des collaborations et des partenariats.

M. Thériault: Oui, pour ajouter à ça, j'aimerais aussi dire que comme Acadien, que 25 ans passés au Québec, ce n'était pas évident que l'Acadie était sauvée. C'était loin de là. Quand on a commencé en 1962-1963 avec notre première université, avec nos systèmes scolaires, etc., au Québec, c'était presque souvent conclu que l'Acadie aussi, c'était fini. 25 ans après, je pense que de plus en plus, les Québécois acceptent effectivement qu'en Acadie, il y a des infrastructures, il y a une organisation de société francophone qui vont permettre de continuer à

cheminer, à se développer, et à contribuer pas seulement à l'Acadie, mais de continuer à contribuer au Québec et ailleurs partout, sur le continent nord-américain. Je pense qu'on peut dire la même chose, il y a eu une évolution fantastique au niveau de l'Ontario. Moi, je pense que c'est possible partout où il y a une volonté, où il y a un minimum d'infrastructures. Ça ne veut pas dire que la lutte est facile, vous le savez autant que nous, c'est difficile, chaque jour il faut avoir la volonté de vivre en français, de se développer en français. Ça c'est un atout pour nous comme francophones, mais c'est autant un atout pour les Québécois et les Québécoises. Ça fait que ça, c'est une chose. Deuxièmement, au niveau des partenariats, moi c'est évident qu'il faut que le Québec, s'il a effectivement un intérêt réel à cette francophonie là, développe des nouveaux mécanismes qui sont créateurs, indépendamment de sa structure politique pour s'assurer qu'on fasse plus qu'avoir un programme d'aide financière aux communautés francophones de l'extérieur du Québec. Moi, je pense que, par exemple, la question de la gestion scolaire, moi, je pense que le Québec, indépendamment de sa structure, devrait sans hésitation se prononcer pour, par exemple, des commissions scolaires gérées par les francophones, indépendamment où ils habitent sur le continent nord-américain. Et ce n'est pas ça l'état, ce n'est pas ce qui s'est produit dans les trois dernières années. Je pense que ça prend vraiment une volonté d'un gouvernement d'établir des infrastructures qui vont permettre une participation réelle de ces communautés francophones là, pour développer des politiques qui vont être consistantes avec la volonté des partenaires pour s'assurer que le fait français est une réalité qui n'est pas seulement une réalité au Québec, mais, aussi, une réalité à l'extérieur du Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant à M. Libman.

M. Libman: Merci, M. le Président. Ma question est très similaire à celle de Mme Blackburn et peut-être dans une autre formulation. Vous faites référence à un éditorial de Lise Bissonnette. Aussi, je vais faire référence à ce même éditorial. Elle a dit: "Pour garder sa liberté de manoeuvre à l'égard des anglophones québécois, le gouvernement du Québec est prêt à pactiser avec les gouvernements hostiles, ou indifférents, aux francophones dans l'Ouest." Elle a fait référence effectivement à l'affaire Mahé, en Alberta.

En parlant de cette marge de manoeuvre, comme vous le savez très bien, les anglophones du Québec, comme Mme Blackburn l'a dit, ont leurs commissions scolaires, leurs universités, leurs institutions de soins de santé, etc. Mais une chose récente, une insulte majeure pour la communauté anglophone du Québec, qui paraît

insignifiante des fois aux francophones hors Québec en comparaison avec la présence de toutes ces institutions, une insulte est la présence de l'adoption récente de la loi 178. Mais l'adoption de cette loi, aussi, a eu un impact pour les francophones hors Québec ou un ressac antibilinguisme dans le reste du Canada qui, effectivement, a eu cet impact majeur sur les francophones hors Québec.

Ma question est sur cette dynamique qui s'est produite, en 1988, à cause de ça. Vous connaissez les attitudes des anglophones hors Québec, ou le Canada anglais, mieux que nous. Vous avez plusieurs relations avec eux. Vous vivez avec eux. Est-ce que vous croyez que si le Québec se sépare, il peut provoquer le déchirement du pays ou le démembrement du pays? Est-ce que vous croyez ou est-ce que vous êtes soucieux de la possibilité d'un autre ressac antibilinguisme, anti-Québec, antifrancophone? Est-ce que vous croyez que c'est une possibilité?

M. Matte: Ce que j'ai signalé un peu plus tôt, essentiellement à la même question, c'était qu'il est certain que c'est un risque. Il est certainement risqué pour nos communautés que l'on change fondamentalement les relations entre les différentes parties de ce pays. C'est un risque. C'est un risque que nous comprenons. C'est un risque que nous devons vivre, peu importe ce que nous en pensons parce que, en réalité, ce n'est pas nous qui sommes les maîtres d'oeuvre de cette réalité-là.

Ce que nous disons cependant, et je répète ce que j'ai dit un peu plus tôt, c'est que vous avez, vous comme Québécois et comme Québécoises - maintenant vous, M. Libman - vous avez la responsabilité de définir ce qui est le meilleur pour les Québécoises et les Québécois dans leur ensemble. Nous, nous aurons à travailler dans nos communautés pour limiter les dégâts, si dégâts il y a, s'il pouvait y avoir des dégâts. Ou pour continuer le développement de nos communautés, peu importe où c'en sera quand tout ça sera tassé et qu'on verra quel genre de système nous avons en tant que pays.

Une voix: Aurèle veut ajouter?

Une voix: Oui.

M. Libman: O.K. Un élément majeur qui peut influencer la décision ultime des Québécois sera la question des francophones hors Québec, qui est mentionnée dans presque tous nos mémoires, où beaucoup de mémoires que nous avons vus parlent de la situation des francophones hors Québec. Parce que ça va avoir une influence sur notre décision ultime, il faut savoir, du fait que vous connaissez mieux le Canada anglais que nous autres, est-ce qu'elle existe, cette possibilité? C'est pour ça que j'ai demandé ça.

M. Thériault: Oui. Bien, en tout cas, moi, ma première réaction à votre question, c'est: Premièrement, il faut arrêter d'avoir peur. Je pense qu'on peut avoir peur de chaque geste qui est posé par le fédéral, par le Québec, par les provinces et dire: Bien, mon Dieu! s'il pose un geste et qu'il y a un remous, on va encore se faire avoir. Moi, je pense que c'est évident que, des fois, on se fait avoir. Mais, dans l'autre sens, il nous faut avoir confiance en nous-mêmes, à nos propres ressources. Deuxièmement, on fait partie d'un groupe de 2 %, 2,5 % de francophones qui vivent sur ce continent nord-américain, ici. C'est évident que la lutte de la francophonie ne sera jamais facile. Ce n'est pas nécessairement toujours facile au Québec, non plus. Mon Dieu, qu'il faut se donner des instruments et des institutions et créer des partenariats pour la protéger, cette langue française-là.

Une voix: Sûrement.

M. Thériault: Dans ce sens-là, la troisième chose avec laquelle j'aimerais conclure, sur cette question-là, c'est sur la question des minorités. C'est évident qu'on est pour une société, toute société, qui est généreuse envers ses minorités. Puis, il n'y a pas de question, là-dedans. On pense que toute société démocratique devrait être généreuse envers ses minorités. Mais aussi, il faut qu'elle protège ses intérêts culturels et ses intérêts linguistiques. Et nous, dans ce sens-là, on pense que c'est complètement normal que sur le continent nord-américain, qu'au Québec, qu'à l'extérieur du Québec, on prenne des moyens pour s'assurer que la langue française et la culture française vont être dynamiques, parce qu'elles font un apport important, pas seulement au Québec, mais aussi au reste du Canada et aussi sur le continent nord-américain. Et au lieu d'essayer de la détruire, essayons de la construire, sans rien enlever à personne.

Le Président (M. Michel Bélanger): Maintenant, des questions du groupe formant le gouvernement. M. Benoit.

M. Benoit: M. Cosmo Maciocia va commencer.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ah! bon.

M. Maciocia: Merci, M. le Président. M. Matte, M. Thériault, vous avez, avec raison, insisté beaucoup dans votre mémoire pour avoir de nouvelles relations entre le Québec et les francophones hors Québec. Et je crois que vous affirmez que les francophones hors Québec, comme les Québécois, ont des intérêts réels dans le développement de quelque chose. Je crois qu'il y a eu beaucoup de questions qui ont été posées sur cet aspect-là.

Ma question concerne plutôt la page 13 de votre mémoire. Vous nous dites que vous ne revendiquez pas seulement des droits mais aussi des responsabilités. Vous dites: "Mais lorsque l'on soutient que le Canada est un pays fondé sur la présence de deux grandes communautés, peut-on se limiter à n'accorder que des droits, sans jamais donner de véritables responsabilités à tous les membres de ces deux composantes, peu importe où ils sont situés?" Quelles sont ces responsabilités-là, que vous aimeriez avoir, et au sein de quelle structure aimeriez-vous exercer ces responsabilités-là?

M. Matte: D'abord ce que nous indiquons dans ce paragraphe, c'est la volonté que nous avons de prendre en main notre propre développement. Vous savez, nous ne voulons pas être des organismes ou des communautés qui dépendent de la charité sociale. Nous sommes des organismes qui avons des droits, qui croyons avoir des droits, qui voulons développer ces droits-là dans les différents endroits et assumer les responsabilités qui viennent conjointement avec ces droits. Par exemple, la gestion de nos écoles. Pourquoi est-ce qu'on ne peut pas, nous-mêmes, gérer nos propres écoles? Je veux dire: Qu'est-ce qu'il y a de si miraculeux à gérer une école ou un système d'école? M. d'Anjou, je pense, pourra nous dire que ça ne prend pas la tête à Louis-Joseph Papineau. Il n'était pas le seul à pouvoir gérer un conseil scolaire. On peut gérer des conseils scolaires même dans nos plus petits villages. On le fait, à l'heure actuelle, chez les anglophones, pour des groupes qui ont 35 élèves. Alors, pourquoi est-ce que, pour les francophones hors Québec, ça en prend plus de 2000 avant même qu'on commence à considérer pouvoir leur donner la gérance de leur propre conseil scolaire? Ce sont des exemples de gestion, de responsabilités que nous sommes prêts à assumer au niveau des institutions sociales et communautaires, et d'éducation.

M. Maciocia: Parfait. À la page 15, vous suggérez que le Québec développe un nouveau discours politique. Par exemple, vous suggérez que le programme d'aide aux communautés francophones soit modifié. De quelle manière devrait-il être modifié et que faudrait-il ajouter comme mesures?

M. Matte: Ce qui est important, je pense, dans cette partie-là, c'est de développer un nouveau discours politique. Donc, il est important qu'au niveau politique... Je répète, c'est important, au niveau politique, qu'il y ait... Nous, on prétend même que ça devrait être... Nous suggérons que ça soit au niveau de l'Assemblée nationale qu'il y ait une volonté politique clairement établie que les relations entre les francophones hors Québec, les Québécoises et les Québécois doivent être développées. Après, la

suggestion qui est là va passer dans un domaine politique. On a parlé d'une commission, et après, il va y avoir des procédures administratives. Ce que nous suggérons dans ce document-là, c'est que cette procédure administrative a vraiment été la seule façon dont le gouvernement du Québec a maintenu des relations, à l'heure actuelle, avec les communautés francophones hors Québec; ce n'est peut-être pas suffisant. Je sens que mon collègue, le directeur général, voudrait en ajouter là-dessus.

M. Thériault: Sur la question des nouveaux discours politiques, je pense que c'est important que le Québec ne voie pas le progrès des francophones hors Québec et leurs aspirations comme étant à contre-courant de leurs propres intérêts. On a vu souvent par exemple, dans le passé, le Québec être hésitant à se prononcer sur des situations qui étaient carrément défavorables aux communautés francophones à l'extérieur du Québec. Si, effectivement, on est tous francophones et qu'on a intérêt à protéger cette langue et cette culture-là et à la faire valoir, il me semble que le Québec, étant quand même le foyer principal – dans le sens que la majorité des francophones du continent nord-américain habitent ici – il assume une responsabilité dans le domaine de la francophonie, il va avoir un discours qui est très, quand même, profrancophone, même à l'extérieur du Québec. Et ça, je pense que ça n'a pas toujours été le cas, ni d'aucun parti politique. Et je pense qu'il y a quand même un bout de chemin à faire sur ce plan-là.

Sur le plan des mécanismes, il me semble qu'il faut que le Québec ouvre davantage ses programmes, crée des infrastructures qui peuvent permettre un partenariat beaucoup plus réel dans différents domaines. On prend l'exemple de la culture. On a beaucoup de francophones à l'extérieur du Québec qui viennent faire carrière au Québec, qui contribuent à la culture québécoise, mais qui n'ont jamais accès aux programmes, par exemple, d'aide aux jeunes artistes du Québec. Maintenant, est-ce que c'est trop demander qu'on regarde ensemble tous ces programmes-là, toutes ces questions-là, pour rendre accessibles certains de ces programmes qui sont vraiment orientés vers les francophones? Nous, on pense que c'est ce type d'exemple qui pourrait alimenter une nouvelle réflexion, un nouveau discours et des nouveaux mécanismes pour assurer une meilleure relation entre les francophones hors Québec et le Québec.

M. Maciocia: Merci. M. le Président, je crois que c'est M. Benoit, mon collègue...

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui, il vous reste quelques minutes.

M. Benoit: C'est bien. M. Matte, bienvenue

parmi nous. M. Matte, dans votre mémoire, à la page 10, vous mentionnez que la Fédération appuiera formellement l'entente, vous parlez de l'entente du lac Meech, au mois de février 1990. Si je me rappelle les faits, effectivement, on était à quatre mois de la fin, à ce moment-là, et l'entente du lac Meech, il était de plus en plus évident que ça ne passerait pas, la question que je me suis toujours posée, pour avoir été, entre autres, au Nouveau-Brunswick en commission parlementaire, là-bas: Pourquoi ne vous-êtes vous pas prononcé avant? Vous avez donné cette caution morale à M. McKenna, de se prononcer contre le lac Meech et de là on sait ce qui s'en est suivi. Pourquoi les francophones hors Québec avaient-ils si peur de cette société distincte qu'on demandait, avaient-ils peur du pouvoir de dépenser qu'on demandait, avaient-ils peur des cinq conditions qu'on demandait? Pourquoi ça vous a pris si longtemps à vous prononcer? Au moment où vous le ferez, il est trop tard.

M. Matte: Nous n'avions pas peur et nous n'avons toujours pas peur de ce que le Québec peut faire. Mais on nous a souvent dit que, quand le Québec prend des décisions, il les prend dans les intérêts supérieurs du Québec. Eh bien, quand nous prenons des décisions, nous les prenons dans les intérêts supérieurs des francophones hors Québec. Et il faudrait peut-être voir toute l'histoire de ce débat. Rappelons-nous que, lorsque l'accord du lac Meech a été signé, il y avait eu des discussions auparavant, des débats, discours même, du ministre des Affaires intergouvernementales du Québec, par exemple, qui avait dévoilé les cinq conditions du Québec au Mont-Gabriel. Il avait indiqué que le Québec était prêt à venir, dans cette entente, bonifier les articles qui touchent les francophones hors Québec. Quand l'entente a été signée, il n'y avait rien là qui bonifiait les articles qui touchaient les francophones hors Québec. Il y a eu évidemment une espèce d'amertume, un certain dépit du fait qu'il y avait eu des promesses de faites, en tout cas, si pas des promesses, certains énoncés qui avaient été dits sans qu'on le demande. Donc, ça, ça a été diffusé dans une première démarche.

Dans une deuxième démarche, quand on a vu le représentant du gouvernement aller presque cautionner le gouvernement Getty et le gouvernement de la Saskatchewan quand ils ont enlevé les droits qui avaient été reconnus par la Cour suprême du Canada pour les francophones, ce n'était pas facile, après, pour les Fransaskois et pour les Franco-Albertains, de se lever et dire: Bien, nous autres, on va aller appuyer l'accord du lac Meech. Il a fallu, donc, laisser passer le temps pour que ces blessures qui avaient été causées de part et d'autre puissent se cicatriser et, finalement, lors de notre rencontre du mois de février, réussir à appuyer l'accord du lac Meech. Mais il faut dire que depuis le début, les cinq conditions du Québec n'ont jamais été mises

en doute par les francophones hors Québec. Nous les avons appuyées avant même qu'elles soient présentées. Nous les avons appuyées après que l'accord du lac Meech a été signé. Et nous avons continué de les appuyer jusqu'à la fin du mois de juin 1990. Aurèle...

M. Thériault: Oui, c'est évident qu'on était le premier organisme — et ça, il faut s'en rappeler parce que souvent les Québécois l'oublent — à l'extérieur du Québec, le 30 avril, après la première ronde de Meech, à appuyer ouvertement les cinq conditions du Québec. La préoccupation qu'on avait, on avait des préoccupations sur le plan des droits linguistiques à l'extérieur du Québec. Et c'est ça qui nous a fait hésiter, sans appuyer inconditionnellement tout l'accord du lac Meech. Parce qu'il faut se rappeler que l'accord du lac Meech touchait aussi à la dualité linguistique, la dualité canadienne. Notre préoccupation, elle était à ce niveau-là et non au niveau des cinq conditions du Québec. Au contraire, je pense que c'est très important de se rappeler que, dans tout ce débat-là, on était très fidèle à nous-mêmes, qu'on a appuyé les cinq conditions du Québec au point de départ, jusqu'à la fin. Et quand on a pris la décision d'appuyer l'accord du lac Meech, ça n'a pas été facile parce qu'il avait des préoccupations, dans l'accord du lac Meech, sur la question de la dualité linguistique mais, dans l'autre sens, on l'a fait parce qu'on pensait que c'était absolument important pour le Québec. Et on pensait qu'on était prêts à vivre avec, même si on avait des préoccupations.

Le Président (M. Michel Bélanger): Cette intéressante discussion met fin à la période de temps que nous avons pour cette présentation. Il me reste à remercier les représentants de la Fédération des francophones hors Québec et de la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises, Mme Lantaigne, Mme Bourgeois, Mme Bergeron, M. Dumaine, M. Thériault et vous, M. Matte, de cette fort importante contribution à nos travaux. Nous allons maintenant recevoir le Collectif Espace-Québec.

(Suspension de la séance à 20 h 41)

(Reprise à 20 h 43)

Le Président (M. Michel Bélanger): J'invite les commissaires à reprendre leur siège, nous allons écouter le Collectif Espace-Québec. M. Charbonneau, je crois, vous allez nous présenter le groupe. Alors, faites-le. La parole est à vous M. Charbonneau.

Collectif Espace-Québec

M. Charbonneau (Yvon): Merci, M. le

Président. Mmes et MM., merci de nous avoir reçus même si, à la lecture de notre mémoire, vous avez pu constater qu'il n'était pas dans l'intention de notre groupe de prendre position d'une manière très précise sur la question constitutionnelle comme telle. Je voudrais prendre une minute pour préciser le sens de notre initiative. Il nous aurait été facile de constituer un groupe d'une vingtaine de personnalités préoccupées d'environnement et qui auraient été convaincues que la prise en charge correcte de l'environnement doit relever d'un Québec souverain. Tout comme ça nous aurait été possible de constituer un groupe d'une vingtaine de personnes préoccupées d'environnement et qui auraient pensé qu'il faut concevoir la prise en charge de l'environnement dans le cadre de l'espace canadien. Notre groupe représente plusieurs sensibilités politiques et notre plaidoyer n'est pas en faveur d'une formule constitutionnelle particulière, il est plutôt un appel aux uns et aux autres pour que la gestion de l'environnement soit attribuée au palier de pouvoirs le plus près possible de la source du problème et des ressources pour le prendre en charge d'une part, et d'autre part, articulée de façon ouverte et coopérative avec les autres paliers politiques et les autres entités politiques. Voilà l'essentiel de notre message.

Notre délégation est composée de M. René Miglierina qui est vice-président exécutif de l'Association pétrolière du Québec, de M. Robert Dubé, directeur général de la Fondation québécoise en environnement, de Mme Solange Vincent, chercheuse sur les questions écologistes de M. Bernard Cleary, journaliste et de M. Pierre Dansereau, professeur d'écologie qui sera notre porte-parole. M. Dansereau.

M. Dansereau (Pierre): M. le Président, il nous semble que la problématique politique mondiale est désormais écologique pour cette bonne raison que le péril de la planète est sans précédent. Il n'y a plus moyen d'écrire l'histoire, ni de régler les problèmes politiques, en se basant sur les secteurs qui dans le passé ont été dominants: sur le secteur militaire et, plus récemment, et c'est peut-être votre préoccupation un peu trop exclusive, sur le secteur économique. Il nous semble qu'une problématique écologique est nécessaire et englobe ces préoccupations et nous donne une meilleure occasion, un meilleur moyen, un meilleur cadre pour intégrer tous les facteurs qui sont responsables de la crise mondiale dans laquelle nous vivons. Le drame Québec-Canada dans lequel nous sommes impliqués, les uns joyeusement et d'autres un peu moins, ce drame est certes seulement un épisode dans le jeu mondial des conflits de l'autonomie, de l'interdépendance et des besoins de solidarité. C'est comme ça qu'il nous semble que nous devons entrevoir les questions qui se débattent à cette tribune. L'écologie est une

force positive. Les écologistes ne sont pas des empêchements, ne sont pas des gens qui veulent retarder ou freiner le développement économique. Malheureusement, on considère, plus souvent qu'autrement, et au niveau des structures gouvernementales, par exemple dans les ministères, les départements d'environnement qu'on a créés, on considère la lutte à la pollution comme le commencement et la fin, de tout ce qui concerne l'écologie. La nécessité de répondre au gaspillage des ressources, à la détérioration de l'environnement, est très grande. Mais cette nécessité s'affirme plus souvent qu'autrement à vide, elle. Les solutions qu'on apporte créent des problèmes nouveaux parce qu'ils sont envisagés dans une perspective beaucoup trop sectorielle. C'est contre cette tendance-là, contre cette mauvaise habitude que nous avons prise, avec la meilleure volonté du monde, que nous nous opposons.

Il faut favoriser des relations plus complexes. Il ne faut pas avoir peur de la complexité et les écologistes ont quelquefois du mal à s'exprimer dans un langage de tous les jours. Ils ne sont pas toujours aussi bien secondés par des communicateurs professionnels qu'ils voudraient l'être. Et il y a là un problème, je vous le concède. De sorte que, quand nous parlons de développement durable et d'écodéveloppement, il arrive que nous soyons mal compris et que la perspective que nous voulons ouvrir sur le monde, sur l'organisation de la société, soit vue toujours dans une façon négative, comme allant à contre courant des tendances de la société elle-même. Et, effectivement, l'écologie va à contre courant d'un certain nombre de tendances lourdes qu'on appelle... que Denys Arcand a appelées "Le confort et l'indifférence, ennemi numéro un de l'instauration d'un ordre nouveau." Le confort, l'indifférence, le gaspillage, le manque de conscience de l'environnement, le complexe "pas dans ma cour" qui consiste à accepter des solutions, à condition de n'être pas personnellement impliqué.

Ce qu'une perspective écologique nous permet de rejoindre, c'est de passer à travers toute la gamme des problèmes, de bien voir comme quoi la gestion de l'air, du sol, de l'eau, a une relation très étroite avec le potentiel de la végétation. Que la valorisation du patrimoine se rattache à ça. Que les problèmes d'humanisation de l'industrie, du milieu de travail industriel, urbain, etc., que, finalement, la pauvreté dans le monde et la pollution, c'est une seule et même chose. Ces interrelations, il faut les percevoir pour formuler un programme, pour chercher des structures. Mais formuler d'abord un programme qui soit cohérent au point de vue écologique, qui intègre bien tous les facteurs, avant de prendre une décision en faveur d'une formule, d'une structure politique et administrative quelconque.

Le Président (M. Michel Bélanger): M.

Dansereau, j'hésite à vous interrompre, vu l'intérêt de ce que vous dites, mais la période de présentation est au total de cinq minutes. On l'a déjà dépassée un peu. Vous pourriez peut-être conclure.

M. Dansereau: ...euh

Le Président (M. Michel Bélanger): Mettez "vite à conclure", mais je dois quand même vous y inviter.

M. Dansereau: Peut-être que, pour en venir à des conclusions un peu plus immédiates, une des choses que nous souhaitons beaucoup c'est qu'on institue des forums, qu'on crée des organismes où la consultation sera possible. La consultation avec la population, avec tous les secteurs de la population est une partie extrêmement importante de cette prescription que nous recommandons le rapport Brundtland à l'effet qu'il faut penser globalement et agir localement. L'un n'est pas possible sans l'autre. Si nous ne sondons pas les désirs, les besoins des gens, là, dans le milieu où ils vivent, dans le milieu écologique où s'opèrent les transformations de ressources, où se font les mises en réserve des biens, où se conserve le patrimoine, si nous n'établissons pas ce genre de contact, nous ne vivons pas une démocratie réelle. C'est une des prescriptions qui nous paraissent les plus importantes. Si vous voulez lire — ce que vous avez déjà fait sans doute — notre mémoire, il y a d'autres aspects qui découlent de notre principale recommandation, qui vous demandent de penser un peu plus largement, de dépasser le cadre économique auquel, peut-être, certains d'entre vous sont portés à se restreindre.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Dansereau. Nous passons maintenant aux questions des membres. M. Desjardins, suivi de M. Bouchard.

M. Desjardins: Merci, M. le Président. Merci, messieurs, mesdames de nous avoir présenté le document que nous avons entre les mains et qui est un fervent plaidoyer en faveur de l'environnement, pas seulement sur un plan national mais sur un plan mondial. C'est une question, vous l'avez bien dit, de survie. Et quand on regarde les gens qui apparaissent à la fin du mémoire, on s'aperçoit que la qualité des gens qui sont là ne fait pas défaut, ne fait pas de doute du tout. Je dois vous dire qu'à la lecture, moi, j'ai été un peu... Ça m'a laissé sur la faim, votre document, tout simplement parce que je me disais, peut-être un peu naïvement, mais vont-ils nous le dire, eux autres, au niveau d'un partage des pouvoirs sur l'environnement, ce qui est de juridiction provinciale et ce qui pourrait être de juridiction partagée avec le gouvernement fédéral? Je comprends que c'est

probablement la question. Mais j'aurais aimé que des experts comme vous puissent, quelle que soit l'option politique que retiendra le Québec, être capables d'éclairer la Commission sur ce partage excessivement important au niveau de l'environnement, des juridictions fédérale et provinciale. Je vois, je note que vous dites que l'air est un des éléments dans lesquels il est bien évident — et on pourrait dire l'eau aussi — où ça parle de soi. Mais, est-ce que vous seriez capable — et c'est la seule question que j'aurai — d'aller un peu plus loin en nous disant quels sont, dans la juridiction de l'environnement, les domaines de partage de juridictions exclusives et partagées avec le fédéral?

M. Dansereau: Avec le fédéral, avec les États-Unis et éventuellement avec d'autres puissances, on ne peut régler ça, le problème des baleines. On ne peut pas régler ça, le problème des pluies acides. Cette contrainte, c'est une toile de fond sur laquelle il faut travailler. Le problème du...

M. Desjardins: Si des éminents experts comme vous ne peuvent pas le faire, qui va le faire?

M. Dansereau: Qui va le faire, il y a des choses que nous ne pouvons pas réaliser sans un accord avec les autres provinces du Canada, avec les États-Unis, éventuellement, comme je le signalais, avec d'autres pays. Qui va le faire? Ce sont ceux qui nous représenteront, ce sont nos hommes politiques, qui vont le faire. Encore faut-il qu'ils soient conscients du problème, qu'ils ne s'en désintéressent pas, comme M. Reagan le faisait hier, il y a peu de temps. M. Reagan niait le problème des pluies acides. Alors, évidemment, ça créait un obstacle insurmontable pour nous, qui, pour autant, ça ne nous empêchait pas, nous, au Canada, et même au Québec, ou à Montréal, ou à Valleyfield, ou à Chicoutimi, d'assumer pleinement tout le poids de la partie qui nous revient. Nous pouvons faire quelque chose pour empêcher les pluies acides à Noranda, nous l'avons fait d'ailleurs, dans une certaine mesure, à Chicoutimi, à Montréal, et ailleurs. Ce dont je rêve, moi, ce que j'aimerais recommander, c'est que le Québec se considère comme un véritable microcosme, qu'il saisisse cette occasion historique de créer une société exemplaire, en consentant au risque voulu et en déployant une imagination, imagination créatrice. Nous l'avons l'imagination créatrice, allez voir le Musée de la civilisation, vous allez voir ce qu'on est capables de faire, de projeter comme dans un imaginaire extrêmement créateur. Nous avons cette ressource-là. Oserons-nous l'employer, oserons-nous faire honte à nos voisins, oserons-nous adopter une perspective qui dépasse notre petit comportement? Si vous prenez l'autobus du Nord, dans les Laurentides, le ministère de la voirie a

fait une affiche à gauche, "la voie du dépassement, c'est celle-là qu'il faut prendre".

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Bouchard, suivi de... Pardon? Est-ce qu'il y a quelqu'un qui voudrait ajouter quelque chose?

M. Desjardins: Je voulais juste ajouter que moi, ça me plaisait beaucoup, la référence...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je n'ai pas une autre question, M. Desjardins.

M. Desjardins: Non, non. La référence à l'intégration dans la constitution, de l'environnement, ça, je suis maintenant supporteur de ça.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ah! M. Bouchard, suivi de Mme Côté.

M. Bouchard: Merci. Au fond, M. Dansereau, ce que vous nous dites, c'est que l'environnement est une de ces questions qui dépasse la constitution. On peut régler le problème de l'aspect constitutionnel, il y en a un à régler, mais même en l'ayant réglé, de quelque façon que ce soit, il y aura toujours des nécessités pour tous les pays de collaborer ensemble, au-delà même des compartiments étanches que les constitutions peuvent établir. Mais si on revient au plan constitutionnel, vous vous plaignez de ce que le chevauchement actuel crée de l'incertitude d'abord et de la confusion – et Dieu sait comme il y en a – crée également un manque d'efficacité dans les interventions respectives des gouvernements, dois-je en conclure que l'une des solutions qu'il faudrait examiner, ce serait d'attribuer franchement au Québec la pleine juridiction dans l'environnement, quitte, évidemment, à ce que le Québec, comme tous les pays du monde, établisse des rapports de coopération avec les autres pays, y compris le Canada, dans le domaine de la protection de l'environnement.

M. Dansereau: C'est certain qu'il faudrait prendre cette précaution-là, seulement, il faut commencer ici, nous sommes en mesure, nous sommes très en deça d'avoir pris toutes les mesures que nous pouvons prendre sans la permission des cartels internationaux ou d'autres puissances qui nous dépassent et qui nous échappent. Nous sommes en deça de cela, par la mauvaise éducation, la mauvaise préparation, l'insouciance, le confort et l'indifférence qui règnent dans notre population, nous sommes en deça. Nous faisons des progrès dans le recyclage du papier. Sur différents fronts, nous avons avancé mais pas assez. Quels sont les mécanismes, les structures administratives que nous devons nous donner pour le faire? Je suis parfaitement d'accord qu'il faut les décentraliser le plus possible, c'est ce qui a fait le succès d'ailleurs du recyclage du papier, c'est une des

entreprises environnementales, une de ces corrections au désordre environnemental où nous sommes en train de marquer une certaine avance et un certain succès justement, parce qu'on a décentralisé.

(21 heures)

M. Bouchard: M. le Président, une courte question. Vous avez enchaîné sur le dernier commentaire qu'a fait M. Desjardins, il n'a pas eu le temps, je pense, d'aller plus loin, manque de temps, mais il rappelait que, dans votre mémoire, vous proposez d'inclure, d'enchâsser dans la constitution, des garanties en matière d'environnement. La question est dans l'air. Elle intéresse beaucoup de gens. Je me souviens qu'au ministère, à Ottawa, j'avais essayé, avec les fonctionnaires, de voir quelle tournure ça pourrait prendre. Et on arrive très difficilement à cerner cette notion-là. On arrive très difficilement à traduire un concept juridique intégré à une constitution, le genre de préoccupation que vous avez. Comment, par exemple, confier aux tribunaux le soin d'imposer à des gouvernements des politiques environnementales qui vont exiger des déboursés de certaines centaines de millions de dollars, de milliards, sans que le judiciaire empiète sur le terrain des définitions politiques qui sont, en réalité, un apanage des gouvernements?

M. Dansereau: Je pense qu'il y a deux aspects à ça. Il devrait y avoir dans la constitution, dans la charte des droits des dispositions touchant directement et explicitement l'environnement.

D'autre part, de donner au ministère de l'Environnement des pouvoirs et un budget considérablement accru, je crois que c'est discutable. C'est comme quand on me demande: est-ce qu'on doit enseigner l'écologie dans les écoles et dans les universités? Oui, on doit l'enseigner spécifiquement comme telle. Mais si le professeur d'histoire, si le professeur d'économie, si les autres enseignants ne sont pas partie à la préoccupation environnementale, l'écologie, comme telle, ça ne passera pas. C'est comme d'enseigner une langue étrangère à quelqu'un qui ne s'intéresse pas aux langues, enseigner, peut-être étudier l'entomologie en espagnol par quelqu'un qui veut apprendre l'espagnol. Ne lui faites pas apprendre l'espagnol. Mais l'environnement, c'est un petit peu comme ça. C'est un langage, c'est une dimension, c'est une super-dimension, c'est un système d'intégration des connaissances, des motivations et des actions. Alors, ça n'appartient à personne. Il n'empêche qu'un ministère de l'Environnement est bien placé pour accomplir certaines fonctions, mais il est obligé de relayer les réalisations au ministère de l'Éducation, au ministère de l'Agriculture, au ministère des Pêcheries et à d'autres autorités.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Côté.

Mme Côté: Merci, M. le Président. Je veux d'abord vous féliciter pour votre mémoire. Je trouve qu'il est clair, qu'il est concis. L'argumentation est rigoureuse et le portrait que vous faites de l'environnement au Québec est à la fois bref et préoccupant. Je pense que c'est ce qui vous amène probablement à dire, à la page 8, que le passage réussi du Québec à un nouveau statut politique exigerait, selon nous, l'adhésion aux valeurs sociales axées sur l'équité, la démocratie, la qualité de vie et la conservation de l'environnement, tout ça chapeauté par une définition du développement durable que vous avez en page 5.

J'ai une question à la page 6. Vous dites qu'il faudra avoir une plus grande décentralisation du pouvoir au niveau des régions. Donc, première question: Ce serait quoi, un partage des pouvoirs entre les régions et le gouvernement du Québec, dans une situation où, finalement, il faudrait que les paramètres-cadres nationaux soient assez rigides et que les régions aient une certaine marge de manoeuvre? Première question.

Et qu'est-ce que vous voulez dire quand vous parlez d'une meilleure gestion environnementale au paragraphe suivant? Étant donné les multiples facteurs interreliés, n'y aurait-il pas lieu de favoriser plutôt des institutions du type réseau interactif? J'aimerais ça, parce que j'ai de la difficulté à comprendre l'argumentation puisque, après, ce n'est pas très développé. C'est concis. C'est bien. S'il vous plaît.

M. Charbonneau: Oui. Cette question nous amène à mettre en relief une des principales préoccupations ou recommandations de notre mémoire, c'est de trouver moyen, à travers les institutions que voudront les uns ou les autres, de favoriser le plus possible la participation du public aux questions environnementales, à l'information, aux consultations et aux prises de décisions et, parfois même aussi, à la mise en route de certaines initiatives, le plus possible la participation du public.

Les structures traditionnelles des gouvernements — et ça s'applique aux deux paliers — sont très sectorielles, sont très compartimentées: forêt, agriculture, mines, environnement, nommez-en, elles sont toutes compartimentées.

D'autre part, la population est loin de la prise de décision en ce qui a trait à l'aménagement de son territoire, son environnement. Elle est loin; il y a beaucoup d'étapes, il y a une grande pyramide. Ce qu'on dit ici: Est-ce qu'il y aurait moyen, pour les uns et les autres, de toutes sensibilités politiques, de penser à des mécanismes qui feraient qu'on rapprocherait la base des lieux de décision en matière environnementale? C'est ce qu'on veut dire par des institutions de type réseau interactif où rapidement on a accès à l'information, où le public apporte son information sur la question aux

décideurs et où on remet, en somme, à la population la gestion de son environnement. C'est ce qu'on appelle aussi la responsabilisation. Alors, c'est notre suggestion ici.

Quant à la mécanique de tout ça, quant aux recettes, qu'est-ce qui devrait être d'ordre pancanadien? Qu'est-ce qui devrait être d'ordre québécois? Qu'est-ce qui devrait être d'ordre régional à l'intérieur du Québec? Nous vous demandons un forum pour débattre de ces questions, pour les étudier davantage. L'environnement est une question relativement jeune. Il y a peu de mémoires qui traitent de cette question devant vous. C'est une raison de plus pour l'étudier davantage. C'est une question complexe, M. Dansereau l'a dit, mais c'est une question qui peut se mesurer, qui peut se discuter, et les uns et les autres, ceux qui sont préoccupés de renouveler le fédéralisme comme ceux qui sont préoccupés de voir le Québec évoluer vers la pleine autonomie, souveraineté, doivent se préoccuper d'imaginer des institutions qui vont favoriser la responsabilité au niveau le plus près possible de la source des problèmes et là où sont les ressources pour les régler. D'autre part, se préoccuper aussi, les uns et les autres, d'aménager des couloirs de coopération avec des sphères plus larges.

Le Président (M. Michel Bélanger): Une question d'une représentante du parti gouvernemental. Mme Hovington.

Mme Hovington: Merci, M. le Président. Madame et messieurs, merci de votre mémoire et bienvenue, au nom du gouvernement, à cette Commission aujourd'hui. Je vous félicite pour votre mémoire très intéressant mais, avant de passer aux questions, j'aimerais vous donner les informations suivantes. Concernant les remarques que vous faites sur la lenteur pour la mise en place du programme d'assainissement des eaux au Québec, selon les informations et les chiffres que j'ai ici, moi, c'est que, depuis le début du programme d'assainissement des eaux usées des municipalités au Québec, des ententes ont été signées avec plus de 665 municipalités au Québec pour un total de 6 800 000 000 \$. De ce montant, 3 800 000 000 \$ ont déjà été investis jusqu'à maintenant, ce qui veut dire qu'il y a 415 municipalités qui sont déjà desservies ou en voie de l'être au niveau de ce programme.

Vous parlez aussi de l'intervention du fédéral dans le cadre du plan Saint-Laurent. Elle est bénéfique, c'est sûr, mais elle a fait l'objet, comme je vous le dis, de demandes répétées de la part du gouvernement du Québec pendant plusieurs années avant que le fédéral accepte d'accorder 100 000 000 \$ sur cinq ans dans le cadre, d'ailleurs, d'une entente fédérale-provinciale. Cette somme est appréciable, mais je considère qu'elle demeure quand même marginale si on la compare aux interventions du gouverne-

ment du Québec dans le secteur. Alors, c'était l'information que je voulais vous donner en ce qui a trait à ce passage de votre mémoire.

Vous avez mentionné et vous parlez souvent dans votre mémoire – M. Charbonneau l'a mentionné tout à l'heure – de l'idée de la participation de la population au processus de décision. Vous parlez de décentralisation. À la page 2, vous dites: "Il doit associer la population à la définition de ses politiques en matière de ressources naturelles et d'environnement." À la page 4, vous revenez en disant: "Une des clés de la protection de l'environnement est la participation du public." À la page 7, vous parlez encore d'une redéfinition du Québec qui fournirait "de meilleures garanties de reconnaissance du droit des individus et des collectivités à participer activement et directement, à l'intérieur de processus démocratiques, aux choix et aux décisions qui affectent la qualité de leur vie et de leur milieu." Moi, en lisant ça, je me suis demandé ce que vous voulez dire. Vous ne voulez pas tout simplement en rester à la présence d'organismes qui passent devant le BAPE. À quels mécanismes avez-vous songé en particulier en dehors de la décentralisation? Est-ce que vous pensez à des consultations référendaires? Si oui, est-ce que ces consultations devraient être provoquées par le gouvernement ou si les citoyens pourraient initier de telles consultations? Est-ce que vous alliez aussi loin que ça dans votre...

Mme Vincent (Solange): Nous parlons, dans notre mémoire, de la consultation qu'il pourrait y avoir sur une question aussi importante que l'énergie: un débat public. C'est demandé depuis plusieurs années au Québec d'avoir un débat public sur la question énergétique et ça a toujours été refusé. Ce serait un événement très, très important pour associer les populations au développement de leur pays et de leurs ressources pour en faire des ressources qui assureraient la pérennité des ressources. Jusqu'à maintenant, on a fait un développement par mégaprojets parce que les décisions étaient prises uniquement par les pouvoirs politiques et économiques. Si on a un débat public sur l'énergie, au Québec, ce serait une forme d'associer les populations à la prise de décision pour façonner leur avenir énergétique, leur avenir environnemental, parce que les causes des dégâts les plus énormes se trouvent souvent au niveau de la politique énergétique au Québec. Maintenant, il y a d'autres formules aussi, qui pourraient se trouver, touchant d'autres questions. Mais comme M. Charbonneau l'a dit, il faut que ce soient des formules qui décloisonnent les différents secteurs, comme forêt, agriculture, énergie. Il faudrait trouver des moyens de ne pas étudier ça seulement sectoriellement, mais en interdisdisciplinarité et aussi en voyant à ce que ces développements... Une dimension de l'environne-

ment qui est souvent oubliée, c'est celle de l'équité, c'est-à-dire, d'un développement qui soit en faveur de tous.

Je vais donner deux exemples de développement non viable, mal-développement. Ces deux exemples sont récents. C'est celui de couper les subventions au transport en commun: ça, c'est antienvironnemental et antiéquitable. La décision au fédéral de couper Via Rail, ça, c'est antienvironnemental et antiéquitable. Alors, quand on veut associer la population, c'est aussi pour que les décisions couvrent l'ensemble de la population et ne soient pas à l'avantage seulement de quelques-uns. Mais à l'avantage de tous et, surtout, de ceux qui sont le plus défavorisés.

Le Président (M. Michel Bélanger): Des questions, maintenant, des représentants du parti de l'Opposition officielle.

Mme Hovington: Je pense que M. Dansereau voulait ajouter quelque chose.

Le Président (M. Michel Bélanger): Pardon. Allez, M. Dansereau.

Mme Hovington: Non? Je m'excuse, je pensais qu'il voulait...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Cleary.

M. Cleary (Bernard): Si vous permettez, c'était deux éléments...

Le Président (M. Michel Bélanger): Brièvement, si possible.

M. Cleary: Oui, deux éléments supplémentaires de réponse. Premièrement, c'est que les consultations, habituellement, sont faites après qu'on annonce le projet et ce sont des consultations que j'appelle beaucoup plus de l'information et en réaction. Je pense qu'une méthode pourrait être de consulter avant qu'on établisse les projets.

Et l'autre élément, et là je vais prêcher pour ma paroisse, c'est d'intégrer les populations locales au développement et surtout les autochtones. Parce que, le mémoire le souligne, je pense qu'on aurait intérêt à utiliser les nations autochtones dans le développement des ressources, et ça serait une façon, je pense, d'impliquer les populations.

Mme Hovington: Mais si on décentralise...

Le Président (M. Michel Bélanger): Question maintenant... Je m'excuse Mme Hovington. Bah! Il est tard, une petite dernière.

Mme Hovington: Mais si on décentralise les pouvoirs comme vous le dites, de quelle façon on

va pouvoir planifier à long terme? Et de quelle façon assurer la surveillance du respect des contraintes environnementales, si on a vraiment décentralisé au niveau des régions?

M. Cleary: Ne pensez-vous pas que les meilleures façons de surveiller l'application, c'est par les populations qui sont les plus touchées? Vous allez avoir une surveillance de l'environnement beaucoup plus grande par les gens qui vivent ces problèmes-là, que par...

Mme Hovington: Et au niveau de la planification?

M. Cleary: Même au niveau de la planification. On a toujours intérêt à utiliser les gens du milieu pour que la planification soit plus collée aux réalités. Et moi, je pense que vous pouvez, dans une nouvelle méthode et ce que vous êtes en train de travailler là, présentement, insérer tous ces éléments qui deviendraient beaucoup plus... une grande participation pour l'ensemble des populations et ça serait des nouvelles formules.

Le Président (M. Michel Bélanger): Question maintenant des représentants du parti formant l'Opposition officielle. Mme Marois ou M. Lazure. Mme Marois.

Mme Marois: Oui, je vais commencer et ensuite mon collègue, M. Lazure, interviendra. Bonsoir. Bon, vous ne prenez pas position sur l'objet de nos débats, vous l'avez bien explicité. Votre mémoire, cependant, fait référence à quelques reprises, un peu partout, particulièrement à la page 6, au concept d'écodéveloppement, de l'être humain qui fait partie de l'environnement, et surtout de culture. À la page 6, c'est très bien énoncé. Ma question est un petit peu brutale, elle a déjà été posée à un autre groupe environnemental par ma collègue, Mme Blackburn. Est-ce qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter des menaces que fait courir, dans le fond, à l'espèce humaine, la possibilité que disparaisse aussi un peuple? Et à ce moment-là, est-ce qu'on ne doit pas, au même titre, essayer d'agir en conséquence, pour faire en sorte qu'il puisse se protéger, se développer et progresser? (21 h 15)

M. Dansereau: C'est le point de départ et le point d'arrivée. Quand je disais, au début, que notre problématique est désormais celle de la planète, la planète, elle, est menacée par quoi? Par la folie de l'espèce humaine, la seule espèce biologique, jusqu'ici, dans l'évolution organique, capable de se conduire elle-même, de créer, elle-même, des conditions suicidaires. C'est là que nous en sommes. C'est ça qui doit dominer le débat politique. Si nous voulons éviter la catastrophe, il y a un équilibre à établir entre l'autodétermination, la coopération internationale.

On ne peut pas passer par d'autre chemin que celui-là: accepter les contraintes. Et la contrainte la plus grave, c'est celle que nous nous sommes imposée à nous-mêmes, sans l'avoir voulu.

Mme Marois: Je ne sais pas si on comprend bien le sens de ma question, à savoir qu'on se préoccupe énormément des équilibres entre les systèmes, du fait que l'ensemble des espèces animales puissent avoir leur espace, la nature, etc. Mais il existe aussi des cultures différenciées, des peuples sur cette terre. Est-ce qu'on ne doit pas leur accorder la même importance et leur donner les outils nécessaires à leur survie et à la participation à l'équilibre mondial et à la différence qui est tellement riche, finalement, sur notre monde terre?

M. Dansereau: Le problème du Québec, c'est le problème du tiers monde. Comme le Québec, comme pour tous ceux qui possèdent, qui sont riches, qui gaspillent, comme nous le faisons, c'est le problème par excellence. Lac Meech, et tout ce qu'on voudra, c'est mineur, c'est de la petite bière à côté de ce grand problème du manque de secours que nous n'apportons pas au Sahel, à l'Éthiopie, au Nicaragua, à Calcutta et ailleurs. Tous ces gens-là ont besoin de notre solidarité. Si on veut arrêter le désastre amazonien, il faut annuler la dette du Brésil, comme on a fait de celle du Zimbabwe. C'est ça le problème. Le problème économique est petit à côté du désastre écologique qui nous atteint.

Mme Vincent: Est-ce que je pourrais continuer?

Le Président (M. Michel Bélanger): Il nous reste très peu de temps pour les autres questions. Je n'ai pas d'objection à ce que vous continuiez, mais c'est votre temps qui y passe, M....

Mme Vincent: Je vais laisser faire, alors.

Mme Marois: Allez-y donc une minute.

Mme Vincent: Ce qu'on propose c'est le développement viable. Le pays qui se fera ici, ou qui ne se fera pas, je ne sais pas, devra avoir un contenu. Nous avons parlé du contenu. Le contenu, c'est le développement viable qui va mieux servir la survie d'une nation vulnérable qu'une autre forme.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Lazure.

M. Lazure: Merci, M. le Président. Je veux saluer le professeur Dansereau et son groupe pour le mémoire fort instructif. Le constat que vous faites est préoccupant, et surtout vous

soulignez l'espèce de décalage qu'il y a entre la sensibilisation de la population qui est déjà bien avancée, quant à l'environnement, et le peu de réformes. Et il y a un certain rapport aussi de commission qui a été rendu public, il y a quelques mois, sur lequel on attend toujours une action, parce qu'il y a matière à des réformes dans ce rapport-là, surtout sur les matières dangereuses. J'aime bien la page 8, le petit paragraphe: "Le passage réussi du Québec à un nouveau statut politique exigerait, selon nous, l'adhésion aux valeurs sociales axées sur l'équité, la démocratie, la qualité de vie et la conservation de l'environnement." Une seule question, parce qu'il ne reste pas de temps. Certains groupes disent, justement pour assurer ce droit à un environnement sain, il faudrait avoir une charte de l'environnement. D'autres disent, comme quelqu'un dans votre groupe y a fait allusion tantôt: Il faudrait plutôt insérer, dans la Charte des droits de la personne, une clause garantissant le droit de la personne à un environnement sain. Il y en a qui ont un peu de réticence à inclure ça dans la grande charte, parce qu'on sait ce qui arrive à la grande charte, finalement, l'interprétation ce sont les juges de la Cour suprême qui, en dernier instance, la font. Et on se demande s'il n'y a pas avantage à avoir une charte de l'environnement qui, elle, serait, si je peux dire, administrée par un tribunal de l'environnement. Quelles sont vos pensées là-dessus?

Une voix: Me Dubé.

M. Dubé: Je vais me permettre de répondre à la question. Quel que soit le choix qu'on pourra arrêter, d'une charte, d'une constitution, ce qui demeure important, c'est le statut qu'on devra reconnaître à l'environnement. Et pour cela, ce qu'on recommande et ce qu'on dit dans notre mémoire, c'est de créer un forum qui nous permettra justement de discuter de ce point qui nous apparaît fondamental.

M. Lazure: Bien, M. le Président, s'il doit y avoir un deuxième forum, moi, je plaide très fort pour que ce soit sur l'environnement. Je pense que c'est la préoccupation numéro 1, à peu près ex aequo avec la santé. Quand on sonde la population sur quelles sont vos préoccupations? C'est santé et c'est environnement. Un mois, c'est l'un, l'autre mois, c'est l'autre.

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est une préoccupation fort estimable...

M. Lazure: Mais, vous vous en avez une autre, là.

Le Président (M. Michel Bélanger): ...mais la préoccupation de cette Commission, c'est de faire un rapport avant le 28 mars sur l'avenir cons-

titutionnel et politique, ce qui n'exclut pas tout le reste, bien sûr. Je regrette qu'on n'ait pas plus de temps, j'aurais aimé à parler avec le professeur Dansereau de la dette du Brésil. Je suis d'accord pour celle du Zimbabwe, même celle du Nicaragua, mais de toute façon, ce n'est pas le moment de débattre cette question-là. J'ai l'impression que les Brésiliens sont un peu plus riches que les autres. Mais passons. Ceci dit, je vous remercie infiniment de cette intéressante présentation. Le temps a été bref, mais vous l'avez bien occupé. Alors, merci à vous tous et je vous prie maintenant de céder la place au Groupe franco-militaire.

C'est M. Castonguay qui sera le porte-parole, ou M. Chouinard? M. Castonguay, si vous voulez bien présenter vos deux collègues et ensuite brièvement résumer dans les cinq minutes traditionnelles, l'essentiel de votre propos. La parole est à vous M. Castonguay.

Groupe franco-militaire

M. Castonguay (Jacques): M. le Président, mesdames et messieurs, j'aimerais tout d'abord eh bien vous mentionner la présence avec moi du lieutenant-général à la retraite, Jacques Chouinard, et également celle de M. Yvon Lafrance, député du comté d'Iberville qui a servi aussi avec les Forces armées durant une période de 24 ans. Il a pris sa retraite avec le grade de lieutenant-colonel.

J'aimerais tout d'abord vous remercier pour avoir bien voulu nous accorder une audition ce soir. Comme vous avez pu le constater, le groupe que nous représentons est formé d'universitaires et d'officiers supérieurs à la retraite. Aussi, les idées contenues dans notre mémoire doivent être perçues comme étant celles de ces personnes et non pas d'un organisme à caractère national quelconque. Bien plus, la compétence des personnes que nous représentons, étant du domaine de la défense et de la sécurité, notre groupe n'entend pas prendre position quant aux options politiques fondamentales présentement à l'étude.

Ceci dit, ce que nous désirons, c'est sensibiliser ceux qui s'intéressent à l'avenir du Québec au fait que la défense et la sécurité sont des éléments très importants dans le présent débat. Elles constituent des pièces maîtresses de l'échiquier sur lequel se penche présentement votre Commission et ce, pour plusieurs raisons que nous aimerions énumérer ici très brièvement. Plus que jamais peut-être, l'humanité désire la paix et souhaite l'obtenir et la préserver par la diplomatie et la négociation. Ainsi en est-il des Québécois et de tous les membres de notre groupe. On ne saurait pour autant, sans manquer de prudence élémentaire, croire que notre civilisation a atteint un point de maturité et de sagesse tel qu'elle n'a plus besoin des moyens traditionnels pour atteindre ces objectifs.

Pour protéger leur souveraineté, assurer

l'intégrité de leur territoire, et la sécurité de leurs citoyens, les États doivent encore, malheureusement, utiliser à l'occasion les sanctions économiques, et parfois aussi les armes.

Un bref examen de la situation mondiale incite ici à la prudence. Les événements du Moyen-Orient invitent bien sûr à la sagesse. Mais ils ne sont pas les seuls. On remarque par exemple qu'en 1989, pas moins de 142 pays investissent en moyenne plus de 5 % de leur produit national brut dans les Forces armées, et continuent à faire confiance aux moyens traditionnels pour obtenir la paix sur leurs territoires et assurer leur défense. Seuls quelques États minuscules font exception à la règle, et il est fort probable que vous ne les trouverez pas sur vos cartes géographiques ordinaires.

Au pays, le maintien de l'ordre public incombe d'abord aux forces policières. On a néanmoins inventorié pas moins de 150 cas d'aide des Forces armées au pouvoir civil, de 1867 à 1990, dont 46 au Québec seulement. Il n'est pas sans intérêt de signaler que la seule présence des militaires a suffi, dans 92 % des cas, à ramener l'ordre, et ce, dans toutes les provinces.

Les facteurs économiques et géographiques, la question des alliances et aussi les obligations incombant aux pays souverains faisant partie des Nations-Unies, sont autant de sujets qui mériteraient aussi plus qu'une étude sommaire. Ceci dit, je cède la parole à M. Lafrance.

M. Lafrance (Yvon): Merci, M. Castonguay. M. le Président, MM. et Mmes les commissaires, j'aimerais tout d'abord ajouter mes remerciements personnels à ceux de mon collègue, Jacques Castonguay. Je suis également très heureux que vous ayez retenu notre mémoire et vous remercie de m'avoir permis de participer à sa présentation. Tout d'abord, permettez-moi de préciser que c'est à titre personnel que j'ai accepté de m'associer à ce document. Ma participation n'implique en rien ma formation politique ou encore les Forces armées canadiennes, où j'ai eu l'honneur et la fierté de servir comme officier durant 24 années.

Le militaire ne préconise pas la guerre, pas plus que le policier ne cherche la violence. Les forces policières ont pour objectif, entre autres, de favoriser la paix civile, tout comme le militaire, par sa participation aux alliances internationales, cherche à maintenir la paix. Les deux sont aux ordres des gouvernements afin de sauvegarder les valeurs fondamentales et territoriales de leur société.

Préconisant donc la recherche de la paix sociale et mondiale, nous croyons qu'il est néanmoins utopique de parler de souveraineté, sans considérer des structures de sécurité et de défense adéquates. Quelle que soit l'orientation constitutionnelle que choisira le Québec, le statu quo, une nouvelle association ou encore l'indépendance, certains facteurs, en matière de

défense, se doivent d'être analysés. Ainsi, sur le plan du personnel, un minimum de 27 800 employés directs oeuvrent au Québec, au sein du ministère de la Défense nationale. Ils y travaillent dans un climat découlant d'une politique de bilinguisme et il convient de se demander comment les francophones seraient affectés par de nouveaux arrangements, d'où pourraient découler de nouvelles politiques linguistiques.

De plus, sur le plan économique au Québec, les militaires permanents et les employés civils drainent, à eux seuls, plus de 600 000 000 \$ en salaires. Cette somme importante, ajoutée aux 2 000 000 000 \$ que le ministère de la Défense nationale dépense au Québec sont, vous en conviendrez, des facteurs économiques importants. Messieurs, mesdames, nous présentons donc ce mémoire, conscients que le présent débat ne saurait faire abstraction de ces questions et que le Québec de demain, tout comme celui d'aujourd'hui, devra choisir ses positions et prendre les mesures nécessaires pour assurer sa défense, maintenir l'ordre sur son territoire et assurer la sécurité de ses citoyens et de ses citoyennes. Je vous remercie.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci.

Nous passons donc maintenant à des questions, en commençant par un représentant du parti gouvernemental. M. Williams.

(21 h 30)

M. Williams: Merci beaucoup, M. le Président. Au début, je voudrais remercier très sincèrement tous les membres, toutes les personnes, tous les Québécois et Québécoises qui ont joué un rôle dans l'histoire du Québec comme membres des Forces armées canadiennes. Je voudrais vous féliciter de souligner l'importance de la sécurité et de la défense et de la paix parce que je pense que ce sont des sujets très importants. J'ai deux questions.

On compare souvent le Québec et certains pays scandinaves, Norvège ou Suède, ou encore certains pays européens comme la Suisse, comparaisons linguistiques et économiques. Or, sur l'aspect de la défense, êtes-vous en mesure de faire de telles comparaisons ou, en d'autres mots, pourrait-on envisager une armée québécoise en se comparant à certains pays dont les populations pourraient être analogues?

M. Castonguay: Nous avons de l'information, c'est sûr, concernant les pays scandinaves, qu'on compare fréquemment au Canada lorsqu'on pense à des forces armées pour diverses raisons. Nous avons aussi de l'information sur la Suisse, sur laquelle on nous pose aussi de fréquentes questions, puisque la Suisse, eh bien, possède un système militaire différent des autres. Ce qui est assez intéressant concernant ces pays, eh bien, c'est qu'ils investissent une somme très importante de leur produit national brut si vous voulez, en termes de pourcentage, un pour-

centage très important pour la défense. Dans le cas de la Suède, eh bien, on a constaté, malgré que la Suède ne soit pas un pays qui appartient à l'OTAN – il n'est pas un pays qui appartient à l'OTAN, mais néanmoins, il a une force armée de 700 000 hommes, alors que sa population est environ une population de près de 10 000 000 \$ – si vous comparez ça au Canada, eh bien, où on se retrouve présentement avec une armée de 88 000 hommes, vous pouvez constater que l'investissement est très important. Il représente en fait, au niveau du budget de la défense, 8 % du budget global du gouvernement.

Pour ce qui est de la Suisse, eh bien, la Suisse, qu'on présente souvent comme un modèle, dans ce sens qu'elle n'oblige pas les citoyens à faire du service à temps plein dans les forces armées durant toute leur carrière, mais fait appel à un service obligatoire restreint. Je pense qu'il a des inconvénients, mais il a aussi des avantages. Au nombre des inconvénients, eh bien, on remarque que toutes les personnes dans le pays, doivent servir de l'âge de 20 ans à 55 ans s'ils sont au niveau des officiers; sous-officiers et soldats, de l'âge à 20 à 50 ans, et ceci pour une période minimale de 11 mois, minimale, je dis bien. Je pense que, pour plusieurs d'entre nous, il semblerait peut-être plus avantageux de voir des forces armées traditionnelles assumer cette responsabilité-là, c'est-à-dire confier cette tâche à des professionnels et ne pas se retrouver tous et chacun obligés de servir durant une période aussi longue.

Pour ce qui est de la Norvège, aussi, j'ai quelques chiffres sur la Norvège. Il est assez intéressant de voir que pour un pays d'une population d'un peu plus de 4 000 000, ils ont des forces armées actives de 37 000 hommes. Le Canada, présentement, a une force armée, je le répète, de seulement 88 000 hommes, avec la population que vous connaissez.

M. Williams: M. Castonguay, est-ce que je peux vous interrompre et poser une autre question...

Le Président (M. Michel Bélanger): Monsieur, je vous en prie.

M. Williams: Parce qu'il reste juste cinq minutes, pas cinq minutes, mais au total. C'est quoi le rôle du Québec dans l'élaboration des stratégies canadiennes, et que, si nous voulons renouveler le système fédéral canadien, quelles seraient les améliorations dans ce système? Ce serait le rôle du Québec d'élaborer les stratégies de notre force canadienne?

M. Lafrance: Oui, vous voulez dire strictement des forces armées?

M. Williams: Oui.

M. Lafrance: Bien, les forces armées au Canada, sont complètement intégrées. Comme je l'ai dit, on oeuvre dans un milieu de bilinguisme...

M. Williams: Est-ce que le Québec a un rôle dans l'élaboration des stratégies?

M. Lafrance: Non. Il y a évidemment des troupes des Forces armées canadiennes qui seront stationnées au Québec, mais elles font partie de l'ensemble canadien et elles travaillent dans le contexte du grand quartier général de l'armée de terre qui est à Saint-Hubert, près de Montréal, ou à Ottawa. Alors, c'est dans cette optique globale que les forces qui sont situées au Québec travaillent.

M. Williams: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions d'un représentant du parti de l'Opposition officielle, M. Brassard.

M. Brassard: Merci, M. le Président. Messieurs, vous dites: Peu importe l'option choisie – je lis votre mémoire – il continuera toujours à exister une menace potentielle, etc. Je ne pense pas que... C'est une formule, "peu importe l'option choisie", parce que, à partir du moment où le Québec décide de demeurer dans le cadre fédéral, c'est évident qu'à ce moment-là, dans le domaine militaire, les choses vont rester sensiblement les mêmes. Il n'y aura pas de changement substantiel. Là où il y a un changement majeur qui peut intervenir, c'est dans l'éventualité où le Québec devient un pays, un État souverain. Et là, c'est évident que la question se pose: est-ce que le Québec se dote d'une armée ou pas? Moi, c'est là-dessus que j'aimerais vous entendre. Sans vous obliger d'aucune façon à choisir, faisons l'hypothèse que le Québec est un État souverain. Vous verriez ça comment, compte tenu de votre expertise? M. Castonguay, vous avez déjà été recteur du collège militaire Royal. Il y a un général à vos côtés, un officier de haut grade, mon collègue actuel, également. Ce serait quoi une armée québécoise dans un Québec souverain, en termes d'effectifs? Une armée professionnelle, oui?

M. Chouinard (Jacques): J'aimerais d'abord répondre à votre question d'une façon un peu générale, en ce sens que nous avons l'impression qu'un pays qui devient indépendant a besoin d'une sécurité et que, pour avoir une sécurité, à notre point de vue, il faut avoir non seulement une force policière, mais aussi une force armée.

Si on part de ce précepte ou de ce principe, sans nécessairement dire que ça en prend tant de mille ou tant de centaines, je crois qu'il est nécessaire, à mon point de vue, si le Québec

devient indépendant, d'avoir à ce moment-là une force qui serait capable de prendre les responsabilités nécessaires quand c'est le temps. Et quand c'est le temps, à mon point de vue, c'est quand les forces policières du pays semblent, pour quelque raison que ce soit, d'abord pour la sécurité interne, dépassées et, deuxièmement, si jamais il y avait un danger de l'extérieur.

Maintenant, de quoi est-ce que les forces du Québec pourraient avoir l'air, si c'était le cas? C'est une question qui est très hypothétique, vous l'accorderez avec moi, en autant que moi je suis concerné en tous les cas, à savoir de quoi parle-t-on? Bien, on parle d'une force qui serait, à ce moment-là, décidée par les autorités politiques du Québec, connaissant les responsabilités qu'elles ont au point de vue national et au point de vue international, basée aussi, je crois, sur les capacités économiques du Québec et, mettant les deux ensemble, qu'elles décident le plus sagement possible, d'avoir une force armée qui serait capable de rencontrer les rôles que les gens responsables de la province, du pays, à ce moment-là... C'est parce que vous dites un pays indépendant que ce pays-là se devrait de rencontrer, d'une façon et nationale et internationale, sans vouloir mettre de chiffres.

Mais je crois qu'un des points que nous avons faits dans le mémoire, c'est qu'à mon point de vue, quoi que ce soit, il faut y penser sérieusement parce que ce n'est pas quelque chose qui viendra d'une façon gratuite. Il faudra y penser parce que quand on pense une force armée, qu'elle soit professionnelle, qu'elle soit semi-professionnelle ou semi-professionnelle et professionnelle telle que les Forces armées d'aujourd'hui, avec les forces régulières et les forces de réserve, nous ne pensons pas seulement à l'armée de terre, nous pensons à l'armée de l'air, nous pensons aussi au Québec, avec les côtes que nous avons, à la marine. Donc, tout ça pour dire que ce n'est pas un sujet qu'il faut attaquer d'une façon légère, mais d'une façon très sérieuse parce qu'il y a des coûts qui deviennent importants à considérer à ce moment-là.

M. Brassard: Je suis tout à fait d'accord avec vous, général.

Le Président (M. Michel Bélanger): Une dernière question, M. Brassard.

M. Brassard: Oui, mais dans l'éventualité... Vous ne voulez pas donner de chiffres, mais le Québec souverain a à mettre sur pied une armée pour les raisons que vous invoquez. Je pense que c'est tout à fait logique et normal. À ce moment-là, ce serait quoi le noyau dont on dispose actuellement? Actuellement, dans les Forces canadiennes, il y a des unités constituées pour l'essentiel de Québécois qui sont stationnées

aussi au Québec, entre autres à Valcartier, à Bagotville, chez nous, il y a une base aérienne de F-18. Si on regroupe tout ça, ça donne quoi en termes d'effectifs? Parce que, finalement, ça pourrait bien être le noyau d'une future armée québécoise. Ce serait une chose tout à fait possible.

M. Lafrance: Si vous parlez de chiffres, présentement au Québec il y a, grosso modo, 11 000 militaires réguliers permanents. Il y a 7500 réservistes et il y a environ 2000 étudiants militaires. Ces militaires-là, comme vous l'avez mentionné, sont stationnés du côté de l'aviation, principalement à Bagotville. Il y en a aussi à Valcartier pour une escadrille d'hélicoptères et il y en a aussi à Saint-Hubert. Il y a deux escadrilles d'hélicoptères de réserve à Saint-Hubert. Du côté de la marine, évidemment, nous n'avons aucun navire en permanence au Québec, mais nous avons des unités d'entraînement de milice et de réserve pour un maximum d'environ 1000 réservistes de la marine. Et du côté de l'armée de terre, comme vous l'avez mentionné, il y a évidemment la base de Valcartier, qui regroupe 4500 soldats. Il y a la base de Montréal aussi où on regroupe des soutiens logistiques et aussi un dépôt d'entretien d'équipement. Il y a aussi, le quartier général de la force mobile, qui est en fait l'armée de terre à Saint-Hubert. Et il y a évidemment des unités de milice de l'armée de terre qui sont parsemées dans le Québec. Donc, grosso modo, on parle de 11 000 militaires réguliers permanents, 7500 réservistes et 2000 étudiants militaires qui sont stationnés au Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Passons maintenant aux questions des membres. M. Ouellet, suivi de M. Desjardins.

M. Ouellet: Merci, M. le Président. J'entendais M. Brassard qui disait: Oui, j'en conviens, il faudrait une armée, il faudrait une marine, il faudrait une aviation, dans un Québec souverain. Les écologistes passaient juste avant vous et je pense bien qu'eux rêvaient plutôt d'avoir ces sommes d'argent pour faire des projets écologiques plutôt que de voir ces sommes d'argent consacrées à des opérations militaires. Est-ce que vous pensez que, dans le cas d'un Québec souverain, ce gouvernement pourrait décider de ne pas avoir d'armée et de ne pas participer à l'OTAN ou à NORAD qui sont des organismes qui, évidemment, ont des rapports avec le Canada, rapports qui font que ces grandes institutions ont passé des ententes par lesquelles le gouvernement canadien se sent obligé, puisqu'il est partenaire, de participer à des efforts de coopération, d'unité et de présence. Mais vous croyez, d'après votre mémoire, que ceci, nécessairement, devrait continuer dans le cas d'un Québec souverain.

M. Castonguay: Oui. Pour les raisons qu'on a mentionnées au tout début. Il y a un argument de raison. On dirait que, idéalement, ça ne devrait pas être nécessaire, mais on sait qu'on ne vit pas dans une situation idéale; on vit dans une situation où notre civilisation n'a pas atteint, je pense, un point de maturité tel qu'on peut prévoir absolument son comportement. L'être humain est souvent beaucoup plus émotif que rationnel et on peut s'attendre à des mouvements, à des réactions tout à fait imprévisibles et qui demanderaient une réaction plus que celle qu'on pourrait avoir par la parole. C'est un argument de raison.

(21 h 45)

On peut également invoquer le fait, et je crois l'avoir mentionné dans le document, que présentement, on identifie 142 pays qui croient continuer à recourir au système traditionnel pour assurer leur sécurité et leur défense. L'inventaire que j'ai pu consulter, concernant les forces armées à travers le monde, révèle qu'il n'y a qu'un pays, présentement, qui croit pouvoir se payer le luxe de ne pas avoir d'armée et c'est le Costa Rica, un pays de 2 900 000 habitants. Ce travail, dans ce pays, est assumé par une force policière. Il y a une force policière accrue. Par ailleurs, on remarque aussi que les forces armées américaines sont omniprésentes au Costa Rica. Alors, d'une certaine façon, ils assument pour le Costa Rica, cette responsabilité.

Mais le plus grand danger, bien, que l'on voit dans cette idée de pouvoir assurer ces responsabilités – parce qu'elles existeront, ces responsabilités de défense, de sécurité pour les citoyens, de l'ordre public, continueront à exister – si on ne les confie pas à l'armée, on les confie à qui? On les confie à une force policière, peut-être à une force policière accrue? Eh bien, je pense que le plus grand danger qu'on rencontre dans un contexte comme celui-ci, c'est que l'État devient policier. C'est peut-être le plus grand danger. La police assume tout, elle est partout, et c'est le danger qui résulte d'un système comme celui-là.

Tandis que si vous avez une force armée qui se trouve une force de réserve en cas de difficulté, on sait que l'armée n'est pas partout, l'armée ne suit pas la vie des citoyens quotidiennement. Elle intervient seulement lorsqu'elle est requise de le faire et dans des circonstances bien déterminées. À ce moment-là...

Le Président (M. Michel Bélanger): Maintenant, M. Desjardins.

M. Desjardins: Merci, M. le Président. Messieurs, tout d'abord, merci pour la contribution que vous avez faite au sein des Forces canadiennes et pour le pays. Votre mémoire, on l'a dit, il est très simple. Il aurait pu se résumer en une page. Selon que ce soit le statu quo, le fédéralisme renouvelé ou l'indépendance du

Québec, vous voulez une armée. Moi, ce que je reproche un petit peu à votre mémoire c'est qu'il ne m'a pas excité. Moi, je ne suis pas preneur de l'option d'une armée, je me dis: Le moins d'armées on aura dans le monde, c'est un peu idéaliste, mais le mieux on serait. Alors, moi, je ne suis pas preneur, mais j'aurais aimé ça que vous m'excitez, que vous me disiez, là: Bien, dans le scénario d'un Québec indépendant, quelle serait l'importance de son armée, de sa marine, de son aviation? Vous m'auriez excité, vous m'auriez emballé, vous m'auriez peut-être vendu votre produit. Je ne retrouve pas ça dans votre document. Et on y a fait un petit peu allusion.

Si le statu quo est là et le fédéralisme renouvelé, finalement, abouti, l'armée, possiblement qu'on va demeurer dans le contexte que nous sommes. L'éventuel Québec souverain, techniquement...

Le Président (M. Michel Bélanger): ...finir avec une question, M. Desjardins.

M. Desjardins: Oui, techniquement, étant donné que vous êtes des experts plus que moi, pour adhérer à l'OTAN ou à NORAD, si on veut adhérer, il faut avoir quelque chose à offrir. Ça veut dire que ça poserait, au préalable, que le Québec dispose de son armée pour être sous le chapeau de l'OTAN ou de NORAD.

M. Castonguay: Il y a plus que ça. Effectivement, je pense qu'un Québec souverain voudrait certainement faire partie de l'Organisation des Nations Unies. Si on pense au plus grand organisme qui, soit et si vous consultez la Charte des Nations Unies, à l'article 43, paragraphe 1, vous allez voir que les États qui font partie des Nations Unies doivent disposer d'armées et doivent pouvoir également répondre à la demande que pourrait leur formuler le Conseil de sécurité, de leur fournir des forces en cas de besoin et même de leur donner des droits de passage et autres. Alors, là, il y a une obligation formelle pour un État qui veut appartenir aux Nations Unies. Pour ce qui est de l'OTAN, ou pour ce qui est de NORAD, naturellement, on sait que ce sont des alliances qui sont négociées, qui peuvent être négociables et renégociables, surtout dans le cas présentement de l'OTAN, compte tenu de l'évolution rapide de la situation en Europe. Qu'est-ce que sera l'OTAN dans quelques années? On peut se le demander. Et quelle sorte d'alliance existera dans cet ordre-là? On peut également se le demander. Mais il n'y a pas d'obligation formelle de participer à ces organismes. La France a un statut particulier au sein de l'OTAN. On sait également que la Suède ne fait pas partie de l'OTAN. Et c'est un système qui a certainement permis au Canada d'apporter une contribution, je pense, valable à la situation que nous connaissons présentement.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Castonguay. Merci à votre groupe de nous avoir présenté cet intéressant mémoire qui, en tout cas, a le grand mérite, dans nos débats, d'être original. C'est au moins la première fois qu'on entend parler de ce sujet-là. Merci également au général Chouinard et à M. Lafrance. Nous allons maintenant accueillir l'Association des étudiants en droit de l'Université Laval.

(Suspension de la séance à 21 h 51)

(Reprise à 21 h 53)

Le Président (M. Michel Bélanger): Maintenant, les étudiants en droit de l'Université Laval. M. Gobeil est le porte-parole. Je vous rappelle que vous avez cinq minutes pour la présentation. M. Gobeil, la parole est à vous. Si vous voulez présenter d'abord vos collègues et ensuite, l'essentiel de votre mémoire.

Association des étudiants en droit de l'Université Laval

M. Gobeil (André): Alors, nous sommes l'Association des étudiants en droit. Nous sommes le comité d'intervention. Je serai accompagné pour la présentation de ce soir de M. Pierre-Luc Desgagné, qui est ici à ma droite. Immédiatement à ma gauche, M. Christian Roy et au bout de la table, M. Éric Thibault. Préalablement à la présentation, je tiens à vous signaler qu'elle sera faite en deux parties. Je m'occuperai de la première et mon collègue, Pierre-Luc Desgagné, s'occupera de la deuxième.

Avant de procéder à la présentation de notre mémoire en tant que tel, nous tenons à remercier les gens de la Commission de nous avoir reçus, de nous avoir donné cette tribune pour faire entendre les désirs de l'Association des étudiants en droit. Également, nous tenons à vous féliciter de l'initiative que vous avez prise, soit de créer le forum-jeunesse sur l'avenir constitutionnel et politique du Québec. On vous remercie pour ça.

Comme vous pouvez voir en annexe, notre mémoire est le résultat d'un procédé on ne peut plus démocratique. Nous avons premièrement soumis un mémoire, le 2 novembre, qui était un squelette des prétentions étudiantes. Par la suite, lors du retour en classe, nous avons effectué un sondage demandant aux étudiants de présenter leur position. À la suite de ce sondage, nous avons compilé, nous en avons sorti les grandes lignes directrices qui ont été soumises à l'assemblée générale. Avec ce mandat, le comité d'intervention qui est devant vous ce soir a écrit le mémoire final. Ce mémoire a été adopté en assemblée générale à laquelle les étudiants ont pris part et ont eu la chance de donner leurs modifications ainsi que leurs amendements. Vous

répéter les différentes raisons motivant le choix des étudiants serait un peu redondant. Vous connaissez déjà les différentes raisons politiques, économiques, culturelles et juridiques. Vous avez parcouru le Québec en les entendant, on le sait déjà. Alors, c'est ce qui nous amène au comment de la souveraineté. Le comment de la souveraineté, pour nous, c'est très simple. On voit ça avec deux référendums. Le premier référendum irait sonder la population sur l'option souverainiste. Par la suite, si la réponse est aussi claire qu'on le croit et qu'on l'espère, alors débutera le processus d'adoption de la constitution. Le gouvernement devra mandater un comité pour que celui-ci puisse écrire la prochaine constitution du Québec. Dans cette constitution, on croit qu'il serait bon d'inclure une déclaration de souveraineté, la charte québécoise des droits et libertés de la personne, la Charte de la langue française, la création de la cour suprême ainsi que ses pouvoirs.

M. Desgagné (Pierre-Luc): Alors, bonsoir à nouveau. Mon nom est Pierre-Luc Desgagné, pour ne pas me répéter. Certains ont peut-être réagi à la lecture du titre et de la troisième partie de notre mémoire. N'ayez crainte. Il n'était pas de notre intention de voler cet adjectif historique qui est désormais à Paul Sauvé, mais plutôt de le réserver à la sauce des années quatre-vingt-dix. Plusieurs personnes ont prétendu, à juste titre, à notre avis, que ce simple mot pouvait résumer l'élan qui a permis au Québec de faire sa Révolution tranquille. Et c'est pour cela que nous le réutilisons ce soir, parce que nous croyons qu'il faut insuffler un nouvel élan à la société québécoise.

Et cet élan devra aussi, tout comme celui des années soixante, être porteur de changements, non pas dans un seul domaine, mais dans plusieurs domaines. C'est là l'objectif que nous proposons dans notre troisième partie. Tout en accédant à la souveraineté, il nous faudra intégrer à ce changement majeur de statut politique, des réformes, mais des réformes respectueuses des institutions existantes. Ces réformes sont, à notre avis dis-je bien importantes et essentielles. Désormais, nous devons procéder à une révision, à une redéfinition majeure de notre système d'éducation. Désormais, nous devons voir à rendre plus accessible notre système judiciaire. Désormais, il n'y aura plus de CBGAT, les régions du Québec seront parties prenantes à leur développement. Désormais, nous serons, comme l'a dit Jean Lesage, condamnés à l'excellence. Et vous serez d'accord avec moi que ce sera une agréable peine à vie à purger.

Permettez-moi de conclure en vous disant que les gens que nous représentons ce soir, pour eux, eh bien, le temps des compromis vaseux et des compromissions, eh bien, c'est terminé. Les décideurs du Québec ont signifié au printemps dernier que Meech devait être la dernière

chance. Puis certains ont semblé vouloir reculer. À ce que nous sachions, il existe une avant-dernière chance, une dernière chance, mais il n'y a pas d'après dernière chance. Ce qui est dit a été dit. Il faut aller de l'avant. Allons-y donc d'ailleurs. Prenons le train souverainiste. On nous attend à la gare centrale des nations. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Question par une représentante du parti formant le gouvernement, Mme Pelchat.

Mme Pelchat: Merci. Alors, ça va, M. le Président?

Le Président (M. Michel Bélanger): Non, il y a une erreur dans mes inscriptions, tel que me le fait remarquer M. Brassard, c'est le Parti québécois, Mme Marois. Je m'excuse Mme Pelchat, vous avez la conclusion. À tout à l'heure. Mme Marois.

Mme Marois: D'accord, ça va. Merci, M. le Président. Il faut dire qu'il est tard pour tout le monde. Une première question sur votre consultation. Bon, vous dites que 25 % des gens ont répondu au questionnaire, d'une part. D'autre part, vous avez soumis votre mémoire en assemblée générale, c'est bien ça? J'ai bien compris.

M. Desgagné: Oui.

Mme Marois: Bon, d'accord. Est-ce que vous avez l'impression que l'ensemble des étudiants de votre faculté a été informé du processus dans lequel vous vous engagiez pour venir présenter un mémoire ici, ou pour les consulter si on veut?

M. Roy (Christian): Je vais pouvoir répondre à ça, définitivement. D'abord ce qui a été fait, comme un petit peu on a élaboré en introduction, il y a eu un premier mémoire qui a été présenté pour pouvoir entrer dans la date du 2 novembre. Par la suite, il y a un sondage qui a été présenté, qui a été offert à tous les étudiants. On était un petit peu plus de 1 000 étudiants, ils ont tous eu accès à ce sondage-là, ils ont tous pu y répondre. On a reçu 250, près de 250 réponses. Ce qui a par la suite été fait, avant la première assemblée, il y a eu beaucoup de publicité au niveau de la première assemblée générale, où là on a adopté cette idée de la souveraineté, ce qui est ressorti du sondage finalement, les idées directrices. Suite à cette adoption-là, on a rédigé un mémoire final, et de là, durant cette rédaction-là il y a eu beaucoup de publicité encore là pour annoncer l'assemblée générale où l'adoption finale aurait lieu. Et tout le monde a eu la chance de pouvoir se présenter à cette assemblée-là et de pouvoir exprimer son vote.

Mme Marois: Donc il n'y a personne qui va être étonné là demain matin...

M. Roy: Non, non, non.
(22 heures)

Mme Marois: ...de votre... D'accord. Je pense que c'est important, parce que cette question est souvent soulevée et ça redonne davantage de crédibilité je dirais à votre mémoire.

Venons maintenant au processus d'accession à la souveraineté, mais particulièrement sur les institutions. À la page 6 de votre mémoire, vous parlez de la constitution, la constitution québécoise évidemment, bon, inclura la déclaration de souveraineté, le type d'organisation étatique, la Charte québécoise des droits et libertés, bon, etc. D'abord, sur le type d'organisation étatique, est-ce que vous avez fait une réflexion sur le modèle que vous privilégiez? Est-ce que vous considérez qu'on devrait maintenir le régime parlementaire de type britannique ou si vous croyez qu'on devrait engager une réflexion sur un autre type de régime parlementaire d'une part?

Et d'autre part, évidemment, quand on lit tout ce que vous introduisez à la constitution, vous mettez un certain nombre de choses assez... C'est-à-dire vous élaborez pas mal. Est-ce que vous n'avez pas l'impression que ça risque d'être un peu lourd comme outil par la suite? Et je reviendrai, ensuite, sur la formule d'amendement.

M. Desgagné: Je vais répondre à ça en vous précisant tout d'abord que ce qui nous a été proposé comme réponse, pendant le sondage, c'est ce que nous avons bel et bien inclus dans notre mémoire. Par contre, pour ce qui est du développement, pour ce qui est de mon intervention, j'irai à titre personnel, en tant qu'étudiant en droit, mais là, je devrai me retirer temporairement du comité d'intervention. Mais, à titre personnel, je crois, pour en avoir discuté un peu avec beaucoup de gens qui m'entourent, nous favorisons l'institution d'un régime parlementaire, bien entendu, par contre d'un État aussi républicain. Parce que, qu'on le veuille ou non, ça va prendre un chef d'État ou une chef d'État et...

Mme Marois: Merci, c'est bien.

M. Desgagné: ...donc, nous remplacerions le poste du lieutenant-gouverneur. Il y aurait, bien entendu une période transitoire. Mais le poste du lieutenant-gouverneur serait remplacé par un président élu au suffrage universel, dont le mandat serait de cinq à six ans et, bien entendu, ce président-là serait chargé d'assurer la continuité entre les différents gouvernements élus. Et, à notre avis, ça pourrait mettre fin à certains déchirements stériles qui ont pu avoir cours dans notre pays depuis, en fait 1867, et

même peut-être avant. Ça pourrait mettre fin, dis-je bien, à ces déchirements-là. Pour ce qui est du contenu comme tel de la constitution, vous dites que ce serait peut-être un peu lourd...

Mme Marois: C'est que vous énumérez pas mal de choses. Et si on comprend un peu, si on entend d'autres groupes qui sont venus, bon, qui veulent qu'on se préoccupe d'environnement, qu'on se préoccupe d'un certain nombre d'autres éléments...

M. Desgagné: Oui, mais, écoutez. Une constitution, à notre avis, ça doit représenter ce qu'une population, ce qu'un peuple, ce qu'une nation veut bien. Et si le Québec a plusieurs points de repère, si le Québec a besoin de plusieurs balises et se retrouve dans une constitution qui sera quelque peu, non pas lourde à porter, mais qui nous représentera, dis-je bien, avec bon nombre d'éléments, eh bien, faisons-le. Une constitution, après tout, c'est un outil. Ce n'est pas quelque chose... D'ailleurs, on fera attention pour ne pas avoir une formule d'amendement, comme un pays qu'on connaît. Mais on fera en sorte que la constitution, eh bien, on pourra y faire des amendements de façon démocratique, mais on verra à ce que ça ne soit pas une camisole de force.

Mme Marois: D'accord.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci épuise votre période de temps, Mme Marois. Nous passons aux questions des membres. M. Libman, suivi de M. Beaudry.

M. Libman: Merci, M. le Président. Bienvenue à notre Commission.

M. Desgagné: Merci.

M. Libman: Je commence en faisant référence à la page 4 de votre mémoire. Vous dites: Cette déclaration de souveraineté, une fois édictée, permettra au gouvernement québécois de négocier avec celui d'Ottawa le rapatriement progressif de tous les pouvoirs que se partagent actuellement les deux paliers gouvernementaux. Alors, des changements dans la distribution des pouvoirs dans la Constitution canadienne, devront être faits par la partie 5, la procédure de modification de la Constitution du Canada et probablement la formule de 7-50. Alors, ma question est la suivante. Comme étudiants en droit, qu'est-ce qui vous laisse croire, juridiquement, qu'une déclaration de souveraineté est suffisante pour permettre la négociation d'un rapatriement massif des pouvoirs au Québec ou dans ces négociations, en effet, entre le Canada et un gouvernement du Québec souverain? Qu'est-ce qu'il y aura pour le Canada à gagner, dans ces négociations, en échange pour ce

transfert des pouvoirs envers le Québec?

M. Desgagné: Bon. Alors, en réponse à votre question. Merci de vos vœux de bienvenue tout d'abord. Primo, j'aimerais, premièrement, vous faire remarquer que, je ne sais pas s'il y a eu quelques erreurs, mais je crois que vous avez sous la main le mémoire daté du 2 novembre et nous avons pris bien soin de faire parvenir, en date du 30 novembre, un mémoire modifié. Par contre, ça ne change pas le fond de votre question et je vais y répondre, mais j'aimerais bien que, peut-être, tous les commissaires puissent mettre la main sur le mémoire modifié le 30 novembre. Ceci étant dit, M. Libman, je vois votre question à deux volets. Primo, sur le vote d'accession, la déclaration de souveraineté, c'est bien ça le premier volet? Et second, qu'est-ce que le Canada aurait à gagner? Donc, c'est les deux volets de votre question.

Primo, pour ce qui est du processus d'accession, à notre avis, ce ne sera pas une déclaration de souveraineté unilatérale faite par l'Assemblée nationale ou faite par le gouvernement québécois. Ce sera un vote démocratique. Le mandat de la population devra être clair. Et à notre avis, ça ajoute beaucoup plus à la légitimité d'une telle décision que si c'était une déclaration d'un simple gouvernement. Je verrais le Canada dans une difficile position de refuser la négociation après qu'un peuple s'est exprimé majoritairement en faveur d'une question.

M. Libman: Je n'ai pas nécessairement dit refuser de négocier, mais dans ces négociations qu'est-ce qu'il y aura à gagner pour le Canada en échange?

M. Desgagné: C'est ça, j'y viens. Et, pour en venir au deuxième volet de votre question, qu'est-ce que le Canada aura à gagner? Premièrement, je pense que la question qu'il faut se poser, c'est d'abord: Qu'est-ce que le Québec a à gagner d'une déclaration de souveraineté? Ça, ça a été, je crois, assez souvent... On a trouvé un bon nombre de réponses à cela.

Ce que le Canada aurait à gagner, bien, c'est ce que le Québec aura à gagner. On nous sort comme argument depuis bon nombre de semaines qu'on est à une époque d'intégration économique et Dieu sait si parfois même des hommes politiques font quelques erreurs, ils mêlent intégration économique et politique.

Ceci étant dit, on parle très souvent d'intégration économique. Je verrais difficilement le Canada refuser de s'intégrer à un partenariat économique avec le Québec parce que c'est dans le courant mondial actuellement de s'intégrer économiquement. Alors, c'est la réponse que je vous suggère.

M. Libman: Est-ce que vous connaissez des

situations pareilles où la Constitution d'un pays, comme le nôtre, ne reconnaît pas la sécession? Est-ce que vous connaissez des exemples de la jurisprudence internationale, par exemple, où il y avait une distribution des pouvoirs entre un gouvernement qui se sépare... S'il y avait des négociations entre un gouvernement qui se sépare avec le plus grand pays et comment ces distributions ont été faites?

M. Desgagné: Je répondrai à ça en disant que, bon, les exemples qui nous viennent à l'esprit, on peut parler du Tigré peut-être en Afrique; là, on règle le problème, on envoie l'armée et on coupe les vivres. Je ne crois pas que ce soit le cas ici au Canada. On a su négocier de bonne foi très souvent.

Je vais peut-être me répéter, M. Libman, mais je verrais difficilement les "grands Canadiens" nous refuser un verdict démocratique alors qu'eux-mêmes nous servent la soupe de la démocratie tellement souvent. Je les verrais difficilement dire: Non, non. Ce vote-là, on ne le reconnaît pas parce que cette démocratie-là n'est pas bonne, parce qu'elle ne nous convient pas. Mais si elle nous convient, là, on va la reconnaître. Donc, en 1980, on a reconnu le vote, un beau vote, 60-40. Mais là, si c'est majoritaire, on ne le reconnaîtra pas. Je verrais difficilement le gouvernement fédéral et les provinces canadiennes refuser un tel verdict populaire.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Beaudry.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Je pense que vous êtes dans la bonne profession.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Beaudry: Dans votre mémoire, vous nous proposez qu'un référendum soit fait pour, par la suite, faire une déclaration de souveraineté, etc. Et ensuite, vous dites: Des négociations suivraient avec Ottawa sur le rapatriement progressif. J'ai deux questions. La première se rapporte quand vous dites: Des négociations avec Ottawa. Cet après-midi, un professeur en droit constitutionnel de l'Université Laval que vous connaissez peut-être, M. Otis, est venu devant cette Commission, et la question lui a été posée par M. Jacques Proulx et, moi, j'ai enchaîné dans la même ligne de pensée, à savoir pourquoi Ottawa et est-ce qu'Ottawa a les pouvoirs de négocier avec le Québec? Et il a semblé y avoir un problème à un moment donné parce que la réponse n'est pas venue clairement, d'aucune façon, à savoir si Ottawa, en présumant que les provinces s'objecteraient à voir Ottawa négocier avec le Québec, si on ne pourrait pas se retrouver dans un cul-de-sac au niveau de la négociation.

Dans votre approche à vous, vous présumez

qu'il va y avoir des négociations avec Ottawa pour rapatrier progressivement les pouvoirs. Mais, dans le contexte où on se retrouverait qu'Ottawa n'a pas la capacité, parce que le Canada n'existe plus comme tel au niveau de la Constitution qui est en vigueur actuellement, est-ce que vous ne croyez pas que, dans ce contexte-là, il pourrait s'ensuivre des conséquences économiques assez sérieuses pour le Québec?

M. Gobeil: Si je ne me trompe pas, je crois que M. Mulroney a mandaté un comité de réforme des amendements constitutionnels, réforme des amendements également du processus d'amendements. Alors, je...

M. Beaudry: Qui implique le Québec, naturellement.

M. Gobeil: Oui, j'imagine.

M. Beaudry: Parce que le Québec est toujours dans le Canada.

M. Gobeil: Alors, on va lui donner la qualité de visionnaire en supposant qu'il voit ce qui se passe ici présentement et qu'il peut se douter qu'il risque d'arriver des choses comme le scénario qu'on a proposé dans notre mémoire. Advenant une telle situation, j'imagine que le comité qui a été mandaté va voir les différents scénarios.

Pour ce qui est des répercussions économiques du cul-de-sac, comme vous l'avez appelé, je pense que l'Association des économistes du Québec, qui s'est présentée ici dernièrement, je pense que M. Fortin aussi, ont dit que la valeur principale, c'est la confiance. Je pense que si c'est fait de façon démocratique et dans laquelle le peuple québécois et le reste de la communauté mondiale peuvent avoir confiance, je ne pense pas que ça risque de nous amener dans un cul-de-sac économique et d'accroître la récession qu'on vit présentement.

M. Beaudry: J'ai l'impression que vous n'avez pas saisi le sens de ma question, parce que même si M. Mulroney, actuellement, met un comité pour étudier les possibilités d'amendements constitutionnels, il n'y a rien de concret actuellement, il n'y a rien qui nous dit qu'il y aura quelque chose de concret dans le contexte où le Québec aurait décidé de se déclarer souverain. En présumant que le Canada ne négocie pas parce qu'il n'a pas les pouvoirs, est-ce que dans ce contexte-là, vous ne considérez pas que la situation économique pourrait devenir possiblement très sérieuse, une fois qu'il aura déclaré sa souveraineté? Est-ce que vous ne pensez pas que, plutôt que de procéder comme ça, il serait peut-être préférable de négocier avec le Canada avant, voir quelles seraient les réactions pour, par la suite, déclarer la souve-

raineté?

M. Desgagné: Vous me permettez de répondre, de compléter la réponse. À mon avis, et pour continuer le bréviaire des citations, Duplessis disait: "Tu négocies quand tu as peur de perdre." Et moi, je vois le Québec comme un gagnant, primo. Et second, pour rapatrier des pouvoirs, je verrais mal qu'on ne pourrait pas dire écoutez, on va légiférer dans tel, tel, tel, domaine. Le meilleur exemple que je peux vous donner là-dessus, c'est que tout dernièrement le gouvernement du Québec a décidé de rapatrier les pouvoirs en matière de main-d'oeuvre. Les gens du gouvernement me corrigeront, mais à ce que je sache, il n'y a pas eu de négociations publiques, etc. Ils ont dit, écoutez, on va s'occuper de la main-d'oeuvre, c'est clair, net, précis. Et, à notre avis, si le Québec est un gagnant et si, d'autre part, on considère qu'on n'a pas besoin de négocier ad vitam aeternam, eh bien! écoutez, ces pouvoirs-là, on décide de les exercer et "that's it". Pardonnez mon anglicisme.

M. Beaudry: Mais ce n'est pas tout à fait la même chose parce que quand on déclare la...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je m'excuse, M. Beaudry, mais je pense que votre période de temps est malheureusement écoulée. Votre conversation avec votre futur collègue ne pourra pas se continuer plus longtemps. Nous passons maintenant à des questions d'une représentante du parti formant le gouvernement, Mme Pelchat.

Mme Pelchat: Merci, M. le Président. Moi aussi, j'aimerais vous souhaiter la bienvenue à cette Commission. Je suis bien heureuse que vous ayez souligné et que vous nous ayez félicités du fait que l'on tiendra, les 22 et 23 janvier, un forum avec les jeunes. Je sais que vous y serez. On aura l'occasion de se revoir à ce moment-là.

J'aimerais aborder une question qui n'a pas tellement été abordée par les autres collègues commissaires. À la page 5 de votre mémoire, vous dites que la charte fédérale a eu pour effet de transférer aux tribunaux un certain pouvoir politique. D'un autre côté, vous nous suggérez d'enchâsser dans la constitution nouvelle du Québec notre Charte québécoise des droits et libertés. Est-ce que, à ce moment-là, on ne referait pas la même erreur que l'on reproche à la charte canadienne?

M. Roy: Non, du tout. Il faut bien comprendre que ce qui arrive avec la Charte canadienne, c'est que la Charte est faite justement au niveau du Canada pour gérer un ensemble différent de provinces qui n'ont pas du tout les mêmes réalités qu'au Québec au niveau de la culture. Que ce soit au niveau de la culture, au niveau social, peu importe, il y a beaucoup de

différences. Ce que la Charte vient faire, on n'a qu'à penser à la langue, par exemple. Je pense que c'est le meilleur exemple qu'on peut voir par la décision, entre autres, des chaussures Browns. Décision qui a été rendue. La Charte vient mettre un petit peu toutes les législations provinciales sur le même pied.

Mme Pelchat: Oui. Je suis d'accord avec vous là-dessus, c'était le volet de ma deuxième question, mais ce n'est pas la question que je veux savoir. Le fait que l'on transfère un pouvoir politique à la Cour suprême du Canada, en faisant de même, on va faire la même chose avec l'éventuelle Cour suprême du Québec puisque la Charte, une fois enchâssée, c'est supralégislatif, donc, l'effet est le même. Ce que je veux dire, c'est qu'on enlève de la même façon le pouvoir aux législateurs de légiférer.

M. Roy: C'est ça. L'effet est peut-être le même mais le résultat est complètement différent.

Mme Pelchat: Au niveau de l'interprétation, c'est une autre chose.

M. Roy: O.K., mais le résultat est complètement différent parce que la Charte québécoise va être faite par rapport aux réalités du Québec et non pas par rapport à celles de l'ensemble du Canada.

Mme Pelchat: O.K. Dans l'éventualité où on enchâsserait la Charte québécoise des droits et libertés dans une constitution québécoise, est-ce que, dans cette charte-là, on garantirait des droits aux minorités du Québec comme, par exemple, la minorité anglophone? M. Gobeil.

M. Gobeil: Oui.

M. Desgagné: Je peux y aller, si vous le désirez.

Mme Pelchat: M. Desgagné, allez-y.

M. Gobeil: Je peux y aller aussi.

M. Desgagné: Vas-y.

M. Gobeil: O.K. Je ne crois pas... Je pense que, dans la Charte des droits, il y a une place vraiment pour tout le monde et c'est clairement indiqué aux différents articles de la Charte québécoise, indifféremment de la langue, indifféremment de la race, indifféremment de la couleur des gens. Alors, moi, je dis que, évidemment...

Mme Pelchat: Alors, à ce moment-là, la Commission des droits de la personne du Québec est venue nous dire que l'article 3 de la Charte

québécoise des droits garantissait à la minorité anglophone la liberté d'affichage dans sa langue. Et ils sont même venus nous dire, en 1981, quand on a modifié la loi 101, que l'on ne devrait pas utiliser la clause "nonobstant" pour interdire cette possibilité-là pour la minorité anglophone. Qu'est-ce que vous en pensez, éventuellement, dans un Québec souverain, pas dans le même contexte que celui que l'on vit actuellement? Rapidement, parce que j'en ai une autre après.

M. Gobeil: O.K. Ça marche. Alors, on dit que, dans la constitution, il y aura également enclâssée à ça la Charte de la langue française. Alors, je pense qu'il peut y avoir une certaine importance dans ce problème comme tel. Également, il y a une clause "nonobstant" aussi qui va être attribuée au gouvernement et qui pourra être utilisée dans un tel cas.

Mme Pelchat: O.K. Le professeur Dion est venu nous dire que, dans un fédéralisme profondément renouvelé, le Québec devrait être soustrait à l'application des articles 2 et 7 à 15 de la Charte canadienne. Quel effet pensez-vous que ça aurait en bout de ligne puisque, en bout de ligne, c'est quand même la Cour suprême du Canada qui interpréterait les articles de la Charte québécoise?

M. Desgagné: Je pense, Mme Pelchat, que notre position est claire. Et je pense qu'avant de s'interroger sur les possibles états d'âme de Léon Dion et de ses possibles propositions, nous, on a pris une position claire. Et on n'a pas à se poser de question à savoir si..., peut-être que le Canada se décentraliserait. On a pris une position souverainiste...

Mme Pelchat: Écoutez. Non. Je vous arrête ici, M. Desgagné, parce que, dans votre mémoire, vous commencez comme ceci: En tant que futurs juristes. Alors nous, on veut profiter de toutes les expertises que l'on a devant nous. C'est une possibilité, c'est une hypothèse qui est sur la table et j'aimerais vous entendre sur l'hypothèse de M. Dion qui est, dans le fond, un des professeurs de votre faculté.

M. Desgagné: Écoutez, si, à l'extrême limite – et je réponds à titre personnel, je veux que ce soit clair – on doit rester dans le Canada, et que la formule Dion est adoptée par les provinces qui trouvent ça fantastique, bon... Si le Québec pouvait être soustrait aux articles 2, 7 à 15... Si le Québec, en fait, pouvait être soustrait à l'application de la Charte dans les domaines qui l'ont trop souvent brimé dans l'expression de sa différence, oui, on serait pour une possible soustraction du Québec. Et si vous me permettez, je vais ajouter une simple parenthèse sur la question précédente. Il n'y a jamais,

il ne sera jamais et il ne faudra jamais qu'il soit question de nier quel que droit que ce soit à la minorité anglophone du Québec.

Mme Pelchat: Même le droit d'affichage dans sa langue?

M. Desgagné: Et, par contre, il y aura une clause "nonobstant" d'une charte. Et la décision devra être politique. Et l'avantage d'une décision politique c'est qu'on doit subir le jugement populaire à tous les quatre ans. Et que, comme vous le savez, une clause "nonobstant", ça a une durée limitée. Donc, si la majorité de la population n'est pas d'accord avec le choix politique, eh bien, il a l'occasion de le manifester et fort clairement.

Mme Pelchat: D'accord avec vous. Très, très courte question, M. le Président?

Le Président (M. Michel Bélanger): ...question, madame?

Mme Pelchat: Vous parlez de deux référendums. Quelle serait, selon vous, la proportion idéale pour obtenir une reconnaissance au niveau du droit international pour... Est-ce que c'est 50 % plus 1? Est-ce que...?

M. Gobeil: Nous, on s'est attardé un peu là-dessus, avant même de se présenter ici, et on croit que c'est une majorité, 50 % plus 1. C'est la majorité absolue.

Mme Pelchat: La majorité simple. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, messieurs les représentants des étudiants en droit de l'Université Laval, futurs collègues de certains de nos membres, pour cette présentation qui contribue à l'avancement de nos débats. La séance est maintenant levée. Nous reprenons demain matin à 9 h 30.

(Fin de la séance à 22 h 20)